



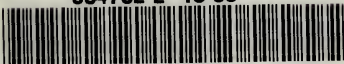


GEN

The HF Group

Indiana Plant

054752 2 13 00



6/20/2006

✓



Digitized by the Internet Archive
in 2014

<https://archive.org/details/bulletin65soci>

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
du
Protestantisme Français

Reconnue d'utilité publique par Décret du 18 juillet 1870



3 1833 01815 3707

Bulletin

GENEALOGY
944
B8732Z
1916

PARAISSANT TOUS LES DEUX MOIS

Etudes, Documents, Chronique littéraire

LXVI^e ANNÉE

QUATORZIÈME DE LA 5^e SÉRIE

Janvier-Mars 1916



PARIS

Au Siège de la Société, 54, rue des Saints-Pères

LIBRAIRIE FISCHBACHER (Société anonyme)

53, rue de Seine, 33

1916



ÉTUDES HISTORIQUES

De Boer. — Les deux premiers synodes du Désert (1400-1715)
 et (1715-1740) 10

DOCUMENTS

R. N. Sauvage. Testament de Jean Vauviller, ministre de Sec-
 queville en Bessie (Calvados) et lettres de Matignon
 (1664-1673) 65

N. Weiss et R. Garra. — Deux portraits du pasteur de Rouen
 Jean Maximilien de Langle, 1652 61

Baron de Derschnau. — Poursuites exercées contre
 les protestants de Saintonge en 1699-1700. Rôle de
 l'évêché de Saintes sous Guillaume de la Brunetière 60

Frank Proulx. — Lettres et allocutions de Napoléon aux pro-
 testants français 70

Séances du Comité. — 28 janvier 1916 77

CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

H. Schmitt. — Les origines politiques des guerres de reli-
 gion. — Les Français à l'étranger (villes françaises du Pié-
 mont et en Allemagne au XVI^e siècle). — La Compagnie de
 Très saint sacrement à Toulouse. — Les années clima-
 teriques des Eglises protestantes et catholiques de
 Genève (1634-1903). — La diète en France au XVI^e siècle.
 — Le médecin Antoine Menjot, notes post-pascalienues. 39

CORRESPONDANCE ET NOTES DIVERSES

N. W. et H. R. — A Sedan et à Strasbourg. — Documents
 concernant la Réforme 90

N. W. — A propos de Calvin en Angleterre. — L'Eclair
 du Midi et la Révolution en Alsace. — Un descendant
 d'un réfugié du nom de Courr 92

ILLUSTRATIONS

Les Montiers près Monoblet (Herd), lieu d'Assemblée du premier synode du
 Désert (1715); d'après une photographie. — Deux portraits du pasteur
 Jean Maximilien de Langle, d'après deux gravures de 1652. 37, 62 et 61

REDACTION ET ABONNEMENTS

Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin doit être adressé à M. N. Weiss, secrétaire
 du Comité, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), qui rendra compte de tout ouvrage inté-
 ressant notre histoire; deux exemplaires seront déposés à cette adresse. Un seul
 numéro donne droit à une annonce sur cette couverture.

Le Bulletin paraît tous les deux mois, en cahiers in-8° de 96 pages avec illustrations. On
 l'abonne par ou moins d'une année. Tous les abonnements datent du 1^{er} janvier et
 sont adressés à cette adresse.

Prix de l'abonnement : 10 fr. pour la France, l'Alsace et la Lorraine; — 12 fr. 50 pour
 l'étranger; — 6 fr. pour les pasteurs, instituteurs, etc. de France et des colonies françaises.

Pour les pasteurs de l'étranger. — Il s'agit d'un numéro isolé de l'année courante et de
 l'année suivante, à 5 fr. pour les autres années, selon leur rareté.

Le mode le plus économique et le plus simple pour le paiement des abonnements est
 de faire adresser un mandat-carte au nom de M. Fischbacher, libraire, rue de Seine, 33, à Paris; ou
 à M. N. Weiss, secrétaire-trésorier, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), auquel doivent
 être adressés les dons et collectes.

On ne s'abonne pas en envoyant des lettres ou en allant chez un intermédiaire, même chez des libraires;
 les mandats ou lettres des seuls pour l'abonnement au 15 mars reçoivent une quittance

et sont envoyés à l'administration, sous pli de recommandation, 1 fr. pour les départe-

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

du

Protestantisme Français



SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
du
Protestantisme Français

Reconnue d'utilité publique par Décret du 13 juillet 1870

Bulletin

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

Études, Documents, Chronique littéraire

LXVI^e ANNÉE

QUATORZIÈME DE LA 5^e SÉRIE

Janvier-Mars 1916



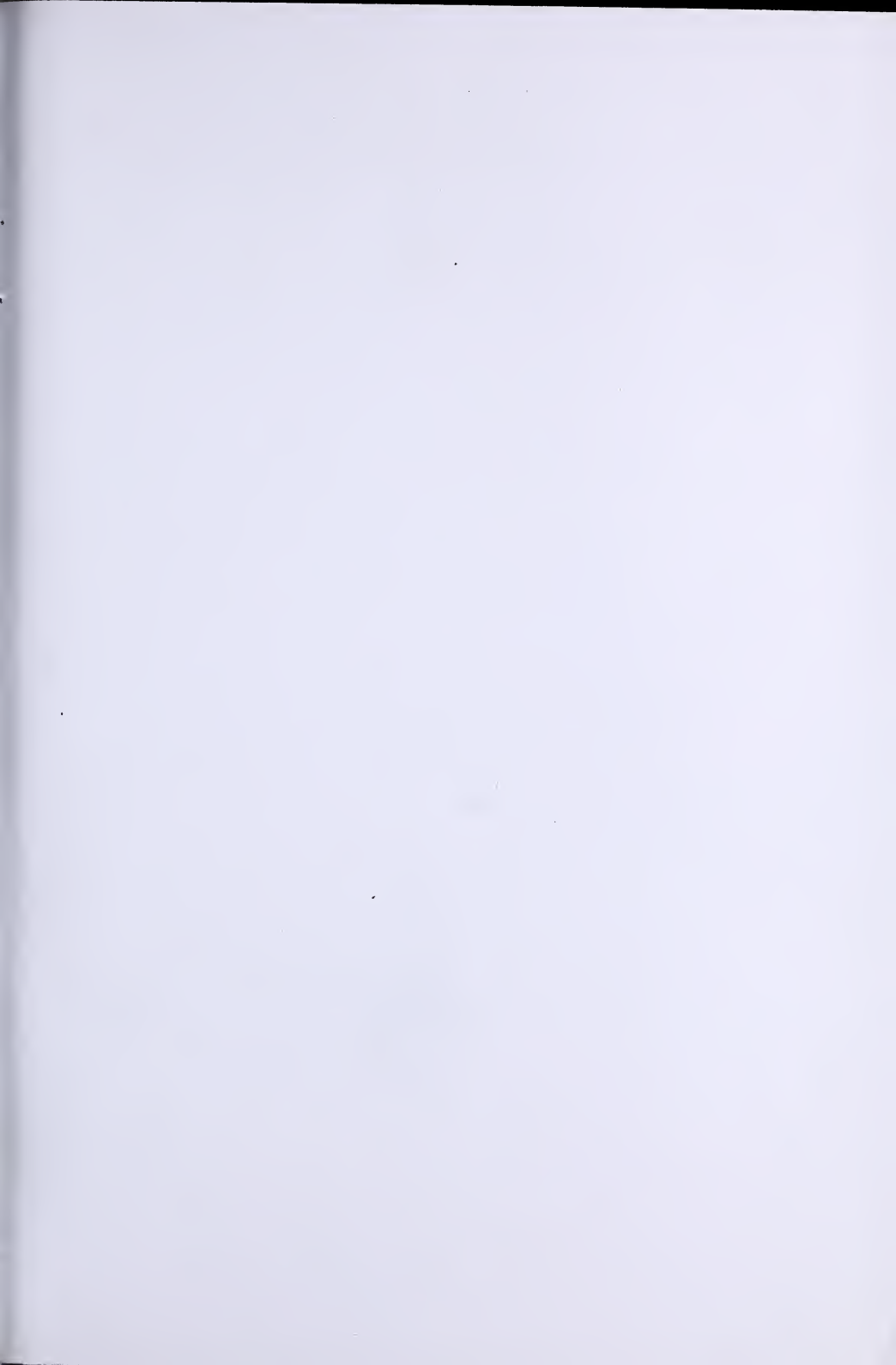
PARIS

Au Siège de la Société, 54, rue des Saints-Pères

LIBRAIRIE FISCHBACHER (Société anonyme)

33, rue de Seine, 33

—
1916



SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

Bulletin — LXVI^e année.

1715-1915

Rien n'est plus réconfortant et plus intéressant pour l'observateur impartial que le chapitre de notre histoire protestante française par lequel s'ouvre l'année 1916 de ce *Bulletin*. — A première vue, lorsqu'on voit qu'il y est question de synodes et de discipline, on est tenté de croire qu'il s'agit là de sujets très spéciaux d'ordre intérieur.

C'est que notre collaborateur, M. le pasteur Ch. Bost, après avoir écrit l'histoire si émouvante des *Prédicants* de 1685 à 1700, suppose connus tout un ensemble de faits sur lesquels il n'est pas inutile de jeter un rapide coup d'œil.

De même que la Belgique et la Serbie, minorités au milieu des grandes nations qui occupent l'Europe, espéraient, grâce à des traités internationaux et solennels, pouvoir conserver leur indépendance et développer leur individualité, — de même, au milieu de la France du xvii^e siècle, alors presque au zénith de sa gloire et de sa grandeur, le protestantisme avait représenté une minorité qui contribuait pour sa part à cette grandeur et se croyait garantie contre toute catastrophe par un contrat qu'à plusieurs reprises ses souverains avaient déclaré inviolable.

La Révocation fut la mise violente hors la loi, sans provocation, de cette minorité — environ le dixième de la popu-

lation française — mais qui, au témoignage même de ses ennemis, se distinguait de la masse par sa valeur intellectuelle et morale.

Comme nous voyons aujourd'hui des milliers de Belges, de Serbes, d'Arméniens, essayer de se soustraire par la fuite à l'oppression brutale, aux tourments ou à la mort — de même on vit alors et pendant une longue suite d'années, des milliers de huguenots essayer de trouver un abri et la liberté hors des frontières de leur patrie.

Des centaines de mille y parvinrent au péril de leur vie et l'on vit, pour la première fois depuis la Saint-Barthélemy et la Ligue, les neutres de ce temps-là, la Hollande, l'Angleterre, la Suisse donner le spectacle émouvant de la charité la plus fraternelle et la plus généreuse pour le flot, sans cesse grossissant, des réfugiés huguenots. Nous n'oublierons jamais à quel point, à deux siècles de distance, ces mêmes pays sont restés fidèles à leurs plus glorieuses traditions, ou plutôt à quel point ils surent dépasser le noble exemple que leur avaient laissé leurs pères.

*
* *

Mais, un peuple tout entier ne peut s'arracher au sol natal. Plus nombreux que ceux qui avaient eu l'héroïsme de partir furent ceux qui étaient restés, en Normandie, dans le Poitou, dans le Midi. Leur situation lamentable ne saurait être mieux décrite que par ces deux strophes d'une complainte de l'un d'entre eux :

Nos pauvres tribus fugitives,
Tes autels partout renversés
Tous tes flambeaux éteints, tes troupeaux dispersés,
Tant de milliers d'âmes captives,
Des consciences dans l'effroi,
Des sentiments forcés, des cœurs dans les alarmes,
Des yeux toujours baignés de larmes,
Sont des voix qui crient à toi.

Nos filles dans les monastères,
Nos prisonniers dans les cachots,
Nos martyrs dont le sang se répand à grands flots,
Nos confesseurs sur les galères,
Nos malades persécutés,
Nos mourants exposés à plus d'une furie,
Nos morts trainés à la voirie,
Te disent nos calamités...

En 1715 il y avait trente ans, la vie d'une génération, que cela durait. Au début, traqués, cachés, errants, ces proscrits à l'intérieur se consolaient, s'édifiaient entre eux, en secret.

Quelques pasteurs revinrent de l'exil les visiter, les encourager; des jeunes gens, des laïques pieux, tel Claude Brousson, remplacèrent au fur et à mesure ceux que la police de Louis XIV supprimait ou mettait à l'ombre. Jusqu'à la fin du xvii^e siècle on se berça de l'espoir d'un retour à la justice et à la paix, malgré que la persécution fût devenue de plus en plus féroce. Lorsque la signature de la paix de Ryswick, en 1697, eut ôté tout espoir du « rétablissement » de l'édit de Nantes, plus de trente prédicants avaient été pendus ou roués, des centaines de leurs fidèles gémissaient dans des cachots ou aux galères et le martyr du plus enthousiaste des négociateurs, de Brousson — 4 novembre 1698 — fut comme un dernier coup de vent qui dissipe une chimère.

C'est alors que, dans les Cévennes, l'excès de la répression provoqua le soulèvement des Camisards, qui tint en échec pendant trois ans jusqu'à 100 000 hommes des meilleures troupes royales. Lorsqu'un traité, qui ne fut qu'une duperie de plus, eut mis fin à cette révolte qui avait rendu aux protestants le sentiment de leur valeur, mais du même coup paru justifier la violence de leurs persécuteurs, on put craindre la ruine définitive de leur cause. A peine un ou deux apôtres tenaient encore le Désert. Déçus, accablés, mais ne pouvant renoncer à leur foi, des paysans, des

femmes, des jeunes filles sans éducation et sans instruction « prophétisaient » pour quelques rares obstinés qui osaient secrètement se réunir la nuit. La masse descendait peu à peu à l'indifférence et à l'incrédulité que produit si sûrement le spectacle de l'iniquité triomphante.



Louis XIV mourut le 1^{er} septembre 1715. Le 8 mars il avait signé une Déclaration constatant que s'il y avait encore des protestants, leur présence était « une preuve plus que suffisante qu'ils avaient embrassé la R. C. A. et R ». Le 26 août, lorsqu'il fut définitivement confiné dans sa chambre, il fit appeler les deux cardinaux de Rohan et de Bissy avec son confesseur le père Lachaise et, en présence du maréchal de Villeroy et de M^{me} de Maintenon, leur dit « qu'étant parfaitement ignorant des affaires de l'Église, ils savaient qu'il n'y avait rien fait que ce qu'ils y avaient voulu, tout ce qu'ils y avaient voulu et comme ils l'avaient voulu, que c'était par conséquent à eux de répondre à Dieu pour luy... qu'il avait la conscience nette comme un ignorant qui s'était abandonné absolument à eux ». — Il dut expirer, abandonné même de ceux-ci et le peuple « rendit grâces à Dieu, avec un éclat scandaleux, d'une délivrance dont ses plus ardents désirs ne doutaient plus ». (Saint-Simon.)

C'est à ce moment qu'un jeune protestant de vingt ans, de naissance obscure, baptisé par un curé, inconnu, sans maîtres que sa mère et quelques inspirées, sans autre instruction que celle qu'il avait pu puiser dans la Bible et dans quelques traités de Drelincourt, conçut le rêve insensé de renouer la chaîne violemment brisée depuis trente ans, de reconstituer l'Église de ses pères sans compter, ni sur un retour de faveur du gouvernement, ni sur aucun autre appui terrestre.

Et, ce qui est plus extraordinaire encore, ce rêve — cet

acte de foi, alimenté, exalté par un dévouement, un désintéressement absolus suscitant, multipliant sans cesse d'autres dévouements — ce rêve devint peu à peu, lentement mais sûrement, à travers combien d'obstacles, de chutes, de déceptions, une réalité!

Voilà pourquoi rien n'est plus réconfortant, pour ceux qui voudront bien faire ce retour en arrière, que le premier chapitre de cette histoire, que M. Bost nous raconte.

Quand une cause est juste — voulue de Dieu qui seul a pu mettre dans nos cœurs le sentiment de la justice et dans nos volontés le désir de la servir — quand cette cause est servie sans arrière-pensée par des hommes de foi, de courage jusqu'au sacrifice suprême, elle rend patient parce que la victoire est au bout. C'est ainsi que l'histoire d'hier est comme le symbole et l'inspiratrice de celle d'aujourd'hui et de demain.

N. WEISS.

Études Historiques

LES DEUX PREMIERS SYNODES DU DÉSERT 21 AOUT 1715 — 13 JANVIER 1716

I. — Cortelz, Vesson, Huc, Court.

L'œuvre des premiers synodes du Désert, convoqués sur l'initiative d'Antoine Court, a consisté, comme on sait, à rétablir dans les Églises du Bas-Languedoc et des Cévennes la discipline qui, de 1559 à 1685, avait régi le protestantisme français. Les synodes se sont reconstitués non dans des Églises mortes, mais dans des Églises dévoyées; ils ont dû ruiner une mentalité religieuse que la révolte camisarde avait fait prédominer dans la région.

Les deux adversaires à combattre étaient l'esprit séditionnel et l'illuminisme extatique. Si nous en croyons les *Mémoires* de Cortelz, et surtout les *Mémoires* et les écrits de Court, les premiers synodaux, purs de toute compromission avec ces idées malsaines, se seraient d'emblée nettement opposés à leurs derniers partisans. Ils auraient constitué une race nouvelle, sans aucune attache avec un passé scandaleux, et ne rêvant que d'en effacer à jamais le souvenir.

La réalité fut plus complexe. Cortelz et Court ont été profondément remués par des agitations qu'ils ont plus tard

condamnées. Ce n'est qu'au prix de durs efforts qu'ils se sont libérés, et quand ils ont voulu amener à leurs vues, soit les autres prédicateurs, leurs confrères, soit les plus fervents de leurs auditeurs, ils ont dû user d'une longue patience, et faire alterner les compromissions habiles avec les coups d'autorité. Sans entrer dans les détails d'une étude que nous espérons publier plus tard, et pour rendre plus clair le tableau nouveau que nous voulons présenter des deux premiers synodes du Désert, nous dirons rapidement la vie antérieure de Corteiz et de Court, et aussi de Vesson et de Huc, dont les noms sont, en 1715, étroitement liés aux leurs.

* * *

Les *Mémoires* que Corteiz nous a laissés nous ont soigneusement caché le véritable caractère de quelques années de son existence, celles pendant lesquelles il a été l'ami et le collaborateur ardent des derniers Camisards¹. Pierre Corteiz, né vers 1680, au hameau de Nojaret, fils d'un Ancien du consistoire de Castagnols (Vialas), dans les Hautes-Cévennes, était, de par ses origines religieuses, un héritier direct des prédicants de 1695 et 1696. C'est à leur exemple, et en se nourrissant des ouvrages protestants classiques où ils s'instruisaient eux-mêmes, qu'en 1699 il s'essaye, comme eux, à répéter devant les habitants de sa vallée natale les sermons qu'il a lus. La guerre des Camisards commence. Corteiz ne se joint pas aux insurgés, bien qu'il ne blâme pas leur révolte. Mais les prophètes qui ordonnent les massacres de femmes ou d'enfants, et les chefs qui obéissent à leurs ordres, trouvent en lui un adversaire décidé. Menacé par les fanatiques, il s'enferme dans la solitude et le silence. Cependant, il

1. Nous possédons deux textes des *Mémoires* de Corteiz. L'un, tiré des *Papiers Court*, a été publié dans E. Hugues, *Hist. de la Restauration du Prot. en France* (4^e éd. 1875), t. I, p. 438. L'autre, provenant de Zurich, un peu plus ancien que le précédent, est plus précieux, parce que plus spontané. Il a été publié par Baum (Strasbourg, 1871). Malheureusement les noms propres y sont défigurés par d'innombrables fautes de lecture.

sort de France quand la rébellion s'apaise, et à Lausanne, où il se réfugie, nous trouvons son nom sur la liste des deux cents Camisards que l'Angleterre entretient en Suisse, avec l'espoir de les renvoyer dans les Cévennes¹. En 1709, au moment où des émissaires de Cavalier, et parmi eux le prophète Abraham Mazel, rentrent en France pour provoquer un nouveau soulèvement, Corteiz, à son tour, passe la frontière avec deux anciens Camisards, Salomon Sabatier et Étienne Arnaud, et devient prédicateur dans les Cévennes et le Bas-Languedoc. Il ne nous a conservé, dans ses *Mémoires*, que peu de traits de sa vie errante, et s'y est défendu, non sans quelque âpreté, d'avoir eu part aux projets de soulèvement qu'ont vainement tentés, en 1709 et en 1710, Abraham Mazel et le dernier Camisard prophète, Pierre Claris. Or, tout au contraire, des documents inattaquables nous le montrent en relations étroites avec ces deux rebelles, recevant de l'argent que le ministre d'Angleterre leur envoie, écrivant lui-même à Genève, « fortifiant ceux qui ont promis de prendre les armes », priant pour la prospérité des armées de l'Angleterre et de la Hollande, levant des recrues depuis le Rouergue jusqu'à la plaine de Nîmes. Il se fait appeler alors *Pierre Durand*, et c'est sous ce nom que nous pouvons le suivre².

Après la mort d'Abraham Mazel et l'exécution de Claris, Corteiz s'adjoint l'ancien Camisard Jacques Bombonnoux, compagnon du premier, et le Vivarois Jean Rouvière, fidèle servant du second. Tous trois continuent de correspondre avec Genève pendant l'année 1711, mentionnant la provision de munitions faite par « les chers martyrs » Abraham et Claris, demandant un homme expérimenté pour commander³. Mais les armées alliées ne

1. *Pap. Court* n° 33, p. 43 à 107.

2. *Pap. Court* n° 31. Nous donnerons plus loin la preuve qu'en 1715, *Pierre Durand* est bien Corteiz. Mais nous devons noter ici que sur les lettres séditeuses de *Pierre Durand*, écrites à l'encre sympathique, conservées dans les *Papiers Court*, Court lui-même a plusieurs fois écrit : « de Corteiz ». Certaines lettres, d'ailleurs portent la signature : Courtès.

3. *Pap. Court* n° 31. Voir Hugues, t. I, p. 9, qui n'a pas vu que Durand est Corteiz.

se montrent pas, la police de Bâville est vigilante, la maladie accable le prédicant. Épuisé, il franchit à nouveau la frontière, se marie à Genève, et va se fixer à Lausanne.

Une épreuve plus rude fond alors sur lui. Impliqué dans une affaire de faux dont il est absolument innocent, il est exposé au pilori et banni du canton de Berne¹ (décembre 1712 ou début 1713).

Ce coup imprévu fit jaillir de son cœur une vie religieuse nouvelle. Comme il était venu à Lausanne résolu à ne plus retourner en France, il vit dans son amère infortune un châtement divin. Sans accuser les hommes, il s'humilia devant la justice céleste. La douleur, comme le dit d'Aubigné d'une maladie qui lui avait été salutaire, « le rendit à lui-même ». Il tourna les regards vers les Églises qu'il avait abandonnées. Comme Calvin, comme Claude Brousson, il fut attaché à la grande œuvre de sa vie par « la crainte de Dieu ». Ces suprêmes expériences accentuèrent, on peut le supposer, la rigueur et l'austérité de son caractère. Le Languedoc sut rapidement ce que vaudrait cette rudesse naïve, populaire et intransigeante, par la façon dont Corteiz la fit sentir aux autres prédicants.

Pendant l'absence de Corteiz, Rouvière et Bombonoux ne s'étaient pas quittés. Le 1^{er} mai 1713, nous les trouvons en Vivarais, en route probablement pour le Dauphiné, où ils vont attendre leur ancien compagnon². Corteiz, avec eux, redescend vers les Cévennes, qui ont vu paraître depuis quelques mois deux prédicateurs nouveaux, Vesson et Huc.

Les noms de ces deux hommes sont restés accolés dans la tradition protestante, parce que tous deux ont été déposés par les synodes, parce que Corteiz et Court les ont dépeints comme des ennemis irréductibles de l'« ordre », et parce qu'ils ont été exécutés la même année (1723). Bien loin cependant qu'ils aient eu quelque conformité

1. Picheral-Dardier, *Let. de Rabaut à Court*, t. I, p. 186 (d'après *Pap. Court* n° 1, t. V, p. 451 et t. VII, p. 107, 195, 199).

2. *Mémoires d'Antoine Court*. Ed. Hugues (Toulouse, 1885), p. 35.

spirituelle, ils sont en opposition absolue l'un avec l'autre. Vesson était un inspiré, Huc un adversaire forcené des inspirations.

*
* * *

Jean Vesson (ou Besson) était né en 1677 ou 1678 au hameau du Pouget, dans la paroisse de Cros, près de Saint-Hippolyte. Son père, nommé Jean également, était en 1684 un des Anciens du consistoire. La persécution n'eut pas raison de sa foi, ni de celle de sa femme, Marthe Martin. Au début de 1689, il est noté comme suspect. « Sa femme a été deux fois [enfermée] à Sommières. Ni lui ni personne de sa famille ne viennent à l'église ». L'enfant qui devait devenir prédicateur fut de bonne heure enlevé à l'influence de ces parents obstinés. A l'âge de 14 ou 15 ans, il fut enrôlé dans un régiment de milices de la province, et fit une campagne en Dauphiné, et une autre en Provence. Après avoir servi trois ans environ, il revint à Cros (vers 1695). Le 16 janvier 1701, un contrat de mariage l'unit à Marie Alibert. A cette date, il est tonnelier. Son père est mort, et sa mère est à Nîmes (reléguée probablement).

Nous ignorons s'il eut, dans les années qui suivirent, quelques relations avec les Camisards, et nous ne savons rien non plus de ses débuts de prédicant. Le prédicateur Étienne Arnaud disait « qu'il avait appris de lui-même à lire et à écrire »¹. En 1713, il tenait des assemblées, revenant dans l'intervalle à Cros, où sa femme élevait péniblement ses enfants². Vesson tombait dans l'extase et proférait alors des phrases incohérentes, mais d'autres fois ses exhortations, où il alléguait comme arguments ses visions, bouleversaient ses auditeurs. Le prédicant Arnaud, en 1716, dira de lui « qu'il prêche avec tant de force et de douceur qu'il fait pleurer tous ceux qui

1. Ribard, *Notes d'Histoire cévenole*, p. 14, 15, 124; *Arch. Hérault*. C. 196 (dossier des multipliants); C. 195 (dossier Arnaud); C. 273.

2. Un de ces enfants, David, né en 1714, devint pasteur du Désert en 1737 (Picheral-Dardier, t. I, p. 230). La mère vivait encore à Saint-Hippolyte en 1751 (*Bull.*, t. VII, p. 463).

l'entendent »¹. En lui se montraient tout le fort et tout le faible des illuminés. Son zèle méprisait les précautions temporelles. Il se conduisait toujours d'après ses révélations. Mais les prédictions erronées des prophètes ne les discréditaient pas². Vesson était revêtu d'un prestige qui allait croissant.

Nous ne savons si Corteiz, avant l'année 1713, avait jamais vu Vesson. En revanche, il connaissait certainement Huc.

*
* *

Ce Jean Huc était né à Genolhac, et au moment des conversions générales, il y habitait avec son père, dans la métairie de la Salzède, appartenant au sieur de Montlebourg. Le père avait alors abjuré, et en même temps « promis pour son fils » âgé alors de 22 ou 23 ans. Un an après le meurtre de l'abbé du Chayla, en septembre 1703, Huc, encore illettré, s'était joint aux Camisards, entrant sans doute dans la troupe de Jouanin (ou Joanny) originaire également de Genolhac, et de plus son beau-frère. Bientôt il devint « le grand prédicateur » des hommes de Roland. Tobie Rocayrol, en juillet 1704, l'avait entendu prêcher au milieu des « Enfants de Dieu d'une manière sainte et touchante » qui l'avait émerveillé³. Quand Joanny posa les armes (4 octobre 1704), Huc, alors malade, continua à suivre les dernières bandes d'irréductibles. Cependant, trois mois plus tard, il se soumit à son tour et fut conduit à Genève. On le trouve à Lausanne « nouvel arrivé » en avril 1705, et jusqu'en octobre, il figure sur les listes des Camisards subventionnés où nous avons lu le nom de Corteiz⁴. Deux ans plus

1. C. 495 (28 décembre 1717). En mars 1717, une compagnie de soldats vint s'établir à Cros jusqu'à nouvel ordre, et fut logée chez « Jean Vesson du Pouget » pour 24 livres par mois. Vesson n'était donc pas encore connu des autorités comme un prédicant? (Ribard, p. 207.)

2. Assemblée du 9 sept. 1723 (A. de la Chapelle, t. II, 292; *Mém. de Court*, 48).

3. *Bull.*, XVI, p. 280.

4. *Pap. Court* n° 33. Corteiz est parmi les « officiers à dix sols par jour », Huc au nombre des « soldats à six sols ».

tard, il est encore en Suisse, où Bâville, qui dit l'avoir connu comme un « méchant coquin », l'accuse de faire des recrues pour Cavalier qui combat en Piémont¹.

Mais Huc se lassa de l'exil. Ces années pénibles, pendant lesquelles il put apprendre à lire et à écrire, mais où il vivait durement en fendant du bois, lui laissèrent un mauvais souvenir. Il rentra secrètement à la Salzède, par Lyon et Langogne, en mai 1707, et se remit à cultiver la terre, « se tenant caché autant qu'il pouvait ». En 1709, il est dénoncé au duc de Roquelaure, qui ordonne de l'envoyer à Montpellier, en assurant qu'il n'aura rien à craindre pour sa vie. Huc va, sans escorte, se remettre aux mains du duc. Roquelaure, Bâville, l'abbé de Massillan l'interrogent. Il ne demeure à la citadelle qu'un mois et demi, mais quand il en sort, c'est pour se voir logé aux prisons des Trésoriers de France, avec défense de sortir de la ville.

En 1712, il était à nouveau dans les Cévennes. La métairie de la Salzède était aux mains d'un de ses parents nommé Mazelet. Il en fit son habitation ordinaire quand ses courses ne le menaient ni dans la montagne, ni au Bas-Languedoc. Mais qu'il s'en allât moissonner, faucher, ou bâtir des murs de pierre sèche, l'essentiel est qu'il était redevenu prédicant².

Il prétendit, à son procès, qu'il n'avait quitté Montpellier qu'avec l'autorisation de l'abbé de Massillan. L'ancien Camisard, en effet, avait vécu dans la ville en catholique. Il s'était confessé, avait communiqué, tellement que « les ennemis lui avaient fourni un temps son viatique ». Corteiz rapporte au contraire que Huc s'était échappé, poussé par les excitations d'un « bon israélite », un protestant naïf, « qui faisait tout à bonne intention », et qui l'aurait renvoyé à sa mission de prédicateur³. Sans doute cette dernière version est celle que Huc lui-

1. Bâville à l'envoyé du roi à Soleure, 28 sept. 1707. (*Arch. Aff. étrangères. France*, 1640.)

2. Ce qui précède d'après *Arch. Hérault*, C. 197 (dossier Huc).

3. Hugues, t. I, p. 449.

même tenait à répandre. Elle peut d'ailleurs s'accorder avec la précédente, car Huc sortit de Montpellier absolument guéri de son « fanatisme » passé. Il restait protestant, puisqu'il prêchait, mais de sa fréquentation avec les convertisseurs et avec les demi-convertis il rapportait une indulgence singulière à l'égard des cérémonies catholiques. « Si la messe, disait-il, était accompagnée de la prédication, elle ne serait pas à rejeter. » La souplesse de sa conscience huguenote allait scandaliser ses frères plus fidèles : « il autorisait la superstition ». On lui reprochait d'autoriser plus encore : « Il dit en pleine assemblée que Lot ayant débauché ses filles, elles n'avaient pas péché. » Mais surtout les prophètes et leurs partisans ne lui pardonnèrent pas le mépris dans lequel il tenait les inspirés. Il s'était introduit dans la charge de prédicateur camisard (le fait était avéré) « par de prétendues révélations », mais il soutenait maintenant qu'il n'en était rien, et sa répulsion pour l'illuminisme, qu'il déclarait « l'œuvre du Diable », était telle, qu'il en répudiait les moindres apparences. Les réunions de prière, comme nous dirions aujourd'hui, n'avaient pas son approbation. Pour lui « la prière, sans l'exhortation, est un abus »¹.

Les extravagances et les imprudences de Vesson, les allures « nicodémistes » de Huc furent dénoncées à Corteiz en 1713, comme autant d'« irrégularités de conduite » par Rouvière et par Bombonnoux. Corteiz se faisait désormais du ministère au Désert une idée très haute. Il osa parler. Il fixa un rendez-vous aux deux accusés, les reçut avec des paroles de louange et d'encouragement, puis il célébra avec eux un culte familial, au cours duquel il leur lut « le premier chapitre à Tite ». Il prit occasion du texte pour représenter le devoir des pasteurs « qui doivent... avoir une vie sans reproche... et n'exposer jamais les fidèles mal à propos dans les dangers ». « Ces messieurs, dit-il, m'écoutèrent jusqu'à ce que

1. Tout ceci d'après une lettre du 30 novembre 1719 relative à Huc et à Vesson, et qui est confirmée par des documents de la main de Huc, qui subsistent dans son dossier (*Pap: Court* n° 1, t. II, p. 173).

je voulus toucher leurs propres vices. » On discuta, puis Corteiz leur donna le baiser de paix en les recommandant à Dieu. Corteiz avait 33 ans, Vesson en avait 31 et Huc 49. Ils considérèrent avec surprise et sans bienveillance ce « confrère » qui s'arrogeait le droit de leur faire la leçon¹. Nous sommes à la fin de 1713. Quelques mois plus tard Corteiz agira de même à l'égard d'Antoine Court, dont il nous reste à parler.

*
* *

Les *Mémoires* de Court, précieux et attachants, plus explicites que ceux de Corteiz sur la période de sa jeunesse et de ses débuts, exigent une lecture attentive. Il est peu probable que des documents nouveaux puissent y apporter, comme à ceux de Corteiz, de graves compléments. Mais leur rédaction n'est pas si naïve qu'il y paraît. Le milieu où l'enfant a grandi n'est pas demeuré étranger aux tremblements violents ou bizarres du protestantisme languedocien, et Antoine Court a été touché plus qu'il n'en convient par des sentiments qu'il devait plus tard bannir de sa vie.

Né, comme on sait, à Villeneuve-de-Berg en Vivarais, le 17 mars 1695, dans un foyer vaillamment huguenot, Court sentit s'éveiller en lui, de très bonne heure, le désir de s'instruire de la religion de ses pères. Sa précoce intelligence demande des livres. Des circonstances inattendues le mettent en possession de quelques ouvrages du xvii^e ou du xvi^e siècle. Comme Corteiz, il s'abreuve aux plus pures sources de la tradition protestante.

Mais, de même que Corteiz a été un instant à demi submergé par le flot de l'esprit camisard, Court s'est trouvé plongé dans le prophétisme². Ses *Mémoires* veulent

1. *Mém.* de Corteiz (Hugues, t. I, p. 449; Baum, 22.)

2. Les derniers mouvements camisards ont certainement ému et intéressé en 1709 les quatorze ans de Court. Il rapporte plusieurs faits qui concernent la révolte d'Abraham Mazel : le passage des deux prophétesses que celui-ci envoie en mission au Bas-Languedoc (*Mém.* 31, à rapprocher de son *Hist. des troubles des Cévennes*. Ed. 1819, t. II, p. 232, 234), la lecture publique

jeter le discrédit sur « tout ce qu'on appelait inspirations »¹, car lorsqu'ils ont été écrits, la race des illuminés, et grâce à Court lui-même, n'existait pour ainsi dire plus. Il suffit cependant d'en suivre les premières pages pour se trouver dans une atmosphère d'effusions mystiques et de passion religieuse débordante que le jeune homme, on le sent, a respirée longtemps avec actions de grâces. Lorsque les doutes lui sont venus, ils n'ont porté que sur les abus, et il a dû faire violence à de chers souvenirs pour oser distinguer entre les manifestations de l'« esprit ».

Les premiers cultes auxquels il assiste, de 13 à 18 ans, sont célébrés uniquement par des femmes. Il va entendre ces prédicantes avec sa mère d'abord, qui les vénère, puis sans elle. Il les arrête quand elles traversent le quartier, il leur sert de lecteur, il les suit. Deux fois il va chercher deux d'entre elles à Vals, il les ramène à Ville-neuve. Il constitue dans son bourg natal une petite « Église », où les inspirées voyageuses savent qu'elles seront bien accueillies. La piété des prophétesses s'allie parfois à des aberrations morales qui déjà surprennent Court. L'inspirée Claire parlait avec une véhémence irrésistible, mais ses prophéties la jetaient « dans des égarements extrêmes ». Entendons par là plus que des égarements de doctrine, car Court prend soin de leur opposer « la grande modestie » d'Isabeau Dubois².

La prédication que fait entendre Bombonnoux à Ville-neuve, quand il y paraît avec Rouvière, est pour Antoine Court une révélation. Un idéal de vie, déjà entrevu par lui, se précise : il prêchera lui-même. Quatre semaines plus tard, il part avec le prédicant Brunel, essaye ses jeunes forces ; ses premiers succès le persuadent que « sa

dont il s'acquitte dans une assemblée à laquelle assiste Abraham (*Mém.* 32). Voir aussi ce qu'il dit du prédicant Chabrier, et de la joie qu'il ressent en suivant celui-ci sur « le théâtre de la guerre » (*Mém.* 35, 36). L'esprit de rébellion ne semble pas avoir alors indigné son entourage.

1. *Mém.* 30.

2. *Mém.* 30-35. Court rapporte qu'un jour, en Vivarais, Claire se jeta dans le feu pour s'exposer à la même épreuve triomphante que le camisard Claris. (*Pap. Court*, n° 7, t. I, p. 55.)

vocation est divine ». Empêché de passer à Genève, où il rêvait d'aller étudier, il reste au Désert. L'exemple de Bombonnoux a sans doute décidé de son avenir. Il faut reconnaître, cependant, que les prophétesses l'y ont conduit.

Parvenu à cette période de sa vie, Court nous prévient qu'il soupçonnait déjà violemment les « révélations » de ne point procéder de l'esprit divin¹. Or, c'est ici justement que nous le voyons pour la première fois obéir à des ordres que l'esprit a dictés aux inspirées. La paix d'Utrecht vient d'être publiée (milieu de 1713), qui n'a pas apporté la délivrance attendue. Les prédicantes déclament contre les ecclésiastiques. Par leur bouche, Dieu commande à Court de prêcher ouvertement, dans les places publiques. Il ne se sent pas tenu de leur céder sur ce point, mais elles ont assez d'autorité sur lui pour lui faire écrire des lettres menaçantes à des prêtres et à des magistrats².

Il part alors pour le Bas-Languedoc où il pense trouver Bombonnoux et Rouvière, et sans doute aussi Corteiz, dont ceux-ci ont dû lui parler. Deux prédicantes, la veuve Caton et Claire, décident qu'elles le suivront, et si ce souvenir l'embarrasse plus tard un peu, on peut croire qu'il a trouvé alors leur compagnie naturelle³. Au milieu de septembre, tous les trois sont à Nîmes. Il paraît bien cette fois que certaines démarches de ses amies inquiètent Court. Mais il ne sait pas encore leur résister : elles le contraignent d'assister à une scène d'exorcisme. Une crise de Vesson, suivie de prédictions que l'événement ne confirme pas, accroissent les inquiétudes du jeune homme. Mais il faudra d'autres expériences pour le désabuser entièrement. Dans le Haut-Vivaraïs il entend deux prophètes vaticiner des oracles contradictoires. Il était réservé à Claire (qui décidément s'attachait à ses pas) de

1. *Mém.* 43.

2. *Mém.* 44, 45.

3. *Mém.* 47. La veuve Caton, des environs de Vals (v. *Mém.* 34) est sans doute la même inspirée qui, sous le nom de Catin, avait prêché à Vals en 1700 avec la prophétesse Marie et le prédicant Marc ou Petit Marc. (*Bull.* XXXVI, p. 609. Voir LX, p. 124.)

lui ouvrir pour jamais les yeux. Elle annonce pour la Noël de 1713 un événement miraculeux où Court sera l'objet des grâces divines, et persiste jusqu'au dernier jour dans son illusion folle. Dès lors, dit Court « je me déclarai contre tout ce qu'on appelait inspirations ».

Laissant les prophétesses à leurs visions, il répand largement des copies manuscrites du *Petit Catéchisme* de Drelincourt, appelant à son secours l'Église ancienne contre les nouveaux illuminés. Pour fuir l'hostilité de ses anciennes admiratrices, comme aussi peut-être pour se soustraire aux « égarements » de Claire, il parcourt trois mois le Dauphiné et la rive occidentale du Rhône. Il rentre à Villeneuve, puis brusquement nous le voyons, en août 1714, à Marseille. C'est là que Corteiz intervient dans son existence.

*
* *

Pourquoi Court est-il allé à Marseille? Ses *Mémoires* expliquent qu'il a voulu, pour un temps, fuir les malédictions que les inspirés faisaient pleuvoir sur sa tête. Si, cherchant du repos, il a tourné ses regards vers Marseille, il semble, à le lire, que ce soit seulement en raison des « illustres confesseurs » qu'y renfermaient les galères, et qu'il visite en effet. Pourquoi, ensuite, quitte-t-il la ville en 1715? Parce qu'il est repris du désir d'aller à nouveau prêcher au Désert, et qu'une lettre de Corteiz « pressante, et qui fit impression sur lui », vient à propos pour le fortifier dans son dessein¹.

Sur cette lettre et sur son contenu, les *Mémoires* de Corteiz nous fournissent un renseignement qui modifie tout le récit de Court, et jettent sur sa vie d'alors une vive lumière. Le trait ne se lit pas dans le manuscrit de ses *Mémoires* que Corteiz remit à Court, mais dans une rédaction antérieure qui resta à Zurich, et que M. Baum a publiée². Corteiz raconte qu'arrivé à Nîmes avec Bom-

1. *Mém.* 66.

2, Baum 23 (l'autre version Hugues, t. I, p. 450).

bonnoux et Rouvière vers la Noël de 1714, il rencontra dans la ville, un peu plus tard, le prédicant vivarois Brunel, qu'il interrogea sur l'état religieux de son quartier. Brunel se plaignit que les prédicateurs fussent rares. Il ajouta, écrit Corteiz, « qu'il y avait un jeune garçon nommé M. Antoine Court, de Villeneuve, qui avait des talents, mais que ses parents l'avaient envoyé à Marseille, *crainte qu'il ne fût pris et saisi par les ennemis* ».

On conçoit que Corteiz n'ait pas voulu placer sous les yeux de Court devenu célèbre, cette petite phrase qui, évidemment, reproduit l'exacte vérité. Ce n'est pas sans raison que Court rappelle les « vives impressions » qu'avaient produites sur son âme les « injures sacrées » des prophétesses. Il les fuyait comme des attaques désagréables, mais sûrement aussi il les redoutait religieusement, par un dernier respect pour l'« esprit » qui les suscitait. Nous pouvons ajouter que dans la maison maternelle même, sa nouvelle attitude était jugée impie. Il n'avait que dix-neuf ans. Son précoce talent viendrait-il à bout des « souffles » des extatiques, ou de leurs soi-disant révélations? En revenant à Villeneuve, sa force juvénile avait plié sous le découragement, et l'on se représente fort bien que sa mère ait profité de cet instant pour ressaisir un fils qui lui échappait. Elle l'avait couvert de larmes, d'abord quand il l'avait quittée pour aller (pensait-il) à Genève, puis quand il lui avait parlé de son intention de prêcher en France; et dans cette seconde crise, autant pour triompher d'elle que pour s'affermir dans sa décision, il avait dû prononcer devant elle un sermon sur le sacrifice chrétien. Maintenant, il rentrait au logis, meurtri, doutant des dons extraordinaires de Dieu, au lendemain d'une paix étrangère qui reculait indéfiniment les perspectives de la liberté religieuse. Les instances maternelles eurent raison d'un cœur abattu. Sa famille réussit à le ramener sur la voie où s'était engagée son adolescence. « Les MM. Gibelin, germains à sa mère qui... étaient parvenus à une assez brillante fortune » lui avaient quelques années auparavant « fait

prendre le parti du commerce »¹. C'était sans doute en vue de s'engager dans une carrière commerciale que Court était venu à Marseille.

La lettre de Corteiz « pressante et pleine de zèle », s'adressant à un déserteur pour le ramener au combat, fut donc, pensons-nous, d'une sainte sévérité. Elle atteignit une âme bien disposée, en qui le remords parlait déjà, et elle dut en même temps révéler au jeune prédicateur la force qu'il trouverait auprès de ce ferme apôtre qui le rappelait si nettement à son devoir. Corteiz, à cette heure, fut pour Court ce que Farel avait été pour Calvin.

Court obéit aussitôt. Il quitta Marseille avec une promptitude qui devança l'espoir de son correspondant. Quand il entra dans Nîmes (début de février 1715) Corteiz n'y était plus, n'ayant pas pensé qu'il dût l'attendre déjà². Le nouveau prédicateur se mit immédiatement à l'œuvre. Il convoqua trois assemblées en trois semaines. Mais l'affluence des auditeurs fut telle, qu'il jugea de la prudence de se transporter ailleurs. Corteiz n'avait donc pas acquis aux Églises un illuminé téméraire semblable à Vesson.

Un jeune tailleur d'habits, originaire des Cévennes, propose à Court de le conduire dans la montagne. A Peyrolles, près de Saint-Jean-du-Gard, tous deux assistent à une assemblée que préside Huc, dont Court fait la connaissance. Court impose silence à une extatique, et par son habileté à résumer l'exhortation entendue, pour l'enrichir de nouveaux développements, il se fait applaudir comme « un homme extraordinaire ». Les jours suivants, il constate l'ignorance religieuse du peuple cévenol, la facilité avec laquelle il assiste à la messe. Il pare à ce double danger en distribuant, selon son habitude, des copies du *Catéchisme* de Drelincourt et en prêchant contre l'infidélité. Corteiz a donc amené dans la région un huguenot rigide, qui saura lutter contre la tiédeur de Huc.

1. *Mém.* de Court, 25.

2. Baum, 23; *Mém.* de Court, 70.

Ce ne fut qu'au début d'avril que Court enfin put joindre vers Saint-Jean-du-Gard le prédicant de Castagnols. « Je fus, dit-il, édifié par sa conversation et il me parut animé d'un véritable zèle pour l'Église ». Corteiz, de son côté, écrit de cette rencontre : « Je trouvai en lui beaucoup de dispositions pour la prédication, et je le priai de rester avec nous en Languedoc¹. » Chacun d'eux, dans ses *Mémoires*, a donc jugé bon de rendre témoignage à la valeur de l'autre. Ils se traitent, dans leurs souvenirs, d'égal à égal. Ils ont raison, surtout s'ils se reportent à cette année 1715. Court a le talent, l'intelligence, la netteté des vues. Corteiz possède l'expérience, l'autorité et la vigueur. Il mettra sa seule gloire à bien exécuter ce qu'aura conçu son confrère. Le rayonnement de Court, quand on envisage toute sa vie et le résultat de ses travaux, a laissé dans l'ombre la figure de Corteiz. La candeur robuste du bon ouvrier que fut son compagnon mérite de reprendre sa juste place dans notre reconnaissance.

L'un et l'autre, sans se connaître, et par des chemins divers, sont arrivés en 1715 à comprendre leur mission d'une manière analogue. Revenir à la prudence, à la moralité, à la sobriété mystique, à la raison du protestantisme d'autrefois, leur paraît une nécessité. Curieuse et instructive rencontre, qu'une observation explique fort simplement. Tous deux, Corteiz le plus âgé, et Court de quinze ans plus jeune, ont reçu les impulsions religieuses qui ont déterminé leur vocation en dehors des temps camisards, où précisément le prophétisme s'est montré le plus excessif et le plus envahissant. Comme prédicateur, Corteiz date d'avant la révolte, Court d'après. Ils ont été tous deux formés à la piété par la lecture des auteurs les plus sains que la littérature protestante ait pu leur fournir : Du Moulin et Drelincourt. Les circonstances les ont jetés, l'un dans les dernières aventures camisardes, l'autre au milieu des prophétesses, mais c'a été

1. *Mém.* de Court, 77; Baum, 23.

comme à leur corps défendant, et par une surprise dont ils s'étonnent. Ils se sont ressaisis. Quand ils s'embrassent pour la première fois à Saint-Jean-du-Gard, ils se découvrent attachés à un même glorieux passé, qu'ils ont le désir et qu'ils auront la puissance de faire revivre.

Le premier Synode du Désert
21 août 1715.

Nous ignorons si Court et Corteiz, lors de leur première entrevue, parlèrent d'une réforme à opérer dans les mœurs ou dans l'esprit du protestantisme méridional. Sans leur prêter des ambitions trop précises, on devine à quels problèmes pratiques s'appliquait leur réflexion.

Court a souvent affirmé qu'il avait été soucieux d'éteindre dans le Languedoc, en 1715, l'esprit de rébellion des Camisards. Mais les temps camisards étaient déjà finis. Corteiz avait oublié la besogne guerrière à laquelle il s'était voué de 1709 à 1711, et si son compagnon sut de lui sans doute qu'il avait connu Abraham et Claris, Corteiz ne lui fit pas l'aveu exact de ce qu'il avait tramé à leurs côtés. En 1734, en effet, Court demandait à Corteiz s'il était vrai qu'en 1710 ou 1711 il eût écrit du Languedoc à Genève « pour faire revivre le désordre des Camisards » ? et Corteiz, sans nier absolument les faits, se bornait à lui déclarer qu'il avait toujours tenu pour une folie de prétendre soulever les Cévennes sans le sûr et fort appui d'une armée étrangère¹. Il gardait sauf, donc, le droit des sujets à se révolter contre leur roi. Assurément, en 1715, il professait la même croyance, mais la paix d'Utrecht ayant mis fin à la guerre, un soulèvement eût été insensé, une attitude résolument pacifique lui était commandée par les circonstances, à lui, comme à Bombonnoux et à Rouvière. Les tout premiers synodes ne soulevèrent même pas la question de la « soumission aux puissances établies ».

1. Lettre de Corteiz à Court, de Zurich, 18 août 1734. *Pap. Court* n° 1, t. IX, p. 985.

Mais si les anciens Camisards devenus prédicateurs avaient rompu avec leur passé, ils en portaient encore la peine aux yeux de bien des protestants. Les modérés, les notables des villes et des bourgs, témoins apeurés de violences souvent atroces, qui avaient contribué avec le baron d'Aygalliers à faire poser les armes aux rebelles, tenaient désormais les assemblées religieuses comme « des amas de séditeux », et refusaient de s'y rendre. Il fallait restituer au culte sa dignité, et réhabiliter les prédicants aux yeux de leurs troupes.

Cependant une difficulté nouvelle surgissait, provenant du caractère prophétique de la plupart des teneurs d'assemblées. Nous avons nommé Vesson. Mais dans la montagne ou dans la plaine, d'autres inspirés agissaient, que nous connaissons à peine : Le Lombard, Jalaguier, Costelicarde, Granié, Donadille, Conort. Nombreuses surtout étaient les prophétesses, et plusieurs parmi elles, itinérantes, se consacraient à un incessant apostolat. Les « fanatiques », comme les avait nommés la Faculté de Montpellier, tombaient souvent en transe. Ils méritaient d'attirer l'attention des médecins, car leur névrose est aujourd'hui cataloguée. Leurs crises étaient « des contorsions et des mouvements épouvantables ». Beaucoup d'anciens réformés, comme les catholiques, se voilaient la face devant eux, criaient à la folie, au mensonge, au blasphème. Pour rendre aux prédicateurs leur bon renom, pour ramener un état de choses qui rappelaient au moins les années où Claude Brousson voyait venir à lui les éléments les plus sérieux de la population religieuse, la tâche urgente était donc de purger l'Église de l'illuminisme.

Or, voici où le problème devenait ardu : à quelques très rares exceptions près, les plus pieux et les plus résolus des protestants ne consentaient pas à condamner en bloc les inspirés. Depuis 1701, les prophètes avaient été les seuls instruments dont Dieu se fût servi pour maintenir la foi dans les cœurs abattus. Quelles qu'eussent été les aberrations morales ou les extravagances de cer-

tains d'entre eux, trop d'âmes leur devaient d'avoir tenu ferme ou de s'être réveillées, pour s'abaisser à les renier. Parmi les plus chauds amis de Court et de Corteiz, les « révélations » gardaient tout leur ascendant. Une opposition trop violente aux inspirés risquait de priver les deux compagnons de leurs meilleurs soutiens. En racontant ses premiers travaux au pasteur Roques, de Bâle, Court dit fort bien : « L'esprit du fanatisme avait été si fort répandu, qu'il fallut beaucoup de ménagements... pour remédier à ce mal¹ ».

Si sérieuses que fussent cependant les difficultés à surmonter, il était nécessaire d'agir, et Court, dans le plein enthousiasme de la vocation à laquelle Corteiz venait de le rappeler, multiplia ses efforts. Ses *Mémoires*, qu'il a reconstitués, pour cette période, au moyen de notes que nous ne possédons plus, nous permettent de le suivre assez exactement pendant les premiers mois de 1715². En quittant Corteiz, il descend à Nîmes avec son jeune guide, le tailleur d'habits Jean Combes, qui ne sait pas lire, mais qui brûle de devenir prédicateur, et qu'il encourage dans son dessein. Il apprend en route que Vesson, une fois de plus, a exposé une assemblée aux coups de feu des soldats³. A Nîmes, les révélations de la prophétesse Thibaude lui donnent l'occasion de « décharger son cœur », et il réussit à diminuer le nombre de ses admirateurs.

Bombonnoux et Rouvière, puis Corteiz et Brunel, le rejoignent dans la ville. Ils passent ensemble le jour de Pâques (21 avril) « occupés d'une dévotion sainte ». Ce culte est une réunion d'adieu, car Corteiz, qui a laissé sa femme à Genève, « croit que, par devoir, il lui faut y faire

1. *Pap. Court* n° 5. Mémoire du 13 avril 1731.

2. *Mém. de Court*, p. 77.

3. L'assemblée s'était tenue la nuit du 16 mars dans la métairie de Bouscaren près de Vauvert. (Il reste de l'information un interrogatoire isolé. C. 194.) Les lignes qui suivent, dans les *Mémoires* de Court (p. 79), se rapportent à un jugement de Roquelaure rendu le 16 avril, qui condamnait aux galères Étienne Goty, du Martinès (Sainte-Croix-de-Valfrancesque), pour avoir conservé dans sa maison un fusil et un pistolet.

un voyage ». Brunel s'engage à le conduire jusqu'aux environs de Valence, où Bombonnoux et Rouvière l'accompagneront aussi.

Resté seul dans une région qu'il n'a jamais parcourue, Court, après un moment de mélancolie, se ressaisit vite. Il visite la Gardonnenque, s'y lie avec un jeune travailleur de terre, Jean Bétrine, qui deviendra plus tard prédicant. Ses auditeurs lui font fête, le voici « rempli d'une joie indicible », et quand il retrouve à Uzès Bombonnoux et Rouvière, il décide de s'attacher Bombonnoux, qui connaît le Bas-Languedoc, réservant Rouvière pour Corteiz, dont le retour ne tardera pas. Bombonnoux et lui affrontent vers Nîmes et Uzès des aventures qui nous sont gaîment racontées. Court va prendre les eaux minérales d'Euzet. Une mômerie anticatholique le scandalise et l'oblige à fuir précipitamment, et ses *Mémoires* alors, sans que rien nous prépare à l'événement, nous transportent le 21 août dans l'assemblée qu'il nomme le premier synode.

*
* *

Avant de parler de cette réunion, disons quelques mots d'un document qui s'y rapportait, et que nous n'avons plus, et d'une pièce fort intéressante, dont nous tirerons de très utiles renseignements.

Il nous manque les Actes de la plupart des premiers synodes du Désert, et particulièrement des deux premiers¹. Nous savons dans quelles circonstances ils ont disparu des Papiers de Court. En 1734, ce dernier était préoccupé d'écrire l'histoire des Églises de France depuis la Révocation. Il pria Corteiz, alors fixé à Zurich, de lui communiquer les pièces qu'il possédait. Il était surtout anxieux de rentrer en possession de papiers personnels, qu'il avait emportés du Languedoc à Genève en 1720, et qu'en rentrant en France deux ans plus tard, il avait

1. Voir E. Hugues. *Les Synodes du Désert* (Ed. 1884), t. I, p. 1-7.

confiés à la femme de Corteiz. Corteiz lui répond : « Ma femme me dit que du temps qu'elle était en France, 1726, M. Du Plan rompit les cachets des paquets que vous aviez laissés, et prit des lettres¹. Je me soupçonne bien que quelque chose est arrivé, parce que bien des lettres se sont égarées ». Et après avoir déploré l'absence de diverses pièces relatives à des synodes de 1722 et de 1723, il ajoute : « Je suis fâché, et très fâché qu'il se soit égaré tant de lettres. J'ai ramassé toutes celles que j'ai pu trouver, *mais il manque les premiers synodes, comme celui de Gourgasset, de la Font du Verd, l'assemblée de votre réception* (consécration), et diverses autres que je ne reconnais pas². »

Benjamin du Plan, donc, le gentilhomme d'Alais, que les synodes avaient fait leur député à l'étranger, aussi peu méthodique que Court était méticuleux, est responsable de la perte de documents précieux, au nombre desquels se trouvaient les Actes du premier et du second synode, qui se sont tenus l'un ou l'autre, nous le verrons, à Gourgasset, près de Monoblet.

La lettre de Corteiz ne nous fournit sur ces synodes qu'un détail géographique. Autrement important est un document des *Archives de l'Hérault* que nous avons découvert dans le dossier de Huc³. Lorsque ce dernier fut arrêté dans les Cévennes, le 23 mars 1723, il était porteur, entre autres manuscrits, d'une lettre qu'il avait composée pour l'envoyer aux protestants du Bas-Languedoc. Excommunié par les synodes, il présentait aux fidèles sa justification, en leur rapportant les détails de la longue dispute qu'il avait soutenue contre ses confrères. L'original, malheureusement, n'est plus au dossier. On y trouve seulement un résumé de la lettre,

1. Pour voir son mari, Isabeau Corteiz, en effet, était venue dans les Cévennes en 1726.

2. *Pap. Court* n° 1, t. IX, p. 965. Corteiz à Court, juillet 1734. Le Synode du 7 février 1718 (*Syn. du Désert*, t. I, p. 9) se tint à la Font du Verd près de Durfort. Il est possible qu'un autre Synode encore ait eu lieu au même endroit. Le Synode qui « reçut » Court comme pasteur, et à la suite duquel Corteiz lui imposa les mains, est celui du 21 novembre 1718.

3. C. 197.

fait avec un certain soin, mais uniquement en vue d'amasser des preuves de culpabilité contre Huc ou contre les personnages qu'il nomme. Si incomplet que soit cet abrégé, il nous fournit un récit à peu près chronologique des premiers synodes, de ceux du moins auxquels Huc a pris part.

On jugera plus loin de la valeur de cette pièce, quand nous lui demanderons de compléter les récits de Court. Recueillons d'abord ce que ce dernier nous apprend sur la réunion du 21 août 1715.

*
* *

Court nous a laissé de l'assemblée deux récits, rédigés d'après ses souvenirs¹. Le premier, et le plus anciennement écrit, se lit dans ses *Mémoires*, l'autre est inséré dans un *Mémoire* dressé pour les arbitres qui furent appelés en 1745 à juger entre Du Plan et lui. Le second récit, d'une rédaction plus étudiée, est manifestement apologétique. Tous deux cependant s'accordent sur le détail des délibérations².

Nous sommes près de Monoblet (Gard), à la lisière des Basses-Cévennes et de la plaine, entre Saint-Hippolyte et Anduze, au matin du 21 août³. Tous les prédicateurs de la région, à l'exception de Corteiz, qui est à Genève, ont

1. Aidés assurément de quelques notes, comme en témoignent les dates précises de ses *Mémoires*.

2. *Mém. de Court*, p. 95; *Pap. Court* n° 37. *Mémoire aux arbitres*. Une copie de ce *Mémoire* est aux Papiers Rabaut (*Bibl. du Prot.*) et la partie qui concerne le Synode a été publiée, d'après cette dernière copie, par Ch. Coquerel, *Hist. des Egl. du Désert*, t. 1, p. 23.

3. « Dans une carrière abandonnée », dit E. Hugues (t. I, p. 23). Ce détail ne provient ni de Court, ni d'une tradition locale. Il a sa source dans une double méprise. Dans son *Mémoire aux arbitres*, Court a écrit : « Ce fut en 1713 qu'il plut à Dieu de m'appeler au service de son Eglise. » Ch. Coquerel (t. I, p. 24) a transcrit : « Ce fut en 1715 qu'il plut à Dieu de m'appeler au service de cette Eglise (Nîmes). » Puis A. Borel dans sa *Biographie d'A. Court* (Toulouse, 1863, p. 22-24), faisant de Court, après Coquerel, le pasteur de Nîmes en 1715, a imaginé de placer le lieu du Synode dans les carrières de Barutel, où se célébra à la fin du xviii^e siècle le culte des Réformés de la ville. Après A. Borel, ceux qui ont raconté l'assemblée, tout en l'éloignant de Nîmes, ou même en la plaçant à Monoblet, ont conservé cette mention toute gratuite de la carrière.

été assemblés, et avec eux deux laïcs « des plus éclairés »¹. La prière est prononcée. Court prend la parole et dépeint la triste situation de l'Église. Aux maux présents, un seul remède efficace peut être apporté, « le rétablissement de la discipline » traditionnelle. « Il s'est rendu ce jour-là au milieu d'eux pour en jeter les premiers fondements ». Que l'assemblée commence donc par se constituer à la manière des anciens synodes provinciaux, en élisant un modérateur pour la présider, et un secrétaire pour rédiger les décisions qui seront prises. La proposition est accueillie, Court « à la pluralité des suffrages » est élu à la fois modérateur et secrétaire.

Aucun ordre ne subsiste. Il convient, en premier lieu, de rétablir les Églises locales, en choisissant dans les anciennes paroisses réformées des hommes éprouvés qui reprendront la charge et la responsabilité des « Consistoriaux » d'autrefois. Les deux laïcs présents sont aussitôt désignés comme Anciens pour l'Église de Monoblet.

Leurs fonctions sont immédiatement précisées :

1° Ils seront, comme les Anciens du passé, des « surveillants des mœurs », soit à l'égard du troupeau, soit à l'égard des prédicateurs.

2° Ils fixeront pour les assemblées du culte, des lieux favorables, et y convoqueront les fidèles avec la prudence et le secret nécessaires.

3° Ils procureront aux prédicateurs des retraites sûres, et les fourniront de guides.

4° Ils collecteront dans chaque Église des fonds destinés au soulagement des pauvres.

Des Anciens, l'assemblée passe alors aux prédicateurs. Ceux-ci, qui ne vivent que de leurs propres ressources (c'est le cas de Huc, qui travaille de ses mains), ou des ressources de leur famille (Court et Rouvière étaient dans ce cas), ou des dons volontaires de leurs auditeurs, ont quelquefois l'habitude « d'employer à leurs besoins les

1. Le second récit dit : « quelques laïcs », et note plus bas « qu'on conféra la charge d'anciens aux laïcs qui se trouvaient dans l'assemblée ». Or d'après le récit des *Mémoires*, « deux anciens » seulement furent installés.

deniers collectés dans les assemblées en faveur des pauvres ». Cet usage, qui remonte aux premiers temps de la persécution, est cependant jugé par Court « déshonorant pour le ministère, et de dangereuse conséquence », et il le fait abolir.

Indépendants les uns des autres jusqu'à présent, les prédicateurs, désormais, formeront un corps. Les Anciens « les surveilleront », et leurs collègues pourront « les reprendre ». L'assemblée rétablissant la « Censure amiable et fraternelle » qui terminait les séances des colloques ou des synodes du xvii^e siècle, s'achève par « l'examen des mœurs » de tous les prédicateurs et de tous les laïcs présents¹.

Jusqu'ici, nous avons vu l'assemblée restaurer d'anciens règlements. Court juge que des stipulations spéciales sont commandées par les désordres actuels de l'Église. Sur sa proposition, deux articles relatifs au prophétisme sont votés « à la pluralité », qui haussent la petite réunion à la hauteur d'un comité révolutionnaire. Elle se dresse contre des usages qui ont la vogue dans tout le Languedoc :

1^o Il sera défendu, désormais, aux femmes de « prêcher », selon l'ordre de saint Paul ;

2^o Les prédicateurs devront s'en tenir uniquement à l'Écriture Sainte comme à la seule règle de la foi. En conséquence, « on rejettera toutes les prétendues révélations ».

Nous tenons cet exposé de Court pour conforme à la réalité. Examinons maintenant ce qu'il nous dit des conditions dans lesquelles l'assemblée a été convoquée. Dans son *Mémoire aux arbitres*², il se représente comme ayant déjà conçu en 1713, à 18 ans, quand il est devenu prédicateur itinérant, un plan complet de la restauration de l'Église, plan qu'il aurait commencé à réaliser dès le premier synode, conscient de toute son étendue. Réunir

1. Voir P. de Felice, *Les protestants d'autrefois. Conseils ecclésiastiques*, 281, 282 (Censures dans les Colloques), 319 (dans les Synodes).

2. Coquerel, t. I, p. 25.

été assemblés, et avec eux deux laïcs « des plus éclairés »¹. La prière est prononcée. Court prend la parole et dépeint la triste situation de l'Église. Aux maux présents, un seul remède efficace peut être apporté, « le rétablissement de la discipline » traditionnelle. « Il s'est rendu ce jour-là au milieu d'eux pour en jeter les premiers fondements ». Que l'assemblée commence donc par se constituer à la manière des anciens synodes provinciaux, en élisant un modérateur pour la présider, et un secrétaire pour rédiger les décisions qui seront prises. La proposition est accueillie, Court « à la pluralité des suffrages » est élu à la fois modérateur et secrétaire.

Aucun ordre ne subsiste. Il convient, en premier lieu, de rétablir les Églises locales, en choisissant dans les anciennes paroisses réformées des hommes éprouvés qui reprendront la charge et la responsabilité des « Consistoriaux » d'autrefois. Les deux laïcs présents sont aussitôt désignés comme Anciens pour l'Église de Monoblet.

Leurs fonctions sont immédiatement précisées :

1° Ils seront, comme les Anciens du passé, des « surveillants des mœurs », soit à l'égard du troupeau, soit à l'égard des prédicateurs.

2° Ils fixeront pour les assemblées du culte, des lieux favorables, et y convoqueront les fidèles avec la prudence et le secret nécessaires.

3° Ils procureront aux prédicateurs des retraites sûres, et les fourniront de guides.

4° Ils collecteront dans chaque Église des fonds destinés au soulagement des pauvres.

Des Anciens, l'assemblée passe alors aux prédicateurs. Ceux-ci, qui ne vivent que de leurs propres ressources (c'est le cas de Huc, qui travaille de ses mains), ou des ressources de leur famille (Court et Rouvière étaient dans ce cas), ou des dons volontaires de leurs auditeurs, ont quelquefois l'habitude « d'employer à leurs besoins les

1. Le second récit dit : « quelques laïcs », et note plus bas « qu'on conféra la charge d'anciens aux laïcs qui se trouvaient dans l'assemblée ». Or d'après le récit des *Mémoires*, « deux anciens » seulement furent installés.

deniers collectés dans les assemblées en faveur des pauvres ». Cet usage, qui remonte aux premiers temps de la persécution, est cependant jugé par Court « déshonorant pour le ministère, et de dangereuse conséquence », et il le fait abolir.

Indépendants les uns des autres jusqu'à présent, les prédicateurs, désormais, formeront un corps. Les Anciens « les surveilleront », et leurs collègues pourront « les reprendre ». L'assemblée rétablissant la « Censure amiable et fraternelle » qui terminait les séances des colloques ou des synodes du XVII^e siècle, s'achève par « l'examen des mœurs » de tous les prédicateurs et de tous les laïcs présents¹.

Jusqu'ici, nous avons vu l'assemblée restaurer d'anciens règlements. Court juge que des stipulations spéciales sont commandées par les désordres actuels de l'Église. Sur sa proposition, deux articles relatifs au prophétisme sont votés « à la pluralité », qui haussent la petite réunion à la hauteur d'un comité révolutionnaire. Elle se dresse contre des usages qui ont la vogue dans tout le Languedoc :

1^o Il sera défendu, désormais, aux femmes de « prêcher », selon l'ordre de saint Paul;

2^o Les prédicateurs devront s'en tenir uniquement à l'Écriture Sainte comme à la seule règle de la foi. En conséquence, « on rejettera toutes les prétendues révélations ».

Nous tenons cet exposé de Court pour conforme à la réalité. Examinons maintenant ce qu'il nous dit des conditions dans lesquelles l'assemblée a été convoquée. Dans son *Mémoire aux arbitres*², il se représente comme ayant déjà conçu en 1713, à 18 ans, quand il est devenu prédicateur itinérant, un plan complet de la restauration de l'Église, plan qu'il aurait commencé à réaliser dès le premier synode, conscient de toute son étendue. Réunir

1. Voir P. de Felice, *Les protestants d'autrefois. Conseils ecclésiastiques*, 281, 282 (Censures dans les Colloques), 319 (dans les Synodes).

2. Coquerel, t. I, p. 25.

été assemblés, et avec eux deux laïcs « des plus éclairés »¹. La prière est prononcée. Court prend la parole et dépeint la triste situation de l'Église. Aux maux présents, un seul remède efficace peut être apporté, « le rétablissement de la discipline » traditionnelle. « Il s'est rendu ce jour-là au milieu d'eux pour en jeter les premiers fondements ». Que l'assemblée commence donc par se constituer à la manière des anciens synodes provinciaux, en élisant un modérateur pour la présider, et un secrétaire pour rédiger les décisions qui seront prises. La proposition est accueillie, Court « à la pluralité des suffrages » est élu à la fois modérateur et secrétaire.

Aucun ordre ne subsiste. Il convient, en premier lieu, de rétablir les Églises locales, en choisissant dans les anciennes paroisses réformées des hommes éprouvés qui reprendront la charge et la responsabilité des « Consistoriaux » d'autrefois. Les deux laïcs présents sont aussitôt désignés comme Anciens pour l'Église de Monoblet.

Leurs fonctions sont immédiatement précisées :

1° Ils seront, comme les Anciens du passé, des « surveillants des mœurs », soit à l'égard du troupeau, soit à l'égard des prédicateurs.

2° Ils fixeront pour les assemblées du culte, des lieux favorables, et y convoqueront les fidèles avec la prudence et le secret nécessaires.

3° Ils procureront aux prédicateurs des retraites sûres, et les fourniront de guides.

4° Ils collecteront dans chaque Église des fonds destinés au soulagement des pauvres.

Des Anciens, l'assemblée passe alors aux prédicateurs. Ceux-ci, qui ne vivent que de leurs propres ressources (c'est le cas de Huc, qui travaille de ses mains), ou des ressources de leur famille (Court et Rouvière étaient dans ce cas), ou des dons volontaires de leurs auditeurs, ont quelquefois l'habitude « d'employer à leurs besoins les

1. Le second récit dit : « quelques laïcs », et note plus bas « qu'on conféra la charge d'anciens aux laïcs qui se trouvaient dans l'assemblée ». Or d'après le récit des *Mémoires*, « deux anciens » seulement furent installés.

deniers collectés dans les assemblées en faveur des pauvres ». Cet usage, qui remonte aux premiers temps de la persécution, est cependant jugé par Court « déshonorant pour le ministère, et de dangereuse conséquence », et il le fait abolir.

Indépendants les uns des autres jusqu'à présent, les prédicateurs, désormais, formeront un corps. Les Anciens « les surveilleront », et leurs collègues pourront « les reprendre ». L'assemblée rétablissant la « Censure amiable et fraternelle » qui terminait les séances des colloques ou des synodes du ^{xvii}^e siècle, s'achève par « l'examen des mœurs » de tous les prédicateurs et de tous les laïcs présents¹.

Jusqu'ici, nous avons vu l'assemblée restaurer d'anciens règlements. Court juge que des stipulations spéciales sont commandées par les désordres actuels de l'Église. Sur sa proposition, deux articles relatifs au prophétisme sont votés « à la pluralité », qui haussent la petite réunion à la hauteur d'un comité révolutionnaire. Elle se dresse contre des usages qui ont la vogue dans tout le Languedoc :

1° Il sera défendu, désormais, aux femmes de « prêcher », selon l'ordre de saint Paul ;

2° Les prédicateurs devront s'en tenir uniquement à l'Écriture Sainte comme à la seule règle de la foi. En conséquence, « on rejettera toutes les prétendues révélations ».

Nous tenons cet exposé de Court pour conforme à la réalité. Examinons maintenant ce qu'il nous dit des conditions dans lesquelles l'assemblée a été convoquée. Dans son *Mémoire aux arbitres*², il se représente comme ayant déjà conçu en 1713, à 18 ans, quand il est devenu prédicateur itinérant, un plan complet de la restauration de l'Église, plan qu'il aurait commencé à réaliser dès le premier synode, conscient de toute son étendue. Réunir

1. Voir P. de Felice, *Les protestants d'autrefois. Conseils ecclésiastiques*, 281, 282 (Censures dans les Colloques), 319 (dans les Synodes).

2. Coquerel, t. I, p. 25.

le peuple dans des cultes publics, ruiner le fanatisme, rétablir les corps ecclésiastiques, telles étaient les trois premières parties de son programme grandiose, auxquelles il en aurait joint une autre : « Former de jeunes prédicateurs, appeler des ministres de l'étranger, solliciter des puissances protestantes des secours en argent pour les études des jeunes gens bien disposés ». Effaçons des souvenirs de Court quelques illusions évidentes. Ce n'est qu'en 1714 qu'il s'est rebellé contre les prophètes, encore savons-nous qu'il a longtemps passé pour les favoriser. Et bien certainement, si nous le voyons, en 1715, éveiller la vocation de Combes et celle de Bétrines, il ne pensait pas encore à fonder le séminaire de Lausanne !

*
* *

Sans nier l'ampleur et la netteté des ambitions qu'il nourrit dès l'assemblée de 1715, il nous paraît certain qu'elles ne revêtaient pas encore pour lui les formes arrêtées que les événements l'ont amené à leur donner. Les premiers synodes ont résolu les difficultés à mesure qu'elles se sont présentées. La restauration ecclésiastique de Court est sortie lentement des mesures pratiques que lui ont imposées des nécessités particulières.

Observons d'abord que la convocation de ce synode semble issue d'un usage qui s'était déjà répandu au Désert. Le *Mémoire aux arbitres* affirme que Court « avait convoqué » l'assemblée, pour remédier aux désordres de l'Eglise. Un *Mémoire* de 1731 dit : « L'auteur, avec quelques-uns de ses collègues, jugèrent à propos de s'assembler pour prendre de concert de justes mesures pour réformer l'état des choses. Dans ce dessein, ils prirent jour »¹, et sous cette forme l'initiative de la convocation n'est plus attribuée au seul Antoine Court. Mais les *Mémoires* nous ont gardé une version plus curieuse. Nous y lisons que Court « *se prévalut*, pour jeter les fondements de l'ordre, d'une assemblée qui devait se faire de tous les

1. *Mémoire* pour le pasteur Roques. *Pap., Court* n° 5.

prédicateurs du Languedoc ». Les assemblées de prédicateurs n'étaient pas inconnues parmi les persécutés. Vingt ans auparavant, Brousson avait présidé de ces réunions familiales où les prédicants traitaient « des moyens d'avancer la gloire de Dieu »¹. On nous parle, au temps des Camisards, de chefs surpris « pendant qu'ils tenaient leurs assises ». La correspondance de Corteiz avec ses protecteurs genevois en 1709, 1710 et 1711, mentionne pareillement ces conciliabules où les prédicateurs signent collectivement des reçus, où « tous ceux qui tiennent la campagne » rédigent une lettre commune, et « délibèrent sur ce qu'ils ont à faire »². Nous avons vu, en 1712, Corteiz s'aboucher avec Vesson et Huc, et nous avons lieu de penser que Bombonnoux et Rouvière, qui ne les quittaient pas, ont assisté à l'entrevue. Enfin, en avril 1715, cinq prédicateurs ont passé ensemble, vers Nîmes, les fêtes de Pâques. L'assemblée « qui devait se faire » à Monoblet, a donc pu paraître d'avance, aux prédicateurs convoqués, du même ordre que d'autres auxquelles ils s'étaient déjà trouvés. Venus pour une réunion familiale, ils n'ont d'ailleurs consenti qu'avec peine, sur la proposition de Court, à la transformer en une assemblée délibérante qui renouait le fil rompu de la tradition. Le modérateur n'a été élu, les décisions n'ont été votées, qu'à la « pluralité » des voix.

Devons-nous penser que les deux laïcs qui siègent avec les prédicateurs, ont été délibérément choisis par Court parmi les protestants sages, hostiles aux derniers Camisards, ennemis des inspirés? Qu'il a cherché des hommes datant de l'ancienne Église, sur lesquels il pût fermement s'appuyer pour réduire au silence les prophètes? La réalité est tout autre. Les premiers laïcs que nous voyons entrer dans les synodes : Soulier, de la Rode, Tresfonds, de Monoblet; Benjamin du Plan, d'Alais; Coulom, de Sainte-Croix de Caderles, ou bien ont été impliqués dans les affaires des Camisards, ou bien ont été

1. Ch. Bost. *Les Prédicants protestants...*, t. II, p. 365.

2. *Pap. Court* n° 31.

et sont encore des amis des prophètes. Huc aura ses partisans dans les synodes, mais Vesson aura aussi les siens. Court a devant lui des laïcs pieux, attachés passionnément au protestantisme, auxquels il ne demande pour l'heure que d'être dans l'Eglise de Monoblet des Anciens avisés et vigilants.

On avait déjà vu, depuis 1685, des religionnaires investis dans le Languedoc de la charge d'Anciens. Les premiers prédicants, s'ils n'avaient pas usé du mot, avaient à peu près rétabli la fonction. Dans chaque quartier, ils connaissaient des « avertisseurs » qui (comme le stipula le synode de 1715) convoquaient le peuple aux assemblées, et procuraient des guides aux prédicateurs. Le prédicant Jean Roman prétendait avoir « établi des Anciens », en 1697, dans « quatre-vingts Eglises » des Cévennes ou du Bas-Vivaraïs, et le rôle joué par ces personnalités dévouées, autour desquelles se concentrait la résistance huguenote, était si redouté de Bâville, que celui-ci (contre la vérité d'ailleurs) croyait à l'existence de « consistoires » réguliers, aussi actifs et aussi respectés dans la province qu'avant la révocation de l'édit de Nantes. Ce n'était même pas la première fois qu'une réunion de laïcs et de prédicateurs sous la Croix prenait le nom de synode. En 1694, à Montpellier, on avait vu reparaître le nom et la chose¹.

Néanmoins, ces créations, qui témoignaient que le souvenir de l'organisation ancienne n'était pas éteint dans le Languedoc, avaient été comme instinctives et temporaires, et la dernière s'était aussitôt évanouie. Le synode de 1715, au contraire, inaugure des temps nouveaux. La grandeur de l'œuvre entreprise ne tient pas tant aux mots dont elle se pare, qu'à l'esprit de suite et à l'énergie qui présideront à sa continuation. Court n'entendait pas jouer au synode, ni s'acquérir, par une organisation rudimentaire, la sympathie des protestants de Genève ou de la Hollande, il voulait délibérément remédier aux maux de

1. *Les Préd. prot.*, t. II, p. 370-372.

l'Église, et l'établissement de l' « ordre » était pour lui la condition suprême du salut.

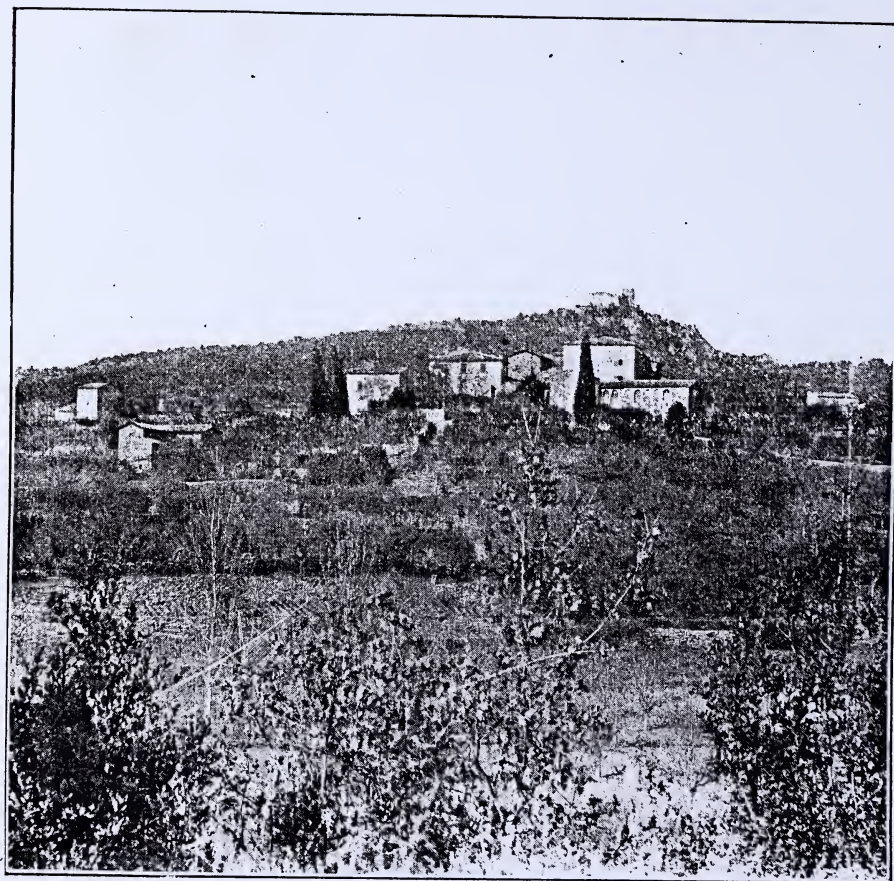
*
* * *

L'admiration que nous inspire son initiative touche à la stupeur. Ce prédicateur de vingt ans, dominé par l'ambition de restaurer dans le protestantisme anarchique une organisation qu'il n'y a jamais connue, pose devant nous bien des énigmes. A-t-il reçu les suggestions de quelque consistorial d'autrefois, qui a siégé trente ans auparavant dans les synodes provinciaux, et qui lui a rappelé les bienfaits de la discipline? Corteiz, qui a vécu à Lausanne et à Genève, et qui sait comment s'y gouvernent les Églises Réformées, a-t-il eu quelque part à sa résolution? Mais surtout pourquoi Court a-t-il agi sans attendre le retour de son compagnon, et à quoi a tenu sa décision, qui semble avoir été soudaine, de transformer en un synode l'assemblée de Monoblet? Sans prétendre répondre aux deux premières questions, nous croyons pouvoir diminuer le mystère des deux autres. Court s'attribue tout entier un honneur que nous n'avons pas le droit de lui refuser. Ce ne sera pas diminuer sa gloire que de montrer comment des circonstances spéciales l'ont amené brusquement à réaliser un dessein déjà conçu.

La lettre résumée de Huc, dont nous avons parlé, jette un jour tout nouveau sur les événements qui ont provoqué la réunion du premier synode. Nous en transcrivons le début :

Dans la lettre qu'il (Huc) écrit aux frères du Languedoc, et par là il entend ceux des Basses Cévennes et Vaunage, il prétend justifier sa conduite en leur marquant ce qui s'est passé entre les prédicateurs et lui dans une assemblée tenue à Montèzes, au derrière de la maison de Gauthier, et que plusieurs personnes qui ne leur sont pas inconnues peuvent en rendre témoignage, aussi bien que de ce qui se passa dans la maison de Nicolasse [féminin de Nicolas] en présence de Jean Cabanis et de Paradonne [Paradon] la fille.

Qu'étant allé à La Rode avec Crotte [Rouvière] et Bombonnoux



LES MONTÈZES PRÈS MONOBLET (GARD)

Lieu d'assemblée du premier synode du Désert (1715). Cliché André Ollier de Marichard. Au fond et au sommet de la colline le château ruiné de Fressac, autre lieu d'assemblée.

et les deux filles nommées Cabrières, il (Huc) dit qu'on devait annoncer la pure parole de Dieu et ne point ajouter foi aux filles qui fanatisaient, et fait mention de Lauriane et de la Rabelle.

Qu'étant retourné à Montèzes, ils y appelèrent Messieurs Tresfont et Girbes, les reconnaissant capables de décider.

Huc expliqua à son juge que les « assemblées » dont il faisait ici mention étaient « des assemblées de dispute (discussion) et non des assemblées de dévotion » (il ne prononce jamais le mot de *synode*). Comme la suite immédiate de sa lettre se rapporte au mois de janvier 1716, les faits dont nous venons d'être informés sont de l'année 1715, et nous avons à y retrouver la mention du synode d'août. Nous pouvons hésiter entre le premier et le troisième paragraphes seulement, qui nous transportent au hameau des Montèzes, au pied du château de Fressac, entre Monoblet et Durfort¹, en un lieu par conséquent qui concorde avec les données de Court.

On peut supposer que Huc commence par faire allusion au synode tenu aux Montèzes, à l'occasion duquel il a soutenu deux discussions (derrière la maison de Gauthier, puis chez la femme Nicolas). Mécontent des résolutions prises, il se transporte ensuite à La Rode (paroisse de Générargues, près d'Anduze), où, en 1710, Corteiz s'est trouvé en conférences avec Abraham Mazel et Claris. La dispute devient plus âpre entre lui d'une part, et Rouvière et Bombonnoux de l'autre, ceux-ci assistés de deux filles de Nîmes, nommées Cabrière, grandes amies de Court². Finalement tous s'en remettent à MM. Tresfonds et Girbes et reviennent les interroger aux Montèzes. Ni la réunion de La Rode, ni la seconde réunion des Montèzes ne seraient des synodes. Elles seraient des conciliabules particuliers.

Mais une seconde hypothèse nous paraît plus plausible, parce que, comme on va le voir, elle s'accorde

1. Les hameaux et les mas qui entourent le vieux château forment la communauté de Fressac. La mère de Bombonnoux était de Fressac, et Bombonnoux avait certainement des parents dans le quartier.

2. Les Cabrière sont liées non seulement avec Court, mais avec les prophétesses de Nîmes. Voir *Pap. Court* n° 1, t. II *passim*.

mieux avec des faits que nous révèlent les papiers de Huc.

La première réunion des Montèzes mentionnée dans la lettre est une réunion de prédicateurs, analogue à celles de 1710 ou de 1711. Ils se sont assemblés pour savoir « comment ils doivent se conduire ». Depuis que Corteiz s'est autorisé à censurer Vesson et Huc, les prédicants ne vivent plus dans un isolement farouche les uns à l'égard des autres. Et précisément parce que Corteiz s'est opposé à la conduite de deux d'entre eux, la question se pose de savoir si tous se conformeront à des usages ou tout au moins à un esprit commun. Or une grande diversité règne entre eux. Vesson est « un révélé ». Non seulement il a personnellement des visions, mais il encourage le prophétisme, sans distinguer entre les prophètes. Tous les dons de Dieu sont pour lui adorables. Huc est à l'extrême opposé. Sur son attitude nous sommes exactement renseignés. L'abrégiateur judiciaire qui a lu ses papiers écrit au début de son exposé : « Huc s'éleva contre les autres prédicateurs parce qu'ils approuvaient les révélations des prédicantes et filles qui fanatisaient, *ce que ledit Huc a condamné, comme il paraît dans tous ses écrits.* » Les prophètes lui sont si antipathiques que dans tous ses papiers il ne prononce pas une fois le nom de Vesson, qui fut cependant excommunié comme lui, et dans lequel il aurait pu montrer tout au moins une seconde victime des synodaux. Mais tout particulièrement les prophétesses l'exaspèrent. Il ne pardonne pas aux inspirées camisardes le sang qu'elles ont fait verser (ou même, dit-il, qu'elles ont versé de leurs propres mains), ni le scandale de leurs mœurs, et il ne peut plus souffrir leurs descendantes, si éloignées qu'elles soient de leur mentalité frénétique¹.

1. Dans une lettre écrite par Huc et ses adhérents au professeur Pictet, on lisait ceci (G. 197) : « Une assemblée fut tenue près de Saint-Félix composée de plus de 500 personnes. Une fille fanatique y prêcha et prit pour texte ces paroles de... (Sophonie, II, 1) : « Dépêchez-vous, dépêchez-vous, nation non désirable » et son discours pénétra si fort ceux qui l'entendaient qu'ils répandirent une abondance de larmes. Mais la conclusion fut funeste. La dite prédicante ayant eu une révélation : « Il faut, dit-elle, mon enfant, que tu ailles

Mais entre l'attitude de Vesson et celle de Huc, d'autres prédicateurs occupent une place intermédiaire, et ils représentent l'opinion des protestants les meilleurs. Parmi les membres laïcs des synodes, il s'en trouvera pour soutenir que « quels que soient les abus, il y a eu des inspirés, et il y en a encore, qui ont reçu des dons extraordinaires de l'esprit¹ ».

Dans la réunion des Montèzes les diverses opinions se sont violemment heurtées, Huc, intraitable, est parti fort irrité. Les deux amis de Court, Rouvière et Bombonnoux, et les filles Cabrière, à la foi fervente, mais qui ne sont pas des illuminées, essayent quelque temps plus tard, à La Rode, de le ramener à des sentiments plus larges. Huc résiste. Il oppose aux raisonnements et aux faits qui lui sont présentés les bizarreries de deux prophétesses qui parcourent les Cévennes, et dont le nom nous est connu par ailleurs, Lauriane et la Rabelle (Rebelle ou Revelle)². Cependant il accepte l'arbitrage de deux habitants de Monoblet ou de Durfort, Tresfonds et Girbes, connus évidemment déjà des prédicateurs comme des hommes éprouvés, et dont le premier, nous le savons, partage ses répugnances et le soutiendra encore en 1719 contre ses adversaires³.

aujourd'hui tremper ta main dans le sang de tes ennemis ». Elle alla dans la paroisse de Saint-Félix, se fit donner une épée, retroussa sa manche et après avoir fait attacher deux hommes, père et fils, les égorga tous deux quoique ce fussent des gens sans reproche. Ladite prédicante était enceinte, ayant auprès d'elle son galant. »

1. Bonnefon, *B. du Plan*, p. 78.

2. En 1726, alors que Court ne gardait plus aucun ménagement contre les inspirées quelles qu'elles fussent, il parle « des rêveries et des singeries d'une Valentine, d'une Thibaude [nous l'avons vue à Nîmes en 1715], d'une Chambonne, d'une *Lauriane*, d'une Margotette, d'une Françoise de Vauvert, d'une Boureille de Grand Gallargues » (n° 7, t. I, p. 48). Le 28 décembre 1716 le chevalier de Miromesnil écrit du Vigan à l'intendant (C. 194) qu'il a fait arrêter trois semaines auparavant la nommée Revele, fameuse fanatique, qui a tenu une assemblée près de Ganges. « C'est une rôdeuse qui va de village en village dans les Cévennes, faisant un mal infini, sous prétexte de vendre quelque petite marchandise ». Elle a été quatre ans prisonnière à Montpellier, et en est sortie grâce à l'abbé de Marsillan. Nous trouvons dans la citadelle de Montpellier en 1712 une Anne Revelle, de Merviel [? Meyrueis] arrêtée six ans auparavant pour avoir aidé les Camisards (*Bull.* XXVIII, 79).

3. Tresfonds est donné comme étant de Monoblet (*Pap. Court* n° 1, t. II, p. 173). La porte actuelle du temple de Durfort est surmontée d'une pierre

*
* *

Une seconde réunion se tient donc encore aux Montèzes, et c'est celle-ci que nous supposons avoir été transformée, par l'intervention de Court, en un synode. S'il faut « décider » entre Huc et les autres prédicants, pourquoi s'en remettre simplement à deux laïcs, si éclairés qu'ils soient? L'Église, autrefois, résolvait les problèmes de doctrine et de conduite dans des assemblées régulières. Pourquoi la réunion qui s'ouvre ne se considérerait-elle pas comme un synode? Pourquoi ne restaurerait-elle pas, à l'occasion de ce conflit particulier, la coutume réformée d'édicter des règlements applicables à toute l'Église? Pour que Tresfonds et Girbes opinent avec plus d'autorité, ils seront aussitôt désignés comme des Anciens de la paroisse où siège le synode, et toutes les propositions de Court se trouvent dès lors appelées naturellement les unes par les autres. La nouveauté de son entreprise se justifie et s'explique par la nécessité où l'on est de résoudre une difficulté. Le besoin précis a créé l'organe.

Une autre observation va fortifier notre conjecture. Appelé à concilier des opinions opposées, le synode, sur la question des prophétesses, s'arrêta à un compromis. Il n'osa pas condamner radicalement le ministère féminin. Court nous dit que « la prédication » fut interdite aux femmes. C'était proclamer, comme on dirait aujourd'hui, que « les femmes ne seraient pas pasteurs ». Mais l'article n'était pas si absolu que Court le laisse entendre. On peut penser que le texte exact est celui que le règlement du Vivarais, en 1721, emprunta au Bas-Languedoc.

Que les femmes qui exposeraient des prédications aux assemblées seront interdites, vu que ce n'est pas au sexe féminin à porter la main à l'encensoir (I Cor. XIV, 34; I Tim. II, 9). Cependant

celles qui ont édifié l'Église par une bonne conduite et qui voudront visiter les malades, instruire la jeunesse de maison en maison, elles seront entretenues comme par le passé. Mais la prédication leur est interdite ¹.

Prier auprès des malades, instruire de lieu en lieu, et recevoir en échange les moyens de vivre, telle était donc l'existence permise encore aux inspirées itinérantes, quand leurs mœurs étaient pures. On vit, après le synode, comme auparavant, des prédicantes parcourir les Cévennes. Leur rôle était diminué, mais non supprimé. Huc jugea que c'était trop peu.

Le synode, au dire de Court, dans un second article, décida qu'il fallait « rejeter toutes les prétendues révélations ». La clause n'était pas pour plaire à Vesson, pas plus que l'article précédent. Mais Huc non plus n'en fut pas satisfait, comme nous le verrons. Il aurait voulu des résolutions plus rudes.

Ni Vesson ni Huc, d'ailleurs, ne virent avec joie l'assemblée se muer, à la parole de Court, en un synode délibérant. Derrière Court ils sentaient leur censeur Corteiz; et avec ces deux prédicateurs, Rouvière et Bombonoux formaient un groupe qui manifestement s'opposait à eux, et prétendait les soumettre à une discipline morale dont ils n'avaient cure. C'était contre les témérités de Vesson qu'avait été édicté l'article relatif à la convocation prudente des assemblées, c'était surtout en vue de corriger « les irrégularités » de Huc et de Vesson, dénoncées naguère par Corteiz, que les Anciens avaient été chargés de surveiller les prédicateurs, aussi bien que les auditeurs de ceux-ci. La censure qui termina, le soir, la séance du synode leur déplut. Court nous apprend qu'ils ne s'y soumirent que « parce qu'il leur en représentait la nécessité ² ».

Les révélations de Vesson étaient naturellement pour lui au-dessus de toute règle. Quant à Huc, la restaura-

1. Hugues, t. I, p. 27; *Syn.*, t. I, p. 26.

2. Coquerel, p. 29.

tion des assemblées délibérantes de l'Église lui sembla bientôt, à l'usage, aussi hasardeuse que gênante. Depuis qu'il avait renié tout son passé camisard, il s'enfermait dans une activité religieuse très modeste, et qu'il voulait sans éclat. Le zèle de ses confrères à rétablir l'Église dans ses institutions du temps de paix lui apparut, sous la persécution, de l'enthousiasme fanatique. En 1720 il affectera de les confondre avec les vulgaires « inspirés ».

*
* *

Tel fut, autant que nos documents nous permettent de nous le représenter, le premier synode du Désert.

Que nous ayons bien ou mal interprété la lettre de Huc, il est assuré que la réunion se tint au hameau des Montèzes, près de Monoblet. Peut-être pourrions-nous préciser davantage, et en nous rapportant à la lettre de Corteiz à Court de l'année 1734, placer le lieu de l'assemblée au Mas de Gourgasset, qui fait face aux Montèzes, sur la rive droite du Crespenou. Mais il est possible que Corteiz, qui n'assista pas au premier synode, ait parlé de Gourgasset comme du lieu du second, qui se tint « aux Montèzes » également.

L'assemblée, dit Court dans son *Mémoire aux arbitres*, « fut qualifiée du nom de synode ». Les règlements en furent mis par écrit par Court lui-même en sa qualité de secrétaire. Il en fit des copies et les répandit. « Ils firent du bruit », ajoute-t-il. Nous avons conservé à la réunion le titre solennel que Court assure lui avoir été attribué dès le début par ses membres. Cependant nous avons de nombreuses preuves que les premières assemblées organisatrices du Désert ont été le plus souvent qualifiées du terme moins ambitieux de *colloques*. Lorsque Huc, déposé par ses confrères, refusera de se soumettre à eux, et les discréditera par tous les moyens dans les quartiers qui lui resteront fidèles, il se moquera de leur manie de

« colloques » et les dépeindra en patois comme *touca dou coulouqui* (atteints de *colloquite*)¹.

Nous savons, par Court lui-même, que le premier synode (ou colloque) ne réunit que neuf personnes².

Les laïcs ne s'y étant trouvés qu'au nombre de deux (Girbes et Tresfonds), il reste à énumérer les sept prédicateurs qui étaient présents. Par bonheur une lettre de Court nous a conservé leur liste. Appelé en 1748, par des discussions relatives au proposant Gautier, à justifier les mesures qu'il a toujours prises pour recruter des pasteurs, il rappelle que le premier synode a exclu les femmes de la prédication et ajoute : « Il n'y avait alors pour tout prédicateur dans la province du (Bas) Languedoc que M. Corteiz, qui n'assista pas au synode parce qu'il était dans le pays étranger, MM. Bombonnoux, Rouvière, Étienne Arnaud, Jean Vesson, Jean Huc, Jean Couvet et moi³. »

Nous avons dit de Huc tout ce que nous savons de lui à la date de 1715. Ajoutons ici que c'était « un petit homme ». Depuis 1704 il était connu sous le nom de *Huc-Mazel* (c'est ainsi qu'il signe en 1723), de *Mazel*, ou de *Mazellet*.

Vesson, sur lequel nous ne revenons pas non plus, est nommé quelquefois *Besson* par ses confrères. En 1719 il signe *Janot* une lettre conservée dans les *Papiers Court*. Nous ignorons si c'était là un de ses surnoms habituels⁴. Le prédicant Arnaud le dit « de moyenne taille, le visage rempli, les cheveux châtain clair »⁵.

1. Les *Synodes du Désert* (t. 1, p. 14), contiennent un acte qui qualifie de colloque un synode antérieur. Le 3 mai 1718, des anciens convoqués pour réintégrer Vesson dans sa charge, prennent connaissance d'un acte qu'il a signé devant Corteiz et Court. Ils disent : « ayant vu la réception que nos frères Durand [Corteiz] et Court ont faite du sieur Jean Vesson, conforme au dernier colloque tenu... », et ils entendent par là que cette « réception » de Vesson par Corteiz et Court est conforme à la procédure instituée par le « synode » du 7 février 1718 dans le second article de ses délibérations (*Syn.* t. 1, p. 10).

2. *Mémoire* envoyé au pasteur Roques en 1731. *Pap. Court* n° 5. « Neuf personnes formèrent leur petite assemblée. » Dans ce mémoire, Court ne donne pas le nom de synode à cette « assemblée ».

3. Court au pasteur Loire, 21 juillet 1748 (*Pap. Court* n° 7, t. IX, p. 359).

4. N° 4, t. II, p. 67.

5. C. 195. Dossier Arnaud.

Jacques Bombonnoux, ou Montbonnoux, né à Braggassargues, près de Quissac, le 18 avril 1673, d'abord Camisard dans la troupe de Cavalier, n'avait pas voulu se soumettre lors de la reddition des rebelles, et sans interruption, il avait continué sa vie aventureuse au Désert d'abord avec Claris, puis avec Corteiz et Rouvière. En 1715 il se bornait à réciter des sermons, et il ne put jamais faire davantage. En 1730, à 57 ans, il passera en Suisse et il mourra à Lausanne vingt-cinq ans plus tard¹.

Jean Rouvière, issu d'une « bonne famille » du hameau de Blaizac, paroisse d'Ajoux en Vivarais, nous est peu connu. Il apparaît en 1709 dans le Vivarais et dans le Languedoc à côté d'Abraham Mazel. Corteiz se l'était associé en 1709 à la mort de ce dernier, et depuis 1715 surtout, leurs deux noms sont constamment unis. Trente ans plus tard Rouvière servait encore les Églises des Hautes-Cévennes, récitant des sermons, et n'ayant pu parvenir aux fonctions complètes du ministère. « Il n'avait pas de talent, dit Corteiz, pour la prédication. » Depuis 1709 il se faisait appeler *Crotte* et c'est sous ce surnom qu'il figure presque toujours dans les pièces judiciaires².

Nous ne savons presque rien de Jean Couvet, dont Court, après l'avoir nommé, dit « qu'il lui était pour la prédication d'un moindre secours encore que Rouvière et Bombonnoux ». En 1717 Arnaud, qui énumère à son procès tous ses confrères, ne fait pas mention de lui. Nous le trouvons prêchant dans les Cévennes en automne de 1721. En 1723 Huc et Vesson le connaissent comme prédicateur et le croient l'un de Saint-Hippolyte, l'autre du village voisin de La Cadière. Le synode du 26 avril 1726 le met « au rang des invalides, à 50 livres par an, non à

1. Ses *Mémoires* ont été publiés en 1883, par J. Vielles. Voir M. Viala, *Jacques Bombonnoux*, Montauban 1904.

2. *Pap. Court* n° 7, t. VI, p. 544 (3 déc. 1745). C'est par erreur que E. Hugues (t. I, p. 31) dit que Rouvière fut condamné aux galères en 1719. Il s'agit, en 1719, d'un Pierre Rouvier, du Vivarais, dont la sœur épousa le pasteur du Désert Pierre Durand, et dont le dossier est aux *Arch. de l'Hérault*, C. 195, C. 197.

cause de son âge, mais de son peu d'expérience et de l'indignité de ses talents; il sera hébergé où il passera ». En 1737, à 63 ans, il figure (sous le nom de Coubet) dans une liste des prédicateurs des Hautes-Cévennes. En 1745 encore, à côté de Rouvière, il sert dans la même région. En août 1753 il était mort¹. Les synodes, entre 1715 et 1724, ne s'occupent pas de sa personne. Peut-être était-il considéré alors comme un simple lecteur.

Étienne Arnaud est l'ancien suivant des Camisards, rentré de Genève dans le Languedoc, en 1709, avec Cor-teiz. En 1710, effrayé par la prise de quelques prédicants, il avait déguisé son nom et avait réussi à se faire enrôler dans les troupes. Lors de son procès il déclara, en effet, qu'il avait servi dans le régiment d'Auvergne, compagnie de Relz, et qu'il avait déserté « après le siège de Barcelone ». Le siège s'étant achevé le 15 septembre 1715, si Arnaud, comme l'affirme Court, s'est trouvé au synode de Monoblet, il y a lieu de modifier son aveu. En 1716, il rencontra Huc vers Saint-Hippolyte et ce fut ce dernier, à son dire, « qui lui apprit le métier de prédicant ». Il aurait prêché pour la première fois vers juin ou juillet 1716, près de Lasalle. Son surnom était *Cadet* ou *le Cadet*. Arnaud fut enlevé bientôt à ses confrères « par un glorieux martyr ». Il fut pendu à Alais le 22 janvier 1718².

Le dernier des membres du synode de Monoblet qu'il nous reste à mentionner est Court lui-même. Il nous dit qu'en 1717, dans le Bas-Languedoc, « il était moins

1. *Pap. Court* 17. R. 27; 17, H, 185; n° 7, t. II, p. 477, t. VI, p. 546; *Syn. du Désert*, t. II, p. 27.

2. Sur Arnaud, voir D. Benoit, *L'Eglise sous la Croix*, 1896, p. 89. Il y aurait lieu de corriger le récit de M. Benoit et de le compléter, en le confrontant avec les pièces du dossier, C. 195. M. Benoit fait naître Arnaud à Saint-Hippolyte, le 28 février 1688, et une vieille complainte parle du martyr comme étant, en effet, originaire de la ville. Cependant Arnaud se donne comme « natif et domicilié de la ville d'Alais » et il a « 24 ans environ » le 21 décembre 1717. Il est possible qu'Arnaud ait voulu se rajeunir devant ses juges, pour rendre moins graves les rapports qu'il est accusé d'avoir eus avec les Camisards. On prétend qu'il avait été « prophète » dans leurs troupes. Il répond qu'il n'avait alors que dix à douze ans. Le jugement d'Arnaud est C 197.

connu par son nom véritable que par un surnom qu'il portait ». Arnaud et Vesson déclarèrent aux magistrats que ce surnom (ignoré jusqu'ici) était *L'Éveillé*¹.

Corteiz, au moment du synode, était à Genève. Mais son retour ne devait pas tarder. Comme sa famille n'enviait qu'avec douleur son activité en France, il cachait soigneusement son nom véritable, et n'indiquait que vaguement son lieu d'origine. Nous avons dit qu'en 1709 il se faisait appeler Pierre Durand. Il avait conservé ce surnom. Les preuves du fait abondent. Son jeune confrère Arnaud, dans l'énumération qu'il fait des prédicateurs de 1717, ne mentionne pas Corteiz, mais en son lieu « Durand, qui est du Pont de Montvert », et quand le juge, quelques jours après, lui demande « s'il ne connaît pas Courtès, des Hautes-Cévennes », Arnaud croit qu'ils s'agit de Court, et répond : « qu'il connaît Courtès qui est du Vivarais ». Hue, qui l'avait vu sans doute dès les agitations camisardes, l'appelle dans ses réponses judiciaires « Courtez, de Nojaret, paroisse de Castagnols », puis « Durand-Corteiz ». Un correspondant de Court écrit de Genève à celui-ci le 30 juin 1719 : « J'envoie à M. Basnage le sermon que notre cher confrère Durand fit lorsqu'il fut reçu (pasteur) à Zurich² », et ce Durand ne peut être encore une fois que notre Corteiz. Enfin la signature « Pierre Durand » se voit au bas des Actes du synode du 2 mars 1717, à la place où l'on s'attend à trouver celle du Modérateur, que nous savons également avoir été Pierre Corteiz³. D'assez haute taille, le visage long et maigre, le nez aquilin, l'air doux, Corteiz avait, en 1715, 38 ans. Pour les saintes ambitions de Court il était heu-

1. *Mém.* de Court 137; Dossier Arnaud C. 195, et Vesson dans le dossier Huc C. 197 et dans le sien propre C. 196. Nous n'avons trouvé nulle part un signalement judiciaire de Court. Un de ses auditeurs du début de 1715 se contenta d'observer qu'il était « très bien habillé » (C. 194).

2. N° 1, t. II, p. 83.

3. *Syn. du Désert*, t. I (avec le *fac-simile*). M. D. Benoit (*Bull.* t. XXIX, p. 423) a montré que le Durand de ce Synode ne pouvait être le pasteur du Vivarais Pierre Durand, exécuté à Montpellier en 1732, et qu'il était le Durand signalé dans les Cévennes en 1709 et 1710, mais il n'a pas vu qu'il s'agissait de Corteiz.

reux que celui-ci pût compter sur la fidélité du solide Cévenol. Les aigreur de Huc (52 ans) et le « fanatisme » de Vesson (38 ans) auraient pu lasser sa jeunesse. Couvet, Bombonnoux et Rouvière étaient de peu de valeur pour l'Église à venir ; Arnaud lui-même, sur lequel Court fondait de grandes espérances, était encore une personnalité bien modeste.

Deuxième Synode du Désert (13 janvier 1716).

Corteiz quitta Genève vers l'automne de 1715, trouva en Dauphiné Rouvière et Bombonnoux venus au-devant de lui, convoqua quelques assemblées le long de la Drôme, passa en Vivarais où il prêcha également, et se fit accompagner jusqu'à Uzès par le prédicant Brunel¹. Court l'informa, dès son arrivée, de l'initiative qu'il avait prise pendant son absence, et Corteiz, non content de l'approuver, « entra, dit Court, dans toutes les vues que je me proposais pour l'avenir »². « Lierre incomparable » (suivant une image qui n'a pas d'ailleurs été appliquée qu'à lui), Corteiz attendait, pour donner sa mesure, d'avoir trouvé l'œuvre à laquelle il pût s'attacher. La restauration de l'ordre fut désormais sa passion obstinée.

Il assiste au second synode, qui se réunit le 13 janvier 1716³. Court nous dit que, dans la réunion « la matière du fanatisme et des femmes prédicantes fut agitée » et que « les parties intéressées y furent appelées pour défendre leur cause ». Les parties intéressées furent, comme on va le voir, d'abord les prédicantes elles-mêmes, qui n'acceptaient pas que la prédication leur fût interdite, puis un de leurs partisans les plus ardents et les plus intelligents, le gentilhomme Benjamin Du Plan,

1. Baum 24; Lettre de Corteiz du 1^{er} mai 1716 (*Pap. Court* 17. G. 1).

2. Coquerel, p. 193.

3. Et non le 3. Corriger le texte des *Mémoires* de Court, p. 102, par Hugues, t. I, p. 38. La date du 13 est confirmée, comme on verra, par la lettre de Huc.

d'Alais. Court l'avait rencontré pour la première fois en 1715. « Charmé de sa piété, de son esprit, et de l'attachement qu'il témoignait pour la religion », il avait aussitôt mis la main sur cette précieuse recrue dont le zèle, autant que l'origine noble, commandait le respect. Il savait Du Plan gagné entièrement à la cause des inspirés, mais il jugea sans doute que le moyen le plus sûr de le guérir de ses préjugés était de l'enrôler parmi les ouvriers de l'Église nouvelle. Il le pria donc expressément d'assister au synode¹.

La lettre résumée du dossier Huc, qui nous est ici encore d'un inappréciable secours pour reconstituer les événements, nous apprend que les « parties intéressées », dont parle Court, n'étaient pas seulement les prophétesses ou leurs amis, mais aussi Huc lui-même. Sa mauvaise volonté, depuis le premier synode, n'avait fait que croître. Il se répandait en méchants propos contre ses confrères, sans que nous soyons en mesure d'ailleurs de dire exactement tous ses griefs. Il semble que le premier synode ait été, à son gré, trop doux pour les inspirés. Les prédicantes y ont été ménagées. Son récit, qui peut-être est un peu tendancieux, nous montrera en effet le synode désireux de garder une juste mesure entre la condamnation absolue des prophètes et l'approbation sans réserve de leurs inspirations. Il en ressort que Court, après avoir réussi à faire dominer ses vues dans un premier synode, a été obligé dans le second de céder encore aux préjugés dominants, et de consentir à un nouveau compromis. Nous citons la lettre :

Il (Huc) se rendit l'année suivante audit Montèzes [1716] où se trouvèrent les frères Court, Crotte [Rouvière], Bombonnoux et Corteiz, accompagnés, dit-il, d'un très excellent homme d'Alais, sans le nommer à moins que de nécessité, puisqu'il est connu des frères [du Bas-Languedoc]². Et cet honorable Monsieur me

1. *Mémoire aux arbitres* (n° 37) et *Mémoire... touchant M. du Plan* (n° 5).

2. On lit en marge : « Il (Huc) a depuis déclaré en secret que cet homme est le sieur du Plan. M. de Bernage a donné l'ordre de le faire arrêter, mais il s'est absenté depuis la capture de Besson (Vesson) et on le croit à présent à Genève ». On sait, en effet que du Plan, compromis par des lettres écrites

fit asseoir auprès de lui, et ils étaient au nombre de 30. Et ce Monsieur m'ayant dit qu'il avait été informé de ma conduite, que je prenais beaucoup de soin pour faire assembler les fidèles, que je les consolais avec beaucoup d'édification, qu'il s'était rendu à cette assemblée pour nous réunir [réconcilier], que mes frères se plaignaient de mes discours contre eux, qu'il me pria de lui dire quelle était la cause de ma séparation, je lui répondis que je ne voulais pas croire à tout esprit, et surtout à celui des filles, qui fanatisaient. Que la nommée Vivareze [Vivaraise], prédicante, n'ayant pas aimé ce langage, me dit des injures, et que cet honorable Monsieur m'exhorta à excuser le sexe féminin.

La Vivaraise que nous trouvons ici, âgée alors d'une cinquantaine d'années, est une prédicante nommée ailleurs Isabeau. Née en Dauphiné de parents originaires de Privas, elle avait couru le Vivarais depuis 1698 « trafiquant de vaisselle de terre et revendant des œufs », et prêchant. En 1701, les soldats l'arrêtèrent dans l'assemblée du Creux de Veye (entre Pranles et Les Ollières), à côté du prédicant Gaspard, et de « la femme qui pleurait du sang ». Conduite à Montpellier, Bâville l'y avait condamnée le 4 novembre 1701 « au fouet et à la fleur de lys », et l'avait ensuite fait conduire aux prisons de Carcassonne¹. Elle était alors connue sous le nom « d'Isabeau Dauphinoise ». Sortie de Carcassonne avant 1712, nous ne savons dans quelles circonstances, elle était aussitôt montée dans les Cévennes, pour « y recommencer son métier », mais elle avait changé de surnom, et était devenue « la Vivaraise ». Quand les magistrats d'Alais et de Montpellier lurent son nom dans les papiers de Huc (1723), la prédicante était à nouveau, et depuis peu, entre leurs mains. Arrêtée au début de mai 1723, à Auxillargues, près de Saint-André-de-Valborgne, elle fut aussitôt envoyée par Bernage, à la Tour de Constance. Le 9 mars 1725, Court écrivait en Suisse à Du Plan : « La sœur Isabeau Vivarese est morte [à la Tour] depuis quelque temps. Ses dernières heures furent édifiantes » et Du Plan lui répondit : « Je

au sujet des Multipliants en 1723, quitta un temps sa demeure, erra dans le Bas-Languedoc et enfin s'alla réfugier à Genève (Bonnefon, *B. du Plan*).

1. C. 181. C. 192 (jugement).¹

suis ravi que l'Isabeau ait donné à la mort les marques d'une bonne chrétienne¹. » Les mots de Du Plan ne nous surprennent pas. Ceux de Court nous prouvent que dix ans après le premier synode il savait encore parler avec quelque sympathie des prophétesses. Ils nous expliquent comment Huc a pu se poser en face de Corteiz et de lui comme le seul adversaire intraitable des illuminés.

*
* *

La scène qui vient de nous être retracée par Huc se passe à la veille du synode. Les prédicateurs ont voulu d'abord essayer avec Huc d'un accommodement. Le récit continue :

Le lendemain, qui était le lundi [le 13 janvier 1716 est en effet un lundi] notre ami (qui est le même Monsieur), dit à Corteiz : « Il faut nous assembler [en synode] », et Courtez m'envoya chercher, qu'il coucha [parce qu'il avait couché] à Montèzes et moi dans la maison de Cibèle (?) et que dans l'assemblée tenue [le synode], il fut convenu que ce Monsieur ferait un règlement sur ce qu'il fallait croire touchant les révélations, ce qui fut exécuté, et que si on n'y était pas soumis, après deux ou trois admonitions, on excommunierait les coupables².

La tâche qui fut confiée à Du Plan n'était pas facile. Il lui fallait établir un texte qui donnât satisfaction à la Vivaraise et à ses amis, et à Huc qui ne pouvait supporter qu'elle continuât ses exhortations, même privées. Le rédacteur était d'ailleurs bien choisi. Du Plan avait 27 ans, et il était, comme Corteiz et Court, dans toute l'ardeur religieuse d'une vie recommencée. Il brûlait d'une profonde flamme mystique. Sans effort il avouait sans doute que parmi les « prétendus inspirés » il y avait eu « des fourbes, et quantité d'abus ». Mais d'autre part

1. *Pap. Court* 17. B. 474 bis; 17. G. 355; n° 1, t. II, p. 135. *Arch. Hérault*. C. 196 (Multipliants), Bonnefon, *B. du Plan*, p. 97.

2. Il faut entendre par là que les coupables seront dénoncés à l'Eglise par une délibération du synode. Aucun des prédicateurs, à cette époque, ne donnait la Cène.

il affirmait avoir reconnu chez plus d'un de ces agités « les caractères qui marquaient les vrais prophètes ». C'étaient des inspirés qui tandis qu'il était encore officier dans les troupes, aux environs d'Alais, avaient sondé son cœur, censuré ses vices, l'avaient exhorté à la vertu et « lui avaient prédit plusieurs choses qu'il avait vues s'accomplir ». C'étaient des inspirés qui l'avaient « retiré du papisme où il se serait plongé », qui l'avaient excité (vers 1710), à s'unir avec ses frères au Désert. C'était d'une prophétesse qu'il avait entendu la parole décisive qui l'avait consacré à la défense et à la propagation du protestantisme : « Je te le dis, mon enfant, tu pourras passer par le feu et par l'eau sans rien craindre¹. » Sa foi, l'orientation définitive de son existence, sa liaison étroite avec les prédicateurs, c'était aux illuminés qu'il en était redevable.

D'un autre côté, Court trouvait en lui toutes les garanties de sagesse qu'il pouvait souhaiter. Du Plan était et resta tout acquis au travail de réorganisation auquel il était venu collaborer. Les synodaux ont en lui un partisan qui ne se démentira jamais.

Enfin la chaleur et la tendresse de sa piété le garderont de toute parole blessante. Nous venons de le voir qui s'efforce à la fois de ramener Huc par la douceur, et de calmer la Vivaraise qui s'emporte. Attaqué plus tard par Court, et assez malignement, il répondra toujours avec la dignité tranquille d'un cœur qui ignore la colère.

Son désir de la conciliation lui permit d'élaborer une formule heureuse qui nous a été très probablement conservée dans l'article 7 des règlements que le synode du 2 mars 1717, celui-là véritablement constituant, vota avec solennité :

On doit écouter la Parole de Dieu comme la seule règle de notre foi, et en même temps refuser toute prétendue révélation *dans laquelle nous n'avons rien qui puisse soutenir notre foi*. Et à cause des grands scandales qui sont arrivés de notre temps, les pasteurs sont obligés d'y veiller avec soin.

1. Bonnefon, p. 3, 8, 78.

Le premier synode, interdisant la prédication aux femmes, leur permettait les instructions particulières¹. Le second traita des révélations avec le même souci de ménager les transitions nécessaires. Les scandales seront dénoncés et poursuivis. Mais les révélations qui peuvent « soutenir la foi » restent encore entourées de quelque respect².

Du Plan, à ce qu'il semble, ne rédigea pas dans le synode même le « règlement » qui lui avait été demandé. Une nouvelle réunion fut nécessaire pour qu'il le soumit aux prédicateurs (assemblée dont Court ne fait pas mention), et la discussion reprit, plus vive, entre Huc et ses confrères. La lettre de Huc en effet se poursuit ainsi :

Dans une autre assemblée on conclut que Mazelet (Huc) [d'une part], Corteiz et ses adhérents [de l'autre] qui étaient encore divisés, se rendraient à Nîmes pour conférer avec les Anciens de cette Eglise des moyens qu'il fallait prendre pour réunir les frères divisés, que le 13 mars de cette année on tint une assemblée à Nîmes...³.

Le synode du 13 mars 1716 nous est connu par les *Mémoires* de Court et par une lettre de Corteiz, et nous savons qu'il y fut question du droit de donner la Cène. Un autre conflit allait diviser les prédicateurs. Mais nous ne pousserons pas plus avant notre exposé. Nous n'avons rapporté ces dernières lignes de Huc que parce que la date qu'elles contiennent nous permet, sans contestation possible, d'identifier la réunion où paraissent la

1. *Syn. du Désert*, t. I, p. 4.

2. Dans le Dauphiné où Corteiz en 1716 avait porté les premiers règlements élaborés en Languedoc, le pasteur Roger, moins indulgent pour les prophètes, a transformé cet article en une condamnation formelle de toutes les révélations. « Ceux qui sont établis pour conduire l'Eglise, pour annoncer la volonté de Dieu, ne s'écarteront point de l'Ecriture Sainte, étant la seule règle de la foi du chrétien, et il ne sera permis d'enseigner [autre chose]. Les fidèles n'écouteront que ceux qui sont ordonnés à cela, rejetant absolument et n'écoutant point tous ces prétendus prophètes ou inspireurs, comme n'étant animés que d'un esprit de fanatisme » (*Syn. du Désert*, t. I, p. 337).

3. En marge, l'abréviateur de Huc a écrit : 1719. Erreur évidente, pour 1716, date confirmée par Court (*Mémoires* 104) et par Corteiz (Lettre du 4^e avril 1716 : 17. G. 1). Le synode du 13 mars 1716 s'assembla au mas de Conlon, entre Nîmes et Bouillargues.

Vivaraise et Du Plan avec le synode que Court date du 13 janvier 1716. Huc nous y a fait voir une trentaine de personnes, en nous nommant parmi les assistants, avec lui-même, Court, Corteiz, Rouvière et Bombonnoux.

Le deuxième synode du Désert se tint donc, comme le premier, aux Montèzes. Peut-être, comme nous l'avons dit, est-ce celui que Corteiz place à Gourgasset.

Les humbles maisons du hameau des Montèzes dominent toujours le ruisseau du Crespenou. Par-dessus les chênes verts de la montagne qui les surmonte se dresse le château ruiné de Fressac, qui en 1716 a entendu, lui aussi, la voix de Court. C'est entre ses vieilles murailles, en effet, quelques semaines après la tenue du second synode, que le jeune prédicateur convoqua, dit-il, « une des plus nombreuses assemblées qu'on eût vues depuis la révocation de l'édit de Nantes »¹. « Un zèle de religion naissant », que sa parole affermissait et augmentait tous les jours davantage, récompensait déjà ses efforts.

Quand il sera possible aux protestants de France, dans un pieux pèlerinage, de célébrer l'anniversaire bi-séculaire de la convocation des premiers synodes, ils sauront donc exactement vers quel lieu des Cévennes ils devront porter leurs pas².

CH. BOST.

1. *Mémoires*, p. 103.

2. La lettre de Huc, que nous avons citée, les *Papiers Court* et les *Archives de l'Hérault*, nous ont permis de poursuivre et de renouveler l'histoire des premiers synodes jusqu'à l'année 1720. Notre travail, que nous pensons publier, est surtout une étude un peu poussée des difficultés théologiques et pratiques que les synodaux eurent à résoudre. Mais on y trouvera aussi des précisions géographiques. Notons ici que deux synodes (21 novembre 1718 et 9 mai 1720) se sont tenus, selon toutes les probabilités, entre les murs mêmes du château de Fressac.

Documents

TESTAMENT DE JEAN VAULTIER MINISTRE DE SECQUEVILLE-EN-BESSIN (CALVADOS) (1564)

Jean Vaultier, le pasteur bas-normand, dont nous publions le testament¹ est désigné comme ministre de l'Église de Secqueville et Manneville, dans le registre des baptêmes et mariages de l'Église réformée de Caen, aux années 1564, 1565, 1566². Secqueville-en-Bessin³ et Manneville, qui est aujourd'hui un hameau de la commune de Lantheuil⁴, sont tout proches de Neufmiers⁵, où Vaultier habitait en 1564. Il avait alors environ vingt-sept ans et devait survivre à la maladie qui, sans doute, l'avait décidé à faire son testament. En effet, deux lettres du maréchal de Matignon à Jean Vauquelin de la Fresnaye, lieutenant-général du bailli de Caen, nous apprennent qu'en décembre 1572, Jean Vaultier et deux autres ministres bas-normands, se rendant en Angleterre, furent jetés par la tempête au Havre et retenus prisonniers.

R. N. SAUVAGE.

1. Transcrit au fol. 2-5 du « Registre des contracts faitz ei passés devant Lois Jehan et Estienne Quiefdeville, tabellions royaux és mettes des sergenteries d'Oystreham et Bernières, commenceant le dimanche vingt-quatrième jour de décembre mil cinq centz soixante et quatre et finissant le pénultième jour de septembre 1566. » (*Archives du Calvados*, série E.)

2. Cf. Lart. : *The registers of the Protestant Church at Caen*, t. I, Vannes, 1908, gr. in-8°, p. 66, 193, 261, 539, etc.

3. Calvados, arrondissement de Caen, canton de Creully.

4. *Ibid.*

5. Hameau de Lasson, canton de Creully.

I

Testament de Jean Vaultier (9 jànvier 1564)

Le mardy neuf^e jour de janvier oudit an V^e soixante-quatre, à Lacon, eu hamel de Neumers, fut présent honorable homme maistre Jehan Vaultier, ministre, demeurant a Lacon, eu hamel de Neumers, lequel de son vouloir loua, approuva, certiffia et out pour agréable le contenu à certaine cédulle, escripte en pappier, qu'il disoit et confessoit estre son propre faict, signe et obligation et dont d'icelle cédulle la teneur ensuit :

Au nom de Dieu. Seigneur Dieu, je te requiers très humblement, puisqu'il est aujourd'hui question de déclarer la dernière volonté de moy, ton povre et misérable serviteur, que aussi qu'il te plaise par ta grande miséricorde, qu'il te plaise m'asister des graces de ton Saint Esprit et me met en bouche tout ce que sur icelle est bon et propre d'estre dit par moy ton povre serviteur à l'avancement plus grand de ta gloire, honneur et edédication de tes églises et sur toutes de ceste-ci, en laquelle il t'a pleu me constituer ministre de ta sainte vérité, et par conséquent pour le salut des ames.

T'ayant donc invocqué, Seigneur, en ceste sorte, asseuré sur les promesses faictes en faveur de ton filz Jesus Christ, je concludz que m'oyras donc du tout. Premièrement, grand Dieu de bonté infinie, je te rendz grâces de ce que tu m'as faict ce bien de me avoir retiré des idolâtries et superstitions damnables pour me conduire et amener à la clarté et lumière de ta sainte vérité évangélique, et non seulement cela, mais m'ayant retiré des œuvres mécaniques, lesquelles, toutesfois, je ne veux par ce ceci condamner, mesprizer, d'aultzant que je scay par ta sainte parole qu'elles sont bonnes et saintes parce que on en use saintement et légitimement; toutesfois je te remercie de ce que, m'ayant retiré de ce qu'il valloit moins, tu m'as ameney à ce qui est de pris, vateur et pays (*sic*) incroyable. c'est asçavoir à l'administration publique de la prédication de la parole sainte et sacrée de ton filz bien aymé Jesus Christ. Or, maintenant, bon Dieu, j'avoys bien occasion come de me désespérer, me voyant ung enfer préparé tant pour les lourdes fautes que meschantes ingrattitudes que j'ay commises, lesquelles j'ay tousjours commises par horribles péchés contre ta sainte volonté, tant dez les premiers ans de ma jeunesse que mesmes, qui est bien pire, depuis ces biens et graces cy-devant mentionnés. Toutesfois, Seigneur, par la foy en Jesus Christ ton filz, je rejette toutes matières de

désespoir que d'estre perdu desquelles le diable s'est bien sçeu ayder par cy devant contre moy plusieurs foys et sçay très bien, dont je te rends grâces, que s'en sçaura bien ayder davantage à l'heure de ma mort, quant il te plaira me oster de ceste vie périssable. Mais je m'asseure bien, bon Dieu, que tu me sçauras tousjours bien subvenir en ceste nécessité et me fourniras pour combatre tousjours, voire mesme combattras sans moy quant, par l'infirmité et foiblesse de ma chair maintenant affligée, mon esprit viendront (*sic*) à estre brouillé en soy mesme. Or donc, bon Dieu, pour mettre fin à ce propos, qu'il te plaise me faire participant de ceste bonté et miséricorde inépuissable, que tu ayes pitié de ma povre âme, tant povre créature, au devant de laquelle je voy ton fils Jesus Christ avec son sang espandu venir pour la laver, pour te la présenter, en ce faisant ou qu'elle soit colloquée soubz ton autel estant au ciel, là où reposent toutes les âmes bien heureuses jusques au plain accomplissement de tous tes saintz gémissementz (*sic*), pour cela et mesmes attendantes à la résurrection générale des corps pour la plainne réunion des corps avec icelles.

Ainz, pour mon corps, je désire qu'il soit inhumé au lieu là [où] on a accoustumé d'innumer les aultres, si ta bonté le permet, en la compagnie de mes amis et frères icy présentz, que Dieu par sa Providence [a] en la plupart icy assemblés sur l'heure de ceste déclaration et d'aultres aussi, d'autant qu'il plaira à ce bon Dieu et leur toucher le cœur, pour honorer mon corps, de soy toutesfois vil pouldre et terre, par ung tel convoy de sépulture honorable et vrayement chrestien.

Quand aux bientz que Dieu m'a donnés par sa grâce, tant meubles que héritages, je délaisse à ma femme et espouze les meubles, tous sans en rien en réserver, d'autant que je cognois qu'ils sont venutz prez tous de son costé et ensemble que je seroys fort marry qu'il en tombast en la main de ung tel dissipateur et mauvaiz enfant prodigue comme est celui qui, sans la bride de ceste déclaration volontaire faicte, comme Dieu en est tesmoing et ses anges, non point en aucune haine ne appétis de vengeance, de quoy il sembleroit que feusse poussé, de laquelle oppinion prie et reprie affectueusement toutes gentz de sain entendement et jugement rassis de ne ce brouiller, mais plus tost ne prétendz en ceci que de lui bailler ung coup de fouet et ung chastiment afin que, en ce qu'il pourra jouir de mesdits héritages et si porte plus sagement, saintement et prudemment qu'il n'a pas fait, d'autant qu'il en avoit qui estoit autant que moy qu'il a fricassé et avallé, comme on dit communément, en ung tour de poelle et en ung desjeuner de matin, de quoy Dieu et le monde sont tesmoingt en sa grande honte et inhominie.

Je prie donc Dieu, premièrement, de l'advertir, par gémisse-

mentz et douleur de cœur et d'esprit, qu'il prenne garde à ceste bonne admonition, qu'il examine diligement mon zelle et qu'il regarde bien mon but afin qu'il ne vienne par sa témérité m'accuser et condamner à ceci et, en ce faisant, adjoûter mal sur mal sur sa teste, atirer sur luy perdition plus grande. Si Dieu me avoit révellé percévérant en sa malice, je lui déclaire, s'il plaisoit à Dieu me rendre ma santé, combien qu'il soit puissant à cela et plus de atourner en icelle, de me destituer de hoirs, je convertirais l'héritage en meuble afin que d'avantage il luy paise.

Toutefois, je veux, avecques l'aide du Seigneur Dieu, suyvant la charité que Dieu nous a commandé, que à la veufve et enfans soubzâgés de Girard de Quenchie le jeune, de quoy j'ay entendu la mort puis mon mal, soient donnez quarante sols tournois et mis es mains de Marin Thouroulde. Item, aultres trente sols pour distribuer, suyvant l'advis de l'Eglise, à ceux qui sont nécessaires à ceste Eglise, et ne attendz (*sic*) pas ce que on demande rien à ma mère, sa vie durante, de ce que luy pourroient demander on les fondez à mon droit de [ce] qu'il m'appartient des biens de feu mon père. A laquelle ma mère et à mon oncle Nicollas Rouxel et mes aultres amis, qu'ilz (*sic*) ne sont encorez tirés à la connoissance de Dieu, je leur demande pardon de mes faultes que j'ay commizes à leur endroit, les suppliant ne me esconduire et les suppliant encores qu'ils requièrent Dieu qu'il leurs ouvre les yeux pour cognoistre que en cela qu'ilz me ont dit pour me destourner de la cognoissance de Dieu, par cela qu'ilz me ont dit n'est (*sic*, pour : n'ay) point failly, quand je n'ay point accordé par la grace de Dieu à leurs dire, mais plus tost qu'ilz ont failli puisque la cause de Dieu y perd.

Faict soubz mon signe ci mis, le mardi neuf^e jour de janvier mil cinq centz soixante et quatre, es présence de maistre Germain Philippe, Guillaume de Bledz, Jehan Philippe, Gilles Jehan, Gatien Mouillard, Henry Baieux et Guillaume de Bledz.

Signé Vaultier, un paraphe. [Etc.]

Ledit jour, audit Lacon, oudit hamel de Neumers, fut présent ledit Vaultier lequel loua, aprouva, certiffia et oult pour agréable le contenu en certaine cedulle escripte en pappier qu'il disoit et confessoit estre son propre faict, signe et obligacion et dont d'icelui la teneur ensuit : Je Jehan Vaultier, ministre, constitue et crée sur tous mes biens meubles et héritages présens, venus et advenir, à Rogère, fille de Marin Poisant, ma femme et espouze et à ses hoirs, c'est à sçavoir cent sols tournois de rente à avoyr à prendre comme dessus sur tous mesdits biens meubles et héritages au terme Saint-Michel en septembre, de faict pour ce que, lors dudit mariage de moy et de madite femme, me fut baillé par Robert de Manneville, de Creully, la

somme de cinquante livres tournois, à la charge et subjection de par moy de remployer icelle somme de l. livres tournois eu nom et ligne de ladite ma femme en fons de terre ou en rente. Faict soubz mon signe cy mis, etc.

II

*Lettre du maréchal de Matignon au lieutenant général
du bailli de Caen (22 décembre 1572).*

Monsieur le Lieutenant, Je viens de recepvoyr une lettre de Monsieur de La Mailleraye¹ qui me mande y avoir trois ministres prisonniers au Havre de Grâce, lesquels sont de Caen et s'estoient embarquez pour aller en Angleterre, mais ilz ont esté gectez par l'injure du temps audit Havre, là où ilz ont esté arrestez, et vous envoie leurs noms, vous priant vous informer amplement quelz gens se sont et de leurs actions et comportements, mesmes s'il y a quelques charges contre eulx pour m'en advertir incontinent. Au reste, je vous prie aussi pour le service du roy prendre le plus soigneusement garde qu'il vous sera possible ad ce qu'il ne s'enlève aucuns bledz² de votre costé et, suivant la commission que je vous ay baillée pour cest effect, rechercher bien exactement s'il y a quelques magasins faictz pour estre transportez, affin de les faire arrester, et observer au surplus le contenu d'icelle commission. Qui sera l'endroit où je prieray Dieu, après m'estre recommandé bien fort à votre bonne grâce, vous donner, Monsieur le Lieutenant, en santé longue vie.

A Lonray³, le xxij^e décembre 1572.

Vostre entièrement bon et plus parfait ami.

MATIGNON.

Monsieur de La Fresnaye, lieutenant général de Monsieur le Bailli de Caen.

III

Pièce annexe de la lettre précédente.

Mémoire des noms des minystres qui sont prisonniers au Havre de Grâce :

1. Jean de Moy, sieur de La Meilleraye, vice-amiral de France, lieutenant-général en Normandie.

2. Exécution des édits royaux de juin 1571 et janvier 1572. La récolte de 1572 avait été mauvaise en Normandie.

3. Orne, canton d'Alençon (Ouest).

Jehan Vaultyer, natif de Saint-Pierre de Caen, aagé de trente cinq ans, marié avecques Rogère Paisant de Bieuville¹, de laquelle il a eu troys enfans.

Germain Philippes, natif de la paroisse de Cully² près Baieux, aagé de soixante ans, prebstre marié qui laissa sa femme en sa maison³.

Pierre de Cahagnes, natif de Saint-Pierre de Caen, aagé de xxv ans.

IV

*Lettre du maréchal de Matignon au lieutenant général
du bailli de Caen (8 janvier 1573).*

Monsieur le Lieutenant, j'ay veu la lettre que m'avez escripte par ou je voy qu'il ne se trouve grandes charges sur les ministres dont je vous avoys envoyé mémoire. Je vous prie de mander s'il se enlève point de bledz par delà, d'autant que j'ay esté adverty que des marchans de Gascongne en ont naguères enlevé, dont je vous prie m'advertir de ce qu'en aurez trouvé et faire tenir une lettre que j'escriz au vibailly de Caen⁴ pour me venir trouver et en faire prendre recepicé, d'autant que je luy en avoys cy davant envoyé dont je n'ay eu responce. Me recommandant à vous, je priray Dieu vous donner, monsieur le Lieutenant, en santé bonne et longue vie. A Lonray ce viij^e de janvier 1573.

Vostre entièrement bon et plus parfait ami,

MATIGNON.

Monsieur le lieutenant général de] Monsieur le Bailly de Caen⁵.

1. Beuville, canton de Douvre.

2. Canton de Creully.

3. Germain Philippe était ministre de Séqueville (à Saint-Pellerin, Manche) et s'était déjà, en 1568, réfugié dans l'île de Jersey (F. de Schickler, *Les Eglises du Refuge en Angleterre*, II, 385) *Réd.*

4. Guillaume de La Rivière (Cf. F. Alix : *Généalogie de la famille de La Rivière*. Caen, 1911, in-8°, p. 58).

5. Ces deux lettres de Matignon sont insérées à leurs dates au registre d'enregistrement des *lettres du roi*, provisions, etc., du greffe du Bailliage et siège présidial de Caen (Arch. Calvados, B.)

DEUX PORTRAITS DU PASTEUR DE ROUEN JEAN-MAXIMILIEN DE L'ANGLE (1652)

On ne connaît que très peu de portraits de pasteurs de l'Église réformée du xvii^e siècle. En dehors de ceux qui acquirent une certaine célébrité parce qu'ils exercèrent leur ministère à Paris ou dans quelques grandes villes de province, il est impossible de se représenter le très grand nombre de ceux dont nous connaissons les noms et les états de service. Ainsi on savait qu'il existait un portrait d'un des pasteurs les plus connus et les plus estimés du xvii^e siècle, Jean-Maximilien de l'Angle (1590-1674) qui desservit l'Église de Rouen pendant plus de cinquante ans¹. Ce n'est qu'après l'avoir vainement cherché pendant bien des années que feu M. Émile Lesens en découvrit enfin un exemplaire gravé qu'il estimait si rare qu'il en fit faire une copie au crayon pour nos collections. Après sa mort, sa veuve nous fit remettre l'original qui porte comme légende ces mots : JOHANNES MAXIMILIANUS DE L'ANGLE ROTHOM. ECCLES. PASTOR, aetat. 62. Or, tout récemment notre ami et collaborateur M. R. Garreta trouva et offrit à notre Bibliothèque un deuxième exemplaire de ce même portrait ; mais on y retrouve seulement le nom et l'âge du pasteur de Rouen, les mots latins indiquant sa profession ayant été supprimés.

L'explication de cette différence, en apparence minime, entre deux exemplaires du même portrait se trouve — excusez du peu, — dans un long arrêt motivé du parlement de Rouen que M. Garreta a également retrouvé et dont voici texte inédit :

Du xxj^e d'aoust MDCLIII (1653).

Sur la remontrance du procureur général du Roy qu'il a esté adverty que M^e Jean-Maximilien de Langle, ministre de la reli-

1. Voir sur lui l'article BAUX de la *France protestante*, 2^e édition (I, 1037) que ce texte permettra de compléter.

gion prétendue réformée, auroit faict graver en taille douce son image, dont il y en auroit deux sortes d'exemplaires, en l'un desquels il auroit faict inscrire à l'entour ces mots : *Joannes Maximilianus de Langle, rothom. eccles. pastor.*, et en l'autre où il semble qu'il ayt voulu corriger ceulx-cy, *Joannes Maximilianus de Langle eccles. roth. R. et Queu. collectae minister*¹, ce qui auroit



apporté et causé grand scandalle; dans l'un, usurpant le nom de pasteur général de l'église de Rouen, qui ne luy peut convenir, mais seulement au sieur archevesque, qui en est seul véritable et légitime pasteur; et, dans l'autre, parlant avec impiété, mépris et injure de l'Église, comme si elle avoit esté et peu estre réformée en sa doctrine, ce qui est entièrement contraire à la vérité, aux saints canons, aux édicts, ordonnances, arrests et

1. Il exista donc une variante du premier portrait du pasteur rouennais, indiquant qu'il était pasteur de l'Église R[éformée] de Rouen et qui se réunissait à Quev[illy] où était le temple des protestants.

règlements des cours souveraines qui veulent et enjoignent qu'en tous actes où il sera parlé de lad^e religion, il sera usé de ces mots : « religion ou église prétendue réformée », requérant qu'il y soit pourveu par la cour ;

La cour a ordonné et ordonne que lesd. de Langle, Pierre Lucas et Henry David, denomméz au bas desdites images, seront



assignés à bref jour en icelle pour respondre aux conclusions du procureur général du Roy, et cependant a faict et faict inhibitions et deffenses aud. de Langle et à tous autres de prendre autre qualité que de « ministre de la religion prétendue réformée des peuples assemblés à Quevilly ou autres lieux », ny d'escrire ou faire imprimer aucune chose qui concerne lad^e religion ou l'église prétendue réformée, qu'ils n'y adjoustent le mot de « prétendue réformée » et ordonne que tous les exemplaires desdites images seront apportés, avec les planches, au greffe de lad^e cour pour y estre supprimés ; a faict et faict très expresse inhi-

bitions et deffenses à tous imprimeurs, graveurs, colporteurs d'en imprimer, graver, vendre ny distribuer en cette ville ny ailleurs sur les peines au cas appartenant.

... FAUCON.

LE CORNIER.

(*Registre du Parlement de Normandie. Arrêt du 21 août 1653.*)

On voit avec quel empressement le parlement de Rouen — un des plus acharnés contre le protestantisme — saisit cette occasion d'attaquer et d'humilier un pasteur qu'il détestait d'autant plus cordialement que sa réputation était plus grande et plus méritée¹. Mais la date de cet arrêt, aussi mesquin qu'il est prétentieux, suggère encore une autre explication :

Dans un volume intitulé *Des Nullitez prétendues de la Réformation de l'Église*, Charenton, 1653², Charles Drelincourt consacre la 37^e section à ce qu'on ait, que les ministres croient le contraire de ce qu'ils preschent et qu'ils se rétractent à l'heure de la mort, et raconte ce qui suit :

En cette même année 1652, nous en avons deux exemples célèbres, que je dois laisser à la postérité. L'un³ est de Monsieur de Langle, digne pasteur de l'Église réformée de Rouen. Ce fidèle serviteur de Dieu estant malade en un point que l'on ne croyoit pas qu'il en dust relever, des moines et des prestres de la paroisse où il demeure, firent courir le bruit qu'il voulait abjurer la Religion et mourir en la communion de l'Église romaine, mais qu'il estoit violenté en sa conscience et que sa femme et ses enfans l'empêchoient de donner gloire à Dieu. Il faut bien dire qu'à force de publier ce mensonge, ils se persuadèrent qu'ils disoient vray. Car l'un de ces prestres eut bien l'audace de s'adresser à Messieurs de la Grand'Chambre du Parlement de Rouen et de les assurer que Monsieur de Langle implorait leur

1. Jean-Maximilien de l'Angle dédaigna de faire remplacer les mots indiquant sa qualité par ceux de *prét. réf.* Il se soumit à l'arrêt en se bornant à l'indication de son nom et de son âge.

2. Ce volume forme, à partir de la 2^e édition, la deuxième partie de celui intitulé *Du faux visage de l'antiquité* qui parut en 1652 (Charenton, Louis Vendosme, avec portrait) et dont la deuxième édition parut sous le titre *Du faux visage de l'antiquité et des Nullitez prétendues de la Réformation de l'Église*, seconde édition, revue et augmentée par l'auteur, A. Genève, pour Jean-Antoine et Samuel de Tournes, 1665 et 1666.

3. Le second exemple qu'il cite se rapporte au pasteur de Paris, Aubertin.

secours. On ne saurait assez se louer de la prudence et de la sage conduite de cette auguste Compagnie. Elle députa Monsieur de Mouchel, l'un des plus agez de son corps, Monsieur le Noble conseiller ecclésiastique et Monsieur de la Trourie, avocat général du roi, avec le greffier du Parlement. Bien que le peuple accourust en foule au bruit de cette conversion chimérique, ces Messieurs trouvèrent la porte du logis ouverte, et estant entrez avec beaucoup de civilité en la chambre du malade, ils luy dirent qu'ils estoient envoyez par la Cour pour savoir de luy s'il ne vouloit pas mourir en la religion catholique, apostolique et romaine, et que si cela estoit, ils en recevroient une grande joye et leur Église une grande édification. Cet excellent homme qui, par la grâce de Dieu, avoit l'esprit fort sain et la parole libre, témoigna à ces Messieurs qu'il estoit ravy de pouvoir rendre raison de sa foy en une occasion si célèbre. Il leur protesta devant Dieu, qu'il croyait que la religion qu'il avoit professée toute sa vie, et qu'il avoit enseignée fort longtemps, estoit sainte et conforme à la parole de Dieu; et que toute sa gloire seroit qu'il plust à Dieu luy faire la grâce de ratifier par sa mort cette importante vérité. Il voulut ensuite entrer dans le discours des avantages de notre religion sur la romaine. Mais ces Messieurs luy dirent qu'ils n'estoient pas venus pour le forcer en rien, et que le roi nous donnoit la liberté de conscience. En suite de quoy ils sortirent avec la même civilité qu'ils estoient entrez ¹.

N'avons-nous pas ici l'explication la plus plausible de l'arrêt du Parlement qui se vengeait ainsi de sa récente déconvenue — et peut-être l'explication du portrait lui-même? — On voit que celui-ci est daté de 1652. Quoi de plus naturel qu'en cette année où ils avaient failli le perdre, les ouailles de Jean-Maximilien de l'Angle aient désiré avoir son effigie et l'aient commandée au peintre Pierre Lucas pour la famille du pasteur, puis en aient fait exécuter par le graveur Henry David des reproductions pour ceux qui désireraient en acquérir? Il est donc possible qu'un jour ou l'autre on en découvre un troisième état gravé, celui où se trouve la mention de Quevilly — et qui sait, peut-être en Angleterre où la famille émigra plus tard, la peinture originale elle-même².

N. W.

1. Ed. de 1665, p. 232.

2. Voy. sur cette descendance anglaise, Henry Wagner, F. S. A. *Pedigrees of the Du Moulin and De Langle families*, London, 1883.

POURSUITES EXERCÉES CONTRE QUINZE PROTESTANTS DE SAINTONGE. EN 1699-1700

Rôle de l'évêché de Saintes à l'égard des religionnaires sous Guillaume de la Brunetière¹

Parmi les nombreuses informations exercées contre les religionnaires à la fin du ^{xvii}e siècle dont les procédures nous ont été conservées, il en est une qui mérite d'attirer plus particulièrement l'attention des historiens du protestantisme.

En 1699, quinze protestants avaient été arrêtés par ordre du maréchal d'Estrées et déférés au présidial de Saintes pour s'être montrés sans doute plus opiniâtres que les autres dans leur résistance. C'étaient André Bouchet, pilote, Pierre Massé, marchand, Jacques Péraud, capitaine de navire, Thomas Dessis, chirurgien, Pierre Dubois, marchand, Simon Tourtelot, marchand, Pierre Arnaud, blanconnier, François Thomas, marinier, Jean Perlier, pilote, Jean Decort, boucher, Jean Bernelot, chirurgien, Jean Leclerc, marchand, Jean Tauzin, cordier, Pierre Desbrosses, docteur en médecine, Élie Buhet, teinturier. Ils appartenaient pour la plupart à la région des îles (Arvert, La Tremblade); quelques-uns étaient originaires de Jonzac, un de Vaux, un autre de Saintes.

Tous, à l'exception du capitaine Jean Péraud, étaient relaps ayant abjuré par force en 1685 sous la pression des dragonnades, mais leurs convictions n'en étaient pas moins demeurées inébranlables, et s'ils avaient dû se présenter devant un prêtre pour faire constater leur

1. En annonçant la mort héroïque de M. J. Pandin de Lussaudière en tête d'une étude de lui que le *Bulletin* a publiée en 1915 (p. 493-504), je rappelais que l'auteur m'avait parlé d'une note sur l'attitude de l'évêché de Saintes à l'égard de certains protestants (1699-1700). Cette note, sa veuve l'a retrouvée dans les papiers de son mari et vient de m'en transmettre une copie. C'est une très intéressante contribution à l'histoire de la Révocation et du Désert en Saintonge, qui précise et complète ce que j'ai publié sur le même sujet en 1893 (*Bull.* 1893, 391 et 498).

mariage, par contre ils avaient refusé obstinément de se confesser et de communier.

Les cas de ce genre étaient alors fréquents. Beaucoup de protestants avaient recours à des prêtres étrangers, qui pour une somme plus ou moins élevée, consentaient à se montrer peu exigeants en matière de dogme. D'autres se contentaient même d'un simple contrat notarié. L'un de nos prévenus, Pierre Massé, se trouvait dans ce dernier cas.

Pressés de se convertir par le lieutenant criminel de la sénéchaussée, treize sur quinze des prévenus refusèrent énergiquement et déclarèrent vouloir vivre et mourir dans la religion réformée. Deux seulement faiblirent au cours de l'interrogatoire et consentirent à se faire instruire en la religion catholique. L'un, Jean Leclerc, était fiancé depuis dix mois, et l'on devine aisément la cause de ses hésitations.

Quant à l'autre, Élie Buhet, teinturier de Saintes, son cas paraît digne d'attention, car il semble bien avoir bénéficié en cette affaire d'une protection toute spéciale de l'évêché, qu'on ne s'attendait pas, certes, à voir intervenir de cette façon dans une affaire aussi grave au point de vue religieux. Élie Buhet avait abjuré en 1684, sous la pression des cavaliers, ainsi qu'il le dit lui-même, mais il s'était bien gardé de fréquenter l'église depuis cette époque. Aussi le curé de sa paroisse refuse-t-il de célébrer son mariage avec une jeune fille d'Épargne. Chose curieuse, l'official de Saintes lui délivre alors un billet l'autorisant à « aller épouser où bon lui semblerait » ; il put donc s'adresser en toute sécurité au curé d'Arces en Saintonge, moins intransigeant que ses collègues. Déféré devant le présidial pour une cause mal connue, il finit après deux interrogatoires par consentir, non pas à abjurer, mais à fréquenter les conférences de l'évêché et se faire instruire « pour suivre, disait-il, *autant qu'il le pourrait*, les intentions du roi ». Son abjuration n'était donc pas formelle.

Ce cas intéressant à relever n'est d'ailleurs pas isolé.

Un autre prévenu, Simon Tourtelot, marchand à Jonzac, fit une déclaration analogue. Lui aussi il avait abjuré des lèvres en 1685 sous la pression des gens de guerre dans la chapelle du château de Jonzac. Six ans plus tard, en effet (1691), voulant se marier avec une jeune fille de Ransannes, il se vit refuser le sacrement du mariage par le curé de cette paroisse pour n'avoir pas voulu consentir à se confesser et à communier. Nos deux « nouveaux convertis », selon l'expression consacrée alors, ne se tinrent pas pour battus. Ils en appelèrent à l'évêque, et bientôt après arriva un ordre de l'évêché commettant le curé d'Antignac pour procéder à l'union refusée par le curé de Ransannes. Simon Tourtelot n'en resta pas moins résolu, après ce mariage à la Gaumine, à vivre et mourir dans sa religion et ne remit jamais plus les pieds dans l'église.

François Thomas, marinier d'Arvert (encore un relaps), était venu se marier à Rochefort devant un prêtre étranger qui n'exigea de lui aucun engagement de se faire instruire dans la religion catholique. Il lui en coûta, dit-il, 10 louis d'or. Le certificat de mariage, transmis à l'évêché, ne souleva aucune protestation de la part de l'officialité.

Tels sont les faits : pour si invraisemblables qu'ils paraissent, ils n'en sont pas moins exacts, car ils ressortent très nettement des déclarations des inculpés.

Voyons maintenant les suites du procès : la sentence fut prononcée le 26 mars 1700.

Entre le procureur du Roy demandeur en crime de relaps et autres contraventions faites aux édits et déclarations du roy d'une part, et les nommés André Boucher pillotte, Pierre Massé marchand, Jacques Péraud capitaine de marine, Thomas Dessis chirurgien, Pierre Dubois marchand, Simon Tourtellot marchand, Pierre Arnaud blanconnier, François Thomas marinier, Jean Perlier pillotte, Jean Decort boucher, Jean Bernellot chirurgien, Jean Le Clerq marchand, Jean Tauzin cordier marinier et Pierre Debrosse docteur en médecine, deffandeurs acuzés et détenus acuzés ez prisons royales de cette ville, d'autre part.

Vu... etc., nous avons déclaré les dits Boucher, Massé, Dessis,

Tourtellot, Arnaud, Thomas, Perlier, Decort, Bernelot, Le Clerq, Tauzin, Debrosses et Dubois dhuement atteints et convaincus du crime de relaps et autres contraventions aux édits et déclarations de Sa Majesté, pour réparation de quoy nous les avons condamnés à servir le roy dans les gallères à perpétuité en quallité de forçats ; les avons pareillement condamnés chascun d'eux en l'amande envers le roy, savoir le dit Boucher en la somme de deux cents livres, le dit Massé en celle de quinze cents livres, Dessis en celle de cent livres, Dubois en celle de deux mil livres, Tourtellot en pareille somme de deux mil livres, Arnaud en celle de trois mil livres, Thomas en celle de deux mil livres, Perlier en celle de deux mil livres, Decort en celle de deux cent cinquante livres, Bernelot en celle de deux mil livres, Leclercq en celle de deux mil livres, Tauzin en celle de trois cents livres, et aux dépans des proceddures envers ceux quy les ont fait chascun les consernant, suivant la taxe quy en sera faite; et en regard du dit Péraud, ordonnons qu'il sera plus emplement enquis dans le mois contre luy, et cependant qu'il tiendra l'estat¹; arrêté en la Chambre du conseil du siège présidial de Xaintes le vingt sixiesme mars mil sept cents.

Signé : DUSAULT, LEFRANÇOIS, LABBÉ.

Une chose nous surprend à la lecture de la sentence : tandis que la plupart des inculpés et notamment Jean Leclerc, qui s'était repenti, se virent infliger la peine maximum réservée aux relaps, le texte de la sentence ne fait aucune mention d'Élie Buhet qui semble avoir bénéficié en cette circonstance d'un non-lieu. Le fait, extraordinaire à cette époque de persécutions, était évidemment la conséquence d'une haute intervention. Si l'on en juge d'après les faits signalés plus haut, il est permis de supposer que cette intervention venait directement de l'évêché, dont Buhet avait bien voulu consentir à fréquenter les conférences, pour suivre, dit-il, « autant qu'il le pourrait les ordres du roi ».

On ne s'attendait certes pas à voir en 1700 des protestants arrêtés et déferés au présidial pour leur obstination, trouver un appui de ce côté-là. Ce n'est pas sans quelque surprise que l'on voit, sous l'administration de

1. Il n'avait jamais abjuré.

l'intendant Begon, en pleine persécution (dès 1691) un évêque ou ses subalternes faciliter, sinon autoriser la célébration de mariages clandestins. Tout autre fut à la même époque l'attitude de l'évêque de La Rochelle.

Bien loin de produire sur les condamnés l'effet qu'en attendait sans doute le lieutenant criminel de Saintes, la lecture de cette terrible sentence n'avait fait qu'exaspérer davantage leur audace. Bien plus, le seul qui ait faibli tout d'abord, Jean Leclerc, fiancé depuis longtemps et voyant sans doute ses rêves d'avenir à jamais évanouis, s'empressa de rétracter son abjuration. Tous ont dû mourir à la peine, mais leur nom n'a pas été inséré dans la longue liste des galériens protestants publiée dans le tome VI de la *France protestante*.

J. PANDIN DE LUSSAUDIÈRE.

LETTRES ET ALLOCUTIONS DE NAPOLEON AUX PROTESTANTS FRANÇAIS

Sous le régime de l'édit de Nantes, à diverses reprises, Henri IV et Louis XIII adressèrent des lettres à leurs « chers et bien aimez les Députés au Synode national qui se tient par notre permission ». Mais Louis XIV ne continua pas cette tradition et quand, pour la dernière fois, il daigna s'adresser à ses sujets de la religion protestante à l'occasion de la convocation du synode de Loudun, ce fut en conférant des lettres patentes au sieur de Magdelaine, désigné comme commissaire de Sa Majesté à ce synode.

Toute correspondance officielle entre les souverains de France et les Réformés cessa à dater de cette époque. L'ère des persécutions légales commençait et allait se poursuivre de plus en plus violente, devant amener, dans

le désir de ses ennemis, la destruction du protestantisme français.

Lorsque, par la loi du 18 germinal an X, le culte protestant fut reconnu par le gouvernement, par la force des choses dut se rétablir cette correspondance qui, depuis le règne de Louis XIV, avait été abolie.

Mais, dès la première heure, une question se posa : quelle était l'autorité ecclésiastique qualifiée pour recevoir les lettres du souverain et y répondre ? L'organisation administrative des Églises était incomplète, car son couronnement nécessaire, le synode national, en avait été exclu. On sait qu'il fallut une lutte de soixante-dix années pour que l'Église fût remise en possession du synode dont Daillé disait en 1659 : « Il est entièrement impossible que notre religion puisse se maintenir sans ces sortes d'assemblées¹. » Cependant le Premier Consul comprenait qu'il ne pouvait, après avoir décrété la liberté des cultes, considérer les protestants comme des étrangers, et qu'il importait de leur en donner la preuve. C'est alors que fut envoyée la première lettre officielle, elle était ainsi rédigée :

*Aux membres du consistoire de l'Église consistoriale
des protestans réformés de Paris².*

Les motifs de la présente guerre sont connus de toute l'Europe. La mauvaise foi du roi d'Angleterre qui a violé la sainteté des traités, en refusant d'exécuter l'article 10 du traité d'Amiens, qui a fait attaquer nos bâtimens de commerce sans déclaration préalable de guerre, la nécessité d'une juste défense, tout nous oblige de recourir aux armes. Je vous fais donc cette lettre pour vous dire que je souhaite que vous fassiez dans votre temple et selon vos rites des prières pour attirer la bénédiction de Dieu sur nos justes entreprises. Les marques que j'ai reçues de votre zèle

1. AYMON, *Tous les Synodes nationaux*, t. II, p. 729.

2. Le Premier Consul connaissait personnellement plusieurs des membres du consistoire et particulièrement le pasteur Marron son président. Rabaut le jeune qui présidait le Corps législatif, le 30 floréal an X, jour où fut votée la loi du 18 germinal, de Jaucourt, sénateur, ainsi que Boissy d'Anglas et Serres, le conseiller d'Etat Pelet de la Lozère, étaient des relations de Bonaparte.

pour le service de l'État m'assurent que vous vous conformerez avec plaisir à mes intentions.

Écrit à Saint-Cloud, le 27 prairial de l'an XI.

Le Premier Consul,
BONAPARTE.

Mais si l'Église réformée de Paris était ainsi honorée d'une lettre du Premier Consul, les autres Églises protestantes de France devaient être appelées, au même titre, à s'associer aux prières que demandait le gouvernement. Portalis, dans ce but, adressa à tous les présidents de consistoire la première circulaire officielle du nouveau régime créé par la loi de germinal. Elle était conçue en ces termes :

CONSEIL D'ÉTAT

Paris, le 2 messidor an XI de la République.

Le conseiller d'État chargé de toutes les affaires concernant les cultes,

Au président du Consistoire.

Je vous adresse, citoyen Président, une copie de la lettre que le Premier Consul a écrite aux membres du Consistoire de l'Église consistoriale de Paris. Je vous invite à ordonner des prières dans vos temples selon vos rites pour le succès de nos armes.

Le gouvernement attend, de votre zèle, que vous appuierez de tous les secours de la Religion l'amour de la patrie si naturel aux Français.

J'ai l'honneur de vous saluer.

PORTALIS.

Deux ans plus tard Bonaparte devenait empereur et, restant fidèle à la liberté des cultes, n'hésitait pas à inviter les présidents de consistoire à la cérémonie du sacre¹. Il n'est pas difficile de comprendre la surprise et plus encore l'émotion éprouvée par des pasteurs dont plusieurs avaient connu les temps de la persécution et les jours du Désert, en recevant non pas une circulaire, mais une lettre personnelle, une lettre close signée de ce

1. Le ministre des cultes, vu leur grand nombre, ne désigna que vingt-sept présidents de consistoire comme devant recevoir l'invitation impériale.

nom de Napoléon qui déjà provoquait l'admiration et la crainte du monde. En voici le texte¹ :

La divine Providence et les constitutions de l'empire ayant placé la dignité impériale héréditaire dans notre famille, Nous avons désigné le onzième jour de Frimaire prochain pour la cérémonie de notre sacre et de notre couronnement.

Nous aurions voulu pouvoir dans cette auguste circonstance rassembler, sur un seul point, l'universalité des citoyens qui composent la nation française. Toutefois dans l'impossibilité de réaliser une chose qui aurait eu tant de prix pour notre cœur, désirant que ces solennités reçoivent leur principal éclat de la réunion des citoyens les plus distingués et devant prêter, en leur présence, serment au peuple français, conformément à l'article 52 des constitutions en date du 28 Floréal an XII, Nous vous faisons cette lettre pour que vous ayez à vous trouver à Paris le sept du mois de Frimaire prochain et à y faire connaître votre arrivée à notre grand maître des cérémonies.

Sur ce, nous prions Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

NAPOLÉON.

Le secrétaire d'État.

H. P. MARET.

Saint-Cloud, le 4 brumaire, an XIII.

Lorsque les présidents des consistoires se présentèrent, au lendemain du sacre, à l'audience impériale, le vénérable pasteur Martin de Genève, par une soudaine inspiration, sans en avoir reçu l'autorisation et l'empereur n'ayant pas été prévenu, prit la parole.

Napoléon, surpris, releva la tête et parut vouloir l'arrêter, mais ému par la dignité et la noblesse du vieux pasteur, à l'étonnement de la Cour, il écouta.

La célèbre réponse de l'empereur fut une improvisation dont le texte dut être reconstitué de mémoire. Aussi n'est-il pas surprenant de constater, dans les relations du temps, des variations de rédaction.

Le pasteur Mauru envoya aux Anciens du consistoire

1. Nous le reproduisons d'après l'original adressé au pasteur Petersen, président du consistoire réformé de Strasbourg, et conservé dans ses archives. *Mélanges*, t. VII, p. 6.

de Meaux, un récit de l'événement, où est reproduite l'allocution impériale en ces termes :

Je vois avec plaisir ici assemblés MM. les pasteurs des Églises protestantes de France. Je saisis avec empressement cette occasion de leur témoigner que j'ai toujours été très satisfait de tout ce qu'on m'a rapporté de la fidélité et de la bonne conduite des pasteurs et des citoyens des différentes communions protestantes.

Je veux bien que l'on sache qu'il est dans mes principes et que c'est ma ferme intention de maintenir la liberté la plus indéfinie des cultes. Il est temps enfin que le règne de l'autorité et des lois s'arrête où commence celui de la conscience. Le Souverain, le Prince, ni aucune puissance de la terre, n'ont nul droit contre elle. Tels sont mes principes et ceux de la nation. Jamais je ne manquerai au serment que j'ai fait en votre présence et si quelqu'un de ma race, appelé à me succéder, venait par quelque suggestion que ce soit de fausse conscience religieuse à violer mon serment, je vous autorise à lui donner le titre le plus odieux et à le nommer Néron¹.

Les registres du consistoire de Bolbec, à la date du dix décembre an XIII, renferment une version à laquelle son origine donne une grande valeur. Le pasteur Allègre, qui la reproduit, ajoute, en effet, en note : « Cette réponse est certifiée conforme à celle qui a été rédigée entre MM. les pasteurs. » Voici ce texte :

Je vois avec plaisir réunis ici les pasteurs des Églises réformées de France, je saisis avec empressement l'occasion de leur témoigner combien j'ai toujours été satisfait de ce qu'on m'a rapporté de la fidélité et de la conduite des pasteurs et des citoyens des différentes communions protestantes.

Je veux que l'on sache que ma ferme volonté est de maintenir la liberté des consciences la plus indéfinie. L'empire de la loi finit où commence celui de la conscience. La Loi ni le Prince ne peuvent rien contre elle. Tels sont mes principes et ceux de la nation. Et si quelqu'un de ma race, oubliant le serment que j'ai prêté, venait à le violer, trompé par une fausse conscience, je le dévoue à l'indignation publique et je vous autorise à le nommer Néron.

1. E. BRIET, *Le protestantisme en Brie*, p. 27.

Les divergences, entre les deux rédactions, ne sont pas sans importance. Celle des présidents de consistoire est plus conforme à cette *imperatoria brevitás* qui caractérise toujours la parole de Napoléon. Il suffit, pour s'en convaincre, de comparer le passage relatif à la liberté de conscience. L'expression dans la version de Mauru est amplifiée, dans la version de Paris elle est lapidaire.

Il n'existe pas de texte officiel du discours, car si Fouché, alors ministre de la police, avait été d'avis de faire paraître l'allocution de l'empereur au *Moniteur*, Portalis, sans en faire connaître les raisons, s'y opposa. Les autres journaux la publièrent d'après le texte établi par les pasteurs. Cependant il subit quelques modifications qui, pour paraître insignifiantes au premier abord, doivent cependant être relevées. Aussi n'est-il pas sans intérêt de reproduire cette troisième version :

Je vois avec plaisir, *rassemblés* ici, les pasteurs des Églises réformées de France. Je saisis avec empressement *cette* occasion de leur témoigner combien j'ai toujours été satisfait de tout ce qu'on m'a rapporté de la fidélité et de la *bonne* conduite des pasteurs et des citoyens des différentes communions protestantes. Je veux *bien* que l'on sache que *mon intention* et ma ferme volonté sont de maintenir la *liberté des cultes*.

L'empire de la loi finit où comme l'*empire indéfini* de la conscience, la Loi ni le Prince ne peuvent rien contre cette liberté. Tels sont mes principes et ceux de la nation; et si quelqu'un de ceux de ma race *devant me succéder* oubliait le serment que j'ai prêté et que trompé par l'*inspiration* d'une fausse conscience, il vint à la violer, je le voue à l'*animadversion* publique et je vous autorise à lui donner le nom de Néron¹.

Les passages soulignés marquent les différences entre les deux textes : *rassemblés* au lieu de *réunis* est sans importance; de même *cette* occasion au lieu de *l'occasion*; mais en caractérisant de *bonne* la conduite des protestants, l'expression laisse l'impression peu favorable d'un *satisfecit* accordé par un magister à ses écoliers. *Je veux bien* donne l'idée d'une concession, alors que *je veux*,

1. RABAUT LE JEUNE, *Annuaire*, p. 17, et *Almanach des Réformés et protestants de l'empire français pour l'an bissextile* 1808, p. 23.

marque un acte de volonté. C'est avec raison que le texte de Paris supprime *mon intention*, terme que contredit *ma ferme volonté*. Au lieu de *la liberté des consciences la plus indéfinie*, le texte de l'almanach porte *la liberté des cultes*, aussi la rédaction qui suit est-elle plus précise et plus forte. En ajoutant : *devant me succéder*, le texte reçu limite la pensée napoléonienne d'une manière malheureuse. Combien plus forte la parole : *je le dévoue à l'indignation* que : *je le voue à l'animadversion*. Dévouer implique l'imprécation, il n'en est pas de même de vouer. L'opposition entre indignation et animadversion présente un caractère semblable.

Cependant c'est le texte des journaux de l'époque qui n'a cessé d'être reproduit malgré son infériorité évidente. Si l'on veut se souvenir de l'extraordinaire impression éprouvée par les pasteurs en entendant Napoléon, impression que traduisait Rabaut le jeune en écrivant : « Oh ! mon père, oh ! mon frère, où étiez-vous ? » il paraîtra juste de donner au texte établi par les pasteurs la place qui lui revient, en le considérant comme seul officiel, si toutefois cette désignation peut lui être appliquée.

Le 5 avril 1808, Napoléon reçut à Bordeaux le consistoire de l'Église réformée et, en réponse aux louanges, dépassant toute mesure, que lui décernait son président le pasteur Martin, il répondit par ces paroles :

Je reçois de toutes les parties de la France les témoignages les plus flatteurs de l'affection des protestants. Je les compte parmi mes meilleurs sujets. Ils me servent avec zèle et distinction. Ce n'est pas moi qui vous ai donné la liberté, c'est le siècle. La conscience ne dépend pas des hommes, elle est au-dessus des lois. La révocation de l'édit de Nantes a fait beaucoup de mal à l'État, elle a porté l'industrie et les arts dans les pays étrangers. J'ai vu une foule de Français réfugiés en Prusse et jusque dans le fond de la Pologne. Voilà ce que produisent les persécutions. Vous pouvez compter sur ma constante protection.

L'*Almanach des Protestants* fait observer que l'empereur avait répondu « à peu près en ces termes »¹.

1. *Almanach*, op. cit., p. 231.

Mais dans cette réponse se trouvent des affirmations qui évoquent celles de l'allocution du sacre et marquées de la griffe impériale. Aussi était-il indiqué de les unir, car l'une et l'autre font date dans l'histoire du protestantisme français.

FRANK PUAUX.

SÉANCES DU COMITÉ

25 janvier 1916.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, MM. H. Aubert, G. Bonet-Maury, Chatoney, R. Reuss, E. Rott et N. Weiss. MM. R. Allier, J. Pannier et J. Viénot se font excuser. Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Le président prie le secrétaire d'exposer ce qui a été fait au sujet de l'emprunt et ce qu'il compte faire en ce qui concerne la publication du *Bulletin*.

Le secrétaire explique que la vente autorisée par le comité lors de sa dernière séance, de cinquante obligations du chemin de fer de New York, New Haven et Hartford a permis de demander du même coup la conversion en 5 p. 100 de cinq cents francs de rente 3 p. 100. En demandant à notre fonds de réserve un léger appoint, nous avons pu ainsi obtenir dix-huit cent quatre-vingts francs de rente 5 p. 100, ce qui augmentera les revenus de la Société d'un peu plus de quatre cents francs par an. Si l'opération avait pu être faite plus tôt, elle aurait été encore plus fructueuse, mais dès l'annonce de l'emprunt, l'arbitrage entre le 5 p. 100 et ces obligations fit baisser ces dernières de plusieurs points.

Quant au *Bulletin*, le numéro de novembre-décembre 1915 qui devait terminer — avec les tables — l'année double 1914-1915 a été retardé pour deux raisons. Il devait s'ouvrir par un travail de M. Ch. Bost sur le synode de 1715, travail qui apportera des précisions inédites, mais qui n'a pu être prêt. Une étude de notre collègue M. Pannier qui a été composée à la place n'a pu être mise en pages parce que la poste a supprimé plusieurs vues représentées par des cartes postales qui devaient être reproduites et n'ont finalement pu être remplacées. Mais il faut espérer que le mois

de février ne se passera pas sans que cette livraison paraisse. — Quant à l'année 1916, notre publication pourra paraître tous les trois mois en attendant une situation moins anormale. Dans ce cas le premier numéro de 1916 paraîtra vers la fin de mars, si possible.

Un entretien s'engage ensuite à propos de la liquidation des copies de M. Gaidan qui s'est éteint à Genève au mois de novembre dernier, mais en laissant, en prévision de son décès, quelques cahiers de copies qu'il avait faites d'avance. Le secrétaire est chargé de négocier avec M^{me} Gaidan l'acquisition de ces copies, au mieux de ses intérêts et de ceux de notre Société.

Avant de se séparer les membres présents s'entretiennent encore de la *France protestante* dont la continuation, tant de fois interrompue, ne peut malheureusement qu'être remise à des temps meilleurs.

Bibliothèque. M. Reuss dépose pour elle la copie d'un manuscrit sur la conversion forcée du village de Duettlenheim en Basse-Alsace en 1686, ainsi qu'une collection de circulaires et appels du journal *Le Signal* (1899-1908).

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

Les origines politiques des guerres de religion.

Tel est le titre alléchant d'un grand ouvrage¹ de M. Lucien Romieu, ancien membre de l'École française de Rome. Mais, comme tant de titres (qu'on veuille bien nous permettre de le dire tout de suite), celui-ci promet plus ou du moins autre chose que ne donne le livre qu'il doit annoncer. Ce dernier, en effet, décrit — excellemment d'ailleurs — les rapports d'Henri II avec l'Italie. Ainsi le titre spécial du T. I est tout à fait exact; et les portraits qu'il nous offre du roi, de la reine, du connétable de Montmorency, des Châtillon et des Guise, de Diane de Poitiers, des papes et des cardinaux, et en général de tous les personnages qu'il fait paraître en scène, tous ces portraits sont tracés de main de maître, et l'on ne les oublie plus, quand on les a vus, tant ils sont vivants et surtout différents des figures convenues que l'histoire traditionnelle des manuels a coutume de nous présenter sous des noms si connus ou plutôt crus si connus. A ce point de vue particulier, sans doute, le récit sert d'admirable préparation à celui des guerres de religion et à l'intelligence des rôles que ces divers personnages vont y jouer. Mais, pour le reste, quels rapports peut-on établir entre ces guerres et celles d'Italie? Guère d'autre, il me semble, que le fait, tout extérieur, que la cessation des luttes étrangères a permis de combattre avec plus de force les querelles intérieures. La fin des guerres d'Italie fut donc effectivement le signal des guerres de religion; et les papes savaient bien ce qu'ils faisaient, lorsque, à plusieurs reprises, ils essayèrent de réconcilier les deux plus puissants princes catholiques, afin de leur permettre de diriger toute leur attention et leur énergie contre l'hérésie. Les débouchés faciles que l'Italie offrait à l'ardeur belliqueuse et au goût d'aventures de la noblesse française, venant à se fermer brusquement, le malheur de notre pays voulut que ce besoin batailleur ne trouva plus d'autre issue qu'à l'intérieur. Cela montre (il n'est pas inutile de le rappeler une fois de plus en présence des calomnies persis-

1. T. I: *Henri II et l'Italie*, Perrin, 1913, grand in-8° raisin de 1x-577 p. 20 francs. Avec 2 portraits (Henri II et Lanssac) et une carte (Nord de l'Italie, par Castaldi, 1561). L'auteur a déjà écrit une *Vie du maréchal de St-André et des Lettres et chevauchées du Bureau des Finances de Caen sous Henri IV*.

tantes), combien Coligny fut bon patriote et politique clairvoyant en essayant de toutes ses forces d'ouvrir un champ nouveau et illimité à l'activité militaire de ses compatriotes par la guerre de Flandre; et l'on sait combien il fut près d'atteindre son but à la veille même de sa mort, causée peut-être justement par la proximité de ce but. Car Catherine, sentant son fils lui échapper, se décida aux mesures extrêmes pour garder le gouvernail en main; et l'amour maternel blessé a pu enregistrer le plus monstrueux de ses crimes.

Mais revenons à M. R. Son t. II, qui « exposera les origines directes du traité de Cateau-Cambrésis et montrera comment le roi de France fut amené à payer de ses conquêtes le salut de l'orthodoxie catholique... », nous conduira jusqu'au seuil des guerres de religion et, ainsi, justifiera probablement, plus que le premier, le titre général de l'ouvrage. Celui-ci doit répondre surtout aux deux questions suivantes : « Parmi quels événements et selon quelles causes s'est achevée la période politique qui précède les guerres de religion ? Quels furent, à la fin de cette période, les partis agissants et quelle ligne ont-ils suivie ? » Subsidiairement on y étudie ce qui devrait en être la raison essentielle : les causes de la fin des guerres d'Italie, « en suivant surtout l'action des partis français et en notant les signes de la période à venir ». Le premier volume expose la politique italienne d'Henri II jusqu'à l'abdication de Charles-Quint et à la trêve de Vaucelles, qui, au début de 1556, « marque nettement la séparation » des deux périodes qui divisent la politique extérieure de ce règne. Le traité de Cateau-Cambrésis clôt ce dernier « par un acte diplomatique dont les répercussions furent aussi profondes sur la vie intérieure que sur la vie extérieure du royaume » et « qui désorientait brusquement les efforts séculaires des Valois ».

L'on voit maintenant le rapport, poursuivi par M. R., entre les guerres d'Italie et celles de religion. Mais — telle est la question capitale qui s'impose au critique — pour éclairer ce rapport, était-il réellement nécessaires de refaire toute l'histoire, diplomatique du moins, de la politique française en Italie ? Ne semble-t-il pas qu'on ait voulu utiliser, coûte que coûte, les travaux entrepris dans cette voie, sans doute comme élève de l'École de Rome, et qu'on les ait introduits de force dans un sujet qui ne comportait pas un tel développement ?

Quoi qu'il en soit, on lira avec le plus vif intérêt la caractéristique d'Henri II¹, dont nous avons déjà parlé plus haut, et qui éveillera quelque sympathie pour, ou du moins quelque compréhension de ce prince assez malmené par l'histoire et si malheu-

1. Voir dans *l'Écho de Paris* du 23 décembre 1913 l'article de Charles Foley sur *La captivité des Fils de François I^{er}*.

reux dans son enfance durant les quatre ans de sa captivité en Espagne, de 7 à 11 ans. Il est encore un autre passage qui mérite ici une mention particulière. C'est celui (p. 501) qui veut faire « mieux comprendre et la pénétration invisible de l'hérésie et l'attitude variable des pouvoirs civil et religieux touchant la répression ». D'après ce passage, « pour le règne de Henri II, la première période religieuse s'achèverait vers 1552 : l'attitude du pouvoir royal, comme celle du Saint-Siège, y apparaît fixe sans doute dans sa doctrine et sa règle, mais incohérente dans la pratique, sensible aux variations de l'intérêt politique, poursuivant l'hérésie avec cruauté, mais par sautes d'humeur, dure aux petits, indulgente aux habiles. Au vrai, l'hérésie n'est encore, pour le roi, qu'une affaire secondaire, la révolte traditionnelle de quelques-uns contre les canons : le gallicanisme domine toujours la politique royale et empêche une collaboration sérieuse du pouvoir civil avec le Saint-Siège... Pourtant, si la crainte de l'hérésie n'est pas encore passée au premier plan, elle gagne de plus en plus les esprits : on s'accoutume à dénoncer l'erreur partout. L'an 1554, en dépit de l'énorme guerre... marque une aggravation des mesures repressives contre les dissidents. C'est au début de cette année que Henri II crée un Conseil particulier sur les affaires d'hérésie. L'influence du Cardinal de Tournon... contribue sans doute à stimuler le zèle catholique du souverain. Les démarches pacifiques des légats deviennent plus pressantes... Depuis deux ans, Jules III employait un effort persévérant à cette œuvre de paix ».

Cette page nous a paru assez importante pour mériter d'être reproduite ici. Elle suffira à caractériser la manière de M. R., et il ne nous reste qu'à donner le sommaire des cinq livres : Le roi et la constitution des partis — les Farnèse — L'entreprise de Toscane — La trêve de Vaucelles — Institutions et réformes françaises en Italie avant cette trêve. — Notons enfin spécialement le dernier chapitre du 1^{er} livre, sur les *fuorusciti* ou bannis florentins et napolitains qui acquièrent une influence officielle à la Cour et à Lyon et se remuent tant qu'ils peuvent pour pousser à l'intervention. La synagogue (comme disait l'ambassadeur Toscan) des réfugiés florentins se tenait chez le célèbre poète Luigi Alamanni, si bien étudié par M. H. Hauvette, et qui « fut le plus insinuant des *fuorusciti* et l'orateur permanent de son parti. »

TH. SCHOELL.

Les Français à l'étranger. — I. Jean Jalla : *La littérature française dans les vallées vaudoises du Piémont*, Paris, Duval, 1914, 15 p.
 II. Ferdinand Brunot : *Le prestige de la civilisation française et la pénétration des Français en Allemagne au XVII^e siècle*. Paris, Pochy, sans date, 28 p.

I

La première de ces deux petites brochures fait partie des éditions de la *Pensée de France* (*Revue de la littérature française hors de France*, paraissant tous les deux mois et coûtant : 1 an, 5 francs, le numéro 1 franc), et a été écrite à Torre-Pellice en décembre 1913. Elle donne un court aperçu de l'histoire et des progrès contemporains du français sur le versant italien des Alpes Cottiennes, où l'existence de notre langue ne procède pas des mêmes causes que dans la vallée d'Aoste¹. Tandis que cette dernière fut toujours « considérée comme une annexe de la Savoie, les vallées vaudoises doivent leur français à d'autres causes qui ne sont pas même communes à toute la région que l'Eglise vaudoise a occupée ». En effet, « les hautes vallées de la Doire Ripaire et du Cluson, qui appartenrent pourtant au Dauphiné, puis à la France, jusqu'en 1713 » ont presque complètement renoncé à notre langue, parce qu'elles « furent forcées d'embrasser le catholicisme ». Les autres vallées au contraire « doivent à l'intérêt religieux protestant d'avoir conservé la langue de Calvin ». On pourra « se faire une idée du bagage littéraire du peuple vaudois » en consultant la *Bibliographie vaudoise* rédigée par Alexis Muston et ajoutée au quatrième volume de son *Israël des Alpes* (Paris, Ducloux, 1851). Quant aux publications parues depuis 1898, on les trouvera à la fin de la notice de M. Jalla.

II

Le savant auteur de la magistrale Histoire de la langue française dont nous parlions ici dernièrement nous apprend, au début de la brochure à signaler aujourd'hui, que « la première Université d'Allemagne où le français a été enseigné fut celle de Wittenberg », en 1572. Plus loin (p. 11), il fait cette remarque piquante que « quand la police de Louis XIV poursuivait les pamphlets hollandais et que sa diplomatie pesait de toute son influence pour faire supprimer les gazettes, il en résultait

1. Voir un autre opuscule de la même collection de *La pensée de France* : *La littérature française dans la vallée d'Aoste*, par Auguste Petigat.

cette situation paradoxale que les ennemis de la monarchie préparaient l'universalité de notre langue, pendant que toute l'autorité du roi s'épuisait à en arrêter l'expansion ». En réalité, ce ne fut qu'une seule fois qu'il « servit les intérêts du français au dehors, mais sans le vouloir ni même y penser, quand il révoqua l'édit de Nantes ». Il est vrai que ce ne furent encore pas les réfugiés « qui apportèrent le goût du français, ils le trouvèrent déjà implanté et même enraciné ». On peut donc affirmer que « le développement de ce goût n'est en aucune façon un résultat de la politique française. Ce qui achève de le prouver « c'est ce qui se passa quand Louis XIV se fut aliéné toute l'Allemagne ».

Quel spectacle curieux, en effet, l'on vit alors ! Plus la politique française échouait, plus les cours nous faisaient une guerre acharnée ; plus chaleureusement aussi elles accueillaient « nos idées, nos modes, notre littérature ». Et M. B. a beau jeu de multiplier les exemples de cet engouement allemand et d'illustrer la vérité de cette phrase écrite par Frédéric le Grand à d'Alembert : « Le zèle de Louis XIV nous a pourvu d'une colonie de Huguenots, laquelle nous a rendu autant de services que la société d'Ignace en a rendu aux Iroquois. »

Si cette expansion du français ne fut pas l'œuvre de notre gouvernement, on peut dire aussi qu'elle s'accomplit en dépit de certains de nos défauts qui auraient pu l'enrayer. Car « en France, une suffisance déplacée obscurcissait trop souvent, dans l'aristocratie mondaine et même ailleurs, la bienveillance accueillante et hospitalière d'une race naturellement aimable. L'orgueil collectif et national, le pire de tous, parce que la conscience individuelle le tolère fort bien et l'accommode avec l'humilité chrétienne personnelle, portait des hommes justes et éclairés à un dédain brutal de l'étranger ». Et même, « cette aberration d'esprit avait ses pédants », tel le P. Bonhours. De là ce sentiment bizarrement mêlé que l'étranger éprouvait à notre égard et que M. B. caractérise si bien en ces termes : « On éprouvait pour les choses de France à la fois de l'attrait et de la répulsion. C'était de l'admiration mêlée à un peu de mépris, du respect où entraînait de la crainte, un vif désir de rivaliser, borné soudain par une totale incompréhension. »

Cette intéressante brochure se termine par un remarquable passage de Seiler, « un des hommes dont le jugement ne s'est pas laissé obscurcir par le fol orgueil chauvin qui a emporté l'Allemagne contemporaine et l'a amenée à une sorte de crise d'aliénation mentale ».

La Compagnie du Très-Saint-Sacrement à Toulouse.

Il y a huit ans, M. Allier étudiait la Compagnie de Marseille. Aujourd'hui, c'est-à-dire il y a deux ans avant la guerre, qui a tout arrêté, il nous donne une esquisse de l'histoire de celle de Toulouse (Champion, 1914, 152 p.), dont il s'était occupé dès 1904. D'Argenson (*Annales de la Compagnie du Saint-Sacrement*) en place la fondation en 1641. Elle semble être fille de celle de Marseille et spécialement du chevalier de la Coste, qui était d'Aix-en-Provence, où « il avait mis sur pied la milice secrète » et qui était « toujours préoccupé de pousser plus avant les efforts de la Compagnie ». Le premier acte de la Société fut probablement le « renfermement des pauvres mendiants », comme ce fut le cas aussi à Marseille, Aix et Montpellier et comme ce fut « le grand souci de celle de Paris ». Puis vinrent les négociations avec les capitouls, le Parlement et l'archevêque; le séminaire des Irlandais, pour lequel la reine-mère apporte elle-même les lettres patentes; l'œuvre des bouillons, la question des Compagnies de dames, les poursuites contre les blasphémateurs et les duellistes; la réformation des collèges et l'établissement des séminaires; les Filles de l'enfance, la maison des nouveaux convertis; l'affaire Labadie (1650, p. 71), etc. Sur le rôle de la Compagnie vis-à-vis du protestantisme de la région, on n'a encore rien découvert (p. 67) : « les enquêtes nécessaires ne pourront être entreprises avec quelque utilité qu'après la découverte des papiers du Saint-Sacrement, ou tout au moins de la liste de ses membres ».

La Compagnie ne dépassa pas l'année 1670.

Cinq appendices fournissent quelques documents précieux; un index donne la liste fort utile des membres de la Compagnie, des autres personnages cités, des localités et paroisses, des œuvres de la Compagnie, des ouvrages et manuscrits cités.

Remercions M. Allier de cette nouvelle contribution à l'histoire religieuse du xvii^e siècle.

TH. SCH.

Les années climatériques des Églises protestantes et catholiques de Genève (1535-1907).

Cette « étude chronologique » de M. Eugène Ritter (Genève, Imprimerie centrale, 1915, 14 p.), est un tirage à part extrait du *Bulletin de l'Institut National Genevois* (t. XLII) qui veut marquer les dates marquantes du début ou de la fin d'une des périodes de

l'histoire ecclésiastique moderne de Genève. Elle obtient ainsi un tableau chronologique de dix périodes : I. 1535-64. Calvin. — II. 1564-98. Th. de Bèze. — III. 1598-1694. Intérim, l'édit de Nantes ayant rendu à la France le mouvement intellectuel du protestantisme. — IV. 1694-1754. Turretini et son École de théologie avec J. Vernet et J. Vernes (plus tard Chenevière, Munier, Oltramare), avec lequel elle mourut en 1891. — V. 1754-78. Genève se retrouve, « faute de mieux », à la tête du protestantisme français: Rousseau et Voltaire y arrivent en 1754. — VI. 1778-1814, Second intérim et déclin de la prépondérance genevoise. Encore en 1804, un pasteur genevois représente le protestantisme au couronnement impérial; mais en 1814 « Genève perdit, et pour toujours, semble-t-il, cette situation éminente qu'elle avait deux fois possédée » et « Paris devint la capitale du protestantisme français ». Dès 1788 avait paru *l'Importance des opinions religieuses* de Necker, le premier livre protestant publié en France depuis la Révocation. — VII. 1814-47. Le Réveil. Les premiers traducteurs vraiment modernes de la Bible sont encore des savants genevois : Killiet, Oltramare; Second. — VIII. 1847-64. La Constitution genevoise introduit dans l'Église le laïcisme et met fin à la domination plus que tricentenaire de la Compagnie des pasteurs. L'École critique naît à Genève avec *La Critique et la Foi* (1849) d'Edmond Scherer. — IX. 1864-80. Le refus du Consistoire de laisser parler A. Réville provoque une réunion du parti libéral. Conférences de Ferdinand Buisson (1869), élections consistoriales de 1871 et 1872, affaire Barde (1877). — X. 1880-1907. Troisième intérim, clos par la loi de Séparation.

Le mouvement piétiste, esquissé par l'auteur dans les *Étrennes chrétiennes* (1889), demeure en dehors de cette évolution, car il est toujours resté, à Genève, latéral et même, depuis 1750, souterrain, Voltaire, « si attentif à tout », ne s'en est jamais douté (Débuts, 1700; Zinzendorf à Genève, 1740).

Quant à l'Église catholique, on peut aussi reconnaître sept périodes dans son histoire : I. 1535-1679. Interdiction complète. — II. 1679-1793. Le résident de France y ramène la messe, qui reparaît devant le Culte de la Raison. — III. 1793-1806. « Temps de cahotement ». — IV. 1806-43. Vuarin, curé de Genève. — V. 1843-64. Intérim qui « n'a pas encore trouvé son historien ». — VI. 1864-91. Mgr Mermillod. — VII. 1891-1907. « Apaisement et développement ».

On pourrait aussi diviser ainsi : 1843-73, Église unie à l'État. 1873-1907, Église indépendante.

La dime en France au XVI^e siècle.

L'histoire complète de cet impôt direct ecclésiastique a été entreprise par M. Paul Viard, professeur aux Facultés catholiques de Lille. Le présent volume (Picard à Paris et Giard à Lille, 1914, 176 p.) est le cinquième de la série et le 12^e fascicule des Mémoires et Travaux publiés par les professeurs des Facultés catholiques de Lille¹. Il est consacré à « l'époque de l'essai avorté de la Réformation et de l'établissement de l'absolutisme monarchique, fait plus important encore, car il domine et embrasse le premier, et eut des conséquences plus fortes et plus durables sur les institutions de l'ancienne France... L'Église attaquée dans son dogme, dans sa morale, dans son culte, dans son Chef visible, dans sa hiérarchie, dans sa discipline, et dans ses biens, n'a pu résister que grâce à l'appui incertain souvent et toujours onéreux de la royauté... Le protecteur devint le maître ». L'évolution de la dime éclaire « ces grands événements ».

Le 1^{er} chapitre introduit le sujet en résumant l'histoire de la dime au moyen âge, le 2^e décrit la situation en l'an 1500, le 3^e entre en plein dans le domaine à étudier en exposant « l'attaque protestante, la défense catholique » et l'édit de Nantes. C'est le seul qui fixera un moment notre attention.

Voici comment l'auteur présente la Réforme : « Aux âmes ferventes, elle montre le Christ; aux cœurs qui déplorent l'état moral du clergé, elle promet des pasteurs instruits et vertueux; aux esprits, elle apporte la pleine liberté des recherches et des conclusions. » Voilà pour l'ensemble. Mais, dans le détail, « elle seconde puissamment les princes dans leur travail de sécularisation de l'État et de mainmise sur l'Église; pour les seigneurs et les bourgeois, elle expose en proie les biens ecclésiastiques et parmi eux les dîmes; les artisans et les paysans attendent d'elle la libération des redevances féodales et ecclésiastiques, en particulier de la dime. Universel, l'attrait de la Réforme se diversifie suivant les circonstances historiques et les conditions sociales... A l'endroit de l'impôt cultuel, les sentiments des Réformés ont été différents ». En effet « les paysans réclament la complète suppression de la dime; les seigneurs entendent la percevoir à leur profit ». Et « entre ces deux groupes d'intérêts contraires se

1. Quelques-uns de ces fascicules méritent au moins d'être mentionnés : le 1^{er} sur la hiérarchie épiscopale en Gaule et en Germanie de 742 à 822, par M. Lesne; le 2^e, sur François de Sales, comme humaniste, par M. Delplanque, et, du même auteur, le 4^e sur Fénelon et la doctrine de l'amour pur; le 6^e, sur l'histoire de la propriété ecclésiastique en France à l'époque romaine et mérovingienne, encore par M. Lesne, etc.

tiennent les ministres de la Parole et les politiques ». Le clergé résiste et reste finalement vainqueur par l'article 25 de l'édit de Nantes, qui « est une déception pour les décimables... bercés de l'espoir d'être affranchis de l'impôt ecclésiastique par le nouvel Évangile. Bien au contraire, ils devront le payer deux fois : au curé directement et au pasteur par l'intermédiaire du roi. Il crée un budget des cultes imposé par le pouvoir civil, indépendamment des sentiments religieux de chaque contribuable. Innovation grosse de conséquences » ! L'auteur semble se réjouir de cette conséquence, qui est pourtant une énorme injustice. Bien plus, il rappelle avec complaisance « cette appréciation portée sur la Réforme par un anonyme narrateur de la guerre des Rustauds en Dauphiné : c'était une belle invention pour tromper le peuple ». Et c'est ainsi que l'injustice criante commise envers les Réformés est mise sur le compte de la Réforme ! Le procédé manque un peu trop de pudeur et n'est guère digne d'un érudit tel que M. V. l'est réellement.

Au reste, il a traité son sujet à fond et de façon fort méritoire. Il est d'ailleurs le premier qui l'ait abordé. Car, dans *La dîme au XVIII^e siècle et sa suppression*, M. H. Marion « n'a pu donner sur les époques antérieures que des détails sommaires ». L'auteur peut affirmer, non sans raison, que « les relations existant entre l'histoire des dîmes et celle des progrès du pouvoir royal n'ont été jusqu'ici que soupçonnées ». Et sa critique des histoires régionales du protestantisme n'est peut-être pas moins juste en bien des cas : elles ne lui ont pas rendu les services qu'il en attendait ; car « d'une allure souvent plus littéraire que scientifique, plus préoccupée des événements politiques que des faits sociaux ou économiques, elles négligent d'ordinaire de nous fournir des renseignements précis ou même tous renseignements sur l'influence de la dîme à séculariser ou à supprimer dans la propagation du nouvel Évangile ». *Ab hoste discendum*.

Par contre, ce terme de « nouvel Évangile » qu'il affectionne au point d'en abuser, est plutôt perfide et, M. V. le sait fort bien, tout à fait inexact.

TH. SCH.

Le médecin Antoine Menjot. Notes péripascalienues.

Sous ce titre (Vitry-le-François, Maurice Tavernier, 1914, 133 p.), M. Ernest Jovy, professeur au collège de cette ville, nous donne une étude fort intéressante sur un homme dont « Pascal appréciait l'esprit et les écrits » et qui nous touche de près

comme coreligionnaire. Le père d'Antoine Menjot était déjà réformé et avait épousé en 1600 une tante de Tallemant des Réaux. La sœur d'Antoine fut la mère de M^{me} de la Sablière, « illustre par sa beauté, son esprit, la généreuse protection qu'elle accordait à La Fontaine » et qui finit en écrivant des *Réflexions chrétiennes*. On sait que, protestante, elle se convertit peu avant la Révocation. Issu de souche champenoise, Antoine « paraît être né vers 1615 » et étudia la médecine à Montpellier, « où seulement les protestants pouvaient l'étudier », et où il prit ses degrés en 1636. Puis il s'établit à Paris, où il fut bientôt « recherché par le monde protestant » et « en relations suivies avec maréchal de Schomberg et sa deuxième femme, Suzanne d'Aumale ». A un moment donné, il a dû avoir Racine comme client, d'après une lettre de ce dernier à Boileau du 24 mai 1687. En 1660, il publia une « Histoire et thérapeutique des fièvres malignes », accompagnée de quelques dissertations pathologiques, le tout en « un latin élégant et agréable et d'une pensée souvent originale ». La marquise de Sablé, encore une cliente de Menjot, communiqua ce livre à Pascal, qui la remercia par une lettre qu'on trouvera p. 11. Cette lettre donne « une très favorable appréciation » de l'ouvrage et nous apprend que la sœur de Pascal, M^{me} Périer, « avait parlé fort avantagement de ce médecin à son frère ». Menjot en eut connaissance et remercia à son tour M^{me} de Sablé d'avoir fait connaître son livre à Pascal, au jugement duquel « il se montra très sensible ». Il offrit aussi un de ses écrits à Arnaud d'Andilly, qui l'en remercia dans une lettre à M^{me} de Sablé qui semble être du début de 1662. Il fut en rapports avec Nicole, le ministre Claude, M^{me} de la Suze (Henriette de Coligny, qui abjura dès 1653), etc. Dans la controverse entre Nicole et Claude, il prit naturellement parti pour ce dernier. Les abjurations toujours plus fréquentes de ses coreligionnaires le désolaient et celle de Turenne notamment (23 oct. 1668) le toucha fort.

On pourra lire, p. 34, une épigramme laudative du poète protestant Gombaud sur Menjot, et, à la page suivante, la lettre de remerciements du médecin. Un manuel de médecine publié à Paris par l'Allemand J. A. Schmitz en 1666, avec des corrections et additions de Christian-Constantin Rumpf, médecin de l'électeur palatin Frédéric V, contient une lettre de Menjot à Rumpf *de variis sectis amplexendis*, traduite p. 39-43. En 1674, il donna une 3^e série de *Dissertations pathologiques* dans la 2^e édition de son *Traité des fièvres*.

Mais voici venir la Révocation. « Malgré son grand âge, Menjot fut exilé à Limoges », où il abjura « en apparence », refusant une chaire à Leyde. « Il demeura fidèle à toutes ses anciennes amitiés protestantes » et resta en correspondance avec le maréchal de Schomberg exilé en Portugal. Il écrivit même encore une 4^e série

de *Dissertations*, que Bayle annonça dans les *Nouvelles de la république des lettres* de février 1687. Il combattit la philosophie de Descartes et correspondit à ce sujet avec Daniel Puerari, professeur de philosophie à Genève de 1650 à 1692. Il échangea aussi des lettres avec Huet, l'ex-évêque d'Avranches (1689 et 1690). Quelle était au fond son opinion philosophique? « Cet ami de Pascal, anti-janséniste, anti-cartésien, d'un protestantisme assez modéré pour paraître désirer la réunion des Églises... était gassendiste », du moins dans l'intimité. Et c'est piquant de voir ce « protestant sincère » unir le scepticisme avec l'épicurisme aussi naïvement que son maître Gassendi se montrait catholique fervent. Quoi qu'il en soit, il « paraît avoir gardé intérieurement toutes ses croyances de réformé » jusqu'à sa mort survenue le 30 septembre 1694 dans sa maison de la rue de Cléry, paroisse de Saint-Eustache, et fut inhumé au cimetière Saint-Joseph, non loin de Molière, « cet autre élève et admirateur de Gassendi ».

L'on a, je l'espère, constaté que cette biographie ne manque pas d'intérêt et que M. J. n'a pas perdu son temps ni le nôtre.

TH. SCH.

CORRESPONDANCE

A Sedan et à Strasbourg. Documents concernant la Réform

Voici, sur ce qu'on peut trouver dans ces deux villes, quelques notes dont il peut être utile de conserver ici l'indication.

A Sedan, au temple de l'Église réformée on conserve les trois registres suivants de l'ancien Consistoire de cette Église¹ : 1) 1570 à 1597 ; — 2) 1597 à 1614 ; — 3) 1615 à 1636. Quelques extraits du premier de ces registres, notamment concernant Bernard Palissy, ont paru dans ce *Bulletin*. — En outre on conserve au temple de Sedan les registres d'état civil protestant de *Givonne* pour les années 1672, 1674, 1675 et 1677 et de *Francheval* pour les années 1669, 1671, 1672, 1673, 1674, 1676 et 1681. D'autres registres du Consistoire seraient, dit-on, conservés à la Bibliothèque municipale, mais je n'ai pu avoir d'indication plus précise².

La Bibliothèque de notre Société renferme, pour l'Église de Sedan, la transcription sommaire des actes protestants suivants :

Baptêmes, 1573 à 1682.

Mariages, 1573 à 1608 — 1631 à 1682.

Décès, 1622 à 1682.

Quant à Strasbourg, voici les notes que notre collègue M. R. Reuss a bien voulu me transmettre sur certains faits relatifs à l'histoire de la Réforme française consignés dans les dossiers des Archives municipales :

N. W.

I

A.A. 1855 : (Liasse de 50 pièces papier, en bon état) 1561-1574. Lettres du roi Charles IX et de la reine mère au magistrat de Strasbourg. — Plaintes du duc François de Guise contre les

1. Nous dirions aujourd'hui les procès-verbaux du Conseil presbytéral.

2. Le catalogue des manuscrits de la Bibliothèque de Sedan (t. XIII du *Catalogue général des manuscrits des Bibliothèques publiques de France, Départements*, ne renferme que cette indication : 6-14 *Registres du bureau des pauvres de l'Église protestante de Sedan de 1615 jusqu'en 1681*. — Neuf volumes.

libelles diffamatoires publiés à Strasbourg contre lui et la maison de Lorraine. — Le prince Louis de Bourbon remercie de l'accueil fait à sa belle-mère, M^{me} de Roye et à ses petits-enfants. — M. d'Andelot demande des avances de fonds. Il accrédite M. de Vésines auprès du Magistrat. — Condé recommande à la ville MM. de Passy et d'Houges, allant à Francfort. — Nouvelles politiques diverses; siège de Rouen; défaite des Anglais venus du Havre, etc.

Louis de Bourbon et Coligny au sujet du règlement des dépenses contractées par M^{me} de Roye à Strasbourg; réponses du Magistrat. — D'Andelot accrédite auprès de lui M. de Francourt. — Remerciements de Coligny pour l'asile accordé à sa famille. — Correspondance du duc d'Aumale avec le Magistrat au sujet de l'incendie des Wasselonne par les Lorrains. — Intervention auprès du roi pour des négociants strasbourgeois troublés dans leur commerce. — Déclaration du Roi sur la cause de la mort de l'amiral. — Charles IX prie le Magistrat de ne pas tolérer sur son territoire des rassemblements d'émigrés français, etc.

A.A. 1856 (60 pièces papier, en bon état) (1574-1587). — Correspondances de Henri de Bourbon, du duc d'Alençon, du prince de Condé avec le Magistrat. — *M. de Hauteville* et *M. de Courcelles* accrédités auprès de lui, puis encore *M. de Bonnecourt*. — Le Magistrat déclare à *M. Jean de Haisse*, envoyé par *M. de la Roche-Guyon*, qu'il ne veut pas s'immiscer dans les nouveaux troubles de France. — Négociations avec *M. Bauvet*, conseiller du prince de Condé et *M. de la Huguerie*. — Henri de Bourbon prie le Magistrat de ne pas croire les calomnies répandues contre lui et le roi de Navarre. — Instructions de leur envoyé, *M. de Ségur-Pardailhan*, pour travailler à l'extension du protestantisme, etc.

A.A. 1857 (54 pièces papier, en bon état) (1587-1589). — Robert, duc de Bouillon, invite le Magistrat à envoyer un délégué à son camp, pour constater la discipline de ses troupes; l'informe de ses plans de campagne, de l'arrivée des Lorrains en Alsace. — Détails sur les misères amenées dans le pays par cette « guerre des voleurs ». — Ségur prend congé du Magistrat, ne voulant plus être spectateur de la licence de la soldatesque, qu'il ne peut refréner. Correspondances avec Antoine de Vienne (Clervant), avec MM. de Sillery et de Sancy, qui veulent emprunter de l'argent pour lever des troupes. Prêt de 20 000 écus consenti par Strasbourg, etc.

AA. 1858 (28 pièces papier, en bon état) (1589). — Continuation des négociations avec M. de Sillery et Thierry de Schomberg, au nom du roi de Navarre.

Emprunts négociés pour Henri III par M. de Sancy. — Nouvelles militaires et politiques diverses.

AA. 1859 (67 pièces papier, en bon état) (1589-1591). — Conti-

uation des négociations financières de Henri IV avec Strasbourg, surtout par M. de Sancy, etc.

A. A. 1860 (47 pièces). — Correspondances diverses du vicomte de Turenne, de M. de Fresnes, Gaspard de Schomberg, etc., relatives aux affaires de Henri IV avec le Magistrat de Strasbourg (1591).

A. A. 1861 (53 pièces). — Correspondances politiques et affaires financières entre Henri IV et le Magistrat de Strasbourg (1592-1595).

II

Dans le *Registre des Baptêmes* de la Cathédrale (alors paroisse protestante) on lit l'inscription : en 1576, le *lundi de Pentecôte*, des fils de Coligny; en 1577, le *10 octobre*; en 1578, le *12 octobre*, d'enfants (?) du duc de Bouillon; en 1580, *1 janvier*, d'un fils (?) de Colligni d'Andelot.

III

D'après les procès-verbaux du Conseil des XXI, du 12 novembre 1605, Jérôme Le Merle, d'Orléans, ancien serviteur du prince de Condé, s'offre à enseigner une *cryptographie* pour les correspondances d'État. Le secrétaire du Conseil des XV, Schaller, et celui des XIII se sont fait montrer son système et en ont rendu compte. Ils déclarent que la méthode est facile à comprendre, mais remarquable *ratione inventionis*. Le Conseil décide de faire don à Le Merle de *deux livres pfennings*, à prendre sur les revenus de la *Rotkirch* (chapelle des lépreux), près Schilligheim.

R. R.

A propos de « Calvin en Angleterre ».

Nos lecteurs se rappellent peut-être un article portant ce titre (*Bull.* 1914, 140) dans lequel j'ai donné une reproduction inédite d'un portrait ancien de Calvin, conservé au musée du collège de Dulwich. — Le dernier fascicule des *Proceedings* de la *Huguenot Society of London*, pour 1915, renferme entre autres une très intéressante étude de M. W. H. Manchée sur un quartier de Londres qui était, au XVIII^e siècle, le village de *Marylebone*, et ses *souvenirs huguenots*. Il y a là une foule de renseignements sur des réfugiés ou descendants de réfugiés, souvent distingués ou bienfaisants, qui habitaient ce quartier et dont l'auteur a retrouvé

les noms dans une École française de Mad. de la Place, qui y exista pendant près d'un siècle, dans des cimetières désaffectés, dans des églises aujourd'hui démolies et dont trois furent construites avec les fonds versés par un seul réfugié, dans les rôles des contributions, etc. Une liste alphabétique de ces noms ne remplit pas moins de 20 pages de cette étude, tout à l'honneur de ceux — Crespigny, Deschamps, Abbadie, Gosset, Desaguliers, Tillard, Rapin, Romilly, etc., etc. — dont il évoque la mémoire. Entre autres, on y trouve l'histoire de la galerie de tableaux de Dulwich qui renferme le portrait susdit de Calvin. Elle vaut la peine d'être consignée ici.

Un certain *Noël-Joseph Desenfans*, natif de Douai, vint se fixer à Londres au xvii^e siècle comme maître de langues, mais son goût pour l'art fit de lui un collectionneur, puis un marchand de tableaux. Il fut chargé par le roi de Pologne Stanislas d'en acquérir en vue de la création projetée d'un musée national polonais et il s'y employa avec le concours d'un de ses amis nommé Bourgeois. Sur ces entrefaites, la Pologne fut démembrée. La galerie de tableaux fut offerte à l'empereur Paul de Russie, mais sans succès. A sa mort, en 1807, Desenfans qui avait passé ses dernières années dans la maison de Bourgeois, légua sa collection à ce dernier. Bourgeois l'offrit à Marylebone, à la condition qu'elle fût placée dans une galerie construite à cet effet et qui renfermerait un mausolée en l'honneur des donateurs. La paroisse de Marylebone refusa et c'est alors que sir Francis Bourgeois eut l'idée de l'offrir au collège de Dulwich, en raison de l'amitié qu'il portait au directeur de ce collège, Lancelot Baugh Allen.

C'est donc à deux amateurs français, dont l'un originaire de Douai, où se trouve le portrait présumé d'Idelette de Bure (*Bull.* 1907, 222 et 1909, 391), que l'Angleterre doit cet intéressant musée. On ne sera, dès lors, pas surpris d'y trouver un portrait de Calvin. Peut-être même pourra-t-on en retrouver l'origine s'il existe quelque trace écrite des acquisitions de Noël-Joseph Desenfans.

N. W.

« L'Éclair » (du Midi) et la Révocation en Alsace.

Un de nos abonnés de Montpellier m'a envoyé le numéro du 9 février de ce journal qui reproduit, en première page, la préface écrite par M. P. Deschanel pour le livre de notre collègue R. Reuss, *la France et l'Alsace*. Cette préface renferme ce paragraphe :

Louvois qui venait d'adopter en France le système des dragonnades, résista en Alsace au zèle parfois excessif de certains

catholiques et *s'opposa aux conversions par force*. « Sa Majesté veut que la liberté de conscience soit entière dans Strasbourg » (11 déc.). Contraste saisissant entre les persécutions qui affligeaient la France et la paix religieuse qui régnait en Alsace ! La révocation de l'édit de Nantes ne fut pas étendue à cette province : *jamais* les protestants n'y furent troublés dans l'exercice de leur culte...

Il faut croire qu'avant d'écrire ces lignes, M. P. Deschanel, qui assurément ne dispose que de loisirs très limités, n'a pas eu le temps de lire attentivement l'ouvrage qu'il désirait recommander et où, sans entrer dans les détails, notre collègue s'était bien gardé d'écrire des phrases aussi catégoriques en fait, et aussi contraires à la réalité. Il n'y a, comme nous l'avons remarqué naguère, en signalant ici même (*Bull.* 1915, 636) un article aussi peu exact de M. A. Petit, dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} mai 1914, qu'à renvoyer ceux désireux de s'instruire, au volume publié en 1887 par notre collègue sur *Louis XIV et l'Eglise protestante de Strasbourg au moment de la Révocation*.

On y verra que si, en Alsace, on agit à l'égard des non-catholiques avec moins de brutalité qu'en France, si l'on s'efforça parfois de garder les apparences d'une légalité procédurière et déloyale, en réalité les belles promesses de Louis XIV et de ses représentants *ne furent pas tenues*. Il suffit, pour ne citer qu'un seul exemple, de voir avec quelle cruauté fut traité le maire *Dominique Dietrich* qui refusa de se convertir — l'ancêtre de celui chez lequel fut composée la *Marseillaise* — pour constater que, loin de « s'opposer aux conversions par force », — pas plus en Alsace qu'ailleurs on ne recula devant la persécution religieuse. M. R. Reuss vient précisément de déposer à notre Bibliothèque la copie intégrale du mémoire d'un pasteur de Duettenheim en Basse-Alsace sur la conversion forcée de ce village au catholicisme en 1686. Ce mémoire, d'ailleurs très modéré, de ce pasteur Reinhard Brecht, d'autant plus timoré qu'il était le beau-frère du fameux Dr Ulric Obrecht — un des premiers convertis strasbourgeois — est d'autant plus accablant qu'il est plus discret.

Je m'en voudrais de priver nos lecteurs d'une partie au moins des réflexions que l'*Eclair* crut devoir ajouter à la préface de M. P. Deschanel. Après avoir affirmé que ce furent « les révolutionnaires et leurs descendants, les libéraux qui, pour suivre leurs passions antireligieuses, reprirent la politique hostile à l'Autriche qui n'était plus à craindre et favorisèrent l'essor de la Prusse qui devait arriver à faire à nos dépens l'unité allemande », il termine par ces considérations étonnantes :

« La monarchie, et on en connaît d'autres exemples, savait quand elle le jugeait nécessaire, ne pas uniformiser la législa-

tion à tout un territoire¹; — 2 — elle respectait les croyances de ses nationaux lorsqu'il n'y'avait que ces croyances en jeu; — 3 — l'édit de Nantes procéda de considérations et préoccupations politiques plus que religieuses, ce qui a été suffisamment démontré, et qui le sera complètement lorsqu'on pourra publier le dossier complet de cette question que depuis trois cents ans des raisons de haute convenance politique tiennent enfermé dans des armoires secrètes. »

Vous souriez et haussez les épaules? Et pourquoi? Combien y a-t-il de Français, voire de protestants qui savent ce qu'est exactement l'édit de Nantes? J'ai naturellement, le jour même où me parvint cette coupure, rédigé une courte lettre² qui fut adressée à *l'Eclair* et qui se terminait ainsi: « J'espère bien que ceux qui soutiennent le contraire (à propos de la conversion forcée de certaines Alsaciens protestants) ne tarderont pas à publier le fameux dossier secret qui doit démontrer que l'édit de Nantes « procéda « de considérations et préoccupations politiques plus que religieuses ». Il sera intéressant de voir pourquoi la monarchie, eut, en 1685, l'idée géniale de « favoriser l'essor de la Prusse » en révoquant l'édit destiné à faire vivre en paix ceux qui vont à la messe et ceux qui vont au prêche ».

Il va sans dire que *l'Eclair* s'est bien gardé d'insérer ma prose. Et ses lecteurs, parmi lesquels beaucoup de nos coreligionnaires, continueront à croire que cette feuille bien pensante ne saurait imprimer que des paroles de vérité!

N. W.

Un Descendant d'un réfugié du nom de Court.

Antoine Court n'eut, comme on le sait, qu'un fils qui devint célèbre sous le nom de *Court de Gébelin*, — ce dernier nom étant celui de sa grand'mère paternelle — et qui, lui aussi, rendit de très grands services à ses coreligionnaires.

Or il semble qu'il y eut au moins un autre huguenot du même nom qui se serait réfugié dans le Wurtemberg et duquel descendrait un journaliste, collaborateur de la *Dépêche de Toulouse*. Ce journaliste porte le nom de **Van Gennep**, qui est celui de sa mère. Il publia dans la susdite *Dépêche* du 26 août 1915, sous la signa-

1. Retenons cet aveu qui équivaut à ceci: La monarchie obéit, non à des principes de justice ou de droit, mais à des considérations d'opportunité, c'est-à-dire purement politiques.

2. Elle a été reproduite dans le journal *Evangile et Liberté* du 26 fév. 1916.

ture A. Rauge, nom du second mari de cette mère, un article appréciant la politique du gouvernement fédéral envers les alliés. Cet article le fit expulser de Suisse. M. Van Gennep a donné, à ce propos, dans la *Dépêche* du 18 octobre 1915, les intéressantes explications qui suivent :

« Je suis, dit-il, d'origine allemande. Je m'appelle, en réalité, Kurr, qui est la traduction du vieux mot cévenol « Court ». Mes ancêtres ayant été chassés des Cévennes en Wurtemberg par la révocation de l'édit de Nantes, j'ai renoncé à mon nom allemand pour prendre le vieux nom hollandais de ma mère divorcée parce que mon père, officier d'état-major allemand, témoignait de sa mentalité prussienne en nous battant à grands coups de sabre chaque fois qu'il était ivre.

« Ayant souffert du militarisme prussien, je lui ai soigneusement conservé une haine justifiée et voyant toute l'Allemagne peu à peu dressée à ce régime, j'ai, non pas caché mon origine allemande, mais j'en ai eu honte. J'en ai honte davantage encore depuis la violation des neutralités belge et luxembourgeoise.

« D'autre part, ayant été élevé en France et naturalisé, je me prétends aussi Français que quiconque. Ce ne sont pas les récriminations de quelques journaux de la Suisse allemande ni les injures anonymes qui me feront préférer la « kultur » à la civilisation. »

N. W.

Le gérant : FISCHBACHER.

Le
Meilleur Laxatif



à base d'extraits de plantes

un seul grain

avant ou au commencement du repas du soir

DONNE UN RÉSULTAT LE LENDEMAIN MATIN

Chasse la bile

Purifie le sang

Évacue l'intestin

Nettoie l'estomac

Élimine l'acide urique

Régularise les fonctions digestives

2^{fr.} 25 le Flacon de 50 GRAINS **Franco domicile dans**
pour 4 mois

1^{fr.} 25 le 1/2 Flacon de 25 Grains **le monde entier.**
pour 2 mois

0^{fr.} 50 la pochette de 8 Grains **Paris 64, B^e Port-Royal, Paris**
pour 3 semaines

DÉPOT DANS TOUTES LES BONNES PHARMACIES



LE VOL ET ACCIDENTS

M. ALBY, *Direct. Adjoint*
M. A. BOTTIER, *Direct. Adjoint*

1997

Varnes (Périx), de la Maison Varnes et Cie, banquiers.
Administrateur de la Compagnie du Chemin de fer du Nord de la Belgique.

Strefa 100 m. od brzoj

BUVEZ

EVIAN

SOURCE

EAU MINÉRALE NATURELLE

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
du
Protestantisme Français

Reconnue d'utilité publique par Décret du 13 juillet 1870

Bulletin

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

Études, Documents, Chronique littéraire

LXV^e ANNÉE

TREIZIÈME DE LA 5^e SÉRIE

Avril-Juin 1916



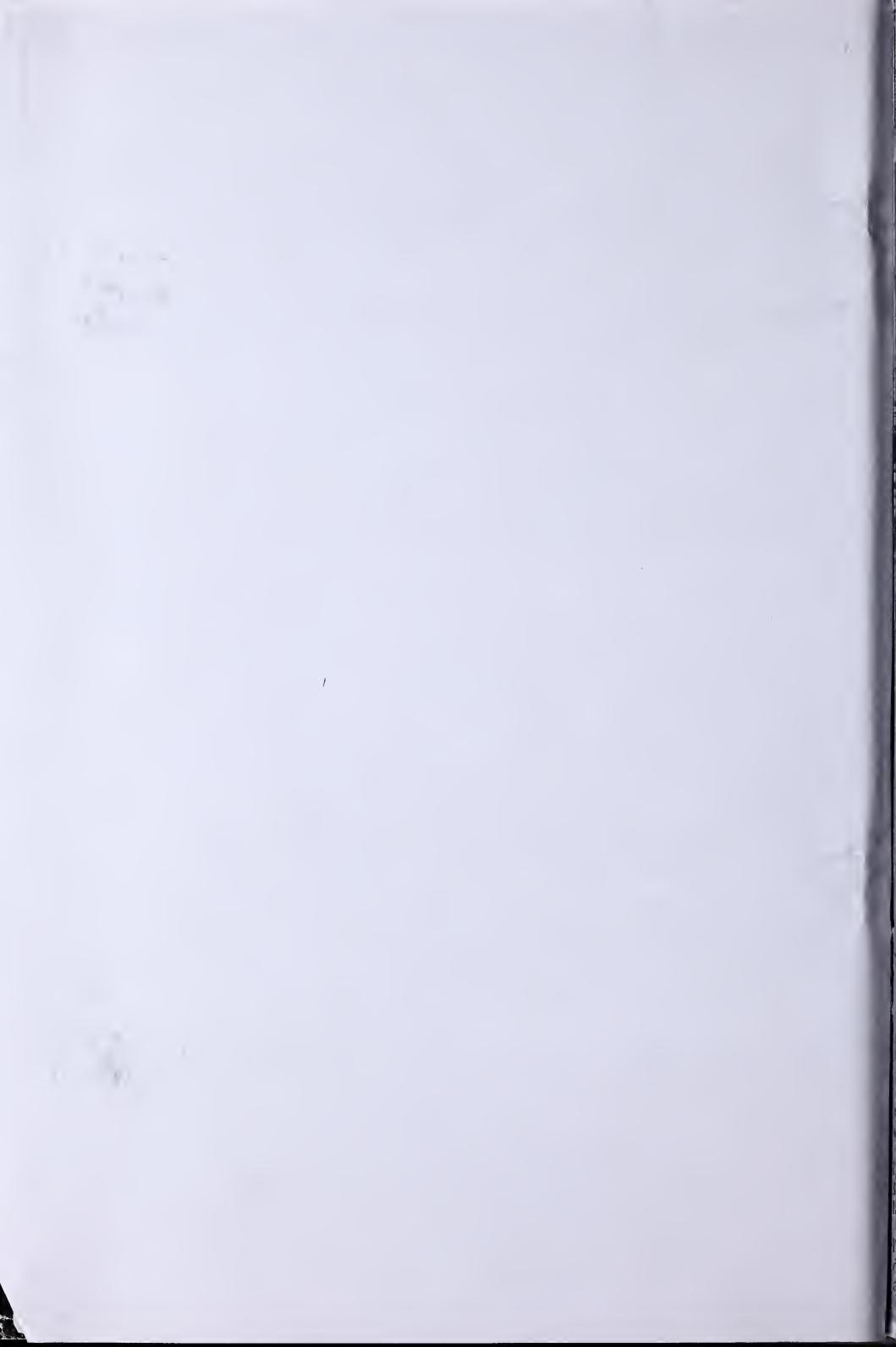
PARIS

Au Siège de la Société, 54, rue des Saints-Pères

LIBRAIRIE FISCHBACHER (Société anonyme)

33, rue de Seine, 33

—
1916



AVIS IMPORTANT. — Par suite d'une erreur qui remonte à la dernière livraison de 1915, la première livraison de la présente année porte sur le titre LXVI^e Année, *quatorzième* de la 5^e série. Il faut mettre LXV^e et *treizième* sur la couverture, sur le titre et en tête de la première page.

Nous prions aussi nos abonnés de joindre à l'année 1914-1915 les *Tables* copieuses qui accompagnent cette livraison.

SOMMAIRE

ÉTUDES HISTORIQUES.

- H. AUBERT. — Marie de Luré, dame de la Noue. 97

DOCUMENTS.

- H. AUBERT. — Deux lettres inédites de Marie de Luré à Th. de Bèze. 111
 N. WEISS. — Un mémoire inédit de l'archevêque de Reims, Charles-Maurice Le Tellier, sur la conduite à tenir vis-à-vis des protestants en 1698. 114
 M^{me} DE CHARNISAY. — Les chiffres de l'abbé Rouquette, Étude sur les fugitifs du Languedoc (Uzès) 123
 F. REVERDIN. — Relevé des noms des prosélytes et réfugiés figurant aux registres du Consistoire de Genève à partir de 1660 (1696-1699). 149

MÉLANGES.

- J. ROMAN. — Le meurtre de Louis Aymé, épisode de la première guerre de religion à Gap, en Dauphiné 163
 SÉANCES DU COMITÉ. — 20 février 1916. 178

CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET COMPTES RENDUS CRITIQUES.

- TH. SCHÖELL. — Le Masque de fer, Claude-Roux de Marcilly. — Un évêque protestant de Troyes. — Au Canada, la Nouvelle France catholique. — Histoire du Protestantisme français au Canada et aux États-Unis. 179
 N. W. Les Sociétés huguenotes des États-Unis d'Amérique. 185

CORRESPONDANCE ET NOTES DIVERSES.

- N. WEISS. — A propos du monument de la Réformation. — Lord Kitchener. — Les Irlandais, les Canadiens français et le Protestantisme. — Illustrations de l'étude de M. Pannier sur la Réforme dans le Vexin français . . . 186

NÉCROLOGIE.

- N.-W. — Louis Tanon. 192

ILLUSTRATIONS.

- Le château de Hazeville, le pavillon de Calvin, et l'emplacement du temple d'Avernes d'après des photographies 189-191

RÉDACTION ET ABONNEMENTS

Sur ce qui concerne la rédaction du *Bulletin* doit être adressé à M. N. Weiss, secrétaire Société, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), qui rendra compte de tout ouvrage intéressant notre histoire, dont deux exemplaires seront déposés à cette adresse. Un seul pli donne droit à une annonce sur cette couverture.

Le *Bulletin* paraît tous les deux mois, en cahiers in-8° de 96 pages avec illustrations. On s'abonne pas pour moins d'une année. Tous les abonnements datent du 1^{er} Janvier et ne sont pas soldés à cette époque.

Prix de l'abonnement : 10 fr. pour la France, l'Alsace et la Lorraine ; — 12 fr. 50 pour l'étranger ; — 6 fr. pour les pasteurs, instituteurs, etc., de France et des colonies françaises ; — 4 fr. pour les pasteurs de l'étranger. — Prix d'un numéro isolé de l'année courante et de l'année précédente, 2 fr. et pour les autres années, selon leur rareté.

On peut se procurer le *Bulletin* par mandat-carte au nom de M. Fischbacher, libraire, rue de Seine, 33, à Paris, ou par mandat-carte au nom de M. N. Weiss, secrétaire-trésorier, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), auquel doivent être adressés les dons et collectes.

Nous ne saurions trop engager nos lecteurs à éviter tout intermédiaire, même celui des libraires.

Études Historiques

MARIE DE LURÉ, DAME DE LA NOUE

La seconde femme du célèbre Bras-de-Fer, François de la Noue, a été une des personnalités féminines remarquables de notre Réforme. Le rôle qu'elle a joué auprès de son mari, l'aide efficace et dévouée qu'elle lui a prêtée aux heures les plus difficiles, lui ont valu les éloges des biographes du grand homme de guerre.

Le plus ancien, Moïse Amirault, reconnaissait en M^{me} de La Noue le véritable type de l'épouse protestante; jugement que rappelait et confirmait récemment M. H. Hauser¹.

Et pourtant, en dehors des années où elle apparaît comme la compagne de deux capitaines fameux, d'abord de Louis de Vaudray, seigneur de Mouy, puis de François de La Noue, la vie de cette femme éminente est pour ainsi dire inconnue. Ses origines sont ignorées; son nom même a presque toujours été estropié. Après Amirault, auquel incombe la responsabilité première de cette erreur

1. V. Henri Hauser, *François de La Noue, 1531-1591*. Paris, 1892, 8°, p. 125-126. « Il trouvait un écho fidèle... dans l'âme chrétienne et dévouée de sa femme. Marie de Juré avait épousé La Noue dans une heure de crise, au prix des plus grands périls. Avant de venir à lui, elle avait elle-même beaucoup souffert pour sa foi. Elle était digne d'occuper au foyer du Bras-de-Fer la place laissée vide par la sœur de Téligny. Elle adopta noblement les fils de la morte, les appelant « mes fils », et méritant d'être regardée par eux comme une mère. Elle s'était donnée tout entière à son mari, et elle éprouvait pour ses vertus une admiration qui ne fait pas moins d'honneur à celui qui l'inspirait qu'à celle qui savait si bien l'exprimer. Pour le tirer de prison elle déploya toutes les ruses d'un diplomate, elle exerça cette force vraiment virile qu'elle avait une première fois déployée après la Saint-Barthélemy... »

(et je serais plutôt tenté de voir là une de ces fautes d'impression dont on relève beaucoup d'autres exemples dans le texte, *imprimé en Hollande*, de l'ouvrage du pasteur de Saumur¹), MM. Haag, H. Hauser, et d'autres écrivains l'ont appelée *Marie de Juré*. Et, cela va sans dire, on n'a pu trouver aucun détail sur cette famille de Juré qui n'a pas existé. Divers généalogistes lui ont attribué le nom de *Lucé* ou même *Lupé*, et l'éditeur de la correspondance de François de La Noue a publié une de ses lettres sous la désignation de *M. Luce*². Enfin le chroniqueur Claude Haton³, qui avait bien connu les parents de M^{me} de La Noue, en sa qualité de natif de Melz-sur-Seine⁴, village dont ils possédaient la seigneurie, écrit toujours *M. et M^{me} de Luzé*, variante qui s'explique d'ailleurs par le changement fréquent dans la prononciation courante de *r* entre deux voyelles en *z*.

Un certain nombre de documents que nous avons retrouvés soit aux Archives Nationales dans le *Trésor des Chartes*, soit à la Bibliothèque Nationale dans le *Cabinet des Titres*, ainsi que dans l'*Inventaire* des Archives départementales de la Sarthe, nous permettent d'apporter quelques renseignements sur la famille de M^{me} de La Noue et sur les périodes moins connues de son existence.

Marie de Luré, ou plus exactement Le Nepveu, soit Nepveu de Luré, naquit entre 1530 et 1535. Nous ne connaissons pas la date précise de sa naissance ; mais comme son premier mariage eut lieu avant 1552, il n'est guère probable qu'elle soit née plus tard que 1535 ou 1536. Quant à sa mort, elle se place après 1612, année où elle fit son dernier testament.

Recrutée dans les rangs de la petite noblesse, ou peut-être de la bourgeoisie angevine, la famille de Luré s'était

1. Moyse Amiranlt, *La vie de François, seigneur de La Noue, dit Bras-de-Fer*. Leyde, Jean Elsevier, 1661, 4°, p. 341-342.

2. *Correspondance de François de La Noue, surnommé Bras-de-Fer*, publ. par Ph. Kervyn de Volkaersbeke. Bruxelles et Paris, 1854, 8°, p. 223-224.

3. Claude Haton, *Mémoires*, publ. par Félix Bourquelot. Paris, 1857, 2 vol. 4°.

4. Melz-sur-Seine, Seine-et-Marne, arr. de Provins, canton de Villiers-Saint-Georges.

rapidement élevée au cours des deux dernières générations, à la fin du xv^e siècle et au commencement du xvi^e. Par l'exercice de charges dans le corps des fauconniers du roi de France, puis du roi de Navarre, et grâce à des hauts faits militaires, elle avait réussi à atteindre presque à la haute noblesse. Guillaume Le Nepveu, écuyer, seigneur de La Mothe de Tous Temps¹, qualifié ailleurs de sieur de Luré², l'un des fauconniers ordinaires du roi, s'était distingué pendant l'expédition d'Italie, et notamment à la bataille de Fornoue (1495). En récompense de ses services, il obtint de Charles VIII l'autorisation de faire reconstruire sur l'emplacement qui bon lui semblerait la maison forte de La Mothe de Tous Temps, ruinée au cours des guerres des Anglais, ainsi que d'établir des moulins, pêcheries, écluses, chaussées, etc., sur le cours du Loir, dans toute l'étendue de sa seigneurie³. Vers la même époque, en sa qualité de l'un des gentilshommes de la Fauconnerie du Roi, il fut gratifié par la duchesse d'Angoumois et d'Anjou, comtesse du Maine, des lods, ventes et rachats de droits seigneuriaux dus pour l'acquisition qu'il avait faite de la seigneurie de Nogent-sur-Loir⁴, dont La Mothe de Tous Temps était le château. Transmise par succession de Marie de Luré aux grandes maisons protestantes des Champagne-La Suze et des Gouyon-La Moussaye, la seigneurie, érigée en baronnie, de Nogent-sur-Loir, ne devait sortir de la descendance des Luré qu'au milieu du xviii^e siècle. Elle fut alors vendue par le marquis de Torcy (Jean-Baptiste-Joachim Colbert) et la marquise, née Henriette-Bibienne

1. La Mothe, Sarthe, arrondissement de Saint-Calais, canton de Château-Loir, commune de Nogent-sur-Loir.

2. Il ne m'a pas été possible d'identifier avec certitude cette seigneurie de Luré. On trouve un *Luré* dans l'Indre-et-Loire, commune d'Azay-le-Rideau; un autre *Luré* dans la Loire, arrondissement de Roanne, canton de Saint-Germain-Laval, et un *Luzé* dans l'Indre-et-Loire, arrondissement de Chinon. Mais le Luré qui nous occupe devait être situé en Anjou. Le nom de cette seigneurie figure dans l'énumération des titres des Champagne-La Suze, descendants de Marie de Luré, jusqu'au milieu du xvii^e siècle.

3. Lettres royales de Charles VIII, datées de Lyon, mai 1496. Archives Nationales, Trésor des Chartes, JJ 227, n° 20, minute.

4. V. *Inventaire des Archives départementales de la Sarthe*, p. 90-91, E 260.

Francquetot de Coigny (fille de la duchesse de Coigny, née Montboucher du Bordage et petite-fille de la marquise de Montboucher du Bordage, née Gouyon-La Moussaye) à Jean-Timoléon de Rancher de Vennevelles et à son épouse, Marthe-Louise d'Espagne de Vennevelles¹.

Guillaume Le Nepveu mourut le 7 août 1502. Il avait sans doute une dévotion particulière pour saint René, car après avoir donné son nom à son fils aîné, il fonda en son honneur une chapelle joignant l'église paroissiale de Nogent-sur-Loir².

A partir du xvi^e siècle, le nom patronymique de Le Nepveu disparaît, et les descendants de Guillaume ne sont plus désignés que sous celui de Luré.

Quant à René de Luré, qui fut le père de M^{me} de La Noue, il suivit les traces paternelles en pratiquant l'art de la fauconnerie³ et en se distinguant aux armées. D'après quelques documents se rapportant à lui, qui ont été conservés, on peut se rendre compte qu'il était doué de talents militaires, en même temps que d'un fort appétit de distinctions sociales. Toujours qualifié *chevalier*⁴, alors que Guillaume Le Nepveu n'était qu'*écuyer*, une de ses constantes préoccupations paraît avoir été de transformer en baronnies ses plus importantes seigneuries. En 1532, il obtient de François I^{er} l'érection en baronnie de son fief patrimonial de Nogent-sur-Loir, avec le droit d'y tenir des foires⁵.

1. V. *Inventaire des Archives départementales de la Sarthe*, p. 91. E 260.

2. *Ibidem*, I, p. 547, Gg. 1-11. Note inscrite sur le Registre de 1626 des *Baptêmes, mariages et sépultures de Nogent-sur-Loir*, à l'occasion du rappel du décès, survenu le 16 février 1552, de vénérable et discret M^r Florimond de Luré, vivant protonotaire apostolique, chanoine de Bueil et curé de l'église paroissiale de Nogent-sur-Loir. Il devait être l'oncle ou le grand-oncle de Marie de Luré, dame de Nogent depuis la mort de son père. Celle-ci, bien que protestante convaincue, avait donc maintenu l'exercice du culte catholique dans ses domaines.

3. En 1536, dans une quittance qu'il donne au trésorier de la maison du roi de Navarre, il est intitulé *Chambellan et Grand Fauconnier de la maison du dit roi de Navarre*. Il signe René de Luré. B. N. fr. 30624 (carrés d'Ho-
zior 393) fol. 285, cop. xviii^e s.

4. V. entre autres un mandement de la Chambre des Comptes de Paris, 6 avril 1532 (Archives de la Sarthe, E 260); la déclaration de l'hommage de René de Luré pour les seigneuries du Plessis-les-Tournelles et de Vulaines, 27 février 1539 (Archives Nationales P. 165, cote 1713), etc.

5. Requête de René de Luré; mandement à la Chambre des Comptes de

Puis en 1544 c'est le Plessis-aux-Brebans dit le Plessis-les-Tournelles¹, la principale des seigneuries appartenant en propre à sa femme, que René de Luré et Jeanne de Brinon son épouse parviennent à faire ériger en baronnie, en y incorporant diverses terres voisines provenues de la branche aînée des Brinon, dont M^{me} de Luré était l'unique et riche héritière : Vulaines, le Grand et le Petit Mitry, la Chapelle-Saint-Sulpice, Melz-sur-Aube, etc. Dans les lettres patentes qui leur furent délivrées, le roi rappelle les motifs qui l'ont décidé à acquiescer à la demande des requérants : « Considérant aussi les bons, grands, vertueux et recommandables services que ledict de Luré nous a par cy devant faictz au faict de noz guerres, où il s'est continuellement si bien et si vaillamment employé, qu'il en est resté digne de singulière recommandation; voulant iceulx services recongnoistre envers luy et lad^e de Brinon sa femme, en contemplation de la maison dont elle est yssue, et afin de donner occasion aux nobles et vertueuses personnes d'acquérir les honneurs de qualitez condignes à la vertu...² »

Ces Brinon, auxquels appartenait la mère de Marie de Luré, étaient une vieille famille parlementaire parisienne, partagée en plusieurs branches. L'aînée, possessionnée en Brie, et propriétaire, dès le commencement du xv^e siècle, de la seigneurie de Vulaines ou Villaines³, puis du Plessis-aux-Tournelles, appelé primitivement le Plessis-aux-Brebans, tomba en quenouille au commencement du xvi^e siècle. Elle n'était plus représentée alors que par Jeanne de Brinon, dame du Plessis, et autres lieux. Ces belles terres briardes constituaient, avec les seigneuries angevines de René de Luré, une fortune territoriale considérable, que devait recueillir un jour la fille unique

Paris de procéder à une enquête; concession par le Roi. 6 avril-6 août 1532. V. *Inv. Arch. dép. de la Sarthe* p. 90, E 260.

1. Plessis-Tournelles, Seine-et-Marne, arrondissement de Provins, canton de Cucharmoy.

2. V. *Catalogue des Actes de François I^{er}*, IV, 671, n° 14132, aux Archives Nationales, *Ordonnances de François I^{er}*, XI^a, 8615, fol. 55-58. Ces lettres sont datées de Villers-Cotterets, août 1544.

3. Vulaines-lès-Provins, Seine-et-Marne, arr. et canton de Provins.

née de l'union de René de Luré et de Jeanne de Brinon.

C'est donc dans un milieu opulent, se rattachant d'un côté à la noblesse chevaleresque et de l'autre aux familles de robe les plus distinguées, que Marie de Luré fut élevée. Son enfance se passa sans doute tantôt en Anjou, au château de La Mothe, tantôt au Plessis-les-Tournelles, en Brie. De bonne heure, elle dut subir l'influence de la Réforme, à laquelle plusieurs membres de la famille Brinon s'étaient rattachés. Sa mère même, Jeanne de Brinon, paraît y avoir été gagnée, sans jamais avoir osé pratiquer ouvertement, par égard pour son second mari, Gabriel de la Vallée, chevalier, seigneur de Saint-Acobille, échanson du roi, qui était un catholique zélé. Le témoignage de Claude Haton est assez significatif sur ce point¹.

Une héritière aussi richement dotée devait être tôt colloquée en mariage. La carrière conjugale de Marie de Luré fut fertile en épisodes : elle ne se maria pas moins de quatre fois, les deux premières avec des catholiques, les deux dernières avec des huguenots, comme l'indique Claude Haton, qui ajoute malicieusement que chaque nouveau contrat lui assurait un important douaire. Son premier mari, Lancelot de la Vallée, écuyer, seigneur de Mesrobert², gentilhomme de la chambre du roi, était un proche parent du second mari de sa mère. Mariée avant 1532, elle était déjà veuve en 1553.

Son second mariage avec le représentant d'une maison illustre lui assure une position dans la haute noblesse, considération qui ne dut pas être indifférente à la fille de l'ambitieux baron de Luré. Le 6 avril 1554, à Provins, elle passe un contrat de mariage³ avec haut et puissant

1. Claude Haton, *Mémoires*, II, p. 649. On trouvera ce passage cité plus loin, à l'occasion de la mort de la mère de Marie de Luré.

2. Mérobert, Seine-et-Oise, arr. Rambouillet, c^{on} Dourdan.

3. B. N. Carrés d'Hozier 427, fol. 15; cop. xviii^e siècle. A ce contrat assiste, en qualité de parent de l'épouse, le dernier représentant du nom de Luré, Léger de Luré, écuyer, seigneur de la Lande (ou Landre) et de Bescherel. Gabriel de la Vallée, chevalier, seigneur de Sainte-Acobille et Jeanne Brinon, dame du Plessis-aux-Tournelles, cèdent à Marie de Luré tous les biens qui pourraient appartenir à Jeanne Brinon aux pays d'Anjou et de Maine. En échange, Marie de Luré renonce, en faveur de Gabriel de la Vallée, à tout ce

seigneur Charles de Melun, baron des Landes (*alias* de Landres) et de Normanville, et seigneur de Lumigny en Brie¹, l'un des cent gentilshommes de la maison du roi. Comme cadet de famille, Charles de Melun avait d'abord été voué à la carrière ecclésiastique. Il était protonotaire du Saint-Siège apostolique et prieur de la Celle, au diocèse de Meaux². Mais à la suite de la mort, sans enfants, de son frère aîné, Adrien de Melun, baron de Normanville, il quitta les ordres pour perpétuer la race. Sa seigneurie de Lumigny, qu'il devait affecter comme douaire à son épouse, était dans la même région que le Plessis-aux-Tournelles. Les relations de voisinage l'avaient rapproché de M^{me} de la Vallée, dame du Plessis, et de la fille de celle-ci, la jeune veuve du seigneur de Mesrobert. Lui-même devait avoir au moins une quarantaine d'années.

Nous n'avons aucune preuve qu'après son mariage avec Marie de Luré, Charles de Melun ait fait profession de la religion réformée. Mais il est certain que la seule fille née (ou du moins le seul enfant ayant survécu) de cette union, Madeleine de Melun, fut toujours élevée par sa mère dans la confession protestante. Charles de Melun mourut en son château de Normanville, le 20 avril 1566; le 27 avril 1566, le roi concédait à Marie de Luré la garde-noble de sa fille, qui était tombée entre les mains royales, à cause du fief des Landes et Normanville, mouvant directement du roi³.

Ce nouveau veuvage de Marie de Luré ne fut pas de

qu'elle pourrait prétendre sur la seigneurie et maison de Mesrobert, et s'engage à lui payer une rente annuelle de 300 livres.

1. Seine-et-Marne, arrondissement de Coulommiers, canton de Rozoy-en-Brie.

2. B. N. Carrés d'Hozier, 427, fol. II. Accord du 4 septembre 1536 entre D^e Prégente de Melun, femme de noble et puissant seigneur M^r Jean de Saint-Germain, chevalier, seigneur de Rouvières, et ses frères, noble et puissant seigneur Adrien de Melun, seigneur et baron des Landes et de Normanville, et noble et discrète personne Charles de Melun protonotaire du Saint-Siège apostolique et prieur de la Celle au diocèse de Meaux. Prégente, Adrien et Charles de Melun étaient les petits-enfants de Charles de Melun et de Philippe de La Rochefoucault.

3. B. N. Carrés d'Hozier 427, fol. 17, cop. xviii^e siècle. Procès-verbal d'enquête et d'adjudication de la garde-noble de la fille de défunt Messire Charles de Melun, 27 avril 1566.

longue durée : c'était l'usage du temps. Six mois après la mort de son second mari, elle était déjà remariée¹. Désormais, elle tiendra une place en vue dans le monde protestant, car elle vient d'épouser un des plus braves capitaines huguenots, gentilhomme de bon lieu, Louis de Vaudray, seigneur de Mouy. Lui-même était veuf de Jeanne de Chanteloup, et père de deux fils, Arthur soit Artus et Isaac de Vaudray, avec lesquels Marie de Luré entretenait toujours de bons rapports. La vie de M. de Mouy, assassiné en 1569, par le traître Maurevel, est trop connue pour qu'il soit nécessaire de nous y arrêter².

Peu après, nous retrouvons Madame de Mouy, accompagnée de sa fille Madeleine de Melun, en Angleterre, où elles auraient figuré au nombre des otages huguenots qui furent remis à la reine Élisabeth comme caution des avances d'argent qu'elle venait d'accorder au parti. C'est du moins la version de Claude Haton, qui a été reproduite par M. H. Hauser. Dans la requête qu'elles présentèrent au roi, à la fin de 1570, pour obtenir l'autorisation de rentrer en France, Marie de Luré et Madeleine de Melun déclarent qu'elles se sont retirées en Angleterre par crainte des mesures prises contre ceux qui avaient fait profession de la nouvelle religion³. Elles affirment avoir toujours vécu en Angleterre « sans avoir fait ni commis aucune chose contre le service de Sa Majesté. Mais comme elles avoient entendu le bon traitement qu'Elle avoit fait à ses sujets de la Nouvelle Religion⁴, elles désiroient

1. B. N. Carrés d'Hozier, 427, fol. 20. Sentence rendue le 22 octobre 1566 par le juge au bailliage de Coulommiers, attribuant la tutelle de D^{lle} Madeleine de Melun âgée de neuf à dix ans, à haut et puissant seigneur Louis de Vaudray, chevalier, seigneur de Mouy, gentilhomme de la Chambre du Roi, et à dame Marie de Luré, sa femme. Figurent, comme donnant leur consentement, Odet de Coligny, évêque et comte de Beauvais, Anne de Montmorency, pair et connétable de France, et d'autres seigneurs, tous parents et amis de la dite mineure.

2. V. Brantôme, *Œuvres*, IV, p. 356, VII, p. 253; d'Aubigné, *Histoire universelle*, III, p. 133-134; Castelnau, *Mémoires, additions* par Le Laboureur, I, p. 772; *France protestante*, 1^{re} édit., IX, p. 453-455.

3. L'édit de Charles IX, de septembre 1568, avait défendu « tout exercice d'autre religion que de la catholique et romaine ». Cf. *La France protestante*, t. X, pièces justificatives, p. 87-91.

4. L'édit de Saint-Germain, d'août 1570, autorisait de nouveau l'exercice

de retourner en leurs maisons, pour y vivre sous l'obéissance de ses Edits, étant nées ses bonnes sujettes, et d'obtenir main-levée de leurs biens¹ ».

Quoi qu'il en soit, le passage des *Mémoires* de Claude Haton relatif au séjour de Marie de Luré en Angleterre, pendant lequel survint la mort de sa mère, est si caractéristique qu'il nous paraît intéressant de le reproduire ici. Impossible de mieux rendre justice à l'attachement inébranlable à sa foi dont fit preuve en toute circonstance Marie de Luré, constamment prête à endurer les plus grandes souffrances, que par les critiques que lui adresse ce chroniqueur toujours hostile à l'égard de tous ceux qui, de près ou de loin, touchent à la Réforme. De même, en voulant prouver la dureté et la sécheresse de cœur de M^{me} de la Vallée, il nous la montre au contraire si sensible, qu'elle ne put résister à la nouvelle des privations et de la misère auxquelles sa fille était exposée² :

En ceste mesme année [1570], mourut Dame Anne [lisez Jeanne] de Brinon, dame des villas du Plaissie-aux-Brébans, vulgairement appelé le Plaissie-aux-Tornelles, Cucharmoy, Courtevroux, en partie; de la Maison-Rouge, de Mitry, de Landoy, en partie; de la Chapelle-Saint-Sulpice, de Vullaines, de Goix, de Montmitel en partie, et de Meel-sur-Seine, âgée de plus de 66 ans, en premières nopces femme de feu messire René de Luzé, chevalier de l'ordre du Roy, et à son trépas, femme en secondes nopces de messire Gabriel de la Vallée, aussi chevalier de l'ordre de S. M., laquelle fut peu ou point plainte ni regrettée de personne, tant elle avoit esté cruelle et malicieuse à ung chacun toute sa vie, pleine de vengeance, et de peu de miséricorde.

Elle se fust volontiers meslée de la religion huguenotique, n'eust esté le peu de respect qu'elle portoit à son mary, ledit de la Vallée, car elle n'estoit des plus religieuses et scrupuleuses touchant la vraye religion catholique.

Elle print la mort à la lecture d'une lettre missive que sa fille

de la religion réformée, sous certaines conditions et dans des localités déterminées, et garantissait les sujets du roi contre toute molestation pour fait de religion. Cf. *La France protestante*, t. X, pièces justificatives, p. 91-99.

1. B. N. Carrés d'Hozier, 427, fol. 22. Lettres données par Charles IX, en faveur de Dame Marie de Luré et de Madeleine de Melun, datées de Cologne-Réaux, le 1^{er} janvier 1570 [= 1571].

2. Claude Haton, *Mémoires*, II, p. 619-620.

unique, vefve du feu sieur de Mouy, qui fut tué par le seigneur de Maurevert, luy envoya d'Angleterre, où elle estoit hostage des huguenots de France envers la royne, pour les deniers qu'icelle royne avoit prestez auxdictz huguenots, desquelz ladite dame vefve de Mouy estoit, et des plus oppiniastres. Elle ayma mieux quitter son bien, sa mère, ses parens, sa fille¹ et son pays, pour s'aller rendre esclave ès pays estranger, que de vivre en sa maison catholiquement.

Icelle dame de Mouy eut tant de mal et disette audit lieu d'Angleterre, faulte de pain [à] son saoul, qu'elle fut contraincte de manger les herbes et racines d'icelles toutes crues, ainsi que le contenoit la lettre qu'elle envoya à sa mère, à laquelle elle demandoit ayde d'or et d'argent pour la retirer de la servitude et pauvreté où elle estoit. A la lecture de laquelle lettre, laditte dame sa mère se serra si fort le cœur, qu'elle tomba en maladie si forte qu'il ne fut possible de l'en relever; et entrant en une fiebvre continue, toujours avoit sa fille en sa pensée et à la bouche, regrettant sa misère, non point pour le regard du salut de son âme, ains pour la disette de biens qu'elle avoit.

Elle fut confessée et administrée des Sacrements par M^e Claude Moissant, prebstre et curé de l'église mons S^t Pierre de Provins.

L'année qui suivit son retour d'Angleterre, Marie de Luré maria sa fille unique, Madeleine de Melun, alors âgée de 15 à 16 ans, à un gentilhomme de famille protestante, Louis de Champagne, comte de La Suze au Maine, baron de Brouassin et de la Chapelle Ransouin, plus tard conseiller d'État, capitaine de cinquante hommes d'armes, chevalier de l'ordre du roi, qui devait être tué en 1587, à la bataille de Coutras². Au moment de son mariage, il

1. On voit par la requête citée plus haut qu'au contraire Madeleine de Melun avait suivi sa mère en Angleterre.

2. V. P. Anselme, *Histoire généalogique*..., V, 245. Le mariage eut lieu le 11 mars 1572. Le contrat est du 2 mars 1572 (B. N. Carrés d'Hozier, 427, fol. 23, cop. xviii^e siècle).

C'est à tort, croyons-nous, que Claude Haton prétend (*Mémoires*, II, 639) que M^{me} de Mouy maria sa fille à un grand seigneur catholique afin de sauvegarder ses terres et châteaux pendant les troubles qui allaient éclater, car le comte de Champagne-La Suze était probablement protestant, comme l'avait été son père et comme le furent ses enfants et petits-enfants. D'ailleurs au commencement de 1572 et jusque dans l'été, les huguenots crurent de bonne foi à une accalmie durable, et acceptèrent avec trop de confiance les promesses de la Cour. La *France protestante* (2^e édit. III, 1041) admet, il est vrai, que Louis de Champagne-La Suze, mari de Madeleine de Melun, demeura dans le catholicisme. Mais cela n'est pas prouvé.

était encore fort jeune, et sous la garde-noble de sa mère, haute et puissante dame François de Laval.

Vers la même époque M^{me} de Mouy s'était décidée à unir son sort à celui du glorieux Bras-de-Fer, dont elle appréciait les rares et hautes qualités. A la nouvelle de la Saint-Barthélemy, redoutant les tueries et saccages, elle quitta son château du Plessis-aux-Tournelles déguisée en paysanne. Claude Haton¹ a raconté les péripéties émouvantes de sa fuite et de son séjour chez un oncle, M. de la Lande², d'où un gentilhomme catholique de ses voisins, M. de Rancé-Corcelle, colonel des légionnaires de Champagne et de Brie, qui aspirait à se rendre seigneur et maître de ses biens, vint l'enlever et prétendit l'obliger à devenir sa femme. Pour se tirer des mains de son ravisseur et recevoir l'assurance d'être conduite saine et sauve à Genève, M^{me} de Mouy dut déclarer l'engagement qui liait déjà sa foi à François de La Noue, et faire abandon à M. de Rancé des seigneuries de Meelz-sur-Seine, Montmitel-en-Brie et Le Fresne-en-Anjou; il se hâta d'en prendre possession.

Nous n'avons retrouvé aucune trace de ce premier séjour de Marie de Luré à Genève, à la fin de 1572. En 1573 elle devenait la femme de François de La Noue. A partir de ce moment, elle devait consacrer tous les trésors de son cœur aimant et dévoué et les ressources de sa ferme intelligence à cet époux qu'elle aimait et admirait, ainsi qu'aux enfants qu'il avait eus de sa première femme, Marguerite de Téligny. Elle adopta complètement ceux-ci. Les fils et la fille de La Noue ont certainement été plus affectueusement liés avec Marie de Luré, dans la seconde moitié de sa vie, que sa propre fille, la comtesse de Champagne-La Suze.

Nous sommes arrivés maintenant à la période la mieux connue de la vie de Marie de Luré. Pour l'histoire

1. *Mémoires*, II, p. 693-694.

2. Il s'agit sans doute de Léger de Luré, seigneur de La Lande et de Bescherel, qui assistait en 1553 au contrat de mariage de Marie de Luré avec Charles de Melun.

des dix-huit années pendant lesquelles elle fut la compagne admirable de François de La Noue, nous renvoyons le lecteur aux excellents travaux de M. Henri Hauser¹ (en rappelant seulement la petite correction orthographique qui consiste à modifier le nom de *Juré* donné par M. Hauser en *Luré*). On y trouvera le tableau le plus attachant du rôle bienfaisant de cette femme d'élite auprès du grand homme de guerre². On lira avec intérêt l'exposé des démarches qu'elle multiplia et des sacrifices qu'elle consentit pour aider à la préparation des campagnes auxquelles La Noue prit part, puis pour adoucir et abréger la captivité de son mari, de 1580 à 1585.

Après la mort de celui-ci, survenue en 1591 au siège de Lamballe, M^{me} de La Noue vécut presque constamment au Plessis-les-Tournelles. Nous la voyons sans cesse aux prises avec mille tracasseries d'affaires. Le poids des dettes qu'elle avait contractées dans l'intérêt de La Noue et du parti protestant se faisait sentir de plus en plus durement³. La belle fortune laissée par ses parents y fut entièrement engloutie. A la fin, elle se vit même contrainte de vendre cette terre du Plessis-aux-Tournelles qu'elle affectionnait particulièrement. Mais elle ne se laissa jamais décourager par le désastre de ses intérêts matériels. Toujours, le souci du maintien de la religion réformée en France et de l'avenir des Églises la préoccupait davantage.

1. *François de La Noue, 1531-1591*, Paris, 1892, in-8°; *Marie de Juré, Odet de Téligny et la captivité de François de La Noue, d'après des lettres inédites (1580-1590)*, publ. dans le *Bulletin*, XLI, p. 8 et suiv.; *François de La Noue, nouveaux documents sur sa captivité et sur sa délivrance (1583-1585)*, publ. dans le *Bulletin*, XLV, p. 133 et suiv.

2. Brantôme, qui n'est pas suspect de partialité en faveur des huguenots, le tenait en singulière estime : « On ne se peut assez saouler de dire les biens, les vertus, les valeurs et les mérites qui estoient en luy; si bien qu'il fut tenu estre resté le plus grand capitaine que nous eussions aujourd'hui en France. » *Œuvres*, VII, 203.

3. V. en particulier l'*Inventaire des Arrêts du Conseil d'État, règne d'Henri IV*, aux Archives nationales, t. II, 1893, n° 10274. Arrêt du 23 mars 1606 prolongeant de six mois la surséance accordée le 2 septembre 1605 à dame Marie de Luré, veuve du sr de La Noue, pour le paiement de ses dettes. La requête de Marie de Luré conservée à la Bibl. Nat. (F. fr. 18170, f. 208-209, xvr^e siècle), est du 21 mars 1606. Elle demande que « deffenses soient fetes à tous ses créanciers de la troubler ny molester en sa personne et biens ».

Elle, qui avait approuvé et imité avec un désintéressement égal les sacrifices faits par La Noue en faveur de la cause protestante, elle partageait à cet égard les sentiments que celui-ci exprimait en mourant, et que son biographe Amirault, reproduisant certainement des souvenirs recueillis dans la famille du Bras-de-Fer, nous a rapportés en ces termes¹ :

Dans ses discours de piété, il meslait quelques fois des plaintes de voir ses affaires domestiques fort incommodées par la grande despençe qu'il avoit faite à la guerre, et par les engagements dans lesquels il estoit entré pour le public. Non qu'il se repentist de ses actions, mais il se plaignoît de la condition des temps, et de ce que les services qu'il avoit rendus à l'Eglise et à l'Estat n'avoient point eu d'autre récompense que la décadence de sa famille.

Loin de reprocher aux enfants de La Noue les dépenses où leur père l'avait entraînée, Marie de Luré se montra toujours prête à les entourer de son affection. Cette sollicitude avec laquelle elle les avait accueillis, très jeunes encore, au moment où elle était devenue leur belle-mère, ne les abandonna jamais au cours de leur vie. A la fin de 1592, elle se rend à Vitré pour assister au mariage de sa belle-fille, Anne de La Noue, avec haut et puissant seigneur Charles Gouyon, seigneur et baron de La Moussaye, comte de Plouer. Non contente de témoigner son affectueux intérêt par sa présence, Marie de Luré fait don à l'épouse d'une somme de 10 000 écus sol, payée comptant, en stipulant même que si la future venait à décéder sans enfants avant le baron de La Moussaye, celui-ci aurait la libre disposition de la somme en question². L'année suivante, c'est chez elle, au Plessis, que le pasteur de Mouy vient baptiser Marie de La Noue, fille d'Odet de La Noue-Téligny et de Marie de Lannoy, dont elle a tenu à être

1. V. Amirault, *La vie de François, seigneur de La Noue*, p. 365.

2. V. *Mémoires de Charles Gouyon, baron de La Moussaye*, publ. par G. Vallée et P. Parfouru, Paris, 1901, in-8°; *Introduction*, par P. Parfouru, p. xxv, et *Pièces justificatives*, p. 168-169. Le contrat fut passé à Vitré le 19 décembre 1592; le mariage eut lieu le 5 janvier 1593.

marraine, tandis qu'elle a choisi comme parrain un de ses beaux-fils par son troisième mariage, Isaac de Vaudray, seigneur de Mouy¹.

Quelques années plus tard, ses affaires étaient en si mauvais état que lorsqu'elle maria sa petite-fille Catherine de Champagne², dont elle avait assumé l'éducation, avec Amaury Gouyon, baron de La Moussaye³, Marie de Luré ne parvint pas à réunir une somme de 20 000 écus qu'elle désirait offrir à l'épouse par-dessus ses droits, et à défaut de paiement en espèces, elle lui céda sa seigneurie de Nogent-sur-Loir⁴.

Dans son dernier testament (dont nous ne connaissons qu'un extrait), qu'elle fit à Lumigny le 11 mai 1612⁵, Marie de Luré affirme encore ses convictions protestantes. Elle demande à être enterrée dans la seule terre qui lui reste, à Lumigny, « et que son corps soit mis avec ceux de ses deux petites filles⁶, suivant la forme des Églises réformées de France et observation de la primitive Église, en la confession desquelles elle entendoit vivre et mourir ».

Un certain nombre de lettres de Marie de Luré ont été publiées⁷. Nous en donnons ici deux encore inédites, que

1. V. *Registre de l'État civil de l'Église de Mouy*, publ. par M. E. Coûard-Luys, *Bull.* XXXII, p. 61 et suiv. Le baptême en question est du 24 juin 1593. M^{me} de La Noue apparaît à plusieurs reprises dans ce registre comme marraine à des baptêmes célébrés au Plessis-aux-Tournelles. De même que M. P. Parfouru, éditeur des *Mémoires* de Ch. Gouyon de la Moussaye, M. S. Coûard-Luys a toujours lu et imprimé correctement le nom de Luré.

2. Fille de Louis de Champagne, comte de La Suze, et de Madeleine de Melun.

3. Fils de Charles Gouyon, baron de La Moussaye, et de sa première femme, Claude du Chastel. Nous avons vu plus haut qu'après la mort de Claude du Chastel, Charles Gouyon de la Moussaye s'était remarié au début de 1593 avec Anne de la Noue, belle-fille de Marie de Luré.

4. Le contrat fut passé à Paris, le 12 avril 1600. V. *Mémoires* de Charles Gouyon, baron de La Moussaye, publ. par G. Vallée et P. Parfouru, *Pièces justificatives*, p. 169-170.

5. B. N. fr. 30 624 (Carrés d'Hozier, 395), fol. 286, extrait du xviii^e siècle.

6. Nous ne savons pas au juste s'il s'agit de deux petites-filles, sœurs de Catherine de Champagne, ou de deux filles mortes en bas âge, nées du mariage de Marie de Luré avec Charles de Melun, baron de Normanville et seigneur de Lumigny.

7. Nous avons déjà cité celle que M. Kervyn de Volkaersbeke a insérée dans la *Correspondance* de François de La Noue, 223-224; elle est adressée au

M^{me} de La Noue adressait dans sa vieillesse à Théodore de Bèze. On y relève, avec la trace des soucis que lui causait le délabrement de sa fortune, l'empreinte de ces sentiments de forte piété qui la soutinrent à travers toutes les épreuves. Elle avait dû faire la connaissance du Réformateur pendant le séjour qu'elle fit à Genève à la fin de 1572, à moins qu'elle ne l'ait rencontré auparavant, en 1560-61, en France. En tout cas elle l'avait vu fréquemment au cours des deux années, de 1586 à 1588, qu'elle passa à Genève avec François de La Noue.

I. — *Madame de La Noue à Théodore de Bèze*¹

Le Plessis-aux-Tournelles, 8 avril 1596.

Monsieur, tout mon contentement est de parler à vous et vous descharger le profond de mes afflictions², pour en puiser la consolation.

Nostre estat est comme un vaisseau pesant dans la mer enflée d'orage et ne se peut accoster, si Dieu, qui commande aux vents, ne les arreste. S'il estoit bien respecté et servi, tout yroit mieux. Mais nous sommes les allumette de son ire.

J'atten que M^r de la Violette³ passe ceans, comme il m'a

magistrat de Bruges, et datée du 14 août 1581. M. Henri Hauser en a publié cinq dans le *Bulletin*, XLI, 17-23 (dont quatre adressées à Walsingham, de 1580 à 1583, et une à Geoffroy de Brunner, de 1584), et deux dans le *Bulletin*, XLV, 143 et 148, la première, de 1584, au duc de Parme, la seconde, de 1585, aux ministres J. Taffin et Massis.

1. Je dois la communication de ces deux lettres à l'obligeance de M. Henry Tronchin. Elles sont conservées dans un des précieux recueils de documents de ses archives, fonds Bèze, vol. 5, fol. 77 et 92, orig., dictées, souscription, et signature autographe. Le cachet de Marie de Luré, dont l'empreinte est très détériorée, montre un écu de... à un oiseau (aigle ou faucon) essorant. Ces armoiries se rapportent évidemment aux origines des Le Nepveu de Luré dans le service de la fauconnerie du Roi.

2. Le secrétaire de M^{me} de La Noue a écrit *affections*. Mais il semble qu'il faut rétablir *afflictions*.

3. Le célèbre médecin-diplomate, Joseph Duchesne, sieur de la Violette, 1540-1609. Cf. *La France protestante*, 2^e édit., V, 631-641. La Violette a fait paraître à Genève en 1594 (chez les héritiers d'Eustache Vignon, in-8) un volume de *Poésies chrestiennes* d'Odet de La Noue, que celui-ci avait composées pendant sa captivité en Flandre. Il a placé en tête une épître dédicatoire à Madame de La Noue (Marie de Luré), dans laquelle il rend hommage aux liens de profonde affection et d'estime réciproque qui unissent M^{me} de La Noue et son fils « qui par ses vertus fait revivre toutes les belles et rares qualités dont

promis, pour savoir de lui plus particulièrement de voz santez et repos. Cependant Dieu nous fait la grace de voir quelque commencement pour restablir les ruines de ceste Eglise de Vaudoy, où M^r du Tilloy¹ préside. Sa jeunesse est plaine de bonne espérance et a de la doctrine beaucoup. Accouragés le, car je croy que Dieu nous bénira tous pour le fruit que nous attendons de luy, et dont nous en sentons desjà les effects. Il a fiancé Bourdet que vous avez veue à ma suite².

Or mes roses sont meslées parmi des espines. La ruine du passé retarde, comme à d'autres, beaucoup de bonnes actions. Et depuis troys moys ma fille³ s'est voullu marier avec Monsieur de Saint Denis Mailloc, me le taisant et à tous ses amis. Il n'est pas de sa religion. J'ai retiré mes petites-filles céans avec moi. Il y a longtemps que je lui avois conseillé de mettre mon petit-fils⁴ auprès de Monseigneur le Prince, avant qu'il fust de la Cour.

M^r de La Noue mon fils revient de Touraine pour joindre le Roy et les trois régimens flamengs auxquels il commande. Il persevere en bien. Et avons tous besoin d'estre aidez et secourus de vos saintes prières.

De nostre part, nous prions Dieu de toutes nos affections qu'il vous garde bien longuement en bonne santé, et Mad^{le} vostre bonne femme, Monsieur, et vous multiplie sa grâce.

Du Plessis, le 8 avril 1596.

[Autogr. :] Vostre humble et affectionnée pour vous obéir et servir à jamais.

M. DE LURÉ.

A Monsieur

Monsieur de Besze.

feu Monsieur vostre mari, son père, a esté doué entre les Seigneurs de la France ».

1. Il s'agit de Jacques Cappel, sieur du Tilloy, né en 1570, mort en 1624, qui desservait alors l'Eglise de Vaudoy-en-Brie (après son oncle Louis Cappel, sieur de Mongambert. Cf. *Bull.* XXXIX, 307, note 1, et XLVIII, 170). Jacques Cappel épousa en 1596 Philippe Bourdet (*La France protestante* l'appelle par confusion Philippe de La Noue), gouvernante des deux filles de Louis de Champagne, comte de La Suze. V. *La France protestante*, 2^e édit., III, 721-724.

2. Voir la note précédente.

3. Devenue veuve en 1587 de Louis de Champagne, comte de La Suze, Madeleine de Melun se maria en secondes noces avec Aymon de Mailloc, chevalier, seigneur de Saint-Denis. V. Père Anselme, V, 245.

4. Louis de Champagne (prénommé comme son père), chevalier, comte de La Suze, baron de Brouassin, Landes et Normanville. Marie de Luré, qui avait jadis avancé de fortes sommes à son gendre, eut encore à subir des réclamations de la part de son petit-fils. Le 4 janvier 1610, ils conclurent un accord relativement aux différends qui s'étaient élevés entre eux à ce sujet (B. N. Carrés d'Hozier, 127, fol. 26, copie XVIII^e siècle). En 1612, Marie de Luré était réconciliée avec son petit-fils, car elle le désigne pour son exécuteur testamentaire.

II. — *Madame de La Noue à Théodore de Bèze**Paris, 12 février 1600.*

Monsieur, j'avois tant d'affaires en ceste ville quand le messager départit, que je remis à vous rescrire à la premiere occasion qui est arrivée [par]¹ le cappitaine Aldouyn. Il vous pourra dire plus particulièrement de mes nouvelles, estans tous avec M. Balbany² en ung mesme logis.

J'ay regret que les affaires de ce monde nous occupent et préviennent quelquefois ce qui est de la meilleure part; et Dieu y supplée par sa grâce, nous inspirans sans cesse de l'invoquer à nostre besoiing.

Quant à l'affaire de Mad^{le} de Fequieres³, j'y ai apporté tout ce que j'ay peu, et croy que c'est chose arrestée et tellement assurée, que combien qu'il y eût difficulté sur le nouveau et dernier acquit qu'il a fallu envoyer quérir jusques en Picardie, Madame du Plessis a fait que le trésorier Le Goux l'accepte pour vallable, et a remis le payement assuré dans troys moys. Je voudrais, Monsieur, vous pouvoir servir et à vos amys en plus advantageous occasion.

Quant au séjour de son Altesse⁴ et à l'ysssue de la résolution qu'il doit prendre avec le Roy, c'est chose si incertaine, que je ne vous en puis que mander. Parmy les ondes Dieu nous ouvrira le passage de la mer en toute seurté, et le pryé,

Monsieur, vous augmenter ses grâces et repos et santé, en prolongeant vos jours à son honneur et gloire.

De Paris, le XII^e febvrier 1600.

Vostre humble et obligée à vous faire service

[Signé :] M. DE LURÉ.

A Monsieur

Monsieur de Besze.

H. AUBERT.

1. Le secrétaire a écrit sur.

2. Manfredo Balbani, gentilhomme lucquois protestant et banquier, reçu bourgeois de Genève en 1580, mort à Paris en 1624. V. Galiffe, *Notices généal.*, III, 29.

3. Suzanne de Pas de Feuquières, née en 1568, fille du premier mariage de M^{me} du Plessis-Mornay (Charlotte Arbaleste) avec Jehan de Pas de Feuquières. Elle épousa M. de la Vairie.

4. Le duc de Savoie.

Documents

UN MÉMOIRE INÉDIT DE L'ARCHEVÊQUE DE REIMS CHARLES MAURICE LE TELLIER SUR LA CONDUITE A TENIR VIS-A-VIS DES PROTESTANTS EN 1698

Parmi les nouvelles acquisitions des manuscrits de la Bibliothèque nationale, figure, Fr. n° 22326, un recueil de documents originaux et copies, concernant l'histoire des protestants de Sedan et des hôpitaux de Reims (1566-1709). Ce sont des papiers provenant de l'administration de Charles Maurice Le Tellier, fils du chancelier Michel Le Tellier, frère puîné de Louvois et archevêque de Reims. Ils complètent les n°s 20707 à 20770 du fonds français auxquels, il y a plus de vingt ans, nous avons emprunté quelques documents (*Bull.* 1894, 529 ss.) sur Sedan¹.

Nous reproduisons aujourd'hui, d'après ce recueil, un mémoire du plus haut intérêt qui aurait dû se trouver parmi ceux sur la conduite à tenir à l'égard des réformés en 1698, que M. Jean Lemoine a publiés en 1902², mais qui y a été remplacé, p. 28 et 29, par un pâle résumé lequel n'en donne qu'une idée très imparfaite. Le mémoire a d'ailleurs l'allure d'un document tout à fait confidentiel, et comme il allait à l'encontre des mesures qui furent prises, il se peut qu'au ministère de la Guerre

1. Voy. notamment fol. 151 les lettres du duc de Bouillon autorisant la construction d'un temple, 25 mai 1584 et, fol. 213, Etat de la recepte et des-pense qui a esté faite par les gens de la R. P. R., à Sedan, pour la construction de leur nouveau temple en l'an 1685 et 1686, avec les quittances, cf. *Bull.*, 1894, p. 533.

2. *Mémoires des évêques de France sur la conduite à tenir à l'égard des réformés* (1698). Paris, Picard, 1902.

où M. Lemoine a découvert les autres, Louvois, qui était pour la violence sans scrupules, l'aït simplement fait remplacer par le susdit sommaire.

On lira donc avec un grand intérêt l'énumération des raisons par lesquelles l'archevêque de Reims essayait de persuader le gouvernement que le seul moyen de résoudre la question protestante était d'entrer dans la voie de la tolérance. Entendons-nous toutefois : il ne s'agit nullement de permettre aux protestants de rester tels, mais seulement de ne pas les forcer d'aller à la messe, etc., de patienter, de tout attendre du temps, d'un traitement intelligent mais persévérant qui les convaincrat que s'ils ne voulaient pas vivre sans religion, il n'y avait pas d'autre alternative que de s'accommoder de celle qu'il prétendait être la seule véritable et qui seule disposait de toutes les faveurs et de tous les avantages temporels. Tout cela est exposé gravement, logiquement, comme si la thèse combattue par le prélat n'était pas au fond identique avec la sienne, car la tolérance qu'il préconise est la négation même de la *libre adhésion* à laquelle il espère amener des gens auxquels il ne laisse, au fond, pas d'autre ressource.

Ce qui est remarquable, ce sont les faits qu'il cite, par exemple sur le nombre de fugitifs et de nouveaux convertis de Sedan. Ils prouvent, ainsi qu'une série d'enquêtes faites dans tous les doyennés de son diocèse¹, dès 1686, qu'il s'était renseigné très exactement sur les dispositions de ses brebis séparées.

Enfin on est surpris de constater qu'il se préoccupe de la question des mariages des nouveaux convertis et recommande une sorte de mariage civil que Brousson avait réclamé bien avant lui et qu'on ne devait, grâce au fanatisme clérical, se résoudre à accorder qu'un siècle plus tard.

N. W.

1. F. 289 à 310. J'ai la copie de ces enquêtes.

Mémoire de l'archevêque de Reims¹.

Il y a des choses qui n'ont pu être mises dans l'édict ny dans l'instruction, ou parce qu'elles doivent estre plus secrettes que ne le sera même cette instruction ou parce qu'il est bon de les remettre à un autre temps. Voicy en quoy elles consistent :

MM. les évêques observent que l'exécution de la déclaration du 24 may 1686 portant que les cadavres des non convertis, morts après le refus des sacrements, seront traynés sur la claye, a fait partout de très mauvais effets, et estiment qu'on doit abolir cette peine. On est très persuadé de la vérité de ce qu'ils disent et de la nécessité d'éviter de donner ces spectacles au public, mais on n'a pas cru devoir abroger cette partye de la déclaration par une loy contraire, ny même en parler dans l'instruction qu'on ne pourra pas empêcher de devenir publique, pour ne pas donner lieu aux non convertis mal intentionnés de prendre avantage de ce relaschement. Il est certain que, dans la disposition où ils sont, rien ne seroit plus dangereux que de se rétracter en la moindre chose. Ils en tireroient des conséquences et sèmeroient sur cela des bruits capables de renouveler l'esprit de schysme et de rendre inutiles les dispositions et les veües de l'édict projectté. D'ailleurs, s'il est bon d'un costé d'éviter cette peine qui fait tant d'horreur, il est bon, d'un autre côté, de la laisser craindre. On a donc cru, par ces considérations, qu'il falloit, non seulement en faire un article secret, et séparé de l'instruction générale, pour MM. les intendans, mais encore différer de le leur envoyer pendant quelque temps jusqu'à ce que l'édict ayt été publié et qu'on en ayt veu les premiers effets, peut estre même que, de la manière dont l'édict est tourné, on n'aura pas besoin d'un article secret et que cette peine s'abolira d'elle-même sans autre précaution.

On estime aussy qu'on doit éviter de répandre le sang autant qu'il se pourra, un tel remède, en fait de religion, irrite plus qu'il ne retient. On flatte ces misérables et ils se flattent eux-mêmes d'un faux honneur du martyre qui efface la honte et la crainte du supplice, mais on n'en a rien dit dans l'instruction, par les mêmes considérations qui ont été marquées sur l'article précédent. On y a seulement pris des précautions pour que le roy soit informé des faits graves et sujets à peine capitale qui se présenteront, afin que S. M. puisse donner ses ordres pour en faire surseoir le jugement dans les parlemens, ou prendre tels autres expédiens qu'elle jugera à propos.

Les mariages entre les familles des anciens catholiques et

1. Bibl. Nat. F. fr. Nouv. acq. 23326, fol. 278; le mémoire est sans suscription et sans date, mais cette dernière résulte clairement du texte.

celles des non convertis peuvent être très utiles pour réunir tous les sujets du roy dans la même religion et effacer en eux toute idée de schysme et de séparation. Il est important que les intendants et commissaires députés s'appliquent particulièrement à procurer autant qu'ils le pourront, par des moyens doux et secrets, ces sortes d'alliances. On a cru néanmoins n'en devoir rien dire dans l'instruction, par les mêmes raisons, sauf à le leur recommander par un article ou lettre séparée¹.

Ceux des sujets du roy qui sont attachés à la R. P. R. dans laquelle ils ont esté eslevez s'estoient toujours flatez que la dernière guerre ne finiroit point sans le rétablissement de l'édict de Nantes; quand ils ont veu que, dans les traités de paix on n'a point stipulé pour eux la liberté de conscience, ils ont esté fort affligés, ils ont pourtant eu encore quelque espérance jusques à la publication de la déclaration du roy, du 10 de février de la présente année par laquelle S. M. *a permis à ceux quy sont sortys du royaume au préjudice des deffences, d'y revenir dans six mois, à la charge d'y faire profession et exercice de la R. C. A. et R. et, pour cet effect d'y faire abjuration de leur hérésie, ou de justifier de celle qu'ils en ont faite auparavant*².

Cette déclaration les a consternés à un point que plusieurs d'entre eux sont sortys du royaume depuis qu'elle a esté publiée; ceux qui y sont restés ont envie de suivre leurs frères, parce qu'ils ont entendu dire que le roy vouloit les forcer à aller à la messe et à faire l'exercice de notre sainte religion.

Ce bruit s'est principalement respandu sur un projet de déclaration qu'ils prétendent avoir esté dressé par M. de Baviile; j'ay vu ce projet à Sedan, dans la visite que j'y viens de faire, il y a esté envoyé d'Hollande où on dit qu'il est venu de Nysmes. Il porte en termes exprès, que le roy veut que, *conformément aux anciennes ordonnances, tous ses sujets, de quelque qualité et condition qu'ils soient, observent régulièrement les festes et dimanches et qu'ils soient tenus d'assister aux divins offices avec le respect convenable à la célébration de nos saints mystères, sans que les non convertis s'en puissent dispenser sous quelque prétexte que ce soit*³.

Devant que d'examiner si on peut et si on doit faire cette loy, je crois pouvoir avancer qu'elle ne seroit d'aucune utilité ny pour l'estat, ny pour le salut des non convertis.

On a déjà l'expérience de ce que la violence a produit depuis

1. Ces quatre premiers paragraphes sont identiques avec les quatre premiers du *Mémoire secret* imprimé par M. Jean Lemoine à la fin de son volume, *Appendice*, XXXVII, p. 406.

2. Les mots soulignés constituent le sommaire de cette déclaration du 10 février 1698.

3. C'est le § 8 de la Déclaration du 13 déc. 1698. Cf. Lemoine, *op. cit.*, p. 384.

la publication de l'édit du roy du mois d'octobre et portant deffences de faire aucun exercice public de la R. P. R. dans toute l'estendue de ses estats; un grand nombre des sujets de S. M. sont sortys du royaume depuis la publication de cet édit, et ceux qui y sont demeurez auroient sans doute suivy les autres, si on n'avoit pas changé de conduite à leur égard depuis quelques années.

Il ne se faut point flater et par conséquent on doit convenir que presque tous les non convertis ne font présentement aucun exercice de la R. C. A. et R. et qu'ils sont plus attachez que jamais à leurs anciennes erreurs. Il y en a quelques uns qui, par le secours de la grâce de Dieu y ont renoncé de bonne foy, mais le nombre en est très petit.

Il y avoit par exemple, dans la ville et souveraineté de Sedan, en 1685, plus de cinq mille huguenots, desquels on n'en peut compter que deux cens véritablement convertys, les autres sont morts ou sont sortys du royaume à l'exception d'environ quatorze cens, qui restent dans la ville de Sedan et de deux cens, au plus dans les villages de la souveraineté¹.

Il est certain que si on les forçoit présentement aux exercices de la religion catholique qu'ils ont en horreur, ils iroient presque tous chercher en Hollande, en Angleterre et en Allemagne la liberté de conscience qu'ils préfèrent à tout et ils abandoneroient ce qu'ils ne pourroient emporter de leurs biens, car il n'y a rien qu'on ne fasse pour se mettre la conscience en repos et pour vivre tranquillement dans une religion qu'on croit estre la meilleure².

1. L'évêque de Châlons, J. B. L. Gaston de Noailles, écrit dans le Mémoire qu'a publié M. J. Lemoine (p. 31) : « On m'a mandé qu'un homme, accompagné de 50 ou 60 cavaliers armés, venait de nuit, enlever les nouveaux réunis de Hetz-le-Maurupt (Heiltz-le-Maurupt), voy. *Bull.* de nov.-déc. 1915, p. 720) qui voulaient sortir du royaume et les escortait ».

2. Voici, pour Sedan même, dans le même volume (Fr. n. acq. 23326, f. 164) un

*Extrait du denombrement de la ville et faubourgs de Sedan
fait le 10^e juillet 1684.*

HOMMES.		FEMMES.		GARÇONS. passant 14 ans.	
Cathol.	Relig.	Cathol.	Relig.	Cathol.	Relig.
766	511	868	622	113	103
1 277		1 490		216	
ENFANS.		PENSIONNAIRES et VALETS.		SERVANTES.	
Cathol.	Relig.	Cathol.	Relig.	Cathol.	Relig.
2 466	1 460	237	50	308	45
3 926		287		353	

faisans 7549 âmes compris les enfans et ce en 766 familles cathol., 54 de la

Quand ces malheureux seront ainsi sortys du royaume, ils ne se convertiront jamais, au lieu que si on les y souffre sans exercice de notre sainte religion, on peut espérer qu'on en ramènera une partye à l'Église et que toute leur postérité s'y réunira dans la suite des temps.

Ceux qui voudroient conserver leurs biens en obéissant extérieurement aux ordres qu'on leur donneroit deviendroient des hypocrites dangereux et très scandaleux.

Quel préjudice ne porteroit point aux provinces dépeuplées, comme elles le sont par une longue et cruelle guerre, l'évasion de tant de sujets dont il faut avouer que la fidélité est très éprouvée¹ et quelle diminution aux revenus du roy qui ne peuvent, non plus que l'estat, se soutenir que par le nombre et la multiplication des sujets de S. M.

Il est seur que toutes les précautions qu'on prendroit pour les empêcher d'aller dans des pays estrangers ne feroient qu'augmenter l'envie qu'ils auroient de prendre la fuite, les gardes qu'on establirait par les confins du royaume pour les en empêcher osteroient la liberté du commerce et on seroit tous les jours réduit à faire des procès criminels à ceux qui auroient tenté de s'eschapper nonobstant les deffences.

Il faut, après cela, venir à la difficulté et examiner par les règles de l'Église si on doit forcer les mal convertys — c'est ainsy qu'on les appellera dans la suite de ce mémoire — à aller à la messe.

Ce sont des hommes trompeurs qui ont donné leurs noms à l'Église catholique par des vœux purement temporelles comme la crainte de souffrir de la diminution dans leurs biens, de perdre leurs employs ou d'encourir l'indignation du roy. La preuve certaine de leur hypochrisie est que depuis leur prétendue abjuration ils ont marqué publiquement un éloignement insurmontable de toute instruction des cérémonies de l'Église et principalement du plus grand de nos mystères, qui fait la consolation des véritables catholiques.

Il est constant que pas un d'eux ne croit par un acquiescement volontaire certains dogmes révélez dont l'Église propose la

R., 168 veuves cathol. et 145 veuves de la Religion qui est en tout 1590 familles et 4758 âmes catholiques et 2791 âmes de la Religion.

Différence de l'année 1683 :

102 hommes moins, 176 femmes moins, 28 garçons moins, 19 enfants moins, 46 pension. de plus, 11 servantes de plus.

193 âmes catholiques moins, 73 âmes de la Religion moins, et 144 familles moins que l'année passée.

4758 cath. 2792 relig.

1. Relevons avec soin ce témoignage, non suspect, de la *fidélité très éprouvée* des protestants au gouvernement qui les accablait.

croissance aux fidèles, comme par exemple la présence réelle et substantielle du corps de Jésus-Christ dans l'Eucharistie, le sacrifice de la messe et le nombre de sept sacrements, ils ne croient point aussi qu'on doive prier pour les morts, qu'il soit permis d'invoquer les saints et d'avoir de la vénération pour leurs reliques.

Ils sont du nombre de ceux que l'Eglise déclare, dans tous ses rituels, excommuniez et auxquels elle commande de sortir de la maison de Dieu comme indignes de participer aux choses saintes. Le rituel que j'ay donné à mon diocèse en 1676 ordonne à mes cures de *dénoncer pour excommuniez tous hérétiques, etc. et d'ajouter ensuite que d'autant que l'Eglise a toujours interdit aux excommuniez et aux indignes la participation des saints mystères, ils défendent à toutes personnes excommuniées de demeurer dans l'Eglise pendant qu'on y fait le service divin, de peur que par leur présence et communication ils n'attirent sur les fidèles la malédiction de Dieu.* Cet endroit du prône finit par ces paroles, *si il y avoit donc dans cette Eglise des personnes qui ayent connoissance qu'elles eussent encouru sentence d'excommunication, nous leur ordonnons de sortir présentement de la maison de Dieu et de se séparer des fidèles jusques à ce que le divin service soit finy et accompli.*

Mon rituel est en cela conforme à celui qui fust publié dans ma province en 1583 par M. le cardinal de Guise, l'un de mes prédécesseurs, de l'autorité du dernier concile provincial de Reims.

Le prosne du rituel que M. l'archevêque de Paris donna l'année passée à son diocèse est conçu en ces termes : *Nous dénonçons pour hérétiques, etc. et parce qu'il ne faut pas communiquer les choses saintes à ceux qui en sont indignes, nous commandons à tous excommuniez de sortir présentement de ce lieu.* Ce rituel est en cela entièrement conforme au dernier et aux plus anciens de l'Eglise de Paris. Les rituels de toutes les Eglises sont conformes en ce point à celui de Paris et au mien.

Comment le roy qui est le fils aîné de l'Eglise et son plus grand protecteur pourroit-il, contre les défenses expresses de cette sainte mère, ordonner qu'on forçât les mal convertis à assister à la messe? Et comment les évêques qui sont les exécuteurs des ordonnances de l'Eglise pourroient-ils, sans prévarication, permettre qu'on célébrast le plus saint de nos mystères en présence de ceux qui, de notoriété publique, le blasphèment et que l'Eglise veut qu'on chasse de nos temples comme excommuniez?

On dira peut-être que l'Eglise a fait un précepte qui ordonne à tous les fidèles d'assister à la messe les dimanches et les festes et que tous, sans exception, justes et pécheurs, sont obligés de satisfaire à cette loy, cela est vray, mais elle a si peu fait ce précepte pour les hérétiques qui ne luy appartiennent point et sur

lesquels elle ne peut exercer aucune juridiction, qu'elle leur ordonne formellement tous les dimanches, comme on vient de le remarquer, de sortir de nos Églises pendant la célébration de l'office divin.

Bien loin donc qu'on doive les forcer à entendre la messe, il faut les en empêcher jusques à ce qu'ils soient dignes d'assister et de participer à la sainteté de cet adorable mystère : Ils ne le seront jamais que lorsqu'ayant renoncé de bonne foy à toutes leurs erreurs et marqué par toute leur conduite un repentir sincère d'avoir persévéré avec tant d'opiniastreté dans l'hérésie, ils en auront reçu l'absolution.

Tout cela supposé, je crois qu'il n'y a point d'autre party à prendre à l'esgard des mal convertis que celui de la tolérance en essayant de les ramener à l'Église par les voyes de la douceur et de la charité.

Ces malheureux sont à plaindre d'être nez dans l'hérésie, les préjugés de leur naissance et de leur éducation les y retiennent et toutes les violences qu'on exerceroit contre eux pour les forcer aux exercices de notre sainte religion ne feroient que les irriter et les opiniâtrer dans leurs erreurs.

Personne n'ignore le zèle que le roy a pour la religion. S. M. en a donné des marques éclatantes depuis près de quarante ans qu'elle gouverne son royaume par elle-même, il n'y a rien que sa piété ne luy ait suggéré pour parvenir à l'extinction de la religion protestante dont elle a entièrement aboly le culte par son édict du mois d'octobre 1685.

Les sujets du roy attachés à cette religion connoissent que toutes les ressources dans lesquelles ils avoient mis leur confiance pour le restablissement de leurs temples et de leurs exercices, leur ont manqué depuis la conclusion de la paix et qu'ils n'en ont plus aucune que dans sa clémence.

Ceux d'entre eux qui ont de l'esprit tiennent ce langage, ils aiment le roy et leur patrie et ils n'ignorent pas ce que ceux de leurs frères qui sont sortys du royaume souffrent dans les pays estrangers, ils disent qu'ils espèrent que S. M., touchée de la malheureuse situation où ils se trouvent, s'en tiendra à ce qu'elle avoit eu la bonté de leur promettre par son édict du mois d'octobre 1685, dont la fin est conçue en ces termes :

Pourront au surplus lesdits de la R. P. R., en attendant qu'il plaise à Dieu les éclairer comme les autres, demeurer dans les villes et lieux de notre royaume, pays et terres de notre obéissance et y continuer leur commerce et jouir de leurs biens sans pouvoir estre troublez ny empêchez sous prétexte de ladite R. P. R., à condition, comme dit est, de ne point faire d'exercice ny des assemblées sous prétexte de prières ou de culte de ladite Religion, de quelque nature qu'il soit, sous les peines cy dessus de corps et de biens.

Ce party de la tolérance est, suivant mes faibles lumières, l'unique par lequel on puisse retenir les religionnaires dans le royaume et espérer de les ramener, eux ou du moins leurs enfans, à l'Eglise.

Il est constant que dès qu'ils ne craindront plus de violence et qu'ils se verront en repos, il y en aura qui, avec un peu de patience, qui, n'ayant plus aucun exercice de leur religion et voyants qu'ils n'en peuvent espérer, deviendront plus dociles qu'ils ne le sont présentement. Quand ils seront une fois dans cette situation, rien ne sera plus capable de les réduire à souffrir qu'on les instruisse, que de voir les opiniastres privez de toutes sortes de grâces et d'établissements et ceux dont la conversion paroitra sincère traitez en toutes occasions favorablement. C'est la conduite que la sagesse du roy luy a inspirée depuis longtemps, dont on peut espérer encore plus de fruit dans la suite.

On voit par expérience que, dez qu'ils commencent à escouter ils se rendent en peu de jours à la vérité qu'on leur enseigne; il est d'ailleurs certain que les hommes ne s'accoustument pas aisément à vivre sans aucun exercice extérieur de religion, ce qui doit faire espérer que les mal convertys s'accoustumeront peu à peu à entendre les éclaircissements qu'il faut toujours estre prest de leur donner sur ce qui les éloigne de la nôtre.

MM. les archevêques et évêques doivent donc avoir des ouvriers toujours disposez à les instruire, qui soient capables et surtout très modérés, car l'ignorance et le zèle indiscret gastent tout en cette matière.

On ne peut trop inculquer dans les diocèses aux prestres séculiers et réguliers qu'il est absolument nécessaire de se conduire avec ces opiniastres de manière qu'ils connoissent que c'est la charité de Jésus-Christ qui les presse et qui les sollicite, par ses ministres, de renoncer à leurs erreurs.

On ne peut aussy estre trop rigoureux pour l'exécution des articles 2, 3 et 4 de l'édict du mois d'octobre 1685, car il est certain que depuis qu'on a cessé d'observer les religionnaires avec le même soin dont on usoit devant le commencement de la dernière guerre, ils ont souvent pratiqué secrètement et sans scandale, entre eux et dans leurs maisons, leurs exercices et qu'ils y ont quelquefois esté visitez et preschez par des ministres travestys¹.

L'article 7 défend les écoles particulières à ceux de la R. P. R. Ils n'en ont aucune publique dans mon diocèse et je crois qu'ils n'en ont point dans tout le royaume; mais les pères et les mères instruisent leurs enfans ou les font instruire dans leurs maisons et ils les empeschent d'aller chez les maistres et maistresses des écoles des catholiques.

1. Ici suit le texte de ces articles 2, 3 et 4 de l'édit de Révocation.

Il n'y a rien de plus capital, pour déraciner l'hérésie du royaume, que de veiller à l'instruction de cette jeunesse. J'ay entre mes mains une ordonnance de M. de Basville du 22 décembre de l'année passée¹ dont je joindray la copie à ce mémoire. Je crois qu'il seroit très utile qu'il pleust au roy statuer par une déclaration tout ce qui est contenu dans cette ordonnance à l'exception de l'article 6².

Les mal convertis exécutent sans difficulté dans mon diocèse l'article 8 de l'édit de 1685 en ce qui regarde le baptême de leurs enfants, qu'ils portent ou envoient dès qu'ils sont nez aux paroisses où ces enfants sont baptisés.

Il seroit à souhaiter que cet édit de 1685 eust pourveu à la manière de faire les mariages entre les religionnaires auxquels le mesme édit permettoit, ainsy qu'on l'a déjà remarqué de demeurer dans le royaume. Il n'y est parlé en aucune manière de leurs mariages, il faut pourtant y pourvoir, supposé que le roy leur laisse la liberté de demeurer dans ses estats.

Tant qu'ils persévéreront dans leurs erreurs, un evesque qui permettroit à ses curez de les marier, s'esloigneroit entièrement des règles de l'Eglise qui défend d'administrer un sacrement à un indigne; un religionnaire l'est assurément puisqu'il est dans l'hérésie et qu'une de ses erreurs est de ne point reconnoistre le mariage pour un des sept sacrements.

C'est par cette raison que, dans tous les diocèses du royaume où on a eu quelque attention à l'exécution des règles de l'Eglise, on n'a jamais permis même devant la révocation de l'édit de Nantes ny depuis, que les curez ou autres prestres, administrassent le sacrement de mariage à un prétendu réformé avec une catholique ny à un catholique avec une prétendue réformée.

Mon rituel prescrit aux curez d'ordonner, *le jour des fiançailles, à ceux qui doivent se marier, de se confesser et communier dans leurs paroisses et non ailleurs, deux ou trois jours avant la célébration de leur mariage.* Le dernier concille de ma province, tenu en 1583, a ordonné au *tiltre du mariage* qu'on en usast ainsy à leur égard. Le concille de Trente exhorte, dans sa session 24, ceux qui veu-

1. Voy. Lemoine, *op. cit.* Append., IV, p. 291.

2. Qui disoit : « Les maitres et maitresses d'école seront tenus de conduire à la messe chaque jour leurs écoliers et écolières aux heures qui seront marquées, à cet effet, par les curés de chaque paroisse et si aucun des enfants y manque, les pères et mères en demeureront responsables sous les mêmes peines portées ci-dessus; et à l'égard des fêtes et dimanches, les pères et mères seront tenus de les y mener avec eux, soit qu'ils soient aux écoles ou qu'ils en soient sortis, à peine de 20 livres d'amende après une ou deux admonestations du curé et lorsque les dits enfants seront dans l'église, ils seront mis par les maitres et maitresses d'école dans les places qui leur seront assignées par les curés et vicaires, pour entendre les instructions et assister au service divin d'une manière décente.

lent se marier, à se confesser et à recevoir le Saint-Sacrement de l'eucharistie devant la célébration de leur mariage.

Comment donc pourroit-on administrer le sacrement de mariage à des gens qui font une profession publique de ne point reconnoître le sacrement de pénitence ny celui de l'eucharistie ?

Les protestants ne regardent le mariage que comme un contrat civil, je croirois que le roy pourroit ordonner que les mal convertys qui voudront se marier doresnavant seront obligez, après leur contrat civil passé en la manière ordinaire, de déclarer devant le juge royal de leur domicile, en présence de quatre témoins dignes de foy, domiciliez et qui scachent signer leur nom, qu'un tel prend une telle pour sa femme et que le juge royal leur donnera un acte de cette déclaration signé d'eux, de luy et des quatre témoins lesquels certifieroient du domicile aussi bien que de l'âge et de la qualité de ceux qui contractent le mariage et particulièrement s'ils sont enfants de famille ou en la puissance d'autrui, afin d'avoir, en ce cas, le consentement de leurs pères, mères, tuteurs ou curateurs, le tout conformément à l'édit du roy, concernant les formalitez qui doivent estre observées dans les mariages, donné à Versailles au mois de mars 1697.

L'article 10 de l'édit de 1685 *fait deffenses aux religionnaires de sortir leurs femmes et enfants du royaume, pays, et terres de l'obéissance du roy et d'y transporter leurs biens et effects sous peine, pour les hommes, des galères et de confiscation de corps et de biens pour les femmes.* Je crois qu'il faudroit adjouster à cet article des deffenses très expressees aux religionnaires, sous les mêmes peines, de favoriser directement ou indirectement l'évasion de leurs enfants mineurs hors du royaume, aussi bien qu'aux tuteurs et curateurs des dits enfants mineurs.

Il ne resteroit plus qu'à traiter la matière des biens des religionnaires fugitifs et d'examiner si il conviendrait de déclarer que S. M. les fera rendre à ceux qui voudront revenir dans le royaume pour y vivre jusques à ce qu'il ait pleü à Dieu de les éclairer, de la même manière que ceux qui y sont restés et dont S. M. toléreroit présentement la demeure dans ses estats, mais, comme cette matière est purement temporelle, je n'en parle point, croyant devoir m'en abstenir jusques à ce qu'il ayt pleu au Roy de me commander de luy en dire mon sentiment ¹.

1. Suit un Projet de Déclaration f° 287 et f° 289-310 un relevé des N. C. des doyennés du diocèse.

LES CHIFFRES DE M. L'ABBÉ ROUQUETTE

Étude sur les Fugitifs du Languedoc (Uzès) (1)

*Fabre Louis,
Fabre femme,
un enfant.*

Ouvrier en laine, né à Uzès, réfugié à Lausanne en 1698, âgé de 30 ans, avec sa femme et un enfant. Ce ménage vit de son travail (F. B.).

*Fabre Jacques,
Fabre femme,
née
Marguerite
Galafrès.*

Paie à la bourse des réfugiés de Lausanne, en 1697, un legs de 18 livres fait par sa femme Marguerite Galafrès, morte à l'hôpital de Lausanne en 1696.

Il est cité en 1698, âgé de 78 ans, comme fabricant de bas habitant Lausanne (F. P.). Un jeune enfant, Antoine Fabre, né à Uzès, âgé de 12 ans, dont les parents étaient fugitifs, fut pris et mis chez les frères de la doctrine chrétienne, où l'on payait pour lui 108 livres par an (A. H., C 274).

Était-ce le petit-fils de ce Jacques Fabre?

*Fabre André²,
Fabre femme.*

Le 21 juillet 1689, André Fabre, originaire d'Uzès dans le Bas-Languedoc, épousait

1. Voy. *Bull.* 1914-1915, p. 445 à 459. Nous réparons un oubli relatif à la famille d'Espérandieu.

« Le feu prince royal Guillaume-Auguste (frère du Grand Frédéric) avoit eu un valet de chambre français et protestant nommé Sperandieu; il étoit d'Uzès, où sa famille vit dans l'aisance et est considérée; marié à Berlin, il avoit toujours eu une conduite simple, régulière et honnête. Frédéric, persuadé qu'il avoit été sincèrement attaché au père, se persuada qu'il le seroit également au fils; ainsi, au lieu de lui donner une pension de retraite, il le plaça auprès du jeune prince royal » (Dieudonné Thiébaud, *Mes souvenirs de vingt ans de séjours à Berlin, ou Frédéric le Grand*, t. I, p. 315).

Ce Sperandieu (même nom qu'Espérandieu), étoit sans doute Jean d'Espérandieu qu'on croyait mort non marié. Sa famille, en effet, étoit à Uzès représentée par Jean, seigneur d'Aigaliers et de Labaume, qui avoit épousé Suzanne de la Rouvière. Il étoit un des habitués du Duché et s'y faisoit remarquer par l'élégance de ses vêtements, sa bonne éducation et son esprit distingué.

2. Un autre Fabre d'Alais, teinturier, est assisté à Lausanne, allant à Kœnigsberg avec sa femme, neuf enfants et quatre ouvriers ou domestiques. Ces quinze personnes ne sont pas citées par l'abbé Rouquette; il ne mentionne

née
Marie Scudelier.

à Brème Marie Scudelier, originaire de Montpellier (A. W.).

Fabre Catherine.

Le 22 mai 1696, le sieur Jean Fabre, chirurgien d'Uzès, a esté maintenu aux biens de sa sœur Catherine Fabre (A. H., C 312). Cette fugitive appartenait à une famille de docteurs très considérée dans le pays.

Faucher Jean.

D'une ancienne famille de ministres, pasteur lui-même, réfugié depuis la Révocation au pays de Baden, vint à Genève en 1702, pour faire une collecte destinée à élever un temple à Friedrichstadt où il était ministre de la colonie (F. P.).

Faucon Pierre.

Il y avait à Uzès plusieurs familles de ce nom, les unes nobles, les autres roturières.

Noble Antoine de Faucon, seigneur de la Devèze, eut un fils Pierre, né à Uzès en 1646, qui disparaît et laisse une maison à Uzès, sise rue de la Monnaie, en très pauvre état¹.

Le 12 décembre 1707 mourait à Uzès, Pierre Faucon², gentilhomme verrier, fils du fugitif. Pendant les guerres de religion, en 1622, un de leurs ancêtres, Faucon d'Uzès, avait l'ordre de commandement sur tous les gens qui étaient dans la ville de Saint-Afrique³.

*Faugères ou
Faugières
Baron Pierre (de),
baronne
de Faugères,
deux fils,
deux filles,
un gendre,*

Le baron de Faugères, appartenant à la grande famille de Narbonne Pelet, qui, bien que du Languedoc, n'était pas précisément du diocèse d'Uzès, mais, ayant hérité de son oncle, Pierre de Bargeton, de la terre et seigneurie de Cabrières, fief noble dépendant du château ducal d'Uzès et sa mère étant née de Bargeton, il peut avoir ici sa place.

que « trois garçons de Fabre, fugitifs d'Alais » ; font-ils partie des neuf enfants de ce Fabre ?

1. *Bulletin*, LX, 234.

2. Ses titres de noblesse ont été confirmés en 1670, M. Bernard, rapporteur. Porte : d'azur à deux tours maçonnées de sable, posées en face, surmontées d'un croissant et d'un faucon d'or.

3. *Bull.*, 1878, 112.

*un laquais,
une fille de chambre.*

Après la Révocation, il réalisa ses biens et vendit, en 1689, cette terre de Cabrières ainsi que ses droits, à Gabriel de Rossel, baron de Fontarèches, qui écrivait sur son livre de raison :

« Le 17 du mois de janvier, j'éleus le sieur Pierre de Larnac pour mon amy, avec la stipulation portée dans l'acte d'élection et retenu Martin, notaire d'Uzès et lui remis la convention en original et la copie de procuration du baron de Faugières; ainsy voilà une affaire finye pour moy et un service rendu à un honnête homme. »

Ceci ferait supposer que M. de Fontarèches, en confiant à Pierre Larnac, son mandataire, les papiers concernant la vente de Cabrières, savait qu'ils seraient remis par son frère, Michel Larnac, fugitif entre les mains du baron de Faugères.

Il avait comme autres créanciers, dans le diocèse, ses fermiers. On lui devait 5 736 francs, dont une somme de 700 francs pour une terre affermée à Montaren (A. N., TT 260-viii).

En 1693, le baron de Faugères était à Fribourg-en-Brisgau; il mourut à Berlin en 1694.

L'Électeur de Brandebourg l'avait nommé Conseiller de cour et de légation¹. Comme M. de Mirmand, il avait contribué à améliorer le sort des fugitifs. Dans les manuscrits Dieterici, liste de Berlin 1698, on trouve : « La dame veuve de Messire de Narbonne, baron de Faugères, conseiller d'Ambassade de S.A.E., une fille de chambre, un laquais réfugiés à Cologne, fugitifs de Nîmes ». Avec leurs parents étaient partis deux filles et deux fils qui prirent du service à l'étranger².

*Fauquier David,
Fauquier femme,
trois enfants.*

Facturier réfugié d'Uzès, dans la colonie de Werder, avec sa femme et trois enfants (M. D., 1700).

1. Madame de Chambrier, *Henri de Mirmand*, 53.

2. Un des fils resta en France, il s'appelait de Sourlan, colonel de cavalerie, il avait eu une jambe emportée au siège de Lille et mourut en Italie en 1705 (A. N., TT 134-vi).

Faure Jacques.

Né à Uzès, âgé de 65 ans, réfugié à Lausanne où il vit de ses rentes (F. B.); il appartenait à une vieille famille du pays ¹.

Faux, Marie de.

Originaire d'Uzès, femme de Lambert Francillon du Dauphiné, a un fils Philippe, baptisé à Berlin le 21 mars 1748 (A. W.).

Ferrier Isaac.

Fugitif, laisse à Uzès une maison sans rentier, abandonnée, à la traverse de la dougue ².

Ferrier Catherine.

Fille de Jean Ferrier, venue d'Uzès, âgée de 24 ans, réfugiée à Lausanne en 1678 (F. B.).

*Ferrier François,
Ferrier Pierre,
Ferrier Jacob,
Ferrier François.*

Fils de Pierre Ferrier et de Marguerite Nougarede, boucher d'Uzès, fugitif avec ses trois fils; est nommé bourgeois de Genève en 1705, moyennant 4 200 florins, 10 écus pour la bibliothèque, 4 fusils, 4 gibecières (A. Covelle, *Livre des bourgeois de l'ancienne Genève*).

*Ferrier André,
Ferrier femme,
née
Isabeau Fourcade.*

Etaminier originaire d'Uzès en Languedoc, réfugié à Berlin avec sa femme Isabeau de Fourcade ³, de Saint-Ambroix, fait baptiser à Berlin, le 18 janvier 1701, sa fille Anne-Marguerite (A. W.).

Fesquet Antoine.

Cardeur, partit d'Uzès, n'y laissant aucun bien (A. H., C 274).

*Fesquet Jean,
Madame Fesquet,
née Galafrès.*

Riche facturier; à son départ les clavaires jouirent de ses biens par décret, puis on en donna une partie à M^r Galafrès, notaire de Saint-Chaptes, pour le récompenser d'être resté dans le pays, car presque toute sa famille était fugitive. Jean Fesquet laissait une maison estimée 600 livres et une terre avec colombier, située à Saint-Chaptes, for-

1. Prosper Falgairolle, *Armorial de Nîmes, Alais Uzès*. Armes de la famille Faure : De sable à une bande lozangée d'or et de sable.

2. *Bull.*, LX, 234.

3. Isabeau Fourcade ou Forcade, n'est pas citée dans les listes de Saint-Ambroix, de l'abbé Rouquette.

mant un bien considérable. Nous le trouvons à Lausanne en 1698, âgé de 42 ans, avec sa femme; il y fait un don de 4 livres par mois pour les pauvres réfugiés; sa femme est affiliée à la direction de la bourse des réfugiés en octobre 1698 (F. P.). En quittant Lausanne, Jean Fesquet alla à Winterthur, puis à Magdebourg, où il s'associa avec les frères Meffre et d'autres marchands venus d'Uzès (Toll. III, I^B 292).

Fesquet Jacques.

Né à Uzès le 19 août 1660, fils de Jacques Fesquet et de Marguerite Serre, neveu de Jean Fesquet, alla retrouver son oncle en Suisse et s'établit en famille dans une maison à Zurich, sur la Sibilz, où il travaillait de son métier de cardeur, réunissant autour de lui des ouvriers d'Uzès qu'il employait (Jaccard, *Église de Zurich*).

Flandin.

Réfugié d'Uzès établi à Orbe (canton de Vaud en 1748 (F. P.).

Flottier ou Floutier
Étienne,
Flottier Jean
frères.

Ménager. « Le 16 mai 1678, après la publication dans le temple de Blauzac pendant trois dimanches consécutifs et n'ayant eu aucune opposition, dans le temple d'Uzès, par M. Pepin, ministre, a esté bény le mariage d'Estienne Flottier, mesnager âgé de 38 ans, fils de feu Jean Flottier et de Marguerite Reynaud et de Anne Javoulette, fille du sieur Jean Javoulet, cardeur, et de Louyse Roucaute d'Arpaillargues d'autre part » (État civil d'Uzès).

Étienne et Jean ayant voulu fuir, furent dénoncés et arrêtés aux portes d'Uzès.

Étienne, emprisonné à Nîmes, de là transféré à Montpellier où l'on fit son procès, mourut en prison en 1700 (A. N., TT 337-vi). Ses biens furent saisis, sa maison, ses terres d'Arpaillargues furent affermées à un certain Félix (A. N., TT 285-lvi). Il laissait pourtant 5 enfants : Jacques, Pierre, Jeanne, Marie, Gabrielle, nés à Uzès.

Quant à Jean, pris en même temps que son frère, emprisonné comme lui, on l'accusa

d'avoir instruit des gens dans la R. P. R. Il fut condamné à mort et pendu à Nîmes en 1702.

L'abbé Rouquette les cite comme fugitifs, ignorant sans doute qu'ils n'ont pu quitter la France, mais que la découverte de ce désir leur coûta la vie. Ayant eu leurs biens confisqués, ils sont sur certaines listes, ce qui a fait l'erreur.

Foissac (de)
Jean-Louis,
Madame de Foissac,
née de Ville.

La famille de Thoulouse avait la seigneurie de Foissac depuis le xvi^e siècle, époque où Nicolas de Thoulouse, écuyer, l'avait achetée ainsi que le château, au duc d'Uzès, le 13 février 1553 et en portait le nom. François de Thoulouse-Foissac, avocat à Uzès, épousa, le 21 janvier 1633, Philippe Bonhomme et en eut plusieurs enfants, dont deux fils Jean-Louis et Charles, maintenus dans leur noblesse avec leur père, par jugement souverain du 30 septembre 1680¹. A cette époque, son fils aîné était mort au service du roi. En 1658, François de Thoulouse-Foissac était secrétaire du synode, diacre du consistoire et receveur des deniers des pauvres en 1682.

Nous trouvons quelques notes le concernant à diverses époques. Avant la Révocation on disait de lui : « Noble François de Thoulouse est seigneur de Foissac, sa famille n'est pas antienne, il est avocat et assez intelligent » un de ses fils est mort au service (A. H., CC 45). Après la Révocation : « Le sieur de Foissac fait assez bien son devoir, deux enfants² au-dessus de 20 ans mauvais converti dangereux » (*Bull.*, XXIX, 35). « Le sieur de Foissac fait assez bien son devoir, il a quatre enfans, l'aîné n'est de retour de Carcassonne que depuis un mois et prétexte une maladie pour ne point aller à l'église. Le second, Meirargues Foissac, très obstiné et très dangereux. Il est à Toulouse depuis trois

1. D'Albiousse, *Les fiefs nobles du château ducal d'Uzès*. Armes : de gueules au lion d'or écartelé de gueules au lion d'argent.

2. Il n'était là question que des deux fils.

semaines et l'on doute si ce n'est pas pour les affaires de la religion. Les deux filles mal converties » (A. H. CC 271).

Le 22 juin 1673, noble Jean Louis de Thoulouse, seigneur de Foissac, fils de noble François de Foissac et de Philippe de Bonhomme épousait à Uzès demoiselle Ève de Ville, fille de noble Bonaventure de Ville et de Marie de Fabre¹.

A son retour des prisons de Carcassonne, apprenant que son frère était prisonnier dans la citadelle de Montpellier et menacé de nouveau, il partit pour l'Angleterre. Il laissait à Uzès une maison, un mas avec ferme, cour, pigeonnier, olivettes, le tout estimé 4 000 livres et qui fut saisi. Nous le trouvons, en 1698, en Angleterre, capitaine dans le régiment « La Caillemotte's Foot » (Agnew II, 90). Sa femme, quelque temps après lui, partit pour le rejoindre; comme elle ne revenait pas, le 18 octobre 1686, par un acte, on déclara que Monsieur de Foissac² d'Uzès n'ayant pas dit que sa belle-fille était fugitive, les biens de la dite belle-fille seraient saisis (A. H. CC 249).

Foissac James de.

Fils de Jean Louis de Foissac et d'Ève de Ville vint rejoindre ses parents en Angleterre; il était directeur de l'hôpital français de Londres en 1731 (*Hug. Soc. Lond.* X, 145).

*Foissac Charles de,
seigneur
de Meirargues.*

Fils cadet de François de Thoulouse seigneur de Foissac et d'Ève de Ville, homme ardent, entreprenant et religieux, redouté de Basville fut, dès son retour de Toulouse en 1687, enfermé dans la citadelle de Montpellier. Le 1^{er} août 1690, il était cautionné par Salomon d'Hubac, seigneur de la Croizette; toujours détenu il fut de nouveau cautionné par Laurens Nicolas, chevalier de Montpellier. Il était alors très malade, cette longue détention l'ayant cruellement éprouvé, on le remit en liberté; il quitta la France et alla

1. Jean Louis, seigneur de Foissac, était diacre du consistoire d'Uzès.

2. François de Thoulouse, seigneur de Foissac, mourut à Uzès le 4 février 1697, âgé de 90 ans.

auprès de son frère, il servit en Angleterre dans le régiment « Cambon's Foot » (Agnew II, 88).

Foissac Louise de.

Louise de Foissac, demoiselle noble, assistée à Londres en 1702 (F. P.). Elle était la sœur de Jean Louis et de Charles de Foissac, héritière de leurs biens, mais, à la mort de son père ayant quitté Uzès, ces mêmes biens furent saisis. Elle mourut à Londres et son testament en faveur d'un parent resté en France et converti fut exécuté. La terre de Foissac fut laissée au comte de Ginestous qui, le 1^{er} octobre 1737, fit demander par M. le duc d'Uzès la permission de la vendre. L'autorisation accordée le 19 mars 1738, François de la Rouvière l'acheta et en prit le nom, la famille de Foissac étant éteinte en France.

Folcher Jean,
seigneur
de Montaren,
Madame Folcher,
née Rose
de Boileau,
leurs enfants.

La famille Folcher embrassa la Réforme et fut toujours dévouée à sa cause. En 1552, Mathieu Folcher, qui fut consul en 1572, prêta une prairie pour la célébration du service des réformés dont la doctrine commençait à se répandre. David Folcher, né à Uzès en 1613 mort en 1679, seigneur de la Flesque Royale, acheta en 1672 à Louise d'Albenas, épouse de Gilbert de Porcellet, marquis de Baye, une partie de la seigneurie de Montaren. De sa femme Jeanne Despierres il eut douze enfants. L'aîné Jean, seigneur de Montaren, de Saint-Médiers de la Flesque Royale, épousa, le 28 septembre 1675, Rose de Boileau : ils eurent six enfants, quatre fils et deux filles nés à Uzès. A la Révocation, pressé d'abjurer et ne le voulant pas, surveillé et menacé de la prison, il sortit d'Uzès comme pour aller à sa terre de Montaren ; il en partit la nuit et n'y revint jamais. Quand on sut que Jean Folcher était fugitif, commencèrent les saisies de ses biens. Les 29, 30 et 31 janvier 1684, les meubles, tentures en cuir de Cordoue et la tapisserie furent vendus 800 livres aux enchères à Nîmes par ordonnance d'huissier. Les récoltes furent saisies, le 30 juillet de la même année ce sont ses blés, le 2 septembre sa ven-

dange, la vente de ses prés et de ses maisons (A. H., C. 342), dont une où il logeait au Mazeau neuf, pour la somme dérisoire de 2 000 livres. On s'empara aussi de sa terre et seigneurie de Montaren, de sa métairie de Fontainebleau, le tout estimé 23 750 livres. Il lui était dû par noble Philippe de Gondin et autres personnes, plus de 12 000 livres d'obligations qui furent saisies. C'était réduire cette famille à la misère. Les quatre jeunes garçons, — ils étaient âgés en 1685 de 5 à 10 ans, — Jean Scipion, Marc Anthoine, Michel-Philippe qu'on appelait Varangles, du nom d'un fief de son père, furent placés chez le sieur Malzac, régent des écoles, moyennant 8 livres par tête et par mois; celui-ci ne fut pas payé et s'en plaignit. Basville rendit alors, le 1^{er} mars 1687, une ordonnance pour qu'il fût payé sur les biens saisis de leur père; de son côté, Monseigneur Poncet de la Rivière, évêque d'Uzès, réclamait 400 livres pour payer M. Malzac (A. H., C 167). En même temps leur tante Louise Folcher, fille de feu sieur David Folcher et de Jeanne Despierres, vieille fille muette, demandait une partie des biens de son frère Jean Folcher fugitif, disait-elle, depuis le 4 octobre 1685, ayant laissé quatre jeunes enfants mis entre les mains du sieur Malzac, précepteur de la jeunesse d'Uzès, lesquels sont réduits en pitoyable état, n'ayant pas d'habits pour couvrir leur nudité, sans ressources, elle-même est à la charge de sa sœur (A. H., C 167).

Jean Folcher se retira en Hollande; en 1695, il était étudiant à Leyde¹. La femme n'avait pu suivre son mari, étant malade, mais elle quitta Uzès peu après, faisant partie d'une petite bande conduite par un guide et organisée par sa tante Rose de Boileau, Madame de Perrotat, réfugiée en Suisse. Leur fils aîné Jean Scipion et son frère Marc Anthoine, pour faire lever la saisie des biens de leur père, adressèrent une supplique à M. de Basville,

1. Johannes Folcher de Montaren, jurisconsultus Gallus, étudiant à Leyde (F. P.).

déclarant que, quoiqu'étant enfants, leur père s'était absenté de la maison sans faire savoir où il est, ayant abandonné sa femme et ses enfants, ne leur ayant laissé aucun effet pour leur subsistance que seulement un petit domaine au terrain de Saint-Firmin et quelques droits seigneuriaux avec un autre petit domaine au lieu de Montaren.

A la suite de cette requête, l'intendant accorde le 16 juin 1686 une provision de 600 livres sur les biens saisis. « Le receveur des tailles aura à payer cette somme à l'aïeule des enfants de Jean Folcher, Catherine de Boyer, veuve de Jean de Boileau qui les garde et pour leur entretien ». Ceci fait supposer qu'à cette époque leur mère était partie.

A la faveur d'un arrêt de 1690, Jean Scipion rentra en possession de la seigneurie de Montaren, mais les autres enfants et toute la famille vivaient dans la gêne, une partie des biens du fugitif était mis en séquestre, même à David Folcher on avait saisi une somme de 600 livres à cause de la fuite de son fils Jean. Aussi la veuve de David Folcher, Jeanne Despierres, adressa-t-elle une requête pour la réclamer. En 1700, nous lisons dans les actes de l'Église de Nimègue : « Folcher de Montaren Jean, natif d'Uzès, ancien avocat au parlement, réfugié depuis douze ans, a des enfants sortis depuis peu de France, demande des secours ». Il est probable que ce furent ses plus jeunes enfants qui vinrent le retrouver, car les deux aînés restés à Uzès s'y marièrent. Jean Scipion épousa, le 21 décembre 1707, Catherine Gilly de Gaujac et son frère Marc Antoine, Elisabeth Rafin.

*Folcher Scipion,
Madame Folcher,
née Jeanne
de Sabatery,
six enfants,
Catherine,
Jeanne,
Marie,
David,*

Était le frère de Jean Folcher et le second fils de David Folcher et de Jeanne Despierres. Il fut baptisé à Uzès le 5 avril 1631, il s'y maria vers 1677 et continua le commerce de laine de son père. Il eut six enfants, d'abord trois filles : Catherine, baptisée le 29 janvier 1678, Jeanne, baptisée le 28 août 1679, Marie, baptisée le 30 septembre 1680; puis trois fils, David, baptisé le 18 octobre 1681.

*François,
Scipion.*

François, baptisé le 3 septembre 1682 et Scipion, baptisé le 5 mai 1685, tous nés à Uzès.

Peu de temps après la Révocation, Scipion Folcher partit avec sa femme et ses enfants, allant d'abord en Angleterre. Le 26 juin 1687, dans l'église de La Savoye à Londres, le mari et la femme firent publiquement amende honorable pour avoir signé une abjuration de leur religion. Sur les instances de Jean de Sabatery son beau-frère qui était un des premiers réfugiés de Magdebourg et notaire de la colonie de cette ville, Scipion Folcher alla s'y établir avec sa famille. En 1711, il était cité comme un des plus importants marchands manufacturiers de la colonie de Magdebourg (Toll., III^B, 380).

*Folcher François¹,
Madame Folcher,
née Louise Pagès.*

Fils de David Folcher et de Jeanne Despierres, frère des précédents, fut baptisé à Uzès le 20 mars 1658. Il embrassa le saint ministère et se réfugia en Angleterre, où il fut naturalisé en 1691. Nous le trouvons ministre à l'Église du Quarré à Londres, en 1694. Il avait épousé à Uzès Louise Pagès. (Agnew I, 62, Papiers Ogilvy).

*Folcher Marie,
Folcher Judith.*

Sœurs des précédents, filles de David Folcher et de Jeanne Despierres, Judith fut baptisée à Uzès le 3 octobre 1653 et ce fut sa sœur Marie qui la présenta au baptême. Elles quittèrent Uzès en suivant leurs frères en Angleterre où elles restèrent. Le 16 septembre 1687, noble Henry et Guillaume Folcher ont été maintenus aux biens de Marie et Judith leurs sœurs, conformément à l'édit donné par Sa Majesté au mois de décembre 1689 (A.H., C 316). On donna d'autant plus facilement les biens des fugitives à leurs frères, que Guillaume, lieutenant au régiment du Languedoc, compagnie de Monsieur de Roquefort, avait abjuré entre les mains de Bossuet, le 13 juillet 1687 (A.H., C 167).

Dans cette famille de douze enfants, sept

1. Le nom est souvent orthographié Folchier et Faulchier.

quittèrent le royaume à la Révocation, savoir trois fils, Jean, Scipion, François; quatre filles Marie, Judith, Louise mariée à David Danger, fugitive avec lui et une autre sœur qui avait épousé Jean Roux de Castres, procureur à la Chambre de l'Édit, aussi réfugiée avec lui à l'étranger.

Cinq de ces Folcher étaient mariés, ils partirent emmenant avec eux leur famille. Seul, Jean Folcher, seigneur de Montaren, laissa deux fils à Uzès. Les fiches Rouquette ne signalent que lui comme fugitif.

Fontanès Pierre.

Fugitif, peigneur de laine, laisse à Uzès un mas et une vigne qui sont saisis et évalués 300 livres (*Bull.* VIII, 34).

Fontanieu¹ Jacques.

En 1703 mourait, aux environs de Magdebourg, Jacques Fontanieu d'Uzès, cardeur, qui avait porté la chaîne des forçats (*Toll.* III I^A, 682).

Fontanieu veuve,
Fontanieu
Catherine.

Catherine, fille de Jean Fontanieu et Barthélemy Dumasse, fut baptisée à Uzès le 21 juillet 1671; nous la trouvons, après la Révocation, avec sa mère, dans la colonie de Wesel (M. D., 1700).

Fontarèches Jérémie,
Fontarèches Pierre,

Fontarèches
femme,
cinq enfants,
dont Jacques.

Était d'une bonne famille bourgeoise d'Uzès; mais qui n'avait aucun rapport avec celle de François de Rossel d'Aubarne baron de Fontarèches. Jérémie Fontarèches était lieutenant de juge; mais il dut se démettre de ses fonctions et sortit du royaume en 1707. Son fils étant nouveau converti fut nommé à sa place. Jérémie petit à petit avait emprunté sur ses biens à un certain Avinens, pensant pouvoir revenir reprendre ses biens et payer ses dettes; mais il mourut à l'étranger en 1718, son acte de décès fut introuvable, son fils Pierre renonça à la succession et s'enfuit à son tour. Avinens réclama ce qu'il avait prêté;

1. Plusieurs Fontanieu étaient réfugiés à Magdebourg. L'un, Jean Fontanieu, de Nîmes, dit de Languedoc, menuisier-ébéniste, Pierre Fontanieu de Saint-Ambroix, avec sa femme et deux enfants, en 1687, prête serment à Magdebourg (*Toll.* III, 2), tous omis dans les listes Rouquette.

sur un refus il fit saisir les biens acquis à un prix dérisoire par les prêts qu'il avait faits, sous prétexte que Jacques, fils de Pierre et petit-fils de Jérémie, était aussi hors du royaume. Les fermiers de la régie des biens des religieux fugitifs réclamèrent en 1735 les biens laissés par les Fontarèches. M. de Cambis qui en fut averti, écrivit de Londres, le 11 avril 1738, au comte de Saint-Florentin :

Comme je compte, Monsieur, sur l'honneur de votre aide, je prends la liberté de vous supplier très humblement de vouloir rendre service au marquis d'Orsan¹, mon parent au sujet d'une créance qu'il a sur les biens de Jérémie Fontarèches de Blauzac qui sont saisis par la régie, au préjudice des dettes. Vous estes déjà informé de cette affaire. Je vous seray sensiblement obligé des égards que vous voudrez bien avoir à ma recommandation, en vous suppliant d'estre bien persuadé de mon profond attachement avec lequel j'ay l'honneur d'estre plus que personne, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

M. de Saint-Florentin répondit qu'en effet il connaissait l'affaire, qu'il ne la trouvait pas trop bonne et que c'était pour cela qu'il avait différé de la faire rapporter (A. N., II 524-v et 135-ix). Les biens des Fontarèches restèrent aux fermiers de la régie.

*Frainquièrre*².

Fille de Jacques et d'Anne Bonnafous, meurt à l'hôpital des réfugiés à Lausanne le 21 février 1693 (F. P.).

*France*³ *Daniel*,
femme France,
née Marie Luse,
France Jean.

Le 18 juillet fut baptisé à Berlin Jean fils de Daniel France, originaire d'Uzès, et de Marie-Luse originaire d'Anduze en Languedoc (A. W.).

1. Orsan dépendait de la viguerie de Bagnols, un Cambis en était seigneur.

2. Ce nom est mal orthographié, ce doit être Trinquière.

3. A Brème, le 12 juin 1690, fut inhumé Anthoine France, du lieu de Castelnau, près d'Uzès, âgé de 28 ans (A. W.). Le 28 septembre 1700, fut baptisée Marguerite, fille de Denis France et de Marie Deleuze d'Anduze (A. W.). Denis France est seul cité dans les listes Rouquette.

*Froment Jacques.
Pierre de.*

Le premier Froment qui vint à Uzès au commencement du xv^e siècle faisait partie de la maison de l'évêque d'Uzès; c'était, dit-on, le barbier et l'homme de confiance de Monseigneur. De sa nombreuse famille sont sorties toutes les branches des Froment. Un de ses fils fut le fameux peintre primitif Nicolas de Froment qui signait un de ses tableaux en 1461 et dont certaines œuvres sont au musée du Louvre. D'autres embrassèrent l'état ecclésiastique, d'autres enfin furent notaires, ou marchands. Chacun suivant sa voie eut des fortunes diverses; mais leurs descendants se considérèrent comme parents et eurent les mêmes armes¹. Une partie de la famille de Froment resta fidèle à ses premiers protecteurs les évêques, l'autre se dévoua à la famille ducale et, comme elle, embrassa la Réforme. Denis Froment fils d'autre Denis Froment dit de la Place², seigneur de Sagriès, né à Uzès en 1630, s'y maria vers 1655 avec Marguerite d'Accaurat d'une des bonnes familles bourgeoises du pays. Ils eurent douze enfants. L'aîné de leurs fils Jacques-Pierre naquit à Uzès le 3 février 1661 et y fut élevé. Le duc d'Uzès Emmanuel qui le protégeait le présenta à Versailles, où sa noble prestance fut remarquée; il avait cinq pieds six pouces, une belle figure, et il fut admis jeune dans les gardes de Louis XIV. A la Révocation, pressé d'abjurer s'il voulait rester dans l'armée, il refusa et revint dans sa famille, pensant y être en sûreté, mais son père, mal noté, était très surveillé. Basville, dans ses fiches, le signale ainsi : « Froment, capable d'entreprendre. Hardy et dangereux par ses fréquents voyages, il serait à propos de lui oster la commission que lui a donné le sieur Verchand de la régie des biens des fugitifs » (A. H. C 273). Denis Froment avait alors six enfants, quatre fils et trois filles qui, s'étant concertés en-

1. D'azur à 3 gerbes d'or liées en pal. (Falgairolle, *Armorial de Nîmes, Alais-Uzès.*)

2. Ce surnom lui venait de ce qu'il habitait sur la place et pour le distinguer des autres Froment. Cette vieille maison patrimoniale s'étant effondrée en 1803, les papiers de famille disparurent.

semble, se déterminèrent à partir, suppliant leurs parents de ne pas mettre opposition à leur désir.

La date fut fixée et de tout le triste exode des Uzétiens, jamais départ ne fut plus simple et plus poignant, car, au dernier moment, le cœur de Denis Froment faiblit; il ne put se séparer de son fils Salomon, et, comme Jacob, il garda près de lui son dernier né. Les cinq fugitifs se mirent en route de grand matin, un jour d'été, comme s'ils allaient passer la journée à leur domaine de Sagriès, les jeunes filles montées sur des ânes portant à côté d'elles des paniers contenant des provisions et qui cachaient des paquets de vêtements. Leurs frères les accompagnaient à pied, ils longèrent une petite traverse, passèrent par les rues tranquilles et sous la porte de la Barrière, pour sortir de la ville, sans éveiller aucun soupçon. Ils s'arrêtèrent à Sagriès en attendant le soir, reprirent alors la même route, comme s'ils retournaient à Uzès; mais à mi-chemin ils suivirent celle qui les conduisit à Avignon d'où ils s'enfuirent et ce fut pour toujours. Un guide leur avait été envoyé par des parents réfugiés, qu'ils allaient retrouver à Genève. Pierre chercha à prendre du service et obtint un emploi dans un régiment d'infanterie du prince d'Anhalt; il fut tué, capitaine de grenadiers, au siège de Stralsund comme il montait à l'assaut (ms. A.).

Froment Paul de.

Naquit le 19 février 1664 à Uzès où il fut élevé avec son frère. Comme lui, fort bel homme, ayant six pieds un pouce, une belle prestance, il fut aussi dans les gardes du corps de Louis XIV. A l'époque de la Révocation il revint avec son frère à Uzès et le suivit à Genève. Il prit du service dans le régiment d'Anhalt, faisant partie de l'armée du prince Eugène. Il se battit vaillamment à Turin, forçant le retranchement des lignes ennemies à la tête de son régiment; le roi de Sardaigne le félicita, le prince Eugène et le duc de Savoie lui donnèrent les plus flatteurs témoignages d'estime. De retour à Berlin il eut le

grade de colonel et fut fait chevalier de l'ordre du Mérite militaire. Il s'était trouvé à treize sièges et à de nombreuses batailles. Le 23 décembre 1690, ses biens furent donnés à M. Rodolphe de Larnac¹ lieutenant principal en la cour; ils provenaient d'un legs fait par son grand-père mort en 1682. Dans son exil il eut la douleur de perdre son père : « Denis Froment est mort le 12 may 1695 âgé de 65 ans sans recevoir les sacrements ». (État civil d'Uzès.) En 1710 Paul de Froment fut nommé de la maison du prince royal et du nombre des officiers qui mangeaient à sa table. Le roi Victor-Eugène de Savoie faisait de lui le plus grand cas et le prince Eugène, après la levée du siège de Turin où Paul de Froment se signala, lui écrivit une lettre qui seule suffirait pour faire connaître son mérite et faire son éloge (*Mémoire des hommes sçavants de la ville d'Uzès* (A. H., C. 45). Le 17 avril 1720 le père du grand Frédéric-Guillaume I^{er} lui donna le gouvernement de la principauté de Neufchâtel en Suisse avec le grade de lieutenant général. Il vit pendant son gouvernement s'élever des troubles que M. de Struckédé, envoyé de Clèves vint calmer (Erman VIII, 216). M. de Froment gouverna avec sagesse et remplit ses fonctions jusqu'à sa mort, laissant de grands regrets. Il s'éteignit au château de Neufchatel le 12 février 1737, âgé de 72 ans. Il avait épousé à Berlin, le 29 janvier 1700, Marie Godefroy, fille de César Godefroy et de Marie Petit, d'une des meilleures familles de la Rochelle qui avait donné des maires à cette ville. Ils eurent un fils Paul né le 1^{er} avril 1701, (A. W.) qu'ils perdirent enfant, puis trois filles. L'aînée seule se maria avec M. de Missy et n'eut pas d'enfant, les deux autres moururent vieilles filles dans un âge avancé et très considérées. Ayant gardé de bons rapports avec leurs parents d'Uzès elles laissèrent leur fortune à Denis-Daniel Froment leur cousin germain, fils de Salomon de Froment. Il eut

1. Rodolphe de Larnac n'était pas un parent; mais ce don lui fut fait comme récompense de son zèle à poursuivre et dénoncer les sujets réformés du roi.

dans l'héritage les deux portraits de Paul et de Denis qui revinrent ainsi en effigie dans leur pays. Cette triste nouvelle de la mort du gouverneur de Neufchatel fut ainsi communiquée par le Conseil d'État de Neufchatel à LL. EE. de Berne, Zurich, Fribourg et Soleure.

Du 12 Février 1737.

Aux Magnifiques et Puissants Seigneurs Messieurs les Avoyer et Conseil de la ville et canton de Berne, Nos bons voisins, anciens amis, alliés et perpétuels combourgeois.

A Berne.

Magnifiques et Puissants Seigneurs quoi que nous dussions nous attendre depuis longtemps à perdre Monsieur de Froment, notre gouverneur, vu les infirmités dont il étoit accablé depuis plusieurs années, nous n'avons pas laissé d'être extrêmement sensibles à sa mort arrivée la nuit dernière, puisque nous perdons en luy un chef que la douceur de ses mœurs, la bonté de son cœur et son attachement au service de son auguste souverain nous rendoyent aussi cher qu'il nous étoit respectable par le caractère dont il étoit revêtu. Son application, d'ailleurs, à entretenir avec VV. EE. la plus parfaite intelligence, qui nous étoit connue, redoubleroit notre amour et augmenteroit infiniment nos regrets si nous n'étions persuadés, que, ne faisant en cela que suivre les ordres exprès qu'il en avoit du Roy, il sera du bon plaisir de sa Majesté de les continuer et réitérer à celui qu'elle nommera pour luy succéder. En attendant M. et P. S. et pendant que l'administration des affaires restera entre nos mains, nous observerons très ponctuellement les sus-dits ordres et ne négligerons rien pour contribuer autant qu'il dépendra de nous à resserrer de plus en plus, les nœuds des alliances qui nous lient avec VV. EE. et à les entretenir par la plus parfaite union. Nous osons nous flatter de vous trouver dans les mêmes dispositions, et nous vous prions de croire que nous sommes toujours très parfaitement,

Magnifiques et puissants Seigneurs, de vos Excellences,

Les bien affectionnés, bons voisins, anciens amis, aliez et perpétuels combourgeois. Le Président et les gens de Conseil d'Etat étably par S.

M. le Roy de Prusse dans la Souveraineté de Neufchatel et Valangin.

Signé : P. CHAMBRIER.

En Conseil tenu au château de Neufchatel, le 12 février 1737¹

Le 14 février eut lieu l'ensevelissement; le manuel du Conseil d'État précise l'endroit où Paul de Froment fut enterré, à côté de M. de Lubières, dans un cimetière qui fut désaffecté en 1760; le collège des Terreaux a été construit sur son emplacement. Les pierres tombales des trois gouverneurs de Neufchatel, Lubières, Froment et Natalis ont été recueillies et encastées dans le mur de soutènement du préau extérieur. Sur celle de Paul de Froment sont ses armoiries et cette épitaphe:

*Quem
Prudentia Rei Militaris et Civilis
Fides, Fortitudo, Probitas
Regi acceptissimum
Ecclesiae, Populis Federatis
Gratissimum Praestitere
Paulus de Froment Eques,
Principatui Praefectus generalis
Copiarum Regis Chiliarchus,
Gente Clara
Quae Lucis Evangelicae
Ecclesiae Genevensi
Primum dedit Instauratorem²
oriundus
Hoc reconditur Tumulo.
Obiit die XII Febr. anno MDCCXXXVII
Aetatis LXXII.*

Ce fut un autre Uzétien, Philippe de Brueys de Bezuc, colonel et chevalier de l'ordre de la Générosité, qui succéda comme gouverneur de Neufchatel à Paul de Froment.

1. Extrait des Missives, vol. 23, p. 295-296 (Bibliothèque du canton de Neuchâtel).

2. Cette phrase indique que l'on considérait ce Froment de la même famille que le réformateur *Anthoine Fromment*, auteur des *Actes et gestes merveilleux de la cité de Genève, nouvellement convertie à l'Évangile*, publiés par G. Revilliod en 1854 (Genève, G. Fick).

Froment Denis de Naquit à Uzès, le 23 octobre 1672, frère des précédents et fugitif avec eux. Arrivé à Genève, il prit du service et devint lieutenant-colonel des dragons de Bayreuth. Sa valeur morale, sa distinction et son savoir le firent choisir pour être le gouverneur du margrave de Bayreuth. A la mort de son père, en 1690, ses biens furent en distribution et sa mère en jouit pour sa dot (A. H., C. 274). Il avait épousé Anne-Justine Labes, dont le père, réfugié à Berlin, s'occupait de la fabrication de l'alun (Erman, V, 219). Il eut une fille, Marie-Anne. Denis de Froment mourut à Berlin, en 1722, le 2 janvier.

Froment Marguerite de. Elle fut le premier enfant de Denis Froment et de Marguerite d'Accaurat et naquit à Uzès le 17 mars 1659. D'une très grande beauté, elle se maria avec un riche Hollandais nommé Lemaire, elle n'eut pas d'enfant.

Froment Yolande² ou Violette, de. L'enfant qui naquit à Denis Froment après Paul, fut une fille nommée Yolande qui fut baptisée à Uzès, le 10 septembre 1677; elle eut pour parrain et marraine M. Daniel de Verchand, conseiller du roy et receveur des finances en Vivarais et Yolande de Clauzel, sa femme. Aussi belle que sa sœur, elle épousa le réfugié Nadal, établi banquier à Turin, puis à Gênes et mourut sans laisser de postérité.

Froment Denis-Daniel, de, dit le Suisse.

Le dernier fils de Denis de Froment, Salomon, resté à Uzès auprès de son père, épousa une demoiselle Guiraud de Vendras. Son second fils, voulant suivre la carrière militaire sans abandonner sa religion, dut quitter Uzès et prendre du service à l'étranger. Son cousin Angeli le fit entrer dans le régiment d'Audibert, où lui-même servait et qui avait été formé par la reine Anne pour

1. Froment David cité dans les fiches Rouquette, probablement par erreur, pour Denis.

2. Le nom de Yolande est écrit Violande dans l'état civil. Comme la grand'tante de cette jeune fille s'appelait Violette Angeli, il est possible que Violande se soit modifié en Violette.

les réfugiés auxquels le roi de Sardaigne laissait la liberté d'exercer la religion réformée. Denis Daniel quitta l'armée avec le grade de capitaine et vint à Neufchatel auprès de ses cousines germaines, filles du gouverneur Paul de Froment. En 1763, il obtint des lettres de naturalisation et le droit de prendre bourgeoisie à Neufchatel gratis¹. Il plut au successeur de son oncle, Milord Keith, maréchal d'Écosse, avec lequel il voyagea. Ce dernier l'engagea à se marier avec une jeune Turque nommée Emmetah-Ulla, prise dans Oczakow² et faisant partie du butin dans l'armée russe où servait le frère cadet³ de Milord Maréchal⁴ et de laquelle il lui avait fait présent. Ce mariage, aussi peu assorti, alla fort mal. M^{me} de Froment reprochait à son mari de n'être qu'un petit cadet de Gascogne, et lui, avait des raisons graves pour se plaindre de sa femme. Le divorce fut prononcé entre les deux époux le 12 janvier 1765. Elle se retira à Berlin, où elle tenait un état de maison fort honorable, protégée par son premier protecteur, Milord Maréchal, dit M^r de Daupmartin⁵ qui l'avait vue pendant l'émigration, alors fort âgée. Elle vécut jusqu'après cent ans, ayant conservé jusqu'à la fin de sa vie les restes d'une grande beauté. La Révolution avait mis un terme aux persécutions religieuses et Denis de Froment ayant perdu ses cousines, vint mourir à Uzès en 1810. C'est lui qui rapporta les portraits de ses deux oncles de Froment.

Froment Pierre.

D'Uzès est assisté à Genève en 1705 (F. P.).

Ce fut probablement son fils, âgé de 9 ans, qui, au départ de son père, fut pris et mis chez les frères de la doctrine chrétienne et

1. M^{me} de Chambrier, *Liste des français naturalisés à Neuchatel* de 1685 à 1794.

2. Ou Otchakov.

3. Il s'appelait Jacques Keith et fut nommé maréchal en 1744.

4. Milord Maréchal était à la cour de Frédéric II, l'ami et le confident du roi de Prusse.

5. Anne-Henri de Dampmartin, né à Uzès le 30 juin 1755, fils du gouverneur de l'Uzège, colonel du 9^e régiment de dragons ci-devant Lorraine, émigra en 1792 et fut à la cour de Frédéric-Guillaume de Prusse.

ALLIANCES DES FAMILLES DE FROMENT, DE MONTOLIEU DE BEZUC ET DU ROURE¹

PIERRE DU ROURE, épouse, le 15 septembre 1608, MARIE DE CAMPAGNANE
dont

Scipion, épouse Domergue Daugers, d'Uzès, 9 octobre 1650, mort à Londres en 1722².

JEANNE MARIE, qui est épousée, en premières noces, par NICOLAS DE FROMENT, seigneur de Saint-Jean de Ceirargue.

épouse à Nîmes le 25 août 1633, en premières noces, JEANNE MARIE DU ROURE : en deuxième nocés, FIRMINE DE BRUEIS † le 13 sept. 1672, âgée de 55 ans.	NICOLAS DE FROMENT, seigneur de Saint-Jean de Ceirargue, docteur en droit, d'Uzès, épouse, le 17 février 1661, PIERRE DE MONTOLIEU, seigneur de Saint-Hippolyte de Caton, dont sept fils :	JEANNE DE FROMENT, épouse, le 17 février 1661, PIERRE DE MONTOLIEU, seigneur de Saint-Hippolyte de Caton, dont sept fils :	ISABEAU DE FROMENT, épouse le 22 septembre 1669, JEAN JACQUES DE BRUEIS, baron de BEZUC et de FONTCOUVERTE, dont :
THEOPHILE DE FROMENT, seigneur de St-Jean de Ceirargue, † le 16 juillet 1677, épouse, en premières nocés, MARIE DE VAUX, dont deux fils :	CLAUDE, émigré en Hollande † à Genève en 1694, JACQUES, général, major des armées du roi de Prusse, DAVID, général de bataille des armées anglaises, AYMAR, conseiller de Cour et d'Ambassade en Prusse, ANTOINE, tué au siège de Philipsbourg en 1689, LOUIS, général major des armées du roi de Prusse, THEOPHILE, épouse en 1695, en France, ANNE DE BORNIER, dame de Teillan.	ANNE, baronne de Verfeuil † à Berlin en 1763, PHILIPPE DE BRUEIS, baron de Bezuc, CHARLES † en Angleterre sans enfant, JEANNE † non mariée, MARIE épouse, le 22 janvier 1716, JEAN DE BRAMARIC DE TREMONS, Cap^{te} au régiment de l'Ile-de-France, dernière héritière de cette branche seule restée en France.	ISABEAU DE BRUEIS DE FONTCOUVERTE, en secondes nocés, le 16 août 1658, † le 13 avril 1685, dont six fils : DANIEL † enfant, SCIPION † enfant, JEAN JACQUES, PIERRE, CÉSAR † enfant, JEAN LOUIS, seigneur d'Agalliers³.

1. Les noms en italiques sont ceux des réfugiés.
2. En secondes nocés, il épousa MARIE BOISSIÈRES : il eut de ces deux femmes huit enfants, en partie fugitifs.
3. Famille éteinte en France.

pour lequel on payait 100 livres par an (A. H., C. 274).

*Froment Philippe
de, seigneur de
Saint Jean
de Sayrargue¹,
Froment Jean-
Jacques de,
Froment Pierre
de,
Froment
Jean-Louis de,
s^r d'Aigaliers.*

Une branche des Froment s'allia aux familles du Roure, de Vaux, de Brueys, de Montolieu qui étaient toutes de la plus ancienne noblesse du pays. Les descendants devinrent seigneurs de S. Jean de Sayrargues et certainement ce fut dans ces quelques vieilles familles du diocèse d'Uzès qu'il y eut le plus grand nombre de fugitifs. Ils partirent tous; il ne resta en France qu'un seul représentant du nom pour sauver les biens de leur maison et soutenir les leurs dans l'exil. Nicolas de Froment avait épousé Marie du Roure. Son fils Théophile se maria, en premières noces, avec Marie de Vaux, qui mourut jeune, laissant deux fils, Nicolas, né à Uzès en 1653, et Philippe. Théophile de Froment se remaria avec sa cousine, Isabeau de Brueys, fille de feu noble Denis de Brueys, seigneur de Fontcouverte, baron de Collorgues. Le pacte, passé le 16 août 1658, fut publié en la forme de la religion réformée et le mariage eut lieu le 21 novembre 1658. Cet acte fut signé au château de Saint Jean (minutes de Jacques de Brueys², notaire royal à Saint Chaptès). De ce second mariage il eut six fils, Daniel, Scipion, Jean-Jacques, César, Pierre et Jean-Louis, baptisé le 10 février 1677. Théophile, leur père, mourut à Uzès quelques mois après la naissance de ce dernier enfant, le 16 juillet 1677³. « Au cimetière de l'hospital a esté enseveli noble Théophile de Froment, seigneur de S. Jean de Seyrargue, âgé de 42 ans » (État civil d'Uzès).

Philippe, fils de son premier mariage, prit du service dans l'armée. Nous lisons dans les fiches: « Noble Théophile de Froment, seigneur de S. Jean de Ceirargue est huguenot, a un

1. On écrit aussi Seyrargue et Ceyrargue. Philippe de Froment signait Sayrargue.

2. Ce notaire est nommé parmi les fugitifs d'Uzès, voy. plus haut.

3. C'est par erreur que l'abbé Rouquette le met au nombre des fugitifs de Saint-Jean de Ceyrargues, p. 221, mais il omet ses fils.

fil à l'armée » (A. H., C 45). Il revint à Uzès à la mort de son père, et eut quelques difficultés avec Isabeau de Brueis, sa belle-mère. Il refusa le don de son père du château de S. Jean et repartit pour son régiment.

M^{me} de Froment éleva ses enfants à Uzès, elle eut le malheur d'en perdre trois et mourut le 16 avril 1685, âgée de 44 ans. Elle fut ensevelie à Uzès, à côté de son mari, dans le cimetière de l'hôpital. Elle avait recommandé ses fils, Jean, Jacques, Pierre et Jean-Louis, à leur tante, Isabeau de Froment, sœur de leur père, femme de son frère, noble Jacques de Brueis, seigneur de Bezuc et de Fontcouverte.

Philippe de Froment fut le premier qui s'éloigna du royaume et alla s'enrôler en Angleterre avec ses cousins de Montolieu. Ses frères vinrent le rejoindre ; il ne resta à Uzès que le plus jeune qui n'avait alors que onze ans. On saisit les biens des fugitifs, deux maisons estimées à 1600 livres, dont une à la place et rue de la Fabrarie, plus celle où ils habitaient. Le 22 mai 1687, un commandement fut fait au sieur de Bezuc et autres par Poudevigne, huissier au présidial de Nîmes, pour saisir et faire vendre sur la place publique le mobilier des Messieurs de S. Jean, à cause de leur absence.

Il se composait de tapis de Turquie, tentures, rideaux, tapisseries, miroirs, meubles. Ce fut en présence de leur oncle maternel, Jean Jacques de Brueis, seigneur de Fontcouverte et d'Anne Goiranne, sa servante, que la vente fut faite à Uzès. Fabvier, notaire royal, racheta le tout pour la famille, personne ne s'étant présenté pour renchérir et offrir un prix quelconque.

Philippe de Froment, seigneur de S. Jean, avait passé le 25 mars 1682 un bail de neuf ans de sa terre de S. Jean de Sayrargue à son oncle, le sieur de Bezuc de Fontcouverte. pour la somme de 4515 francs qui fut saisie.

Sur la réclamation de leur tante, la dame de Bezuc, elle put jouir des biens des fugitifs (A. H., C. 274) dont elle leur fit toujours par-

venir les revenus. Un peu plus tard « le 30 janvier 1690, noble Jean Louis de Froment seigneur d'Aigaliers a esté maintenu aux biens de nobles Philippe Jean Jacques et Pierre les frères dudit » (A. H., C 316).

Lorsqu'il fut fait des recherches sur les maisons nobles du diocèse d'Uzès, par M. Charles de la Cour de Beauval pour qu'elles lui présentassent leurs titres, on s'adressa à M^{me} de Froment qui répondit :

Supplie humblement dame Isabeau de Froment, veuve de noble Jacques de Brueis, seigneur de Bézus de Fontcouverte, disant qu'à la requête du sieur de la Cour de Beauval, noble Philippe de Froment, seigneur de S. Jean de Seirarques, a esté assigné devant vous, en la personne de la suppliante, pour remettre ses titres en vertu desquels il a pris la qualité de noble et d'autant que ledit sieur Philippe de Froment est sorty du royaume pour fait de religion depuis dix ans, au moyen de quoi il est accusé mort civilement, à ces causes, veu le certificat du sieur Larnac, vostre subdélégué qui justifie que le dit sieur Philippe de Froment est sorty du royaume, il vous plaira, Monseigneur, descharger la suppliante de l'assignation donnée au dit sieur de Froment avec deffances au dit sieur de Beauval de faire aucune poursuite à raison de ceci et faire justice.

Vingt septième aoust 1698.

Il n'a été fait aucune poursuite. (B. N. manuscrit nobles d'Uzès n° 32553.)

Les trois de Froment moururent au service du prince d'Orange. Leur dernier frère Jean Louis, qui jouissait de leurs biens étant resté à Uzès partit à sa majorité pour rejoindre ses frères¹. La famille de Froment éteinte en France, ce fut Théophile de Montolieu, seigneur de S. Hippolyte de Caton, son cousin germain resté en France² qui prit le

1. Noble Jean-Louis de Froment, seigneur d'Aigaliers, signalé comme fugitif (A. N. TT 273-vi).

2. Plusieurs de ses frères et sœurs et cousins, émigrèrent en Angleterre et en Prusse, où ils firent de brillants mariages et eurent de hautes situations.

titre de S^r de S. Jean de Seyrargues; il jouit de la seigneurie et du bien par décret (A. H., C 274).

Fromentel

D'Uzès, assisté à Genève en 1715 (F. P.).

Bonne DE CHARNISAY.

(A suivre.)

RELEVÉ DES NOMS DES PROSÉLYTES ET RÉFUGIÉS

Figurant aux Registres du Consistoire de Genève à partir de 1660 (1).

1696, 6 août.	Jaques RANDON, de Saint-Ypolite (Saint-Hippolyte-du-Fort, Gard).	REP.
1696, 6 août.	David MAZET, de Sousordres, aux Cévennes (Soudorgues, Gard).	REP.
1696, 13 août.	Jean ESPRIT, de l'isle de Paros, en Grèce.	Abj.
1696, 13 août.	Magdeleine NINOCHÉ, de Vandœuvres, Savoie (act. Canton de Genève).	REP.
1696, 27 août.	Magdeleine TONNELIER, de Die (Drôme), veuve de Pierre Nicolas.	REP.
1696, 27 août.	Raymond PELLETIER, de Sorège, en Languedoc (Sorèze, Tarn).	REP.
1696, 27 août.	Barthélemy DUMAS, de Montpellier.	
1696, 27 août.	Guillaume DU CROS, du lieu de la Sale, en Cévennes (Lasalle, Gard).	REP.
1696, 27 août.	Jaques DUFOUR, de Sauze, en Languedoc (Sauve, Gard).	REP.
1696, 27 août.	Natal PÈRE, de Canesson, en Languedoc (Calvisson, Gard).	REP.
1696, 27 août.	Louyse VIGNOLE, de pr. de La Sale, en Cévennes (Lasalle, Gard).	REP.
1696, 27 août.	Marguerite EGERARDE, des Cévennes.	REP.
1696, 27 août.	Suzanne EGERARDE, sœur de Marguerite, des Cévennes.	REP.

(1) Voy. *Bull.* 1914-1915, p. 538-560.

1696, 27 août.	Marthe LECOSTE, de Paris.	REP.
1696, 27 août.	Paul DAGUE, de Montpellier.	REP.
1696, 27 août.	Toinette DAGUE et 2 enfants, de Montpellier, femme de Paul Dague.	REP.
1696, 27 août.	Marguerite POLE, de Montpellier, veuve de Jean Marquet.	REP.
1696, 27 août.	David D'AGUIMOND,	REP.
1696, 27 août.	Isabeau ASTRUGUES, femme de D. d'Agumond.	REP.
1696, 1 ^{er} sept.	Anthoine DE PASSION, de pr. de Vienne, en Dauphiné.	REP.
1696, 3 sept.	Paul MORE, de Montauban.	REP.
1696, 3 sept.	Charles GUÉRIN, de Die, en Dauphiné.	REP.
1696, 10 sept.	Dem. Suzanne REBON, fem. de M. DU CROU, de Poncharra (Savoie).	REP.
1696, 10 sept.	Dame Rachel TRICOT, fem. de M. Granet, de Blois.	REP.
1696, 10 sept.	Daniel PAPON, de Montauban.	REP.
1696, 10 sept.	Isaac PEIRET, de Fortunat, en Vivarais (Ardèche).	REP.
1696, 10 sept.	Adam ALBOUIN, de Pons, en Saintonge (Charente-Inférieure).	REP.
1696, 10 sept.	Samuel GRIVOT, de Daigne, en Saintonge (Baignes-Sainte-Radegonde, Charente).	REP.
1696, 10 sept.	Jean GUAT, de Gange (Ganges, Hérault).	REP.
1696, 1 ^{er} oct.	Pierre PASTE, de Valence, en Dauphiné.	REP.
1696, 8 oct.	Jean VAL, de Cannesson, en Languedoc (Calvisson, Gard).	REP.
1696, 8 oct.	Guillaume MAINARD, de Saint-Côme (Saint-Côme et Marvejols, Gard).	REP.
1696, 8 oct.	Jean FAVIN, de Saint-Côme.	REP.
1696, 8 oct.	Nicolas MORAN, de Nismes.	REP.
1696, 8 oct.	Françoise FOUQUE, fem. de Jean Boisière, de Saint-Côme.	REP.
1696, 8 oct.	Jean ROUX, d'Aubenas, en Vivarais.	REP.
1696, 8 oct.	Marie ROUSSIÈRE, fem. de Jacques Savantine, du Vigand (Le Vigan, Gard).	REP.
1696, 8 oct.	Marguerite DE VIGNOLE, fem. de Jean Grozet, de Valeraube, près du Vigand (Vallarangué, Gard).	REP.
1696, 8 oct.	Pierrette PINTARBE, de Sumaine, en Languedoc (Sumène, Gard).	REP.
1696, 22 oct.	Michel SINAPINE, de la ville de Scalia, en Hongrie.	Abj.

1696, 22 oct.	Rostan BOISSIER, de Vauvers, pr. de Nismes (Vauvert, Gard).	REP.
1696, 22 oct.	Dem. Isabeau REGIS, de Saint-Laurent, en Languedoc, fem. de R. Boissier (Saint-Laurent d'Aigouze, Gard).	REP.
1696, 22 oct.	Pierre-Jean-François FAVIER, d'Anduze.	REP.
1696, 5 nov.	Jean GUILLAUMET, de Millau, en Rouergue (Aveyron).	REP.
1696, 12 nov.	Sieur Estienne TESSIER, d'Anduze.	REP.
1696, 12 nov.	Suzanne SIGARÈDE, de Canet, pr. Montpellier (Canet, Hérault).	REP.
1696, 12 nov.	Marguerite SORELLE, de Nismes.	REP.
1696, 19 nov.	Jean BANET, de Cléran (?), pr. Bergerac.	Abj.
1696, 19 nov.	Michel BARRAUD, de Puy-Saint-Laurent (Puy-laurens, Tarn).	REP.
1696, 26 nov.	Judith EUSTACHE, de Bais, en Dauphiné (Baix, Isère).	REP.
1696, 10 déc.	Pierre MOURGUES, de Saint-Hypolite (Saint-Hippolyte-du-Fort, Gard).	REP.
1696, 10 déc.	Jean DESPIE, de Saint-Hypolite.	REP.
1696, 24 déc.	Isaac SOILLIER, de Pont-de-Camaret (Pont-de-Camarès, Aveyron).	REP.
1696, 24 déc.	Samuel FLEURY, de Tours.	REP.
1696, 24 déc.	Durand GIRON, du Pont-en-Royan (Isère).	REP.
1696, 31 déc.	Anne DE CULAT, de Mazamet (Tarn), pr. de Castres, fem. de sieur Cabidel.	REP.
1696, 31 déc.	Jaques MONADIER, de Negrin (?), pr. Mazamet (Tarn).	REP.
1696, 31 déc.	Paul BROCHET, de la vallée de Luzerne (Piémont).	REP.
1697, 21 janv.	Dauphine SOULACHE, de Nismes.	REP.
1697, 4 fév.	Judith GERMINER, de Vinsobre, Dauphiné (Vinsobres, Drôme), veuve de Tobie d'Aragnon.	REP.
1697, 4 fév.	Jaques BAUMET, de Saint-Gonin (?), pr. Nismes.	REP.
1697, 4 fév.	Isabeau JACME, de Saint-Gonin, pr. Nismes, fem. de Jaques Baumet.	REP.
1697, 11 fév.	Jeanne JANTET, de Robon, Dauphiné (Roybon, Isère).	REP.
1697, 11 fév.	Jean AGERON, de Saint-Gonin (?), pr. Nismes.	REP.

1697, 11 fév.	Marie AGERON, de Saint-Gonin (?), en Dauphiné.	REP.
1697, 25 fév.	Marie MOZAC, du Languedoc, veuve de Jean de Lage.	REP.
1697, 25 fév.	Théodore dé LAGE, fils de Jean, du Languedoc.	REP.
1697, 25 fév.	Anne PRIVADE, de Nismes.	REP.
1697, 11 mars.	Anthoine BELON, du Vigand, aux Cévennes (Le Vigan, Gard).	REP.
1697, 11 mars.	Suzanne MAUGEOIS, de Montflanquin, en Agenois (Lot-et-Garonne).	REP.
1697, 1 ^{er} avril.	Dem. Rose SUPLICE, d'Anduze, en Languedoc.	REP.
1697, 1 ^{er} avril.	Jeanne SUPLICE, d'Anduze, en Languedoc.	REP.
1697, 1 ^{er} avril.	Sieur Jacques SORIN, de Nismes.	REP.
1697, 1 ^{er} avril.	Jaques TRIBUT, de Cenobre, aux Cévennes (Vézénobres, Gard).	REP.
1697, 8 avril.	André AQUETON, de Lormarin, en Dauphiné (Lourmarin, Vaucluse).	REP.
1697, 8 avril.	Anne MOLESTIER, de Lormarin, en Dauphiné, fem. de A. Aqueton.	REP.
1697, 8 avril.	Jeanne GUILLOT, de Loriol, en Dauphiné.	REP.
1697, 8 avril.	Denise SERMOTICON, de Veigy (Haute-Savoie).	Abj.
1697, 8 avril.	M. Anthoine VIRIER, de Robon, en Dauphiné (Roybon, Isère).	REP.
1697, 8 avril.	Dem. Geneviève JANVIER, de Robon, en Dauphiné (Roybon, Isère), fem. de A. Virier.	REP.
1697, 8 avril.	Dame Marguerite JANVIER, de Robon, en Dauphiné.	REP.
1697, 22 avril.	Sieur Jean FERONCE, de pr. de Grenoble.	REP.
1697, 22 avril.	Isaac LE MOYNAN, du Pont-de-Vesle, en Bresse (Pont-de-Veyle, Ain).	REP.
1697, 29 avril.	Pierre NIER, de Combovin, en Dauphiné (Drôme).	REP.
1697, 13 may.	Jean ESPRIT, de Monery (?), pr. Avignon, prestre et religieux recollet.	Abj.
1697, 13 may.	Louyse ROBIÈRE, de Saint-Jean-de-Gardonnigüe (Saint-Jean-du-Gard, Gard), Cévennes.	REP.
1697, 18 may.	Gaspard BOISSIÈRE, d'Anduze.	REP.
1697, 18 may.	Françoise DANJARRASSE, d'Anduze, fem. de G. Boissière.	REP.

1697, 18 may.	Anne RICHE, d'Anduze.	REP.
1697, 20 may.	Jean AUSSIGNARGUE, d'Uzès.	REP.
1697, 20 may.	César LA ROCHE, de Nérac (Lot-et-Garonne).	REP.
1697, 27 may.	Jaques TAVEINE, de pr. d'Alais, Cévennes.	REP.
1697, 27 may.	André CARRON, de Grenoble.	REP.
1697, 27 may.	David LOUDORAN, de Bédérieux, en Languedoc (Bédarieux, Hérault).	REP.
1697, 27 may.	Moïse FOURNIER, de Clérac (Clairac, Lot-et-Garonne).	REP.
1697, 3 juin.	Claude EMAS, de Vitry-le-François (Marne).	REP.
1697, 10 juin.	Sieur François d'ALEGOT, du Dauphiné.	REP.
1697, 10 juin.	Dem. Anne de LIVERNE, de Saint-Hypolite (Gard), en Languedoc.	REP.
1697, 17 juin.	Isaac APORTI, de Saule (Sauve, Gard), en Languedoc.	REP.
1697, 17 juin.	Dem. Clauda LA PIZE, de Courteson (Courthézon, Vaucluse).	REP.
1697, 17 juin.	Suzanne VINCENT, de Baiz, en Vivarais (Baix, Ardèche).	REP.
1697, 1 juill.	Pierre LEFEBVRE, de Paris.	REP.
1697, 1 juill.	Anne SAROY, de Paris, fem. de P. Lefebvre.	REP.
1697, 1 juill.	Pierre COSSAC, de Montauban.	REP.
1697, 8 juill.	Dem. Judith DE LANAU, de Grenoble.	REP.
1697, 22 juill.	Jean CONIAC DE COMBRIEUX, de Châlons (Marne), prêtre (renv. en Suisse), Champagne.	Abj.
1697, 22 juill.	Pierre BONI, de Carnolet, par. de Saint-Sébastien aux Cévennes (Gard).	REP.
1697, 22 juill.	Pierre OURS, de Bèze (Collet-de-Dèze), en Cévennes.	REP.
1697, 22 juill.	Jeanne AUBRESTINE, de Montagnac, en Languedoc (Hérault).	REP.
1697, 22 juill.	Geneviève DU CROS, de Dieulefit, en Dauphiné (Drôme).	REP.
1697, 22 juill.	Dame Françoise DE ROUSSET, Saint-Hypolite-en-Cévennes (Gard), veuve de M. Fr. Mallet, ministre.	REP.
1697, 22 juill.	Isaac PANDOSSIER, du Bas-Languedoc.	REP.
1697, 5 août.	Claire LAMANDE, veuve de David La Motte, de Bussi, duché de Bourgogne (Buxy, Saône-et-Loire),	REP.

1697, 5 août.	Jaques FERRIER, d'Uzès.	REP.
1697, 12 août.	Jeanne REBOUTIER, fem. de Michel Tourret, de Saint-Jean-de-Gardon- ningue (Gard).	REP.
1697, 12 août.	Nicolas DARAUCOURT, d'Is-sur-Tille (Côte-d'Or).	REP.
1697, 12 août.	Bonaventure CONOT, de Monteran (Montaren), pr. d'Uzès.	REP.
1697, 12 août.	Marie GAIBAYE, de Saint-Jean-de-Gar- donningue (Gard).	REP.
1697, 12 août.	Jeanne TEISSIÈRE, d'Anduze.	REP.
1697, 12 août.	Marie PAYEN, de Canan (?), en Dau- phiné.	REP.
1697, 26 août.	François BLANC, de Die, en Dauphiné.	REP.
1697, 31 août.	Jaques SOULIER, de Saume, en Lan- guedoc (Sauve, Gard).	REP.
1697, 31 août.	David COSTE, de Gascogne.	REP.
1697, 31 août.	Paul VOYENE, de Loudun (Vienne).	REP.
1697, 31 août.	Samuel LORRAIN, de Loudun (Vienne).	REP.
1697, 2 sept.	Jean JAUNIN, de Pragela (en Piémont).	REP.
1697, 2 sept.	Jeanne TAISSIER, de Besse, en Dau- phiné (Baix, Isère).	REP.
1697, 2 sept.	Jean CACHARD, de la par. de Tassay? en Bellay.	REP.
1697, 2 sept.	Jean DUFEL, de Langlade (Gard).	REP.
1697, 2 sept.	Hercule PEYROBE, du Collet-de-Bèze, en Cévennes (Collet-de-Dèze, Lo- zère).	REP.
1697, 9 sept.	Jean ROUBIÈRE, de Monteran, en Lan- guedoc (Montaren, Gard).	REP.
1697, 16 sept.	Claude SIVAZ, de Cor, en Dauphiné (Corps, Isère).	Abj.
1697, 16 sept.	Sr. Jaques DE LA COURCE, de Cardet, en Languedoc (Gard).	REP.
1697, 23 sept.	Jean ADOL, d'Uzès.	REP.
1697, 23 sept.	Jaques DE ROCHEBOURG, de Loudun, en Poitou (Vienne).	REP.
1697, 7 oct.	Dem. PELOCHE, du Dauphiné.	REP.
1697, 4 nov.	Charles ÉVESQUE, de Saint-Maurice, en Languedoc (Gard).	REP.
1697, 4 nov.	Isabeau BONET, fem. de Ch. Évesque, de Saint-Maurice, en Languedoc (Gard).	REP.
1697, 18 nov.	Diane ARNAUD, de Bourdeaux, en Dau- phiné (Drôme).	REP.
1697, 25 nov.	Jacob NEVEU, de Paris.	REP.

1697, 25 nov.	Fleurice MOULIN, de Lyon, fem. de J. Neveu.	REP.
1697, 16 déc.	Jean GRIGOROVITES, de Baturin, Petite Russie, né dans la religion grecque.	Abj.
1697, 16 déc.	François BONNAN, de Pont-en-Royan, Dauphiné.	REP.
1697, 16 déc.	Isabeau PERROT, de Pont-en-Royan, Dauphiné, promise de Fr. Bonnan.	REP.
1698, 13 janv.	Jaques ARTAUD, de Meins, en Dauphiné (Mens, Isère).	REP.
1698, 13 janv.	Marie ARNAUD, de La Mure, en Dauphiné.	REP.
1698, 13 janv.	Gaspard REQUEX, de Maconnex, pays de Gex (Maconnex, Ain).	REP.
1698, 10 fév.	Jaques QUIBOU, de Paris.	REP.
1698, 17 fév.	Anthoine LION, de Turin.	Abj.
1698, 24 fév.	Denis PANSIER, d'Alais, en Languedoc.	REP.
1698, 24 mars.	François REQUEX, de Grilly, pays de Gex (Ain).	REP.
1698, 24 mars.	Anthoine FONDANY, de Castres.	REP.
1698, 31 mars.	Sieur Jean FAVIER, d'Anduze.	REP.
1698, 31 mars.	Dame Isabeau FAVIER, fem. de Jean, d'Anduze.	REP.
1698, 31 mars.	Barthélemy MERMIER, de Lancy, Savoie (Act ^e canton de Genève).	Abj.
1698, 7 avril. 5	Gaspard AGEMAR, d'Anduze.	REP.
1698, 14 avril.	Marguerite BOUCHE, de Prémossion, en Provence, fem. de Sr. Gabriel Rivennes, de Grenoble (Puimoisson, Basses-Alpes).	REP.
1698, 14 avril.	Magdelaine BOISSONNE, de Montpellier, fem. de Élie Gendron, de Nismes, et son fils.	REP.
1698, 14 avril et 5 may.	Élie GENDRON, de Nismes.	Abj.
1698, 21 avril.	Charles DE VILLENEUFVE, de Sorette de Vans, en Provence (Vence, Var).	Abj.
1698, 21 avril.	Louys ANGLADE, assisté de Pierre Berger, de Sainte-Afrique, en Rouergue (Aveyron).	REP.
1698, 21 avril.	Jean PERRAT, de Casteljaloux, en Gascogne (Lot-et-Garonne).	REP.
1698, 28 avril.	Louys SOULIER, de Vic, en Languedoc (Vic-le-Fesq, Gard).	REP.

1698, 28 avril.	Pierre COSTE, d'Orte (?), en Langue- doc (Postes?, Gard).	REP.
1698, 28 avril.	Pierre SAUVAIRE, de Saint-Ypolite (Saint-Hippolyte-du-Fort, Gard).	REP.
1698, 28 avril.	Christian ROQUELODE, de Nismes.	REP.
1698, 28 avril.	Étienne FRANÇOIN, de Tonnens, en Guienne (Tonneins, Lot-et-Ga- ronne).	REP.
1698, 28 avril.	Jeanne NAVILLE, d'Anduze.	REP.
1698, 28 avril.	Jaques PRADE, de Mazamet, en Lan- guedoc.	REP.
1698, 28 avril.	Élie BERNARDOUE, de Mazamet, en Lan- guedoc.	REP.
1698, 28 avril.	Pierre CARBONNIÈRE, de Castres.	REP.
1698, 28 avril.	Françoise MAGNIN, de Castres.	REP.
1698, 28 avril.	Pierre PŒNCE, de Castres.	REP.
1698, 28 avril.	Moyse JOSSAU, de Saint-Ambroix, en Languedoc.	REP.
1698, 28 avril.	Anthoine ROUSSEAU, de Sens, en Bour- gogne.	Abj.
1698, 5 may.	Élie GINDRON, de Nismes.	Abj.
1698, 5 may.	RHÉNÉE, de Prully, en Touraine (Preuilly, Indre-et-Loire).	REP.
1698, 12 may.	Louyse D'ARVENS, de Saune, en Cé- vennes (Sauve, Gard).	REP.
1698, 19 may.	Jaques FRANÇOIS, de Saint-Rome-de- Tarve, en Rouergue, (Saint-Rome- de-Tarn, Aveyron).	REP.
1698, 19 may.	Jean FORE, de Preslenche (?), en Pro- vence, pr. de Cisteron.	REP.
1698, 26 may.	M. le marquis DE CARLOT, seign. de Marcilly, pr. de Castres.	REP.
1698, 26 may.	Sieur Anthoine JOUR, de Castres.	REP.
1698, 26 may.	Jaques TENEVAÏL, de Castres.	Abj.
1698, 2 juin.	Sieur Pierre LA BARTHE, de Gineste (?), en Languedoc.	REP.
1698, 2 juin.	Isaac HÉRITIER, d'Uzès.	REP.
1698, 2 juin.	Madeleine DE MAZAC, fem. de I. Héri- tier, d'Uzès.	REP.
1698, 2 juin.	Toinette DE LAGERIE, de Puy-Laurens (Tarn).	REP.
1698, 9 juin.	Magdeleine MACIATE, de la Grave-de- Puy-Laurens, fem. de David Tor- rette.	REP.
1698, 9 juin.	Anna TORRETTE, fille de D. Torrette, de la Grave-de-Puy-Laurens.	REP.

1698, 9 juin.	Matthieu SELVA, de la Grave-de-Puy-Laurens.	REP.
1698, 9 juin.	François BARBU, de Vallerobe, en Languedoc (Valleraugue, Gard).	Abj.
1698, 9 juin.	Pierre SOULIER, du Chailac, en Vivarais (Le Chaylard, Ardèche).	REP.
1698, 9 juin.	Jeanne COLAR, fem. de P. Soulier, du Chailac, en Vivarais.	REP.
1698, 16 juin.	Dem. Pernette DE VIGNOLE, de la Sale, en Cévennes (Lasalle).	REP.
1698, 16 juin.	André CAMPIN, de Nismes.	REP.
1698, 16 juin.	Anthoine ROUSSELAT, de Saint-Antoinin, en Rouergue, pr. de Montauban (Tarn-et-Garonne).	REP.
1698, 23 juin.	Samuel PRIEUR, de Thouard, en Poitou (Thouars, Deux-Sèvres).	REP.
1698, 23 juin.	Pierre LA SELLE, de Puy-Laurens.	REP.
1698, 23 juin.	Antoinette BIGOT, de Puy-Laurens, fem. de P. La Selle.	REP.
1698, 14 juill.	Jaques D'ORTOU, de Béziers, en Languedoc.	REP.
1698, 14 juill.	Anthoine SEISSEL, de Millau, en Rouergue.	REP.
1698, 14 juill.	Paul SEISSEL, fils d'Anth. de Millau, en Rouergue.	REP.
1698, 14 juill.	Pierre JORDAN, de Montpellier.	REP.
1698, 14 juill.	Marie CORTILIARD, de Millau, en Rouergue, fem. de Anth. Seissel.	REP.
1698, 28 juill.	Isabeau DE CORNEILLE, de la Sale (Lasalle).	Abj.
1698, 28 juill.	Jeanne PLANTIER, de Castres, fem. d'Anthoine Brindier.	REP.
1698, 28 juill.	Isabeau D'AURE, de Castres, fem. de François Magniet.	REP.
1698, 28 juill.	Isabeau DE LACABON, de Castres.	REP.
1698, 28 juill.	David CONDONNIER, de Castres.	REP.
1698, 28 juill.	Anthoine VERDON, de Castres.	REP.
1698, 4 août.	Jacob FOLQUE, de Gap, en Dauphiné.	REP.
1698, 11 août.	Isabeau PAGAN, de Saune, aux Cévennes (Sauve), fem. de M. Cavalier.	REP.
1698, 11 août.	Sieur Jaques GUY, de Bédérieux, en Languedoc (Bédarieux).	REP.
1698, 11 août.	Jean VOITEL, de Vigan.	REP.
1698, 11 août.	Cladine GAZELIN, de Pontarly, en Franche-Comté (Pontarlier, Doubs).	Abj.

1698, 25 août.	Isabeau Roy, fem. de Sieur P. Flaman, d'Anduze (Gard).	REP.
1698, 25 août.	Sieur Adrien FARAUGE, de Montpellier.	REP.
1698, 25 août.	Françoise BLONDEL, d'Argentan, en Normandie, femme de Simon La Boule, d'Esvan, en Languedoc (Les Vans, Ardèche).	Abj.
1698, 1 sept.	Jean CAVUSSE, de Saint-Hypolite, en Languedoc.	REP.
1698, 1 sept.	Suzanne CORILLIER, de Robon, en Dauphiné, fem. de J. Cavusse.	REP.
1698, 8 sept.	Judith GAUTIER, de la vallée de Queiras (Hautes-Alpes).	REP.
1698, 8 sept.	Simon DELOR, d'Alaix.	REP.
1698, 15 sept.	Dame Isabeau DE LUBIÈRE, de Montpellier, fem. de M. de Melon.	REP.
1698, 22 sept.	Magdeleine RAZOURTE, de Caneiras, pr. Nismes, veuve de François Savatier, avec 2 fils et 2 filles (Caveirac, Gard).	REP.
1698, 29 sept.	Isaac JULIEN, de pr. de Die, en Dauphiné.	REP.
1698, 6 oct.	Jean-François CLERC, de Crest, en Dauphiné.	REP.
1698, 6 oct.	Lambert MOREL, d'Anduze.	REP.
1698, 13 oct.	Pierre TRASSIER, de Bédérieux, en Languedoc (Bédarieux, Hérault).	REP.
1698, 13 oct.	David RABOT, de Bédérieux, en Languedoc.	REP.
1698, 13 oct.	Charles DURAND, de Bédérieux, en Languedoc.	REP.
1698, 20 oct.	Pierre CHAICT, de Saint-Julien, en Vivarais (Saint-Julien-la-Brousse, Ardèche).	REP.
1698, 20 oct.	Jaques TORRETTE, de Villemagne (?), en Dauphiné.	REP.
1698, 20 oct.	Jean JASSE, de Villemagne, en Dauphiné (Villeurbane(?) Isère).	REP.
1698, 25 (soit 27) oct.	Dame Isabeau DE CAPON, de Montpellier, fem. de Noble Anthoine de Riccard.	REP.
1698, 25 (soit 27) oct.	Claude Roux, de Fombronne, en Dauphiné, pr. de Crest (Fontbonne, ?) Vaucluse).	Abj.
1698, 3 nov.	Dem. Jeanne ROUX, de Puy-Laurens, Languedoc, veuve de M. de Comaret.	REP.

1698, 3 nov.	Judith GINTE, de Puy-Laurens, en Languedoc, fem. de Jean La Prat.	REP.
1698, 3 nov.	Pierre MALMAZET, de Sommières.	REP.
1698, 10 nov.	Simon LABORDE, de pr. d'Ortès, en Béarn (Orthéz, Basses-Pyrénées).	REP.
1698, 10 nov.	David CABROT, de Bressac (Brassac) pr. Castres (Haut-Languedoc).	REP.
1698, 17 nov.	Jeanne JOU, d'Annonay, veuve de Jos. Falque.	REP.
1698, 17 nov.	Dem. Marie DE CONTE, de Réalmont (Tarn), en Albigeois, veuve de M. Dagaux, ministre.	REP.
1698, 17 nov.	Dem. Louyse DAGAUX, fille du feu ministre, de Réalmont en Albigeois.	REP.
1698, 17 nov.	Dem. Marie ODIBERT, de Saint-Ypolite (Gard). St-Hippolyte-du-Fort.	REP.
1698, 24 nov.	Anthoine DE VIR, de Railas (?), en Bas-Languedoc (Junas (?), Gard).	REP.
1698, 1 déc.	Simonin GELVAN, de Castres.	REP.
1698, 1 déc.	Pierre ALZAN, de Castres.	REP.
1698, 1 déc.	Paul REL, de Pont-de-Montalet, au Gévaudan (Pont-de-Monvert, Lozère).	REP.
1698, 1 déc.	Jean MILLIERAY, de Castres.	REP.
1698, 1 déc.	Anthoine BONNET, d'Alaix.	REP.
1698, 1 déc.	Jeanne LA FORTIÈRE, de Sauve, en Languedoc.	REP.
1698, 1 déc.	Catherine CÉSQUIETTE, de Sauve, en Languedoc.	REP.
1698, 1 déc.	Isaac LA ROQUE, de Molinier (Molinier (Tarn-et-Garonne)).	REP.
1698, 1 déc.	Pierre BERNIN, de Nérac.	REP.
1698, 1 déc.	Samuel LESCALET, de Castres.	REP.
1698, 8 déc.	Pierre BULIOT, d'Uzès.	REP.
1698, 15 déc.	Pierre D'ASSONVAL DE PIERRE-PON, de Castres.	REP.
1698, 15 déc.	Daniel DE LOZE, de Saint-Anguior, Cévennes (Saint-Ambroix (?) Gard).	REP.
1698, 22 déc.	Esther BIDAILLE, de Saint-Antonin (Tarn-et-Garonne), veuve de G. Picard.	REP.
1698, 22 déc.	Isabeau JOSSIAU, de Romans, Dauphiné (Drôme).	REP.
1699, 2 fév.	Jean BERNOM, de Meins, en Dauphiné (Mens, Isère).	Abj.

1699, 2 fév.	Jean PELET, d'Orange (Vaucluse).	REP.
1699, 9 fév.	Louis AUDIAC, de Mirebel, Dauphiné (Miribel, Drôme).	REP.
1699, 9 fév.	Simon BRUNET, de Valdrome, Dauphiné (Drôme).	REP.
1699, 9 fév.	Jean-Jaques SOLEIRETTE, des Cévennes.	REP.
1699, 9 mars.	Sieur Noé CABROL, de Castres.	REP.
1699, 23 mars.	Claudine CHEMINAN, de Loriol, Dauphiné (Drôme).	REP.
1699, 31 mars.	Paul CUAU, de Lusignan, Poitou (Vienne).	REP.
1699, 31 mars.	Jaques PIGUIN, de Caseneuve (?) en Poitou (Jazeneuil (?) Vienne).	REP.
1699, 6 avril.	Jean-Louis BORRI, de Logra, Pays de Gex (Ain).	Abj.
1699, 6 avril.	Pernette Roc, du Petit-Saconnex, pays de Gex, sa fem. (actuellement canton de Genève.)	REP.
1699, 6 avril.	Jocoma DELAYDERRIER, de Pouilly, pays de Gex.	REP.
1699, 6 avril.	Mia VUALLIET, de Chalais, pays de Gex (Challex, Ain).	REP.
1699, 6 avril.	Jean-François BRANCHU, de Chalais, Pays de Gex.	REP.
1699, 6 avril.	Gabriel RAVANEL, d'Uzès, Languedoc.	REP.
1699, 13 avril.	Daniel SALE, d'Alais, en Languedoc.	REP.
1699, 25 may.	Étienne TAISSIER, de Saint-Michel, Cévennes.	REP.
1699, 25 may.	Antoine REVERAN, de Saint-Michel, (Saint-Michel-de-Dèze, Lozère).	REP.
1699, 25 may.	Pierre PRIVAS, des Cévennes.	
1699, 25 may.	Joel DRAGAU, de Soubise, pr. La Rochelle (Charente-Inférieure).	REP.
1699, 25 may.	Paul-Jacob BARTHÉLEMY, de Ville-neuve, pr. Nemours (Seine-et-Marne).	REP.
1699, 25 may.	Claudine PRIVAS, des Cévennes.	REP.
1699, 25 may.	Marie REVERAN, des Cévennes.	REP.
1699, 25 may.	Magdeleine GONSORDE, des Cévennes.	REP.
1699, 25 may.	Jaques MASSON, de Na, Pays de Gex (Naz, Ain).	REP.
1699, 25 may.	Jeanne-Antoine PEGUI, de Gex (Ain).	REP.
1699, 25 may.	Mie SCHERVET, de Gex (Ain).	REP.
1699, 25 may.	Louyse FALQUE, d'Annecy (Savoie).	Abj.
1699, 25 may.	Adam DEBREUX, du Vivarais.	REP.

1699, 25 may.	Claudine MONTELET, d'Armance (Her- mance), Savoie (actuellement can- ton de Genève).	<i>Abj.</i>
1699, 1 juin.	Théodore MALEVILLE, de Saint-André, Cévennes (Saint-André-de-Val- borgne, Gard).	<i>REP.</i>
1699, 1 juin.	Jean-Pierre GERVAIS, de Penin (?), Cé- vennes.	<i>REP.</i>
1699, 1 juin.	Pierre MOTET, de Nismes.	<i>REP.</i>
1699, 8 juin.	Marie LALTIER, de Nérac.	<i>REP.</i>
1699, 8 juin.	Marie CAILLAU, de Nérac.	<i>REP.</i>
1699, 8 juin.	Marthe CAILLAU, de Nérac.	<i>REP.</i>
1699, 8 juin.	Jeanne CAILLAU de Nérac.	<i>REP.</i>
1699, 8 juin.	Anne SEQUI, de près de Nérac.	<i>REP.</i>
1699, 8 juin.	Mosse SAGNAC, de Tonin (Tonneins).	<i>REP.</i>
1699, 8 juin.	Jean CAILLAU, de Nérac.	<i>REP.</i>
1699, 8 juin.	Claire CASTAGNAC, de Nérac.	<i>Abj.</i>
1699, 22 juin.	Antoine ABRY, de Larbenc, en Dau- phiné (L'Albenc, Isère).	<i>REP.</i>
1699, 22 juin.	Pierre ABRY, de Larbenc, en Dauphiné.	<i>REP.</i>
1699, 22 juin.	Isabeau MONTANISE, de Voret, pr. Grenoble (Voreppe, Isère), veuve de Benoît Forel.	<i>REP.</i>
1699, 22 juin.	Esther GABORET, de Saint-Savignien, en Saintonge (Saint-Savinien, Cha- rente-Inférieure), veuve de Jaques Balar, de Saintonge.	<i>REP.</i>
1699, 13 juill.	Isabeau DIVAL, du Vigan, aux Cé- vennes.	<i>REP.</i>
1699, 13 juill.	Jean BRESSON, du Vigan, aux Cévennes.	<i>REP.</i>
1699, 20 juil.	Isabeau MANEVER, de Sainte-Grève, Vivaraïs (Saint-Agrève, Ardèche).	<i>REP.</i>
1699, 27 juil.	Marquis GAS, de Réalmont, Albigeois (Tarn).	<i>REP.</i>
1699, 27 juil.	Pierre DEFINOD, du pays de Gex (Ain).	<i>REP.</i>
1699, 3 août.	Jeanne SINTON, de Nismes, fem. de Cl. Guet.	<i>REP.</i>
1699, 3 août.	Françoise GUET, de Nismes, fille de Cl. Guet.	<i>REP.</i>
1699, 3 août.	Madeleine CAMUS, de Nismes, veuve de Louys Agor.	<i>REP.</i>
1699, 3 août.	Gaspard DORT, de Béziers (Hérault).	<i>REP.</i>
1699, 3 août.	Guillaume MENAR, de Sincome (Saint- Côme, Gard).	<i>REP.</i>
1699, 3 août.	François VINCENT, de Canisson, Lan- guedoc (Calvisson, Gard).	<i>REP.</i>

1699, 3 août.	Jeanne de VALGELIEN, de Marnège (?) fem. de Pierre Bastin.	REP.
1699, 3 août.	Anne de BAGAR, du Vigan.	REP.
1699, 24 août.	Marie VIALA, de Réalmont, fem. de sieur Gaspar Azemar.	REP.
1699, 24 août.	Anne FAGET, de Beauvoisin (Gard).	REP.
1699, 29 août.	Isabeau CHEVALIER, de Brenier, pr. Rhubon (Roybon, Isère), Dauphiné, veuve de Pierre Schevelan.	REP.
1699, 29 août.	Jean SERRE, des Cévennes.	REP.
1699, 31 août.	Joseph BERTIN, de Castelnau (Castel- nau-de-Brassac, Tarn).	REP.
1699, 31 août.	Mathieu LAFITE, de Nérac.	REP.
1699, 31 août.	Abel DEJEAN, de Nérac.	REP.
1699, 31 août.	Pierre SOUSTÈDE, de Saint-Fresan, Cévennes (Saint-Frézal, Lozère).	REP.
1699, 31 août.	Pierre DAILLADOUX, de Nérac.	REP.
1699, 31 août.	Jean COMBLAT, de Nérac.	REP.
1699, 31 août.	Pierre COMBLAT, fils de Jean Com- blat, de Nérac.	REP.
1699, 31 août.	Pierre FIGUET, de Nérac.	REP.
1699, 31 août.	Siste DALLI, de Grenoble.	REP.
1699, 31 août.	Pierre SAUVER, de Nismes.	REP.
1699, 31 août.	Daniel SERVAN, de Nérac.	REP.
1699, 31 août.	Jean MALE, de Nérac.	REP.
1699, 31 août.	Jacques TISSIER, de Nérac.	REP.
1699, 31 août.	Esther SÈVE, de Castres.	REP.
1699, 31 août.	Jeanne PONVERT, de Nérac.	REP.
1699, 31 août.	Jeanne CASTAN, de Tonnins (Tonneins).	REP.
1699, 31 août.	Isabeau VOUSSE, de Tonnins.	REP.
1699, 7 sept.	Jeanne JOUQUET, de Montpellier.	REP.
1699, 7 sept.	Jeanne JOUQUET, de Tonnins, fille de Jeanne Jouquet.	REP.
1699, 7 sept.	Michel BELAY, de Jumeau, pr. Essor- tille (Is-sur-Tille, Côte d'Or).	REP.
1699, 7 sept.	Élie DURADE, de Réalville, pr. Montau- ban (Tarn-et-Garonne).	REP.
1699, 7 sept.	Abel DURADE, de Réalville, près Mon- tauban, fils de Élie Durade. ay. abj. dans le lieu de sa naissance.	REP.
1699, 14 sept.	Pierre COUTELLE, de St-Jean-de-Gar- donningue (Cévennes, Gard).	REP.
1699, 21 sept.	Nicolas BOUILLI, de Meaux, en Brie (Seine-et-Marne).	Abj.
1699, 5 oct.	André de BAUEMONT, du vois. d'Alençon (Orne).	REP.

1699, 12 oct.	Isabeau LAURENCE, de pr. du Vigan.	REP.
1699, 19 oct.	Nicolas ROCH, de Fernex (Ain).	REP.
1699, 19 oct.	Paul d'ASPRE, de Triève (Trièves, Isère ou Drôme), fils de Michel.	REP.
1699, 19 oct.	Marie PONCET, de Triève, Vve de Michel d'Aspre.	REP.
1699, 2 nov.	Isaac FERRIÈRE, de Montauban.	REP.
1699, 2 nov.	Pierre DONZIEU, de Montauban.	REP.
1699, 2 nov.	Thoinette RUGEOL, de Montauban, fem. de Isaac Ferrière.	REP.
1699, 2 nov.	Antoinette VERNETTE, de Marnejoz (Marvéjols, Gard) fem. de Gabriel Tomassi.	REP.
1699, 2 nov.	Jeanne DU BOUSQUET, de Montauban, fem. de Paul Ferrière, de Montauban.	REP.
1699, 9 nov.	Pierre RIVIÈRE, de Ponsès, en Poitou (Pouzauges, Vendée), corroyeur.	REP.
1699, 9 nov.	Jeanne BIDAL, de Montauban, fem. de P. Falière.	REP.
1699, 16 nov.	Jean-Baptiste de MAES (MAËIS, MACIS), de Carigna, en Piémont.	Abj.
1699, 16 nov.	Paul BERNARD, de Castres.	REP.
1699, 16 nov.	Paul MARFÈRE, de Figeac (Lot).	REP.
1699, 16 nov.	Jean GARDE, de St-Antonin (Tarn-et-Garonne).	REP.
1699, 16 nov.	Pierre FARQUET, de Montauban.	REP.
1699, 23 nov.	Joseph LAQUEILLE, de Toulouse.	REP.
1699, 23 nov.	Paul PANTASSIER, de Collet de Vaisse, Languedoc (Collet-de-Dèze, Lozère).	REP.
1699, 23 nov.	Suzanne PANTASSIER, de Collet-de-Vaisse, fille de Paul Pantassier.	REP.
1699, 23 nov.	Mathieu GELAS, de la Coste-St-André (Isère).	REP.
1699, 23 nov.	Alexandre PHILES, de Mens, en Dauphiné.	REP.
1699, 23 nov.	Pierre GRIMANE, de Realville (Tarn-et-Garonne).	REP.
1699, 23 nov.	Marguerite CORBISSASSE, d'Anduze.	REP.
1699, 23 nov.	Marie RAVIOT, d'Yssortille, en Bourgogne (Is-sur-Tille, Côte-d'Or).	REP.
1699, 30 nov.	Jean BARBAT, de Montauban.	REP.
1699, 30 nov.	Marc SOBEYRAN, de Massillargues (Gard).	REP.
1699, 30 nov.	Marguerite SARTE, de Vauvert (Gard) femme de Marc Sobeyran.	REP.

1699, 14 déc.	Joseph VIDAL, de Montauban.	REP.
1699, 14 déc.	Leonnal ARBIS, de Montauban.	REP.
1699, 14 déc.	Jean ASSIER, de Montauban.	REP.
1699, 14 déc.	Catherine LA PLACE, de Montauban, fem. de Jean Hugon.	REP.
1699, 14 déc.	Isabelle HUGON, de Montauban, fille de Jean Hugon.	REP.
1699, 14 déc.	Suzanne GINET, de Niort, en Poitou (Deux-Sèvres) venant prés ^t de Mont- pellier.	REP.
1699, 21 déc.	Louis EYRAUD, de Grenoble.	REP.
1699, 21 déc.	Isabeau BARROYE, de Tonneins, fem. de Jean Castan.	REP.
1699, 21 déc.	Adam BOUGI, de Generac, en Langue- doc.	REP.
1699, 21 déc.	Marie BERTRAND, de Fenestrelle (Htes- Alpes).	REP.
1699, 21 déc.	Perrine DEFINOD, de St-Jean, pays de Gex (St-Jean-de-Gonville, Ain).	REP.
1699, 28 déc.	Sara DURAND, de Nîmes.	REP.
1699, 28 déc.	Pierre MODINS, de Leyrac, en Guienne (Layrac, Lot-et-Garonne).	REP.
1699, 28 déc.	Jean JALAQUIER, de Cassignole, pr. d'Anduze (Cassagnoles, Gard).	REP.

(A suivre.)

F. REVERDIN.

Mélanges

LE MEURTRE DE LOUIS AYMÉ ÉPISEDE DE LA PREMIÈRE GUERRE DE RELIGION A GAP, EN DAUPHINÉ

On connaît suffisamment la marche des événements dans la première guerre de religion en Dauphiné, on en connaît les acteurs les plus en vue, le baron des Adrets, Montbrun, Furméyer, etc., les dates les plus importantes, mais on en connaît fort peu les détails. On aimerait cependant à se rendre compte du caractère spécial de cette guerre civile, on voudrait savoir ce que pensaient exactement ceux qui y prirent part, quelles étaient leurs relations les uns avec les autres; on voudrait, en un mot, donner à cette période historique un peu de la vie et du relief qui lui manquent, et on ne peut y arriver qu'en l'étudiant dans ses plus petits détails.

Pour donner un exemple frappant de ce que j'avance, quelqu'un se doutait-il avant que j'eusse découvert les alliances du réformateur Farel avec la plupart des familles nobles du Gapençais les plus ardentes en faveur du protestantisme, de l'influence considérable que la famille Farel avait eue dans notre région sur ce premier soulèvement? Aucun historien, en écrivant le nom du capitaine Antoine Rambaud de Furméyer, premier chef des protestants du Gapençais, s'était-il douté qu'il était frère du prévôt apostat du chapitre de Gap, qui l'avait poussé à

faire appel aux armes, et cousin de Guillaume Farel¹?

Pas un historien ne s'était douté de cela, ni Chorier, ni Long, ni Gautier, ni Charronnet² et cette ignorance est cause qu'ils ont mal compris la première guerre de religion dans le Haut-Dauphiné et ignoré ses causes secrètes. Quant à l'abbé Guillaume, il a pu encore avant sa mort utiliser toutes mes découvertes dans cet ordre d'idées.

La première guerre de religion dans le Haut-Dauphiné peut être définie avec une certaine justesse une guerre de famille. Farel et ses cinq frères étaient alliés aux familles de Bonne-Lesdiguières, Martin de Champoléon, Rambaud de Furmeyer, de Veynes, de la Villette, Montorcier, Montauban du Villar, Bontoux de la Sallette, de Jouven de Roissas, Flotte de la Roche, Sauret d'Aspremont, etc. Sous l'influence de Farel toutes ces familles embrassèrent le protestantisme et prirent les armes en 1562 par esprit de solidarité. Tous les chefs protestants du Haut-Dauphiné étaient à cette époque cousins entre eux et alliés des Farel, voilà un fait qui explique bien des choses.

Comme je le disais tout à l'heure, les grandes lignes de ces tragiques événements nous sont connues mais bien des détails nous échappent. On voudrait savoir dans quelles circonstances eurent lieu les surprises des villes; comment s'y comportèrent les huguenots; comment ils traitèrent les édifices religieux; quels furent leurs rapports avec la population catholique; avec celle des campagnes.

Or, j'ai trouvé dernièrement dans les minutes du notaire embrunais Michel Peytier³, une longue enquête faite par lui à l'occasion du meurtre d'un jeune protestant Louis Aymé qui avait eu lieu à Chorges⁴ au cours de

1. ROMAN, *La première guerre de religion à Gap*. Gap, Jouglard, 1877, in-12 et *Histoire de Gap*, Gap, Richaud, 1912, in-8°, p. 180 et suivantes.

2. CHORIER, *Histoire du Dauphiné*, 2^e vol. 1672; LONG, *La réforme et les guerres de religion en Dauphiné*, Paris, Didot, 1836; GAUTIER, *Précis de l'histoire de la ville de Gap*, Gap, Allier, 1844; CHARRONNET, *Les guerres de religion dans les Hautes-Alpes*, Gap, Jouglard, 1861.

3. Archives des Hautes-Alpes, I E, 3 049 pages 305 et suivantes.

4. Chef-lieu de canton, arrondissement d'Embrun, à 18 kilomètres de Gap.

l'année 1563; non seulement elle nous fait connaître un certain nombre de faits encore ignorés, mais elle nous révèle certains procédés de propagande protestante et quelques-unes des intimes pensées des contemporains de la première guerre de religion. L'enquête est assez volumineuse, puisque trente-huit témoins y sont entendus; je renonce donc à la transcrire intégralement car les mêmes témoignages s'y répètent plusieurs fois et presque dans les mêmes termes, et je me contente de résumer ces diverses dépositions en les classant sous certains chefs et en les faisant suivre d'un numéro d'ordre qui renvoie au nom des différents témoins qui les ont faites¹.

L'initiative de cette enquête est due au clergé d'Embrun, très intolérant, persécuteur même, auquel le souvenir des Vaudois était toujours présent et qui savait par expérience comment on déracine une hérésie par le fer et par le feu. Dans ces conditions on peut s'attendre à ce que les témoins soient presque tous des catholiques notoires et ennemis des huguenots; peut-être leurs dépositions sont-elles dans une certaine mesure concertées ou suggérées, leur contre-partie n'existe pas. Je ne crois pas cependant que les témoins mentent, mais ils ne disent pas tout ce qu'ils savent, c'est évident. Il faut donc tâcher d'interpréter leurs paroles plutôt dans un sens favorable que défavorable à l'accusé, car Louis Aymé, quoique assassiné, est le véritable accusé, il ne faut pas se le dissimuler.

Donc dans le courant de l'année 1563, mais à une date qui ne peut être fixée d'une manière plus exacte, un

1. Voici les noms et les numéros d'ordre des témoins de l'enquête : 1. Domenge du Puy; 2. Gaspard Gaultheray; 3. Jean de Gap; 4. Claude Dosan; 5. Antoine de la Maison; 6. Claude Michel, dit Diane; 7. Antoine Mongée; 8. Antoine Theys; 9. Jean Challotin; 10. Jean Bernard-Barbarin; 11. Claude Theys; 12. Jacques Blanc; 13. Pierre Rosier; 14. Jacques Pichur; 15. Barthélemy Massieye; 16. Antoine Olphi, dit Gailhard; 17. Étienne Trinquier; 18. Jacques Fournier; 19. Jean Antoine; 20. Claude Peyre; 21. Jean Chaix; 22. Étienne Chaix; 23. Antoine Chaix; 24. Hugues Salvaing; 25. Claude Peyron; 26. Antoine Bonjoux; 27. André Massot; 28. Melchior Chauvière; 29. Pierre Roche; 30. Paultet Lafont; 31. Jacques Aymé; 32. Galis Andrieu; 33. Pierre Antoine; 34. Raymond Antic; 35. Gabriel Vivian; 36. Martin Creyson; 37. Jean Chaix-Feraut, 38. Hierre Rispaud.

jeune protestant nommé Louis Aymé, fils de Jean Aymé, propriétaire à Chorges, diocèse d'Embrun, fut assassiné dans son bourg natal dans des circonstances qui seront contées à la fin de ce récit. Ce forfait accompli, il serait assez naturel de penser que la famille d'Aymé ait cherché à tirer vengeance des assassins; il n'en fut rien; une plainte fut bien déposée entre les mains des magistrats par quatre citoyens de Chorges, Claude et Jacques Sochon, Jean Lambert et Claude de Lafont, mais contre l'assassiné. Il est probable que, complices du crime dans une certaine mesure, ils avaient voulu prendre les devants et démontrer à l'aide d'une instruction judiciaire que Louis Aymé avait été le provocateur, le seul coupable et qu'il avait mérité son sort.

L'official d'Embrun, le chanoine Disdier et l'official de Gap, le chanoine Moydan (la lecture de ce nom n'est pas certaine), adressent le 24 décembre 1563 un monitoire à tous les curés de la région comprise entre Gap et Embrun, et enjoignent, sous les peines les plus sévères, à tous ceux qui savent quelque chose sur Louis Aymé, ses habitudes, ses opinions religieuses et les circonstances de sa mort, de le révéler sous la foi du serment. Ce monitoire produisit l'effet ordinaire de ce genre de jussion; trente-huit témoins répondirent à son appel et déposèrent en présence de Michel Peytier, notaire d'Embrun.

Peytier se rendit d'abord à Gap et installa son auditoire dans la maison d'Arnoulx Rison, prêtre; il se transporta ensuite à La Bâtie-Neuve¹, et alla en dernier lieu à Chorges. Il résulte des diverses dépositions et des interrogatoires qui les accompagnent que l'accusé est bien Louis Aymé. On voulait faire démontrer judiciairement qu'il avait reçu la juste punition de ses forfaits, qu'il était huguenot, même espion des huguenots, dans les rangs desquels il avait porté les armes et pris part à toutes les violences qui accompagnèrent en Gapençais la première guerre de religion.

¹ Chef-lieu de canton entre Gap et Chorges, à 9 kilomètres de l'une et de l'autre.

Qu'il fût huguenot, cela ne fait aucun doute, tous les témoins l'attestent et lui-même ne l'avait jamais caché. Il allait aux prêches et aux prières à Gap dans le temple primitif et provisoire qui n'était autre que la maison de la famille Farel située sur la place Saint-Étienne (5)¹. L'existence de ce premier temple était inconnue; le plus ancien que nous connaissions était situé près de la place Saint-Étienne, mais dans la rue Escoffière et dans une maison ayant appartenu à Louise et Françoise de Beauvais, femmes de Claude et Gaucher Farel, frères du réformateur. La maison des Farel sur la place Saint-Étienne (maintenant Jean-Marcellin)² était située aux numéros 3 et 4 actuels.

Aymé avait une certaine instruction et lisait les livres huguenots. Le témoin Antoine Olphi dit Galhard, le voit devant l'église de Chorges tenant un petit livre qui lui parut suspect. *Montre-moi ce livre*, lui dit-il — *Rien n'en ferai car rien n'en feriez*, lui répondit Aymé, non sans à propos (16).

Aymé était si connu pour être huguenot avant même la première prise d'armes de ses coreligionnaires, que cela le fit expulser de la compagnie de la milice gapençaise dont il faisait partie comme tous ses jeunes compatriotes valides. Ses compagnons d'armes lui firent un crime de ses opinions et il n'était question de rien moins que de le tuer, quand son capitaine, le sieur Chaudane, intervint et se contenta de le casser (4), en lui signifiant que puisqu'il était de la nouvelle religion il n'avait que faire de lui (10).

Cet affront public l'engagea à ne plus rien ménager et il s'engagea dans les rangs des protestants militants (7).

Une autre avanie que souffrit Louis Aymé eut des conséquences immédiates et très graves. En sa qualité de

1. Ces chiffres entre parenthèses renvoient à ceux qui accompagnent la liste des témoins donnée ci-dessus.

2. Depuis un millier d'années, écrit M. G. de Manteyer dans son étude sur la famille Farel, la place Saint-Étienne portait ce nom, nous souhaitons au sculpteur Jean-Marcellin que le sien fournisse une aussi longue carrière.

propriétaire à Chorges, il avait droit d'être convoqué comme les autres au conseil général de cette communauté lorsqu'il devait y être discuté quelque mesure intéressant les finances municipales. Mais on s'abstint de le convoquer parce que, avoue un témoin, il était convaincu d'être huguenot (26). On l'avait vu tenir à Chorges même des conciliabules avec ses coreligionnaires sans que l'objet pût en être connu (1). Fort de son droit, il se rendit néanmoins au conseil général, mais on le regarda de travers, on lui fit mauvais accueil et il entendit même qu'on proposait de le jeter par la fenêtre (28). Furieux, il sortit, monta à cheval et galopa jusqu'à Gap. « *Il va porter des nouvelles aux huguenots* », disait-on en ricanant en le voyant déguerpir (34). Il allait faire mieux que cela, il allait préparer sa revanche qui ne se fit pas attendre. Le soir même une troupe de protestants gapençais, auxquels s'étaient joints quelques embrunais peut-être expulsés de leur ville natale pour cause de religion, se présenta à l'improviste devant Chorges (28). Aymé en faisait partie. Ils se jetèrent sur l'église, rompirent les images et « descendirent » les autels (12, 18). Tandis qu'on procédait à cette opération Aymé se prodiguait. Des témoins le voient debout et armé devant le porche (32), aidant les assaillants à tout briser (18, 20), un autre l'entend déblatérer contre le Pape en mesurant l'avoine destinée à faire repaître les chevaux (19), un dernier le voit empressé autour des huguenots, buvant et mangeant avec eux (29). L'exécution terminée tous repartirent pour Gap emmenant avec eux comme otages les consuls de Chorges (12, 18).

A partir de ce jour, Aymé est un protestant armé, militant, il s' enrôle dans la troupe du capitaine Furmeyer¹, chef des protestants en Gapençais; on ne le

1. Antoine Rambaud, fils de Guelix Rambaud, seigneur de Furmeyer et d'Ancelle, et d'Anne Matheron, d'une famille noble connue de 1202. Officier distingué qui commanda en Italie sous les ordres de Brissac. Son frère Jacques, prévôt du chapitre de Gap, ayant été expulsé de ses bénéfices comme hérétique, l'engagea à prendre les armes sous les ordres du baron des Adrets. Il s'empara de Gap le 2 mai 1562, le conserva jusqu'au 4 septembre, délivra Gre-

voit hors de Gap que coiffé d'un morion, armé d'un corselet et portant une épée, des pistolets et une hallebarde. Il fait partie des expéditions tentées par Furmeyer, Champoléon¹ et les frères Chappan², (1, 2, 3, 4, 5, 6, 10, 13, 14, 15, 16, 17, 19).

Hors des murailles de Gap du côté d'Embrun il existait un couvent de Cordeliers dont l'église dédiée à saint André était paroissiale et l'est encore. Les protestants détruisirent toutes les images qui s'y trouvaient, fait qui était absolument ignoré jusqu'à présent. Aymé était au nombre des briseurs d'images (20).

Il fut aperçu à plusieurs reprises lorsque les protestants étaient maîtres de Gap, c'est-à-dire entre le 2 mai et le 4 septembre 1562, montant la garde, une arquebuse sur l'épaule, à la porte Jaussaude ou la porte Lignolle³ (4, 5), interrogeant les entrants et les sortants et s'enquérant de ce qu'ils venaient ou allaient faire (7, 10).

Pendant les quatre mois que les protestants occupèrent la ville de Gap, cette ville fut leur centre d'opérations et de là partirent les expéditions dirigées contre les bourgs voisins et fortifiés; ceux de Tallard, de Serres, d'Orpierre⁴, furent saisis sans beaucoup de difficulté

noble attaqué par les catholiques, se retira à Gapençais à la paix et fut assassiné par trahison après le 16 janvier 1566. Son frère Jacques employé par les protestants à des négociations diplomatiques ne mourut qu'en 1594.

1. Aubert ou Albert Martin, seigneur de Champoléon, époux de Madeleine de Bérenger du Gua et beau-père par ce mariage de Lesdiguières. Un des capitaines protestants les plus entreprenants du Gapençais.

2. Claude de Chappan, seigneur de Châtillon, et Louis, son frère, sieur de Fontreyne, fils de Jean-Jacques de Chappan, médecin de Gap, et de Jeanne Raymond. Ils étaient surnommés les Parisiens. Leur tante Margot Chappan et son mari Guillaume Ymbert-Cüastron avaient été condamnés comme hérétiques un peu avant le 6 février 1549. Les deux Chappan firent partie de toutes les prises d'armes des protestants en Gapençais. Claude mourut après 1594, Louis testa le 21 décembre 1693, Claude avait épousé Honorade de Montauban du Villa; Louis, Jeanne de Renard.

3. Ces deux portes situées à la sortie des rues de Provence et Souveraine (aujourd'hui rue de France et Grande-Rue) s'ouvraient sur la route royale de Gap à Embrun.

4. Ces trois bourgs, chefs-lieux de canton dans l'arrondissement de Gap, furent saisis par les protestants en 1562. Ils perdirent bientôt le premier, mais Serres leur fut donné comme ville de sûreté.

grâce à la complicité des protestants qui y habitaient. Mais les protestants désiraient surtout s'emparer du bourg de La Bâtie-Neuve qui appartenait à l'évêque de Gap; ce prélat y avait un château fort, une petite garnison, mais peut-être point d'artillerie, car on voit les consuls faire fondre, quelques mois après l'agression dont je vais parler, une batterie de canons par un ouvrier italien. L'enquête de Peytine nous révèle que La Bâtie-Neuve fut attaquée avec vigueur par les protestants; c'est la seule mention que je connaisse de cet événement, aucun historien n'en a parlé.

Aymé faisait partie de ce coup de main qui ne fut pas couronné de succès. Monté sur une jument noire et côte à côte avec Oronce Alphand, d'Embrun (absolument inconnu du reste), il faisait grand effort pour briser la résistance des catholiques. L'un de ceux-ci, caché derrière une canonnière située au pied du clocher, le vit mener grand bruit et, armé de morion, corselet et pistolets, s'agiter dans le lieu nommé Champ-Mongin, le long des murailles de La Bâtie-Neuve (8, 9, 11, 13, 14). Mais comme je l'ai dit, les attaques des protestants demeurèrent infructueuses.

A la suite de ces événements Louis Aymé rendit de nombreux services aux protestants de Gap, il passait même pour leur espion dans la région qui s'étend entre Gap et Chorges. De nombreux témoins déposent l'avoir vu à maintes reprises passer sur la route entre ces deux villes, toujours seul, armé jusqu'aux dents, chevauchant sur sa jument noire. Que faisait-il dans ces parages? Les témoins sont unanimes : il allait, disent-ils, espionner les catholiques du bourg de Chorges. Les protestants aspiraient à mettre la main sur cette place importante et bien fortifiée. Le brisement des autels et des statues de l'église accompli sans difficulté leur avait prouvé qu'on pouvait espérer s'en saisir par surprise et Aymé était probablement chargé de leur signaler le moment opportun pour tenter ce coup de force.

Il se montrait tous les deux ou trois jours sur la route

ou dans les sentiers voisins (1), on le voit à Larra¹, à Montgardin (27), à Ancelle (3,1), à La Bâtie-Neuve (27). Le témoin Pierre Antoine, que je soupçonne fort d'être un protestant secret, le rencontre au hameau des Réalons dans la banlieue de Chorges. *Qui est à Chorges?* interroge-t-il. — *Les papistes*, répond Antoine, *M. du Monestier et le chevalier de Bonne² avec 600 hommes environ.* — *Où faut-il passer pour aller à Montgardin en sûreté?* *You non ley volle pas passar* (ce qui veut probablement dire que le témoin refusa de lui servir de guide) *et s'en alist.* Antoine, homme prudent, donne en peu de mots la raison de son refus. *Ya prou gens yley [que] tapan tant fort.* Il ne manque pas de gens là-bas qui tapent à tour de bras (33).

Quoi qu'il en soit la paix fut proclamée avant que les protestants pussent s'emparer de Chorges qui ne tomba entre leurs mains que dix ans plus tard, le 10 avril 1573.

Aymé était donc tenu pour espion et messenger des huguenots, pour un personnage dangereux. A son tour il fut espionné et ses propos furent notés. Il se permettait à propos des choses saintes des jeux de mots passablement risqués. Jacques Blanc (12) l'entend parler outrageusement de la messe dans les termes suivants : *Il faut que la VESSE se perde car a meshuy trop dura.* Jean Antoine l'entend proférer ce propos injurieux : *Dieu a fait baisser ses pieds nus, et ce poltron de Pape fait baisser ses pantoufles. Heureusement que quarante mille allemends marchent pour lui enlever ces pantoufles et le duc de Savoie leur donne passage à travers ses États* (19). Il ne respectait pas plus l'archevêque d'Embrun que le Pape : *Mon-sieur d'Embrun*, disait-il, *ne veut obéir ni se rendre; avec ses bottines blanches il prétend faire un dieu de lui-même; mais il est bien abusé et il faudra qu'il se rende comme les autres évêques.* Propos qui faisait sans doute allusion à

1. Larra, hameau de la commune de La Bâtie-Vieille; Montgardin, commune du canton de Chorges; Ancelle, commune du canton de Saint-Bonnet,

2. Balthazard de Comboursier, seigneur de Monétier près de La Mure qui fut gouverneur de la ville de Gap et du Gapençais pour les catholiques (1546-1593) et Étienne de Bonne, seigneur d'Auriac et de la Rochette, plus tard vicomte de Tallard et chef de la Ligue en Gapençais (1543-1633).

l'apostasie de Gabriel de Clermont, évêque de Gap. Il parlait ainsi devant Claude Peyrot et André Massot (25, 27).

L'archevêque d'Embrun tenta de se saisir de Louis Aymé. Gaspard Gaulthéray, officier à Embrun, vint un jour à Chorges avec main-forte pour s'emparer d'Aymé qui avait eu l'imprudence de s'y montrer armé; il ne réussit pas et ne nous donne pas la raison de son échec. *Si nous l'avions pris*, dit-il dans sa déposition, *nous l'eussions emmené à Embrun et mis entre les mains de notre capitaine. On lui eût, en sa qualité de huguenot, infligé la punition qu'on eût voulu.* N'ayant pu se saisir de lui on emmena à sa place un autre protestant de Chorges nommé Louis Saulnier; on ne dit pas ce qu'il devint (4).

Nous voici arrivé à la dernière scène du drame.

Les protestants avaient à la fin de 1562 perdu Gap et la plupart de leurs conquêtes dans les Alpes; quelques-uns étaient restés les armes à la main en Champsaur et en Trièves avec Lesdiguières et Champoléon; d'autres étaient partis avec Furmeyer rejoindre le baron des Adrets et aider à la défense de Grenoble; enfin le plus grand nombre, après l'édit de pacification d'Amboise du 19 mars 1563, crut pouvoir rentrer en sûreté dans ses foyers et plusieurs eurent à s'en repentir.

Aymé reparut à Chorges, non pas à demeure, mais quand les circonstances et la gestion de ses propriétés l'exigeaient. Il y était mal vu, une grande fermentation existait contre lui, mais comme il avait la précaution de porter toujours une arme apparente on n'osait l'attaquer. Un jour cependant il constata à son arrivée à Chorges que le peuple était presque tout entier en armes et il se vit perdu s'il ne fuyait au plus vite.

Il entra dans l'écurie du capitaine Jacques Sochon et se mit en devoir de seller une jument qui s'y trouvait, comptant l'enfourcher et disparaître. Sochon prévenu s'approcha, prétendit que cette monture ne lui appartenait pas, que les consuls de Chorges l'avaient prêtée quelques

jours auparavant à Laborel, gouverneur du Gapençais¹, lequel l'avait confiée à lui Sochon pour la rendre auxdits consuls. Si cela était vrai, pourquoi ne l'avait-il pas rendue et que faisait-elle dans son écurie?

Je serais assez porté à croire que cette jument n'est autre que la fameuse jument noire sur laquelle Aymé parcourait la campagne quand les protestants étaient maîtres de Gap. On avait dû la saisir, et pour sauver sa vie Aymé prétendait la reprendre. Évidemment les dépositions des témoins de cette scène tragique sont pleines de réticences; ils dissimulent une partie de la vérité comme on s'en convaincra en lisant attentivement ce qui suit.

Sochon, disent les témoins, protesta avec beaucoup de douceur contre l'enlèvement qu'Aymé prétendait faire de la jument qui était chez lui. *Vous avez tort, aurait-il dit, de m'enlever cette jument, il faut que je la rende. — Je l'ai prise, répondit Aymé, et je l'avoue. J'ai de quoi la nourrir et entretenir sans votre aide. N'approchez pas ou je vous tue.* Aymé prétendait donc que cette jument était sa propriété.

Louis, aurait répondu Sochon avec une modération de plus en plus remarquable, *vous me feriez tort en me faisant mourir! Vous pourriez parler plus doucement que vous ne le faites.* Bien loin de tenir compte de cette observation, Aymé aurait dégainé une dague ou couteau de chasse dont il était armé et en aurait assené sur la tête de son interlocuteur un coup qui le blessa légèrement.

Les assistants voulaient intervenir, mais Sochon les rappela à la modération de laquelle il ne s'était pas un instant départi.

Quoi qu'il en soit, Aymé dut s'en aller sans la jument et, seul au milieu d'une population ennemie, il comprit qu'il fallait mourir. Il voulut au moins vendre chèrement sa vie et rencontrant à la porte de l'écurie Claude Sochon, frère de Jacques, il lui cria : *Méchant larron! je te tuerai*

1. Claude de Gruel, seigneur de Laborel et de Villebois, fils de Gaspard de Gruel et de Jeanne de Tholon de Sainte-Jalle, né vers 1530, il testa le 9 mars 1591.

avant que je meure, et il lui lança un coup de dague qui le blessa seulement au doigt. S'il le qualifiait de larron c'est qu'il l'accusait vraisemblablement de retenir sa jument noire qui alors l'eût sauvé en lui permettant de fuir au plus vite (19, 20, 21, 22, 23, 24).

L'in vraisemblance de cette mise en scène saute aux yeux; ce n'est pas ainsi que naissent et se déroulent les querelles entre ennemis qui s'en veulent mortellement. Toute la douceur et la modération d'un côté, toutes les violences de l'autre, cette répartition des responsabilités est d'une psychologie primaire et insuffisante.

Aymé arrive donc sur la place publique de Chorges et y trouve quatre-vingts ou cent hommes armés qui l'y attendaient et avaient avec eux un « taborn », dit un témoin; probablement le tambour qui avait servi à les rassembler. Ils en voulaient à Aymé à cause du brisement des images de l'église, et des coups de dague qu'il avait portés aux frères Sochon, affirment les témoins (20, 21, 22). Ce dernier prétexte paraît bien invraisemblable car la rixe avec les Sochon venait à peine de se produire, tandis que la population armée était massée sur la place au son du tambour depuis déjà quelque temps. On lui en voulait surtout parce qu'on l'accusait d'être espion.

Quoi qu'il en soit en apercevant Aymé la populace se rua sur lui, et, après plusieurs paroles, le tua sur la place. Les témoins n'en disent pas plus long (18, 21), mais sont unanimes à affirmer que si Aymé a été tué ce fut uniquement sa faute (19, 20), sa « coulpe », dit l'un d'eux.

Cet assassinat resta donc impuni et fut d'un fâcheux exemple. Vainement le roi de France conviait ses sujets à oublier le passé et à vivre entre eux en bonne intelligence, la haine et la vengeance quand elle eut fait une première victime continua son œuvre. On avait tué un comparse dans la personne de Louis Aymé; en 1566, des assassins s'attaquèrent à la personne du chef des protestants¹ lui-

1. Furméyer était encore en vie le 15 janvier 1563, il passe ce jour-là une quittance, mais comme le notaire ne dit pas à quel moment il fait commencer l'année, à la Nativité, à l'Incarnation ou à Pâques, il y a doute si l'année

même, du capitaine Furmeyer et le tuèrent traîtreusement, sans être punis. Montbrun, Aspremont, La Cazette¹ et plusieurs autres capitaines de l'une et l'autre religion moururent ailleurs que sur le champ de bataille. L'assassinat d'Aymé avait ouvert cette série de crimes qui pendant plus de trente ans ensanglanta le Dauphiné.

J. ROMAN.

exacte est 1565 ou 1566. Je crois plutôt à cette dernière date car c'est en 1566 seulement, et à la fin de l'année que nous voyons Jacques Rambaud, frère de Furmeyer et son héritier, prendre le titre de seigneur de Furmeyer.

1. Montbrun fut décapité le 13 août 1575; Claude Sauret seigneur d'Aspremont et défenseur de La Mure tué en duel en 1582; Georges Ferrus, capitaine La Cazette assassiné en 1589 par ordre de Lesdignières.

SÉANCES DU COMITE

20 février 1916.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. F. Puaux, MM. H. Aubert, R. Reuss et N. Weiss. M. Chatoney se fait excuser.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Le secrétaire-trésorier présente les comptes de l'année 1915 qui sont, à peu de chose près, conformes aux prévisions du budget et qui se soldent par un encaisse de 61 fr. 54. Ils sont approuvés ainsi que le projet de budget pour 1916. On s'entretient ensuite du *Bulletin* qui s'efforcera de paraître au moins tous les trois mois de manière qu'avec l'année 1916 nous reprenions peu à peu notre périodicité d'avant la guerre. Les tables de l'année 1914-1915 sont à peu près terminées et paraîtront avec une des premières livraisons de cette présente année.

Bibliothèque. — Le président remet pour elle, du pasteur du Refuge, Nicolas Bergius : *Sermon funèbre prononcé dans l'Église françoise le 28 novembre an 1693 à l'occasion des funérailles royales de feu Sa Majesté Ulrice Eleonore, reine de Suède...* Stockholm, 1694 — et *D. Augustini de moderate coercendis Haereticis ad Bonifacium comitem Epistola...* Stockholm, 1696, deux petits vol. in-12, — et de Beaumarchais, *Mémoire sur une question d'adultère, de séduction et de diffamation, pour le sieur Kornman*, 1787, collection de plus de quinze pièces diverses formant le dossier in-4° de cette affaire. Beaumarchais était d'origine protestante, voy. Bull. I, 416 et II, 467. — M. et M^{me} Soubeyran et M. Letrosne nous ont aussi envoyé quelques livres ayant appartenu à feu M. Frank Vermeil : *Hebraica Biblia latina plumeque nova Sebast. Munsteri....* 2 vol. in-fol. Basileae, 1534; — *Briefve et fructueuse exposition sur les Epistres Saint Paul aux Romains et Hebreux, par Primasius, jadis disciple de saint Augustin; traduites de Latin en lanque vulgaire Françoise par Jean de Gaigny*. Paris, Estienne Roffet, 1540. — *Quaestionum sacrarum reverendi patris D. Martini Lutheri centuriae IIII*. Basileae, per I. Oporinum, 1562; — *Epitome annotationum in novum testamentum ex quinta et ultima Des. Erasmi Roterodami aeditione per Fratrem Ioannem Mafrusium*, Antverpiae, Jo. Steelsium, 1538. — *La Liturgie et le Catechisme des Églises réformées françoises*. Cologne sur la Sprée, Ulric Liebpert, Imprimeur du Roy. 1704.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

Un évêque protestant de Troyes.

Voilà ce que nous apprend M. Arthur Pascal, dans une étude¹ extraite de la revue *Bilychnis* : Caracciolo naquit à Melfi, dans le royaume de Naples entre 1510 et 1520. Son père, prince de Melfi, défendit cette ville contre Lautrec en 1528, capitula, fut emmené en otage, et finalement passa dans le parti français. Après le traité de Cambrai, il continua à guerroyer au service de la France, défendit Troyes en 1544 avec le duc de Montpensier et mourut à Suze en 1550. De ses trois gendres, l'un Antoine d'Aquin, marquis de Corato, mourut à Châteauneuf en 1555; un autre, François d'Acquaviva, duc d'Atri, fut seigneur de Bois et de Brie-Comte-Robert; le 3^e était baron de Pestels. Une quatrième fille mourut non mariée dans son fief de Châteauneuf (1586). De ses trois fils, le marquis d'Atalla tomba dans les rangs français à Cérisoles; Jules-César fut lieutenant d'une compagnie de la garde royale; le 3^e, Antoine, fait l'objet de cette notice². N. Pithou dit de lui qu'il était « doué d'une mémoire singulière, prononçant le lendemain mot à mot tout ce qu'il avait lu, que son parler était doux et attrayant et qu'il avait un grand art à persuader et attirer, avec une grâce particulière à se bien expliquer ». Sa jeunesse fut partagée entre la cour et la Sorbonne. Puis, après quelques années de dissipation, il se retira au couvent de Saint-Baume en Provence, influencé par sa protectrice, Marguerite de Navarre. On le trouve successivement à la Chartreuse de Paris et à l'abbaye de Saint-Victor, dont il devint l'abbé (1542) à la mort du P. Bordier. Une tradition qui n'est pas à dédaigner et que contredit seul Fabris (il attribue le fait au frère d'Antoine, capitaine des Gardes du Roi) veut qu'en 1546, à l'approche de Charles-Quint, Caracciolo concourut à la défense de la capitale en réunissant

1. *Antonio Caracciolo, vescovo di Troyes*. Rome, Bilychnis, 1915, 39 p.

2. Il a été mentionné par N. Pithou, Th. de Bèze, le cardinal de Sainte-Croix, Languet, Camuzat, Pasquier, Du Breuil, Sarpi, etc. Cf. *France prol.* 2^e édit., III, 741.

toute une petite armée de 7 000 étudiants et moines. Favorisé par Diane de Poitiers, à laquelle il adressa même une poésie italienne communiquée p. 7, il obtint l'évêché de Saint-Jean-de-Maurienne. Mais, déjà il inclinait vers la Réforme, ce dont font foi son *Miroir de la vraye religion* (Paris, S. de Colines, 1544), sa traduction italienne des *Psaumes* faite à Saint-Victor, et ses *Rimes sacrées*. Aussi est-il assez étonnant, puisque l'Inquisition le surveillait déjà, qu'il devint évêque de Troyes en 1551. Mais dès février suivant (il n'avait fait son entrée solennelle que le 13 décembre), il dut se résigner à une rétractation publique et céder la direction du petit troupeau protestant à l'humble cardeur de laine Michel Poncelet qui édifia la communauté jusqu'à ce qu'en 1557 la persécution la dispersât. Son abjuration ne lui rapporta pas le chapeau cardinalice qu'il espérait et qu'il était allé solliciter à Rome même. Et, chose qui nous paraît extraordinaire et qui peint bien l'étrangeté des situations non encore bien définies et le peu de netteté dans la démarcation des deux camps religieux, il revint par Genève et Zurich, et rendit visite à Calvin, Bèze et Bullinger. La persécution l'obligea à cacher ses vrais sentiments; mais au Colloque de Poissy, ils se manifestèrent au point qu'après, tout en restant toujours évêque, il redevint le guide spirituel des protestants de Troyes. Un état de choses aussi contradictoire ne pouvait se prolonger. Il y eut des troubles; le comte d'Eu, gouverneur de la province, dut intervenir, et l'évêque fut destitué. Il se rendit à Paris, d'où il adressa aux Réformés de Troyes, la lettre insérée p. 13. Mais il n'était pas fait pour les luttes et les décisions radicales. Après quelques voyages, il se retira dans le tranquille asile de Saint-Lyé, près d'Aix. Mais ce ne fut pas pour longtemps, sa vie redevenant bientôt nomade, et c'est d'Orléans que, le 26 novembre 1562, il adressa à Jeanne d'Albret, devenue veuve, la lettre qu'on peut lire page 15, et qu'il signa : prince de Melphe. Il avait déjà renoncé à son double titre d'évêque et de ministre et repris l'épée. Un mois après, il allait à Paris porter à la reine-mère une lettre du connétable de Montmorency. Il reste un mois à Paris, puis se retire à Brie-Comte-Robert, se séparant des Réformés militants, chose qu'il annonça aux pasteurs d'Orléans le 26 février dans la missive reproduite page 17. Il mourut en 1570 à Châteauneuf, sans être, semble-t-il, rentré dans le giron de l'Église.

Telle est la curieuse vie d'un intellectuel du xvr^e siècle, vie excessivement caractéristique de l'époque et que M. Pascal a eu bien raison de ressusciter. La 2^e partie de son travail, consacrée aux Œuvres, a une valeur littéraire et bibliographique que nous pouvons négliger ici.

Le Masque de Fer et Roux de Marcilly¹.

M. E. Laloy, conservateur-adjoint à la Nationale, n'expose de nouvelles hypothèses sur le Masque de Fer que pour les réfuter aussitôt. Son livre, en effet, a eu une destinée singulière. Écrit pour faire connaître les résultats obtenus par M^{re} Barnes, chapelain à l'Université de Cambridge, qui semblait « avoir réussi à être l'OEdipe de cette énigme », il « était terminé depuis un mois, quand le hasard fit découvrir à l'auteur que Prignani (le Masque de Fer supposé) était mort à Rome en 1678 ou 1679. Près d'un tiers du volume a dû être recommencé ». L'hypothèse Prignani présentait des « coïncidences vraiment extraordinaires », qu'on trouvera page 9. Quant à celle qui identifiait cet abbé avec l'aîné des fils naturels de Charles II, M. Barnes avait déjà dû lui-même y renoncer dans la 2^e édition de son *The Man of the Mask*.

Reste Marcilly, « protestant exécuté à Paris en 1669 » et « qui passait pour avoir voulu assassiner Louis XIV », se disant « agent anglais auprès des Suisses ». C'est son valet Martin que M. A. Lang, l'historien écossais, mort en 1912, a essayé longtemps de prendre pour le Masque de Fer, en l'identifiant avec Danger ou d'Anger, qui fut enfermé à Pignerol en 1669, mort à la Bastille, le 19 novembre 1703. Mais cette hypothèse n'a pas résisté non plus à un examen approfondi; il ne subsiste donc dans le livre de M. Lang, que des résultats négatifs en ce qui concerne le Masque de Fer; mais ces résultats deviennent positifs pour qui veut se renseigner sur la conversion de Charles II, sur son fils naturel, Jacques de la Cloche, sur l'abbé Prignani, sur Eustache Danger, sur l'histoire de la légende du Masque de Fer, sur l'incident du régiment de Douglas qui « permet le mieux d'apprécier l'hypocrisie et le caractère basement vindicatif de Louis XIV », enfin — l'essentiel pour nos lecteurs — sur le Nîmois protestant, Claude Roux ou Le Roux, dit de Marsilly, personnage d'ailleurs fort peu intéressant en lui-même, « très ingénieux et très menteur, plus qu'audacieux, téméraire et imprudent, mais n'obéissant qu'à l'intérêt ou à la passion du moment, huguenot plus fanatique que pieux, plus haineux que chrétien, et en tout cas dépourvu de tout sentiment français » (p. 220)².

1. *Enigmes du grand siècle. Le Masque de fer. Jacques Stuart de la Cloche. L'abbé Prignani. Roux de Marsilly.* Le Soudier, 1913. In-16 de 312 pages, 4 francs. Avec une table des noms cités.

2. Je ne sais jusqu'à quel point ce jugement est exact. Ce Roux a fait preuve (voir l'art. des frères Haag) d'une telle énergie et, en présence même de Daillé, d'une conviction tellement arrêtée que, pour le bien de ses sujets non seulement huguenots, il fallait s'opposer de toutes ses forces aux prétentions de Louis XIV à l'omnipotence, — qu'on ne peut qu'être impressionné

Quoi qu'il en soit, le livre de M. Laloy est très instructif, animé d'un excellent esprit et riche en documents inédits. Surtout il présente le roi-soleil sous un jour qui n'a rien d'officiel ni de convenu et qui pourrait bien être plus vrai que les couleurs traditionnelles sous lesquelles le monarque nous apparaît aujourd'hui encore dans les manuels et chez les historiens « pompiers » (pardon). Les conclusions sur le Masque de Fer méritent d'être reproduites ici : « Nous savons qu'il était un prisonnier arrêté en août 1669 et auquel on avait donné le nom d'Eustache Danger¹... nulle part on ne dit que c'était un coupable... L'importance de son secret était probablement plutôt dans ce à quoi il avait été employé que dans sa personnalité même; si, comme nous le croyons, c'était un prêtre, la violation des règles de la justice et des privilèges ecclésiastiques commise sur sa personne explique en partie les précautions prises. L'Église était encore fort puissante et défendait jalousement les privilèges de ses membres contre l'autorité royale. »

TH. SCH.

Au Canada. La nouvelle France catholique²

L'auteur de ce gros volume (et de beaucoup d'autres), M. Paul Vibert, rédacteur en chef et directeur politique du *Grand National*, vient de publier un singulier livre posthume de son père, Théodore Vibert, mort en 1885 comme juge de paix à Mer (Loir-et-Cher) après avoir publié toute une série d'ouvrages les plus divers inaugurée en 1860 par *Les Girondins*, poème national en 12 chants. Ce livre posthume est intitulé : *La race chamitique* (Leroux, 1916, XIII-415 p. 3 fr. 50). Nous le mentionnons ici parce qu'il présente le même caractère chaotique et anormal que l'œuvre de son fils que nous avons à apprécier présentement — un peu tard. Les deux livres produisent une impression étrange et mélangée, malaisée à préciser. Ils trahissent du talent, du savoir,

par une attitude après tout justifiée par les événements. Il est bien évident, en effet, que si dès 1669 ou 1670 on avait pu arrêter Louis XIV sur la pente où il s'était engagé à fond, on aurait évité à la France de terribles désastres. Un de nos anciens collaborateurs, aujourd'hui décédé, regrettait beaucoup de n'avoir pu mettre la main sur un dossier important concernant Roux de Marilly qui devait se trouver à la Bibliothèque nationale. Il était persuadé que, dans cette circonstance, pour faire sa cour, Ruigny avait été plus royaliste que huguenot ou bon Français, ce qui était d'ailleurs le cas pour plusieurs de ses coreligionnaires.

N. W.

1. Ce fait fut démontré, comme on sait, par M. Lair en 1890.

2. Schleicher, 1908, x-496 p. 10 francs. Par Paul Théodore-Vibert.

de la facilité, du courage à dire et à défendre ce qui a été reconnu ou cru être vrai. Mais ces qualités réelles sont gâtées par une prolixité malade, une absence de pondération et de modération, un manque d'ordre et d'esprit de suite, une impuissance à comprendre l'adversaire qui font peine à voir. Toutes les questions sont rabais-sées au niveau des partis et des personnalités, tout devient polémique. L'auteur est bruyamment anticlérical, c'est son droit, mais encore faut-il l'être avec mesure. Sa fougue affaiblit même la valeur de ses affirmations les plus justes et les plus légitimes ; par exemple ce qu'il dit de l'hygiène (p. 59), pour laquelle « partout et en toutes circonstances l'Église catholique montre sa même haine intangible » et que, dans son « horreur instinctive contre toute propreté, morale ou physique », elle considère comme « un instrument d'émancipation et de progrès aussi dangereux que l'instruction elle-même ». Cela, et beaucoup d'autres choses, gagnerait à être dit avec plus de réserve et de réserves.

On voit la thèse. Elle est formulée sans détour dès la première page de la Préface : « Dans cette admirable confédération canadienne, destinée à devenir un des grands États du monde, c'est encore, tout comme en Europe, l'Église catholique qui, sur l'ordre des Jésuites du Vatican, maintient l'ignorance et la superstition, empêche tout progrès et prêche la guerre civile et la haine des Anglais, parce que protestants, inlassablement. » Voilà qui est clair ; nous voyons où l'on veut nous mener. Mais si l'on demande un résumé du volume, la difficulté commence. Il y a de tout, beaucoup de documents reproduits tels quels, des lettres, extraits de journaux ou de comptes rendus judiciaires, poésies, pétitions, discours, etc. Il y aurait beaucoup à y glaner, mais il faudrait y mettre de l'ordre, grouper, résumer, coordonner ; bref refaire l'ouvrage. Une partie importante est réservée à Louis Riel, agitateur politique, victime, paraît-il, de l'intolérance cléricale. Il fut exécuté en 1885.

Terminons par une note plus gaie, empruntée aux impressions de voyage d'un Américain : « La malpropreté est, chez les Canadiens, à la hauteur de leurs sentiments religieux. Ils ne se lavent la figure que le dimanche matin. L'habitude des bains leur semble ridicule. Je les ai souvent entendus dire : « Faut-il que ces Américains soient sales pour qu'ils se lavent si souvent ! » (p. 334).

Cela nous rappelle que la dernière victime de l'Inquisition en Espagne fut une jeune fille accusée d'avoir pris un bain complet !

Histoire du protestantisme français au Canada et aux États-Unis.

C'est le titre d'un ouvrage en deux volumes (viii-396 et 342 p., avec de nombreux portraits et gravures) paru chez Bridel et Fischbacher en 1913. L'auteur, le pasteur R. P. Duclos, dont le portrait introduit le premier volume, donnait, le 13 septembre 1912, le « bon à tirer » des premières pages de son travail, et mourait inopinément le soir du même jour, à Vevey, à 77 ans. M. le pasteur Alex. Mage (son portrait orne l'entrée du 2^e vol.), qui avait déjà collaboré avec lui tout un hiver, se chargea de l'achèvement de l'œuvre. C'est, comme le dit M. Ch. Bieler, dans l'Introduction écrite à Montréal le 11 janvier 1913, une œuvre d'édification autant que d'instruction, et c'est ce qui explique, hâtons-nous de prévenir le lecteur, la longueur et même la présence de certains chapitres en rapport plutôt vague avec le sujet. Nous ne présentons donc pas une œuvre de science proprement dite. Cette œuvre reste à écrire. Mais celui qui l'écrira (le sujet mérite un vif intérêt) trouvera beaucoup à puiser dans les deux livres de M. Duclos. Il aura à élaguer, à modifier le groupement des matières, à prendre une allure plus nettement historique, à supprimer les passages apologétiques ou polémiques, à creuser davantage certaines parties du sujet, à raccourcir ou expliquer d'autres pages peu claires ou peu intéressantes pour un Européen. Le titre déjà serait à changer, car il n'est guère question des États-Unis que dans l'avant-dernier chapitre (XI), qui mériterait d'être développé et de former le noyau d'un ouvrage distinct. La simple énumération des chapitres montre l'absence de rigueur historique et le but religieux plus que scientifique.

Douze chapitres, dont sept pour le premier volume : 1) Les protestants français sous le régime français (1600-1759). Très sommaire et fragmentaire. 2) Le Canada sous le nouveau régime. Le clergé et la politique. L'Assemblée législative. 3) Le milieu où se formèrent les premiers missionnaires : Le réveil genevois. 4) Premiers missionnaires au Canada : Henri Olivier s'embarque au Havre le 15 août 1834, et arrive à New-York le 18 octobre, mais sa santé l'oblige à repartir dès le printemps de 1836. En octobre de l'année suivante, la révolution interrompt le travail missionnaire. 5) La société française canadienne. 6) L'œuvre missionnaire. 7) A travers la moisson. Tout cela est assez décousu, et le contenu ne répond souvent que très imparfaitement au titre. Jusque-là va la première partie qui porte le titre général : *Immigration huguenote et premières semailles*, tandis que la deuxième est intitulée : *La moisson lève*. 8) Le Père Chiniquy, prêtre devenu pasteur. 9) Ce chapitre est sans titre et, de fait, il serait difficile

de lui en trouver un, tant il embrasse de choses hétérogènes. 10) OEuvres protestantes françaises au Canada. Enfin, une troisième partie : *La moisson s'étend*. 11) Le protestantisme français aux États-Unis. 12) L'émigration huguenote. Ajoutez-y quelques pages (289-297) de *Conclusions*, un *Appendice* apportant des illustrations arrivées trop tard pour pouvoir figurer dans le texte; cinq pages d'*In memoriam* consacrées à l'auteur défunt; enfin, cinq *Fragments* tirés de notes éparses laissées par lui.

Th. SCH.

Sociétés huguenotes des États-Unis d'Amérique

Il y aux États-Unis quatre Sociétés huguenotes. La première s'appelle **Huguenot Society of America**, et a son siège à New-York. Ses publications, intitulées *Proceedings*, paraissent à intervalles irréguliers et très espacés. La dernière qui nous soit parvenue est datée du mois d'octobre 1909. Le président était, à cette époque, le colonel William Jay et le secrétaire M^{me} James M. Lawton. Ce dernier *Bulletin* (*Proceedings*) forme une brochure de 54 pages qui rend compte des réunions tenues jusqu'en 1909, et renferme surtout la liste détaillée des membres accompagnée de l'indication de l'origine de leurs familles.

Deux branches de la Société huguenote d'Amérique se sont constituées sous le nom de **Huguenot Association of New Rochelle** (1885). Celle-ci n'a publié, à ma connaissance, qu'une plaquette illustrée (*New Rochelle through seven generations*) à l'occasion du 225^e anniversaire de la fondation de la colonie de New Rochelle (*Bull.* 1913, 566). — L'autre branche, **New Paltz Huguenot Society** ne nous est connue que par un volume qui forme le tome III des *Collections of the Holland Society of New York*, intitulé *Records of the Reformed Dutch Church of New Paltz N. Y. containing an account of the organization of the Church and the registers of consistories, members, marriages and baptisms* (VIII-270 p. in-8°, Index)¹ publié pour la Société en 1896.

Enfin, il existe, depuis 1885, une **Huguenot Society of South Carolina** qui publie, depuis 1889, sous le titre de *Transactions of the Huguenot Society of South-Carolina*, un bulletin annuel dont le n° 21, paru en 1915, vient de nous être envoyé. Ce fascicule de 74 pages renferme d'intéressantes communications sur les planteurs de St John Berkeley (*The Planters of St John's*), qui étaient en grande partie d'origine huguenote, et sur l'influence des huguenots dans les États-Unis d'Amérique (*The Influence of the*

1. La plupart des noms sont des noms wallons.

Huguenots in the United States of America), deux mémoires qui citent beaucoup de noms.

Un document, daté du 14 mars 1688-1689 et signé *Peter Girard* évalue le nombre des Français protestants établis à cette date dans la Caroline du Sud à 438.

N. W.

CORRESPONDANCE

A propos du monument de la Réformation

La *Semaine religieuse de Genève* (24 juin) renferme un compte rendu de l'assemblée générale de l'Association du monument international de la Réformation qui s'est tenue le 14 juin. Nous lui empruntons les renseignements qui suivent : Bien que les sculpteurs, MM. Bouchard et Landowski, aient été autorisés à passer quelques semaines à Genève, ils n'ont pu terminer la retouche des statues et des bas-reliefs. Mais ce travail est très avancé, les trois grands écussons armoriés (Berne, Genève, Écosse) ont été mis en place dans le dallage, au pied du groupe central, la gravure des inscriptions touche à sa fin, sauf celle de la principale, *Post Tenebras Lux*. Les dix statues et cinq des six bas-reliefs sont en place et de grands travaux d'aménagement ont été effectués par la ville de Genève aux alentours de ce monument dont on peut désormais entrevoir l'achèvement. Le total des dépenses effectuées à ce jour est de 622 711 francs. Nous faisons des vœux pour que les sculpteurs qui ont reçu, l'un et l'autre, la Croix de guerre, puissent continuer à échapper aux dangers dont ils ont été préservés jusqu'à ce jour et terminer cette œuvre dont l'origine remonte déjà à dix années.

La tempête meurtrière déchaînée par l'ambition et la folie de quelques hommes et dont tous, combattants et non-combattants, subissent les ravages sans pouvoir en diminuer ni la violence, ni la durée, cette tempête ne doit pas nous faire oublier les services rendus par ceux dont le monument de la Réformation veut perpétuer la mémoire. Si la politique, les illusions et les fautes inséparables de tout effort humain n'ont pas été étrangères à l'œuvre de libération qu'ils ont entreprise, elles n'ont pu l'empêcher de porter des fruits, visibles au milieu même de cet enfer.

Jamais, en effet, à aucune époque, on n'a vu se multiplier, dans des proportions vraiment grandioses, les efforts et les sacrifices pour maintenir et garantir les droits des faibles, pour atté-

nuer, dans la mesure du possible, les souffrances infligées aux pays envahis, aux fugitifs, aux prisonniers, aux blessés, aux mutilés, aux orphelins. Or, ne l'oublions pas, la Croix-Rouge a été conçue et créée il n'y a guère plus d'un demi-siècle par des protestants français; d'innombrables œuvres de solidarité, individuelles¹ ou collectives, ont été organisées par elle ou sous son inspiration; enfin la ville et le pays où elle a pris naissance et d'où partent chaque jour des milliers de messages de consolation et de secours, sont ceux qui ont le plus directement subi l'influence de Calvin².

N. W.

Lord Kitchener.

Les Irlandais, les Canadiens français et le Protestantisme.

Le *Bulletin* de novembre-décembre 1915 a cité (p. 732) quelques-uns des membres de la Société huguenote de Londres, descendants authentiques de familles françaises, qui furent victimes de la guerre. On aura remarqué, parmi eux, le nom célèbre de Lord Roberts. Son successeur, non moins éminent et peut-être encore plus célèbre, Lord Kitchener, qui vient de périr d'une manière si tragique, le 5 juin dernier, dans le naufrage du *Hampshire*, avait, lui aussi, dans les veines, du sang huguenot. Né le 24 juin 1850, à Gunsborough-house près de Tralee en Irlande, d'une famille de pasteurs du comté de Suffolk en Angleterre, cet homme, incorruptible entre tous, descendait, en effet, de huguenots français par sa mère née Chevallier. Ce nom, très répandu, figure trop fréquemment dans les listes de huguenots réfugiés ou naturalisés en Angleterre pour qu'en l'absence de fil conducteur, je puisse indiquer celui d'entre eux auquel se rattachait la mère de l'organisateur de l'armée anglaise de 1914-1916. Sans doute nos confrères de Londres s'acquitteront de cette tâche.

En attendant, on me permettra d'opposer, entre beaucoup d'autres, ce fait, à certaines coïncidences que relèvent avec soin certains journaux bien pensants pour laisser entendre que le protestantisme serait responsable de cette guerre et de ses horreurs; — comme si la monarchie des Habsbourg qui écrasa la Serbie, et le parti du centre Allemand lequel, depuis des années, dirige la politique prussienne, n'étaient pas les meilleurs suppôts

1. Parmi celles-ci il n'y en a pas de plus émouvante que celle de M. B. Vallotton, *Fonds suisse romand en faveur des soldats aveugles en France*, Paris, Fischbacher, 1916.

2. Voir le numéro de *Foi et Vie* du 16 juin 1916, consacré à *La Suisse et son action charitable pendant la guerre*.

du pape qui jamais ne désavouera leur conduite¹. Ainsi l'*Echo de Paris* du 22 mai, à propos du rôle de Sir Roger Casement dans la révolution avortée d'Irlande, voudrait faire croire que l'origine protestante de ce malheureux était pour quelque chose dans sa tentative criminelle et cherche, en passant, à éclabousser les missionnaires protestants qui dénoncèrent les atrocités commises au Congo et obtinrent finalement le désaveu officiel de ces méthodes de colonisation².

Pourquoi donc ces journaux ne citent-ils pas, par exemple, ce fait, mis en évidence dans l'enquête officielle sur l'insurrection irlandaise, qu'elle fut fomentée, entre autres, par un grand nombre de prêtres parmi lesquels se distingua l'évêque de Limerick M^{re} O'Dwyer³. — Pourquoi ces mêmes feuilles qui ne citent que les dévouements authentiquement catholiques — comme s'il n'y en avait pas d'autres — n'ont-elles pas relevé ce fait, très commenté au delà de la Manche et de l'Atlantique : Alors que les *Canadiens anglais* se distinguent de toute manière, sur les champs de bataille comme dans les ambulances, comment se fait-il que les *Canadiens français* parlant encore aujourd'hui, en grand nombre, notre langue et très bons catholiques, ne se soient pas enrôlés en masse pour voler au secours de leur patrie d'origine, dans cette lutte formidable qui aurait été déchaînée par le protestantisme ? Des missionnaires protestants les en auraient-ils, par hasard, secrètement empêchés ?

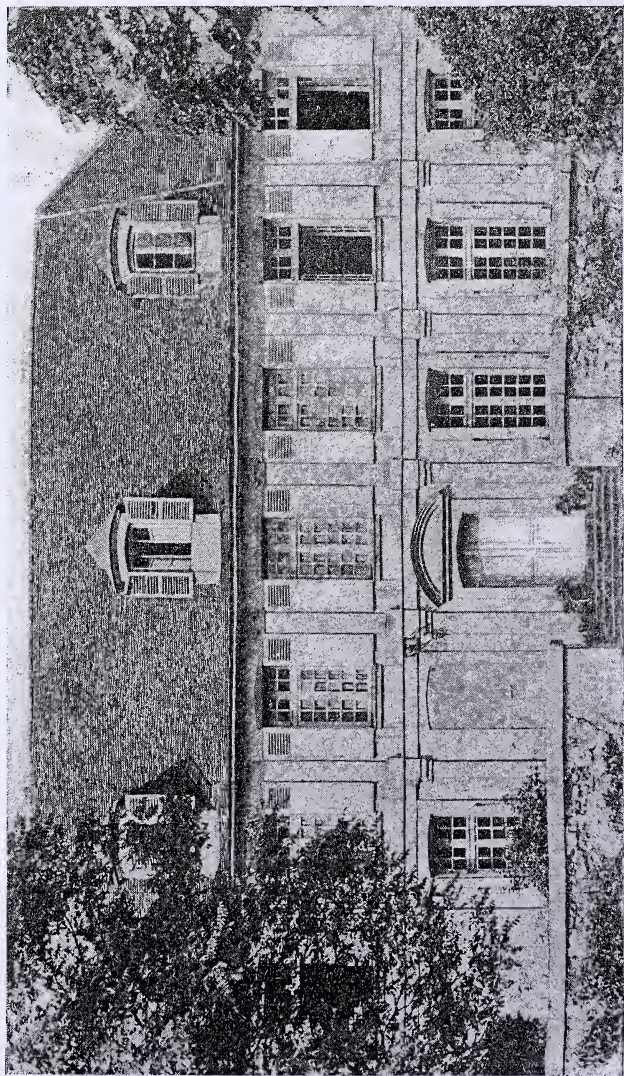
N. WEISS.

1. Voici comment un jeune Autrichien explique le sens et le but de l'alliance austro-allemande dans un journal catholique soleurois (*Schildwache am Jura*), cité, entre autres, par la *Semaine religieuse de Genève* du 17 juin 1916 : « Le côté grandiose de cette guerre, c'est l'œuvre que Dieu poursuit en faveur de son Eglise par l'alliance de la catholique Autriche avec l'Allemagne, en majorité protestante. Le protestantisme décomposé et pourri, hors d'état de maintenir ses formes primitives, vaincu par la puissance de l'unique vérité, lutte en réalité pour la culture et la doctrine catholiques. C'est le premier pas qui se fait pour retrouver la brebis qui s'est perdue dans la tempête de la Réforme, c'est le signal de la grande contre-réformation que Dieu même vient d'inaugurer au moyen du glaive enflammé de la guerre. »

2. L'article est intitulé : *Sir Roger Casement, Kuno Meyer et Cie*. En voici quelques extraits : « Beaucoup de protestants de la région de Belfast, chérissant le souvenir de Guillaume d'Orange, et se croyant sur le point d'être livrés aux Home rulers papistes, avaient sur leur cheminée l'image de Guillaume II considéré comme le protecteur naturel du calvinisme européen... Quant à Casement, les Allemands l'avaient connu par sa campagne congolaise de 1903. Les inconscients qui, en France, en Suisse et ailleurs ont participé à cette prétendue croisade humanitaire, ont beau protester. Le personnage est encore moins défendable que Morel... Agent des Allemands en Irlande, il a été agent des Allemands en Afrique. Il les a aidés à brouiller l'Angleterre avec la Belgique... Pour avoir servi les haines de la mission protestante, les radicaux le décoient du titre de « Bayard du service consulaire »... »

3. Voy. le *Times* du 20 mai et le *Daily News and Leader* du 29 mai 1916.

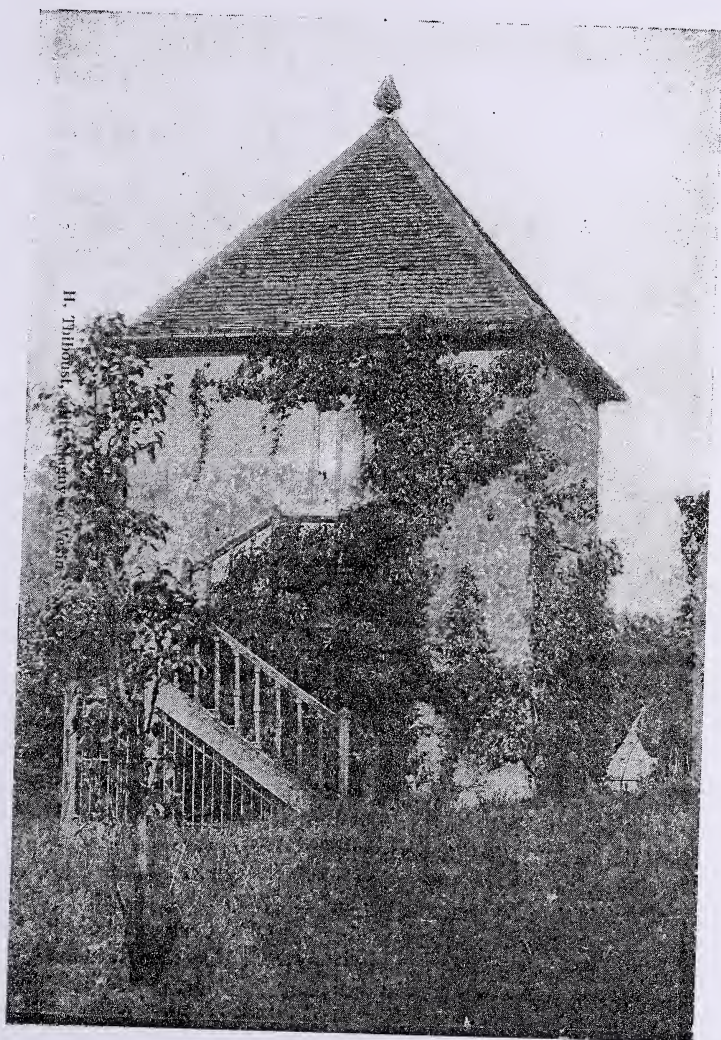
Illustrations de l'étude de M. J. Pannier sur la Réforme
dans le Vexin français.



Le Château de Hazeville. (*Bull.* 1914-1915, p. 656.

Nous avons enfin pu, non sans peine, nous procurer les trois
vues qui devaient illustrer l'étude de notre collègue M. Jacques

Pannier sur la *Réforme dans le Vexin français* (Bull. 1914-1915, p. 646-685). Comme elles figureront dans le tirage à part de cet

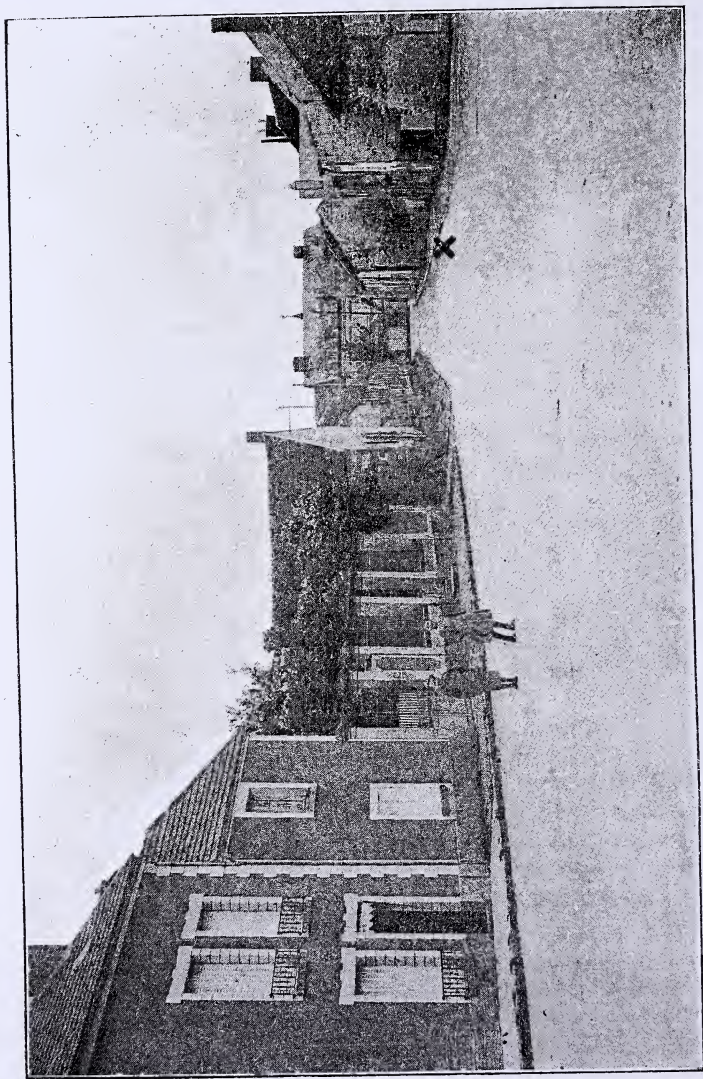


Le château de Hazeville, le pavillon de Calvin.

(Bull. 1914-1915, p. 653.)

article, nous n'avons pas voulu en priver nos lecteurs qui trouveront ici la reproduction des vues du *Château de Hazeville*, du pavil-

lon de Calvin et de la place d'Avernes à l'entrée de laquelle une



Avernes, près Meulan ; la croix marque l'emplacement du temple au xvii^e siècle. (*Bull.* 1914-1915, p. 674.)

croix marque l'emplacement de l'ancien temple des protestants (p. 656 et 674).

N. W.

NÉCROLOGIE

M. L. Tanon.

Notre collègue, M. Louis Tanon, président honoraire à la Cour de Cassation, grand officier de la Légion d'honneur, nous a quittés, dans sa 78^e année, le 19 avril dernier. Il était déjà conseiller à la Cour de Cassation lorsqu'en 1892, présenté par notre doyen M. Alfred Franklin, il entra dans notre Comité. Ses occupations professionnelles, très absorbantes, l'empêchèrent souvent de prendre part à nos réunions. Mais il s'intéressait vivement à notre histoire et s'était proposé de nous communiquer ce qu'il aurait pu rassembler sur elle dans les riches archives de sa famille. Celle-ci comptait, parmi ses ancêtres, *Jacques Pellissier-Tanon*, châtelain royal de Mens (Isère), condamné le 3 septembre 1740, pour « prévarications dans les fonctions de sa charge (lisez : pour avoir toléré des assemblées du Désert) et avoir favorisé l'évasion des prédicants », aux galères perpétuelles, à la confiscation de son office de châtelain et à 1000 livres d'amende¹. Sans doute, cette maudite guerre à laquelle plusieurs des siens durent prendre part, l'a empêché de donner suite à son projet. Il est parti, attristé comme tant d'autres, par tout ce qui nous épouvante et nous humilie tous, et vivement regretté de ceux qui le connurent de près pendant sa longue carrière. Notre comité, à l'unanimité, s'associe à ces regrets².

N. W.

1. Voy. E. Arnaud, *Histoire des Protestants de Dauphiné*, III, 187 et *Fr. prot.*, 2^e éd. VI, 357.

2. M. L. Tanon laisse, entre autres, un livre très utile, l'*Histoire des tribunaux de l'Inquisition en France* (cf. *Bull.*, 1893, 660).

Le gérant : FISCHEBACHER.

Le Meilleur Laxatif



à base d'extraits de plantes
un seul grain
au début du repas du soir

*donne un résultat
le lendemain matin*

**Chasse la bile
Purifie le sang
Nettoie l'estomac
Elimine l'acide urique**

2^f25 le flacon de 50 pour 4 mois
1^f25 le 1/2 fl. de 25 pour 2 mois
0^f50 pochette de 8 pour 3 semaines

UN PETIT LIVRE UTIL

ATTESTATIONS : Depuis environ vingt ans, j'emploie les remèdes du Dr Ponzio pour mon usage personnel et depuis plus de quinze ans j'en ai donné à de nombreux malades; j'ai donc pu constater l'efficacité de cette remarquable médication.

C'est dans les maladies chroniques surtout que les remèdes du Dr Ponzio sont puissants: ils guérissent souvent et, dans le cas où la guérison est impossible, ils soulagent efficacement et prolongent la vie du malade.

Je ne crois pas qu'aucune autre médication produise des effets aussi sûrs que les remèdes du Dr Ponzio. Leur action est en général très rapide et elle est surtout très profonde.

Voilà le résultat de nombreuses observations que j'ai pu faire.

G. BOURGEOIS,

pasteur à Mars, par Saint-Agrève (Ardèche)

Extrait du PETIT MANUEL d'HOMÉOPATHIE COMPLÈTE du Dr Ponzio, de la Faculté de Paris. Cet ouvrage est adressé GRATIS à quiconque le demande à M. le Directeur du journal: *La Clinique Homéopathique*, 15, rue de Liège, Boîte S. Paris. (Joindre un timbre de 0.10 pour l'envoi).



Pour les Annonces du BULLETIN
S'adresser à M. STREET

L'UNION

SIÈGE SOCIAL : 9, Place Vendôme, PARIS

Compagnie d'assurances sur

LA VIE

Entr. privé, assuj. au contrôle de l'Ét.,
fondée en 1829

Fonds de garantie : **223 Millions**
Assurances en cas de Vie et de Décès

M. Ch. de **MONTFERRAND, C. ***
Ancien Inspecteur des Finances,

Directeur.

M. Eng. **LE SENNE, Direct.-Adjoint.**

Compagnie d'assurances contre

L'INCENDIE

fondée en 1828

Sinistres payés depuis l'origine de
la Compagnie :

472 millions 1/2

M. le baron **G. CERISE, O. ***
Ancien Inspecteur des Finances,

Directeur.

M. **ALBY, *, Direct.-Adjoint.**

Compagnie d'assurances contre
ET LES

LE VOL

fondée en 1909

DÉTOURNEMENTS. — DÉGÂTS DES EAUX
B IS DES GLACES

Capital social : **10 Millions**

M. le baron **G. CERISE, O. ***
Ancien Inspecteur des Finances,

Directeur.

M. **ALBY, *, Direct.-Adjoint.**
M. **A. POTTIER, Direct.-Adjoint.**

CONSEIL D'ADMINISTRATION DES TROIS COMPAGNIES

MM.

Dervillé (Stéphane), G. O. *, ancien Président du Trib. de Commerce de la Seine, Régent de la Banque de France, Président de la Cie des Chemins de fer de P.-L.-M., Adm. de la C^e Univ. du Canal mar. de Suez, **Président**, Mirabaud (Albert), de la Maison Mirabaud et Cie, Banquiers, Administrateur de la Compagnie des Chemins de fer de P.-L.-M., de la Banque Impériale Ottomane et de la Compagnie Algérienne, **Vice-Président**, Delaunay-Belleville (Robert), C. *, Administrateur général de la S^e Anonyme des Etablissements Delaunay-Belleville, Jameson (Robert), de la maison Hottinguer et Cie, Banquiers, Administrateur du Comptoir d'Escompte de Paris.

MM.

Mallet (Gérard), de la maison Mallet Frères et Cie, Banquiers, de Pelierin de Latouche (G.), C. *, Adm. de la Cie des Chemins de fer de P.-L.-M. et de la Cie Générale Transatlantique et de la Banque de l'Algérie, Sollier (Georges), O. *, Anc. Prés. la Trib. de Commerce de la Seine, Adm. de la Cie des Ch. de fer de P.-L.-M. et du Crédit Foncier de France, Thurneysen (Auguste), Vice-Président de la Cie des Chemins de fer des Landes, Vernes (Félix), de la Maison Vernes et Cie, banquiers, Administrateur de la Compagnie du Chemin de fer du Nord et de la Banque Impériale Ottomane.

REPRODUCTIONS FAC-SIMILÉ de CROIX HUGUENOTES ANCIENNES

recommandées comme cadeaux de toutes circonstances
ANNIVERSAIRES, 1^{re} COMMUNION, FIANÇAILLES
MARIAGE, NOEL ET JOUR DE L'AN

NOS SOLDATS et NOS INFIRMIÈRES

nos jeunes gens et jeunes filles des Ecoles du Dimanche
et des U. C. et J. C.
porteront la Croix Huguenote avec plaisir, soit à leur chaîne de
manière, soit comme pendentif. Voici les modèles :

I. CROIX du QUEYRAS

HAUTES-ALPES (XVII^e siècle)
se fait avec colombe bombée ou avec larve en

a) métal, patiné vieux argent,
hauteur 30^{mm} 2 fr.

b) argent contrôlé, h. 30^{mm} 4 fr.

II. CROIX du LANGUEDOC
XVIII^e siècle, avec colombe bombée
et ciselée en relief, hauteur 30^{mm},
poids 4 gr., en or contrôlé, 30 f.

III. CROIX CÉVENOLES

en or contrôlé, jaune mat, avec
colombe plate ou avec larve

grandeur n^o 1, 34^{mm} 25 fr.

" n^o 2, 30^{mm} 23 fr.

" n^o 3, 26^{mm} 21 fr.

" n^o 4, 22^{mm} 19 fr.

Les mêmes Croix en or contrôlé
avec colombe bombée et ciselée en
relief, 2 fr. en plus par grandeur.

CROIX CÉVENOLE, en argent contrôlé, hauteur
30^{mm}, avec colombe plate, gravée 5 "

La même croix, avec colombe bombée et ciselée en
relief 6 "

GALLIER en or contrôlé, long. 50^{mm}, poids 4 gr. 23 fr.
en argent contrôlé, long 50^{mm} 4 50

TRAVAILLONS TOUS pour la Défense Nationale

Nos soldats maîtrisent l'ennemi dans les
usines, nos ouvriers travaillent nuit et jour pour
activer la production des canons et des munitions.
Ceux qui ne peuvent agir ni aux armées, ni
dans les usines, doivent plus que tous autres
s'efforcer de collaborer à l'action commune.

Qu'ils épargnent pour avoir des disponibilités
dont ils peuvent disposer pour les prêter au
Trésor. C'est pour eux le meilleur moyen de
fournir à nos défenseurs ce qui leur est nécessaire.
Ils doivent transformer leurs disponibilités en
Bons ou en Obligations de la Défense Nationale.

Les Bons sont à échéance de trois mois, six
mois, un an. Lorsqu'ils ont moins de trois mois
d'échéance à courir, ils peuvent être négociés à
la Banque de France, comme des titres de
change, et quand leur échéance dépasse trois mois
la Banque de France peut avancer aux porteurs
80 0/0 de leur valeur nominale.

L'intérêt des Bons à trois mois est de 4 0/0,
l'intérêt des Bons à six mois est de 5 0/0 toujours
payable d'avance.

L'intérêt des Obligations est aussi payable
d'avance, exempt d'impôt; elles sont délivrées
pendant la deuxième quinzaine de juillet à 96 fr. 60
par coupure de 100 francs. Leur rendement est
sensiblement de plus de 3 0/0.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
du
Protestantisme Français

Reconnue d'utilité publique par Décret du 13 juillet 1870

Bulletin

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

Études, Documents, Chronique littéraire

LXV^e ANNÉE

TREIZIÈME DE LA 5^e SÉRIE

Juillet-Septembre 1916



PARIS

Au Siège de la Société, 54, rue des Saints-Pères

LIBRAIRIE FISCHBACHER (Société anonyme)

33, rue de Seine, 33

1916

N. W. — Pour la Fête de la Réformation	193
--	-----

ÉTUDES HISTORIQUES.

N. WEISS. — Épisodes de la Réforme à Paris. — L'assemblée de la rue Saint-Jacques, 4-5 septembre 1557.	195
--	-----

DOCUMENTS.

GÉRAUL LAVERGNE. — Le cimetière protestant de Périgueux au XVI ^e siècle.	236
N. W. — Temples du diocèse de Séez, poursuivis avant la Révocation	238
FRANK PUAUX. — Lettres officielles, 1807, 1809, 1814. . . .	241

CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET COMPTES RENDUS CRITIQUES.

N. WEISS. — L'avènement politique de la Réforme française, d'après M. L. Romier	246
---	-----

CORRESPONDANCE.

A. ATGER. — A Bernis, avant et après la Révocation	255
N. WEISS. — Descendants de huguenots, victimes de la guerre. — Encore Lord Kitchener. — Victor Jay Chapman. .	257

NÉCROLOGIE.

Le Dr Richard Béringuier. — M. Daniel Benoît.	259
---	-----

ILLUSTRATIONS.

Deux vues, d'après des photographies, du château de Graveron, qui appartient à Philippe de Luns	207-208
---	---------

RÉDACTION ET ABONNEMENTS

Tout ce qui concerne la rédaction du *Bulletin* doit être adressé à M. N. WEISS, secrétaire de la Société, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), qui rendra compte de tout ouvrage intéressant notre histoire, dont deux exemplaires seront déposés à cette adresse. Un seul exemplaire donne droit à une annonce sur cette couverture.

Le *Bulletin* paraît tous les deux mois, en cahiers in-8° de 96 pages avec illustrations. On ne s'abonne pas pour moins d'une année. Tous les abonnements datent du 1^{er} Janvier et doivent être soldés à cette époque.

Prix de l'abonnement : 40 fr. pour la France, l'Alsace et la Lorraine ; — 42 fr. 50 pour l'étranger ; — 6 fr. pour les pasteurs, instituteurs, etc., de France et des colonies françaises ; 40 fr. pour les pasteurs de l'étranger. — Prix d'un numéro isolé de l'année courante et de la précédente, 2 fr. et pour les autres années, selon leur rareté.

La voie la plus économique et la plus simple pour le paiement des abonnements est l'envoi d'un mandat-carte au nom de M. Fischbacher, libraire, rue de Seine, 33, à Paris, ou de M. N. WEISS, secrétaire-trésorier, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), auquel doivent aussi être adressés les dons et collectes.

Nous ne saurions trop engager nos lecteurs à éviter tout intermédiaire, même celui des libraires.

LES PERSONNES QUI N'ONT PAS SOLDÉ LEUR ABONNEMENT AU 15 MARS REÇOIVENT UNE QUITTANCE A DOMICILE, AVEC AUGMENTATION, POUR FRAIS DE RECouvreMENT, DE : 1 fr. pour les départements ; 1 fr. 50 pour l'étranger.

Ces chiffres sont loin de couvrir les frais qu'exige la présentation des quittances : l'administration préfère donc toujours que les abonnements lui soient soldés spontanément.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

POUR LA FÊTE DE LA RÉFORMATION — 1916

Lorsqu'il y a deux ans, à l'occasion du premier anniversaire de la Réformation depuis la déclaration de guerre, nous avons protesté, au nom de l'histoire du Protestantisme, contre la violation des principes qu'elle proclame, par les envahisseurs de la Belgique, qui aurait cru que nous serions appelés à commémorer cette grande date pour la troisième fois avant la fin des hostilités!

Une année seulement nous sépare maintenant du quatrième centenaire du 31 octobre 1517. C'est ce jour-là que, non sans hésitation et après plusieurs vaines démarches, Luther afficha aux portes de l'église de Wittemberg, contre l'abus du trafic des indulgences, ses 95 thèses. Cet appel à l'autorité souveraine de l'enseignement du Christ placé devant la conscience publique, marquait, sans que le réformateur s'en doutât lui-même, le début d'une ère nouvelle. Et, comme pour accentuer le contraste entre ce qui se passe aujourd'hui et cette courageuse protestation contre un scandale déploré par beaucoup de catholiques, c'est le nom de Wittemberg qui a naguère attiré l'attention universelle sur une des plus odieuses conséquences de cette guerre d'extermination.

C'est près de Wittemberg entre autres, que, à partir de décembre 1914, furent internés plus de 18 000 prisonniers de guerre, dont 15 000 Russes, 2 000 Français, un millier d'Anglais et une quarantaine de civils belges. Les privations et les mauvais traitements de ce *Gefangenenerlager* furent tels que le typhus y éclata. Tous les médecins et infirmiers désertèrent le camp. Six médecins anglais, arrivés vers le 7 février 1915, eurent pitié de ces malheureux et les soignèrent. Cinq d'entre eux moururent à la peine; ce n'est qu'au mois de juin que l'épidémie put être enrayée, après avoir, en six mois, fait près de 2 000 victimes — 1 500 Russes, plus de 300 Français, 87 Anglais — et laissé les survivants dans un état de dépression extrême¹.

1. Voy. Arthur Green, *The Story of a prisoner of war* et le résumé qu'en Juillet-Septembre 1916.

Voilà ce qui a pu se passer sans protestation sous les yeux d'une ville, non des moindres puisqu'elle fut la première qui secoua le joug de la papauté; comme toute l'Allemagne elle avait pris, d'ancienne date, l'habitude de la soumission sans contrôle aux actes du gouvernement. Ce seul fait ne démontre-t-il pas que la Réforme n'a pas achevé son œuvre et que l'exemple de celui qui l'inaugura a été oublié?

Qui oserait soutenir que ceux qui avec et après lui ont voulu affranchir les âmes par l'Évangile librement cru et mis en pratique, n'ont plus rien à dire aux générations qui aujourd'hui luttent et meurent, au fond, pour la même cause qu'ils ont défendue? La papauté, qui n'a pas voulu faire elle-même la Réforme — laquelle, dès lors, s'est faite contre elle — a-t-elle élevé la voix contre l'iniquité et les innombrables violations des droits les plus sacrés? Ou bien, la politique serait-elle seule capable de résoudre les problèmes que soulève et que pose, pour le présent et pour l'avenir, ce gigantesque conflit? — Personne n'oserait l'affirmer.

Espérons que les protestants conscients de leurs origines et de leur mission, et qui aujourd'hui prennent leur large part des sacrifices inséparables de cette lutte, sauront, eux aussi, participer, dans l'esprit de leurs pères, au relèvement des ruines après la victoire¹.

N. W.

Deux membres de notre Comité viennent d'être frappés dans leurs affections. Notre collègue le général d'Amboix de Larbont a perdu son petit-fils, le maréchal des logis de hussards, *Henri de La Bruyère* tué en Argonne le 9 juillet à l'âge de vingt ans. — M. Armand Lods a perdu ses deux neveux : le capitaine de mitrailleurs *Jacques de Visme*, cité deux fois à l'ordre du jour, tué à Douaumont le 2 mars et son plus jeune frère, l'adjudant d'infanterie *Pierre de Visme*, décoré de la Croix de guerre, tombé sur la Somme le 3 septembre dernier. — Le sous-lieutenant *Pierre Bernus*, fils de feu M. Auguste Bernus, a été gravement blessé le 26 août, et le jeune *Marc Morel*, malade, a été évacué de Salonique sur Marseille.

donne la *Revue des Deux Mondes* du 15 juillet 1916. Ce n'est que le 18 mai 1915 que parvint à ces malheureux un premier envoi du dehors.

1. Nous remercions vivement les Églises dont les noms suivent, et qui ont bien voulu nous envoyer des dons depuis le 1^{er} novembre 1915 : Aubais, Auxerre, Bernis, Bordeaux, Caen, Gap, Le Havre, La Roche-sur-Yon, Mialet, Montpellier, Nancy, Paris-Oratoire, Pau, Réalville, Saint-Cloud, Saint-Etienne, Saint-Maixent, Saint-Martin de Ré, Salies-de-Béarn, Saumur, Sétif, Vincennes.

Études Historiques

ÉPISODES DE LA RÉFORME À PARIS ¹

L'assemblée de la rue Saint-Jacques
4-5 septembre 1557

I

Cette affaire de la rue Saint-Jacques est un des épisodes les plus importants de l'histoire du protestantisme français au xvi^e siècle. Il y a longtemps déjà que j'ai essayé de le reconstituer comme je l'ai fait jadis pour l'affaire des Placards ², car je pensais qu'il eut des conséquences presque aussi graves que cette dernière, qui détourna du protestantisme, non seulement beaucoup d'esprits modérés, mais surtout et pour longtemps le monde officiel. Assurément la répression terrible qui suivit l'affaire des Placards (1534-1535) n'arrêta que momentanément les progrès de l'hérésie. Il suffit, pour s'en convaincre, de parcourir la série d'édits qui s'efforcèrent, dans la suite, de stimuler l'activité des juges ecclésiastiques ou laïques, ou de suppléer à leur indécision ou à leur impuissance—ou encore de se rappeler l'effort très sérieux qui fut tenté, après la mort de François I^{er}, par l'institution de la *Chambre ardente* succédant aux commissions envoyées dans les provinces pour y éteindre des foyers d'hérésie de plus en plus nombreux ³.

1. Cf. *Bull.*, 1886, 97 ss. et 1888, 241 ss.

2. Voy. *Bull.*, 1904, 97 ss.

3. On trouvera la série de ces édits dans ma *Chambre ardente* (Paris Fischbacher, 1889); il faut les compléter par l'*Ordonnance inédite* de 1546,

Mais il semble bien, malgré le grand nombre de personnes ou de régions impliquées dans ces poursuites dont nous ne pouvons encore que soupçonner l'étendue, que jusque vers la fin du règne de Henri II, on se soit imaginé, eu haut lieu, que la question religieuse était secondaire. C'est, du moins, l'impression que l'on retire du second volume de l'ouvrage approfondi sur le règne de Henri II, que M. L. Romier a consacré à l'*Origine politique des guerres de religion*. On y voit que les coûteuses et vaines expéditions militaires auxquelles le roi de France se laissa entraîner par l'ambition et les prétentions exorbitantes de certains personnages, l'absorbèrent et le passionnèrent au point de lui faire perdre de vue l'état intérieur de division et d'épuisement de son royaume. Il était d'ailleurs si borné, si routinier, si ignorant en matière religieuse qu'il n'admettait pas que l'hérésie pût être autre chose qu'un crime de droit commun dont une bonne police aurait raison comme des voleurs ou des coupe-gorge. L'affaire de la rue Saint-Jacques fut peut-être le principal incident qui contribua à lui ouvrir les yeux.

On ne pouvait la connaître jusqu'ici que par les récits, d'ailleurs identiques, de Crespin et de l'*Histoire ecclésiastique*¹ reproduisant l'un et l'autre celui du pasteur Antoine de Chandieu que renferme son *Histoire des Persécutions et martyrs de l'Église de Paris depuis l'an 1557 jusques au temps du Roy Charles neufiesme*, parue à Lyon en 1563, sans doute après l'édit d'Amboise qui termine la première guerre de religion². Ce récit très précieux émane d'un témoin des événements, absolument intègre et digne de foi, comme j'aurai d'ailleurs l'occasion de le démontrer

publiée par M. Oursel dans le *Bull. hist. et philol.* en 1910 et qui est sans doute celle qui fut enregistrée à Grenoble le 23 nov. 1546 (*Chambre ard.*, p. xxxviii). Les arrêts publiés dans la *Chambre ardente* doivent être complétés par ceux publiés dans le *Bulletin* en 1899 (p. 573).

1. *Histoire des Martyrs* (éd. de Toulouse, 1885), II, 543 ss. et *Hist. ecclés.* (éd. Baum), I, 116 ss.

2. Voir, sur A. de Chandieu, l'importante étude de M. A. Bernus dans le *Bulletin* de 1888. Un exemplaire interfolié, du tirage à part, couvert de notes de l'auteur, se trouve à la Bibliothèque de la Société.

tout à l'heure. Mais il évite, sans doute intentionnellement, sauf en ce qui concerne les exécutions capitales, de nous donner les noms, qualités, etc., des très nombreuses personnes de tout rang qui furent poursuivies et les détails qui, aujourd'hui, nous intéresseraient le plus sur leur sort définitif. Il a, du reste, comme tous les écrits protestants de cette époque, été rédigé dans un but essentiellement apologétique, pour répondre aux calomnies aussi absurdes qu'infâmes répandues par les persécuteurs et pour faire ressortir, au point de vue moral et religieux, l'innocence et la bonne foi des victimes. La correspondance de Calvin publiée par les théologiens strasbourgeois, très abondante et presque complète pour cette époque, permet de suivre les péripéties de l'affaire en quelque sorte jour après jour. Elle complète et confirme admirablement le récit de Chandieu et a, du reste, été largement utilisée par M. Jules Bonnet, dans une étude sur le pasteur Jean Macar¹, c'est-à-dire sur l'Église réformée de Paris en 1558 (*Bulletin* 1876, 434 et 1877, 49, 97 et 433).

Mais ces témoins qui auraient pu nous conserver le texte des arrêts qui se succédèrent pendant les quatre derniers mois de 1557 et les six premiers de 1558 au cours desquels, avec une célérité insolite, les tribunaux réussirent à liquider presque toute l'affaire, n'y ont pas songé. Cela leur aurait pourtant été d'autant plus facile qu'ils réussirent à retirer du greffe jusqu'aux interrogatoires de ceux dont ils ont tenu à honorer la mémoire en nous faisant assister aux péripéties de leur lutte suprême.

J'ai cru pouvoir suppléer à leur silence en consultant les registres criminels et les minutes du Parlement. Hélas ! Une fois de plus j'ai dû constater que les registres qui devraient nous renseigner sur les épisodes les plus importants de nos annales, ont été supprimés. En effet, ceux qui renfermaient les arrêts du 1^{er} juillet 1557 au 30 juin 1558

1. Et avant lui par M. A. Coquerel fils dans son *Précis de l'Histoire de l'Église réformée de Paris* (1862) où il a publié des traductions de ces lettres, dont le texte a besoin d'être collationné avec celui des *Op. Calv.*

font défaut, ainsi que la plupart des minutes correspondantes¹, lacunes qui démontrent avec quel soin, plus tard, certaines familles ont tenu à faire disparaître les preuves judiciaires de l'adhésion à la Réforme de certains de leurs membres.

J'ai donc été particulièrement heureux de trouver, dans le deuxième volume de M. Romier, en note des pages 254 et 255, un document qu'il a découvert dans les archives d'État de Zurich et qui n'est autre chose que la liste des personnes arrêtées dans la nuit du 4 au 5 septembre 1557 à la rue Saint-Jacques. Cette liste, très précieuse, est malheureusement orthographiée d'une manière fantaisiste. On peut néanmoins y retrouver à peu près tous les noms connus par ailleurs et si elle n'est pas absolument complète, elle permet, avec quelques textes que j'ai pu glaner dans ce qui reste, pour cette époque, des archives du Parlement, de confirmer l'authenticité des renseignements fournis jusqu'ici par les sources exclusivement protestantes.

II

Le culte, au cours duquel devait être célébrée la communion de septembre, avait été convoqué pour la nuit du samedi 4 au dimanche 5 septembre 1557, dans une maison donnant sur la rue Saint-Jacques, adossée par derrière au collège de Sorbonne et appartenant à Pierre Berthomier, chanoine de Chartres et à Jean son

1. Voici la série des registres criminels actuellement existants aux Archives nationales, pour cette époque : X^{2a} 120 renferme les arrêts du 1^{er} juillet 1556 au 31 décembre 1556 ; — X^{2a} 119, ceux du 2 janvier 1557 (1556 a. st.) au 30 juin 1557 ; — X^{2a} 121, ceux du 1^{er} juillet 1558 au 31 octobre 1558 ; — 122, ceux du 4 nov. 1558 au 29 avril 1559 ; — 123, ceux du 2 mai 1559 au 31 juillet 1559. — On voit qu'il y a interversion dans le numérotage des registres 120 et 119 (au lieu de 119 et 120) et qu'il manque deux registres, ceux du second semestre 1557 et du premier semestre 1558. Dans la série des minutes, le carton X^{2b} 18 renferme, avec beaucoup de lacunes, celles des arrêts du 18 juin 1557 au 31 déc. 1557. Je n'y ai trouvé qu'un seul arrêt, du 31 déc. 1557, se rapportant à l'affaire de la rue Saint-Jacques, que je résume plus loin. Le carton portant, dans l'Inventaire, la cote X^{2b} 19 et qui doit renfermer les minutes des arrêts de *janvier à mars 1558*, se rapporte à l'année 1559, c'est-à-dire 1558 ancien style.

frère, héritiers de Jacques Berthomier, conseiller du roi. Elle était située sur l'emplacement de la partie des bâtiments de la nouvelle Sorbonne qui fait face à l'ancien collège du Plessis, annexé au lycée Louis-le-Grand dont il occupait à peu près la section comprise entre la porte d'entrée actuelle et la rue du cimetière Saint-Benoît¹. La convocation avait été faite, selon l'usage, par un des anciens ou surveillants de l'Église réformée qui depuis environ deux ans s'était secrètement organisée à Paris et y tenait, dans diverses maisons amies, des réunions clandestines. Cet ancien était un jeune avocat au parlement de Paris, nommé Taurin Gravelle. Originaire de Dreux, il était allié aux Berthomier, de Chartres, dont il gardait le logis à Paris². C'est grâce à cette circonstance qu'il avait pu offrir cette maison comme lieu de réunion à ses coreligionnaires. Le fait qu'elle appartenait à un chanoine bien connu, puisque son père avait été conseiller du roi, devait peut être écarter les soupçons qu'auraient pu provoquer ces réunions. Il faut se rappeler, d'ailleurs, qu'à cette époque ces rues étroites, comme l'était, il n'y a pas bien longtemps encore, la rue Saint-Jacques, plongées dans l'obscurité la plus profonde, favorisaient ces rencontres secrètes où les assistants se glissaient un à un ou par petits groupes isolés.

Mais on avait compté sans les prêtres boursiers du collège du Plessis qui, depuis longtemps, surveillaient ces allées et venues nocturnes en face de leur collège. Ils dressèrent une véritable embuscade destinée à cerner les trois ou quatre cents personnes qu'avait attirées ce culte, plus solennel que les réunions ordinaires, puisqu'il devait se terminer par la communion. Dès que les assistants commencèrent à se disperser, vers minuit, ils furent accueillis par une grêle de pierres, par des cris qui ne tardèrent pas à amener la populace, par de véritables barricades qui devaient permettre au guet d'arriver à

1. Voy. *Bull.*, 1899, p. 138 ss., mon étude sur les *Lieux d'assemblées huguenotes à Paris avant l'édit de Nantes*.

2. Cf. *Bull.*, 1899, p. 33, où j'ai écrit, par erreur, que la maison Berthomier se trouvait rue des Poirées.

temps pour mettre en lieu sûr tous ces « luthériens » assimilés aux pires malfaiteurs, accusés de ne s'être rassemblés de nuit que pour se livrer aux plus honteuses orgies. Les assaillants trouvèrent heureusement à qui parler. Le plus grand nombre des auditeurs, précédés de ceux, sans doute des gentilhommes, qui avaient leurs épées¹, réussirent, en groupes successifs, à traverser la foule sanguinaire sans grand dommage puisque un seul, assommé par une pierre, resta sur le pavé. Quand le guet arriva il restait encore plus de cent trente personnes, surtout des femmes et des jeunes gens qui n'avaient pu ou n'avaient pas osé fuir². Le procureur du roi au Châtelet, Martine, entouré des commissaires et des sergents, commença par dresser un procès-verbal de ce qui s'était passé, résumé très exact du culte qui s'était célébré et qui parut devoir être assimilé à un crime, surtout à cause de la communion considérée comme un outrage à la messe. Les prévenus furent garrottés, et, à travers d'ignobles outrages et voies de fait, conduits au Châtelet pour y être incarcérés et jugés toutes affaires cessantes.

La liste que nous allons reproduire est sans doute copiée — peut-être dictée — sur celle qui fut alors dressée pour le registre d'écrou. J'ai annoté, avec l'aide obligeante de M. Ph. Renouard, ceux des noms dont je ne parle pas ici et que nous avons pu identifier.

Prinse faicte en la maison de Monsieur Barthélemy et conseiller au Grand Conseil, rue Saint-Jacques devant le colliège du Plessis, le dimenche cinquiemesme Septembre 1557³.

Premièrement :

1. La damoysselle de Raubigny,
2. La damoysselle de Lonquimmel,

1. C'est sans doute à cause des violences occasionnées par ce guet-apens que le roi fit publier, le 11 sept., des « desfenses d'aller par la ville de Paris avecques pistoletz sur peine d'estre penduz et estranglez », qui furent enregistrées et publiées à son de trompe, le 15 sept. (Arch. nat. U 446, à la fin du registre).

2. La liste de Zurich contient 130 noms. Ce nombre a sans doute été augmenté par la suite, puisque nous avons constaté qu'un des assistants qui fut condamné à mort et exécuté n'y figure pas et que les théologiens luthériens qui, après une sérieuse enquête, consentirent à appuyer la démarche des villes suisses, parlent, le 9 octobre, de 135 captifs (*Calv. Op.*, xvi, 662).

3. Pour plus de commodité, j'ai numéroté les noms.

3. La damoyselle de La Ferrière,
4. La damoyselle de Champagne,
5. La damoyselle de Renée de Poignère,
6. Rolline Perrot, femme de Odin Reynault¹,
7. Anthoinette Ysotte,
8. Jehan de La Chastanyeraie,
9. Le M^e d'hostel de la dame d'Hoartie,
10. La dame d'Hoartie²,
11. Heylenne de Ferrière, femme du S^r de S^t Maria,
12. La damoyselle de Beaujeu³,
13. Anne Guibeart,
14. Damoyselle Catherine du Boys,
15. Damoyselle Gerffroie,
16. Madalenne Croispeil,
17. Françoise Le Coq⁴,
18. Loyse Changeanne,
19. Jhanne Nicolas⁵,
20. Livresse de Guérin,
21. Marguerite Tourtre,
22. La damoyselle de Graveron († Bericht)⁶,
23. Estienne Vallanson,
24. Ung nommé Croysson,
25. M^e Nicolle Le Benier⁷,
26. René Pigtoulx,
27. Albert de Hecton⁸,
28. Juste Dessongne, prédican⁹,
29. Meril de Faulx¹⁰,
30. Bernard Surazier¹¹,
31. Pierre Potier,

1. Voy. sur la famille Perrot, Dupré-Lasale, *Michel de l'Hospital*, II, Appendice I (p. 213 ss.).

2. Des pièces liminaires sont adressées à Françoise d'Ouartis par Richard Le Blanc dans les traductions suivantes dont il est l'auteur : *Les Quatre Livres des Géorgiques de Virgile*, Paris, Langelier, 1554; *La complainte du Noyer d'Ovide*, *Ibid.*, 1554; *Les Églogues de Virgile*, *Ibid.*, 1555.

3. Voy. *Fr. Prot.*, 2^e éd., II, 22.

4. Voy. *Fr. Prot.*, VI, 477.

5. Jeanne Nicolas, veuve de Denis Contesse, avocat au Châtelet en 1550 (Arch. nat. Y 95 f^o 360 v^o. Dans le rec. de Campardon et Tuetey, *Registre des Insinuations du Châtelet*, n^o 3446).

6. La croix suivie du mot Bericht qui se trouve aussi à la suite du n^o 44 signifie sans doute que plus tard on reçut à Zurich une relation du supplice de ces deux prisonniers.

7. Le Cène ?

8. Lisez Hartung.

9. De Saules ?

10. Lisez Meric Favre.

11. Lisez Sarrazier.

32. Jehan Mynnye,
33. Guillaume Bon,
34. Jehan Amora¹,
35. Pierre Potier, escollier,
36. Jehan Deguesgoux,
37. Charles de Bricnot,
38. François Poisson,
39. La femme de M. de Raimzais²,
40. Jerffrey Guérin, son serviteur,
41. Ismael Chabot, naguyères cler de M. Finner demeurant à
Saint-Germain-des-Prés,
42. Guillaume Martin,
43. Jehan Vigne,
44. Nicolle Clyvet, pédagogue³ ([†] *Bericht*),
45. Pierre Martin, escollier,
46. Reymond Brosses,
47. Jehan Vellebrave,
48. François Budé⁴,
49. François Rabeyrères⁵,
50. Jehan Bonneau,
51. Bernard Sirot,
52. René de La Haye,
53. Anthoine Bordeaux,
54. André Castilhion,
55. Charles Blaice,
56. Olyvier Assemay,
57. Nicollas Le More,
58. Jehan Lalaudin,
59. Anthoine Toupereau,
60. Mathurin Pechotel,
61. Jehan Vivant,
62. Jehan Grymondel,
63. Guillaume Grymondel,
64. Jehan Vermeil,
65. Pierre de Lacroix,
66. Jehan Pillon,
67. Arnaulx Meynard,
68. Heinric Preudhome,

1. *Amalric* ?

2. Il faut sans doute lire *Ramezay*, voy. *Fr. Prot.*, VIII, 374.

3. Yves Rouspeau, son élève, adresse une pièce à Nicolas Clinet dans les liminaires de son *De pace et bello carmen*, Paris, Julien, 1536.

4. *François Budé*, sieur de Villeneuve, valet de chambre du roi en 1540, était le cinquième fils du célèbre humaniste Guillaume Budé. Il avait été reçu en 1555 bourgeois de Genève où il avait accompagné sa mère dès 1549.

5. Lisez *Rebeziès*.

69. Loys Lonfert Rudde,
70. Pierre Hubert, escripvein ¹,
71. Pierre Guabeau ²,
72. Gervais de La Fossilhe,
73. Jehan de Ribbe, escolier en médecine ³.
74. Loys Dornières, escolier,
75. Loys de Graye,
76. M^e Lhorigny Ravenet,
77. Jacques Guilhot,
78. Pierre Drieux,
79. Son M^e cler à la Chambre de Comptes,
80. Jehan Asmares,
81. Fiacre Roullinet, serviteur d'ung escollier de Beaulx près
Avallon,
82. Julhien Sandolle, suyvant les finances,
83. Jacques Langloix, boulongier,
84. Jehan Blanchart,
85. Grassien Gervais,
86. André Grigoulhe,
87. Helyne de Marial,
88. Honnoré Varage,
89. Jacques Casse, serviteur des enfans du S^r de Grange,
90. Jacques Martin,
91. Larnaulx Fortin,
92. Frédéric Daulx ⁴,
93. Adam Couverteau,
94. Jacques de Chastanye,
95. René de Seaulx ⁵,
96. Lergare d'Aullrou,
97. Guillaume Boulle ⁶,
98. Pierre Chilliet,
99. Pierre Villefranche, menestrier,
100. André Enseigne,
101. Jaques Pothier,
102. Monsieur Crutault,

1. *Pierre Habert*, maître écrivain, auteur de plusieurs volumes, frère d'Isaac Habert (voy. *La Croix du Maine*, éd. Rigoley de Juvigny, p. 288 et la note).

2. *Gabart* ?

3. *Jean de Ribes*, étudiant en médecine, est nommé le 2 décembre 1534, légataire universel de Pierre de Cosme, libraire (Arch. nat. LL 754 f^o 48).

4. *Danville* ?

5. Lisez *René du Seau*.

6. Serait-ce un ancêtre des *Boulle* qui étaient, soit Parisiens, soit originaires du canton de Neuchâtel, déjà à Paris au xvi^e siècle ? Voy. H. Stein, *L'ébéniste Boulle et l'origine de sa famille*, Paris, 1877 et *Fr. Prot.*, 2^e éd., II, 1002.

103. Heymeril Morel, gentilhome,
104. Charles Billon, gouverneur de Noyon, naguyères M^e des res-
quettes de feu Mons^r d'Anguien,
105. Guillaume Bonnet,
106. Pastral Bleaide,
107. Jehan Jubert de Digeron,
108. Jesept Gotier, de Bussy près Flavygny en Bourgoigne,
109. Olyvier Charon,
110. Robert Couthon, suyvant les finances,
111. Laurens Deydas, natif de Modesme pays de Lanquedoc,
112. Jacques de Nesplet, natif de Salignes,
113. Jacques Muny (?) escuyer et bénéficiier,
114. Damoysselle Philippe Sabrenois, vefve de feu Manpartois,
115. Damoysselle Charlette de Larivière, femme de François
Poussart¹,
116. Damoysselle Marguerite Chomoye, servente de la damoysselle
de Longueville²,
117. Damoysselle Marie de Saint-Yon, servante de la dame
d'Hoartie³,
118. Damoysselle Bernarde de Villiers, servante de la damoysselle
de Montigny,
119. Laurete Vachier, femme de chambre de lad. dame d'Hoartie.
120. Damoysselle Anthoinette d'Iroulx, vefve de feu Gegnère,
121. Damoysselle Charlotte de Brunel,
122. Anna Roux,
123. Jehanne Changrand, damoysselle de la dame de Champaigne,
124. Damoysselle Jehanne de Guynggrand fille de feu Mons^r de
Beaujeu en Provence,
- 125-126. Lucrèce et Jehanne de Hunyères, seurs natives de
Rouargues de Mistolles,
127. Damoysselle Catherine Gonoris, femme de Jehan Lan, escuyer
près L'Osserois,
128. Damoysselle Jehanne Guybeharte, femme de Gerardin de
Fernet, près La Rochelle,
129. Damoysselle Guyonne Gesfroy, fille de Mons^r Bouchart,
130. François Corbeau, serviteur du Colleige de Narbonne, cheux
M^e Jehan Nicollas.

1. Lisez *François Poisson* qui était le nom de son mari, pris en même temps qu'elle, voy. le n^o 38.

2. Il faut sans doute lire *Longjumeau*.

3. *Marie de Saint-Yon*, femme de Guillaume Guyart, maître-tailleur de robes en 1534 (Arch. nat., Y 99, f^o 165, *reg. des insinuations du Châtelet*, n^o 4885.)

III

On peut partager cette liste en trois parties : La première qui va du n° 1 au n° 22 renferme, à deux exceptions près, les noms des dames de qualité. Les plus connues sont la première et la dernière de cette liste qui mériterait une étude approfondie puisqu'elle permettrait de mesurer l'infiltration du protestantisme dans l'aristocratie de cette époque qui, jusque là, ne paraissait pas avoir été sérieusement entamée. C'est sans doute cette première constatation qui indigna et effraya le roi comme on le voit, l'année suivante, dans sa conduite à l'égard de d'Andelot, le frère de Coligny.

Une seule de ces grandes dames, sans doute la moins illustre, mais certainement la plus délibérément décidée à ne rien céder ni celer de ses convictions, fut sacrifiée. Elle s'appelait **Philippe de Luns**, native de Gas (Gironde), et avait perdu, au mois de mai 1557, son mari, seigneur de Graveron. Il avait été, à Paris, un des anciens de l'Église réformée naissante et était mort à l'Hôtel Dieu « sans avoir appelé les prêtres ». Chandieu et après lui Crespin et l'*Histoire ecclésiastique* ont raconté en détail avec quelle fermeté cette jeune et belle veuve affirma sa foi et avec quel allègre héroïsme, revêtue du « chaperon de velours et autres accoutrements de joye », elle supporta le supplice du feu précédé et accompagné de raffinements de cruauté féroce, le 27 septembre 1557. On trouvera ici une vue du château du Graveron près de Sainte-Foy-la-Grande (Gironde) qu'elle habita et qui existe encore¹.

Parmi les autres « damoiselles », nous allons énumérer

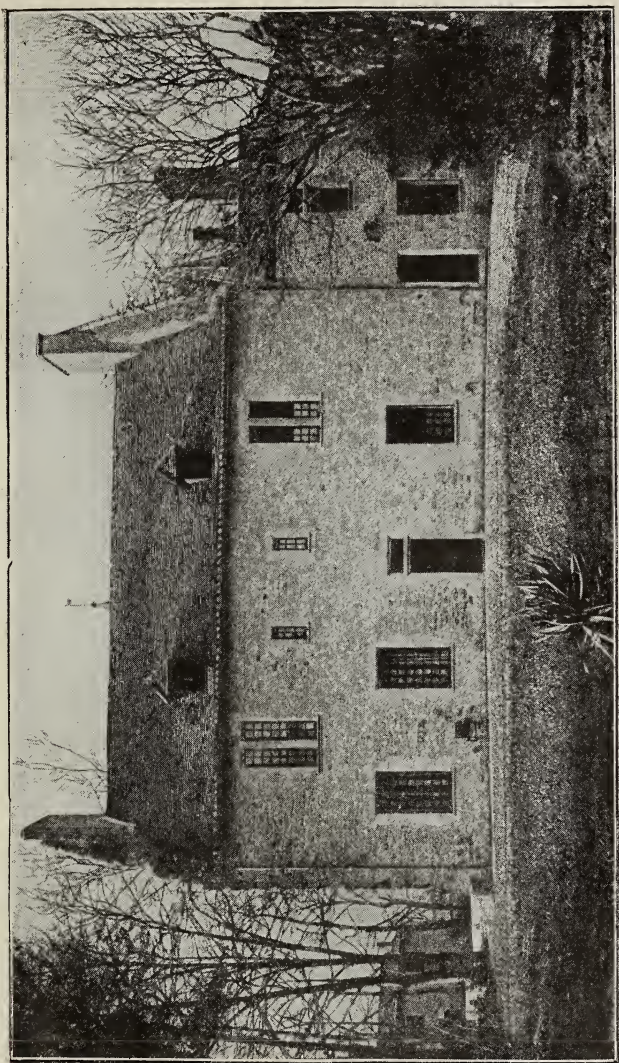
1. Après avoir eu la langue coupée, elle fut « étranglée après avoir esté flamboyée aux pieds et au visage », dit Crespin, II, 567, atténuation de ce que rapporte Th. de Bèze : « *pudendis ipsius turpissime ac crudelissime injecta* » (*Calv. Op.*, xvi, 710). A Paris, elle habitait le quartier Saint-Germain-des-Prés, et ses voisins, tout en la déclarant « de bonne conversation et fort charitable », se plaignaient des réunions qui avaient lieu chez elle. Pierre de la Place dit (*Comm.*, p. 6) que la « confiscation de ladicte demoiselle de Graveron fut demandée et obtenue par le marquis de Trans, gendre du garde des sceaux (Jean Bertrandi, cardinal de Sens), que plusieurs trouvèrent mauvais ».

celles que nous avons pu identifier, en très petit nombre. Celle qui figure en tête de la liste sous le nom de Raubigny est **M^{me} de Rantigny**¹, fille du seigneur de Rambouillet², femme du chevalier de Rantigny, enseigne du duc de Guise. Il est souvent question d'elle dans la correspondance de Calvin (voy. l'*Index*, au t. XXII) qui lui écrivit, le 8 décembre (XVI, 728). « Quand tout est dit, il n'y a prince ni roi qui puisse estre chrestien, sinon à condition d'offrir sa vie et sa mort en sacrifice à Dieu ». On mit tout en œuvre pour obtenir d'elle une rétractation. Son mari étant tombé gravement malade, elle consentit à retourner auprès de lui et le bruit s'étant répandu qu'elle avait cédé, Calvin lui avait adressé, le 10 avril 1558, une deuxième lettre dans laquelle il écrit : « Vous n'avez pas résisté devant les juges comme vous deviez, vous avez trop accordé à votre mary pour luy complaire » (XVII, 131). Ce bruit, toutefois, était faux puisque nous apprenons, par Macar qui était bien renseigné, qu'elle n'avait consenti à rejoindre son mari que sur le conseil des pasteurs et *sans s'engager à rien quant à la religion*. Malheureusement elle fut dès lors traitée durement, obligée de force d'assister à la messe, mise au secret, de sorte qu'on doutait qu'elle eût reçu cette deuxième missive du réformateur. Selon toutes les apparences elle tint bon puisqu'au témoignage de de Thou, on finit, sans doute de guerre lasse, par la mettre « dans la maison de la reine Catherine (III, 182) avec deux autres dames de première qualité » que notre liste appelle (n° 4) « la *damoysselle de Champaigne* et (n° 10), la *dame d'Hoartie* »³. La première est sans doute **Françoise de Laval**, femme de **Nicolas de Champagne** (*Fr. prot.*, 2^e édit. III, 1041) qui a peut être été obligée, dès lors, de faire profession de catholicisme,

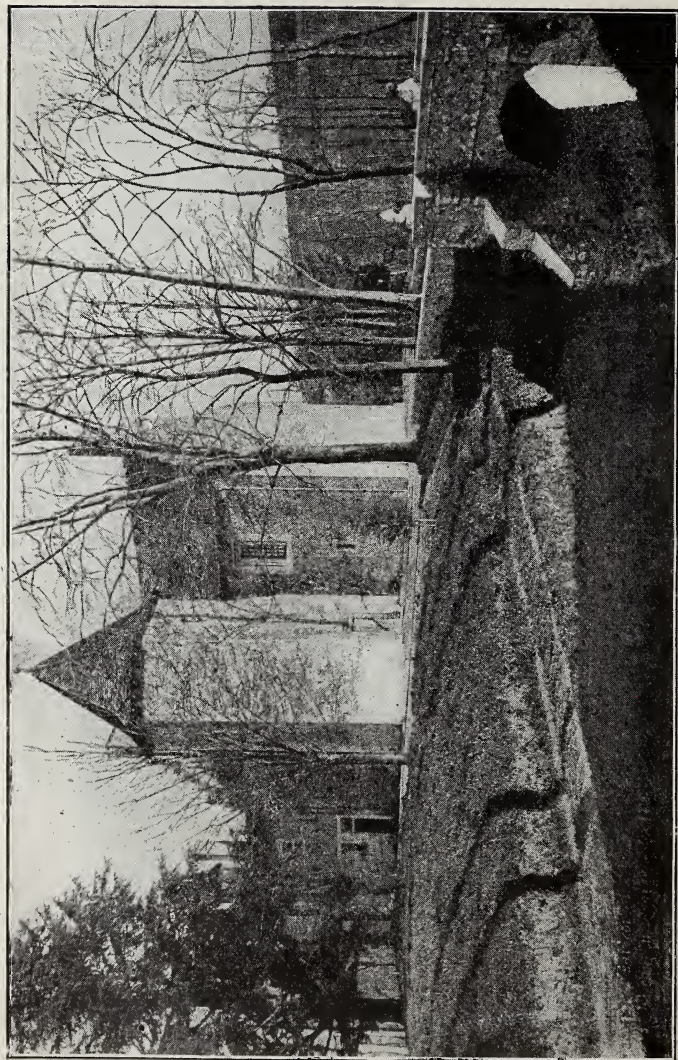
1. Et non Rentigny. Rantigny est dans l'Oise, près de Clermont. C'est là que (dans une rapide excursion du côté d'Amiens, le pasteur Jean Macar alla plus tard, la voir au mois d'août 1558 (*C. O.*, XVII, 303).

2. C'est-à-dire de Jacques d'Angennes, seigneur de Rambouillet et d'Élisabeth Cottureau (voy. La Chenaye-Desbois).

3. On sait que plusieurs des dames qui étaient au service de Catherine de Médicis étaient protestantes.



Château de Graveron (xiv^e siècle), côté sud.



Château de Graveron (xiv^e siècle), côté nord.

et la seconde, **Françoise d'Ouary ou de Warty**, femme de Charles d'Ailly, seigneur de Pequigny, alliée à une des plus grosses familles de Picardie et dont plus tard une fille devait épouser François de Coligny (*Fr. prot.* I, 16 a, III, 409 a). — Le n° 2 de la liste, la « *damoysselle de Longjumeau* » ne peut être que la dame de Longjumeau, c'est-à-dire **Louise de Sains d'Ailly**, femme de **Michel II, baron de Longjumeau** dont la maison, au Pré-aux-Clercs, devait être saccagée en avril 1561 (*Bull.* 1898, 400 ss.). C'est elle qui ne craignit pas de récuser les commissaires spécialement délégués par lettres patentes du roi du 17 septembre 1557 pour hâter le jugement des inculpés. Calvin lui écrit le 14 décembre : « Aiez cela résolu de ne tenir vostre vie que de Dieu » (xvi, 735). Aussi semble-t-il qu'elle ait réussi à sortir des griffes des juges sans avoir cédé, ce qui expliquerait l'animosité avec laquelle, quelques années plus tard, elle fut, ainsi que son mari, traitée par le Parlement. La **damoysselle de la Ferrière** (n° 3) est sans doute la femme du gentilhomme du Maine qui, deux années auparavant, avait en quelque sorte consacré la fondation de l'Église réformée de Paris, en faisant baptiser son enfant à l'assemblée du Pré-aux-Clercs (*Fr. prot.* VI, 130.)

Calvin n'écrivit pas seulement aux grandes dames les lettres que j'ai citées, mais dès qu'il fut au courant de la catastrophe et qu'il eut appris qu'un grand nombre de femmes y avaient été impliquées, il leur avait adressé, le 16 septembre (*C. O.* xvi, n° 2716) une lettre collective qui renferme ces fortes paroles :

Dieu qui besongne ès vaisseaux fragiles, sait bien montrer sa vertu en l'infirmité des siens... Celui qui nous met en bataille, nous garnit et munit quant et quant d'armes nécessaires et nous donne adresse pour en user. Il ne reste que de les accepter et nous laisser gouverner à luy. Il a promis de nous donner bouche et sagesse à laquelle nos ennemis ne pourront résister. Il a promis de donner fermeté et constance à ceux qui se fient en luy... Considérez quelle a été la vertu et constance des femmes à la mort de nostre Seigneur Jésus-Christ et que lorsque les apostres

l'avoient délaissé, elles ont persisté avec luy en merveilleuse constance et qu'une femme a esté la messagère pour annoncer aux apostres la résurrection. S'il les a lors tant honorées et douées de telle vertu, estimez-vous qu'il ait moins de pouvoir maintenant et qu'il ait changé de volonté?...

Quelques-unes de ces dames, sans doute de rang moins élevé, figurent à la fin de la liste de Zurich, à partir du n° 114, avec les suivantes ou femmes de chambre de celles que nous avons passées en revue. Nous n'avons pu identifier que deux de ces derniers noms. Le gros de la liste (n°s 23 à 113) renferme quatre-vingt-dix noms d'hommes et celui d'une dame de qualité (n° 39) qui est probablement **M^{me} de Ramezay** ou de Ramsay, famille écossaise fixée en France déjà avant le xvi^e siècle (*Bull.* 1912, 289, n.).

IV

C'est parmi ces quatre-vingt-dix noms, en grande majorité inconnus, qu'il faut chercher, outre la dame de Graveron, les victimes de l'assemblée connues par ailleurs. J'ai déjà dit que l'une des principales, **Taurin Gravelle**, qui avait fourni le local, n'y figure pas. Chandieu écrit : « Il pouvoit bien sortir avec les autres, mais il fut là arrêté tout à propos pour respondre de son fait et qu'il n'avoit rien entrepris contre son devoir, recevant ceux qui ne s'assembloyent là que selon l'ordonnance de Dieu. » Cela signifie sans doute que lorsque la liste des captifs eut été arrêtée, il se livra de son plein gré pour ne pas esquiver la responsabilité qu'il avait volontairement encourue. Il fut exécuté, place Maubert, le 27 septembre, le même jour que M^{me} de Graveron et après avoir, comme elle, été mis à la question et avoir eu la langue coupée. Après lui le même supplice fut infligé à un autre ancien que notre liste appelle (n° 44) Clyvet et qui s'appelait en réalité **Nicolas Clinet**. C'était un « pédagogue », originaire de la Saintonge, qui avait été chassé de cette province pour y avoir « tenu les écoles », et était venu

exercer la même profession à Paris. C'est sans doute à cause de lui et de quelques autres, car la liste de Zurich renferme les noms de plusieurs « écoliers », que le Parlement promulgua, le 21 octobre 1557, cet arrêt que j'ai retrouvé dans les registres du *Conseil* (A. N. X^{te}, 1586) :

La court, advertye que en ceste ville de Paris y a plusieurs pédagogues des enfans et jeunes gens qui viennent estudier en ceste ville de Paris, lesquels pédagogues et directeurs se logent hors les collèges et lesquels pédagogues sont corrupteurs des bonnes vies et meurs desd. enfans et mesmement de nostre religion et foy catholique, tellement qu'ils imbuent lesd. enfans ès hérésies de Genève et autres condamnées par l'église et qu'ils ne meinent iceux enfans ès églises pour oyr messe et assister au divin service, mesmes ès jours de dimanche et aultres festes, aussi ne les font aller à confesse ne recevoir le précieux corps de nostre Seigneur au temps commandé par l'église, au grand contemnement de la foy catholique et damnation de leurs âmes; pour à quoy obvier, enjoinct et ordonne lad. court à tous lesd. pédagogues et directeurs de mener leursd. enfans et escolliers à l'église et les y faire oyr la messe, mesmement ès jours de dimanche et aultres festes, sur peine de la hart et de confiscation de corps et de biens, et enjoinct aux commissaires de Chastellet soy informer chacun en son quartier, par les hostes desd. pédagogues et escolliers et autres, contre ceulx contrevenens à ceste présente ordonnance.

Aussi enjoinct lad. court à l'évesque de Paris, son official et promoteur, au recteur de l'Université et aux procureurs des nations, informer contre lesd. pédagogues et escolliers pour informations faictes, y estre pourveu par led. évesque et ses officiers contre les délinquens ainsi qu'il appartiendra et en certifier la court dedans le lendemain de la saint Martin et aussi envoyer la coppie desd. informations au procureur général du roy pour ayder au bras ecclésiastique, ainsi que de raison.

Et sera ce présent arrest publié par les carrefours de ceste ville et mesmes de l'Université, à son de trompe et cry public.

En marge : Ft. le J. XXI^e oct. oud. an et publié le XXII^e jour dud. mois.

V

Chandieu, et après lui Crespin et l'*Histoire ecclésiastique* donnent, sur la procédure insolite¹ suivie dans cette affaire criminelle, des détails aussi curieux que précis :

1. M. Romier écrit, p. 253 : « On ne voit pas que le gouvernement royal... ait pris d'abord des mesures exceptionnelles, ni hâté l'instruction judiciaire. »

Un lieutenant civil, nommé Munier ou Monier, connu pour ses excès et qui d'ailleurs ne tarda pas à être démasqué et condamné, aurait obtenu la commission d'instruire les procès à la place du lieutenant criminel du prévôt. Ces détails sont confirmés par ces lettres patentes de Henri II, que j'ai retrouvées aux Archives Nationales à la fin du registre U 446.

Henry, par la grâce de Dieu, Roy de France, à nos amez et feaulx, les gens de nostre court de parlement de Paris, salut et dilection.

Nous, — advertiz que en une maison appartenant à ung nommé Berthomier, rue saint Jaques, de ceste ville de Paris, avoient esté prins prisonniers plusieurs personnes, hommes et femmes, tant nobles que autres qui s'estoient assemblez de nuict en ladicte maison pour oyr certain prescheur mal sentant de nostre foy et religion chrestienne, et que le lieutenant criminel de nostre prévosté de Paris, par la voye ordinaire, et nostre amé et féal conseiller et lieutenant civil de ladite prevosté, M^e Jehan Mosnier, par commandement et ordonnance verballe à luy faicte par nostre très cher féal et grant amy, le cardinal de Sens, garde des seaulx de France, avoient informé desd. cas, — eussions, par noz lettres patentes du septième de ce mois commis et député led. lieutenant civil pour plus amplement informer desd. cas, et contre les prisonniers et chacun d'eulx et autres qu'ilz trouveront coupables de semblables cas et autres concernans le faict de lad. Religion, procéder à leur faire et parfaire leur procès jusques à sentence définitive exclusivement; et, lesd. procès insruictz et mis en estat de juger, les apporter par devers nous pour faire procéder au jugement d'iceulx, ainsi que plus à plain le contiennent nosd. lectres, suivant la forme desquelles led. Mosnier, lieutenant civil, auroit procédé à l'instruction desd. procès, de sorte qu'ils sont à présent en estat de juger.

Nous, considérant le poix et grandeur de ceste matière, et lesd. cas avoir esté commis en ceste ville de Paris, cappitale de nostre royaume, nous estant en icelle; — pour ces causes et autres bonnes considérations à ce nous mouvans, avons lesd. procès, causes et instances, leurs circonstances et deppendences, renvoyé et renvoyons par devant vous au premier jour, pour en congnoistre, juger, décider et déterminer, ainsi que de raison.

Et afin que lesd. procès soient, le plus promptement et à la grande diligence que ce pourra jugez, comme lad. matière le requiert, sans que, au moyen de ce, le jugement des procès pendant en nostred. court soyent différéz, ne les chambres

d'icelles dégarnyes du nombre requis pour le jugement desd. procès, — Vous mandons et très expressément enjoignons que, au rapport dud. Mosnier, lieutenant civil, qui a instruit lesd. procès, vous faictes procéder au jugement desd. procès par noz amez et féaulx maistres François de Saint-André et Anthoine Mynard, présidens; Loys Gayant, Claude Anjorant, Joris Brandon, Pierre Brulard, Nicolas Martineau, François Pajot, (un blanc) Chevalier, Adrian Dudrac, Estienne Chambon, Pierre Grassin, Gaston Grieu, Ogier Pinterel, Mathurin Vaillant, Guillaume Maulevault, François Picot et Raoul Avoillet, conseillers en nostred. court ou les douze d'eulx.

Voulons et nous plaist que les arrestz et jugemens qui par eulx seront donnez soient de tel effect et force comme si faictz et donnez estoient en l'ordinaire de nostred. court et iceulx, ensemble le rapport, voix et oppinion dud. Mosnier, lieutenant civil, nous avons dès à présent, comme pour lors et dès lors comme pour maintenant, auctorisé et validé par cesd. présentes, car tel est nostre plaisir, nonobstant que led. Mosnier, lieutenant civil, ne soit du corps de nostred. court, et que par l'establisement d'icelle aucun ne soit receu à entrer, oppiner ne rapporter que ceulx qui sont du corps d'icelle nostred. court, et qu'il ayt fait l'instruction desd. procès comme dict est; à quoy et à noz édictz et ordonnances faisans au contraire, nous avons entendu — ce que dict est, ès qualité de la matière, pour ceste fois seulement et, sans tirer à conséquence, — desrogé et de noz certaine science plaine puissance et autorité royal, desrogeons par cesd. présentes et à quelconques ordonnances, restrinctions, mandements, deffenses et lectres à ce contraires.

Donné à Paris le dixseptieme jour de septembre, l'an de grâce mil cinq cens cinquante sept, et de nostre règne le unziesme; signées par le roy estant en son Conseil, CLAUSSE, et scellées du grant seau de cire jaulne sur simple queue.

Ladicte court, en obtempérant au bon plaisir du roy, a ordonné que les lectres patentes données à Paris le xvii^e de ce présent mois seront enregistrées au greffe criminel de lad. court, et suivant icelles, sera procédé au jugement desdicts procès, tous affaires postposez, au rapport toutesfois de l'un des conseillers de lad. court nommez esd. lectres patentes, et non au rapport dud. M^e Jehan Mosnier, lieutenant civil, suivant la déclaration du roy verbalement faicte le jourdhier ausd. Gayant et Dumesnil, députés, et par eulx rapporté[e], et a lad. court ordonné que led. lieutenant civil ne assistera aucunement au jugement desd. procès.

Faict en parlement, le vendredy vingt quatriesme jour de septembre, l'an mil cinq cens cinquante sept.

MALON¹.

1. Arch. Nat. U 446, f^o cxxx r^o.

Ces lettres confirment entièrement le récit de Chandieu (Crespin, II, 561). C'est à la requête du « grant ami » de Henry II, Bertrandi, cardinal de Sens et garde des sceaux, — dont le gendre devait réclamer la confiscation de M^{me} de Graveron — que Jehan Mosnier, lieutenant civil de la prévôté avait effectivement, par lettres patentes du 7 septembre, été adjoint ou plutôt substitué au lieutenant criminel pour « informer desd. cas », et apporter les informations au roi. Celui-ci nomme ensuite les dix-huit conseillers spécialement chargés de « procéder au jugement » des procès instruits par Mosnier dont les opérations sont expressément et exceptionnellement « validées ». — La raison pour laquelle ces mesures furent prises ressort de cette phase incidente du roi : « *Considérant le poix et grandeur de ceste matière et lesd. cas avoir esté commis en ceste ville de Paris, cappitale de nostre royaume, nous estant en icelle* ». En enregistrant ces lettres, le 24 septembre, le Parlement déclare qu'il procédera au jugement desd. procès *tous affaires postposez*, au rapport toutesfois de l'un des conseillers *et non de M^e Jehan Mosnier qui n'assistera aucunement à ce jugement*.

Une autre preuve de l'empressement avec lequel on mit à la disposition des autorités judiciaires tous les hommes de loi disponibles se trouve dans cet arrêt du 22 oct. 1557, que j'ai relevé dans les registres du *Conseil* (Arch. nat. X^{1a} 1586) :

La court, après avoir oy la requeste verbalement faicte en icelle par M^e Nicolas Luillier, lieutenant en la conservation des privilèges royaux de l'université de Paris, sur ce qu'il y avoit eu quatre des conseillers en lad. conservation commis pour vacquer sans intermission à l'instruction des procès contre aucuns prisonniers naguères prins et appréhendez en une maison assise en ceste ville de Paris, rue Sainct Jacques, devant le collège du Plessis, tellement qu'il ne demouroit pas le nombre préfix par les édictz du roy et arrestz de lad. court sur ce ensuiviz pour assister au jugement des procès; et pour aucunes causes et considérations, a permis et permect aud. M^e Nicolas Luillier, suppliant, de pouvoir prendre et appeler avec luy au jugement des procès de lad. conservation aucuns des conseillers dud. Chastellet distribuez

aux causes civiles et, à l'empeschement d'iceulx, prendre des plus anciens et notables advocatz, et balier les jugemens qui ainsi seront par luy donnez comme s'ilz avoient esté donnez et jugez avec les conseillers de lad. conservation.

Ft. led. xxii^e oct. oud^t. an.

I. HURAULT.

VI

Après les trois premières exécutions capitales, il y en eut encore cinq autres. Deux de celles-ci eurent lieu le 2 octobre 1557 : un médecin, **Nicolas Le Cène** (Chandieu écrit *Le Sene*), originaire de Saint-Pierre-sur-Dives, en Normandie (Calvados), de passage à Paris, s'était rendu à l'assemblée de la rue Saint-Jacques, ignorant que, ce même jour, quelques heures auparavant, son propre frère, **Philippe Le Cène**, apothicaire, arrêté au retour de Genève, avait été brûlé, en chantant un psaume, à Dijon, en même temps qu'un « chaussetier » nommé **Jacques Valtan**¹. Ayant « soutenu jusques à la mort la vérité de l'Évangile », après avoir subi la torture et eu la langue arrachée, Nicolas Le Cène fut brûlé vif au pilori de Saint Germain des prés². Après lui, le même supplice fut infligé à un « solliciteur de procès » aussi de passage à Paris comme Nicolas Le Cène. Agé de plus de trente ans, **Pierre Gabart**, natif de Saint-Georges de Montaigu, en Vendée, n'avait pas craint d'aggraver son cas en évangélisant des étudiants emprisonnés avec lui au Châtelet. « Le peuple, furieux, les poursuivoit avec toutes sortes d'injures et blasphèmes, et voulut en faire l'exécution maugré le bourreau, tellement que ce fut une mort la plus cruelle du monde ; car ils furent longuement tenus en l'air, à petit feu, et avoient les parties basses toutes brûlées que le haut n'estoit point encore offensé. Toutes-

1. Crespin, II, 479-480 cf. *Bull.* 1884, 438. Il semble qu'à Dijon la foule fût moins fanatisée qu'à Paris puisqu'au rapport d'un témoin « la plus part du peuple fondeoit en larmes, leur disant à haulte voix : courage, mes frères, ne craignez pas ceste mort ! »

2. Sans doute Philippe Le Cène et Pierre Gabart étaient descendus au faubourg Saint-Germain.

fois, pour le tourment, ils ne laissèrent point, la veue tournée vers le ciel, de montrer tesmoignages infinis de leur foi et constance. En mesme feu, plusieurs Bibles, nouveaux Testamens et autres livres sains furent ars¹ ».

Les deux seuls noms de la liste de Zurich où l'on pourrait retrouver ceux de ces deux courageux martyrs sont le n° 25, *M^e Nicole Le Benier*, et le n° 71, *Pierre Gabeau*. Lorsqu'on voit que les noms de Rantigny et de Longjumeau ont été orthographiés Raubigny et Longimmel, il est fort possible que ceux de Le Cène et de Gabart aient été aussi estropiés, surtout si, comme cela paraît probable, la liste de Zurich a été, soit dictée, soit copiée par un Suisse peu lettré et peu familiarisé avec la langue et la prononciation françaises.

A la suite de ces deux nouvelles exécutions, d'autres récusations intervinrent, mais des lettres royales du 7 octobre ordonnèrent aux présidents de passer outre et de choisir, à la place de ceux qui avaient été récusés, « tels conseillers que bon leur semblerait... et instructeurs tels qu'ils voudroient; que son solliciteur fût reçu substitut du procureur du roi pour faire la poursuite, que les dogmatisans pertinax sacramentaires fussent jugez; toutesfois qu'on ne passast point à l'exécution d'iceux avant que l'en avertir² ».

Le résultat de cette mise en demeure fut la condamnation de deux jeunes gens de 19 à 20 ans. Le premier, **Frédéric Danville** que la liste de Zurich (n° 92) écrit *Federic Daulx* était un paroissien de Gérard Roussel, le célèbre évêque d'Oléron en Béarn : Le 20 octobre « ils ne me firent que demander, veu que j'estoi d'Oleron, si je n'avoï point oui maistre Girard. R. Qu'oui. D. Veu qué lui chantoit la messe, pourquoi ne la recevez-vous? R. Il

1. Crespin, II, 370.

2. *Ibid.*, 580. « Toutesfois, ajoute ce récit, un jeune homme allemand, **Albert Hartung**, natif du pays de Brandebourg et filleul de feu Albert, marquis de Brandebourg, qui avoit esté pris en ceste assemblée, fut délivré par le commandement du roi qui en avoit esté importuné par prières des Allemands ». C'est, sans aucun doute, le n° 27 de la liste de Zurich : *Albert de Hecton*.

le faisoit pour retenir son Evesché. » Interrogé longuement à six ou sept reprises différentes, soit par Mosnier, soit par des sorbonistes ou encore par les inquisiteurs ou les conseillers du Parlement, il resta inébranlable ainsi que son compagnon **François Rebéziès** d'Astaffort (Lot-et-Garonne) que la liste de Zurich (49) appelle *Rabeyrères*. Le 22 octobre ils furent l'un et l'autre finalement mis à la question qu'ils subirent sans fléchir. Ils étaient tout meurtris et déformés lorsque, le lendemain 23 octobre 1557, ils furent menés à la place Maubert pour y être brûlés vifs et c'est peut-être pour cela qu'on ne leur coupa pas la langue.

C'est après ce double supplice qu'intervinrent, d'après le récit de Chandieu, les « causes de récusations contre les commissaires » présentées par Madame de Longjumeau. Douze ou treize autres procès étaient « prêts à juger ». Cette démarche les fit remettre et c'est lorsqu'on allait les reprendre que se produisit une autre intervention.

VII

Dès le 13 ou 14 septembre, Gaspard Carmel, pasteur à Neuchâtel où il avait épousé une nièce de G. Farel et qui, depuis plus de six mois, avait desservi l'Église de Paris, était revenu en Suisse pour demander, en faveur de ses ouailles persécutées, l'appui des puissances protestantes¹. Calvin, Th. de Bèze, Farel, un des fils de Guillaume Budé et d'autres s'entremirent activement afin d'obtenir une ambassade des cantons protestants de la Suisse et l'intervention des princes protestants de l'Allemagne. Le récit des négociations et voyages entrepris dans ce but et dont on peut aisément suivre le développement dans la correspondance de Calvin, nous entraînerait trop loin. Il a d'ailleurs été fait, il y a bien longtemps, par M. G. Baum dans sa biographie, mal-

1. Voy. *Calv. Op.*, xvi, 424 et 620.

heureusement inachevée, de Th. de Bèze (t. I, p. 298 et suiv.)¹. Je ne discuterai non plus l'opportunité de ces démarches qui ne réussirent, en Allemagne, que grâce à l'habileté de Th. de Bèze et à la bienveillance de Mélancthon².

Je dirai seulement ceci : On trouve très naturelle l'intervention perpétuelle du pape ou de souverains étrangers, comme le roi d'Espagne et le duc de Savoie, dans les affaires de la France — ou encore celle du roi de France dans les affaires de ses voisins. Lorsque, témoins des efforts de leur roi pour s'assurer l'appui politique de leurs coreligionnaires étrangers, les protestants français demandent à ceux-ci de solliciter pour eux une audience du roi — car c'est, au fond, tout ce qu'ils demandaient — on trouve que ce geste manquait d'élégance, voire de patriotisme. C'est, tout au moins, avoir deux poids et deux mesures³.

Les protestants français ne faisaient, d'ailleurs, que ce qu'avaient fait, trois ou quatre mois auparavant, leurs coreligionnaires des vallées vaudoises du Piémont. Ceux-ci avaient, en effet, obtenu, grâce aux réformateurs suisses, l'envoi de députés des quatre villes de Berne, Bâle, Zurich et Schaffhouse, à la cour de France. Ces députés avaient atteint Compiègne le 28 juin 1557, y avaient été reçus courtoisement le 30, puis éconduits de même, ainsi qu'un mois plus tard ceux de l'électeur palatin, du landgrave de Hesse, de Christophe et de Georges de Wurtemberg. Ces derniers étaient allés jusqu'à Jeumont pour solliciter, en faveur des mêmes Vaudois, une audience

1. Dans le *Bull.* de 1868, p. 162-163, M. J. Bonnet a publié la lettre adressée le 27 sept. par Farel, Bèze, Budé et Carmel aux seigneurs de Berne, ainsi que celle des cantons évangéliques au roi, avec les réponses de ce dernier et du cardinal de Lorraine (6 nov.).¹

2. A Worms où les délégués suisses rencontrèrent les théologiens luthériens, ceux-ci exigèrent préalablement une confession de foi de leurs commettants et leur firent comprendre qu'ils blâmaient les assemblées clandestines comme celle de la rue Saint-Jacques et surtout qu'on y célébrait la Sainte Cène. Voir aussi, dans L. Romier, *Les origines politiques des guerres de religion*, II, 263 et 264, un résumé des instructions remises aux députés des cantons protestants de la Suisse.

3. Voy. plus loin, mon compte rendu du volume de M. Romier.

qui leur avait été accordée à Compiègne le 4 août. Bien que les uns et les autres n'eussent obtenu, en apparence, que de l'eau bénite de cour, en réalité leur démarche avait abouti, puisque l'édit royal du 26 nov. 1556 qui ordonnait contre ces nouveaux sujets hérétiques de Henri II de rigoureuses poursuites, ne fut pas appliqué¹.

Si les protestants français ne furent pas aussi heureux que leurs coreligionnaires et nouveaux compatriotes des vallées vaudoises, la démarche tentée en leur faveur ne fut pourtant pas inutile. Les délégués des cantons suisses arrivèrent à Paris le 4 novembre 1557 et, bien que, d'après une lettre du pasteur des Gallars, du 18 nov. (C. O. xvi, 693), ils aient dû partir sans avoir obtenu autre chose que de vagues paroles, il semble pourtant qu'une dernière requête² qu'ils laissèrent avant leur départ, ait fait quelque impression³. Chandieu écrit, en effet : « A mesme instant arrivèrent aussi lettres de la part du comte palatin, électeur, tendant à mesme fin⁴, tellement que le roi, sollicité de ceste sorte et voyant le besoin qu'il avoit du secours des estrangers, accorda qu'on procedast plus doucement en la cause de ces prisonniers. Ainsi le feu cessa pour quelque temps, et depuis la venue des ambassadeurs, on commença à procéder par élargissements. Plusieurs furent envoyés aux monastères en la charge des prieurs, pour estre contrainsts

1. M. Alcuin Hollaender a publié (*Histor. Zeitschr.*, N. F., vol. XXXIII, p. 385-410), le récit de cette ambassade des villes suisses (*Eine Schweizer Gesandtschaftsreise an den französischen Hof im Jahre 1557*) et l'on trouvera quelques détails sur celle des princes protestants de l'Allemagne, dans les papiers Hotman de Villiers (Biblioth. de la Société, ms. n° 10, t. 1).

2. C'est sans doute celle dont la minute a été publiée dans le *Bull.* de 1868, p. 164.

3. Depuis la fin d'octobre, ajoute-t-il, « *in nostros saevitum non est* ».

4. La députation des princes allemands que cette lettre annonçait sans doute, mais qui fut retardée par les menées de Rascalon, secrétaire du comte palatin, créature du cardinal de Lorraine (C. O., xvii, 571), ne se réunit à Francfort qu'au mois de mars 1558 d'où elle envoya à Henri II une lettre collective datée du 19 mars à laquelle le roi qui ne songeait alors qu'à établir l'inquisition en France, répondit sèchement par une fin de non recevoir, le 21 mai 1558 (C. O., xvii, 100 et 171) : « Mon intention est de vivre et de faire vivre mon peuple en la religion où il a pleu nourrir mes ancêtres jusques ici... d'ailleurs la plus grande partie de tels personnages pour lesquels vous estes, comme j'estime, importunez... sont perturbateurs du repos public »...

d'assister aux services d'idolâtrie, principalement les plus jeunes des escoliers, desquels les uns se laissèrent couler, les autres n'estans estroitement serrez, eschappèrent. La pluspart furent renvoyez devant l'official, pour là faire confession de leur foi, ou plustost abjuration, et recevoir l'absolution ordinaire¹... »

Le seul arrêt du Parlement, se rapportant directement aux personnes poursuivies pour l'assemblée de la rue Saint-Jacques, que j'aie découvert dans les *Minutes du Criminel* (X^{2b} 18), confirme précisément ce dernier renseignement : Le 31 décembre 1557, **François Poisson**, seigneur du Buisson, et **Charlotte de la Rivière** sa femme (voy. les n^{os} 38 et 115 de la liste de Zurich) furent condamnés à « faire déclaration et profession de leur foy et religion catholique par devant l'official de l'évêque » et ce dans la huitaine, puis ils devaient « assister à une basse messe en l'honneur et révérence du saint sacrement de l'autel à jour de dimanche ou feste... à Saint Merry » ; enfin payer cent livres parisis dont vingt d'amende envers le roi et quatre vingts envers les pauvres, après quoi ils devaient être élargis et admonestés de « ne plus fréquenter gens suspects d'hérésie et *ne se trouver en congrégations ou assemblées illicites* ». La minute de l'arrêt est signée F. de Saint-André et Anjorrant.

VIII

Tous, pourtant, ne cédèrent pas aussi facilement, grâce, sans doute, à des formules plus ou moins ambiguës qui allaient au-devant de certaines hésitations². Cinq semaines plus tard le pasteur Macar, qui avait remplacé des Gallars, écrivait à Calvin (7 février 1558, C. O. xvii, 30) qu'il y en avait encore environ vingt-cinq en prison. Parmi eux se trouvaient deux jeunes gens, **René**

1. Crespin, II, 582.

2. Macar écrit, dans une lettre du 7 février 1558, que quelques-uns furent relâchés sans châtimement, d'autres après avoir été simplement interrogés sur le symbole des apôtres, d'autres encore ne furent pas conduits à l'official.

du **Seau**, de la Saintonge, qui avait fait « mestier de chanter les saluts ès coins des rues », et **Jean Amalric**, de Luc en Provence (Var) dont Crespin mentionne la constance et dit : « Ces deux jeunes enfans moururent entre les puantises et destresses des prisons, ayans toujours persévéré constamment. » Ce sont probablement les n^{os} 95 (*de Seaulx*) et 34 (*Amoray*) de la liste de Zurich¹.

Ces deux décès auxquels il faut peut-être joindre d'autres défections plus ou moins sincères ne supprimèrent pas tout ce qui restait dans les mailles de la justice après le coup de filet de la rue Saint-Jacques. Grâce au pasteur Macar qui était venu, au début de 1558, aider le fondateur de l'Église de Paris, Jean le Maçon, dit la Rivière, à paître le troupeau si violemment dispersé, on peut être renseigné semaine après semaine sur ce qui se passa dans la capitale et en particulier dans les prisons qu'il visitait avec le même zèle que les personnages en mesure de seconder son activité, voire le premier président de Thou chez lequel il se présenta un jour comme serviteur du roi de Navarre et qu'il s'efforça de convertir à la tolérance². Pasteur admirable, Macar réussit à déjouer les recherches des espions, à prêcher jusqu'à cinq fois par jour à des auditoires différents³, réunis secrètement dans des locaux qu'il fallait sans cesse quitter pour d'autres, à renseigner exactement Calvin à qui il était dévoué corps et âme et à qui il put faire parvenir presque toutes ses lettres.

Dans celles du 27 mars et du 12 avril⁴ il lui écrit qu'il reste encore trois ou plutôt quatre captifs enfermés *au préau* de la Conciergerie, ce qui indique que le jugement en première instance dont ils avaient appelé ne comportait pas la peine de mort. Ces quatre ne tardèrent pas à être séparés et mis dans des cachots différents, *quia*

1. Lorsque Amalric mourut, c'est-à-dire le 3 mars 1558, les captifs étaient encore au nombre de sept, lui compris (Lettre de Macar, C. O., xvii, 31).

2. C. O., xvii, 135.

3. C. O., xvii, 31.

4. C. O., xvii, 117 et 134.

parere noluerunt sententiæ judicum, parce qu'ils ne voulurent pas se soumettre à l'arrêt du Parlement qui avait sans doute confirmé le premier jugement. Ce refus les rendait passibles de la peine de mort et supprimait la demi-faveur de l'emprisonnement au préau de la prison. Ils s'appelaient **Méric Favre**, **Bernard Sarrazier** et **Geoffroy Guérin**; le nom du quatrième n'est pas donné. Ces trois correspondent certainement aux nos 29, 30 et 40 de la liste de Zurich qui les appelle *Meril de Faux*, *Bernard Surazier* et *Jerffrey Guérin*.

Du premier, nous ne savons malheureusement que le nom et que celui qui le portait restait encore inébranlable une année plus tard.

Bernard Sarrazier, « écolier de Béarn », y retournait, de Genève, avec un camarade nommé **La Porte**¹ et une « charge de livres », lorsqu'ils avaient été arrêtés près de Rodez et emprisonnés dans cette ville. L'*Histoire ecclésiastique* raconte qu'ils s'y élevèrent, entre autres contre le culte de Saint-Sabatou — on appelait ainsi un prétendu soulier de la Vierge Marie — avec tant de succès que, s'étant sauvés à Figeac, « ils firent en sorte que certains personnages promirent de recouvrer un ministre *au lieu d'eux*, pour Rodez et Villefranche² ». C'est de Figeac que Sarrazier avait dû gagner Paris, puisqu'il y fut pris le 5 septembre 1557. Le 10 juin 1558 Macar nous apprend qu'il avait été si gravement malade qu'on avait craint pour sa vie et obtenu son transfert sous une garde particulière où il n'avait pas tardé à se remettre.

Au témoignage de Crespin, Geoffroy Guérin était de Pont-Audemer (Eure) et âgé d'environ 25 ans lorsqu'il

1. Le prénom de ce La Porte n'est indiqué nulle part, de sorte qu'on ne peut que supposer qu'il est le quatrième prisonnier. Dans ce cas, pourrait-on l'identifier, soit avec le n° 31 de la liste de Zurich, *Pierre Potier*, ou plutôt avec le n° 33 *Pierre Potier* « escollier » ? Ce qui est curieux, c'est que ces deux étudiants en théologie, savoir Sarrazier et La Porte, emprisonnés à Rodez et qui y firent fonction de pasteurs, reparaissent plus tard, *côte à côte*, dans la correspondance de Calvin, le 28 oct. 1561, l'un comme pasteur à Nîmes, l'autre comme pasteur à Condom (*C. O.*, xix, 83).

2. Voy. *Hist. ecclés.*, I, 156. Bien que prisonniers ils avaient donc groupé quelques néophytes à Rodez et à Villefranche.

fut incarcéré. A ce moment, d'après la liste de Zurich, il était « le serviteur » de Madame de Ramsay. La crainte du supplice et les discours de certains nicodémistes, c'est-à-dire de protestants timorés qui se persuadaient que « Dieu ne demandait point que le sang des hommes feut ainsi espandu ; que c'estoyent choses indifférentes d'aller à la messe et nier la foi, en la persécution¹ », l'ébranlèrent si fort qu'il fléchit. Le 5 décembre il consentit à faire amende honorable devant le portail du couvent des Jacobins qui occupait alors, non loin du lieu où avait été surprise l'assemblée, l'angle nord-ouest de la rue Saint-Jacques et de la rue Soufflot actuelle. Ramené devant l'official qui devait lui faire signer une abjuration en règle et lui imposer, en guise d'absolution, certaines pénitences, le malheureux se ressaisit, révoqua sa première déposition, rédigea une confession de foi conforme à ses véritables convictions, et, pour effacer toute trace de sa chute, adressa à ses codétenus une lettre que Crespin a reproduite et dans laquelle il déclare, entre autres : « Je ne me suis pas montré tel que je devois estre et ma conscience se sent fort accusée devant Dieu de ce qu'ayant esté nourri en son eschole par l'espace d'an et demi... je me suis veu tout prest de choir². »

Le 10 mars 1558 il fut derechef condamné à la même cérémonie à laquelle il s'était soumis le 5 décembre précédent. Cette fois il refusa d'obéir et en appela au Parlement. C'est pour cela qu'il avait été transféré des prisons épiscopales à la Conciergerie du Palais de Justice, celle-là même qui existe encore de nos jours.

IX

Pendant qu'avec ses compagnons de captivité il résistait victorieusement, cette fois, à toutes les tentatives de

1. Crespin (II, 590) attribue, sans aucune preuve d'ailleurs, ces discours à « un garnement tenant les erreurs de Castalio » lequel, comme on le sait, n'était pas en odeur de sainteté dans les milieux genevois.

2. Ce détail semble indiquer que dès la fondation de l'Église réformée de Paris, il s'y était rattaché, sans doute avec sa maîtresse, M^{me} de Ramsay.

conversion, le chant des *Psaumes* traduits par Clément Marot et adaptés à des airs connus et qui, jusque là, n'avait guère retenti que dans des assemblées secrètes ou sur l'échafaud, éclata subitement, plusieurs soirs de suite, à partir du 13 mai 1558, en plein Pré-aux-Clercs où une foule immense l'entonnait jusque fort avant dans la nuit. Ces chants auxquels, quelques années auparavant, Henri II lui-même avait pris plaisir¹, mais dont il avait été détourné par le cardinal de Lorraine, furent déclarés séditieux² et de nouveaux luthériens furent incarcérés pour y avoir pris part.

1. Voy. *Bull.*, 1914-1915, 619 ss. et 1912, 264.

2. Macar écrit le 25 mai 1558 : *Edictum publicatum est ut quicumque viderit aliquem ex iis qui in prato cantarunt tum qui cognoverit domos in quibus cœtus convenerint, quam primum indicet, nisi velit ejusdem criminis convictus teneri. Accedit fulmen excommunicationis in templis. Insuper datum est mandatum quam plurimis commissariis ut inquirant et investigant domos omnes, ut jam inceperunt... 10 vel. 12, quod sciamus abducti sunt in carcerem, qui ex vulgo fere omnes... Interea vix reperiuntur hospites qui Christi ecclesiam excipiant* (C. O., xvii, 183). Le 10 juin (*ibid.*, 201) il ajoute : « *Qui nuper capti sunt pro psalmis mitius tractantur*. Voici, en effet, un arrêt du Parlement qui se rapporte à ces nouvelles incarcérations et démontre l'exactitude scrupuleuse des informations de Macar : Le 13 août 1558 (Arch. nat. X^{2a} 121) **Matthieu Bachellet**, à la Conciergerie, appelant de la sentence du prévôt de Paris ou son lieutenant criminel qui l'avait condamné à l'amende honorable devant Notre-Dame où il devait être mené du Châtelet, tête et pieds nus, en chemise, tenant une torche ardente de deux livres et là, à genoux « dire et déclarer que malicieusement et comme mal avisé il s'estoit trouvé aux assemblées faictes au Pré aux Clercs contre les prohibitions et commis les autres cas mentionnés aud. procès et de ce en requérir pardon et mercy à Dieu, au Roy et à Justice et, en sa présence, seroient les livres trouvez en son hostel bruslez et banny [de la prévosté et vicomté de Paris..... Lad. court, ayant esgard à la longue détention de la personne dudit prisonnier et [aux] déclarations par luy faictes », se borne à lui adresser des admonestations et le met en liberté.

Or, l'arrestation ayant entraîné la mise sous séquestre des biens meubles du prisonnier, celui-ci les réclama en conséquence du non-lieu et quelques jours plus tard, le 18 août, intervint un nouvel arrêt dans lequel on est tout surpris de lire que, parmi les objets que Bachellet ne craignit pas de réclamer, bien que par la sentence du prévôt, ils eussent dû être, non seulement confisqués, mais brûlés, il énuméra « *une Bible en françoys, ung A. B. C. et ung petit livre intitulé Confession de la Foy* ». Cette Confession de la Foy, antérieure à celle de 1539, était-ce celle dont il est plusieurs fois question dans les lettres de cette époque et qui devait être remise à Henri II par les députés qui intercédèrent pour les victimes de l'assemblée de la rue Saint-Jacques ? Dans ce cas c'est sans doute celle qui a été reproduite par les éditeurs strasbourgeois, O. C., ix, 715 ss., mais dont on ne connaît jusqu'ici aucun exemplaire imprimé. Quant à l'A. B. C. c'est peut-être un petit abécédaire, intitulé *Introduction pour les enfans* et commençant par les lettres de l'alphabet, — c'est le livret à cause duquel François Landry fut poursuivi (*Bull.*, 1888, 251)

Cette nouvelle explosion d'une religion essentiellement biblique semble avoir inspiré aux juges de Geoffroy Guérin le désir d'éviter à tout prix le scandale d'une conviction fidèle jusqu'à la mort. Son procès traîne visiblement. Lorsqu'on lit dans Crespin les multiples interrogatoires auxquels on le soumit et l'apparente douceur de ceux qui en vain essayèrent de l'amener à une concession qui aurait été exploitée comme une victoire, on comprend bien que les juges redoutaient de voir se poser à nouveau devant le public des exécutions capitales, la question même de la Réforme : A qui faut-il obéir, à l'Évangile ou à l'Église ?

Il fallut pourtant en arriver là. L'arrêt qui condamnait Guérin à être brûlé vif place Maubert fut rendu le 4 juin. Mais, pour des raisons mystérieuses qu'aucun texte officiel ne révèle, on attendit encore, au témoignage de Crespin, trois semaines avant de l'exécuter. Ce fait est si insolite qu'on se dit que Macar et, après lui, Crespin à qui il a certainement transmis les informations si précises que celui-ci renferme sur cette époque, se sont trompés¹. Or il n'en est rien. J'ai retrouvé cet arrêt tout au long, presque en tête du registre du Parlement qui fait suite aux deux qui furent supprimés à cause des procédures contre les victimes de l'assemblée. Il est daté du 1^{er} juillet 1558, et ordonne, sans en donner les raisons, que ce jour-là seulement, sera exécuté *l'arrêt donné le quatrième jour de juin dernier passé*. Il y a plus ; cet ordre d'exécution est suivi d'un *retentum* qui, encore une fois, remet celle-ci à quatre ou cinq jours plus tard, pour qu' « aucuns docteurs de la Faculté de théologie » — qui pourtant avaient déjà vainement entrepris sa conversion, puissent « admonester » le condamné, preuve évidente de l'importance qu'on attachait, même à un simulacre de rétractation.

Mais le roi était déjà intervenu, après la prise de

— ou encore un *Alphabet ou Instruction chrestienne pour les petis enfans*, A Lyon, par Pierre Estiard, 1555.

1. Dans sa lettre du 10 juin 1558 (C. O., xvii, 201) Macar signale l'arrêt de mort du 4 juin (*Die sabbathi proxime praeterito*).

Thionville (22 juin) pour que l'arrêt du 4 juin fût enfin exécuté¹. On comprend dès lors que lorsque, le matin du 1^{er} juillet, les réponses de Guérin aux docteurs qui l'entreprirent les eurent suffisamment édifiés sur sa fermeté inébranlable, on n'ait pas osé faire état de ce nouveau délai.

Le supplice eut, en effet, lieu le 1^{er} juillet 1558. Macar en parle dans des termes qui trahissent le témoin oculaire². Il fut accompagné de circonstances horribles : Guérin n'eut pas la langue arrachée, mais fut baïllonné, sauf pendant quelques minutes où on l'invita vainement à crier *Jésus Maria*. Les maquignons de la place Maubert allèrent à la Seine chercher le bois pour le brûler, puis s'emparèrent du malheureux pour le faire souffrir le plus longtemps possible « tellement que le bourreau en avoit compassion et se complaignoit qu'on ne lui laissoit faire son office ». Guérin mourut enfin après avoir crié : « Seigneur Dieu, ouvre tes yeux pour recevoir ton serviteur. » Voici le texte de cet arrêt qui fut exécuté le

Vendredi 1^{er} juillet 1558. — La court a ordonné et ordonne que l'arrest d'icelle donné le quatre jour de juin dernier passé à l'encontre de Geoffroy Guérin prisonnier en la conciergerie du pallais, sera cejourd'hui exécuté. Et néantmoins, pour aucunes considérations à ce la mouvant, a ordonné et ordonne, ou cas que led. prisonnier persévère en ses erreurs et hérésies, qu'il sera baïllonné au sortir desd. prisons, au lieu de luy couper la langue comme avoit esté ordonné par led. arrest.

LE MAISTRE

ALLART.

Entre³ Geoffroy Guérin prisonnier en la Conciergerie du palais, appellant comme d'abus de certaine sentence contre luy donnée par l'évesque de Paris ou son official d'une part; et le

1. Le 26 juin Macar écrit (*Ibid.*, 224) : *Sanguinem et caedes adhuc spirat Pharaon... quum Theonvilla expugnata est, urget ut Guerinus damnatus tradatur flammis. Curia praeceperit ipsius abjuracionem, sed falso...* Ainsi on avait annoncé sa rétractation !

2. Il ajoute mélancoliquement : « S'il survient un désastre comme celui de Saint-Quentin, c'est nous qui payons pour tous comme si nous provoquions la colère de Dieu contre tous. Maintenant que les affaires sont en meilleur train, nous sommes immolés pour rendre de solennelles actions de grâces ! » (*C. O.*, xvii, 231).

3. Ici commence l'arrêt du 4 juin homologué par celui du 1^{er} juillet.

procureur général du Roy intimé d'aultre. Veu par la court le procès fait par led. evesque de Paris ou son official à l'encontre dud. Guérin prisonnier pour le regard du délict commung à luy imposé pour raison des cas et crimes mentionnez au procès contre luy fait par le prévost de Paris ou son lieutenant, suivant l'arrest de lad. court donné à l'encontre dudit Guérin en dacte du cinq^e jour de Décembre dernier passé, par lequel, entre aultres choses, led. prisonnier auroit esté rendu en l'estat qu'il estoit lors aud. evesque de Paris ou sond. official pour le regard dud. délict commung, pour procéder à l'encontre d'icelluy prisonnier selon les censures et peines contenues es constitutions canonicques, par adjurations et aultres remeddes ecclésiasticques, ainsi qu'il verroit estre à faire par raison; — la sentence donnée par led. official de Paris, sur led. procès par luy fait à l'encontre dud. prisonnier pour le regard dud. délict commung, en dacte du dix^e jour de Mars dernier passé, par laquelle, entre aultres choses, il auroit esté condamné à faire amende honorable, — de laquelle sentence led. Guérin se seroit porté pour appellant comme d'abbus en lad. court; — les interrogatoires et confessions faictes en icelle court, par led. Guérin, contenant parolles scandaleuses, erronez et blasphèmes hérétiques contre la sainte foy et religion chrestienne, mesmement contre le saint sacrement de l'autel, esquelz il a persisté, nonobstant plusieurs remontrances à luy faictes et réitérées en lad. court; — et oy et interrogé par icelle court led. prisonnier sur sesd. causes d'appel comme d'abbus; — les conclusions verbalement prinses en icelle court par le procureur général du Roy; — et tout considéré —.

Il sera dict, quant à l'appel comme d'abbus interjecté par ledict Guérin prisonnier, que lad. court l'a déclaré et déclare non recevable comme appellant, et l'amendera.

Et, au surplus, pour réparation desd. cas et crimes scandaleux et hérétiques dictz et profferez par led. Guérin, à plain contenuz oudit procès, a condamné et condamne ledict Guérin à estre mené dedans ung tumbereau depuis les prisons de lad. conciergerie du pallais jusques à la place Maubert et illèc estre soubzlevé à une potence qui, pour ce faire, seroit dressée, à l'entour de laquelle sera fait ung feu et en'icelluy estre ars et bruslé vif et son corps estre consommé en cendres, et a déclaré et déclare tous ses biens confisqués au Roy. Prononcé aud. prisonnier et exécuté le premier jour de Juillet l'an mil cinq cens cinquante huict.

LE MAISTRE

ALLART.

Et est retenu *in mente curie* que la prononciation et exécution de ce présent arrest donné à l'encontre dud. Guérin seront différés jusques à Lundi prouchain pour tout le jour, pendent lequel

temps led. Guérin sera admonesté par aucuns docteurs de la Faculté de théologie et que si led. prisonnier se réduict et faict acte de vraye contrition et repentance desd. erreurs, led. prisonnier sera estranglé auparavant que estre bruslé. Et où il persévérera esd. erreurs et blasphèmes, luy sera la langue couppee au sortir desd. prisons et bruslé vif selon et en ensuivant l'arrest ce jourdhuy contre luy donné.

LE MAISTRE

ALLART.

X

Cet affreux supplice, dont la description nous fait encore frémir, réduisait à trois le nombre des dernières victimes de l'assemblée de la rue Saint-Jacques. Bien loin de les effrayer, — car ces trois, Méric Favre, Bernard Sarrazier et un inconnu, surent certainement que la résolution de leur compagnon de captivité ne s'était pas démentie, — un si cruel martyre semble, au contraire, les avoir définitivement affermis. Nous en avons une preuve péremptoire dans une lettre de Calvin qui est datée du 15 février 1559, c'est-à-dire postérieure de dix-sept mois à l'emprisonnement des inculpés, et de sept mois à la mort de Guérin. Cette lettre porte en note cette mention contemporaine :

« Il escrivit ceste lettre aux trois prisonniers qui estoient en la conciergerie de Paris. L'un estoit nommé Méric Favre qui avoit esté pris en l'assemblée de la rue Saint-Jacques. » Il n'y a donc pas d'erreur possible : à cette date ils n'avaient pas cédé, ainsi qu'en témoignent les premières lignes du réformateur, qui, pour d'autres motifs encore, valent la peine d'être citées ici :

Très chers frères, si j'ay différé jusques ici à vous escripre, ce n'a pas été par faulte de bon vouloir à m'employer où j'eusse pensé vous pouvoir donner, par mes lettres, quelque allègement, et vous *confermer, de plus en plus, en la sainte constance que Dieu vous¹ a donnée*, mais pour ce que je me confiois bien que noz frères qui sont par delà, s'acquittoient de leur devoir, je ne pen-

1. Il y a *nous* dans le texte des *O. C.*, xvii, 437, mais c'est évidemment une faute d'impression. C'est nous qui soulignons.

sois pas que mes lettres fussent fort requises, ne qu'elles fussent désirées de vous. Maintenant, puis que je vois qu'elles vous peuvent profiter, je m'estimerois par trop inhumain si je défaillois à vostre requeste. Vray est que je suis contraint de m'excuser, si je n'y satisfaitz du tout, et mesme comme je voudrois bien. Car la fièvre quarte, qui m'a desjà tenu quatre mois, et ne m'a pas encore lasché, m'empesche de fournir à la troisieme partie des affaires auxquelles il me faudroit vacquer, si j'estois mieux disposé. En faisant comparaison du petit mal auquel je languis, qui n'est quasi rien, avec les fascheries dont vous estes opprésés, pensant aussi comme je suis secouru, et vous, à l'opposite, cruellement molestez et traictez, non seulement j'ay occasion de prendre patience et m'alléger, mais d'estre touché de plus grande pitié et de gémir pour les tentations dont vous pouvez estre assaillez : aussi prier nostre bon Dieu qu'il adouclisse vostre tristesse, et vous fortifie contre tous assaulx, lesquelz, si vous trouvez rudes et difficiles à soutenir, ne vous esbahissez point, sachant que la vertu de nostre foy n'est pas d'estre insensibles, mais de batailler contre noz passions, mesmes que Dieu nous veult faire sentir l'aide de son esprit par noz infirmités, ainsi qu'il fut répondu à saint Paul. Surtout pour ce qu'il ne se peut faire que la longue prison ne vous ennuye en vous humiliant, ne doubtez pas que Dieu ne supporte vostre faiblesse quant vous y résisterez. Cependant invoquez-le, comme la nécessité vous sollicite à ce qu'il vous donne persévérance pour vous mener jusqu'à pleine victoire!...

Il est permis de croire que cette forte missive « de l'arrière », atteinait son but puisque, si nous ignorons le sort de Méric Favre et de son compagnon anonyme, nous savons que Bernard Sarrazier, non seulement survécut à cette longue détention, mais exerça, deux ans plus tard, les fonctions pastorales à Nîmes, en compagnie de l'intime ami de Calvin, Pierre Viret, qui lui transmet, le 30 décembre 1561, les salutations de cet ancien prisonnier de la Conciergerie ¹.

Tel est, autant qu'il nous a été possible de le dresser, à l'aide des documents actuellement accessibles, le bilan de la brutale opération de police du 5 septembre 1557. On a vu comment les suppôts de l'Église exploitèrent,

1. C. O. XIX, 213.

contre des personnes, dont beaucoup du meilleur monde, assemblées uniquement pour prier Dieu en français, des lois impitoyables forgées à leur instigation, en même temps que les plus bas instincts d'une populace superstitieuse et fanatisée et l'ignorance profonde d'un souverain essentiellement borné!

Si nous ne pouvons déterminer la condition sociale et le sort du plus grand nombre de ceux qui furent alors poursuivis et dont sans doute beaucoup n'eurent pas le courage d'accepter les conséquences de leur présence à cette assemblée, la liste des personnes que nous avons pu identifier et celle des actes d'héroïsme qu'inspirèrent des convictions inébranlables n'en sont pas moins relativement importantes. Pour la première fois, les autorités, et le roi lui-même qui suivit de près les détails de toute l'affaire, se trouvèrent en présence d'une véritable phalange de dames appartenant aux plus hautes familles — les gentilshommes avaient sans doute réussi à sortir les premiers de la bagarre — et d'une résistance qu'il était impossible de mettre sur le compte de l'ignorance ou d'instincts dépravés. Si on y ajoute les manifestations du Pré aux Clercs qui eurent lieu le printemps suivant, puis la défection de d'Andelot et les signes non équivoques d'hésitations dans les rangs mêmes du Parlement, on comprend la colère du roi et la réaction violente qu'elle détermina. Ce résultat est tout à l'honneur du petit troupeau organisé secrètement dans la capitale depuis deux ans seulement et de ceux qui avaient assumé le périlleux privilège de lui servir de bergers.

XI

On connaît les noms de ceux qui, depuis 1555, remplirent ces redoutables et dangereuses fonctions¹. Un jeune homme de vingt-trois ans, **Jean le Maçon**, sieur de **Launay**, dit **La Rivière**, fils d'un procureur du roi très catholique,

¹ Voy. le travail de M. Bernus sur Antoine de Chandieu. *Bull.*, 1888, 8.

François de Morel, sieur de Collonges, venu des Vosges, de l'Eglise de Sainte-Marie-aux-Mines, mais qui fut absent de Paris de juillet 1557 à décembre 1558¹, puis, dès 1556, Antoine de Chandieu, sieur de la Roche; en novembre 1557, Jean de Lestre; enfin à titre temporaire Eynard Pichon (1556-1557), Gaspard Carmel (mars 1557), Nicolas des Gallars (août 1557), Jean Macar à partir de 1558, etc.

Quel est le pasteur qui présida l'assemblée du 4 au 5 septembre 1557? La correspondance de Calvin, Chandieu, Crespin, l'*Histoire ecclésiastique* gardent sur ce point un profond silence. On se l'explique à la rigueur en parcourant la source principale, la correspondance contemporaine, les noms n'y étant cités qu'avec toutes sortes de précautions que commandaient les circonstances². Mais il est surprenant que dans des livres qui parurent beaucoup plus tard, comme l'*Histoire ecclésiastique*, on n'ait rien laissé transpirer. Nous avons vu que Morel était absent. Le Maçon et Chandieu ne paraissent pas avoir été directement sur les lieux, sans quoi ce dernier aurait certainement mentionné le fait dans son journal. On ne saurait donc, à moins qu'il ne s'agisse d'un pasteur de passage à Paris, hypothèse peu probable, hésiter qu'entre Gaspard Carmel et Nicolas des Gallars qui avait été envoyé de Genève à Paris le 16 août³. Le premier fut aussitôt expédié en Suisse pour demander l'intervention dont il a été question plus haut, et dont Calvin écrit dès le 13 septembre, qu'elle lui a été suggérée, sans doute par cet envoyé⁴ qu'aucune allusion d'ailleurs ne permet de supposer avoir présidé le culte du 4-5 septembre.

Des Gallars était venu de Genève à Paris avec un avocat angoumois, ancien de l'Eglise de Paris, ainsi que le

1. C. O. xvii, 6.

2. Voy. C. O., xvi, 379. En déc. 1557, Calvin et la Compagnie des pasteurs se font accorder par le Conseil de Genève le droit d'envoyer à Paris tel pasteur qui semblera utile et de le changer sans en informer le Conseil, soit pour la plus grande sécurité des pasteurs, soit pour mettre, en cas de réclamation, le Conseil hors de cause (C. O., xxi, 681).

3. C. O., xxi, 672.

4. C. O., xvi, 620 : *Equidem nisi alieno impulsu, hoc tentare in mentem nunquam venisset.*

seigneur de Graveron, T. Gravelle et N. Clinet. Il s'appelait **Nicolas du Rousseau** et s'était rendu à Genève pour chercher un remplaçant pour F. Morel. Quand les voyageurs atteignirent Auxonne, le samedi 21 août 1557, on visita leurs bagages, et comme dans la « mallette » de du Rousseau il se trouvait des livres et des papiers suspects, il fut arrêté, envoyé à Dijon où il mourut en prison et où son cadavre fut brûlé « en place publique¹ ». Des Gallars, dans les bagages duquel on ne trouva rien, put continuer sa route avec un autre compagnon. Il était à Paris le 5 septembre puisque le surlendemain, 7 septembre, il écrit à Calvin pour lui annoncer sommairement ce qui s'était passé, ajoutant que son correspondant apprendrait les détails par d'autres ou, plus tard, de sa propre bouche. Il se plaint d'être plus connu qu'il ne voudrait, d'avoir entendu dire que le nouveau pasteur envoyé à Paris était cause de tout cet esclandre. Puis il déclare qu'il ne peut rester plus longtemps dans un poste aussi dangereux où il ne peut guère agir, que d'ailleurs ses collègues ignorent encore, puisqu'ils n'ont pas reçu de lettre de Genève, qu'il n'a été envoyé qu'à titre provisoire et non définitif, comme ils se l'imaginent. Enfin il ajoute : « Je me réjouis et rends grâce à Dieu d'avoir été là au milieu de ces troubles. Si je n'ai rien pu faire d'autre, je me suis, du moins, opposé à beaucoup de conseils pervers et pernicieux qui nous auraient, non seulement fait le plus grand tort, mais auraient attiré sur les nôtres de plus grands malheurs et causé leur ruine entière. Je vous conjure donc de leur écrire le plus tôt possible de ne rien entreprendre témérairement et d'obéir aux conseils sensés². » C'est évidemment la lettre d'un homme qui a échappé au

1. Après le 6 septembre, Crespin, II, 481-484.

2. Voy. le texte latin de la lettre, *C. O.*, xvi, 603. Calvin tient compte de la recommandation finale de des Gallars puisque, dans la lettre adressée au nom de tous ses collègues à l'Eglise sous la croix (*C. O.*, xvi, 630, 16 sept.), après avoir prodigué les consolations et promis son aide, il recommande d'une manière pressante la patience... « Nous savons bien qu'en tels effrois on peut estre sollicité à beaucoup d'entreprises »... Sans doute les gentils-hommes, exaspérés de la manière abominable dont on avait traité les femmes, avaient songé à y répondre par des actes de violence.

danger et ne se soucie pas d'y demeurer plus longtemps. Mais peut-on en conclure que des Gallars présida ce culte qui eut de si graves conséquences?

Ce qui complique la question, c'est que la liste de Zurich mentionne, n° 29, un *Juste Dessongne, prédican*, et que ce nom qui ne correspond à aucun nom de pasteur connu, rappelle vaguement celui de **de Saules** sous lequel des Gallars était couramment désigné¹. D'autre part, l'arrestation de ce prédicant n'a pas dû être maintenue. Si elle l'avait été, on ne s'expliquerait pas que la justice eût traité le ministre avec plus de douceur que les anciens ou les ouailles du troupeau. Le fait que nulle part on ne parle du sort du pasteur prouve que, s'il a réellement été arrêté, il a dû presque aussitôt être relâché. Cette remarque est corroborée par les interrogatoires de Gabart et de Rebéziès. On leur demande qui était le prédicant (Crespin, II, 569 et 574), demande à laquelle le premier répond qu'il ne le connaissait pas puisqu'il ne faisait que traverser la ville, et le second qu'il ne connaissait pas les ministres. Or si le prédicant arrêté avait été encore sous les verrous, on n'avait pas besoin de se renseigner sur lui auprès des autres prisonniers.

De la réponse, du 16 septembre, de Calvin à des Gallars, réponse qu'il lui adresse aussi au nom de tous ses collègues (C. O., xvi, 627) on ne peut rien tirer non plus de très précis. Il lui fait néanmoins comprendre, et par de très fortes raisons, au nom du consistoire, que ce n'est pas le moment de désertir son poste. Il ajoute qu'il a pris soin que la femme de des Gallars ne fût pas alarmée, ce qu'il a pu faire aisément puisqu'elle était chez lui. Des bruits fâcheux, alarmants, avaient donc couru?

Les éditeurs strasbourgeois ont placé en octobre 1557 une lettre s. l. n. d. de Claude Loiseleur de Villiers à Calvin dans laquelle l'auteur fait allusion à un événement

1. Et se désignait lui-même (*Salicetus*) voy. *France prot.*, 2^e éd., V, 298.

obscur dont il dit ceci : « *Ego totam causam graviter et distincte tractari excogitarique vellem aut, si non putas necessarium, historiam rei gestae simpliciter et nude a Nicolao nostro Villerano conscribi qui toti[?] negotio non solum interfuit, sed etiam praefuit.* Je voudrais que toute cette affaire fût traitée et représentée sérieusement et clairement, ou, si cela ne te paraît pas nécessaire, que les faits eux-mêmes fussent exposés simplement et sans artifice par notre Nicolas Villeranus qui, non seulement assista à toute l'affaire, mais encore la présida¹. »

Si, dit une note, cette phrase se rapporte à l'affaire de la rue Saint-Jacques, nous aurions le nom du pasteur qui y officia. Cette phrase qui semble faire allusion à des faits jusque là inexactement racontés, peut-elle se rapporter à cet événement qui n'est nullement obscur, mais, sauf les détails, facile à reconstituer? C'est pour le moins douteux. Herminjard, publiant dans le tome VIII de sa *Correspondance* (234) deux lettres d'un *Nicolas d'Auxerre* nommé pasteur à Vuillerens dans le canton de Vaud, non en 1543 comme il le croyait alors, mais (IX, 318, n. 5) quelques années plus tard, dit qu'on appela dès lors ce pasteur *Nicolas de Vuillerens* et l'identifie avec le *Nicolas Villeranus* de la lettre de Claude de Villiers. Pour se ranger à cette hypothèse, il faudrait avoir, sinon la preuve, du moins un texte qui permît de supposer que ce pasteur, dont il n'est plus question dans la suite, fut réellement appelé du canton de Vaud à Paris. Or dans la correspondance de Calvin où défilent tant de pasteurs, nous ne trouvons aucune trace de cet appel, mais seulement un Nicolas, originaire du canton de Neuchâtel et qui fut pasteur à Digne en 1562². Si réellement celui de Vuillerens avait joué le rôle important qu'on lui attribue, il paraît surprenant qu'on n'en ait rien appris plus tard.

On voit que la question reste entière. J'ai pourtant

1. *C. O.*, xvi, 686.

2. *C. O.*, xix, 536. Dans une note ajoutée au tirage à part de sa biographie de Chandieu, M. Bernus doute comme moi que la lettre datée par les théologiens strasbourgeois d'octobre 1537 soit de cette époque et que par conséquent, la phrase que j'ai citée se rapporte à l'événement du 4-5 septembre.

l'impression que peut-être le mystérieux officiant fut réellement Nicolas des Gallars. Les précautions que les correspondants parisiens de Calvin, et Calvin lui-même, devaient prendre expliqueraient *au besoin* l'absence de toute allusion plus précise à ce fait dans les lettres qu'ils échangèrent alors. Dans tous les cas, il faut, et c'est là le point important, expliquer pourquoi le prédicant arrêté fut relâché. On voit dans la correspondance de Macar (10 juin 1558) qu'un jour le roi de Navarre alla jusqu'au Parlement pour réclamer Chandieu qui avait été emprisonné avec de Lestre¹. Je rappellerai seulement que des Gallars était de Paris, qu'il y avait des intérêts, de hautes relations; que s'il a joué le rôle de modérateur des passions excitées comme il le raconte, il est possible que cela ait contribué à hâter sa délivrance, et qu'enfin toute sa lettre du 7 septembre est celle d'un homme encore tout étourdi du péril auquel il a été exposé. Il n'est pas surprenant qu'à ce moment il ait cru que son ministère ne pourrait plus s'exercer utilement, et s'il a demandé à être rappelé, cela ne veut pas nécessairement dire qu'il ait manqué de courage. Après tout il s'était offert spontanément, sans en avoir été requis, pour occuper ce poste si dangereux et on a vu que l'arrestation de son compagnon de voyage — qui devait aboutir à une issue fatale — ne le fit pas hésiter à poursuivre sa route. Les circonstances au milieu desquelles ces hommes si dévoués étaient appelés à pratiquer une abnégation de tous les instants, étaient telles qu'il est, au contraire, surprenant que dans cette petite phalange de combattants il ne se soit pas produit une seule défection.

N. WEISS.

1. C. O., XVII, 200.

Documents

LE CIMETIÈRE PROTESTANT DE PÉRIGUEUX AU XVI^E SIÈCLE

On était jusqu'à ce jour assez mal renseigné sur les lieux de sépulture de la communauté protestante de Périgueux au xvi^e siècle. Dans son « *Estat de l'Eglise du Périgord*¹ », le P. Dupuy a bien signalé pour 1561, l'enterrement clandestin du fils d'un cordonnier réformé de cette ville, mais il ne précise pas l'endroit choisi. Les protestants de Périgueux n'obtinrent vraisemblablement qu'en avril 1567 la permission d'ensevelir leurs morts hors la ville, dans l'ancien cimetière des pauvres. Elle leur fut donnée par le sieur de Bourdillon, maréchal de France, et Regnault de Beaune, conseiller et maître des requêtes de l'Hôtel, que le Roi avait envoyés à Périgueux pour réprimer les troubles, et confirmée le 28 septembre de la même année par le comte des Cars, lieutenant pour le roi en Périgord. Cette situation allait être modifiée en 1570. Le 27 décembre, le marquis de Villars, lieutenant général en Guyenne, rendait une ordonnance aux termes de laquelle les protestants devaient acheter, de gré à gré, dans un délai de quatre mois, un lieu à l'intérieur ou à l'extérieur de Périgueux, lequel serait clos de murailles de quatre pieds hors de terre et servirait de cimetière. C'est ce dernier dont on ignorait l'emplacement. Une quittance du 12 juin 1572, passée par-devant Desmaisons,

1. Ed. Audierne, Périgueux, 1842, p. 185.

notaire royal à Périgueux, nous permet de le préciser. Elle nous apprend que quelques mois avant cette date, deux des représentants de la population protestante de Périgueux, François de Jay, greffier de l'Election, et Léger Pélerin, maître apothicaire, avaient acquis de Baptiste Vigoureux, avocat du roi en la sénéchaussée, un jardin sis en ville, quartier de l'Aubergerie, au prix de trente livres tournois, et qui devait être converti en cimetière. L'acte, malheureusement perdu, avait été reçu par Bourgade, notaire royal. Nous savons que, malgré la permission du lieutenant général, les protestants de Périgueux furent inquiétés par les catholiques dans la jouissance de leurs droits et que des enterrements de réformés donnèrent lieu à des scandales. Le roi Charles IX dut même intervenir et, par mandement donné à Blois le 10 novembre 1571, il confirma aux religionnaires périgourdins les permissions à eux antérieurement accordées et défendit sous des peines sévères de troubler l'exercice de leur culte touchant les inhumations¹.

GÉRAUD LAVERGNE.

1572, 12 juin. Périgueux.

Pardevant moy notaire royal soubzsigné et tesmoingtz bas nommés, en la ville de Perigueux, le douziesme de jun mil cinq cens soixante douze, a esté présent Monsieur M^e Baptiste Vigoureux, advocat du Roy en la seneschaucée de Périgueux, lequel a illec reallement heu et receu la somme de trente livres tournois en testons et autre monnoye bien nombrés et comptés par les mains de M^e Bertholmier de Puypeyroux, licencié et advocat ès sièges royaulx de lad. ville, aussi illec présent, à la descharge de M^e Francois Jay, greffier de la Ellection de Perigord, et Legier Pelerin, m^e appothicaire, et des aultres manans et habitans de lad. ville, qui sont de la Religion réformée, lad. somme prouvenient de l'acquisition faicte par led. Jay'et Pelerin, tant en leur nom que desd. de la Religion, de certain jardrin siz en lad. ville et cartiere de l'Oubergerie a plain confronté par le contract de lad. acquisition sur ce faict, reçu par Bourgade, notaire, lequel

1. Cette pièce a été publiée par M. Dujarric-Descombes dans le *Bull. de la Soc. hist. et arch. du Périgord*, t. XXI, Périgueux, 1894, p. 251-254.

jardin a esté converti en cymetière, sépulcres et monumens pour enterrer les corps mors de ceulx de lad. Religion, suyvant le bon plaisir et volonté de Sa Magesté contenu ez lettres pactantes à ces fins expédiées à ceulx de lad. Religion; de laquelle somme de trente. livres tournoiz led. sieur Vigoreux a quicté et quicte lesd. Jay et Pelerin et aultres de lad. Religion et s'en est tenu pour bien content et satisfait, promectant ne la leur demander, n'y faire demander; et pour ce faire c'est obligé ses personne et biens et ce a promis tenir moyenant serement par luy faict soubz ses foy et conscience et aud. de Puyperoux et aud. nom concédé ces présentes soubz led. scel royal, èz présences de M^e Estienne Digne, coseigneur de Bergemont, habitant de lad. ville et Pierre Rousset, praticien dud. Perigueux, tesmoins, qui ont signé ensamble les parties.

Puyperoux pour avoir bailhé lad. somme de 30 lb.;

De Vigoreux;

Rousset, tesmoing; Digne de Bargemont, tesmoing;

Desmaisons, notaire royal.

(Arch. dép. Dordogne, E. notaires (*Desmaisons*, 1571-1573, f^o 125).

TEMPLES DU DIOCÈSE DE SÉEZ POURSUIVIS AVANT LA RÉVOCATION

Plus de vingt ans avant la Révocation on la prépara par une série de procès intentés aux Églises protestantes et contestant leur droit. Voici une simple liste de procès-verbaux dressés contre des exercices en partie de fief, en Basse-Normandie. On sait que sous la monarchie, parmi les privilèges dont jouissait la noblesse figurait celui d'avoir un chapelain. Les protestants appartenant à la noblesse avaient revendiqué, dès l'organisation des Églises réformées, le droit d'exercer leur culte sur leurs terres, droit qui leur avait été reconnu dans tous les édits de Pacification et confirmé par l'édit de Nantes. Ce fut un des premiers privilèges qu'on attaqua. Non pas en face en refusant aux seigneurs ce droit, mais par des voies détournées, grâce aux ressources inépuisables de la procédure, en préten-

dant qu'ils l'exerçaient illégalement. J'ai donné, en 1897, un exemple des moyens de cette procédure, en imprimant pour la première fois un mémoire que Bossuet, le grand Bossuet, prit la peine de composer avec toutes les ressources de son génie dialectique, pour déposséder M. d'Hervart d'un droit d'exercice que la Révocation lui aurait enlevé, sans chicane, quelques mois plus tard¹.

Voici l'énumération des procès-verbaux, dressés, dit une note au dos d'une pièce des Archives nationales (TT 366-XXIX, n° 189) « par M. de Marle et M. de Vervene pour les temples du diocèse de Séez », c'est-à-dire contre des groupes de protestants disséminés surtout aux alentours d'Alençon. Ils ne relevaient pas seulement du diocèse de Séez, mais encore de ceux de Chartres, du Mans et d'Evreux et on ne sait presque rien sur eux. C'est la raison pour laquelle nous avons cru devoir reproduire cette liste d'« exercices » attaqués. Bien qu'elle soit muette sur le résultat définitif des procès intentés, on sait que, dans la plupart des cas, un exercice attaqué avant la Révocation était un exercice supprimé.

N. W.

Temples du diocèse de Séez².

1669 Partage d'avis *Séez* au lieu de *Giberville*³.

1667 1^{er} déc. Temple de *Crocly et Fontaine*⁴.

1668 30 nov. *Belesme*⁵.

1668 1^{er} déc. Château de *Faviers*⁶ (dioc. de Chartres).

1668 15 nov. *Mongoubert* (dioc. de Séez).

1. Voy. *Bull.* 1897, 665-671. Les éditeurs de la *Correspondance de Bossuet* (Collection *Les Grands Écrivains de la France*) l'ont publié dans le tome II de cette *Correspondance* (1909), appendice n° IX, comme *inédit*.

2. MM. Garreta et Lehr ont bien voulu nous fournir quelques notes.

3. *Giberville*, hameau faisant partie de la commune de Séez, où se réunissaient les protestants de Séez.

4. *Crocly* est dans le Calvados, arr. de Falaise et *Fontaine-les-Bassets*, dans l'Orne, arr. d'Argentan, voy. *Bull.* 1899, 12 et ss.

5. *Bellême*, arrondissement de Mortagne et *Montgoubert* (commune de S^t Julien s/ Sarthe, dans l'Orne). Voy. D^r Jousset, *Le Protestantisme à Bellême et à Montgoubert*, Mortagne, 1854, brochure d'après laquelle cet exercice, ainsi que les précédents, semble avoir subsisté jusqu'à la Révocation.

6. *Favières* (Eure-et-Loir, c^{na} de Châteauneuf-en-Thimerais. L'Église subsista jusqu'à la Révocation.

- 1668 15 déc. *La Ferté l'emblore* (dioc. de Chartres)¹.
 1668 11 janv. Réparation des maisons curiales des paroisses de *Feugères* et *Valframbert*².
 1669 1^{er} janv. *Saint-Pierre-sur-Dives* (dioc. de Seez)³.
 1669 1^{er} janv. Temples et cimetières de *Seez*, *Laigle*, *Falaise* et *Orbec*⁴.
 1669 1^{er} fév. Exercice prétendu par le sieur *Le Cloustier*⁵ et du *Mosnier* (dioc. de Seez).
 1669 1^{er} fév. Exercice prétendu par les sieurs *de Frotté*⁶ et de *Boesse*⁷ (Frotté, dioc. du Mans et Boesse, dioc. d'Évreux).
 1669 1^{er} fév. Exercice prétendu par les sieurs *Fourelle* et de *Vassi*⁸ (dioc. de Seez).

1. *Lamblore*, village à 2 kilomètres de la *Ferté-Vidame*, Eure-et-Loir, dont il est évidemment ici question. Le temple de la *Ferté-Vidame* a été détruit le 10 avril 1681 (E. Benoit, *Hist. de l'Éd. de Nantes*, IV, 459).

2. Sans doute les *Feugerets* et *Valframbert*, dans le canton d'Alençon. Un M. de *Valframbert* figure dans le dénombrement des protestants d'Alençon en 1699. (Ant. de l'Orne, 607, n° 67.)

3. Sur *Saint-Pierre-sur-Dives* (Calvados), voy. A. Galland, *Essai sur l'Hist. du Prot. à Caen et en Basse-Normandie*.

4. D'après une note manuscrite de M. Émile Picot, ajoutée à la page 19 de sa *Notice sur Josias Bérault* (Alençon, 1911), le temple de *Laigle* (Orne) était assis au faubourg du Pont de Pierre dudit Laigle, paroisse de St-Martin (rue actuelle de la Gare), et, le 31 août 1671, sans doute à la suite du procès-verbal du 1^{er} janv. 1669, *Siméon de Bérault*, écuyer, sieur du Mesnil et du Boisbaril, demeurant en la paroisse de St-Martin d'Ecubléi, *Corneille des Mignières* ou des *Minières*, sieur de l'Ardriller et *Isaac de Courdemanche*, sieur de Boissnormand, au nom des protestants, cèdent aux catholiques leur cimetière, situé près de l'Église St Jean et s'engagent, moyennant indemnité, à en établir un autre près de leur temple. — L'Église protestante de Laigle avait pour annexe, en 1660, *Orbec* (Calvados). — Quant à *Falaise* (Calvados), voir aussi *Bull.* 1914-1915, p. 242. — Sur les *Desminières*, voy. Émile Picot, *Notice sur le Boishertre*, Alençon, 1913.

5. Sans doute *Gaspard Le Cloustier*, écuyer, s^r de Monts, demeurant en la paroisse de *Monts en Bessin*, sergenterie de Villers, élection de Caen. Fils de Gabriel le C. et de D^{lle} Jourdainne de Bonnefond, il épousa Marie le Blais en 1647.

6. Sur les *de Frotté*, voy. *Fr. prot.*, 2^e éd. VI, 743. Il y avait *Daniel de Frotté*, sieur de *Couterne* (Orne, cant. de la Ferté-Macé) et *Samuel de Frotte de la Rimblière* qui habitait *Damigny* près d'Alençon. Voir sur celui-ci et ses descendants, un travail de Louis Duval dans le *Bull. de la Soc. hist. et archéol. de l'Orne*, 1908.

7. *Boessé-le-Sec*, Sarthe, arrondissement de Mamers.

8. *Gabriel de Vassi*, chevalier, marquis de Bressey, marié, le 23 janvier 1640 à Claude du Bois. Il était fils de Jacques de V. et de Louise de Montgommery. Il s'agit de *Vassy-près-Vire*, Calvados. Louise de Montgommery qui épousa en deuxième noces, en 1648, *Bernardin de Bourgueville*, baron de Clinchamps, avait eu, pour son douaire, entre autres, la terre et seigneurie de la *Galonnière* où elle faisait sa résidence ordinaire. Les protestants du canton de *Vire* y tenaient leurs assemblées et, par un acte passé devant les tabellions de *Vire* en 1659, Louise de Montgommery donna 50 livres de rente sur tous ses biens au ministre qui entreprendrait l'exercice de la R. P. R. dans ce lieu et aux environs.

1669 1^{er} fév. Exercice prétendu par le sieur de *Courthomer*¹ (dioc. de Seez).

1669 1^{er} mars. Procès-verbal concernant les différends du sieur du *Barquet* et du curé de Silly².

1669 8 et 10 juin. Jugemens qui défendent l'exercice aux sieurs de *Lormeau*, *Paris*, *Corboyer*³ et le comte de *Reingrave*.

LETTRES OFFICIELLES, 1807, 1809, 1814

Il est peu d'exemples, dans notre histoire de France, d'une évolution aussi rapide des idées et des usages que celle provoquée par la Révolution et consacrée par l'Empire. A la veille de la convocation des États généraux, si la tolérance paraissait avoir victoire gagnée, il n'en était pas moins vrai que le protestantisme français était loin d'avoir conquis son droit de cité. Pour en donner la preuve il suffit de rappeler que le pasteur Mordant, de Rouen, avait été décrété de prise de corps en 1788, par le parlement de Normandie pour avoir béni un mariage mixte. Moins de quinze ans plus tard, le culte protestant, si longtemps persécuté, recevait une existence légale et ses représentants entraient en relations constantes avec l'État. Comme nous l'avons déjà fait remarquer, depuis le synode général de Loudun (1659), les rois de France avaient rompu les relations officielles avec les Réformés et ce fut Napoléon qui eut l'honneur de les rétablir⁴. De là l'intérêt qui s'attache à la publication des documents qui rappellent une victoire aussi remarquable

1. Léonor Antoine de Saint-Simon, marquis de Courtomer, marié en 1644 à Marie de la Noue. Courtomer, Orne, arr. d'Alençon.

2. Silly en Gouffern, Orne, arr. d'Argentan; Jacques Du Barquet, sieur de Crocy et du Bourg, était commissaire du roi au synode de Normandie (10 juillet 1673), *Fr. prot.* VI, 544, cf. *Bull.* 1899, 13.

3. Jacques de Paris, pasteur de Gefosse (Calvados), voy. A. Galland, *op. c.*, et Jacques-Antoine de Cruix, marquis de Corboyer, seigneur d'Anthoigny (Anthoigny, Orne, arr. de Domfront), où l'exercice fut interdit en 1669 (*Fr. Prot.*, VI, 473.)

4. *Bulletin* LXVI, p. 70.

de la liberté de conscience. Le contraste est, en effet, saisissant entre un passé si peu lointain qui évoquait le souvenir de tant de misères et de violences, et un présent qui délivrait les Réformés de leur misérable servitude. Aussi purent-ils applaudir à la proclamation de l'Empire, alors même qu'il leur fut facile de reconnaître les erreurs et les lacunes de la loi du 18 germinal an X.

Les lettres que nous publions furent adressées à diverses époques à M. de Félice, alors pasteur de l'Église réformée de Lille. La première est signée du nom de Portalis, le célèbre rapporteur de la loi de germinal, dont la bienveillance à l'égard des protestants fut si remarquable. C'est un spécimen des circulaires adressées aux présidents de consistoire à l'occasion des victoires impériales.

2^e DIVISION
BUREAU DES PROTESTANS
Circulaire

Paris, le 6 juillet 1807.

*Le ministre des Cultes, grand officier de la Légion d'honneur,
A Monsieur le Président du consistoire.*

Monsieur le Président, j'ai l'honneur de vous transmettre une lettre par laquelle Sa Majesté l'Empereur et Roi manifeste l'intention que vous ordonniez dans vos temples, selon vos rites, des prières en actions de grâces des succès éclatants remportés sur les Russes, dans la mémorable journée de Friedland, et de l'entrée triomphante de ses armées dans Kœnigsberg. La glorieuse époque dont vous avez à remercier le ciel, sera à jamais célèbre dans les fastes du monde.

J'ai l'honneur de vous saluer avec considération.

PORTALIS.

La seconde lettre a pour auteur le préfet du Nord qui, en vrai général, resta fidèle à l'*imperatoria brevis*. La date indiquée pour le service que devait célébrer M. de Félice, le 13 août 1809, laisse supposer qu'il s'agissait de la fête de l'Empereur Napoléon fixée au 15 août. Il est probable que M. de Félice, pour s'assurer la présence du préfet, devant se rendre à l'église catholique à cette date, avait avancé de deux jours cette cérémonie.

Lille, le 7 août 1809.

*Le général de division, préfet du Nord,
A Monsieur de Félice, pasteur à Lille.*

Monsieur,

Je me rendrai, le 13 de ce mois, à onze heures du matin, au temple des Réformés pour prendre part à la cérémonie que vous y célébrerez et entendre le discours que vous prononcerez sur un sujet dont le bon choix prouve le bon esprit qui vous anime. J'ai l'honneur de vous saluer.

Je n'ai pas pu déchiffrer la signature du général, et l'on sait que, malheureusement, la noble cité de Lille étant entre les mains des barbares, il n'était pas possible de demander à la préfecture le nom du préfet du Nord en 1809.

Cinq années plus tard, M. de Félice avait reçu une invitation du maire de Lille, à assister à un service solennel qui devait être célébré, le 6 juin 1814, à onze heures du matin pour les feus rois Louis XVI et Louis XVII, la reine Marie-Antoinette-Joseph-Anne, archiduchesse d'Autriche et Son Altesse Royale Madame Elisabeth-Philippine-Marie-Hélène de France.

L'Empire était tombé et Louis XVIII, à l'exemple de Napoléon, demandait à l'Église ses oraisons. M. de Félice ne voulut pas que les protestants de Lille parussent rester indifférents au nouveau gouvernement et il annonça qu'un service serait célébré au temple et qu'il prononcerait l'oraison funèbre de Louis XVI. Il ne manqua pas d'adresser une invitation à y assister au comte Siméon qui venait d'être nommé préfet du Nord. Il reçut de ce haut fonctionnaire la lettre suivante :

Lille, le 18 juin 1814.

*Le Préfet du département du Nord,
A Monsieur de Félice, pasteur de la religion réformée à Lille.*

J'ai reçu, monsieur, la lettre par laquelle vous m'invitez à assister à la cérémonie religieuse et à l'oraison funèbre du roi

Louis XVI qui auront lieu, dimanche, dans le temple de la religion réformée.

J'ai déjà été à une semblable solennité dans la principale église catholique de Lille ; j'ai rempli, à cet égard, mes devoirs de sujet, de chrétien et d'administrateur en chef. Je ne regarde pas, Monsieur, comme une suite de la tolérance des diverses religions, que peu de personnes ont plus publiquement professée que moi, de suivre toutes les cérémonies de chaque culte ; en les respectant tous, on ne doit en exercer qu'un.

Je ne pense pas non plus qu'en ma qualité de Préfet, je doive assister à toutes les cérémonies de chaque rite. La protection que le gouvernement accorde à chacun d'eux est indépendante de ma présence.

Si je me rendais à votre invitation, je craindrois que l'on ne vît dans ma démarche plus d'indifférence pour tous les cultes que d'égards pour chacun.

Enfin pour que vous ne soupçonniez pas, dans mon refus, une intolérance ou des préventions dont je suis très éloigné, je terminerai cette lettre par quelques lignes du rapport que je fis le 17 germinal an X, pour l'adoption du Concordat :

« C'est avec un bien vif sentiment de plaisir que l'on voit ce bel ouvrage couronné par une semblable organisation des cultes protestants. La même protection est assurée à leur exercice, à leurs ministres.

« Les mêmes précautions sont prises contre leurs abus, les mêmes encouragements promis à leur conduite et à leurs vertus.

« Ils sont donc entièrement effacés ces jours de persécution et de deuil où des citoyens n'avoient, pour prier en commun, que le désert au milieu duquel la force venoit encore dissiper leurs pieux rassemblemens. Elles avoient, il est vrai, déjà cessé même avant la Révolution, ces vexations odieuses, les protestans avoient obtenu des temples, mais l'État étoit resté étranger et indifférent à leur culte. Ce n'est que d'aujourd'hui qu'il leur rend les droits qu'ils avoient à son attention et à son intérêt et que la révocation de l'édit de Nantes, si malheureuse pour eux et toute la France, est entièrement réparée.

« Catholiques, protestans ! tous citoyens de la même République, tous disciples du christianisme, divisés uniquement sur quelques dogmes, vous n'avez plus de motifs de vous persécuter ni de vous hair. Comme vous partagiez tous les droits civils, vous partagerez la même liberté de conscience, la même protection, les mêmes faveurs pour vos cultes respectifs.

« Ames douces et pieuses qui avez besoin de prières en commun, de cérémonies, de pasteurs réjouissez-vous, les temples sont ouverts, les ministres sont prêts.

« Esprits indépendants et forts qui croyez pouvoir vous affranchir de tout culte, on n'attente point à votre indépendance. Réjouissez-vous car vous aimez la tolérance. Elle n'étoit qu'un sentiment, tout au plus une pratique assez mal suivie. Elle devient une loi, un acte solennel va la consacrer; jamais l'humanité ne fit de plus belle conquête. »

Je désire, Monsieur, que vous voyiez dans ces paroles l'expression de mes principes et, dans la connaissance que je vous en donne, la considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être votre très humble et obéissant serviteur.

SIMÉON.

P.-S. — Vous n'oublierez pas, sans doute, dans l'éloge de Louis XVI, l'édit par lequel il autorisa et assura les mariages des protestans, jusqu'alors incertains.

La lettre du comte Siméon est curieuse et appelle quelques réflexions. M. de Félice aurait pu lui répondre : « Si vous eussiez été protestant, n'eussiez-vous assisté qu'au seul culte célébré dans notre temple ? » Si le préfet eût honoré de sa présence la cérémonie à laquelle il était invité, il eût prouvé, non son indifférence, mais son respect pour tous les cultes, non pas qu'en sa qualité de préfet, il dût assister à toutes les cérémonies de chaque Église, mais, dans une circonstance aussi extraordinaire, sa présence aurait été le témoignage public de la protection que le gouvernement voulait accorder à chacun d'eux. Malheureuse défaite que ces explications si embarrassées, d'autant plus que le souvenir des très belles paroles qu'il avait prononcées autrefois devait les lui rendre plus pénibles. Mais il était au service d'une réaction triomphante qui ambitionnait de rétablir le catholicisme comme la seule religion de l'État, et il ne pouvait ou ne voulait pas l'oublier.

FRANK PUAUX.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

L'avènement politique de la Réforme française

Tel est le titre du chapitre II de la seconde partie de l'ouvrage que M. Lucien Romier a fait paraître en 1914 sur *les origines politiques des guerres de religion*¹ dont le *Bulletin* a naguère analysé le premier volume. Nous n'avons pas à nous occuper de la première moitié de ce second volume, qui traite de *la fin de la magnificence extérieure* avant celle qui nous montre *le Roi contre les protestants* (1535-1559). On y trouvera, avec un luxe extraordinaire de détails, témoignant des ressources inépuisables des archives italiennes en même temps que du labeur acharné de l'auteur, tous les renseignements désirables sur les dernières campagnes françaises en Italie et les multiples intrigues qui les provoquèrent. Elles mettent surtout en relief l'inconscience des Guises et aboutirent, comme on sait, au désastre de Saint-Quentin (27 août 1557) atténué par l'héroïque défense de Coligny et plus tard par la prise de Calais (18 janvier 1558). Celle-ci, préparée par l'amiral, fut surtout, d'après M. Romier, l'œuvre personnelle de Henri II. D'autre part elle « sauva les Guises d'un échec qui eût été définitif », et, pour le plus grand malheur de la France, consolida leur situation scandaleuse en hâtant le mariage du dauphin François II avec leur nièce Marie Stuart (24 avril 1558).

Quelques jours après la chute de Saint-Quentin, la surprise de l'assemblée clandestine de la rue Saint-Jacques (5 sept. 1557) habilement exploitée par les catholiques, attira violemment l'attention du roi sur le protestantisme. Non pas qu'il l'eût ignoré jusqu'alors ainsi que le prouvent les édits de plus en plus sévères qui, après la mort de François I^{er}, suivirent l'institution, par ses ordres, de la célèbre *Chambre ardente*. Mais il s'était sans doute

1. Un vol. de vi-464 p. in-8°, dédié à la marquise d'Arconati-Visconti, orné des portraits du dauphin François, fils de Henri II, et de Marguerite, sœur du roi, accompagné d'une carte de la Toscane et d'un index, Paris, Perrin. Pour le premier volume, paru en 1913, voir plus haut, p. 79 à 81.

laissé persuader que ces mesures répressives finiraient par enrayer les progrès de l'hérésie et, d'ailleurs, ses préoccupations politiques et militaires avaient fait passer au second plan le « péril protestant ».

* * *

Au début du chapitre qui intéresse directement l'histoire du protestantisme, M. Romier déclare qu'« *il n'y a pas de mouvement historique plus national ou local que la Réforme française* » (p. 225). Je le veux bien, à la condition, toutefois, que cette phrase ne couvre pas une équivoque. Si l'on entend par là que la Réforme française a eu son caractère particulier, a été préparée, proclamée en France par des Français et favorisée par certaines traditions françaises, rien n'est plus facile à démontrer. Mais si l'on prétend qu'en France la Réforme prit naissance et se développa *indépendamment de toute autre influence*, on s'expose à contredire des faits indiscutables. Dans cette page où il essaie de caractériser la Réforme, M. Romier en aperçoit les éléments français dans « le mysticisme à la fois ardent et logique, propre au caractère national, la vieille haine du bourgeois et du légiste contre le clerc ultramontain, la révolte du paysan tondue par l'abbaye dégénérée... enfin chez quelques-uns et surtout chez les femmes, un désir profond d'amélioration morale, une renaissance de la sensibilité et de la délicatesse chrétiennes, un goût de l'élégance intime qui s'oppose aux rodомontades chevaleresques ».

Quelques-uns de ces éléments ne sont assurément pas négligeables, mais, en France comme ailleurs, la Réforme a des causes beaucoup plus profondes et plus générales. M. Romier ne les ignore pas puisque si, par exemple, il n'insiste nulle part sur l'état de démoralisation du clergé français, il nous trace des divers papes qui alors occupèrent le Saint-Siège, des portraits peu édifiants : A la mort de Paul III on ne nomma pas le cardinal de Sainte-Croix parce qu'il « estoit trop homme de bien pour être pape » et les Français appuyèrent la nomination de Jules II, bien que Charles de Guise l'eût déclaré léger « vicieux, indigne de la tiare » (p. 217). A l'avènement de Paul IV, l'évêque de Vérone, Lipomano, lui écrivait : « La loi divine, l'honneur, la religion, la justice ont fui loin du clergé. Ceux qui ont cure d'âme ne se soucient aucunement de cette charge; plutôt à Dieu qu'ils eussent autant d'indifférence pour la chair, le luxe et l'avarice. Il y a longtemps que les prédécesseurs de V. S. nous ont promis des réformes, en paroles plus solennelles peut-être qu'il n'était nécessaire. Ces réformes, tous les gens de bien les désiraient et les invoquaient, mais, des promesses de vos prédécesseurs il n'est resté que vanité » (p. 236).

Ce n'est pas ici le lieu d'énumérer les causes profondes, d'ailleurs bien connues, de la Réforme. Mais il convient de signaler un fait qui en domine toute l'histoire, c'est qu'elle *est sortie du sein même de l'Église catholique et a été propagée au début, non par des laïcs, mais par des clercs*. Or, le caractère propre de l'Église catholique, c'est d'être *internationale*. Pour elle, les frontières qui séparent les États n'ont jamais existé. C'est ce qui explique que les mêmes besoins et les mêmes tentatives de Réforme se soient manifestés à peu près en même temps dans les divers pays de l'Europe. Dès lors la question du lieu ou du pays où jaillit la première étincelle est secondaire. A côté des causes religieuses et mêlées à elles il y a eu les causes d'ordre scientifique, tenant au développement de l'esprit humain. Les premières agissaient dans les milieux ecclésiastiques, les secondes dans les milieux universitaires et peuvent être désignées par le terme général d'humanisme. Or, aux xv^e et xvi^e siècles la science, elle aussi, était essentiellement internationale. On ne se demandait pas, en allant dans telle ou telle Université, si elle était allemande, française ou italienne, mais quels étaient les maîtres et l'esprit qui y présidaient aux études qu'on voulait aborder ou poursuivre. La renommée d'humanistes comme Reuchlin, Erasme, Lefèvre d'Étaples n'était pas confinée aux pays où ces hommes étaient nés ou vivaient et aucun d'eux, d'ailleurs, ne se serait cru digne de ce titre d'humaniste s'il n'avait fréquenté la plupart des écoles célèbres de l'Europe et s'il avait placé l'intérêt national au-dessus de celui de l'humanité.

M. Romier m'objectera peut-être qu'il n'a voulu nous parler que des causes politiques de la Réforme française. Admettant que l'idée d'une Réforme telle qu'il vient de la caractériser n'était opposée « ni au génie français, ni même à l'autorité royale », il écrit : « *Plus respectueux de la réalité, plus souple et moins dominé par l'implacable logique calvinienne, le programme des Réformés français se fût imposé à la longue, sans difficultés violentes au gouvernement des Valois.* » En d'autres termes, cela signifie que si la Réforme a échoué en France, la faute en est aux protestants. Quelles preuves de l'absence de respect pour la réalité, d'intransigeance de leur part, l'auteur apporte-t-il à l'appui de son affirmation?

*
* * *

En note de la phrase qui résume son sentiment, il cite les instructions rédigées sans doute par Calvin, mais signées Farel, Bèze, Budé et Carmel, le 27 septembre 1557, pour les ambassadeurs des cantons suisses sollicités d'intervenir auprès de Henri II

en faveur des victimes de l'assemblée de la rue Saint-Jacques¹. Que demandaient ces instructions? « Que s'il plaisoit au roy avoir la patience d'ouyr quelques-uns de ses subjectz rendans confession de leur foy et la maintenans contre ceux qu'il luy plairoit aussi d'appeller de la partie adverse, et là dessus, *encore qu'il ne voulust rien changer en ses païs*, qu'il défendit seulement de molester ceux qui voudront suyvre la confession qui aura esté approuvée ou pour le moins qui aura esté congneue tolérable, ce moyen seroit assez propre pour garder humanité et éviter troubles et émotions jusques à ce qu'il y soit pourveu plus à plein par un concile libère et chrestien. »

M. Romier lui-même reconnaît que « ces revendications étaient modérées ». Si donc une proposition aussi raisonnable ne fut même pas examinée, on ne peut en accuser les protestants. En admettant même que le « gouvernement des Valois » ait jamais envisagé sérieusement l'éventualité d'une Réforme, ce qui est plus que contestable, vu que, depuis le Concordat, il n'avait rien à y gagner, M. Romier sait bien qu'il n'y avait pour les protestants qu'un seul moyen de se le concilier, celui de *se soumettre sans condition*, c'est-à-dire de renoncer à leurs convictions et à leur propagande par la parole et par le livre. Est-ce cela qu'il leur reproche de n'avoir pas fait?

S'il est obligé de reconnaître que les demandes des protestants étaient modérées, M. Romier trouve qu'ils furent *imprudents* de les avoir fait présenter au roi par leurs coreligionnaires étrangers. Calvin, « poussé d'ailleurs par un zèle trop mystique et trop logique », aurait ainsi « commis une grave erreur de politique » (p. 261). — Peut-on vraiment reprocher aux protestants français d'avoir cherché un appui amical et *discret* auprès de ceux-là mêmes dont leur roi recherchait les services et l'appui politique et militaire? Alors, les Guises, par exemple, avaient le droit de réclamer l'appui, non seulement moral, mais pécuniaire et militaire de l'Espagne pour satisfaire leurs ambitions personnelles, faire la guerre même au pape pour aboutir finalement à l'invasion de la France, et les protestants français auraient secondé les dessins de l'étranger dont Henri II recherchait les faveurs, en demandant à cet étranger, non pas d'intervenir dans les affaires intérieures de la France, mais d'obtenir qu'on ne les brûle pas sans les entendre?

Qui ne voit que cet argument, que M. Romier a l'air de prendre à son compte, n'était qu'un simple prétexte? Prétexte évident lorsqu'on constate qu'un an auparavant, en 1556, Henri II avait

1. Voy., pour tout ce qui concerne cette affaire de la rue Saint-Jacques, mon étude au commencement de cette livraison.

offre un asile en France aux protestants anglais, victimes de Marie la Sanglante, les avait « reçus secrètement et les avait pourvus d'argent » (p. 263). Qu'on se soit servi de ce prétexte pour rendre plus odieux des gens dont on ne voulait pas *pour d'autres raisons*, d'accord. Dans l'état de ruine profonde où les « guerres de magnificence » avaient précipité le pays, il fallait un bouc émissaire et, comme sous François I^{er}, après Pavie, ce bouc émissaire, ce furent, grâce à l'aveuglement du souverain et à la perfidie de ses conseillers, les « luthériens ».

* * *

On peut en dire autant du deuxième fait qui attira sur les protestants l'attention et la colère du roi, le chant des Psaumes, au Pré-aux-Clercs et ailleurs, du 13 au 19 mai 1538. M. Romier y voit une manifestation concertée pour « montrer que les protestants représentaient une force avec laquelle il fallait compter » (273). Or, il n'existe pas le moindre texte établissant la préméditation de ce mouvement populaire que les cléricaux devaient tout naturellement représenter comme une sorte de mystérieux complot. Les psaumes de Marot étaient depuis plus de dix ans entre toutes les mains. Malgré l'interdiction de la Faculté de théologie, l'exil et la mort de l'auteur, les éditions s'en étaient multipliées et les airs, pour la plupart populaires, en avaient augmenté le succès. Il est fort possible qu'un groupe d'amateurs de musique s'adaptant à des chants qui exprimaient si éloquemment les angoisses et les espérances des néophytes, ait un soir de mai, chanté, sans songer à mal, quelques-unes de ces strophes en se promenant au Pré-aux-Clercs et que ces chants connus aient été répétés par la foule qui s'amasse si aisément à Paris autour des moindres nouveautés. Peut-être aussi s'y trouvait-il des agents provocateurs, enchantés de jouer un bon tour aux luthériens. Dans tous les cas, en lisant les lettres de Macar, qui n'étaient certes pas écrites pour la postérité, on voit très bien qu'il fut lui-même surpris de ce qui se passa, ce qui exclut toute idée de préméditation de la part des protestants; de plus, dès qu'il vit le parti que les autorités tiraient contre eux de ces manifestations, il recommanda à ses ouailles de s'en abstenir... *censuimus omnes nostros serio esse monendos ut cessarent* (22 mai). Je sais bien que M. Romier croit pouvoir conclure d'une lettre de ce même Macar, du 16 mai qu'il y eut préméditation. Or, que dit cette lettre : « Nous craignons certes le tumulte. Mais que faire? Pouvons-nous fermer la bouche à ceux qui chantent les louanges du Seigneur, alors surtout que la plupart d'entre ceux qui accourent de partout n'ont jamais pris part à nos assemblées? » (P. 276.) Donc Macar est

désolé de ne pouvoir empêcher ce qui se passe, ce qui ne serait certes pas s'il assistait à une manifestation qu'il aurait préparée. Il est fort possible que le roi de Navarre, toujours maladroit et inconséquent, en ait profité pour cavalcader au Pré-aux-Clercs avec les gentilhommes huguenots qui n'avaient pas encore oublié les insultes prodiguées à leurs femmes, surprises rue Saint-Jacques, et peut-être encore en partie en prison.

Mais ce qui prouve sans conteste que les efforts des cléricaux pour transformer ces réunions inoffensives en émeutes étaient plus qu'exagérées, c'est l'attitude du Parlement qui, après avoir interrogé une douzaine de malheureux qu'on avait arrêtés, avait facilement pu se convaincre qu'aucun d'entre eux n'avait eu la moindre idée de ce dont on les accusait ¹.

Dans tous les temps et sous tous les régimes, même les plus modernes, on a essayé de transformer en complots ou en émeutes des rassemblements populaires, mais ceux qui avaient lieu à Paris ou à Meaux dans le seul but de chanter ce qu'aucune loi n'avait eu encore l'occasion d'interdire, pouvaient être difficilement considérés comme destinés à intimider les autorités.

* * *

Si j'insiste sur la mise au point de ces incidents, c'est que, pour expliquer l'échec de la Réforme en France, il n'est nullement nécessaire de reprocher aux protestants des actes qui ne pouvaient guère être évités. Il suffit de se rappeler un premier fait, à savoir : que leur nombre et leur influence s'étaient étonnamment multipliés, malgré la vigilance et la répression des autorités. M. Romier admet qu'« un tiers des habitants du royaume s'était détaché de l'Église romaine » (p. 251). Des rangs du peuple qui l'avait accueillie avec avidité et qui fournit le plus grand nombre de martyrs vraiment héroïques, la prédication du pur Évangile avait peu à peu pénétré dans les couches les plus élevées de la société et y avait recruté des adeptes non moins courageux. Un pareil résultat du dévouement et de la prudence de ceux qui travaillèrent à cette propagande justifie à la fois leurs espérances et le violent mouvement de réaction qu'ils devaient logiquement provoquer.

Certains indices permettent néanmoins de supposer que si, moins prévenu et moins ignorant, le gouvernement avait pu consentir, en réprimant tout désordre, à surveiller la lutte entre l'ancienne et la nouvelle foi, l'enthousiasme et l'esprit de sacri-

1. Voy. sur ce point un arrêt significatif du Parlement que j'ai cité plus haut, p. 224, dans mon étude sur l'assemblée de la rue Saint-Jacques.

fice des recrues de plus en plus nombreuses et importantes de cette dernière, auraient pu obtenir droit de cité dans leur patrie. Assurément, et M. Romier a raison de le remarquer, il leur a manqué un chef convaincu, habile et résolu. Antoine de Bourbon qui, à cette époque, semblait vouloir se mettre à leur tête, ne pouvait que les desservir et était déconsidéré avant d'avoir rien tenté d'utile en leur faveur. Mais, malgré cette infériorité, ils avaient réussi à entamer deux des puissances les plus formidables contre lesquelles ils luttèrent. J'ai déjà remarqué plus haut que le Parlement, tout en appliquant la loi, inclinait à une certaine tolérance. Plusieurs conseillers, et non des moindres, répugnaient à livrer à la mort des femmes, des jeunes gens innocents qui, au milieu des flammes, invoquaient le nom de Jésus-Christ au lieu de celui de la Vierge. On savait aussi que, dans les rangs du clergé, plus d'un prêtre, voire des évêques, ainsi qu'on put le constater deux ou trois années plus tard, cherchaient un terrain d'entente entre l'ancienne et la prétendue nouvelle religion. M. Romier m'objectera sans doute « l'implacable logique » de Calvin. Mais, à l'époque dont nous parlons, tous les ponts n'étaient pas encore coupés et Calvin qui admettait parfaitement les concessions faites, en Angleterre et en Allemagne, à certaines traditions, n'aurait peut-être pas été hostile à certains compromis.

*
* * *

Mais pourquoi, lorsqu'on parle d'intransigeance, toujours citer Calvin ? Qui est-ce qui, en définitive, a empêché les symptômes favorables auxquels je viens de faire allusion, de se développer, qui est-ce qui s'est résolument opposé à toute discussion, à toute concession, même la moindre, qui est-ce qui n'a préconisé que le recours à la violence et n'a reculé ni devant les provocations, ni devant les attentats qui devaient amener la guerre civile ?

M. Romier l'a bien vu. Page 246 il a écrit ces lignes : « C'est dans la Compagnie de Jésus qu'il faut chercher le noyau vivant du catholicisme, sa force de résistance et de combat. On ne peut bien connaître le rôle des Jésuites en France : la correspondance de Charles de Lorraine avec les Pères n'a pas été publiée. Ce rôle fut assurément efficace et décisif. En tout cas, les Guises et les Jésuites représentent ce *qu'il y eut de plus noble dans l'opposition à la Réforme*. On doit, en effet, prendre garde aux différences *morales*¹ qui séparent les groupes catholiques et ne pas confondre les disciples d'Ignace avec les théologiens imbéciles de la Sorbonne, leurs

1. C'est moi qui souligne.

rivaux. Il serait aussi très injuste d'assimiler le rôle des Guises à celui de favoris rapaces. »

Ce sont bien, en effet, la Faculté de théologie de l'Université de Paris et les Jésuites qui forment les deux centres de résistance autour desquels, dans la lutte contre la Réforme, se groupèrent tous les éléments réactionnaires du royaume. M. Romier est bien dur pour la Sorbonne. Il oublie qu'en exigeant, dès 1542, de tous ses ressortissants, la signature d'une confession de foi orthodoxe, la Faculté de théologie de Paris fournit à l'Église catholique et au gouvernement, qui ne tarda pas à s'en servir, une arme terrible ; elle ramena dans le rang la plupart des membres du clergé régulier qui avaient été gagnés par l'hérésie et redoutaient d'être exclus de l'Université où ils avaient étudié.

Quant à la noblesse des procédés de combat, elle n'est certes pas à l'avantage des Jésuites. L'unique argument des Sorbonnistes était celui-ci, qui figure déjà en tête de la condamnation de Luther : « C'est un crime de s'écarter des sentiers battus. » Quelque irrationnel que soit un tel argument, c'est celui qui, aujourd'hui encore, a le plus de prise sur les masses ignorantes et crédules, voire dans des milieux instruits où il se présente sous la forme courante : « On ne change pas de religion. » Et, si l'on va au fond des choses, il y a plus de « noblesse » dans cet attachement puéril au passé *uniquement parce qu'il est le passé*, que dans le scepticisme doctrinal, la rouerie, l'astuce, l'absence de scrupules qui ont fait la fortune de la Compagnie de Jésus au détriment de son crédit moral.

Celui-ci était d'ailleurs, déjà à cette époque, si suspect que la Compagnie n'aurait peut-être pas réussi à s'installer en France si elle n'avait pas eu partie liée avec les Guises et surtout avec le cardinal de Lorraine qui « avait assumé sa protection en 1550 ». Laisser entendre, comme M. Romier que cet appui fut sincère et désintéressé, écrire que, « comme champions de l'Église romaine, les Guises ne font pas mauvaise figure » et qu'il serait « injuste d'assimiler leur rôle à celui de favoris rapaces », c'est décidément, ou se contenter de peu, ou aller un peu loin. Il sait comme moi qu'en France, même à ce moment, aucune autre famille n'aurait osé se faire adjuger, par les moyens les moins avouables, une quantité aussi prodigieuse de bénéfices et de charges *lucratives* et que, pour peu que leur intérêt fût en jeu, les Guises n'hésitaient jamais à ruiner, au besoin, le pays même où, après tout, ils n'étaient que des intrus.

En mai 1558, alors que d'Andelot, prisonnier des Espagnols et converti à la Réforme, fut, à cause de cet acte d'indépendance, accusé par ces derniers d'intriguer contre son pays, auprès des princes allemands, au nom de ses coreligionnaires français, le

cardinal de Lorraine donna du crédit à ce qu'il savait n'être qu'une calomnie, uniquement pour affermir son crédit à lui en irritant le roi contre Montmorency et contre ses neveux¹. Or, M. Romier écrit généreusement (p. 272) : « La nature voulait qu'il acceptât cette aubaine; peut-être *aussi crut-il faire son devoir!* » Ce fait, joint à beaucoup d'autres, montre bien que, longtemps avant de déchaîner la guerre civile, les auteurs responsables de ce terrible conflit prenaient leurs mesures pour rejeter cette responsabilité sur leurs victimes.

* * *

Mais je ne veux pas abuser de la patience du lecteur. De tous les livres écrits récemment sur le seizième siècle et parlant par conséquent du rôle joué par les protestants, celui que je viens d'analyser est certainement le mieux informé et celui où j'ai trouvé le moins de traces du parti pris auquel nous sommes habitués depuis si longtemps. L'auteur ne s'étonnera donc pas de mes réserves. Elles ne témoignent pas seulement de l'attention avec laquelle j'ai lu et relu telles de ses pages.

L'interminable et meurtrière guerre que nous subissons nous a rappelé avec quel soin nous devons recueillir les indices qui désignent les auteurs responsables du conflit. Au xvi^e siècle, comme aujourd'hui, s'il suffisait d'une étincelle pour allumer l'incendie, nous savons, par l'expérience par laquelle nous venons de passer, que cette étincelle ne jaillit ni spontanément, ni à la fois des deux côtés de la barricade : *Il y a un agresseur*. Si les historiens informés ne peuvent plus accuser les protestants d'il y a trois cent cinquante ans d'avoir brandi la première torche, on enseigne encore officiellement, dans nos manuels, qu'ils partagent cette responsabilité avec les chefs politiques de la réaction ultramontaine. C'est ainsi que, sous prétexte d'équité, on fausse l'histoire d'il y a trois siècles, et c'est encore ainsi qu'on essaye de fausser l'histoire contemporaine.

L'ouvrage remarquable dont je viens de rendre compte nous mène jusqu'à la veille d'un conflit que Calvin et tous ceux qui travaillaient sous sa direction avaient à cœur d'éviter, mais sans sacrifier la conscience et le droit à sa liberté qu'ils réclamaient pacifiquement. En remerciant M. Romier de tout ce qu'il nous a appris sur le règne, encore si peu connu, de Henri II, j'attends, avec le plus vif intérêt, le livre dans lequel il marquera la part de chacun des acteurs à la veille des hostilités.

N. WEISS.

1. La lettre interceptée, sur laquelle on fondait cette calomnie, « était une simple exhortation qu'adressait d'Andelot à son frère, pour l'encourager à persévérer dans sa foi » (p. 271).

CORRESPONDANCE

A Bernis avant et après la Révocation.

C'est à l'année 1660 environ que remontent les préliminaires proprement dits de la Révocation. Les fonctions publiques n'étant plus réservées qu'aux catholiques, les titulaires huguenots devaient abjurer s'ils voulaient continuer à les exercer. C'est ce qui explique l'abjuration de *Marc Étienne Barrairon*, viguier de Bernis et Aubord, le 26 juin 1661. Le notaire *Boissier* en avait fait autant, ainsi que le docteur-avocat *de Vérot*, quelque temps auparavant. D'autres abjurent, afin de pouvoir se marier. Pour faire un grand honneur aux nouveau-nés catholiques ou pour engager les protestants à changer de religion, les seigneurs de Bernis sont parrain et marraine de ces enfants, surtout vers 1661 et 1662.

Le curé, pendant le carême de 1661, fait élever une croix de pierre « dans l'esplanade appelée par le vulgaire croux dou Ram¹ ». Il paraît qu'il y en avait une auparavant, c'est-à-dire avant la Réforme, que les protestants auraient détruite. Elle était située sur une petite élévation triangulaire entre un ruisseau et deux chemins, l'un allant rejoindre la route de Nîmes, l'autre étant l'ancienne voie romaine. C'est donc la croix du creux du Ram² qu'on a démolie dernièrement (16 juillet 1912). Le curé la bénit le jour des Rameaux, ayant organisé pour la circonstance une procession à laquelle prirent part cinq autres prêtres.

En 1665, pendant le carême, une deuxième croix est érigée devant le temple; le curé la bénit le 26 avril et le même jour il « fait la réconciliation des cimetières par dispense de Monseigneur de Nîmes ». Si je ne me trompe, cela doit signifier qu'il abat le mur séparant le cimetière catholique du cimetière protestant, en attendant de s'emparer de ce dernier après la Révocation, de telle sorte que lui seul aura le droit d'y enterrer les

1. Tous les détails de cet article sont empruntés aux registres de l'état civil catholique.

2. On a dit plus tard croix du Ram et par similitude de son, croix Durand, sans doute à cause d'une terre voisine appartenant à M. Durand.

nouveaux convertis avec les anciens catholiques. Dans l'accomplissement de ces deux cérémonies religieuses il fut secondé par les curés d'Uchaud, de Milhaud et du château de Bernis, car en ce temps-là la famille seigneuriale de Bérard de Toiras de Bernis possédait un aumônier.

En 1681, le 24 février, il fait dresser une troisième croix de pierre « au grand chemin de Nîmes à Montpellier, vis-à-vis la rue qui va de l'église au moulin à vent ». Ce doit être celle dont on aperçoit les restes près de la route, non loin de la gare.

Pour quel motif a-t-il fait élever cette dernière croix ? C'est, dit-il, « en actions de grâces de la bastisse de nostre église ». Cela doit vouloir dire qu'il avait obtenu l'agrandissement de son église ou la construction d'une chapelle. De plus il avait réussi à chasser les protestants de la mairie. Il dit bien que « Dieu avait inspiré aux catholiques de sortir les hérétiques de la maison de ville » ; mais le véritable inspirateur d'une pareille injustice, c'était lui, comme nous le voyons par ses propres aveux dans une note qu'il a laissée à ce sujet. M. de Bernis promit son aide, et, un an après, il se décida à faire chasser les trois conseillers protestants, le curé ayant apporté sa voix, qui, jointe à celles des trois catholiques, forma la majorité nécessaire. Il a fait élever cette croix, dit-il encore, « afin que les passants, honorant par sa vue Jésus-Christ crucifié, concourent avec nous pour le reconnaître comme l'auteur de tous les biens qui nous arrivent », comme si les protestants ne croyaient pas à Jésus-Christ et à la vertu de son sacrifice. Cette croix fut bénite le 13 mars par le curé Rolland, accompagné de ceux d'Uchaud, de Milhaud et de Vestric.

Les catholiques restent quelques années sans éprouver le besoin de renouveler une semblable manifestation ; mais en 1751 un autre prêtre, l'abbé Valette, « à l'occasion du jubilé de l'année sainte » fait faire dans cette paroisse et à ses frais une mission qui dure quinze jours, à la fin de laquelle les catholiques plantent « la belle croix de pierre » à la place de la Bouloue, un peu à côté « de la perspective du chemin d'Uchaud ».

Cette quatrième croix n'existe plus depuis longtemps. Elle a dû être démolie au moment de la Révolution, ainsi que celle de la route de Nîmes à Montpellier. Peut-être en a-t-il été de même des deux autres, reconstruites bientôt après, tandis que celles de la Bouloue et de la route n'ont pas été relevées.

Les deux survivantes, à la suite d'une décision du conseil municipal, ont été démolies en 1912.

A. ATGER.

Descendants de Huguenots victimes de la guerre.

Encore Lord Kitchener. — Victor Jay Chapman.

Dans le dernier numéro du *Bulletin*, p. 187, nous avons écrit que, d'après la plupart des journaux, la mère de Lord Kitchener descendait d'une famille huguenote du nom de *Chevallier*. Dans le *Mercure français* du 16 septembre 1916, p. 200, dans un article consacré à l'organisateur de l'armée anglaise, M. H. Davray écrit que son père, le colonel Kitchener avait épousé la fille d'un clergyman du comté de Suffolk, le révérend *John Chevallier*. D'autre part, dans l'*Illustration* du 17 juin, M. J. Coudurier de Chassaing nous apprend que la famille de ce pasteur était issue de **Samuel Le Chevalier**, pasteur de l'Église française de Londres en 1591. Nos lecteurs savent tous que Chevallier et Le Chevalier sont deux noms absolument différents. Si c'est Le Chevalier, la mère de Lord Kitchener descendait d'un des plus anciens réfugiés protestants français en Angleterre. Dès 1549, en effet, donc sous le règne de Henri II, le Normand *Antoine-Rodolphe* (ou *Raoul*) *Le Chevalier*, natif de Montchamps près de Vire (Calvados), déjà connu comme hébraïsant, avait fui Paris. Il passa plus d'une année dans la demeure de l'archevêque Cramner, épousa en 1550 la fille d'adoption du célèbre *Tremellius* qu'il suppléa dans une chaire de l'université de Cambridge, et obtint, dès le 7 août 1552, des lettres de naturalisation et peu après une prébende de la cathédrale de Canterbury. Il fut ensuite le professeur d'hébreu de la jeune princesse Élisabeth, dut quitter l'Angleterre sous le règne de Marie la Sanglante, devint professeur d'hébreu à Genève en 1559, puis, à la requête des protestants de Caen, pasteur dans cette ville où il administra son premier baptême en 1566. En 1567 il dut, pour la deuxième fois, se réfugier en Angleterre où il fut promu à une chaire de Cambridge en mai 1569 et à un canonat de Canterbury en 1570. Redemandé par l'Église de Caen, il y retourna en 1571, en fut chassé lors de la Saint-Barthélemy et mourut à Guernesey en 1572. Son fils *Samuel*, entretenu à Genève de 1583 à 1589, fut consacré au saint ministère à Londres et après un stage de deux ans, nommé pasteur le 28 mai 1591, puis prêté en 1594 à l'Église française de Canterbury. Il épousa *Léa*, fille d'un pasteur de l'Église française de Londres, *Aaron Cappel*, et succéda en 1596 au pasteur *L'Escaillet* dont il était depuis deux ans l'auxiliaire. Il desservit cette Église de réfugiés de Canterbury jusqu'en 1619, année de sa mort. Sa femme lui donna, de 1591 à 1615, treize enfants dont trois garçons. *Aaron*, l'aîné de

toute la famille mourut en 1608. Le nom de Le Chevalier a donc dû être perpétué en Angleterre par l'un des deux autres, *Samuel*, baptisé le 18 octobre 1593 ou *Pierre*, baptisé le 2 avril 1609 ¹.

Le 24 juin 1916, devant Verdun, un jeune aviateur américain de vingt-cinq ans qui s'était distingué par son audace et avait eu jusqu'à sept appareils brisés sous lui, fut tué dans un combat aérien. Il s'appelait le sergent **Victor Jay Chapman**. Né en 1890, gradué de l'université de Harvard, élève d'architecture à Paris, deux fois blessé, décoré de la médaille militaire et de la Croix de guerre, il était le fils de John Jay Chapman, descendant de *John Jay*, l'un des sept présidents du Congrès continental, auteur de la Déclaration d'Indépendance des États-Unis et de la Constitution de l'État de New-York.

La famille Jay, originaire du Poitou, de Château-Garnier auprès de Civray (Deux-Sèvres) habitait La Rochelle et avait embrassé le protestantisme dès le xvi^e siècle. A l'époque de la Révocation l'armateur Pierre Jay y occupait une grande maison, « au-dessous de la Bourserie ». Il fut dragonné et emprisonné, mais réussit néanmoins à faire embarquer, d'abord sa femme et ses enfants pour Plymouth, puis à gagner lui-même un de ses navires et à rejoindre sa femme. L'aîné de ses deux fils, *Auguste*, absent à ce moment, trouva, à son retour, la maison paternelle saccagée, ses biens confisqués, mais réussit aussi à s'embarquer secrètement, à gagner les Indes occidentales, puis la Caroline du Sud et enfin New-York. Le célèbre John Jay fut le huitième enfant de cet Auguste Jay ². Cette famille est aujourd'hui répandue dans tous les États-Unis et l'on voit, par les quelques faits que je viens de rappeler, que, de même que Lord Kitchener, le jeune Chapman n'avait pas oublié ce qu'il devait à ses glorieuses origines.

N. WEISS.

1. Voy. F. de Schickler, *Les Églises du Refuge en Angleterre*, t. I.

2. Voy. *France Prot.*, VI, 58.

NÉCROLOGIE

Le Dr Richard Béringuier

Nous trouvons dans la *Semaine religieuse de Genève* du 8 juillet 1916 l'article nécrologique qui suit :

« Le Dr **Richard Béringuier**, magistrat à Berlin, un des membres les plus influents de l'Eglise réformée d'Allemagne, est mort le 9 mars en campagne, aux environs de Vilna, à la suite d'une apoplexie du cœur.

« M. Béringuier, dont les ancêtres français s'étaient appelés Bérengier¹, appartenait à une vieille famille du Refuge huguenot. Nous n'avons pas à parler ici de sa carrière de juriste et d'historien, mais nous devons rappeler qu'il était membre des corps directeurs de l'Alliance réformée allemande, des Eglises réformées du Brandebourg, de l'Eglise française de Berlin² et qu'il avait été, en 1909, l'un des délégués de ces communautés aux fêtes calviniennes de Genève. Plein de zèle pour la cause de ces Eglises, il avait défendu avec ardeur leurs privilèges historiques et leur indépendance relative, et avait beaucoup contribué à les mettre en lumière et à rehausser leur rôle dans l'ensemble du protestantisme allemand. Il avait publié les tableaux généalogiques des principales familles du Refuge huguenot de Berlin et déterminé la création de la revue mensuelle *Die französische Colonie*³. Admis à s'approcher de la famille impériale, il cherchait toujours à l'intéresser au maintien des institutions calvinistes dues à la faveur du grand électeur de Brandebourg et du roi Frédéric II ».

1. Erreur. M. B. descendait de *Fulcrand Bringuier*, notaire à Quissac (Gard) et de sa femme *Jeanne du Brouzet* (voy. *Stammbäume der Mitglieder der französischen Colonie in Berlin*, publié par lui en 1885, p. 17.)

2. Il avait célébré le 24 mars 1909 le 25^e anniversaire de sa participation au Consistoire de l'Eglise française de Berlin. Il était né le 4 mars 1834.

3. De 1874 à 1877 et de 1880 à 1882, le Dr Ed. Muret avait publié un journal mensuel consacré aux souvenirs hugenots et à l'histoire du Refuge, intitulé *Die Kolonie*. En 1887 le Dr R. Béringuier le fit reparaitre sous le titre *Die französische Colonie*, le dirigea jusqu'en 1901 et en rédigea l'Index général pour les années 1887 à 1900. Après lui, le pasteur Pierre Lorenz en assumait la direction jusqu'en 1906 où il cessa de paraître. Le Dr R. Béringuier avait aussi publié à Berlin, en 1888, un très utile répertoire, *Die Colonie-liste von 1699. (Rôle général des François réfugiés dans les états de sa sérénité électorale de Brandebourg, comme ils se sont trouvez au 31 décembre 1699).*

M. Daniel Benoit.

Dans le journal *Évangile et Liberté* du 16 septembre 1916 M. le pasteur H. Draussin nous apporte une triste nouvelle :

« M. le pasteur **D. Benoit**, l'historien et poète bien connu, est mort lundi dernier, 11 septembre, à Valence, dans la clinique des religieuses trinitaires où il avait été transporté en vue d'une opération chirurgicale qui n'a pu, d'ailleurs, être pratiquée. Par une curieuse ironie des choses, le biographe de Marie Durand, de Désubas, de Ranc¹ l'annaliste des Églises sous la croix, a rendu le dernier soupir dans une dépendance de ce qui fut l'Hôpital général où le féroce d'Hérapine torturait les femmes huguenotes obstinées dans leur foi, et à quelques pas de la geôle où Blanche Gamond, Jeanne Terrasson et leurs héroïques compagnes subissaient la périodique bastonnade des impuissants convertisseurs. Daniel Benoit a été, en même temps qu'un infatigable chercheur, un évocateur consciencieux et enthousiaste de nos gloires protestantes, un pasteur plein de zèle, chrétien aimable, qui laisse à tous ceux qui l'ont connu, le souvenir d'une piété et d'une bonté touchantes. Il était âgé de soixante-douze ans. Ses funérailles ont eu lieu, le 14 septembre, à Montmeyran (Drôme), au sein de sa première paroisse. »

Nous nous associons d'autant plus volontiers aux regrets si bien exprimés par ces lignes que nous comptons M. D. Benoit, membre honoraire² et lauréat de notre Société³, au nombre des plus fidèles amis de notre histoire qu'il avait beaucoup contribué à faire connaître et aimer dans le Midi, par sa parole et par sa plume. Nous ne nous doutions guère, quand nous l'avons rencontré et entendu pour la dernière fois, au Mas d'Azil et, plus récemment, quand nous avons échangé avec lui quelques lettres, qu'à si brève échéance nous ajouterions son nom à la liste sans cesse allongée de nos deuils.

N. W.

1. Il faut y ajouter *Jacques Roger, les frères Gibert, François Roux et Trois prédicateurs sous la croix (François Benézel, Jean Molines et Étienne Teissier)*, etc.

2. Depuis 1892.

3. *Voy. Bull.* 1883, p. 434.

Le gérant : FISCHBACHER.

A la mémoire du capitaine *Henri Hartung*, du 9^e Dragons, détaché au 159^e d'Infanterie, blessé en avant de Souchez, le 25 septembre 1915, mort à l'ambulance des Quatre-Vents, le 7 octobre. Portrait et location prononcée à ses obsèques, par le pasteur *J. Pannier*, aumônier militaire. In-18.

Dédié au souvenir d'un Jeune (*Gustave Escande*), à ses compagnons d'armes à la Caserne et sur le front, un portrait et 40 p. in-8. Paris, librairie de Foi et Vie (1915).

Bertin Aguillon, pasteur méthodiste, tombé au champ d'honneur au service de Dieu et de la France, Hattonchâtel (Meuse), le dimanche 20 septembre 1914. Notice par *Matth. Lelièvre*, un portrait et 64 p. in-16. Anduze, chez M^{me} veuve B. Aguillon, 1915.

Alfred-Eugène Casalis, En souvenir d'un jeune soldat de la France et de Jésus-Christ, 1915, un portrait et 96 p. in-16.

En mémoire de *Georges Nicolet*, pasteur de l'Eglise réformée évangélique de Montrouge, tombé au champ d'honneur, le 20 février 1915, un portrait et 20 p., petit in-4^e.

Un soldat sans peur et sans reproche, pages dédiées aux jeunes, pour leur servir d'exemple, en mémoire de *André Cornet-Auquier*, capitaine au 133^e régiment d'infanterie, chevalier de la Légion d'honneur, décoré de la Croix de guerre, mort pour la France, à l'âge de 28 ans. Extraits de sa correspondance et discours prononcé par le pasteur H. Gambier, un portrait et 62 pages petit in-4^e, s. l. n. d. (1916).

LES PRÊTS A L'ÉTAT des titres des Pays neutres

Utilité et avantages

Les opérations de Prêts à l'État de titres des pays neutres donnent d'excellents résultats.

Ils permettent au Trésor de conclure à l'étranger des arrangements qui mettent à sa disposition des capitaux importants qu'il utilise pour payer les dépenses effectuées pour la défense nationale,

pour régler ces achats, il lui faut en effet, de la part des pays mêmes où ces achats sont faits.

Les opérations de prêt sont heureuses pour les pays, qui y trouvent un avantage copieux.

En effet, en déposant leurs titres, les porteurs obtiennent une bonification d'un quart, soit 25 0/0 de l'intérêt brut annuel des valeurs prêtées, en échange desquelles il leur sera délivré un certificat valable en Bourse.

En outre, ces mêmes prêteurs ont droit au montant des coupons de leurs titres aux conditions habituelles, avec bénéfice de change s'il y a lieu et, en plus, au profit qui peut résulter de l'appel au remboursement par voie de tirages au sort de ces mêmes titres.

Avantages pour le Trésor, avantages pour les prêteurs, ainsi se résument les opérations de prêts à l'État de titres des pays neutres!



UN PETIT LIVRE UTILE

ATTESTATIONS : Je puis bien affirmer l'efficacité de vos remèdes dans les cas où j'ai eu à m'en servir. Les personnes à qui je les ai recommandés en ont obtenu des résultats remarquables. Nous avons constaté nous-même avec surprise l'effet rapide du Cardiaque sur le cœur, du Pectoral et de votre Pâte Pectorale dans les cas de bronchite et de grippe. Or, ce sont les faits qui intéressent les malades, et les faits sont certainement en votre faveur. Je suis heureux de le constater, si ces lignes peuvent vous être de quelque utilité pour la propagation de vos remèdes, etc.

L. VASSEROT,

pasteur à Thiat (Haute-Vienne).

Extrait du PETIT MANUEL d'HOMÉOPATHIE COMPLEXE du Dr Ponzio, de la Faculté de Paris. Cet ouvrage est adressé GRATIS à quiconque le demande à M. le Directeur du journal: *La Clinique Homéopathique*, 15, rue de Liège, Boîte S. Paris. (Joindre un timbre de 0.10 pour l'envoi).

Le Soir avant le repas

1
ou
2



à base d'Extraits Végétaux
SOULAGENT
immédiatement

la CONSTIPATION
la plus rebelle.

Pour les Annonces du BULLETIN
S'adresser à M. STREET
200, Rue de Rivoli

L'UNION

SIÈGE SOCIAL : 9, Place Vendôme, PARIS

Compagnie d'assurances sur

LA VIE

Entr. privée, assuj. au contrôle de l'État,
fondée en 1829

Fonds de garantie : **223 Millions**
Assurances en cas de Vie et de Décès

M. Ch. DE **MONTFERRAND**, C. *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. Eug. **LE SENNE**, Direct.-Adjoint.

Compagnie d'assurances contre

L'INCENDIE

fondée en 1828

Sinistres payés depuis l'origine de
la Compagnie :

472 millions 1/2

M. le baron **G. CERISE**, O. *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. **ALBY**, *, Direct.-Adjoint.

Compagnie d'assurances contre

LE VOL ET LES ACCIDENTS

fondée en 1909

DÉTournEMENTS. — DÉGATS DES EAUX
BRIS DES GLACES

Capital social : **10 Millions**

M. le baron **G. CERISE**, O. *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. **ALBY**, *, Direct.-Adjoint.
M. **A. POTTIER**, Direct.-Adjoint.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DES TROIS COMPAGNIES

MM.

Dervillé (Stéphane), G. O. *, ancien Président du Trib. de Commerce de la Seine, Régent de la Banque de France, Président de la Cie des chemins de fer de P.-L.-M. Adm. de la Cie Univ. du Canal mar. de Suez, *Président*.
Mirabaud (Albert), de la Maison Mirabaud et Cie, Banquiers, Administrateur de la Compagnie des Chemins de fer de P.-L.-M., de la Banque Impériale Ottomane et de la Compagnie Algérienne, *Vice-Président*.
Delaunay-Belleville (Robert), C. *, Administrateur général de la Soc. Anonyme des Etablissements Delaunay-Belleville.
Jameson (Robert), de la maison Hottinguer et Cie, Banquiers, Administrateur du Comptoir d'Escompte de Paris.

MM.

Mallet (Gérard), de la maison Mallet Frères et Cie, Banquier de **Pellerin de Latouche** (G.), C. *, Adm. de la Cie des Chemins de fer de P.-L.-M. et de la Cie Générale Transatlantique et de la Banque de l'Algérie.
Sohler (Georges), O. *, Anc. Prés. du Trib. de Commerce de la Seine, Adm. de la Cie des ch. de fer de P.-L.-M. et du Crédit Foncier de France.
Thurneysen (Auguste), Vice-Président de la Cie des Chemins de fer des Landes.
Vernes (Félix), de la Maison Vernes et Cie, banquier Administrateur de la Compagnie du Chemin de fer du Nord et de la Banque Impériale Ottomane.

REPRODUCTIONS FAC-SIMILÉ

CROIX HUGUENOTES ANCIENNES

recommandées comme cadeaux de toutes circonstances
ANNIVERSAIRES, 1^{re} COMMUNION, FIANÇAILLES
MARIAGE, NOEL ET JOUR DE L'AN

NOS SOLDATS et NOS INFIRMIÈRES

nos jeunes gens et jeunes filles des Ecoles du Dimanche
et des U. C. de J. C.

porteront la Croix Huguenote avec plaisir, soit à leur chaîne de montre, soit comme pendentif. Voici les modèles :

I. CROIX DU QUEYRAS

HAUTIS-ALPES (XVII^e siècle)

se fait avec colombe bombée ou avec larne en

a) **métal**, patiné, vieil argent,

hauteur 30^{mm}. 2 fr.

b) **argent** contrôlé, h. 30^{mm}. 4 fr.

II. CROIX DU LANGUEDOC

XVIII^e siècle, avec colombe bombée

et ciselée en relief, hauteur 30^{mm},

poids 4 gr., en or contrôlé. 30 f.

III. CROIX CÉVENOLES

en or contrôlé, jaune mat, avec

colombe plate ou avec larne.

grandeur n° 1, 34^{mm}. 25 fr.

— n° 2, 30^{mm}. 23 fr.

— n° 3, 26^{mm}. 21 fr.

— n° 4, 22^{mm}. 19 fr.

Les mêmes Croix en or contrôlé

avec colombe bombée et ciselée en

relief, 3 fr. en plus par grandeur.

CROIX CÉVENOLE, en argent contrôlé, hauteur

30^{mm}, avec colombe plate, gravée. 5 »

La même croix, avec colombe bombée et ciselée en

relief. 6 »

COLLIER en or contrôlé, long. 50^{cm}, poids 4 gr. 23 fr.

en argent contrôlé, long 50^{cm}. 4 50

ENVOI FRANCO contre mandat-poste adressé à

M. STREET, 200, rue de Rivoli.

Paris (1^{er} arrond.)

DEPOT LIBRAIRIE FISCHBACHER, 33, rue de Seine

COMITÉ NATIONAL des U. C. 14, rue de Trévise

PARIS

République Française

EMPRUNT 5 % 1916

DE LA

DÉFENSE NATIONALE

SOUSCRIVEZ!

« Il n'est pas un Français qui ne sente le devoir d'apporter à l'Etat une part au moins de ses économies pour contribuer à la défense nationale. La confiance du Pays ne s'est à aucun moment démentie, elle est à l'heure présente plus forte que jamais, Personne en France et au dehors ne doute que la victoire ne soit certaine. Il s'agit d'achever l'œuvre entreprise par la France et ses alliés pour le triomphe du droit et de la civilisation. Il s'agit d'obtenir une paix qui soit digne de la France et digne de tant de sacrifices offerts à la patrie. »

(Discours de M. Ribot, ministre des Finances)

SOUSCRIVEZ 88 fr. 75. — Vous recevrez un titre de 100 fr. et 5 fr. de rente annuelle

SOUSCRIVEZ 887 fr. 50. — Vous recevrez un titre de 1000 fr. et 50 fr. de rente annuelle

Les souscriptions pourront être acquittées en numéraire, Bons et Obligations de la Défense Nationale, rentes 3 1/2 amortissables libérées avant le 31 janvier 1915.

LES SOUSCRIPTIONS sont reçues PARTOUT :

Caisse Centrale du Trésor - Percpteurs - Banque de France

Bureaux de Poste, etc., etc.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
du
Protestantisme Français

Reconnue d'utilité publique par Décret du 13 juillet 1870

Bulletin

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

Études, Documents, Chronique littéraire

LXV^e ANNÉE

TREIZIÈME DE LA 5^e SÉRIE

Octobre-Décembre 1916



PARIS

Au Siège de la Société, 54, rue des Saints-Pères

LIBRAIRIE FISCHBACHER (Société anonyme)

33, rue de Seine, 33

1916





ÉTUDES HISTORIQUES.

- EUGÈNE SAULNIER. — Un projet d'impôt sur le revenu au XVI^e siècle. — La levée de deniers faite sur les protestants, pour le paiement des reîtres en 1571 261
- EUGÈNE RITTER. — Jean Astruc, auteur des conjectures sur la Genèse 274

DOCUMENTS.

- N. WEISS. — Les fugitifs du Calaisis et du Boulonnais dont les biens furent saisis après la Révocation (1687) 288
- JOSEPH ROMAN et N. W. — Le testament de Jean Antoine de Piloti, 6 mars 1693 300
- N. W. — Une dénonciation contre Marc Guitton, chapelain de l'ambassade de Hollande (1723) 303
- F. REVERDIN. — Relevé des noms des prosélytes et réfugiés figurant aux registres du Consistoire de Genève à partir de 1660 (1700-1703) 313
- SÉANCES DU COMITÉ. — 27 juin 1916 325

CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET COMPTES RENDUS CRITIQUES.

- N. WEISS. — Une relation catholique de la mission du marquis de Boufflers en Guyenne, Périgord, Saintonge, en 1685. — Annales de la ville de New-Rochelle. — Les protestants anglais réfugiés à Genève au temps de Calvin, 1553-1560. 325
- TH. SCHOELL. — Anne d'Autriche et Mazarin. — La Bourgogne en 1523 338

CORRESPONDANCE.

- N. W. — Notes rectificatives et complémentaires pour le Bulletin de juillet-septembre 1916. — Une lettre de M. Lucien Romier. 341
- R. GARRETA. — A propos d'une plaquette contre le pasteur Pierre Dumoulin : les de Courville, de Montigny, de Billy, etc. 345

ILLUSTRATIONS.

- M. Jacques Pannier communique des vues du château de Cœuvres (Aisne) où les huguenots de Soissons célébrèrent leur culte avant la Saint-Barthélemy, et de Saint-Pierre-Aigle (Aisne) où ils se « recueillirent » après le massacre, en 1576. 346-347

RÉDACTION ET ABONNEMENTS

Tout ce qui concerne la rédaction du *Bulletin* doit être adressé à M. N. WEISS, secrétaire de la Société, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), qui rendra compte de tout ouvrage intéressant notre histoire, dont deux exemplaires seront déposés à cette adresse. Un seul exemplaire donne droit à une annonce sur cette couverture.

Le *Bulletin* paraît tous les deux mois, en cahiers in-8° de 96 pages avec illustrations. On ne s'abonne pas pour moins d'une année. Tous les abonnements datent du 1^{er} Janvier et doivent être soldés à cette époque.

Prix de l'abonnement : 10 fr. pour la France, l'Alsace et la Lorraine ; — 12 fr. 50 pour l'étranger ; — 6 fr. pour les pasteurs, instituteurs, etc., de France et des colonies françaises ; 10 fr. pour les pasteurs de l'étranger. — Prix d'un numéro isolé de l'année courante et de la précédente, 2 fr. et pour les autres années, selon leur rareté.

La voie la plus économique et la plus simple pour le paiement des abonnements est l'envoi d'un mandat-carte au nom de M. Fischbacher, libraire, rue de Seine, 33, à Paris, ou de M. N. WEISS, secrétaire-trésorier, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), auquel doivent aussi être adressés les dons et collectes.

Nous ne saurions trop engager nos lecteurs à éviter tout intermédiaire, même celui des libraires.

LES PERSONNES QUI N'ONT PAS SOLDÉ LEUR ABONNEMENT AU 15 MARS REÇOIVENT UNE QUITTANCE À DOMICILE, AVEC AUGMENTATION, POUR FRAIS DE RECOURS, DE : 1 fr. pour les départements ; 1 fr. 50 pour l'étranger.

Ces chiffres sont loin de couvrir les frais qu'exige la présentation des quittances ; l'administration préfère donc toujours que les abonnements lui soient soldés spontanément.



Études historiques

UN PROJET D'IMPOT SUR LE REVENU AU XVI^E SIÈCLE

La levée de deniers faite sur les protestants pour le paiement des reîtres en 1571.

La paix de Saint-Germain, signée le 8 août 1570 entre catholiques et protestants, mit fin à la troisième guerre civile. Grâce à l'héroïque ténacité de Coligny, les réformés obtenaient des avantages qui leur avaient été refusés jusqu'alors : la liberté de conscience par tout le royaume, le libre exercice de leur culte dans les faubourgs de deux villes par gouvernement, les demeures des seigneurs hauts-justiciers et tous les lieux où il s'était pratiqué avant la guerre; en outre, quatre places de sûreté. La bienveillance du roi alla plus loin encore. Charles IX ne voulut point se souvenir qu'au cours des derniers mois les rebelles avaient largement usé de ses propres deniers, taxant cités et bourgades, saisissant l'argent du fisc; et, considérant les « grandes charges » qu'assumaient maintenant les réformés, il les exempta de tous impôts destinés à acquitter les dépenses passées, leur demandant seulement de contribuer pour leur part, comme les catholiques, aux taxes qu'il lèverait à l'avenir.

Les « grandes charges » assumées par les huguenots étaient les frais d'entretien de leur culte¹ et surtout le paiement des mercenaires allemands qu'ils avaient appelés à leur aide au cours de la dernière guerre. En mars 1569, le duc des Deux-Ponts, Wolfgang de Bavière,

1. Sans préjudice des dîmes qu'ils continuaient à payer à l'Eglise catholique.

était entré en France avec sept mille cinq cents reîtres et six mille lansquenets, qui pour la plupart avaient fait toute la campagne. Ils réclamaient aujourd'hui la solde promise par les princes protestants et ceux-ci durent aviser au paiement.

La dette, trop forte pour que l'on pût se contenter de faire appel aux bonnes volontés, exigeait une répartition générale et équitable; elle demandait aussi un prompt amortissement. Afin de faciliter et d'accélérer la levée, les princes se firent accorder par Charles IX tout pouvoir pour y procéder. Forts de l'autorisation royale qui sanctionnait d'avance les mesures qu'ils allaient prendre, ils arrêterent, en date du 14 avril 1571, les instructions suivantes¹ :

Pour faciliter et avancer la levée des deniers, de laquelle les remises et longueurs sont grandement préjudiciables à la protection et seureté de tous ceulx de la religion, a esté en bonne et notable compagnie advisé, soubz le bon plaisir de mes seigneurs les princes et admiral, ce qu'il s'ensuit :

Premièrement, que messieurs les commissaires se transporteront le plus tost que faire se pourra par les balliages et sénéchaussées de leur département; en ayant en chacune église d'iceulx assemblé les ministres avec aucuns principaulx des dites églises, desquelz la probité et intégrité soit notoirement tesmoignée, gentilzhommes de la justice et marchands, feront faire ung roolle de tous ceulx de la religion du dit balliage ou sénéchaussée distant et séparé par chacune église et s'informeront sommairement de leurs dits moiens et facultéz pour imposer et asseoir sur eulx la somme que les dits commissaires jugeront en loyauté de leurs consciences approcher du cinquième de leur revenu, moyen ou industrie, sans toutefois faire aucune mention du dit cinquième, qui sera seulement pour servir aux dits commissaires de régle afin qu'ilz ne taxent plus en une province qu'en aultre.

Ayant les dits commissaires ainsi arresté la somme qui se pourra lever au dit balliage, pour gagner temps se transporteront en ung aultre et, suyvant le pouvoir qui leur est donné par leurs commissions, subrogeront pour leur absence tel cappable qu'ilz adviseront pour procedder au département de la dite somme par chacune église et pour ce faire requerront les dits ministres

1. Arch. départementales du Nord, Lettres missives, orig.

et principaulx des dites églises d'assister le dit subrogé; lequel fera eslire par la dite église certains depputtéz pour faire la particulière distribution et assiette sur icelle, laquelle assiette faicte les dits depputtéz en mettront le roolle devers le dit subrogé qui après l'envoiera par devers le dit commissaire qui l'a subrogé pour dresser l'estat général du dit balliage; et sera baillé semblable roolle à celluy qui aura esté commis à en faire la recepte, qui portera les deniers qu'il aura receuz en tel lieu qu'il luy sera ordonné par les dits commissaires.

Et, pour veoir et congnoistre par mes dits sieurs les princes le fondz de deniers qui se pourra promptement toucher et envoyer en Allemagne au terme de septembre à l'acquit de ce qui est deub, les dits commissaires leur enverront en toute dilligence, chacun en son département, ung estat succinct et abrégé des sommes en gros qu'ilz auront ainsi assises et imposées sur les dits balliages, desquelles les dits sieurs princes feront faire requeste.

Et ce semble que au commencement la dite levée se doibt achemynner doucement et gratieusement sans user que bien à propos des contrainctes portées par les commissions, estant plus expédient de lever en deux années ce que voulans lever en une tourneroit à ung mescontentement général, encore que l'on soit assez adverti que le meilleur seroit, si faire ce pouvoit, de recouvrer promptement la somme entière deue au dit terme de septembre.

Faict à La Rochelle, le XIII^e jour d'avril 1571.

(de leur main)

HENRY

HENRY DE BOURBON

DE CABOCHE.

Les termes de l'instruction, empreints d'une douceur bienveillante et conciliatrice qui voulait éviter les récriminations des imposés, ne laissaient point prévoir l'organisation nouvelle que les princes allaient créer, bien définie dans ses attributions et puissante puisqu'elle avait l'assentiment du roi. Il ne s'agissait rien moins que de procéder dans toute la France, par commissaires et délégués, à une vaste enquête qui ferait connaître les biens et revenus de tous ceux qui suivaient la religion réformée, noblesse ou artisans, commerçants ou roturiers. Le royaume fut divisé en provinces et à chacune d'elles fut

affecté un député ou général pour y opérer « au nom du roi et sous l'autorité des princes ». Le député reçut l'ordre de faire dresser par Église un état des biens et revenus de tous ses coreligionnaires, de grouper les Églises par bailliage et de transmettre enfin un état général de sa province embrassant les divers bailliages. Les états de toutes les provinces centralisés auprès des princes offriraient ainsi une assiette ferme pour la répartition de l'impôt.

La quote-part de chacun une fois fixée, on devait procéder à la levée d'une manière analogue. Chaque Église élirait, en présence de son ministre, quatre de ses membres qui jureraient de verser intégralement l'argent perçu aux mains d'une personne choisie par les fidèles. Cette dernière remettrait au comptable de chaque bailliage les deniers recueillis ainsi que les rôles vérifiés et signés des quatre assesseurs, du ministre et d'un ancien. Les comptables à leur tour transmettraient l'argent au receveur général de chaque province qui le garderait en lieu sûr pendant que le député enverrait aux princes les rôles certifiés¹.

Le moyen était excellent pour obtenir un recouvrement rapide, mais les chefs protestants y virent surtout un autre avantage considérable en ce qu'il permettait de connaître les ressources du parti et fournissait une assiette sûre pour toute levée qui serait nécessaire à l'avenir. Il suffirait en effet de tenir compte de l'accroissement ou de la diminution des Églises et en quelques semaines il serait possible de procéder à la répartition générale d'une taxe nouvelle et à sa perception, rapidement et sans conflit, « estant bon d'exécuter ladite commission au plus petit bruit que faire se pourra et par le moins de gens ». Mais ce moyen, précisément parce qu'il menaçait l'avenir, n'allait point être accepté sans protestation.

Les princes avaient en partie prévu les difficultés que

1. Arch. départementales du Nord, Lettres missives, copie; instructions sur la levée des deniers, s. d. — Les nobles, comme les roturiers, devaient participer à la répartition et au recouvrement de l'impôt. Cf. *Recueil des lettres missives de Henri IV*, t. I, p. 48; lettre au sr de Lavardin, du 13 avril 1571.

soulèverait son application. Aussi avaient-ils recommandé dans leurs instructions de ne déterminer que d'une façon approximative le cinquième des revenus « sans toutefois faire [dans les rôles] aucune mention du dit cinquième qui sera seulement pour servir aux dits commissaires de règle afin qu'ils ne taxent plus en une province qu'en aultre »¹. Mais les réformés comprirent qu'en réalité on allait révéler leurs ressources et ils s'en montrèrent fort mécontents.

Une autre cause vint surexciter les esprits. Le roi, au mépris des engagements contractés à Saint-Germain le 8 août 1570, imposait tous ses sujets, catholiques et réformés, pour le paiement des étrangers qu'il avait lui-même levés. Les princes huguenots protestèrent en invoquant le traité de paix qui les en exemptait. S'il faut en croire le compilateur des *Mémoires de l'Estat de France*, Charles IX maintint la nouvelle taxe, mais contribua, pour une faible part d'ailleurs, à la solde des reîtres et des lansquenets².

Irrités par les exigences du roi et les mesures prises par leurs chefs, les réformés ne tardèrent point à faire entendre des plaintes. Les députés dans les provinces se heurtèrent à leur mauvaise volonté et réclamèrent des instructions nouvelles, cherchant des compromis et proposant des remèdes. Voici une lettre, qui semble inédite, adressée par le roi de Navarre et le prince de Condé à Alexandre Galland, sieur de la Maison-Blanche, député en la généralité de Tours, et qui contient des renseignements curieux à cet égard³ :

1. D'après les instructions remises aux députés, les protestants qui possédaient cinq cents livres de rente en fonds de terre évalués à quinze mille livres tournois devaient être taxés à cent livres, ainsi que les propriétaires de quinze mille livres tournois en fonds de marchandises ou meubles; mais ceux qui possédaient en offices trente mille livres de rente ne devaient être également taxés qu'à cent livres, parce que leurs offices n'étaient point transmissibles à leurs héritiers.

2. *Mémoires de l'Estat de France sous Charles IX*, Heidelberg, 1578, t. I, f° 36, v°.

3. Arch. départ. du Nord, Lettres missives, orig. — Voici les noms des personnes qui furent désignées pour aider le s^r de la Maison-Blanche à la répartition de la taxe dans l'élection de Tours : Oudin, sieur des Grands-

A monsieur de la Maison Blanche

Monsieur de la Maison Blanche, nous avons fait veoir en nostre conseil la lettre que vous avez escripte de Tours le xxix^e du passé, contenant plusieurs chefs et particularitéz et entre autres la difficulté où vous vous retrouvez à raison de l'imposition que le roy a fait faire pour le payement de ses estrangers et la grande inégallité qui y est observée. Sur quoy nous vous dirons que, incontinent que nous eumes entendu la résolution de la dite imposition, prévoyans bien le grand préjudice qu'elle apporteroit à nostre levée, qui par ce moyen seroit rendue impossible tant pour les raisons par vous déduictes que pour plusieurs autres respectz, nous dépeschames tout aussitost vers noz depputéen court pour en faire remonstrance au roy ; et depuis encores, sur les plaintes que nous avons receues de plusieurs endroitz de la surcharge et innégallité qui s'i trouvoit, nous avons fait encores recharge à nos dits depputéz pour supplier sa Majesté en voulloir entièrement descharger ceux de la religion. Le sieur de Telligny¹, qui est puis naguères arrivé, nous a dict avoir laissé ce fait en quelque bonne espérance et néantmoins nous ne laissons pas d'en faire encores présentement une bonne recharge, par laquelle nous n'oublions l'ouverture que nous donnez sur ce point par vostre lettre, en mandant à noz depputéz insister sur icelle ou cas qu'ilz ne peussent obtenir la descharge entière de la dite imposition ; et où ilz n'y voudroient entrer en quelque façon que ce feust, si ne faudra il pour cella de se résoudre à l'entier payement de ce que nous devons, car noz créanciers ne prendront pas en payement — comme aussi il ne seroit raisonnable — les plaintes que leur pourrions faire de noz grandes charges et foutes.

Quant à la forme que avez encommencée pour l'exécution de vostre commission, nous serons très aises que vous la suiviez, attendu mesmement qu'elle est conforme à l'advis de ceux avec lesquels vous en avez conféré, sans que vous vous arrestiez, comme nous vous avons cy-devant mandé, à une trop exacte observation de noz mémoires et instructions que vous avons et à voz compagnons fait dépescher pour seulement vous acheminer et donner quelques ouvertures et moiens de tant plus promptement vacquer à l'exécution de la dite commission. Comme aussi trouverons

Maisons ; Binet, receveur du Mans ; Jacob Baret, avocat à Tours ; Jehan Huault, procureur à Tours ; Pierre Thounoys et François Yvon, marchands à Tours. Le receveur particulier de l'élection fut Didier Rou, sieur de Lisle.

1. Charles de Téligny, gendre de Coligny, qui fut tué comme l'amiral au massacre de la Saint-Barthélemy.

très bon l'ordre que vous y establierez pour la taxe et levée des dits deniers, en quelque façon que vous le faciez, pourveu que l'exécution de la dite levée n'en soit différée et que les choses se fassent par bonnes conférences et avec bon advis et conseil, ainsi qu'avez très bien commencé, affin mesmement d'esviter à la plainte et au mescontentement de ceux des dites églises, estimant que de ceste heure vous aurez receu l'ampliation de vostre pouvoir, nous ayant esté mandé de la part de voz deputez qu'ilz les ont envoyées par tout; par laquelle ampliation nous estimons que vous serez aucunement satisfait de ce que vous désirez, ayant esté dressée par l'avis de deux trésoriers de France et de deux généraux des finances qui vous sont collègues en la dite commission, lesquels s'estoient assembléz à Paris pour, avec autres commissaires, conférer des moyens de la facilité et advancement de la dite levée, là où la dernière instruction fut par entre eux résolue et à nous envoyée pour la faire tenir par tout comme nous avons fait; vous voulans aussi bien dire comme nous avons fait reveoir voz premiers mémoires et les responces sur iceux, à quoy avons trouvé vous avoir esté satisfait à tout ce à quoy il se pouvoit faire pour lors. Pour le regard de l'article des fraiz qui est trouvé tant excessif, nous serons bien ayses que le bon mesnage que l'on y donnera puisse diminuer la partie qui en est couchée; mais nous craignons bien, ayant tout calculé, que le soing que l'on y deployera pour bien mesnager n'en puisse pas beaucoup rabattre. C'est ung article que l'on a mis par estimation, que nous désirons bien estre retranché et amoindry. Il ne deppend pas de nous, ains des commissaires et de ceux des églises, qui en feront le meilleur mesnage qu'ils pourront.

Nous trouvons aussi très bon que, en chacune ellection ou bien en chacun bailliage ou sénéchaussée de vostre deppartement, il y soit estably ung recepveur particullier qui soit solvable et agréable à ceux des églises et que le dit recepveur observe la forme des acquitz que expédient les recepveurs pour le roy, n'ayans voulu faire nomination de René Tardif, combien que nous soions assez persuadéz de sa preudhommie et suffisance, tant par ce que vous en avez escript que ce que aussi nous en a dict le secrétaire de Caboche¹, mais seulement affin que ceux des églises ne pensent pas que nous y voullions mettre personne de nous-mesmes, ains avons entendu qu'ilz en fassent le choix et la nomination et nous leur en expédierons puis après leurs commissions².

1. Fiacre de Caboche, secrétaire du roi de Navarre, qui périt au massacre de la Saint-Barthélemy.

2. Le receveur particulier de l'élection de Tours fut Didier Rou, sieur de Lisle.

Quand au pouvoir que vous avons envoyé pour ordonner des menuz fraiz, nous le vous renvoyons pour ne le vous pouvoir dépescher en meilleure forme que celle en laquelle il est, n'ayant eu autre pouvoir du roy, comme aussi nous ne l'avons jamais demandé, de commettre et depputter personages pour l'accélération de la dite levée et ordonnance des dits frais sinon ce que sa Majesté par les articles secretz nous en a accordé, ce qui a esté trouvé assez suffisant par tous voz collègues et tel que, si nous n'eussions esté trop asseuré du refroidissement et peu d'affection que beaucoup de la religion portent au payement de ce qu'ilz doivent, nous n'eussions pas mesmes obtenu commission du roy pour cest effect; car il est bien certain que, le roy nous permettant de lever et imposer sur nous certaines sommes pour son acquiet et descharge en estant comme il est respondant, il veut et entend aussi que tout ce qui deppend de la dite levée soit à nostre disposition, comme nous y attendons, ne voulans recourir à sa Majesté sinon pour les choses où il est de besoing de plus grande autorité et force que la nostre; vous voulans bien dire que nous ne trouvons point mauvais des difficultéz que vous en faictes, ne doubtons pas que l'on ne voulzist bien et vous et voz collègues s'il estoit possible, mais nous vous asseurons bien que, aussitost que l'on aura veu quelque advancement et acheminement en la levée des dits deniers, nous nous promettons faire si bien pourveoir nostre seurté de ceux qui s'en seront mesléz que l'on n'en pourra jamais faire recherche. Et partant, monsieur de la Maison Blanche, nous vous prions ne vous arrester maintenant à beaucoup de doubtes et difficultéz où vous pourriez estre retenu, et estimez que ceux qui font semblable charge que vous faictes ne sont pas moins malvouluz que vous estes, mais ilz travaillent soubz pareille assurance que celle que vous donnons.

Quand à ce que nous demandez advis si, en la perquisition que vous faictes des facultéz de ceux de la religion, vous y comprendrez ceux qui sont à la royne nostre mère et tante¹, à nous, à nos cousins messire l'admiral² et de la Rochefoucault³, au sieur du Vigen⁴ et autres sieurs estant près de nous, nous n'entendons qu'il soit exempté ung seul homme, de quelque qualité et condition qu'il soit, que vous taxerez pour le regard des biens, facultez et estatz royaux qu'ils ayent, et, pour le regard des gaiges et pensions que aucuns d'eux pourroient avoir, nous avons trouvé bon l'ouverture que vous avons donné que nous ferons suivre,

1. Jeanne d'Albret, mère du roi de Navarre et tante du prince de Condé.

2. Gaspard de Châtillon, comte de Coligny.

3. François, comte de La Rochefoucauld et de Roucy, prince de Marcillac, qui s'était fort distingué dans la dernière guerre à la tête des protestants d'Aunis et de Saintonge. Il fut tué au massacre de la Saint-Barthélemy.

4. François du Fou, baron du Vigeon, qui mourut en septembre 1577.

comme aussi trouvons bon vostre expédient pour le port et voic-ture des deniers.

Et pour fin de ceste lettre nous vous dirons comme nous sommes bien ayses que ayez pris et emprunté la partie de mil livres que nous mandez pour vous accommoder à vous acheminer en vostre commission, espérans que ce vous sera ung moyen d'une plus prompte accélération de la levée de noz deniers, estans bien marriz que ne vous pouvons accorder pour ceste heure la taxe que demandez vous estre faicte, ce que entendons faire généralement pour tous voz compagnons et mesmes avant que la levée des deniers soit faicte, sur laquelle et non sur autre chose vous ne pourriez estre assigné, car du restant des comptables nous ne faisons pas estat qu'il y soit besongne que après ce premier terme pour le désir que nous avons qu'il n'y ayt faute à icelle. Et sur ce, monsieur de la Maison Blanche, nous ferons fin pour prier Dieu qu'il vous ayt en sa très saincte et digne garde. De la Rochelle, ce viii^e jour de mai 1571.

(de leur main)

Vos bons amys

HENRY,

HENRY DE BOURBON.

Ainsi qu'on le voit, les princes protestants se montraient fort conciliants. C'est qu'en effet les réformés ne paraissaient point disposés à procéder à la répartition de l'impôt et à sa levée sans récriminations. Certains réclamèrent même des copies collationnées par deux notaires des lettres royales qui enjoignaient la perception¹. Mais ils se plaignirent surtout de ce nouveau mode de recouvrement qui ne laissait point de les effrayer. Voici deux lettres de ministres de la généralité de Tours qui sont caractéristiques² :

1. Arch. départ. du Nord, Lettres missives, orig.; lettre de Duchemin, au nom de l'Eglise réformée de Laval, au sieur Galland, de Laval, 15 mai 1571.

2. Arch. départ. du Nord, Lettres missives, orig.

A monsieur, monsieur le général Galand, à Tours.

Monsieur, toute mon église, laquelle est composée de ceux de Saumur, Bourgueil¹, Beaufort², Les Rouziers³, Gennes⁴, Bessé⁵, Thoureil⁶, Estiau⁷ et Doué⁸, pour n'avoir lieu plus propre pour faire profession de la religion réformée, sont contrainctz de s'assembler en la maison de monsieur de Lestang⁹, nommée la Marielle, au bourg de Gennes. Estant là assemblée, receut environ le quinziesme jour du mois de may la coppie d'une remonstrance laquelle la roine de Navarre, messieurs les princes et monsieur l'admiral font à toutes nos églises; aussi receut le mesme jour vostre lettre avec une coppie d'ung estat que désirez estre tenu par ceux de l'élection de Saumur en la levée des deniers pour les reistres. Le tout ayant esté communiqué à tous les chefs de famille qui se trouvèrent le 20 du mesme mois, ont selon vostre commandement procédé à l'élection de certains personnages selon les quartiers, ainsy que monsieur le juge de la prévosté de Saumur vous a peu mander, comme on l'en a faict prier au nom de toute ceste église, et maintenant m'a chargé vous escrire ce qui ensuivi.

Premièrement tous les cheffz de famille, tant de la noblesse que du tiers estat, ne peuvent porter patiemment ceste recherche inusitée et toute nouvelle qu'on veult faire sur leurs facultéz, ni n'ont délibéré de communiquer à aucun quel qu'il soit leurs affaires ainsy par le menu, d'autant qu'ilz se resouviennent que Trajan l'empereur en voulut presque faire le semblable par certains commissaires par luy ordonnéz en chascune province subiecte à l'empire, lesquelz, après s'estre enquis des facultés des maisons et du moien qu'ilz avoient, imposoient des charges intolérables jusques à ce que Plotina, femme du dit empereur, eust obtenu par requeste que telles exactions cesseroient. D'avantage ils voient, et par les hystoires de France qui sont mémoires des temps et de ce qui est advenu de nostre siècle, qu'en ce royaume

1. Bourgueil, chef-l. de cant. (Indre-et-Loire).

2. Beaufort, chef-l. de cant. (Maine-et-Loire).

3. Les Rosiers, cant. de Saumur (Maine-et-Loire).

4. Gennes, chef-l. de cant. (Maine-et-Loire).

5. Bessé, commune de Saint-Georges Le Thoureil, cant. de Gennes (Maine-et-Loire).

6. Le Thoureil, cant. de Gennes (Maine-et-Loire).

7. Etiau, commune des Coutures, canton de Gennes (Maine-et-Loire).

8. Doué, chef-l. de cant. (Maine-et-Loire).

9. Peut-être Charles de Lestang, chef d'une famille protestante du Poitou.

on scaist assez les moiens de subsides extraordinaires en faire d'ordinaires. Cela est cause qu'ayantz esleu quelques-uns, selon que voyez par l'acte que vous envoie, n'ont voulu prendre d'eux aultre serment sinon que fidèlement ilz rapporteroient la taxe qu'ilz ont faicte à la raison de la ceinquiesme partie de leur revenu, ainsy qu'à ce ont esté exhortéz, jointc aussy qu'aucun ne s'est voulu charger de faire autrement; par ainsi nous vous envoyons ce qu'un chacun père de famille s'est luy-mesme quotisé selon la supputation qu'il a peu faire de son revenu. Ce sont les expédientz qu'on a peu trouver pour, ostant tous subterfuges, accé[ér]er l'affaire sans descouvrir les affaires d'un chacun et éviter les envies et haines qu'engendrent ordinairement telles charges; vous priant au reste, Monsieur, croire qu'il n'a point tenu à toute ceste église que plustôt mieulx n'eust satisfait à vostre saintet vouloir, mais en partie la dissipation d'icelle, en partie la nouveauté d'une telle affaire a retardé ce qu'autrement désirerions estre bien avancé. Car nous recognoissons que, si Joseph a faict obliger par ordonnance perpétuelle — laquelle a duré jusques au temps de Moysse — les Égyptiens de paier le quint de leur revenu annuel afin qu'ilz peussent s'entretenir en ceste vie au temps de famine, à plus forte raison debvons nous joyeusement nous soubmettre à la contribution, laquelle nous est faicte pour nous maintenir en l'espérance de la vie bien heureuse en oyant la parole de Dieu et jouissant de la nourriture spirituelle et corporelle. Pour ceste cause, quand nous eussions estimé expédient meilleur et plus soubdain, nous l'eussions volontiers suivi; mais nous pouvons vous assurer qu'en suivant l'expédient auquel nous avons esté contrainct recourir que trouverez plustôt escus que non pas par l'aultre voye ne recuilleriez deniers. Car encores que ceste église, en ostant Saumur, Bourgueil et Doué, ne soit composée que de cinquante et deux familles, que d'icelles il n'i en aist que quinze aisées, si est-ce que l'on jugera tousjours qu'ilz ne se sont pas trop reculéz de leur devoir veu les grands pertes qu'avons faict, les charges que nous avons pour aissaier de restablir ce troupeau, ayantz envoyé à La Rochelle, poursuivi à Angers et maintenant ayant en court un homme pour solliciter pleine assemblée du lieu auquel nous nous puissions assembler. Par quoy, Monsieur, vous prendrez le tout comme de ceux qui désirent le repos et advancement de la gloire de Dieu; et, d'autant que nous estimons que la désirez, nous vous prions remonstrer à messieurs les princes les grandes difficultés auxquelles sont réduictes la plupart des églises d'Anjou à ce qu'ilz puissent obtenir que, selon l'édict de la paix, on nous souffre en l'exercice de nostre religion.

De peur de vous ennuyer, je laisseray le reste à monsieur le juge de la prévosté et feray fin, Monsieur, par mes très humbles

recommandations à toutes v^{os} grâces, et prie Dieu vous donner en santé bonne et heureuse vie. De Gennes, ce 27 de may 1571.
 Vostreserviteur très obéissant à jamais,

JACQUES BOUCQUET,
 Ministre, au nom de toute son église.

A monsieur, monsieur le général Galland, à Tours.

Monsieur, attendant la response de voz lettres, avons au désir des vostres faict l'estat que vous ayez mandé avecques condition toultelloiz de ne le mèltre en lumyère premier que n'ayons communiqué avecq vous pour une difficulté qui s'offre et ung mécontentement que plusieurs prennent que l'on veille scavoir le fonds de leur bien, aymans trop mieulx payer quelque chose d'avantage pourveu que ces deniers qui se léveront se lèvent pour une somme de deniers à une foys payer et à lever généralement sur ceulx de la religion réformée, dont l'occasion soit fondée sur les despences des guerres passées et nécessité de la discharge des obligations qui en ont été baillées aux estrangers, non pas à prendre par forme de quotité sur le revenu d'un chacun, y fondans quelque crainte de conséquence pour l'advenir. A quoy, s'il n'y a esté advisé, seroit bon que mes seigneurs les princes y regardassent d'aaultant que par la voye que nous mandons se trouvera plus de deniers et plus volontairement payéz que par l'aaultre voye, joint que la levée par quotité de revenu, à quelque modique somme qu'on la veille reigler, en retarde plusieurs de rentrer en l'église; et nous semble que l'on ne doit ce donner peine de la mutation de la forme pourveu que la somme qu'il fault porter soit fournie. Nous estimons que le pareil vous aura esté rescript par aultres églises. De nostre part nous vous supplions très humblement voulloir regarder à ce que dessus afin de rendre les voluntéz d'un chacun plus satisfaites et faciliter par là la levée des deniers. Néanmoins, pour estre requis en faisant le département congnoistre la faculté d'un chascun, n'avons laissé de dresser ung estat pour vous communiquer et que trouverez prest lorsqu'il vousplaira venir en cesteville; et, s'il vousplaist, l'on laissera en blanc en la commission qui sera expédiée pour ceste eslection de Laval le nom du recepveur qui sera esleu pour l'employer lorsque serez par deça. Celuy qui vous rescrivit dernièrement et qui a la charge de faire les despeschés pour cest église est nommé maistre Thomas Duchemin, sieur de Barbain, enquesteur de Laval, auquel, si bientost ne venez par deça, pourrez faire entendre vostre volonté pour eu communiquer à tous ceulx de l'église; ce que attendans, présenterons nos

humbles recommandations à vos bonnes grâces, priant Dieu, Monsieur, vous conserver ès siennes en longue et heureuse vie. De Laval, ce xxviii^e may 1571.

Voz obéissans frères, serviteurs et amys, les anciens de l'église réformée de Laval.

DUCHEMYN, au nom de tous.

Ainsi c'était bien contre ce mode de perception jusqu'alors inconnu que s'élevaient les réclamations des réformés. Ils ne voulaient point consentir à ce que l'on découvrit « les affaires d'un chacun », ni à ce que l'on « scût le fonds de leur bien, aymans trop mieulx payer quelque chose d'avantaige », de peur que l'avenir ne leur réservât de désagréables surprises.

Quel fut le résultat de leurs plaintes? Il ne nous a pas été donné de le connaître, mais vraisemblablement les chefs protestants durent modifier leurs instructions et accepter généralement l'initiative prise par chaque père de famille de l'Église de Gennevilliers, de « se quotiser luy-mesme selon la supputation qu'il a peu faire de son revenu ». L'auteur des *Mémoires de l'Estat de France* déclare, en effet, que, malgré quelques protestations, la plupart des réformés payèrent le tribut « fort alaigrement ». Et il ajoute non sans amertume : « Il n'y a nation en l'Europe, spécialement en celles qui s'appellent chrestiennes, qui soit plus chargée d'impôts que la France. Les autres nations le croiroient mal aisément, mais ceux qui portent le bast savent bien en quel endroit il les blesse¹. »

La vie des peuples n'est qu'un perpétuel recommencement².

EUGÈNE SAULNIER.

1. *Mémoires de l'Estat de France sous Charles IX*, Heidelberg, 1578, t. I, f^o 37.

2. On trouvera dans la biographie de Jean Sturm par M. Charles Schmidt (chap. xii) d'intéressants détails sur les emprunts contractés pour obtenir le concours des reîtres, emprunts dont Jean Sturm se porta garant pour 30 000 francs qui ne lui furent jamais remboursés. (*Réd.*)

JEAN ASTRUC

AUTEUR DES « CONJECTURES SUR LA GENÈSE »

Jean Astruc est un médecin qui a joui en son temps d'une grande réputation, et qui, pendant sa longue carrière, a sans relâche publié de nombreux ouvrages¹. En 1702, à dix-huit ans, il faisait imprimer sa première thèse. Quand il mourut à quatre-vingt-deux ans en 1766, il venait de terminer son *Histoire de la Faculté de Montpellier*, qui parut l'année suivante. Sa réputation lui survécut, et plusieurs années après sa mort, on continuait à réimprimer les traductions latines de quelques traités qu'il avait écrits en français. C'est, je crois, un des derniers exemples de cette coutume surannée de populariser dans l'Europe les livres français, en les traduisant en latin.

Aujourd'hui, tout ce bagage médical est oublié²; mais on cite toujours un livre d'Astruc, un petit volume qu'il a publié en 1753 : *Conjectures sur les mémoires originaux dont il paroît que Moïse s'est servi pour composer le livre de la Genèse*, x et 525 pages, in-12. Cet ouvrage, en effet, a fait époque dans l'histoire des études critiques sur l'Ancien Testament.

Comment et pourquoi Astruc, qui était médecin, s'est-il occupé de théologie ? La réponse est toute simple : il était le fils d'un pasteur protestant³. Nous n'avons sur son père que peu de renseignements. Il était pasteur à

1. C'est gratuitement, certes, et c'est à tort, je crois, que M. Jules Bonnet, dans un article du *Bulletin* (XXXIII, 349) a identifié le destinataire d'une lettre de l'abbé de Florian, adressée « à M. Astruc, mon hôte », avec notre Jean Astruc. Celui-ci, de 1711 à 1716, était professeur à Toulouse, et n'habitait pas Sauve, comme « l'hôte »; il avait d'ailleurs, en religion, des idées tout autres que celles que la lettre adressée à cet « hôte » fait supposer chez lui.

2. Je remarque cependant que le *Biographisches Lexicon der hervorragenden Aertzte* (1884) signale le traité d'Astruc *De morbis venereis* comme un ouvrage indispensable à ceux qui s'occupent de l'histoire de la médecine.

3. La destinée d'Astruc a quelque chose d'analogue à celle de Cotelier : tous deux savants célèbres, tous deux fils d'un ecclésiastique protestant qui s'était converti au catholicisme.

Sauve en Languedoc; en 1684, au moment de la naissance de son fils Jean, il se convertit au catholicisme¹, entraîné sans doute par le désir d'une vie tranquille et sûre pour lui-même et les siens².

La *France protestante*, dans sa seconde édition, mentionne deux jeunes gens, Pierre et Jacques Astruc, de Sauve dans les Cévennes, qui s'inscrivent ensemble, le 18 octobre 1676, comme étudiants à la Faculté de théologie de Genève. Le synode tenu au Vigan, le 26 août 1684 (Haag, IX, 5) les admit tous les deux au saint Ministère; il chargea Pierre Astruc de la paroisse d'Aigremont, et plaça Jacques Astruc dans la famille noble de Ginestous, qui possédait le droit d'exercice de la religion réformée dans son château (article 7 de l'édit de Nantes).

Pierre Astruc, le 3 juillet 1684, fut condamné à être pendu; il fut exécuté en effigie. Le 22 février 1685, il obtint des lettres de grâce, dans une audience à laquelle il assista à genoux, et les fers aux pieds (Benoit, *Histoire de l'Édit de Nantes*, V, 669; *Bulletin*, xxxiv, 127).

Quant à Jacques Astruc, nous pouvons l'identifier, assez vraisemblablement, je crois, avec le père du célèbre médecin. Dans cette hypothèse, il aurait eu à Genève pour professeur d'hébreu, Noble et Spectable Michel Turrettini, souche de la branche de cette famille, qui subsiste seule aujourd'hui.

M. Charles Borgeaud (*L'Académie de Calvin*, page 367) a identifié très justement, à ce qu'il semble, Michel Turrettini avec le proposant dont parle Bayle dans une lettre de 1670 : « L'hébreu s'apprend fort mal à l'Académie :

1. D'après les notes de M. Auzière, qui diffèrent de la *France prot.*, il y aurait eu, à cette époque, trois pasteurs du nom d'Astruc, tous les trois dans les Cévennes. Deux d'entre eux, Jacques, pasteur de M. de Ginestous et Pierre, pasteur à la Gazelle, se retrouveraient en Suisse après la Révocation. Le seul qui abjura, ce fut donc un autre Pierre, natif de Sauve, pasteur à Aigremont, lequel, avec neuf collègues, avait été condamné à être pendu pour avoir participé au projet de résistance pacifique de Brousson (N. W.).

2. Antoine Astruc, de Sauve en Languedoc — sans doute un de ses parents — vint quelques années plus tard se réfugier à Genève, où il fut reçu bourgeois; il y devint la souche d'une famille qui est tombée en quenouille à la fin du XVIII^e siècle.

ce qui fait que ceux qui y étudient vont chez un proposant qui l'enseigne admirablement bien. » Michel Turretini, qui était proposant en 1670, fut nommé professeur en 1676, et s'assit ainsi dans la chaire d'hébreu, en même temps que Jacques Astruc sur un banc parmi les étudiants. Ce professeur n'a publié qu'une thèse : *De Scripturae sacrae auctoritate, adversus Pontificios*, et deux sermons : *Le silence du fidèle affligé*, sur Ps. XXXIX, 10.

Astruc a parlé de son père à la fin d'un chapitre de son *Histoire naturelle du Languedoc* (1737). Il y avait passé en revue tous les géographes qui ont parlé de cette province, depuis Strabon jusqu'à Benjamin de Tudèle, qui traversa le bas Languedoc en 1172, et qui en a parlé dans son *Itinéraire*. Astruc reproduit tout au long les pages où ce Benjamin, célèbre voyageur israélite, énumère les villes qui sont entre Narbonne et Arles; il met en regard une des traductions latines et une des traductions françaises qu'on avait faites de cet *Itinéraire*; et, ensuite, dans une série de notes, il commente et rectifie ces traductions, en citant l'original hébreu; il termine en disant : « Je fais gloire de tenir la plupart des remarques que j'ai à proposer, de feu mon père, avocat au Parlement de Toulouse; et c'est avec plaisir que je rappelle le souvenir d'une personne qui me fut si chère, et dont la mémoire me sera toujours en vénération. La qualité de fils ne saurait m'empêcher de lui rendre justice, en marquant que la connaissance des langues était la moindre partie de son savoir, et que ce savoir était infiniment au-dessous de sa probité et de sa vertu. »

Jean Astruc fit ses premières études sous la direction de son père, qui fut son seul maître jusqu'au moment où il suivit des cours de médecine. D'élève, il devint bientôt maître : d'abord professeur d'anatomie à Toulouse, plus tard successeur de Chirac à Montpellier. Après avoir passé en Languedoc la première moitié de sa vie, il vint en 1729 s'établir à Paris, où il fut médecin du roi, professeur au Collège de France, plus tard à l'École de médecine; il devint un des médecins à la mode. Il était aussi

un des habitués du salon de M^{me} de Tencin¹, qui avait succédé à celui de M^{me} de Lambert; il était du groupe privilégié des « dîners du mardi » où, se rencontraient avec lui Fontenelle, Mirabaud, Mairan, de Boze, Marivaux et Duclos, qui tous étaient déjà ou allaient être membres de l'Académie française. Avec Astruc, ils étaient sept, et on les appelait *les sept Sages*.

Ces sept sages n'étaient pas toujours d'accord entre eux. Nous en avons le témoignage dans un livre qu'Astruc a publié en 1755 : *Dissertation sur l'immatérialité et l'immortalité de l'âme*, xv et 444 pages, in-12. « L'auteur s'est proposé, dit l'*Approbation*, d'établir ces vérités contre les prétendus esprits-forts, et de répondre à leurs difficultés; il a exécuté son projet avec cette supériorité de lumières et de talents qui assurent le succès de son ouvrage. »

Or Astruc, dans cette dissertation, prend à partie (pages 37 et 381), deux opuscules, entre autres, l'un qui est de Mirabaud : *De l'âme et de son immortalité*, 1751²; et l'autre qui est de Fontenelle : *Traité de la liberté*³; c'est la troisième partie des *Nouvelles libertés de penser*, 1743. Tous deux, publiés en éditions clandestines, avaient été aussitôt supprimés par la police; mais il ne laissa pas de s'en échapper quelques exemplaires dans le public; tous deux ont été réimprimés par Naigeon en 1792, au second volume de *Philosophie ancienne et moderne*, dans l'*Encyclopédie méthodique*.

1. Cf. Maurice Masson, *Madame de Tencin* (Paris, 1909) *passim*, et notamment p. 185.

2. Cf. *Revue d'histoire littéraire de la France*, année 1912, p. 305.

3. Je ne sais pas si quelque édition des *Œuvres complètes* de Fontenelle a recueilli ce morceau; il ne figure pas dans celles que j'ai vues. — « Nous ne parlons pas, dit Trublet dans sa biographie de Fontenelle, de quelques ouvrages qui lui ont été attribués : la *Relation de l'isle de Bornéo*,... un petit *Traité de la Liberté*, en quatre parties, etc. On peut douter qu'ils soient de lui, et on doit souhaiter qu'ils n'en soient pas. »

Naigeon dit à ce sujet : « Le bon abbé Trublet aurait fort désiré que Fontenelle ne fût pas l'auteur de ce petit traité; mais il n'a pas osé le nier; il laisse même entrevoir qu'il croit ce traité de Fontenelle. Duclos et d'Alembert, à qui Fontenelle ne l'avait pas caché, me l'ont confirmé de la manière la plus expresse. »

Nous ne suivrons pas Astruc dans la discussion qu'il a engagée avec des adversaires qui n'étaient pas sans talent; mais nous relèverons dans son livre un passage qui nous donne son opinion sur le *Tractatus theologico-politicus* de Spinoza, un des rares ouvrages qui avaient avant lui attiré l'attention du public sur les problèmes que soulève l'étude critique de l'Ancien Testament : « Quand parut ce traité, dit Astruc, on fut d'abord assez étonné; l'auteur, qui cachait le fond de son système pour ne point donner prise contre lui, opposait d'ailleurs des difficultés nouvelles, spécieuses, d'une discussion difficile. Ce ne fut qu'assez tard qu'on y répondit, et on y répondit d'abord assez mal. Mais la chance tourna dès qu'on eut vu le traité *De Deo*, — c'est-à-dire, le premier livre de l'*Ethique*, — où Spinoza s'expliquait clairement. Son système absurde fut attaqué sur-le-champ de tous côtés, et si bien détruit qu'il est tombé dans le dernier mépris. »

Nous relèverons aussi la mention de quelques livres d'écrivains protestants, qu'Astruc a trouvés, j'imagine, dans la bibliothèque du pasteur son père : ainsi un ouvrage de Calvin : *Réponse aux calomnies d'Albert Pighius*; les *Labyrinthes* d'Ochino, qui sont cités dans le texte italien et dans la traduction latine; la *Disputatio de libertate*, Genève, 1662, de David De Rodon; les *Nouvelles de la République des Lettres*, 1699 et 1705 : il est étonnant qu'Astruc cite en 1755 des articles de revue, vieux de cinquante ans et davantage; mais c'est qu'ils étaient pour lui un souvenir de jeunesse : il avait lu ces articles au sortir de l'adolescence; ils lui rappelaient le premier éveil de sa pensée.

Si c'est à soixante et onze ans qu'Astruc a mis au jour cette *Dissertation*, — écrite contre Bayle et Locke autant que contre Mirabaud et Fontenelle, — il faut ajouter que déjà longtemps auparavant, il avait pris part aux luttes religieuses de son temps; mais jusqu'alors il était resté dans les coulisses. Ami de M^{me} de Tencin et de son frère, l'archevêque d'Embrun, Astruc était mal vu des

jansénistes, qui lui attribuaient, dans les intrigues du parti moliniste, un rôle peut-être imaginaire, et tout au moins exagéré; par exemple, en 1731, on voulait voir en lui le véritable auteur d'un mandement de cet archevêque, « écrit avec tout le feu et le fiel imaginables ». Les mauvaises langues allaient encore plus loin¹, mais que savons-nous? Le plus sage est de ne pas discuter ce qu'on n'est pas en mesure d'élucider.

Astruc était donc une des bêtes noires des jansénistes. En outre, comme il était un croyant, je n'en doute pas, et qu'il s'était escrimé contre les esprits forts, — nous venons de le voir, — ceux-ci, qui vers le milieu du XVIII^e siècle, s'étaient organisés en parti, se mirent aussi à le maltraiter. Il faut voir de quel ton d'Alembert parle de lui dans sa lettre à Voltaire du 4 mai 1762 : « Savez-vous ce que dit Astruc? *Ce ne sont point les jansénistes qui tuent les jésuites; c'est l'Encyclopédie, morbleu! c'est l'Encyclopédie.* Il pourrait bien en être quelque chose, et ce maroufle d'Astruc est comme Pasquin : il parle quelquefois d'assez bon sens. »

En effet, Astruc voyait clair, et il avait raison de penser que le parti qui était en train de devenir le plus puissant n'était pas celui des jansénistes ou celui des jésuites, mais celui des encyclopédistes. Grimm va nous montrer mieux encore jusqu'où montait contre Astruc l'antipathie de la secte philosophique, et, disons-le aussi, la jalousie de ses confrères, dont Grimm a été certainement l'écho. Quand Astruc vint à mourir, Grimm salua cette nouvelle en écrivant aux princes qui recevaient sa correspondance littéraire :

Jean Astruc, docteur-régent de la Faculté de Médecine de Paris, vient de mourir. C'était un praticien médiocre, et même très mauvais, à ce que je crois; mais c'était un savant médecin... Astruc était un des hommes les plus décriés de Paris. Il passait pour fripon², fourbe, méchant : en un mot, pour un très malhon-

1. Cf. Maurice Masson, *Madame de Tencin*, p. 45.

2. Le mot *fripon* qui n'est plus guère employé aujourd'hui que pour qualifier : « celui qui vole adroitement de petites choses », signifiait autrefois

nête homme. Il était violent et emporté, et d'une avarice sordide. Il faisait le dévot, et s'était attaché aux jésuites, dans le temps qu'ils avaient tout crédit et toute puissance. Il est mort sans sacrements, parce qu'il ne voyait plus rien à gagner par l'hypocrisie au-delà du trépas. C'est un savant et méchant homme de moins.

Voilà une belle diatribe. La prendra qui voudra pour parole d'Évangile !

Au moment où elle fut écrite, depuis quinze ans déjà, c'est-à-dire depuis la publication du premier volume de l'*Encyclopédie*, le parti philosophique s'était constitué, avec le dessein plus ou moins arrêté chez ses différents membres, mais existant chez tous, d'*écraser l'infâme*. L'hostilité des deux camps était ardente ; les coryphées de chaque parti, aux yeux de ses adversaires, étaient bien près d'être des scélérats. J'ai cité tout à l'heure ce que disait de Jean-Jacques Rousseau le docteur Tronchin qui était pourtant, comme Melchior Grimm, un homme éclairé et judicieux.

Si nous voulons commenter quelques points de cette invective de Grimm, nous rappellerons que Collé, dans son *Journal* (décembre 1749), évalue à un million la fortune d'Astruc. Assurément il ne l'avait pas héritée de son père ; ce n'est pas non plus en publiant des traités de médecine, qu'un médecin arrive à être millionnaire : il lui faut pour cela posséder une riche clientèle, et la garder longtemps. Or cela serait-il possible à « un praticien médiocre, et même très mauvais » ?

Si vraiment Astruc est mort sans sacrements, comme Grimm l'a dit, de deux choses l'une : 1° ou la mort d'Astruc a été imprévue et soudaine ; 2° ou bien Astruc aurait repoussé le prêtre qui venait l'assister à ses derniers moments, pour se donner le plaisir de poser enfin un masque hypocrite qu'il aurait gardé pendant toute sa vie. Et ce scandale n'aurait pas fait de bruit, et serait demeuré

trompeur, homme de mauvaise foi. C'est en ce sens que le prenait le docteur Tronchin, quand il écrivait à son fils, le 8 août 1766, en lui parlant de Jean-Jacques Rousseau : « Cet homme est un charlatan de vertu, et je n'aime point les charlatans. En bon français, c'est un fripon. »

ignoré, si Grimm ne l'avait pas mentionné dans ses feuilles. — Je crois que la première hypothèse est la plus vraisemblable.

Grimm prodigue à Astruc les reproches; et de ses bonnes qualités, il ne mentionne que le savoir. Astruc, en effet, à côté de sa science médicale, savait le grec, l'hébreu, l'italien. Il était infiniment laborieux; il avait l'esprit net et clair, de l'initiative, et du courage: il s'est compromis en effet, en publiant ses *Conjectures*, et il était seul en cette occasion; il n'avait pas comme les Encyclopédistes, tout un parti pour le soutenir au besoin.

Il faut revenir ici, pour la considérer de plus près, à la question que j'avais posée tout d'abord. Comment ce médecin est-il arrivé à se poser, à vouloir résoudre un problème d'exégèse biblique?

Jean Astruc était un de ces esprits éminemment doués pour le travail, qui se font un jeu de ce qui effrayerait un homme ordinaire. L'étude de l'hébreu fut un des sports de son adolescence. En face de cette jeune intelligence avide de savoir, son père s'était plu à lui enseigner tout ce qu'il savait lui-même. Jean Astruc s'était laissé faire, et à ses moments perdus, il avait appris une langue difficile, dont il semblait que la connaissance ne le pouvait mener à rien. Avec son père, il avait traduit la *Genèse* et quelques chapitres de l'Exode; — en dehors du Pentateuque, on ne le voit citer aucun autre des Saints Livres. Cinquante ans d'études médicales, d'enseignement médical et de pratique médicale ne lui avaient pas fait oublier l'hébreu, qu'il avait appris à seize ou dix-sept ans.

On ne saura jamais à quel moment de sa vie Jean Astruc a eu l'idée d'attribuer à des auteurs différents les fragments de la *Genèse* qui donnent à Dieu le nom d'Elohim, et ceux qui le nomment Jéhovah. Cette hypothèse avait-elle déjà occupé les entretiens du fils et du père, dans le cabinet de l'avocat toulousain, de l'ancien pasteur, aux environs de 1700? Nes'est-elle présentée que beaucoup plus tard à l'esprit d'Astruc, dans ces jours de loisir où le médecin se donnait une distraction savante

en rouvrant sa Bible hébraïque, où il s'amusait à en déchiffrer de nouveau les premières pages? Nous ne trouvons pas de renseignement à cet égard dans l'*Avertissement des Conjectures*¹, que je vais citer tout au long :

Cet ouvrage était composé depuis quelque temps ; mais j'hésitais à le publier, dans la crainte que les prétendus Esprits-forts, qui cherchent à s'étayer de tout, ne pussent en abuser pour diminuer l'autorité du Pentateuque.

Un homme instruit, et très zélé pour la Religion, à qui je l'ai communiqué, a dissipé mes scrupules. Il m'a assuré que ce que je supposais, sur les Mémoires dont Moïse s'était servi pour composer la *Genèse*, avait déjà été avancé, quant au fond, par plusieurs auteurs, dans des ouvrages très approuvés ; que l'application particulière que je faisais de cette supposition, en divisant la *Genèse* en plusieurs colonnes qui représentaient ces Mémoires, n'altérerait en rien le texte de la *Genèse*, ou ne l'altérerait pas plus que la division qu'on en avait faite en chapitres et en versets ; et qu'ainsi, loin de pouvoir jamais préjudicier à la Religion, elle ne pouvait au contraire que lui être très avantageuse, en ce qu'elle servait à écarter ou à éclaircir plusieurs difficultés qui se présentaient en lisant ce livre, et sous le poids desquelles les commentateurs ont été jusqu'ici presque accablés.

Sur son avis, j'ai donc pris le parti de donner cet ouvrage, et de le soumettre au jugement des personnes éclairées dont j'écouterai les observations avec plaisir. Je proteste d'avance très sincèrement que si ceux qui ont droit de décider, et dont je dois respecter les décisions, trouvent mes conjectures fausses ou dangereuses, je suis prêt à les abandonner ; ou pour mieux dire : je les abandonne dès à présent. Jamais la prévention pour mes idées ne prévaudra chez moi à l'amour de la Vérité et de la Religion.

Jean Le Clerc et Richard Simon avaient avancé tous les deux que Moïse, en écrivant la *Genèse*, avait eu le secours de quelques mémoires anciens, qui l'avaient guidé

1. On a remarqué que cet ouvrage parut à Bruxelles *sans nom d'auteur*. Mais c'était l'usage autrefois, et le public savait quand même à quoi s'en tenir. Quand Jore, imprimeur à Rouen, publia les *Lettres philosophiques*, par M. de V***, sous la rubrique d'Amsterdam, Voltaire se récria et il écrivait à son ami M. de Formont : « On a l'insolence de mettre mon nom à la tête ! »

Cette coutume aujourd'hui surannée a subsisté plus longtemps qu'on ne croit. Les *Méditations poétiques* de Lamartine en 1821, les *Consolations* de Sainte-Beuve en 1830, et ses *Pensées d'août* en 1836, ont paru sans nom d'auteur.

sur les circonstances, les dates, et l'ordre chronologique des événements qu'il raconte, de même que sur le détail des généalogies. Mais le premier était protestant, et Bossuet avait foudroyé le second. Aussi Astruc ne fait que mentionner leurs dires en passant. Les « auteurs approuvés » qu'il met en avant, et sur lesquels il s'appuie, sont l'abbé Fleury, qui est estimé encore maintenant, et l'abbé Le François, tout à fait oublié aujourd'hui; tous deux, l'un dans les *Mœurs des Israélites*, et l'autre dans les *Preuves de la Religion*, avaient fait la même hypothèse que Le Clerc et Simon.

Dans le fond, dit Astruc après les avoir cités, je pense comme ces auteurs; mais je porte mes conjectures plus loin, et je suis plus décidé. Je prétends donc que Moïse avait entre les mains des mémoires anciens, contenant l'histoire de ses ancêtres depuis la création du monde; que pour ne rien perdre de ses mémoires, il les a partagés par morceaux, suivant les faits qui y étaient racontés; qu'il a inséré ces morceaux en entier, les uns à la suite des autres, et que c'est de cet assemblage que le livre de l'*Genèse* a été formé.

Dans le texte hébreu de la *Genèse*, Dieu est principalement désigné sous deux noms différents. Le premier qui s'y présente est celui d'Elohim. L'autre nom est celui de Jéhovah. Ces mots ne sont jamais confondus ensemble; il y a des chapitres entiers, ou de grandes parties de chapitres, où Dieu est toujours nommé Elohim, et jamais Jéhovah; il y en a d'autres, pour le moins en aussi grand nombre, où l'on ne donne à Dieu que le nom de Jéhovah, et jamais celui d'Elohim.

Sur ces réflexions, il était naturel de tenter de décomposer la *Genèse*, de séparer tous les différents morceaux qui y étaient confondus, de réunir ceux qui sont d'une même espèce, et qui paraissent avoir appartenu aux mêmes mémoires et, par ce moyen, de rétablir ces mémoires originaux que je crois que Moïse a eus. Je n'ai eu qu'à joindre ensemble tous les endroits où Dieu est constamment appelé Elohim; je les ai placés sur une colonne que j'ai nommée A, et je les ai regardés comme autant de fragments d'un premier mémoire original que je désigne par la lettre A. J'ai placé à côté, sur une autre colonne que j'appelle B, tous les endroits où l'on ne donne point à Dieu d'autre nom que celui de Jéhovah, et j'ai rassemblé par là tous les fragments d'un second mémoire B.

Ces citations suffisent pour donner une idée succincte du dessein d'Astruc, et je ne poursuivrai pas plus loin l'analyse de son livre.

L'auteur ne se cachait pas, on l'a vu, qu'il marchait sur un terrain dangereux. Il ne paraît pas cependant que le débit du livre ait été arrêté¹.

Les *Conjectures* d'Astruc n'ont pas eu de succès en France. Seul, à ce qu'il semble, le *Journal des Savants* en a rendu compte, dans son fascicule d'octobre 1754. L'auteur de cet article commence en disant : « Nous ne savons si dans cette matière il est trop permis de hasarder des conjectures... » Suit une analyse du livre, entremêlée d'objections. Enfin, la conclusion esquisse avec timidité un jugement favorable : « Cet ouvrage est digne d'être consulté, et lu avec attention par ceux qui font une étude particulière de l'Écriture Sainte, et qui s'appliquent à la langue hébraïque. » — Mais les hébraïsants étaient rares en France, et rien n'y encourageait l'étude de la Bible.

Dans le camp des incrédules, Voltaire est à ma connaissance le seul qui ait parlé des *Conjectures*. Il en connaissait l'auteur, et dans sa correspondance avec d'Alembert (août 1760), il traite Astruc de *braillard*, de *vieux Stentor*; mais l'ouvrage, qui avait paru pendant qu'il était en pays allemand, et qui n'avait pas fait de bruit, lui avait échappé à son apparition. Douze ans après, dans l'automne de 1765, un jeune magistrat dauphinois, Michel Servan, qui alla lui rendre visite à Ferney, le lui signala², et se

1. Voltaire, dans les *Questions sur l'Encyclopédie* (article *Livres*) a raconté une historiette, dont on croira ce qu'on voudra :

« Il est quelquefois bien dangereux de faire un livre. Silhouette avait imprimé un livre sur l'accord de la religion avec la politique ; et son beau-père, le médecin Astruc, avait donné au public les mémoires dans lesquels l'auteur du Pentateuque avait pu prendre toutes les choses étonnantes qui s'étaient passées si longtemps avant lui.

« Le jour même que Silhouette fut en place, — il fut nommé *contrôleur-général* en 1759 — quelque bon ami chercha un exemplaire des livres du beau-père et du gendre pour les déferer au Parlement et les faire condamner au feu, selon l'usage. Ils rachetèrent tous deux tous les exemplaires qui étaient dans le royaume : de là vient qu'ils sont très rares aujourd'hui (1771). »

2. *Revue d'histoire littéraire de la France*, année 1908, p. 315.

chargea de lui en procurer un exemplaire. Ils échangèrent à ce sujet quelques lettres :

Servan à Voltaire, 7 avril 1766. Je vous parlai. Monsieur, d'un ouvrage de M. Astruc, intitulé : *Conjectures sur les mémoires originaux dont Moïse a tiré la Genèse*. Vous me dites que vous ne le connaissiez pas ; j'offris de vous l'envoyer, si je pouvais me le procurer, et vous acceptâtes mon offre ; je l'ai cherché longtemps inutilement ; et ce n'est que depuis très peu de jours que j'ai pu tirer cette arme de l'arsenal d'un bon incrédule qui la gardait avec beaucoup de soin. Vous la trouverez bien rouillée ; et j'ai honte, Monsieur, de vous envoyer des conjectures sur un objet que vous avez éclairé de tant de certitudes. Vous soucierez-vous d'apprendre que Moïse n'a composé la *Genèse* que sur d'anciens mémoires ? Et voudrez-vous resuivre les coutures de ce vieux vêtement de la religion, après l'avoir déjà mis en pièces ? Ce qui vous étonnera le plus, c'est que la Sorbonne ait laissé passer cet ouvrage sans le marquer de son fer chaud ; il était assez singulier pour être lu, et assez hardi pour être condamné ; cependant il n'a été ni condamné, ni lu.

Une raison qui a pu empêcher de le lire, c'est qu'il est terriblement chargé d'érudition ; il faut être aussi savant que le défenseur de l'*Histoire générale*¹, pour la comprendre parfaitement ; il prend les choses avec un sérieux qui fatigue.

Voltaire à Servan, avril 1766. J'attends avec impatience votre Moïse, dont je vous fais mes très humbles remerciements. Je soupçonne que c'est un petit plagiat, un vol fait au livre de Gaulmin² imprimé en Allemagne, il y a cent ans ; mais il y aura sûrement des choses utiles.

Voltaire à Servan, 9 mai 1766. Les *Conjectures sur la Genèse* sont actuellement dans ma bibliothèque ; mais je vous avoue que je fais plus de cas du discours³ que vous avez la bonté de m'envoyer.

Voltaire ne sut pas comprendre la valeur et la portée du livre d'Astruc ; il en a parlé plus d'une fois dans ses ouvrages ; mais, comme on va le voir, il le traite avec

1. Il s'agit de Voltaire lui-même, qui venait de publier deux petits ouvrages pour défendre contre certaines attaques son *Essai sur l'histoire générale et sur les mœurs et l'esprit des nations*.

2. *De vita et morte Mosis, libri III*, Paris, 1629. Cet ouvrage a été réimprimé à Hambourg, en 1714.

3. Un discours de Servan lui-même, envoyé par lui à Voltaire : « Je vous envoie, lui disait-il, mon bout de réquisitoire, et je vous proteste que je ne mettrai pas cette rapsodie sous vos yeux, si elle avait plus de deux pages. »

dédain. Il le mentionne dans la seconde édition (1773) des *Questions sur l'Encyclopédie*, article *Genèse* :

Les savants ont prétendu qu'il était impossible que Moïse eût écrit la *Genèse*... Le médecin Astruc, dans son livre, devenu très rare, intitulé : *Conjectures sur la Genèse*, ajoute de nouvelles objections...

« Voici les rois qui régnèrent dans le pays d'Edom, avant que les enfants d'Israël eussent un roi. » *Genèse*, XXXVI, 31. — C'est probablement ce verset qui détermina Astruc à bouleverser toute la *Genèse*, et à supposer des mémoires dans lesquels l'auteur avait puisé. Son travail est ingénieux, il est exact; mais il est téméraire... Et de quoi a servi ce travail ingrat et dangereux d'Astruc? A redoubler les ténèbres qu'il a voulu éclaircir.

Une mention plus sèche se rencontre encore dans la *Bible enfin expliquée par les aumôniers de S. M. le roi de Pologne* (1776) à propos de l'histoire de Rachel qui avait volé les téréphim de Laban :

Il reste à savoir comment l'auteur sacré qui, plusieurs siècles après, écrivit cette histoire, a pu savoir toutes ces particularités... C'est sur quoi le professeur de médecine Astruc a écrit un livre intitulé : *Conjectures sur l'Ancien Testament*; mais ce livre n'a pas tenu ce qu'il promettait.

Les *Conjectures sur la Genèse*, qui n'ont pas réussi en France, ont fait leur chemin en Allemagne. Il y avait là, et là seulement, un public pour s'intéresser à la question qu'Astruc avait posée; des hébraïsants pour la discuter; et cette liberté d'esprit qui offre aux idées fécondes un terrain où elles peuvent germer.

Au premier moment, à vrai dire, le succès fut médiocre. Michaëlis écrivit un compte rendu où il ne donnait point son assentiment à l'hypothèse d'Astruc. Mais les savants d'Allemagne ne perdirent pas son livre de vue; on le traduisit en 1783, et au même temps à peu près, Eichhorn, en commentant à son tour la *Genèse*, fit entrer définitivement dans la science l'idée fondamentale ébauchée par le médecin français, d'une distinction à établir entre un document élohiste et un document jéhoviste. Cent trente ans de continuelles études se sont écoulés

depuis 1783, et l'exégèse biblique a marché d'un pas toujours plus ferme dans la voie qu'Astruc avait ouverte.

M. Lucien Gautier, qui a parlé d'Astruc avec éloge, dans son beau livre : *Introduction à l'Ancien Testament*, le qualifie catholique. Oui, sans doute Astruc était catholique. Mais il ne s'est pas montré bon catholique, en innovant dans l'interprétation des saintes Écritures. Selon les maximes de son Église, il aurait dû, lui laïque, laisser aux membres du clergé le soin de cette interprétation.

Jean Astruc a été l'élève de son père, qui lui-même avait été l'élève d'une Faculté protestante de théologie, et qui avait l'esprit critique, comme le prouvent ses remarques sur les traductions de Benjamin de Tudèle. L'étude de la langue hébraïque est un des caractères essentiels du clergé protestant. En suivant les leçons d'hébreu que lui donnait son père, Jean Astruc a reçu de lui une part de la tradition de l'Église réformée. En commentant la *Genèse* comme il l'a fait, il était animé de l'esprit protestant.

EUGÈNE RITTER.

Documents

LES FUGITIFS DU CALAISIS ET DU BOULONNAIS DONT LES BIENS FURENT SAISIS APRÈS LA RÉVOCATION (1687)

Nos lecteurs auront certainement remarqué l'étude très étendue qu'un de nos collaborateurs mobilisés, M. le professeur Naert, a fait paraître dans le *Bulletin* de 1914-1915 (p. 296, 401, 505) sur les *Huguenots du Calaisis au XVII^e siècle*. Lorsqu'il fut amené à parler des *Fugitifs et des confiscations* (*Ibid.*, p. 514), il regrettait de ne pouvoir donner de chiffres précis. N'osant accepter celui de 2 700 fugitifs sur 3 000 protestants, donné par l'intendant Bignon dans son Mémoire sur la Picardie, il évaluait le nombre des réformés qui auraient quitté cette région au chiffre maximum de 800 à 1 000.

En faisant, aux Archives Nationales, une recherche dans le carton TT 261, j'y suis tombé sur un très gros cahier grand in-folio portant le n° XXX, daté de 1687, qui n'est autre que l'*Estat des biens abandonnez par ceux de la R. P. R. et N. C. fugitifs des villes et gouvernement de Calais et Ardres*, comprenant le Boulonnais. Ce cahier renferme l'énumération détaillée de tous les biens saisis à cette date par l'ordre de l'intendant Chauvelin.

Le lieutenant Naert qui, en avril 1915, avait déjà été blessé deux fois (voy. *Bull.* 1914-1915, p. 400) est, depuis lors, retourné au front et je suis sans nouvelles de lui depuis plus d'un an. Je n'ai donc pu lui communiquer ce document de premier ordre, qu'il aurait sans doute pu

annoter en rectifiant çà et là l'orthographe du commis Jacques Leveux qui a dressé cet état. Ayant copié cette longue liste de noms avec l'indication sommaire des biens confisqués, je me décide à la publier telle quelle comme complément à l'étude de M. Naert.

Feu notre collègue M. O. Douen, a dû avoir connaissance de ce document puisque, dans son *Essai historique sur les Églises réformées du département de l'Aisne* (1860), tirage à part du *Bulletin*, il a écrit, p. 102, que d'après TT. 256 (1), il serait sorti, du gouvernement de Calais et d'Ardres, 214 particuliers laissant des biens du revenu de 32 912 livres et qu'il n'a été reçu que 8 456 livres. De Boulogne il serait sorti 11 particuliers dont le revenu est de 3 573 livres, dont il a été reçu 2 292 livres, plus 3 700 livres du sieur des Bergeries, arrêté pendant qu'il voulait sortir de France. Les biens du Consistoire de Guisnes, près de Calais, étaient estimés 200 livres.

Le chiffre de 214 particuliers doit être majoré ainsi qu'on le constatera en dépouillant attentivement la liste qui suit, où il est, à chaque instant, question d'enfants et d'héritiers dont on ne donne ni les noms ni le nombre. L'état étant de 1687, c'est-à-dire d'un peu plus d'un an après la Révocation, et ne tenant, par conséquent, pas compte de ceux qui sont sortis après cette date en abandonnant leurs biens, on peut hardiment évaluer à 300 le nombre de ceux dont la fortune immobilière put être en tout ou partie confisquée. Le nombre des propriétaires ayant, à toute époque, été très inférieur à celui des *non possidentes*, artisans, hommes de métier, travailleurs de toute nature, on voit que l'évaluation de M. Naert est certainement au-dessous du chiffre réel. Je ne serais pas étonné s'il fallait accorder à celui de l'intendant Bignon plus de créance qu'à celui auquel notre collaborateur a cru devoir limiter la perte humaine causée dans cette région par le crime de la Révocation.

N. W.

(1) Aujourd'hui TT 261.

Estat des biens abandonnez par ceux de la R. P. R. et N. C. fugitifs des Villes et Gouvernements de Calais et Ardres saisis par ordre de S. M. et de ce cuy a esté receu par Jacques Leveux commis à la recepte par Monseigneur Chauvelin, conseiller du roy en ses conseils, maistre des requestes ordinaires de son hostel, intendant de Justice, Police, Finances et des Troupes de S. M. en la province de Picardie, Artois, Boulonnois, Pays conquis et reconquis (1687)¹.

ANNE DE GROTTÉ, DAME DU MESNIL et le sieur DUPUY, ingénieur, son gendre, maisons et terres à Guemp, la Chaussée, paroisse de Coquelle, Bouwes, Hames, Calais et argent.

ABRAHAM MAIRE, maisons et terres à Calais, Hames, Bonninghe, Vieilleglise et argent.

ABRAHAM JENNEPIN LAFORCE et ESTER BARIZEAU, sa femme, maisons et terres à Calais, moulin à huile, proche le pont Saint-Pierre.

ABRAHAM PIFFREMAN, maison et terres dans le bas Marcq, haut Marcq, Guisnes, dont partie à PIERRE PIFFREMAN, aussi fugitif, et argent.

ABRAHAM CRINCE, terres à Marcq.

ABRAHAM DU VINAGE, maisons et terres à Marcq, Ballinghen, Oye et Offequerque.

ABRAHAM et ISAAC SCONNARD, terres à Marcq et Vielleglise.

ABRAHAM VALLENTIN, maisons et terres à Guisnes, aussi à ISAAC DE SOMBRES.

ABRAHAM DEZOMBRE, maison et terres à Guisnes.

ABRAHAM et JACOB TALLE, maison et terres à Guisnes.

ABRAHAM HIBON, terres à Andres.

ABRAHAM VALLENDUC LOUIS et ANNE LAMBERT, maison et terres à Andres.

ABRAHAM, JACQUES et ISAAC ROUGÉ, maisons et terres.

ABRAHAM POIRÉ, PÈRE et FILS, brasserie, terres et canarderie à Guemp et Offequerque.

1. Je répète que je n'ai copié que les noms et l'indication sommaire des biens saisis.

ABRAHAM CASSEL, canarderie et marais à Marcq.

ABRAHAM OLIVE, maison et terres à Ballinghen.

ABRAHAM D'HOYE, HIEROSME VUATEL et ISAAC DE FRESNE, maison et terres à Vielleglize.

ANDRÉ et JEAN LE PLAT, maison à Guisnes.

ABRAHAM DESCOFOUR, maison à Calais.

BENJAMIN CATTEAU, quatre maisons à GUISNES dont une aussi à JEAN BLANCARD.

BARBE MOL, VEUVE JEAN BLANCARD, six maisons et terres à Guisnes et Andres.

CATHERINE GIROUTE, VEUVE D'ABRAHAM CUMINQUE et de JEAN DU RIETZ, maison et terres à Marcq et « une maison appartenant cy-devant au consistoire destiné pour le logement du ministre ».

CHARLES VILAIN, maison et terres à Guisnes.

CLAUDE AVINET, brasserie à Guisnes.

CLÉMENT DEFRESNE, maison et terres à Ballinghen.

CHARLES BRIDOU, SIEUR DE BOLLEROY, maisons et terres à Offekerque, Guemp et Marcq.

CLAUDE HERLIN, maison et terres à Guemp.

DANIEL PILART, maisons et terres à Calais et Frestun, Marcq (ses enfants anciens et nouveaux convertis).

DANIEL et MATHIEU VITUS, deux maisons à Guisnes.

JEAN LEPLAT, terres à tourbe dans le marais Sainte-Blaise.

DANIEL et MATHIEU DE ROUBAY, maison et terres à Coulongne.

DAVID HANNOTTE et PIERRE LE SURE, maison et brasserie à Ballinghen et Guisnes et rente.

JEAN BRESME et ses enfans, maison dans la basseville de Calais.

ESTER DELRUE, maison à Ballinghen.

FRANÇOIS SIGARD, deux maisons à Calais.

GABRIEL LE ROUX, maison et terres à Andres.

HIEROSME VUATEL JACOB DE BUSSE et ISAACQ DE FRESNE, maison et terres à Vielleglize.

HELIAS DE GOMME, terres.

HUZIAU et DE LENGAGNE, près à Saint-Tricat.

HENDRICK DE HANNE, meubles.

JACOB DE HANNE, maison et terres à Calais et au petit Courgain.

JACOB DE LESCLUZE, maisons et terres à Calais, Hames et Marcq.

JEAN HAÿS, maisons et terres à Calais et Marcq.

JACQUES CASSEL, maisons et terres à Calais, Marcq, Coulongne, Vielleglize, Nouvelleglize et rentes.

ISAAC BARIZEAU, brasserie à Calais.

ISAAC DE HANNE, maisons et près à Calais.

JACOB REGNIER, maisons à Calais.

ISAAC HARLAY, inaisons et terres, basseville de Calais.

JEAN PEUDEPIECE, maison et terres, basseville de Calais.

JEAN DE LA CROIX, terres à Calais.

JEANNE BRESME et ses enfants, maison à Calais.

JEANNE DE BACRE, près à la basseville de Calais.

ISAAC MOREL et les HERS DE JUDICTH FLOQUE, maison et terres à Marcq.

JEAN et PIERRE BLEUZEL, maisons et terres à Marcq.

JEAN CATRY, maison et terres à Marcq.

JUDICTH PARQUET, terres à Marcq.

JEAN LE SAGE, marais à Marcq.

JACOB CRINCE, terres à Marcq.

JEAN AUDEGUEMPE, maisons et terres à Marcq, Nielles-lez-Ardres, Ardres, Zouaffre et Guisnes.

JONAS DU RIETZ, maison et terres à Marcq et Hames.

JACQUES VUATRELOT, maison et terres à Marcq.

JACOB SCONNARD, maison et terres à Marcq.

JACQUES MORILLON, maisons et terres à Marcq, Guisnes, Andres et Saint-Tricat.

JEAN, SUZANNE, ESTER et MARIE MORILLON, terres à Marcq.

ISAAC BONDUEL, terres à Marcq.

JACQUES COSTENOBLE, maison à Guisnes.

JEAN SIX, maisons et terres à Guisnes.

ISAAC VENIN, maison et terres à Guisnes.

ISAAC DELMARRE, maisons, marais et terres à Guisnes, Boucres et Campagne.

JEAN DE LESPINOY, maisons à Guisnes.

JACQUES LE ROY, maison à Guisnes.

JACOB ET ABRAHAM TALLE, maison et terres à Guemp.

JEAN BLANCART, moulin à Guemp, terres à Guisnes.

JEAN OUGNE, maison, marque des cuirs de Guisnes, et marais à Guisnes.

JEAN DE VILLIERS L'AINÉ, maisons à Guisnes Andres et Clerson.

JACQUES MICHEL, MARIE et MAGDELAINE MICHEL, maisons et terres à Guisnes et Guemp, Oye, Saint-Tricat, Frestin.

JEAN DU PONCHEL, maisons et terres à Guisnes, Andres, Ballinghen et Saint-Tricat.

JACOB SIX, maisons et terres à Guisnes, Andres, Ballinghen.

ISAAC DU MONT, terre à tourbe.

ISAAC VAN HOUTE, maison et terre à Guemp.

ISAAC MUCHERIE, maison et terre à Andres.

JACQUES PIFFREMAN, maison et terres à Andres.

JACQUES ROUGÉ, maison à Andres.

ISAAC LE COCQ, terres à Andres et Guemp.

JACOB VAN HOUTE, maisons et terres à Guemp et Ollequerque.

ISAAC et SUZANNE ROUGÉ, maisons et terres à Guemp et Ballinghen.

JACQUES et MARIE DE LENGAGNE, terres.

JACOB et MATHIEU DE ROUBAY, maison et terres à Coulongne

JACOB CAUCHETEUR, maison et terres.

JEANNE DE BACRE, prés.

JEAN DE LEAU, maisons et terres à Ballinghen.

JEAN LOUCHET, maison et terres à Ballinghen.

Oct.-Déc. 1916.

JUDICTH MALLET, terres à Ballinghen.

JACOB YANS, terres à Vielleglize.

ISAAC LE COQ et MARC QUENNEL, terres à Vielleglize.

JACQUES DELMARRE et PIERRE REMY, maison et terres à Offequerque.

ISAAC, JACOB et PIERRE MOREL, houblonnière, maisons et terres à Saint-Tricat.

JACQUE SENCQ, maison et terres à la Chaussée et Saint-Tricat.

JEAN DESTRIEZ, maisons et terres à Hames, Ardres et Bresme.

JOSSE et SANAZ DE BUS, terres à Vielleglize.

JEANNE ¹ AFFRENGUE ² VEUVE MINET, maisons et terres à Marcq.

JEANNE LATTEUX, VEFVE DE DANIEL AFFRENGUE et qui est décedé dans l'hérésie après avoir abjuré, maisons et terres à Ardres et Bresme.

JACQUES et NOEL SIX, terres à Hautingue.

JACOB DE LIGNY, maison et terres à la basseville de Calais.

JACQUE PLANTEFEBUE, maison à Ardres.

JACQUES DE LA GUEZE sieur du Montroncoy et Consors, terres à Oye.

LOUIS DELEBECQUE père, maisons et terres à Calais, Guemp, Marcq, Hervelinghen, etc.

LE CIMETIÈRE DES HUGUENOTS, au fauxbourg de Calais.

LES ENFFANS DE JEAN BRESME, maison et terres à Calais.

LES ENFFANS DE FRANÇOIS DE LA PLACE, maison à Calais.

LA VEUVE JACOB DE HANNE, maison à Calais.

LES HÉRITIERS DE PHILLIPES DU RIETZ, maison et terres, Calais et Nouvelleglise.

LA VEFVE SIGARD et SES ENFFANS, maison et terres à Calais.

LA VEFVE DE JACOB DE DOURS, maisons et terres à Guemp, Nouvelleglise et Vieilleglise.

LES ENFFANS DE DOMIZE, maisons et terres à Nouvelleglise.

1. M. W. Minet à qui nous avons communiqué le détail de cet article, nous apprend qu'elle s'appelait *Suzanne* et non *Jeanne*.

2. Lisez Hallfrenque.

LES ENFFANS DE JACQUES LALLIN, maisons et terres à Ballinghen, Oye et Marcq.

LA VEFVE DE JEAN DEFRESNE, maison et terres à Ballinghen.

LA VEFVE FRANC et ses enfans, terres et canardière à Offequerque « dont est resté des enfans qui en jouissent ».

LA VEFVE PAUL GATTOU, maison et houblonnière à Saint-Tricat.

LES ENFFANS D'ABRAHAM REGNIER, maison et terres à la Chaussée.

LES HÉRITIERS D'ABRAHAM CORNILLE, maison et terres à Oye.

LA VEFVE JEAN DE Vos et trois de ses enfans, terres à Vieilleglise.

LES ENFFANS DE JACQUES GOUDART et PIERRE DU GARDIN, maison à Guisnes.

LES HÉRITIERS MOREL, 24 mesures de terres à Oye.

LES DE LENGAGNE, maison et terres à Offequerque.

LA DAMOISELLE DALBOUY¹ et SUZANNE SIX, maisons et terres à Boucres et Hames.

MARTHE SIGARD, deux maisons à Calais.

MARIE HOYART, VEFVE DE JEAN TREMAULT, maisons et terres à la basseville de Calais, Saint-Tricat et Marcq.

MARIE PECQUEUX, deux mesures terres à Marcq.

MARGUERITTE DELMARRE, maisons et terres à Guisnes, la basseville de Calais et Ballinghen.

MARIE MAGNIER, SES NEPVEUX ET NIEPES, deux maisons à Andres.

MARC DE LAJEU, six mesures de terres à Andres.

MARCO QUESNEL et ESTER MUCHERY SA FEMME, terres.

MATHIEU MORILLON, maison et terres à Andres et à Marcq.

MATHIEU LE CLERCO, maison et terres à Ballinghen.

MARCO QUESNEL et ISAAC LE COCQ, seize mesures de terres à Vieilleglise.

MARIE DESGARDIN, VEFVE DE JEAN LE DAN, maison et terres à Saint-Tricat.

MARIE DE LA PLACE, marais à la Chaussée.

MARIE DE LACROIX, VEFVE DE MATHIEU SIX, maison et terres à Frestun et Nielles.

1. Veuve ou parente du pasteur poursuivi en 1673 ?

MARIE MORILLON et CONSORS, maison et terres à Ballinghen.

MOISE LE SECO, une maison à Guisnes.

MAGDELAINE DE LA GUAIZE, vefve de PAUL PASSE, une maison et brasserie à Guisnes.

MONSIEUR MONET DE JUILLY, une maison et 150 mesures de de terres à Boucres, '« n^a que damoiselle Heleine Monet nouvellement converty (*sic*) a deux cens cinquante livres de rente à prendre sur lad. maison et que le sieur Erard Mollien a fait saisir pour une somme de quatre mil livres ».

MARIE LOISEL, femme d'ANDRÉ LENOIR, maison et terres à Boucres et Vielleglise, etc.

MARIE et BENJAMIN CHARLAY, maison et terres à Gemp, meubles ; le 2 déc. 1688 vente de la moitié des grains, meubles, bestiaux, etc. de MARIE et BENJAMIN héritiers de Marie Talle leur mère alencontre d'Antoine Charlay leur père n. c. demeurant à Guemp, etc.

PIERRE PAS, maisons, brasserie, terres et 150 l. de rente à la basseville de Calais, Marcq et moulin à Guemp et meubles ; 17 février 1687, vente des meublès de son fils Paul.

PIERRE VUATRELOT, maison dans la basseville de Calais.

PIERRE DE LA CROIX, maison et terres dans la basseville de Calais.

PAUL PINTRE, maisons et terres dans la basseville de Calais.

PAUL LA GACHE, maisons et terres à Guisnes, Marcq, Ballinghen, Campagne et vente de ses effets.

PIERRE LE CLERCO, maisons et terres à Marcq.

PIERRE DU FLOS, maison et terres.

PIERRE GEUFROY et SUZANNE POIRET sa sœur, maison et terres à Marcq.

PIERRE CLINQUEMEURE, maisons, terres, moulin à huile à Marcq, Guisnes et Ballinghen.

PIERRE REMY, maisons et terres à Guisnes.

PIERRE LE SURE, maison et terres à Guisnes, Ballinghen, Frestun et Guemp.

PIERRE COTTIGNY, moitié d'une maison à Guisnes.

PIERRE OVIGNE, maison, grange et jardin à Guisnes.

PIERRE DE FRESNE, maison, grange et enclos à Guisnes.

PIERRE CRESPIN, marais à Guemp.

PIERRE PINCHON, maison et terres à Ballinghen.

PIERRE BOUCQUET, terres à Campagne.

PIERRE TRACHET, neuf livres de rente sur une maison à Frestun.

PIERRE LIENNARD, terres à tourbe à Hames.

PIERRE PEINTRE et JACQUES DEZOBRY, deux bateaux sur la rivière de la basseville de Calais.

PIERRE LE DUCQ LE JEUNE, maison et terres à Coulongne.

PIERRE TROUILLARD, ministre et SUZANNE REGNIER sa femme, une maison et six mesures et $1/2$ de terres dans la Basseville de Calais, 24 plus 14 mesures $1/2$ de terres à Oye, une maison et 45 mesures de terres à Offequerque, plus quarante livres de rente sur un moulin à Oye, noter que la moitié de la rente appartient à JACQUES DE PREZ aussy ministre évadé.

SUZANNE SIGARD, vefve dè JACOB LAMENS, maisons et terres à Calais et Coulongne.

SARRAZ SPRINGUE, maison et terres à Marcq et Coulongne, trente livres de rente à Coulongne et (avec ABRAHAM POIRÉ aussy) évadé) une canardièrre à Offequerque.

SUZANNE LE MAISTRE avec sa sœur MARIE N. C., maisons à Marcq et Guisnes.

SARRAS DE BACRE, vefve de Pierre Gaudefroy, maison à Marcq.

SUZANNE REAL, femme PEUDEPICRE et veuve ABRAHAM SIMON, maison et terres à Guemp.

SAMUEL DE LAJEU, terres sur Bresmes et Ballinghen.

SUZANNE SIX, trois mesures de terres à Saint-Tricat.

SUZANNE LE DENT, veuve de JACQUES TRUCHET, maison et terres à Saint-Tricat.

SAMUEL D'HOYE, mort dans l'hérésie après avoir abjuré, maisons et terres à Andres, Vielleglise, la Chaussée, avec brasserie, Peuplingue, plus vente de meubles et bestiaux.

SAMUEL LE SAGE, marais à Guemp.

SAMUEL DU RIETZ, maison et terres à Nielle-lez-Calais.

THOMAS LE SECO, maison et terres à Guisnes, Andres, sept livres de rente et vente, 3 mars 1686, des meubles.

Plus etat de grains verts et surpiéd vendus pendant les cinq premiers jours de juillet 1686, appartenant aux précéd. Sur lesquels biens cydessus il y a plusieurs creantiers qui demandent leurs deubs suivant les saisis et oppositions qu'ils ont fait faire et d'autres qui se disposent à en faire les ayant toujours remis jusqu'à présent, mesme il y en a de saisie réellement. Ensemble il est deub des arrérages de rentes frutières et quantité de réparations à faire, comme aussy plusieurs personnes prétendent que parties desd. biens leur appartient. D'ailleurs quantité de fermiers sont insolubles et d'autres qui en font remises journellement à cause de la misère du pays, ce que je certifie à Monseigneur l'Intendant véritable, sauf erreur et obmission. A Calais ce vingtiesme febvrier 1687.

LE VEUX.

Boulongne et pays de Boulonnois

Déclaration des biens contenus en l'estat reporté par M. d'Imbretun commis pour faire la recepte des biens délaissés par les Religionnaires et nouveaux convertis fugitifs de la Ville de Boulongne et païs Boulonnois.

LESIEUR DES BERGERIES et SA FEMME¹, ayant esté arrestés lorsqu'ils estoient en fuite pour sortir du royaume, ils ont esté condamnés

1. Le *Bulletin* a publié (II, 448) la lettre de l'évêque de Boulogne à M. Chauvelin au sujet du procès intenté au sieur des Bergeries, pris lorsqu'il voulait s'évader. Les originaux de ces documents se trouvent aujourd'hui dans le carton TT 455 n° XV. Il s'y trouve aussi la copie de la lettre adressée par M. des Bergeries à l'évêque de Boulogne, lettre caractéristique, car si l'auteur s'excuse d'avoir voulu quitter le royaume, il le fait en des termes si vagues qu'on ne saurait en tirer une véritable abjuration :

« Monseigneur,

« Nous ratifions par celle cy la parole que Monsieur Desmoulins et Monsieur Fruitier vous ont porté de notre part, que nous reconnoissons avoir péché contre Dieu et contre le roy par notre conduite. De quoy nous en sommes fort pénitens et en demandons pardon à Dieu et au roy, et vous supplions très humblement, Monseigneur, comme vous estes bon et généreux, d'avoir la bonté de procurer pour nous, auprès de sa majesté, notre grâce. ne doutans pas qu'estans appuié d'une personne de votre crédit, qui fera onnoistre notre repentence, que cela ne soit un grand prix pour obtenir de sa majesté notre pardon, vous promettant, monseigneur, que s'il plaist au roy de nous tirer hors de ses prisons, que nous ferons tous les actes de catholicité de manière que vous n'aures pas lieu de vous plaindre; nous sommes avec tous respects,

« Monseigneur,

« Votre très humble et très obéissant serviteur et servante

« DES BERGERIES, E. REGNART ».

A Boulogne le 13^e juillet 1686.

aux peines de l'ordonnance par sentence rendue à Boulogne le 6 juillet 1686, ils ont esté transférés à Paris et leurs biens ont esté saisis.

Il avait sur lui	143 l.
Meubles estimés	200 l.
Maison estimée par an	100 l.
Ferme à Hautemberg louée.	154 l. 10 s.
Maison et ferme de Combles à Rinquesen.	180 l.
Dû par le fermier	460 l.
Moitié d'une maison et terre de Baillon à Wirvingnes.	90 l.
Dû par le fermier	105 l. 10 s.
Et pour 1685.	90 l.
Six chambres dans la basseville de Boulogne	76 l.
Dû par une locataire	26 l.
Rentes foncières.	687 l.
Arrérages de rentes à lui dus	1 200 l.

LE SIEUR DE ROMAGNAC.

Vente de ses meubles.	599 l. 10 s. 6 d.
Produit de la récolte	90 l.
Maison et ferme à Beaufeuquen occupée par le curé.	565 l.
Ferme de la Loge à Baingtun	580 l. 12 s. 6 d.
Plus à Pâques prochaines.	200 l.
Dû par Jacques dit Croy de Wirvignes . . .	50 l.

NOEL BALIN.

Vente de ses meubles	182 l. 15 s. 6 d.
Maison et terres à Saint-Martin	430 l.
Il lui est dû.	28 l. 16 s. 6 d.
Plus arrérages	40 l.
Dettes (1684 et 1685).	7 l. 16 s.
Arrérages	15 l. 12 s.
Et par autres	15 l. 15 s.
Et d'autres encore.	188 l. 10 s.

LA DEMOISELLE REGNARD, de Bertinghen, maison et ferme à Saint-Martin. 375 l.

MADELAINE LA GUISE, maison et terre à Fromensen. 60 l.

JEAN LOUCHOT, maison et terres à Hautemberg. 50 l.

MARTHE LAGACHE, vente des meubles, etc. 80 l.

Maison et terres à Dalinghem	50 l.
Vente de la récolte.	69 l.

Le sieur GUINZELIN DES BARREAUX.

Vente des meubles	7 l.
Vente de la récolte.	18 l.
Grange et terres.	120 l.
Maison appelée Zuingle, à Resty, à ISAAC DE GUEZELIN.	
Dû à des Barreaux	60 l.

LE SIEUR DE QUESTREBRONNE.

Vente de ses meubles	118 l. 19 s.
Maison et ferme à Resty sur laquelle on doit	300 l.
Autres dettes qui lui sont dûes	86 l.

LA DAME DE MONTREQUOY, maison à Étapes.

LES DEMOISELLES DE MONVAL, les d. demoiselles s'estant retirées du royaume depuis peu, l'on a recherché quels biens leur peuvent appartenir et l'on a appris que leur légitime montant à sept à huit mil livres leur est due par le sieur de Monval leur frère pour les intérêts de laquelle il leur a cédé la jouissance de quelques héritages scituez en la dite paroisse de Francq dont la saisie sera faite lorsqu'ils auront esté indiqués (1687).

LE TESTAMENT DE JEAN ANTOINE DE PILOTI

6 MARS 1695

La *France protestante*, t. viii, p. 242, renferme un article sur une famille *Piloty* descendant d'un capitaine huguenot *Jean Piloty* qui paraît pour la première fois dans les guerres de religion en 1578. Devenu en 1624 coseigneur de Lézan, il avait eu, de son mariage, contracté en 1596, avec *Félice de Bossugues, Robert*, coseigneur de Lézan, qui épousa, en 1634, *Françoise d'Avesens-de-Saint-Rome*, dont il eut *Jean Antoine*, coseigneur

de Lézan, marié en 1657 à *Françoise Guyot* et condamné aux galères en 1686, *Louis*, sieur de Villeneuve et *Pierre*, sieur de la Crouzette. A la Révocation un *Charles de Piloty*, peut-être fils de Jean Antoine, se réfugia à La Haye où il habitait en 1687.

Notre collaborateur, M. Joseph Roman, a découvert, dans les archives des Hautes-Alpes, le testament de Jean Antoine de Piloti, daté du 26 mars 1695, qui nous permet de rectifier et de compléter, avec l'aide des notes de feu Fonbrune-Berbinau, transmises par M. Ch. Bost, l'article des frères Haag. Commençons par la rectification. La femme de Jean Antoine de Piloti s'appelait *Françoise de Guizot* et non Guyot qui est évidemment une mauvaise lecture, et appartenait peut-être à la famille cévenole du célèbre homme d'État.

Jean Antoine, seigneur de Lézan, « natif et habitant son château de Lézan », dit être âgé de quarante-huit ans, le 23 avril 1686. Le 7 mai de la même année, il est condamné à Nîmes, par Bâville, aux galères perpétuelles pour avoir assisté à une assemblée tenue sur le terroir de Las Valz près Lézan et présidée par le prédicant *Mar-réjols* (Arch. Hérault C 164 et 163, cf. Ch. Bost, *Prédicants*, I 66 et 126). Il fut conduit aux galères, lié avec *Noël Faucher*, ancien chantre et régent, père d'un prédicant et lui-même prédicant d'occasion, condamné le 14 juin (*Bull.* xxx, 501, cf. *Prédicants*, I, 137, 141).

Aux Archives de la Marine (B⁶ 18, p. 184) M. Fonbrune-Berbinau avait trouvé cette lettre de Seignelay à Bâville, qui fut sans doute provoquée par une supplique du seigneur de Lézan :

Versailles, 5 août 1686.

Le Roy désire savoir si le nommé Piloty, de Lézan, que vous avez condamné aux galères avec le Présidial de Nîmes, avait fait abjuration avant d'avoir été arrêté¹ et Sa Majesté m'ordonne de vous expliquer en général que son intention est que tout Religieux qui est arrêté pour quelque contravention aux Édits et

1. Piloty était à l'église catholique de Lézan en mars 1686 (*Prédicants*, I, 66).

Ordonnances rendus par le fait de la Religion, soit mis en liberté en se convertissant; mais à l'égard des nouveaux convertis qui tomberont dans ces contraventions, elle veut qu'ils soient punis suivant la rigueur des ordonnances.

Les mêmes archives de la Marine (*Ibid.*, n° 190), signalent un ordre du roi pour mettre en liberté le nommé Piloty, de Lézan, du 19 août 1686. Le condamné aux galères s'était donc hâté de renouveler son abjuration, ce qui explique la teneur du testament qu'on va lire.

On a vu que les frères Haag ne connaissent qu'un fils de Jean Antoine, réfugié à La Haye, qui s'appelait *Charles*. Le testament nous en fait connaître quatre autres, *Henry*, sieur de Villeneuve, titre qu'il tenait sans doute de son oncle Louis, *Marc Antoine* et *François* qui avaient aussi quitté le royaume et auxquels le testateur lègue, ainsi qu'à Charles, quinze cents livres, s'ils reviennent en France, et seulement trois cents, s'ils n'y reviennent pas. L'aîné des cinq fils, *Pierre*, que le testament appelle « capitaine au régiment de Berri, commandant ledit bataillon » est nommé « héritier universel et général ». Or, le *Bulletin* mentionne (V, 376) un « Pierre de Piloty sieur de Lézan, natif du lieu de Lézan en Sévenne, de la province de Languedoc, ci-devant capitaine au régiment de Turenne, incorporé au régiment de Berry, en garnison à Brisac, en Alsace; il est parti de Paris, le 9 de juin »... Ce Pierre pourrait être un des deux frères de Jean Antoine, donc l'oncle du légataire universel du testament. Mieux encore, c'est sans doute ce dernier lui-même qui, pour ne pas perdre l'héritage paternel, sera rentré dans le royaume.

Le testament mentionne encore deux filles, Rose et Catherine qui, probablement restèrent en France et devinrent catholiques. La mère des six enfants, *Françoise de Guizot*, était morte en 1695 ainsi qu'il résulte d'une phrase du testament, mais sans qu'on puisse préciser la date de ce décès.

Testament de noble Jean-Antoine de Piloti, seigneur de Lézan, diocèse de Nismes en Languedoc.

L'an mil six cents nonante cinq et le vingt sixiesme jour de mars après-midi, par devant le notaire royal de Gap soussigné, établi en persone noble Jean-Antoine de Piloti, seigneur de Lézan, diocèse de Nismes, province de Languedoc, lequel, ferme dans ses sens, mémoire et entendement, se trouvant en parfaite santé, a disposé des biens qu'il a pleu à Dieu lui donner, par le présent testament nuncupatif, comme s'ensuit.

A recommandé son âme à Dieu son créateur, le priant lui faire pardon de ses fautes et péchés et recevoir son âme séparée de son corps au nombre des bienheureux. A élu sa sépulture au sémetière de la paroisse où il dexcédera, et pour les frais de son enterrement et pour faire prier Dieu pour son âme, s'est rettenu la somme de quarante livres qu'il charge un héritier bas nommé de faire distribuer, soit pour lesdits frais ou aumone des pauvres, dans l'expérance qu'il s'en acquittera.

Et venant aux légats et disposition de ses dits biens, a donné pour légat et institution particulière à Henry de Piloti, sieur de Villeneuve, son fils légitime et naturel et de dame François de Guizot, son épouse deffuncte, la somme de quinze cents livres au cas qu'il revienne dans le royaume dont il est sorti pour fait de religion, et ne revenant pas, ne lui lègue que la somme de trois cents livres. A donné et légué même somme de quinze cents livres à Marc-Antoine de Piloti, lieutenant au second bataillon d'infanterie de Berri, aussi son fils légitime et naturel et de ladite dame de Guizot. Et à François et Charles de Piloti ses autres enfans légitimes et de ladite dame, même somme de quinze cents livres au chacun, au cas qu'ils soyent encore en vye et qu'ils reviennent dans le royaume dont ils sont aussi sortis pour fait de religion, leur faisant ledit légat par institution particulière. Et à Roze et Catherine de Piloti¹, ses filles légitimes et naturelles et de ladite dame de Guizot, donne et lègue aussi par même institution particulière à la chécune d'elles la somme de deux mil livres. Lesquels légats faits à ses dits enfans et filles seront payés aux mâles, lorsqu'ils auront vingt cinq ans, et aux filles à même aage ou lorsqu'elles se colloqueront en mariage, estant lesdits légats faits au checun de sesdits enfans et filles par droit de légat et institution particulière, pour tous droits de légitime, supplémant et autres qu'ils pourroint avoir, demander et prétandre sur les biens en héritage du chef dudit testateur leur père, ou successions desdits François et Charles de Piloti, leurs frères, au cas qu'ils soyent

1. On verra plus loin que Catherine était à Genève en 1700, le 25 avril.

morts, procédant du chef de ladite dame de Guizot, leur mère, à raison du légat qu'elle leur avoit fait par son dernier testament, sans quoy ledit testateur ne leur auroit fait un sy gros légat, lequel leur est fait à chacun par droit d'iceluy et institution particullière.

Et au surplus de ses biens meubles, immeubles, droits, noms et actions, présants et advenir dont il n'a cy dessus disposé, a fait, créé et nommé et surnommé de sa propre bouche un héritier universel et général Pierre de Piloti, son fils ayné, légitime et naturel et de ladite dame de Guizot, cappitaine audit régiment de Berri, commandant ledit bataillon, en payant les debtes et légats.

Cassant et annullant par le présent [touts autres testaments, codicilles et donations à cause de mort qu'il pourrait avoir cy devant fait; veut que le présent vallie par droit dudit testament, codicille et donation à cause de mort et par toute autre disposition de dernière vollonté que mieux pourra valoir de droit, ayant prié et requis les officiers témoins cy présants qui ont certiffié que ledit noble Jean Antoine de Piloti, testateur, est le même cy dessus qualliffié, pour le connoitre, entre mémoratifs de ce sien présent testament, et moi notaire en faire acte, que j'ai fait et récité à Gap, étude de moi notaire, aux présances de noble Armand de Paloque, escuyer, seigneur de Cauvetat, cappitaine au régimant de Berri, noble François de Paloque, son frère, officier dans le même régimant, sieur Pierre Foulque, à feu Laurans dudit Gap, Arnoux Thomé de ladite ville, Joseph Chevallier, à feu Arnoux, aussi dudit Gap, sieur Joseph Vallon, fils de maitre Benoit, aussi dudit Gap, et sieur Jacques Pascal, de Glaise de Veyne, tesmoins requis et signés avec ledit sieur notaire.

LÉZAN, LA SALUETAT DE LAIR, PALOQUE, FOULQUE,
VALLON, CHEVALLIER, THOMÉ, PASCAL :
Et moi notaire : THOMÉ.

(Arch. des Hautes-Alpes 'E 3665, page 63 verso).

M. l'abbé Rouquette, *Études sur la révocation de l'édit de Nantes du Languedoc*, III, *Les fugitifs*, indique, p. 185, à l'article *Lézan*, Listes C 313 (1688-1697) : Noble Jean Antoine de Pilotis, seigneur de Lézan et ses fils : François, Charles, Henri et Rose. Si cette indication est exacte, elle oublie de mentionner, parmi les fugitifs de cette famille, Marc Antoine. Par contre, elle y comprend *Rose* qui, aux termes du testament, devrait, sans doute, être considérée comme restée ou rentrée en France.

N. W.

UNE DÉNONCIATION CONTRE MARC GUITTON
CHAPELAIN DE L'AMBASSADE DE HOLLANDE
(1725)

On a souvent rappelé que c'est grâce à l'ambassade de Hollande que, sous le régime de la Révocation, les protestants de Paris et en général du nord de la France — en prenant comme limite le cours de la Loire — ne furent pas absolument privés d'un culte protestant officiel. En principe, le chapelain de cette ambassade ne devait célébrer ce culte que pour ses nationaux. Mais, en fait, il eut bientôt lieu en français et les protestants ou plutôt les nouveaux convertis, c'est-à-dire qui passaient pour catholiques afin de pouvoir rester en France, commencèrent à le fréquenter. Grâce à la tolérance relative qui, après la mort de Louis XIV, coïncida avec l'avènement du Régent, souverain sceptique, tout à ses plaisirs, mais fils d'une protestante restée telle à la cour du grand roi, l'affluence à ce culte augmenta dans d'énormes proportions. Le chapelain Marc Guitton¹ écrivait en 1720 : « On y voit aller tous les dimanches des gens qui n'avaient jamais osé y venir. On souhaiterait fort qu'on n'y vint point en aussi grande foule, et c'est pour cela qu'on a établi deux actions le dimanche, l'une qui se fait à 7 heures, l'autre à 11 heures du matin, afin de partager le peuple et d'empêcher l'éclat... » (*Bull.* III, 599.) C'est sans doute en partie à cause de cette recrudescence de zèle religieux des huguenots, qui ne se manifesta pas seulement à l'ambassade de Hollande, mais dans toute la France, que fut lancée la célèbre *Déclaration de 1724* qui renouvela et aggrava même les prescriptions draco-

1. C'est ainsi qu'il signe son nom et qu'il faut le rectifier dans l'article de la *France protestante* consacré à la famille Guiton.

niennes de l'édit de Révocation. Le chapelain de l'ambassade de Hollande critiqua avec beaucoup de pénétration et de vigueur ce retour offensif de la réaction cléricale, dans un volume intitulé : *Lettres à un protestant français touchant la Déclaration du Roi concernant la Religion, donnée à Versailles le 14 mai 1724* (2 vol. ou plutôt deux parties en un vol. A Londres chez Thomas l'Étonné 1725). Ces onze lettres qui, avec une grande liberté de langage, faisaient ressortir le caractère odieux de cette Déclaration et concluaient nettement à la « nécessité de la fuite en temps de persécution », furent très remarquées puisqu'on en connaît deux éditions datées de la même année. C'est ce qui explique la dénonciation qui fut adressée à la Police de Paris et que nous reproduisons ci-après d'après le Dossier Guitton des papiers de la Bastille (Bibl. de l'Arsenal, msc. de la Bastille, carton n° 10-884). On voit, par la date de l'ordre de police qui suivit cette dénonciation, que c'est au début de l'année 1725 que parut le volume de Guitton, et qu'il en distribua des exemplaires à ses ouailles :

Monsieur,

J'ay cru qu'il était de mon devoir de vous informer secrètement des contreventions qui se commettent au préjudice des ordonnances du Roy par un grand nombre de sujets de Sa Majesté à l'instigation et par les sourdes pratiques du nommé Guitton, chapelain de l'Ambassadeur de Hollande.

Sans doute que le livre qu'il a fait et distribué dans Paris ayant pour titre *Lettre Pastorale d'un Théologien Hollandois* (blanc) *Protestants de France* n'est pas parvenu [à votre] connoissance.

L'esprit de sédition dont il est rempli peut produire des dispositions contraires à la soumission due à Sa Majesté par de fidèles sujets et ne peut tendre qu'à troubler la tranquillité des familles; ce livre a été répandu avec beaucoup de soin et de secret pour entretenir dans l'hérésie un grand nombre de familles de Paris et de Province. Le zèle indiscret et insensé du chapelain a produit tant d'irrégularité dans sa conduite que plusieurs pères de famille ont été et sont inquiétés par luy pour avoir porté leurs enfants au Baptême dans notre sainte Église; un consistoire par luy érigé pour intimider les âmes timorées a excommunié pour ce sujet

entrautres, le nommé *Geoffroy* marchand jouaillier demeurant rue de Harlay; enfin non content d'exercer une juridiction sur un peuple qu'il séduit et qu'il entretient dans (blanc) d'erreur il étend sa sédition jus [que] dans les Provinces, ce qui fait que d'Orléans, Larrochelle, Montauban et autres lieux, divers sujets de sa Majesté se rendent secrètement à Paris pour y faire leurs paques; et affin de confirmer d'autant mieux ses prétendus paroissiens dans l'espérance de pouvoir un jour rétablir leur culte, le chapelain distribue une médaille de plomb sur laquelle est frappé un arbrisseau renversé par une pièce de bois avec cette devise autour qui sert comme de *mot de guet* pour entrer à l'hôtel de Hollande les jours de *communion*, *suppressa resurgo*.

Un esprit aussy brouillon que celui du nommé *Guillon* rend inutiles tous les soins que se donnent des ecclésiastiques zélés pour ramener les brebis égarées conformément aux [déclarations] de Sa Majesté; vous en serez (blanc), Monsieur, par l'affluence des personnes qui doivent se rendre demain audit Hotel avec leurs medailles qu'ils appellent *Mero*¹.

Ce dont jay l'honneur de vous informer consiste en faits dont vous devriez être instruit : Si vous y donnez l'attention que le sujet mérite je vous fournirai dans la suite les éclaircissements nécessaires pour assurer l'exécution des ordres du Roy, la tranquillité de Letat et des familles et l'avancement de la Religion.

Cette dénonciation fut aussitôt suivie d'effet, puisqu'elle est accompagnée de l'ordre suivant :

M. Rossignol,

Je vous prie d'envoyer demain à l'Hotel de Hollande, mais que l'on arrete que les françois et non les estrangers.

Ce 31 mars 1725.

La suite de cette dénonciation, — anonyme comme il convient — se trouve dans un autre dossier des archives de la Bastille qui ont été classées par ordre alphabétique des personnes poursuivies, ce qui ne permet de connaître les suites d'une affaire que lorsqu'on connaît les personnes qui y furent impliquées. Dans le dossier n° 10903

1. Lisez Mereau. Cette dénonciation nous rend le service de nous apprendre qu'on se servait à la chapelle de l'Ambassade d'un mereau qui n'a pas encore été retrouvé et qui portait « un arbrisseau renversé par une pièce de bois, avec la légende significative : *Suppressa resurgo* ». Bien que supprimée, je (l'Église) ressuscite.

nous trouvons le procès-verbal qui suit et se rapporte directement, comme on le verra, à l'ordre donné, le 31 mars 1725, d'arrêter les protestants français sortant du culte de l'ambassade de Hollande :

Du 1^{er} avril 1725.

MARIE-GABRIELLE TAILLEFERT, veuve de Jean Deleau, gouvernante des enfans du sieur Crosne, banquier, natife de Sedan.

MARIE ANNE MICHELLET, fille, servante dudit sieur Crosne, native de Mexin (*sic*, pour Saint-Maixent?) en Poitou.

LUCRESSE GANEBAIN ¹, femme de Jean François Terain, se disant native de Renaud (*sic*, pour Renens?) en Suisse.

Et JOZIAS JOUIN, ébéniste, se disant natif de Fait (*sic*) en Suisse, ont esté arrêtés et conduits es prisons du grand Châtelet pour avoir esté au prêche chez M. l'ambassadeur de Hollande, dans les guichets desquelles prisons lad. veuve Terain et led. Jouin ayant justifié qu'ils étoient effectivement natifs de Suisse, ils ont esté mis en liberté et, à l'égard desd. veuve Deleau et Michellet, elles ont esté écrouées de l'ordre du Roy ².

Il n'y a jamais eu tant de protestans françois à ce prêche qu'il y en avoit aujourd'hui. Mais il n'a pas été cependant possible d'en arrêter davantage, le Suisse de cet ambassadeur ayant posté et envoyé lui-même en différents endroits du quartier nombre de personnes à luy affidées parmy lesquelles étoient les nommés des Ebats et son neveu natifs de Paris demeurant dans le faubourg Saint-Antoine, lesquels servent les dimanches les protestans qui assistent aux exercices qui se font dans cet hôtel, à l'effet d'observer les mouches et les archers travestys par vous proposez pour suivre les protestans qui avoient assisté à ce prêche; et voyant que ces mouches et archers postez ne se retiroient pas, il est venu les insulter et menacer de les tuer et s'est dans le moment mis en devoir de lever la canne pour en frapper quelques-uns d'eux, disant qu'il vouloit qu'ils s'en allassent ou qu'il en tûroit quelqu'un, ce qu'il auroit effectivement fait s'il n'en eût esté par nous empêché, en ayant poursuivy plusieurs jusque dans des maisons fort éloignées de l'Hotel, où il s'estoient refugiez et même jusqu'au bout de la rue du Colombier du costé de la rue de Seine, en les menaçant toujours en nostre présence, disant qu'il se f... des ordres dont nous estions porteurs, qu'il étoit amy de Monsieur Dombrevail ³, qu'il se mocquoit de ce qu'il en pouroit arri-

1. Lisez Gagnebin.

2. En marge de ces deux noms se trouve cette note : « J'ay signé un ordre de liberté ce 6 avril 1725. »

3. Dombrevail, lieutenant de police.

ver et qu'on n'arresteroit plus jamais aucun des protestans qui iroient dans l'hôtel et que sy nous voulions aller avec luy dans sa loge et dans la salle, il nous en montreroit plus de cent bons qui l'attendoit pour qu'il les fit sortir.

Nous croyons que pour faire cesser le scandale que font ces protestans introduits et soutenus publiquement par ce suisse et par les personnes à luy affidées, il seroit à propos de faire arrêter et conduire par ordre du Roy à la Bastille quelqu'un de ces particuliers et particulièrement ledit Des Ebats et son neveu et de les faire interroger, personne ne pouvant mieux connaître et nommer les protestans françois qui vont ordinairement à ce prêche et restent même dans l'hôtel jusqu'au soir, dans la crainte d'estre arrestés qu'eux ; de faire deffense à ce suisse d'envoyer quoy que ce soit pour observer nos mouches et de luy deffendre pareillement de sortir de sa porte sans quoy il seroit inutile de retourner aux environs de ce prêche à l'effet d'y arrêter quelques uns des protestans qui en pourroient sortir, à moins qu'on ne voulût s'exposer à livrer un combat contre ce suisse qui devient plus insolent que jamais.

TAPIN MALVIZZI ?

Ainsi les policiers, mobilisés pour surveiller et arrêter des compatriotes qui préféraient entendre un prêche dans leur langue que d'assister à un office chanté en latin, avaient réussi à arrêter tout juste quatre suspects dont deux personnes au service d'un banquier que l'on n'osa pas molester et qu'il fallut relâcher ensuite, et deux autres qui étaient de nationalité étrangère et qu'il fallut aussitôt remettre en liberté. Les agents attribuent ce résultat négatif et plutôt humiliant, à l'activité du « suisse » c'est-à-dire du sacristain de la chapelle de l'ambassade qu'ils appellent Des Ebats et qu'ils accusent de terroriser les « mouches » et les archers déguisés chargés de l'opération qui échoua si piteusement.

C'est finalement sur ce sacristain — qui était vraiment Suisse d'origine — que s'abattit la mauvaise humeur des policiers déçus.

Vincent Zeba, compagnon ébéniste, de la R. P. R. et son fils *Charles*, accusés, non seulement de fréquenter le prêche de l'ambassadeur, mais encore de distribuer des livres protestants très « pernicioeux » (*sic*) sont écroués à

la Bastille le 22 avril 1725 conformément à un ordre du 13. Le 2 mai suivant la femme et la fille sont également arrêtées et conduits aux Nouvelles Catholiques. Interrogées, on apprend que la mère née Charlotte Paget et la fille sont catholiques mais ne s'occupent pas de ce que fait Zeba. Dès le 13 juin la supérieure des Nouvelles Catholiques qui signe F. Heat demande à être débarrassée de ces pensionnaires, la mère étant sur le point d'accoucher et la fille « imbécile ». Elles rentrent chez elles le même jour. Quant à Vincent Zeba, on découvre par son acte de baptême, du 22 mars 1675, à Charenton que son père, Corneille, était Suisse, de la compagnie de M. d'Erlach. On est donc obligé de le relâcher lui aussi et il sort de la Bastille le 10 décembre 1725. En revanche on s'acharne sur le fils *Charles Vincent* ; on le sort de la Bastille le 24 juin pour le conduire aux Nouveaux Catholiques. Le 17 août le supérieur M. de Lepy demande d'en être déchargé parce qu'il ne profite pas des instructions et risque de corrompre les autres pensionnaires. On le renvoie le 26 août chez sa mère, mais trois mois après on l'arrête de nouveau et on le transfère à Bicêtre. Cette fois c'est pour arriver à le convertir. Le chapelain de l'ambassade de Hollande, Marc Guitton, intervient en sa faveur par cette lettre :

Monseigneur,

Quoique mon ministère ne regarde directement que les Hollandais sujets de mes Maîtres, je profite cependant de la permission que vous avez eu la bonté de m'accorder, de vous donner des éclaircissemens au sujet de la détention de *Charles Vincent Zeba* renfermé dans les prisons de Bisêtre.

Uni avec lui par les liens d'une même religion, je dois remplir à son égard le devoir général de la charité, qui oblige tout chrétien d'intercéder en faveur d'un innocent, que l'on retient dans une rude prison, sans que l'on puisse le taxer d'aucun crime.

C'est d'ailleurs un jeune homme qui m'appartient en quelque façon, puisqu'il a été pendant plusieurs années à mes gages, aussi bien que son père, et qu'il le serait encore, si par une violence inouïe jusques alors, Monsieur Domberval¹ ne les avoit fait

1. Lisez Dombrevail.

mettre l'un et l'autre à la Bastille. Je me flatte, Monseigneur, qu'en considération de ces motifs, vous approuverez la démarche que je fai, et que vous voudrez bien procurer l'élargissement du prisonnier que je prend la liberté de vous demander.

Une simple exposition du fait suffit pour établir la justice de ce que j'ai l'honneur de vous demander. Charles Vincent Zeba fut arrêté et conduit à la Bastille le 22 avril 1725¹. Il y est resté jusques au 24 juin qu'on l'a transféré aux Nouveaux Convertis.

Mais comme cette injuste détention ne provenait que d'une animosité personnelle de Monsieur Domberval, ce Magistrat n'eut pas été plutôt démis de sa charge de Lieutenant général de la Police, qu'on envoya Charles Vincent Zeba chez sa mère.

Trois mois après il a été arrêté de nouveau et renfermé dans les prisons de Bisêtre, sans avoir rien fait qui mérite ce châtiement.

Sa conduite a été sage et régulière, travaillant sur les ports pour aider à sustenter sa famille, comme il paroît par le témoignage des voisins, tous anciens catholiques, qui ont signé la requête ci annexe que le père avoit intention de vous présenter.

Sa détention ne peut donc point être la suite de quelque dérèglement dans sa conduite. La religion ne scaurait aussi l'autoriser. Il est vrai qu'il a fait profession de la religion protestante, aussi bien que ses pères. Mais c'est un privilège qui lui appartient en qualité de Suisse. Son grand père Corneille Zeba étoit de cette nation, et servait en cette qualité dans la compagnie de Monsieur Derlaque aux gardes suisses, comme il paraît par l'extrait mortuaire ci-joint.

Son père, Vincent Zeba, ne s'étant point fait naturaliser françois a conservé sa qualité de suisse et l'a transmise à son fils Charles Vincent, qui doit par conséquent jouir de la liberté de religion accordée aux Suisses par les traittés, et à tous les étrangers en général, par l'Arrêt du Conseil du 11 janvier 1686, qui ordonne expressément de *favoriser ces étrangers en toute ren-* contre sans permettre qu'il leur soit fait ou donné aucun trouble ni empêchement.

Je suis bien persuadé, Monseigneur, qu'après ce que j'ai l'honneur de vous représenter, vous conviendrez de la justice qu'il y a de rendre la liberté au dit Charles Vincent Zeba. Je me flatte même que vous aurez assez de bonté pour hâter sa délivrance. C'est une œuvre digne de votre équité, et de votre charité, puisque vous procurerez par là un soulagement considérable à une famille qui périt dans la misère. La mère est infirme et presque toujours malade. Le père est âgé, outre qu'il a été entièrement égaré pendant qu'il étoit à la Bastille et que son esprit est encore

1. Donc à la suite de l'ordre du 31 mars.

fort affoibli. La fille est imbecille, de sorte qu'il n'y a que le jeune homme qui est prisonnier, qui puisse leur gagner du pain.

J'ai l'honneur d'être avec un profond respect,

Monseigneur,

Votre très humble, et très obeissant serviteur,

MARC GUITTON

Paris, ce 6 février 1726.

Le 24 avril 1726, sans doute en réponse à cette requête si claire et si ferme, une note du dossier demande des nouvelles de ce malheureux pensionnaire. On répond, le 28 avril, qu'il se prépare à sa première communion. Pour la lui faire faire on le ramène aux Nouveaux Catholiques le 4 septembre. Le supérieur de la maison reconnaît le 31 décembre 1726, qu'il est toujours dans un « triste état ». Il avait dix-neuf ans et on comprenait si bien que les procédés employés pour le convertir avaient dû lui laisser une impression peu favorable qu'au lieu de le renvoyer chez son père on propose de le mettre chez un maître menuisier catholique. D'après une dernière note du dossier il ne semble être finalement sorti des Nouveaux Catholiques que le 27 janvier 1727.

N. WEISS.

RELEVÉ DES NOMS DES PROSÉLYTES ET RÉFUGIÉS

Figurant aux Registres du Consistoire de Genève
à partir de 1660 (1).

1700, 4 janvier.	Marc BASTIDE, de Cardet pr. d'Anduze (Gard).	REP.
1700, 4 janvier.	Jean CAVALIER, de Cardet, pr. d'Anduze.	REP.
1700, 4 janvier.	Jean POITEVIN, de Cardet pr. d'Anduze.	REP.
1700, 4 janvier.	Isaac RELIAC, de Lédignan (Gard).	REP.
1700, 4 janvier.	Noël TERON, de Sommières (Gard).	REP.
1700, 4 janvier.	Anthoine SOMMIER, de L'Ezan (Lézan, Gard).	REP.
1700, 4 janvier.	Paul MAZAC, du Vivarais.	REP.
1700, 4 janvier.	Marguerite RIOUX, fem. de P. Mazal, du Vivarais.	REP.
1700, 10 janvier.	Anthoinette VALOT, d'Yvoire, Savoie (Haute-Savoie).	Abj.
1700, 1 ^{er} février.	Pierre BORT, de Saint-Maurice, pr. d'Uzès (Gard, ar ^t d'Alais).	REP.
1700, 1 ^{er} février.	Marguerite SAUTI, d'Amiens, fem. de P. Bort.	Abj.
1700, 29 février.	Marie BORNET, de St-Vincent (de-Barres), en Vivarais.	REP.
1700, 7 mars.	Claudine GAILLARD, de St-Cergues, en Savoye (Haute-Savoie).	Abj.
1700, 7 mars.	Antoine MERMONDE, de Mornex, Savoie (Haute-Savoie).	Abj.
1700, 14 mars.	Jean RAUZE, de Montauban.	REP.
1700, 14 mars.	Jean PASQUET, de Sézanat, Bas-Limousin (Segonsac, Corrèze, ar. Brive).	Abj.
1700, 21 mars.	Simon BARRESIMIS, de la Chine.	Abj.
1700, 21 mars.	Charlotte GAUD, de Peron, pays de Gex (Ain).	REP.
1700, 21 mars.	Mathias DARIE, de Dôle (Jura).	Abj.
1700, 21 mars.	François MONNIER, de Sancerre (Cher).	REP.

(1) Voy. plus haut, p. 149-164.

1700, 21 mars.	Estienne GALARI, de Montauban.	REP.
1700, 21 mars.	Isaac CLOUP, de Montauban.	REP.
1700, 21 mars.	Élie PALERET (Palairét), de Montauban.	REP.
1700, 21 mars.	Arnaud MARTI, de Montauban.	REP.
1700, 28 mars.	Fortunato MASCARO, de Catasara (en Calabre).	Abj.
1700, 28 mars.	André TERSON, de Puy-Laurens.	REP.
1700, 28 mars.	André DUVERGER, de Thouars, en Poitou (Deux-Sèvres).	REP.
1700, 28 mars.	David DE LA COUR, de Mayrues, en Cévennes (Meyrueis, Lozère).	REP.
1700, 28 mars.	Jacques CHAMBAUD, de Queillard-en-Boutières (Le Cheylard, Ardèche).	REP.
1700, 28 mars.	Marthe CŒUR, fem. de J. Chambaud, de Queilliard-en-Boutières (<i>ibid.</i>).	REP.
1700, 28 mars.	Judith GONIN, de Montélimar.	REP.
1700, 4 avril.	Guillaume SOLOMIAC, de St-Antonin (Tarn-et-Garonne).	REP.
1700, 4 avril.	Pierre BLACHERE, de St-Gilles (-du-Gard), près Nismes.	REP.
1700, 4 avril.	Jean VALAT, d'Anduze.	REP.
1700, 4 avril.	Gilbert RENAUDON, de St-Fortunat, en Vivarais (Ardèche).	REP.
1700, 11 avril.	Pierre DESGUILLIEN, de Montauban.	REP.
1700, 11 avril.	Pierre MATTA, de pr. de Toulouse.	REP.
1700, 11 avril.	Alexandre BERGER, de Clarenzac, pr. Nismes (Gard).	REP.
1700, 11 avril.	André SALTET, d'Anduze.	REP.
1700, 18 avril.	Philippe RICHON, de Valavran (C ^{ton} de Genève).	REP.
1700, 18 avril.	Pernette CHAPPUIS, de Genève, fem. de Ph. Richon.	REP.
1700, 18 avril.	Louis JARTON, de Bridtexte, dioc. de Castres (Briatexte).	REP.
1700, 18 avril.	Mathieu PASTURAS, de St-Grégoire, dioc. de Béziers (Tarn?).	REP.
1700, 18 avril.	Pierre CAUSE, de St-Grégoire, dioc. de Béziers.	REP.
1700, 18 avril.	Jean DECROSSE, de Ceyras, dioc. de Lodève (Hérault).	REP.
1700, 25 avril.	Jean de CABRIAC, de St-Michel-de-Daize, Cévennes (Lozère).	REP.
1700, 25 avril.	Mathieu DERIZON, de Berrac, pr. Leytourre, en Gascogne (Gers).	REP.
1700, 25 avril.	Anne de LASCO, de pr. de Lézan, en Cévennes (Gard).	REP.

1700, 25 avril.	Catherine DE PILOTI, de pr. de Lézan, en Cévennes ¹ .	REP.
1700, 25 avril.	Guillaume ESPINASSE, de Millau, en Rouergue (Aveyron).	REP.
1700, 25 avril.	Jean DUJEUS, de Gléraz, en Vivarais, (Gluiras, Ardèche).	REP.
1700, 25 avril.	Dem. Dorothee BERNARDI, de Gennes, ven. de Londres, vve de sr. Jacob Bernard, de Genève.	Abj.
1700, 2 may.	Dem. Claire de VIEUSSE, fem. de Jérémie Justamand, de Nismes.	REP.
1700, 2 may.	Lucrèce REBOUILLE, d'Aste (Asté, Hautes-Pyrénées).	REP.
1700, 2 may.	Isabeau RAMADIENNE, de Villemagne, (Hérault).	REP.
1700, 2 may.	Jean GENTIL, de Villemagne.	REP.
1700, 2 may.	Jean CARELLE, de Nismes.	REP.
1700, 2 may.	Louis BRUN, de Privas (Ardèche).	REP.
1700, 2 may.	René VIGNARD, de Rebeul (?), en Vivarais.	REP.
1700, 2 may.	Pierre BOULET, de Noyon, en Picardie.	Abj.
1700, 9 may.	Jean JUGE, de la par. de Lucas (Luc en Diois ? Drôme).	REP.
1700, 9 may.	Charles GREY, du Vivarais.	REP.
1700, 16 may.	Rachelle DE LA BORDE, de Casteljaloux, en Guienne (Lot-et-Garonne).	Abj.
1700, 16 et 23 may.	François MOYSAN, dit Duplessis, de Dieppe (Seine-Inférieure).	Abj.
1700, 16 may.	Paul BRIGNOLE, de pr. de Clérac (Clérac, Lot-et-Garonne).	REP.
1700, 16 may.	Pierre CHAMBON, de Flavian, en Vivarais (Flaviac, Ardèche).	REP.
1700, 16 may.	Catherine CHAVIGNAC, de Flavian, en Vivarais, fem. de P. Chambon.	REP.
1700, 16 may.	Anthoine JELAFER, de Turenne (Corrèze).	REP.
1700, 16 may.	Jean CANNET, de Clérac (Clairac).	REP.
1700, 16 may.	Claude LEURRE, de Nismes.	REP.
1700, 23 may.	Michée ESCUYER, de Flies, pays de Gex (Ain).	Abj.
1700, 23 may.	Jacques GELY, de Montagnac (Hérault).	REP.
1700, 23 may.	Anthoine MICHEL, du Vigan (Gard).	REP.
1700, 23 may.	Catherine MARIEGE, d'Aigueville (Ayguesvives ? Gard).	REP.

1. Voy. plus haut, p. 303.

1700, 23 may.	Magdeleine ALLIECE, d'Aigueville.	REP.
1700, 20 juin.	Emmanuel VASQUEZ, de Madrid.	Abj.
1700, 4 juillet.	Jeanne JOVE, du Puy, en Auvergne, Vve de Jaques Rogier. (Le Puy, Hte-Loire).	REP.
1700, 4 juillet.	Marie ROGER, du Puy, en Auvergne, fille de feu J. Rogier.	REP.
1700, 4 juillet.	Marguerite ROBERT, de Montpellier.	REP.
1700, 4 juillet.	Marguerite CAUSSADE, de Montpel- lier, Vve d'Estienne Ollivier, mar- chand.	REP.
1700. 11 juillet.	Judith DANEY, de Montpouillan, en Guienne (Lot-et-Garonne).	REP.
1700, 11 juillet.	Anne DANEY, de Montpouillan, en Guienne.	REP.
1700, 18 juillet.	Louise GALAFREDE, Vve d'André Bou- chet, du Languedoc.	REP.
1700, 18 juillet.	Damarie FROMAJET de St-Samien, en Saintonge (Saint-Savinien, Cha- rente-Inférieure), vve de Pierre Bonouvrier.	REP.
1700, 18 juillet.	Abraham BARRET, de Guienne.	REP.
1700, 25 juillet.	Louis DOMERGUE, de Nismes.	REP.
1700, 25 juillet.	Marguerite LOUETTE, de Nismes.	REP.
1700, 25 juillet.	Ester GOIRAN, de Nismes.	REP.
1700, 25 juillet.	Armand MARTIN, d'Uzès.	REP.
1700, 25 juillet.	Jean CANTON, de Prajelas (Piémont.)	REP.
1700, 25 juillet.	Jean CHALERON, de Prajelas.	REP.
1700, 25 juillet.	Magdeleine MARTIN, de Prajelas, fem. de J. Canton.	REP.
1700, 25 juillet.	Marie JORDAN, de Prajelas, fem. de J. Challeron.	REP.
1700, 1 ^{er} août.	Charles REBOTTIER, de St-Jean-de-Car- donningue, Cévennes (St-Jean-du- Gard, Gard).	REP.
1700, 1 ^{er} août.	Jaques ISNARD, de Nismes.	REP.
1700, 1 ^{er} août.	Daniel DURAND, de St-Comes, en Lan- guedoc (St-Côme-et-Marvéjols, Gard).	REP.
1700, 1 ^{er} août.	Élie THOMAS, de Robecourt (?), pr. de Castres.	REP.
1700, 1 ^{er} août.	Anthoinette PERSINE, de Vise, pr. Sommières (Vissec, Gard).	REP.
1700, 1 ^{er} août.	Pierre DILPONT, de Montauban.	REP.
1700, 1 ^{er} août.	Romonde PARIS, de Montauban.	REP.
1700, 1 ^{er} août.	François TAPPON, de Jonsac, pr.	

	d'Attignac, en Saintonge (Jonzac, Charente-Inférieure).	<i>Abj.</i>
1700, 8 août.	Jeanne BOISSIER, fem. de Pierre Paulet, d'Anduze.	<i>REP.</i>
1700, 8 août.	Simon COSTE, de Montpellier.	<i>REP.</i>
1700, 8 août.	Marie DUVAL, fem. J. Coste, de Montpellier.	<i>REP.</i>
1700, 8 août.	Jean MARNAS, de Tiers, en Auvergne (Thiers, Puy-de-Dôme).	<i>REP.</i>
1700, 8 août.	Anne MORET, fem. de J. Marnas, de Tiers, Auvergne.	<i>REP.</i>
1700, 8 août.	Jean REYNAUD, de Montauban.	<i>REP.</i>
1700, 8 août.	Justine REYNAUD, fem. de J. Reynaud, de Montauban.	<i>REP.</i>
1700, 8 août.	Jacques FERRASSE, de Réalmont (Tarn).	<i>REP.</i>
1700, 8 août.	Jeanne COURAS, fem. de J. Ferrasse, de Réalmont.	<i>REP.</i>
1700, 8 août.	Pierre GARSIN, de Chatillon, en Dauphiné (Chatillon-en-Diois, Drôme).	<i>REP.</i>
1700, 8 août.	Justine RENAUD, fem. de P. Garsin de Chatillon, en Dauphiné.	<i>REP.</i>
1700, 8 août.	Jaques TEISSIER, d'Anduze.	<i>REP.</i>
1700, 8 août.	Louis de MONTFERRAND, de Comminges (?), en Languedoc.	<i>REP.</i>
1700, 8 août.	Marguerite DESMARETS, de Meyrues, en Cévennes (Meyrueis, Lozère).	<i>REP.</i>
1700, 8 août.	Marguerite ARIBERTE, fem. de Jean Corans, de Réalmont.	<i>REP.</i>
1700, 8 août.	Suzanne VIGET, de Maringues, en Auvergne (Puy-de-Dôme).	<i>REP.</i>
1700, 22 août.	Jean CHAPPON, de Poujol (?), pr. Die.	<i>REP.</i>
1700, 22 août.	Jeanne MORIN, fem. de J. Chappon, de Poujol, pr. Die.	<i>REP.</i>
1700, 22 août.	Isabeau de MARS, de Sommières (Gard).	<i>REP.</i>
1700, 22 août.	Suzanne OLLIVIER, de Montpellier, vve de Claude Vesian.	<i>REP.</i>
1700, 22 août.	Pierre NICOLAS, d'Uzès.	<i>REP.</i>
1700, 22 août.	Jaques ROUVIÈRE, de Monterey, pr. d'Uzès (Montaren, Gard).	<i>REP.</i>
1700, 22 août.	Toinette VACHERON, de Montpellier.	<i>REP.</i>
1700, 22 août.	Ester DONETTE, fem. de Sal. Versobre, de Clermond (Puy-de-Dôme ?)	<i>REP.</i>
1700, 22 août.	Jean MONTILLON, d'Annonay.	<i>REP.</i>

1700, 22 août.	Magdeleine MICARD, fem. de Cl. Trone, d'Annonay.	REP.
1700, 29 août.	Pierre BONARD, de Trièves, en Dauphiné (Isère).	REP.
1700, 29 août.	Catherine FOULQUE, fem. de Sr. Bois-sier, de Nismes.	REP.
1700, 29 août.	Thoinette BOISSIER, fille de Sr. Bois-sier de Nismes.	REP.
1700, 29 août.	Marguerite DEVIGNE, fem. de Durand Darüe, de Privas.	REP.
1700, 29 août.	Geneviève MASSE, de Privas.	REP.
1700, 29 août.	Geneviève MASSE, de Privas, Vve de Jean Masse.	REP.
1700, 29 août.	Suzanne MASSE, fille de feu J. Masse, de Privas.	REP.
1700, 12 et 19 sept.	François BIDART, de Paris (dit DESOUCHES).	Abj.
1700, 12 sept.	Anthoine MEYSSONNIER, de Val (Vals, Ardèche).	REP.
1700, 12 sept.	René MARSON, de St-Pierre-de-Vir(?).	REP.
1700, 12 sept.	Armand PETELANGE, de la par. de Creiné, Périgord (Treignac? Cor-rèze).	REP.
1700, 12 sept.	Magdeleine MARELIER, du Vivarais.	REP.
1700, 12 sept.	Françoise JULIEN, de la Bastie de Crissol Vivarais (La Batie de Crussol, Ardèche).	REP.
1700, 12 sept.	Marguerite VASSIA, de la Bastie de Crissol, en Vivarais.	REP.
1700, 12 sept.	Isabeau MONDON, de pr. de Serres (?), en Vivarais.	REP.
1700, 12 sept.	Jean PELADE, des Cévennes.	REP.
1700, 19 sept.	Jaquette DE LA ROQUE, de la Sale en Vivarais (Lasalle, Gard?), vve du sieur de la Fabraye.	REP.
1700, 19 sept.	Marie MONDON, du Vivarais.	REP.
1700, 19 sept.	Pierre BERDON, de pr. de Nismes.	REP.
1700, 26 sept.	Jacques NICOLAS, de Mel, en Poitou (Melle, Deux-Sèvres).	REP.
1700, 3 oct.	Marie SATTE, femme d'Isaac Bafia, de Pignan, pr. Montpellier (Hérault).	REP.
1700, 3 oct.	Rachelle LAVAUUR, fem. de Noël Cabrol, de Castres.	REP.
1700, 10 oct.	Catherine CARDIN, Vve du Sr. Donadieu, de Montpellier.	REP.

1700, 10 oct.	Anne VALADE, nièce de Catherine Cardin, de Montpellier.	REP.
1700, 10 oct.	Françoise CABRIDE, de St.-Jean-de-Cardonningue.	REP.
1700, 17 oct.	Isabeau DE LA CROIX, fem. de J. Damoin, de pr. de Montauban.	REP.
1700, 17 oct.	Marie DAMOIN, de pr. de Montauban, fille de J. Damoin.	REP.
1700, 17 oct.	Jeanne DAMOIN, fille de Jean, de pr. Montauban.	REP.
1700, 17 oct.	Marie-Anne DAMOIN, de pr. de Montauban, fille de Jean Damoin.	REP.
1700, 17 oct.	Claude TRONE, d'Annonay.	REP.
1700, 17 oct.	Pierre-Jeanne BARADONE, de Montpellier, fem. de David Roumieu.	REP.
1700, 17 oct.	Magdeleine JACOB, de St.-Antonin (Tarn-et-Garonne).	REP.
1700, 17 oct.	Suzanne JACOB, de St.-Antonin.	REP.
1700, 17 oct.	Jeanne de St.-JUST, de St.-Antonin.	REP.
1700, 17 oct.	Jaques TERON, du Mandement de Privas.	REP.
1700, 17 oct.	Marie GARAY, du Mandement de Privas, fem. de Jaques Teron.	REP.
1700, 17 oct.	Jeanne GENON, du Vivarais.	REP.
1700, 17 oct.	Judith ALIZON, du Vivarez.	REP.
1700, 24 oct.	Marc-Anthoine LAMOYEN, de Bourniguère, généralité de Montauban (Bruniquel, Tarn-et-Garonne).	REP.
1700, 24 oct.	Pierre DAVENTURE, de Châlon-sur-Saône, avec deux siens fils.	REP.
1700, 24 oct.	Anthoinette DE BARDOU, de St.-Antonin.	REP.
1700, 24 oct.	Catherine DE BARDOU, de St.-Antonin.	REP.
1700, 24 oct.	Catherine de LIMOSIN, de Florens, en Guienne (Florence, Gers).	REP.
1700, 31 oct.	Pierre GOIRAN, de Magne, en Languedoc (Villemagne, Hérault?).	REP.
1700, 31 oct.	Paul PELEGRIN, de Montmeiran, en Dauphiné (Montmeyran, Drôme).	REP.
1700, 31 oct.	Dominique PARRIN, de Montauban.	REP.
1700, 31 oct.	Jean PLACADE, de Montauban.	REP.
1700, 31 oct.	Jean GARDE, de Montauban.	REP.
1700, 31 oct.	Jean-Jaques REY, de Montauban.	REP.
1700, 31 oct.	Marguerite DUMAS, de Montauban, fem. de Jean La Place.	REP.

1700, 31 oct.	Bernarde MACONNIER, fem. de Paul Catalan, de Montauban.	REP.
1700, 31 oct.	Louyse GOIRAN, de Meyne en Languedoc (Meynes, Gard).	REP.
1700, 31 oct.	Isabeau GOIRAN, de Meyne, en Languedoc (Meynes, Gard).	REP.
1700, 7 nov.	Estienne BESENADE, de Nismes.	REP.
1700, 7 nov.	Thomas CALVE, de Montauban.	REP.
1700, 7 nov.	Abel GRESSEL, de Montauban.	REP.
1700, 7 nov.	Catherine TEYSSIER, de pr. de St.-Hypolyte (Gard).	REP.
1700, 7 nov.	Pierre PESSONNIÈRE, de Villemeur, pr. Montauban (Villemur, Haute-Garonne?).	REP.
1700, 7 nov.	Anne DAMOUYRE, Vve de Jacob Robert, sieur de la Bastide de Haute-Serre(?) pr. Montauban.	REP.
1700, 14 nov.	Anne DESCASADE, de Bourniquaire, pr. Montauban (Bruniquel, Tarn-et-Garonne).	REP.
1700, 14 nov.	Suzanne BOISSON, de Nismes.	REP.
1700, 14 nov.	Gabrielle SABONADIÈRE, de St.-Satte (St.-Chaptes, Gard).	REP.
1700, 14 nov.	Marie LEYRAN, de St.-Lesère pr. d'Uzès (St.-Césaire de Gauzignan, Gard).	REP.
1700, 14 nov.	Catherine BONNET, de St.-Lesère, pr. d'Uzès.	REP.
1700, 21 nov.	Claude BOUVIER, de Lyon.	REP.
1700, 21 nov.	Friederich LAFONT, de Bocqueiras, pr. Nismes (Boucoiran, Gard).	REP.
1700, 21 nov.	Sémiramise JOUBAU, de Bocqueiras, pr. Nismes.	REP.
1700, 21 nov.	Anthoine MAZARD, de Chalançon (Drôme).	REP.
1700, 21 nov.	Marguerite FONTANIVE, de Nismes.	REP.
1700, 21 nov.	Françoise CANALERE, de la Cour de Creiver (?)	REP.
1700, 21 nov.	Jaques AMET, du Vivarais.	REP.
1700, 21 nov.	Jean-Pierre CLERC, du Vivarais.	REP.
1700, 21 nov.	Jean PEAN, du Vivarais.	REP.
1700, 21 nov.	Gédéon CHIFFON, de Chalançon (Drôme).	REP.
1700, 21 nov.	Catherine PASQUAROUZ, du Vivarais.	REP.
1700, 21 nov.	Jean BISSON, de Chomeirac (Chomérac, Ardèche).	REP.

1700, 28 nov.	Pierre FAYETTE, de Bergerac (Dordogne).	REP.
1700, 28 nov.	Anne ROUSSILLON, de Castillon en Périgord (Gironde), fem. d'Est. Chambon, de Clérac.	REP.
1700, 28 nov.	Isabeau CHAMBON, de Clérac, sœur de Est. Chambon.	REP.
1700, 28 nov.	Isabeau MARTIN, de Eno (?), en Vivarais.	REP.
1700, 28 nov.	Pons BOIRE, de St-Naufary, pr. Montauban (Tarn-et-Garonne).	REP.
1700, 28 nov.	Salomon ALLEGUE (Allègre ?), de Tonins, en Guienne (Tonneins, Lot-et-Garonne).	REP.
1700, 28 nov.	Pierre BASSELERIE, de St-Christoffe, pr. Bergerac (St-Christophe de Double, Gironde).	REP.
1700, 5 déc.	Jean-Pierre MARCADET, de Tonneins.	REP.
1700, 5 déc.	Daniel LANDRE, de Gien-s-Loire (Loiret).	REP.
1700, 5 déc.	Marie LANDRE, de Gien-s-Loire.	REP.
1700, 5 déc.	Magdeleine LANDRE, de Gien-s-Loire.	REP.
1700, 5 déc.	Magdeleine MAUPAIN, de Gien-s-Loire.	REP.
1700, 5 déc.	Jean DE LA CREUSE, de Gyen-sur-Loire.	REP.
1700, 5 déc.	Anthoine LIRON, de Sauve en Cévennes.	REP.
1700, 5 déc.	Pierre ROCHEBOIS, de Livron, en Dauphiné (Drôme).	REP.
1700, 17 déc.	Élizabeth AMOYON, de Lissert (?), pr. Montauban.	REP.
1700, 17 déc.	Magdeleine ARTHAUD, de Triève, en Dauphiné.	REP.
1700, 19 déc.	Henry LONDAY, de Limoges (Haute-Vienne).	REP.
1700, 19 déc.	Louis BATANAN, de Nismes.	REP.
1700, 19 déc.	Pierre GANTET, de Montauban.	REP.
1700, 19 déc.	Anthoine LATOUD, de Montauban.	REP.
1700, 19 déc.	Jérémie NOUGIER, de Guissac, pr. Nismes (Quissac, Gard).	REP.
1700, 19 déc.	Valentin BONESI, de Venœuvre ?	REP.
1700, 19 déc.	Daniel MARTIN, d'Abrie, vallée de Queiras (Abriès, Hautes-Alpes).	REP.
1700, 26 déc.	Judith PRAT, de Castres.	REP.
1700, 26 déc.	Nicolas RUTTET, d'Is-sur-Tille (Côte-d'Or).	REP.

1700, 26 déc.	Jean VERAT, de Ste-Grève, en Vivarais (St-Agrève, Ardèche).	REP.
1701, 27 janvier.	François SALINDRE, de la Sale en Lan- guedoc (Lasalle, Gard).	REP.
1701, 27 janvier (nouveau style).	Jacques BODIN, d'Issoire, en Auvergne (Puy-de-Dôme).	REP.
1701, 27 janvier.	Claudine RAMPONE, fem. de Sr. Sau- veiran, de Nismes.	REP.
1701, 27 janvier.	Jeanne SAUVÉIRAN, fille de Sr. Sau- veiran, de Nismes.	REP.
1701, 17 février.	Jean MOURGUE, de St-André de Val- borgnes, en Cévennes (Gard).	REP.
1701, 17 février.	Jacob AUREZ, de Pompidouz, en Cé- vennes (Lozère).	REP.
1701, 17 février.	Jeanne FIGUEIRETTE, fem. de J. Aurez, de Pompidouz, en Cévennes.	REP.
1701, 17 février.	Anne AUREZ, fille de J. Aurez, de Pom- pidouz, en Cévennes.	REP.
1701, 24 février.	Sieur Jaques VERNET, de Montpellier.	REP.
1701, 24 février.	Jean MICHEL de St-Privas de Val- longues, en Cévennes (Lozère).	REP.
1701, 3 mars.	Jean ARNALD, de Bédarieux (Hérault).	REP.
1701, 10 mars.	Claude DE L'HOMME, de la Voute, en Vivarais (La Voulte-sur-Rhône, Ardèche).	Abj.
1701, 10 mars.	François PETIT, de Courtenoy, en Gat- inois (Courtenay, Loiret), avec 1 sienne fille de 12 ans, et 2 fils pl. jeunes.	Abj.
1701, 10 mars.	Jacques FERRIERE, du Vigan (Gard).	REP.
1701, 10 mars.	Jean TEYSSIER, du Vigan.	REP.
1701, 10 mars.	Isaac JUILLET, de Réalmont (Tarn).	REP.
1701, 10 mars.	Vincent ASSIER, de Caussade (Tarn-et- Garonne).	REP.
1701, 10 mars.	Jean BOMBENOUX, de Manoublet, pr. Nismes (Monoblet, Gard).	REP.
1701, 10 mars.	Pierre MEYRONNET, de Nismes.	REP.
1701, 10 mars.	Thoinette LASALE, de St-Félix, pr. d'Anduze (Gard).	REP.
1701, 17 mars.	Marie CROCHAT, fem. de Ph. Thoïse, de Versoix (actuellement canton de Genève).	REP.
1701, 17 mars.	Marie DE MONTAIS, d'Issoyre en Auvergne (Puy-de-Dôme).	REP.

1701, 17 mars.	Pierre CORNUA, de Bret de Bomat (?), en Poitou.	<i>REP.</i>
1701, 17 mars.	Jean CORNUA, de Bret de Bomat, en Poitou.	<i>REP.</i>
1701, 17 mars.	Jeanne RANQUE, de Nismes.	<i>REP.</i>
1701, 12 may et 16 juin.	Louis JEAN, de St-Laurent, pr. de Nismes (Gard).	<i>Abj.</i>
1701, 12 may et 12 juin.	Jean JEAN, de St-Laurent pr. de Nismes.	<i>Abj.</i>
1701, 16 may.	Nicolas CARTERET, de Bay-sur-Aube (Bar-sur-Aube, Aube).	<i>Abj.</i>
1701, 19 may.	Marie HUD, fem. de N. Carteret, de St-Martin, de l'Isle de Rez (Cha- rente-Inférieure).	<i>Abj.</i>
1701, 16 juin.	Estienne MEGIA, d'Alez (Alais, Gard).	<i>Abj.</i>
1701, 11 août.	Matthieu RIVOIRE, de Pont à Royan, Dauphiné (Pont-en-Royans, Isère).	<i>Abj.</i>
1701, 18 août.	Pierre DE LA GRANGE, de Bussy (Buxy, Saône-et-Loire).	<i>REP.</i>
1701, 1 ^{er} sept.	Pierre LEFÈVRE, de Melun, en Brie (Seine-et-Marne).	<i>Abj.</i>
1701, 8 septembre.	Françoise GIRARD, de Villelagrand, Savoie (Haute-Savoie).	<i>Abj.</i>
1701, 10 novembre.	André BERAUD, de Carcassonne (Aude).	<i>Abj.</i>
1701, 10 novembre et 17 nov.	Alexandre SEVEROLI, de Fayence (Faenza, en Italie), ci-dev. moine dominicain.	<i>Abj.</i>
1701, 17 novembre.	Guillaume LEFILS, de Reims, en Cham- pagne (invité à aller en Suisse).	<i>Abj.</i>
1701, 24 novembre et 1 ^{er} déc.	Anthoine CAPSAL, de St-Riverade (?), dioc. d'Agien en Guienne.	<i>Abj.</i>
1701, 8 décembre.	Pierre FORTUNE, d'Orange (Vaucluse).	<i>Abj.</i>
1701, 15 décembre et 22 déc.	Claude PINET, de Lyon.	<i>Abj.</i>
1702, 12 janvier et 26 janvier.	Sieur Jules-Auguste MAYOR, de Paris, fils de Noble Gamaliel Mayor de Montru. P. de Vaud (Montreux).	<i>Abj.</i>
1702, 26 janvier et 9 février.	Pierre-Vincent URBINI, du terr. de Ravennes, en Italie.	<i>Abj.</i>
1702, 13 avril.	Pernette LIVANGE, d'Yvoire, Savoie (Haute-Savoie).	<i>Abj.</i>
1702, 27 avril.	Pierre DANCEL, de Cherbourg (Manche).	<i>Abj.</i>
1702, 3 août.	Gasparde-Rose BODIN, de St-Étienne en-Forest (Loire).	<i>Abj.</i>

1702, 3 août.	Étiennette DE LAYE, fem. de J. Page, de Lyon.	<i>Abj.</i>
1702, 10 août et 24 août.	Alexi DATRE, de Carpentras (Vaucluse).	<i>Abj.</i>
1702, 28 septembre.	Suzanne MOREL, de Grenoble.	<i>Abj.</i>
1702, 28 décembre.	Pierre GARIN, de Pouplinge, par. de Villelagrand (Puplinge, Savoie, actuellement canton de Genève).	<i>Abj.</i>
1702, 28 décembre.	François DESBAINS, de Lyon, vannier.	<i>Abj.</i>
1703, 8 mars.	François BULET, de La Roche, en Savoie.	<i>Abj.</i>
1703, 31 may.	Anthoine DUHARDY, de Charlex, p. de Gex, valet d'écurie, chez M. Vernet, à Genève.	<i>Abj.</i>
1703, 31 may.	Gabriel GOURLET, de Gex, p. de Gex, valet du meunier, marié à Genève, y demeurant.	<i>Abj.</i>
1703, 7 juin.	Charles BOISSERAND, de Serres, en Dauphiné (Hautes-Alpes).	<i>Abj.</i>
1703, 16 août.	Marie BAUD, de la par. de Felinge, Savoie (Fillinge, Haute-Savoie).	<i>Abj.</i>
1703, 20 sept.	Madeleine GOUMAUD, de Nismes.	<i>Abj.</i>
1703, 6 sept. et 29 nov.	Marie VARCHAT, de Ville-la-grand, Savoie.	<i>Abj.</i>
1703, 27 déc.	Jean-Jaques ROBET, de Bonne, en Savoie.	<i>Abj.</i>

F. REVERDIN.

(A suivre.)

SÉANCES DU COMITÉ

27 juin 1916.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, MM. le général d'Amboix de Larbont, H. Aubert, R. Reuss, J. Viénot, et N. Weiss.

M. Chatonet se fait excuser.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. le président se fait l'interprète de nos regrets à tous en nous annonçant la mort de notre collègue M. Louis Tanon dont nous aurions encore plus apprécié les qualités et le commerce s'il n'avait été si souvent empêché, par ses devoirs professionnels, d'assister à nos séances.

Le Comité, informé par son secrétaire que, seule la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest élève des difficultés pour verser à notre trésorier les remboursements d'obligations échues, déclare que M. N. Weiss son secrétaire-trésorier est chargé de toutes les opérations d'encaissement qui peuvent se présenter et, dans l'espèce, de percevoir le montant, non seulement des coupons, mais aussi des remboursements des obligations amorties.

Le secrétaire explique ensuite la composition du *Bulletin* sous presse et attire l'attention sur les recherches de notre collègue M. Aubert qui a retrouvé, sous une faute de lecture transmise pendant trois cents ans, le vrai nom de la femme de Lanoue, *Marie de Luré*. Une société huguenote de la Caroline du Sud aux États-Unis (*Huguenot Society of South Carolina*) a envoyé son 21^e *Bulletin* (*Transactions*) et demande l'échange avec le nôtre. Accordé fascicule pour fascicule dans l'espoir qu'on nous enverra les 20 premiers numéros.

M. le pasteur André Mailhet qui assiste à la séance rend compte de son travail, qu'il espère avancer pour cette année jusqu'à l'inventaire de ce que renferment sept de nos coffres-forts, qui sont au nombre de douze.

Le président présente une demande de notre employé de Bibliothèque réclamant une réduction de loyer qui lui est accordée pour la durée de la guerre.

Bibliothèque. — Le secrétaire présente un portrait ancien le seul connu d'ailleurs, de *Beatus Rhenanus* et quatre plaquettes : *Lettre du roi de Navarre aux illustrissimes seigneurs de Berne*, 18 août 1589 ; — *Entreprise découverte des huguenots et politiques de Lyon*, Paris 1589 ; — *Discours au vray de l'entreprise faite par les hérétiques sur la ville de Troyes*, 1590 ; — F. Véron, *Dépravations de toutes les Bibles de la traduction de Genève*, 1618.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

**Une relation catholique de la mission du marquis de Boufflers
en Béarn, Guyenne, Périgord, Saintonge, en 1685.**

La Revue de Saintonge et d'Aunis a commencé, dans sa livraison du 1^{er} août 1916, à publier cette Relation empruntée au vol. 841 des manuscrits de la Bibliothèque municipale de Lyon. Ecrite dans le but manifeste de glorifier la mission militaire destinée à suppléer à l'éloquence des convertisseurs, elle ne nous apprend rien que nous ne sachions déjà, grâce aux documents officiels ou aux relations contemporaines. A l'en croire toutefois, cette campagne dont on peut bien dire qu'

A vaincre sans péril, on triomphe sans gloire,

consacra la réputation d'« une des plus belles figures militaires du règne de Louis XIV » (p. 203) et fut une véritable promenade triomphale :... « Il ¹ travailloit nuit et jour, sans relasche, à finir toutes les conversions, surtout celle de la noblesse de Guienne et du Périgord, qui venoient en foule chez luy pour le voir et pour s'instruire. Ils estoient si fort prévenus des bontés, des honnestetés et de l'habileté du marquis de Boufflers, qu'il n'y en avoit pas un qui voulust se convertir, qui n'eut eu auparavant l'honneur de le voir et s'entretenir avec luy. Ces gentilshommes s'en retournoient toujours contents d'après de luy, parce qu'il leur donnoit tout le secours et leur faisoit tous les plaisirs possibles quand ils vouloient quitter leur erreur. Il procuroit des emplois de guerre aux uns, aux autres de justice, suivant leur inclination, et aux pauvres il leur donnoit l'argent de sa bourse. Il faisoit tout cela avec une si grande douceur et avec tant d'honnesteté que tout le monde étoit charmé de sa conduite. Les gascons qui sont assés difficiles à gouverner et qui ont beaucoup de vanité disoient hautement que le marquis de Boufflers n'avoit pas son pareil. Les conversions se faisoient de mesmes dans toutes les provinces de son gouvernement par les ordres qu'il avoit donnés. Ainsi,

1. Le marquis Louis-François de Boufflers, né en 1644, étoit depuis le 26 août 1678 colonel général, et depuis le 15 octobre 1681, lieutenant général des dragons. C'étoit, d'après Saint-Simon, un protégé de M^{me} de Maintenon.

dans fort peu de temps il y eut trois cent mille calvinistes convertis... Il partit de Bergerac au grand regret de tous les peuples qui l'aimoient si fort qu'ils l'appeloient leur père. Il alla à Bordeaux pour confirmer les nouveaux convertis et pour achever de faire faire abjuration à quelques illustres gascons qui avoient la vanité de ne vouloir pas se convertir qu'après avoir été instruits par le marquis de Boufflers ».

N'est-ce pas qu'en termes galants ces choses sont dites ? Nulle part, bien entendu, les dragons ne paraissent avoir pris part, autrement que par leur présence inoffensive, à cette campagne abominable et si l'auteur — d'ailleurs anonyme — n'écrit pas que les protestants, dans leur empressement à se convertir, les appelèrent expressément de leur plein gré, c'est là un simple oubli de sa part. D'ailleurs les huguenots n'étaient-ils pas des « séditeux », des « mutins », des « opiniâtres » ? Que dans certains cas ces braves dragons aient manqué d'urbanité, voire même de patience, qu'y a-t-il là d'extraordinaire ? Comme l'écrit l'un des auteurs de *la Culture allemande, le catholicisme et la guerre, réponse à l'ouvrage français, la guerre allemande et le catholicisme*¹ : « La constatation de cruautés est au fond une affaire d'appréciation ; selon que l'on reconnaît ou non l'existence d'ordres et de devoirs absolument obligatoires, et par suite la validité idéale des buts dominants ainsi que la nécessité des moyens employés pour leur exécution, on niera ou l'on affirmera les actes de cruauté » (p. 153). En bon français cela signifie : il y a cruautés et cruautés, il ne s'agit que de s'entendre sur le sens du mot. N'était-ce pas pour le bien des huguenots, du royaume et surtout de la religion qu'on employait ce moyen de réduire les « endurcis » ? Alors ce que nous appelons cruauté n'était, au fond, qu'un bienfait, et, d'après le jésuite qui écrivit cette belle relation, c'est bien ce que les huguenots saintongeais avaient fini par comprendre, malgré l'épaisseur de leurs préjugés. Après avoir constaté que « les hérétiques de Saintonge se convertissent en foule par les bons ordres du marquis de Boufflers et par le zèle et l'application de l'évêque de Xaintes qui n'épargnoit rien pour les faire instruire, envoyant partout des missionnaires et les pères Jésuites de Xaintes qui ont travaillé avec beaucoup de succès dans toute la province² », il ajoute ces lignes qui valent bien les belles protestations de Bossuet : « D'Espagnac — le capitaine — rapportoit toujours au marquis de Boufflers que, dans tous les endroits où il l'envoyoit, les nouveaux convertis le supplioient de leur procurer des Jésuites pour les instruire. Il est surprenant de voir que les huguenots, qui ont autrefois esté les plus grands ennemis des

1. Amsterdam, C. L. van Langenhuyzen, 1916, in-8°.

2. Cf. *Bull.* 1893, p. 388 ss.

Pères de la Compagnie de Jésus, ne demandent présentement qu'eux. C'est une preuve évidente de leur mérite et de leur vertu » (p. 305).

* * *

Il faudrait plus de temps que je n'en ai pour vérifier l'exactitude des renseignements fournis par ce prétendu document que les notes de l'éditeur ont d'ailleurs essayé çà et là de préciser et de compléter. J'ai eu toutefois la curiosité de pratiquer un sondage. On lit, à la page 299 de la *Revue de Saintonge*, le récit des merveilles opérées dans le duché de La Force : « Les Jésuites... allèrent dans les paroisses de Herau et de Lunas, de Pérignonieux (Prignonieux) de Muciden et dans plusieurs autres dépendant du duché, qui suivirent toutes l'exemple du bourg de La Force. Ainsi, dans quatre ou cinq jours, tous les huguenots du duché, qui estoient au nombre de plus de douze mille, rentrèrent dans le giron de l'Église, avec le ministre à la teste, nommé Rivasson, qui se rendit aux sages et vives exhortations de d'Espagnac, qui, deux jours auparavant avoit converti son fils. L'on sceut d'abord la conversion du ministre, laquelle produisit un si bon effet que six ou sept autres ministres vinrent voir le marquis de Boufflers, qui les tourna si bien qu'après plusieurs entretiens, ils firent tous abjuration qui fut suivie de deux autres ministres, par le moyen du président Viger ».

Voici donc de neuf à dix pasteurs qui auraient donné l'exemple de la défection et auraient entraîné leurs ouailles. Malheureusement le zélé chroniqueur n'en nomme qu'un, *Rivasson*. Or, nous connaissons deux pasteurs de ce nom, tous les deux en fonctions dans cette région à cette époque. L'un, *Jean Rivasson*, était pasteur à Sigoulès (arrondissement de Bergerac) et se retrouve en Hollande où il fut nommé pasteur de Harderwyk, le 22 septembre 1686 et mourut le 19 avril 1744. L'autre *François*, dit Rivasson jeune, sans doute frère du précédent, est signalé comme pasteur à Limeuil, puis à Théobon, dans la même région et à la même époque. Lui aussi se retrouve en Hollande, réfugié à Arnheim, puis domicilié à Hattem¹. *Aucun de ces deux n'a donc donné le pernicieux exemple que relate complaisamment le jésuite historien des conversions.* Et les neuf ou dix autres, dont il oublie de donner les noms? J'ai sous les yeux la liste des 90 pasteurs de la Basse-Guyenne qui comptait à cette époque cinq colloques. Sur ces 90 j'en trouve tout juste deux qui abjurèrent — je ne sais si c'est entre les mains de Boufflers ou de son capitaine, mais peu importe. Il est vrai qu'il y en a plusieurs dont on ignore le sort à

1. F. H. Gagnebin, *Liste des Eglises wallonnes des Pays-Bas et des pasteurs qui les ont desservies*, Leyde, 1888, p. 95 et 61.

partir de la Révocation, mais, jusqu'à plus ample informé, nous ne nous permettrons pas de les placer sur la liste noire. Que deviennent dès lors les affirmations triomphales du jésuite?

On aura remarqué, à propos de Rivasson, un détail : ...deux jours auparavant d'Espagnac avait converti son fils. Voici comment le fait est relaté un peu plus haut. D'Espagnac alla avec le Père Lanoué dans la paroisse de Prignonrieux, « où tous les habitans estoient huguenots, à la réserve du juge et quelque autre homme de justice. A son arrivée il donna les ordres nécessaires pour faire assembler les habitans des villages qui en dépendoient et leur dit à peu près les mesmes choses qu'il avoit dites à ceux de la Force d'une manière fort patétique et insinuante, ajoutant qu'ils ne devoient pas balancer à suivre leur exemple. Le Père Lanoué les prescha si fortement qu'ils en furent touchés, aussi bien que par l'exemple d'un avocat nommé Rivasson, fils de leur ministre, que d'Espagnac avoit converti le jour auparavant, de sorte que plus de mille personnes firent abjuration qui furent contrerollés par le juge du lieu ».

Ce Rivasson j'ai eu aussi la chance de pouvoir l'identifier. C'est évidemment le *Jean Rivasson*, de la ville de Bergerac et avocat au Parlement de Bordeaux dont le *Bulletin* a publié en 1888 (p. 471) une requête adressée aux États généraux de Hollande le 17 octobre 1692. Était-il fils ou frère de l'un des deux précédents? Je l'ignore. Mais cette requête nous apprend qu'il était à ce moment dans une « extrême misère pour s'être relevé de la triste chute que la violente persécution lui avoit fait faire, en embrassant l'occasion que la divine Providence lui a fournie de recevoir plusieurs fois dans sa maison *M. Gillet*, ministre retourné en France pour relever les frères tombés, lequel a prêché plusieurs fois chez ledit Rivasson à un nombre considérable de personnes qui sont rentrées par son moyen dans la paix de l'Église ». Ces prêches ayant été découverts, le pasteur Jacques Gillet, originaire de Bergerac, avait été obligé de se réfugier en Angleterre et Rivasson, condamné par le parlement de Bordeaux à être pendu et exécuté en effigie, avait réussi à gagner la Hollande.

Cette fois donc la relation du jésuite est confirmée, mais en même temps nous apprenons que cette « triste chute » et celles qu'elle entraîna peut-être, fut obtenue par une « violente persécution » dont la relation ne dit rien et pour cause, en même temps qu'elle nous laisse ignorer ce que valait ce prodigieux succès que le parlement de Bordeaux dut renouveler par de nouvelles poursuites et condamnations deux ou trois années plus tard.

* * *

Cette petite enquête pourrait suffire à marquer la valeur probante de ce document, s'il ne convenait de dire quelques mots des remarques préliminaires par lesquelles l'éditeur l'a recommandé à ses lecteurs.

Il commence, entre autres, par ces déclarations : « Les dragonnades ont très mauvaise réputation. La répression de l'insurrection des Cévennes y a beaucoup contribué... Les accusations sont nombreuses, la défense s'est beaucoup moins fait entendre .. On attribue aux seuls dragons tous les tourments endurés par les protestants. Ces derniers ont eu à souffrir de bien d'autres gens, y compris des leurs, fraîchement convertis », etc. Si j'ai bien compris, la mauvaise réputation de ces missionnaires bottés date surtout de la guerre des Camisards qui éclata une quinzaine d'années plus tard précisément à la suite des excès auxquels ils devaient leur réputation et s'étaient impunément livrés un peu partout pendant ce long espace de temps. A ce compte, les pages les plus choquantes de la relation de la promenade triomphale du marquis de Boufflers, celles où apparaissent les multitudes de huguenots qui se précipitent pour abjurer, ne prouveraient qu'une chose, malgré leur exagération manifeste, à savoir la lâcheté des protestants. Loin de moi la pensée de justifier cette panique que trop de témoignages contemporains ont décrite. Mais cette panique avait une cause bien connue et qu'on passe sous silence : Les dragonnades de Marillac en Poitou en 1681. Le Poitou n'est guère éloigné de la Saintonge où se réfugièrent alors des centaines de victimes. Voilà le précédent qui effrayait et à bon droit. Marillac fut désavoué, mais M. Dangibaud sait aussi bien que moi, que ce ne fut que pour la forme¹ et qu'avant d'attaquer la Guyenne, Boufflers s'était fait la main en Béarn. Il a l'air de se demander si pour cette dernière province il faut croire Boisrond et Dangeau qui prétendent qu'il y inspira une grande peur. Que n'a-t-il consulté le volume publié en 1885 par feu M. L. Soulice sur l'*intendant Foucault et la Révocation en Béarn*². Il aurait compris pourquoi les Gascons et les Saintongeais n'attendirent pas d'être traités comme les Béarnais.

A quoi bon, dès lors, écrire que « les protestants ont eu à souffrir de bien d'autres gens, y compris des leurs » ? Nous n'ignorons pas, certes, que la conversion des huguenots fut la grande affaire de cette époque, celle qui produisait les plus gros bénéfices de guerre et que tout le monde s'y employa avec un

1. Voy. *Bull.* 1903, 337 ss.

2. Cf. *Bull.* 1885, 50 s.

empressement au moins égal à celui des malheureux qui accouraient pour signer. Mais ce qui explique l'acharnement de ceux qui se ruèrent à la curée, en même temps que la terreur du gibier — c'est précisément l'ultime ressource du chasseur, l'artillerie irrésistible, le dragon, suivi des galères et de la détention à vie. Ce moyen suprême était à la disposition de tous les convertisseurs, évêques, prêtres, moines de toute robe, magistrats, officiers publics, dénonciateurs, convoiteurs du bien d'autrui. On ne le sut que trop vite, et lorsqu'on voit avec quelle rapidité se répandent et grossissent les mauvaises nouvelles, on s'étonne du nombre de ceux qui cherchèrent leur salut dans la résistance¹ ou la fuite.

Inutile aussi d'écrire : « il faut signaler l'intervention des ministres qui donnèrent l'exemple du reniement ou le conseil publiquement de se soumettre. » Il y a eu beaucoup, beaucoup trop de pasteurs apostats, c'est entendu. Je ne recommencerai pas à m'expliquer là-dessus et dirai seulement que lorsqu'on voit aujourd'hui, en plein vingtième siècle, à quoi aboutissent les résistances *isolées*, on hésitera peut-être à jeter la pierre à ceux qui en 1685, au témoignage de Fontaine, déclaraient que « *le devoir était de ne point résister, puisque nos biens et nos vies étaient au roi*² ». Mais, à part peut-être quelques très rares exceptions, je ne connais, du moins dans l'Ouest, aucun pasteur qui ait « donné l'exemple ou le conseil *public* de se soumettre ». Ceux qui abjurèrent le firent avec le moins d'éclat possible, et après avoir, presque toujours, trop longtemps tergiversé. Dans tous les cas, on ne peut ici établir de règle générale. Les pasteurs ont trop souvent suivi, plutôt que dirigé leurs ouailles, et pour pouvoir porter un jugement d'ensemble, il faudrait connaître les circonstances d'un grand nombre de cas particuliers.

* * *

Enfin, pourquoi répéter la vieille légende que le roi ne savait rien des « voies inouïes et barbares à l'aide desquelles on déterminait les conversions » ? Habilement répandue par les intéressés

1. M. D. cite, en passant, une assertion — absolument dénuée de preuve — qu'en Poitou des fugitifs auraient tiré sur des prêtres, assertion que personne n'a jamais répétée après Thibaudau, et croit que l'essai de résistance organisé par Brousson en 1683 fut une résistance *armée*. Elle fut au contraire pacifique, mais aussitôt exploitée comme une *insurrection armée*. L'histoire prouve que toute résistance, *quelle qu'elle fût*, était considérée comme une insurrection, les protestants étant en principe traités de « *séditieux* ». Une résistance pacifique n'aurait eu quelque chance d'aboutir que si elle avait été entreprise, longtemps avant la Révocation, par l'unanimité des huguenots.

2. *Mémoires d'une famille huguenote*, 2^e éd., p. 197.

et aussi par des protestants, bien des années avant la Révocation, cette légende qui devait excuser les dénis de justice les plus scandaleux, a fortement contribué à endormir les huguenots. Lorsque quelques hommes clairvoyants essayèrent de leur ouvrir les yeux, on les traitait d'exaltés. Même après la Révocation cette légende provoqua des retours en France, et entretint pendant près de quinze ans, l'espoir chimérique du rétablissement de l'édit de Nantes. M. Dangibaud ajoute même une note qui me vise directement (213) : « Aussi, n'est-ce pas sans un étonnement bien justifié que j'ai lu sous la plume d'un érudit très averti, cette phrase, « comme si ce roi n'était pas au courant des moindres détails, et incapable d'un mouvement de pitié » (*Bull.*, 1902, 344). Je regrette bien d'augmenter encore l'étonnement de mon confrère en maintenant sans aucune atténuation ce que j'ai écrit en 1902. S'il avait été obligé comme moi de compulsier pendant plus de trente ans, une faible partie de la paperasse énorme et pourtant pleine de grosses lacunes provoquée par la Révocation, s'il avait vu les milliers de lettres, ordres, requêtes, mémoires, avis, etc. qui remplissent les registres du Secrétariat et la série TT. des Archives nationales, sans parler des archives départementales, il tiendrait sûrement un autre langage. Mais je ne veux pas qu'il me croie sur parole en se disant : « Après tout, il est protestant, il faut bien qu'il défende son parti ».

Voici donc, sur ce point, l'opinion d'un historien bien plus érudit et familier avec les pièces d'archives que votre serviteur. M. D. me permettra de lui citer cette page qui se trouve perdue comme tant d'autres dans la 2^e éd. de la *France protestante*, à l'article Maintenon (I, p. 533) :

« Le roi n'a rien ignoré, car rien ne se faisait contre les personnes ou les biens dans tout le royaume sans qu'on en référât directement à lui, et ceux qui ont lu quelque correspondance officielle du temps savent qu'un intendant de province ne se permettait pas de sévir à l'égard d'une personne qui n'était pas un malfaiteur de droit commun, sans écrire d'abord à Paris pour solliciter les ordres du roi. Louis XIV avait la prétention de gouverner tout son royaume comme une famille, de tout savoir, de tout résoudre, et la moindre bagatelle non prévue par les ordonnances et règlements en vigueur devait remonter à lui¹. Les

1. Exemple : Louvois à de Gourgues, intendant de Caen, 31 fév. 1686 : « Mr. la lettre que vous avez pris la peine de m'écrire le 17^e de ce mois m'a esté rendue, par laq. j'ay veu ce qu'une femme de Limoges qui tient hostellerie prétend que le commissaire Jacquet lui doit; je vous prie de me le faire sçavoir afin que je puisse prendre l'ordre du Roy pour le faire punir de sa mauvaise foy. » — Le même au même, 10 mars : « J'ay receu les quatre lettres que vous avez pris la peine de m'écrire les 1^{re} et 2^e de ce mois et, avec l'une des dernières, le mémoire de ce que le commissaire Jacquet doit à

lettres de cachet en vertu desquelles tant de milliers de gens furent incarcérés portaient toutes sa signature. »

On peut en dire autant de la sécheresse de cœur, de l'insensibilité de Louis XIV. Pour lui démontrer l'inutilité de l'édit de Nantes, il fallait obtenir, coûte que coûte, des conversions en masse. Dès lors la bride était lâchée à toutes les entreprises qu'il suffisait de justifier en criminalisant toute résistance. D'ailleurs, nous sommes largement édifiés sur la mentalité étroite, autoritaire du roi qui ne reculait devant aucune extrémité lorsqu'il avait pris une résolution. Ni son père ni lui ne nous apparaissent jamais comme capables d'une véritable pitié. La seule affaire de cœur que Louis XIV avait eue lorsqu'il voulut à toute force épouser Marie Mancini et en fut empêché de haute lutte¹, semble avoir tué en lui le sentiment, j'ajoute qu'on le constate lorsqu'il change de maîtresse. Il a parfois été fortement aimé, mais il n'a guère aimé lui-même. Qu'on parcoure les mémoires de Saint-Simon qui pourtant l'admirait et l'on sera vite fixé sur ce point ainsi qu'en feuilletant la riche correspondance d'Élisabeth d'Orléans qui pourtant voyait en lui le roi idéal. J'ai eu la curiosité de voir ce que Saint-Simon écrivait à la mort de Boufflers : « Le roi en parla bien, mais peu, et *se sentit soulagé* », et M. de Boislisle qui connaissait à fond son Louis XIV, ajoute, « comme c'était son habitude, pour tous ceux qui avaient été ses favoris² ». Ezéchiel Spanheim qui nous a laissé, de la cour de France à cette époque, un tableau d'une équité, d'une exactitude qui surprennent encore aujourd'hui, a écrit ces lignes : « Au penchant à la dévotion où on le voit se porter de plus en plus, et qui ne pourroit que mériter un éloge particulier s'il étoit conduit par plus de connaissance — Saint-Simon dit qu'il ne savait même pas son catéchisme — et moins par la direction de son confesseur, s'il n'avoit *endurci* son naturel au lieu de l'amollir dans les rencontres³ ». Lorsqu'au milieu des désastres on voit le roi ne jamais changer ses habitudes, ni descendre de son piédestal, comment peut-on s'imaginer qu'il se soit préoccupé des milliers de huguenots que sa soumission obstinée aux désirs de l'Église avait jetés dans la misère et la honte,

L'hostesse de l'Aigle d'argent à Limoges ; comme il est juste qu'elle en soit payée, vous pouvez le faire retenir sur ses appointemens et desliver à cette femme. L'intention du Roy est que vous fassiez saisir toutes les terres de Mrs de Thors et d'Aulnay et mettre M^{me} de Thors et sa fille dans des couvens de vostre département séparez, jusques à ce qu'elles se soyent convertyes. Sa Maj. desire que vous en usiez de mesme à l'égard des M^{mes} de Messeray et de Lescours ». — Le compte d'un argousin avec son aubergiste et la confiscation des biens et de la liberté de quatre familles étaient réglés dans une même séance du Conseil.

1. Lucien Perey, *Le roman du grand roi* (Calmann, 1894).

2. T. XXII, 161.

3. Voy. Édition E. Bourgeois, p. 95.

à la face de l'Europe coalisée contre lui par son orgueil? Lorsque pendant les négociations de la paix de Ryswick, on essaya un jour de mentionner les P. R. il interdit qu'on prononçât leur nom. Aussi faut-il lire dans Saint-Simon le récit de sa mort et de ses funérailles, pour constater que non seulement le peuple, mais la cour, mais M^{me} de Maintenon elle-même, le virent partir sans regret.

*
* * *

Vétilles que tout cela, dira peut-être mon confrère, car une opération comme celle de la Révocation ne pouvait raisonnablement s'accomplir sans quelques ombres au tableau de la promenade militaire — ombres que je n'ai d'ailleurs pas dissimulées, et on ne peut également pas admettre que les protestants n'aient pas prêté le flanc à cette opération.

Quand on voudra discuter cette dernière question, nous la discuterons. Peut-être alors sera-t-on surpris de constater que l'attitude qui aujourd'hui nous scandalise si fort chez les protestants allemands et que partagent d'ailleurs, sans exception, leurs compatriotes catholiques — soixante millions contre quarante millions de protestants — cette attitude, favorisée par le prestige souverain et l'autorité absolue de la monarchie française du xvi^e siècle — eut plus de part qu'on ne croit aux soumissions en masse des huguenots. Mais il ne s'agit pas de cela.

Laisser entendre que peut-être le rôle des dragons, des galères, des prisons a été surfait, que si des ordres après tout modérés ont été çà et là outrepassés, c'est que Louis XIV l'ignorait et ne l'aurait pas toléré, que le clergé était *très* divisé sur l'opportunité des violences (p. 216) qu'est-ce après tout, si ce n'est plaider les circonstances atténuantes en faveur des auteurs et fauteurs de la Révocation? C'est oublier, en effet, que pendant quatre-vingt-cinq ans ce même clergé réclama avec un acharnement sans exemple dans l'histoire, l'abrogation de la charte des protestants, ne recula, pour y arriver, devant aucune falsification de textes, devant aucune manœuvre frauduleuse ou brutale et ne discuta sur l'opportunité des violences qu'il avait déchaînées que lorsqu'en 1699 il constata qu'en fait de catholicisme il n'avait propagé que l'hypocrisie. Aussi le résultat le plus clair de cette campagne qui s'est poursuivie jusqu'à la Révolution et au delà, a-t-il été d'avoir enraciné dans l'esprit français cette idée qu'en religion on pratique — le moins possible — celle de la majorité, ou l'on n'en pratique aucune.

En un mot, discuter plus ou moins habilement certains textes sans même mentionner les causes profondes — et qui durent encore — de cette catastrophe, c'est rejoindre par un chemin

détourné ceux qui n'ont jamais consenti à la désavouer. Écrire après cela : « Malheureusement la fuite des huguenots coûta cher à la France », cela ne suffit pas pour faire œuvre d'historien. Car, après tout, cela revient à dire que si l'opération n'avait pas été si coûteuse, on pourrait la passer par profits et pertes. Cela est si vrai — mon confrère ne me désavouera pas — qu'on s'efforce sans relâche de nous démontrer qu'après tout la perte ne fut pas si considérable.

N. WEISS.

Annales de New-Rochelle.

En 1895, lorsque notre Société a tenu son Assemblée générale à La Rochelle, notre collègue, M. le professeur G. Bonet-Maurry, a raconté aux Rochelais l'histoire de *La Rochelle en Amérique* (p. 383), c'est-à-dire de la ville de *New-Rochelle*, créée à la fin du xvii^e siècle par des réfugiés huguenots, au nord-est de New York, sur le détroit de Long Island. Le territoire sur lequel ils s'installèrent s'appelait Pelham Manor, ayant été acquis, en 1654, des Indiens, par Thomas Pell, fils d'un pasteur anglais. Le neveu de ce Thomas Pell, John Pell, vendit cette propriété, en 1688, à Jacob Leisler, marchand de New York. Cette acquisition avait été faite par ce marchand pour le compte des huguenots de New York, de ceux qui s'étaient déjà installés à New Rochelle, les Cothonneau, Allaire, Fourestier, et des réfugiés qui devaient se joindre à eux dans la suite.

M^{lle} Jeanne A. Forbes vient de publier, sous l'autorisation du *Board of Estimate of the City of New Rochelle*, le texte d'un registre officiel qu'elle intitule : *Records of the town of New Rochelle, 1699-1828*¹, c'est-à-dire Annales de la ville de New Rochelle. Ce titre n'est pas absolument exact, les documents reproduits textuellement consistant surtout en actes de vente, en commentant par celui de Pell à Leisler, en testaments et en procès-verbaux d'élection des officiers « pour servir le canton », savoir un constable, des assesseurs, un collecteur, des « townmen », des « supervuyser », etc.

Ce registre est donc une sorte de registre des insinuations, dans lequel ont été transcrits et enregistrés les actes intéressants les particuliers et la communauté de New Rochelle.

L'éditrice s'est bornée à reproduire les textes page par page, en joignant aux textes français, — il y a des inventaires, testaments, contrats et procès-verbaux d'élection en français, une

1. Vol. de xvi (Introduction de Caryl Coleman) + 526 p. in-8, New-Rochelle N. Y. The Paragraph Press, 1916, avec 4 planches hors texte.

traduction anglaise¹. Le tout est suivi d'une série d'Index où l'on rencontre souvent les noms français de Maurin, Gougeon, Raynaud, Besly, Bertin, Le Conte, Guion, Coutaut, Leroux, Nau-din, Sicard, Soulice, Badeau, Flandraux, Vincent, Valteau, etc. Ceux qui veulent se faire une idée de l'importance de cette colonie et de la place qu'y occupèrent les huguenots, parcourront utilement ces documents, et rectifieront d'eux-mêmes quelques erreurs qui ont échappé soit aux scribes, soit à ceux qui ont déchiffré leurs transcriptions².

Les protestants anglais réfugiés à Genève au temps de Calvin, 1555-1560³

Ceux qui, en France, ignorant l'anglais — ce qui est assez fréquent parmi les gens instruits — désirent se renseigner sur l'origine et le développement de la Réforme en Angleterre, n'ont guère à leur disposition que l'*Histoire générale* de MM. Lavis et Rambaud. Le tome IV de cet ouvrage, intitulé *Renaissance et Réforme, les nouveaux mondes, 1492-1559*, résume les résultats atteints par la science historique en France autour de 1894. Lisez, par exemple, le chapitre II de *l'Angleterre et la Réforme*. Vous apprendrez que le court règne d'Édouard VI, infiniment moins rempli de mesures arbitraires que celui de Henri VIII, est intitulé *la tyrannie protestante*⁴. Les restrictions mises à la publication et à la lecture de la Bible, l'abolition des lois sur l'hérésie, l'institution de la communion sous les deux espèces, la revision du *Prayer Book*, etc., sont considérés comme des mesures extrêmement hardies, alors qu'elles sont visiblement inspirées par la préoccupation de concilier les besoins grandissants de réforme

1. Testament de Jean Martin, 5 oct. 1701 : « Ma dite femme (Anne Martin) et moy estants arriver dans ce lieu de la Nouvelle Rochelle nuds et n'ayant rien que nos bras pour gasner nostre pain, nous avons travaillé à la sueur de nostre visage pour establir et dresser la maison où nous demeurons à presant et défricher et renfermer les terres quy en dépendent et acquérir le peu qui se trouve par devers nous de bestiaux ou autres choses mouvables. — C'est pourquoi je trouve jaste et raisonnable, et c'est mon testament et déclaration de ma dernière volonté que, lorsqu'il aura plu au Seigneur de me retirer à luy, ma dite femme, Anne Martin, entre en pleine et entière possession et soit la dame absolue et paisible de tout ce quy est à moy »...

2. Ainsi, p. 4, avant-dernière ligne, lisez lèche-fritte, au lieu de sèche-fritte : p. 29 et ailleurs, on a lu ou écrit es pour et ; p. 57, Guevin pour Guérin, etc.

3. Un vol. de xvi-354 p. in-8 avec deux fac-similés et un index. Genève. A. Jullien, 1915.

4. Il y aurait d'autres remarques à faire, par exemple sur la *Bibliographie*, p. 595, qui ne cite même pas les publications de la *Parker Society*, etc.

avec le respect des traditions. Si la liberté des opposants ne fut pas toujours respectée, à une époque où les autorités catholiques ne tenaient aucun compte de la liberté individuelle ou collective, il faut convenir qu'aucune exécution capitale, aucun ordre de torture pour cause de religion, ne souilla le protectorat de Somerset.

Il y a donc plus que de l'exagération à traduire par *tyrannie* le terme de *misrule* par lequel les catholiques intransigeants ont prétendu caractériser le règne d'Édouard VI. Alors que le règne de Marie Tudor qui lui succéda se distingua précisément par une véritable tyrannie religieuse qui la fit appeler par les contemporains *Marie la Sanglante* — nos historiens officiels l'intitulent la *Réaction catholique*. Un règne qui a à son actif plus de trois cents exécutions capitales pour cause uniquement religieuse, sans compter l'exode de plusieurs centaines de protestants obligés de choisir entre la persécution et l'exil, c'est, en effet, une réaction, mais singulièrement plus tyrannique que la prétendue tyrannie contre laquelle elle aurait éprouvé le besoin de réagir, *après avoir solennellement promis* (12 août 1553) *de ne pas forcer les consciences*.

Le livre que M. le pasteur Ch. Martin a intitulé **Les Protestants anglais réfugiés à Genève au temps de Calvin, 1555-1560**, nous raconte précisément les destinées d'un de ces groupes de fugitifs dont la présence seule, loin des frontières de l'Angleterre, fait toucher du doigt l'immense différence qu'il y avait alors entre l'intolérance des catholiques et celle des protestants que nos historiens officiels essaient de représenter comme la plus tyrannique des deux.

Un fait, au surplus, démontre mieux que tous les clichés sur l'intolérance protestante que, bien loin de s'imposer tyranniquement, la Réforme anglaise fut, au fond, une sorte de compromis dans le sens d'Erasme et des réformateurs humanistes qui désiraient ne pas rompre tout lien avec l'Église catholique¹. Parmi ceux qui s'exilèrent sous Marie la Sanglante et furent accueillis par exemple à Francfort-sur-Mein, il y eut le parti conservateur qui ne voulait pas dépasser les limites doctrinales et rituelles du *Prayer Book* d'Édouard VI et ceux qui, comme John Knox, demandaient une réforme plus radicale, entraînant la suppression de tout ce qui, dans la liturgie, rappelait encore le catholicisme.

Ce sont ces derniers qui finalement vinrent se fixer à Genève et dont M. Ch. Martin nous raconte les faits et gestes. Ils arrivèrent le 13 octobre et constituèrent leur Église dès le 1^{er} novembre 1555. Le Conseil de Genève leur accorda l'usage — qu'ils partagèrent avec les réfugiés italiens — du temple actuel de l'Auditoire. Ils n'étaient qu'une poignée, 113 noms représentés par 186 personnes et, en y ajoutant quelques noms qui ne paraissent pas

1. Voyez sur ce point les pages intitulées *Spirit of the English Reformation* dans *The Cambridge modern History*, II, 478 ss.

dans leur registre officiel, environ deux cents en tout. M. Martin a réuni tous les renseignements désirables sur les quelques personnalités qui se distinguèrent dans ce groupe et parmi lesquelles figure au premier rang John Knox qui se plaça dès lors entièrement sous l'influence de Calvin.

Ils commencèrent par publier, en 1556, une liturgie, une confession de foi déjà élaborées à Francfort et auxquelles ils joignirent une traduction du catéchisme de Calvin et un recueil de 51 psaumes mis en vers anglais et en musique. Cette première publication, qui est comme le programme religieux des calvinistes anglais, fut suivie d'une série d'autres dont M. Ch. Martin a dressé l'inventaire bibliographique qui ne renferme pas moins de 44 numéros. Les plus importants sont des écrits de Knox et Goodman qui, en présence de la persécution impitoyable organisée par Marie Tudor, se demandent quels sont les droits et les devoirs réciproques des souverains, et de leurs sujets — et une révision de la traduction de la Bible de Tindale, par William Wittingham.

On voit que les cinq années pendant lesquelles cette petite colonie vécut à Genève, furent extrêmement fécondes. La plupart de ces réfugiés retournèrent dans leur patrie en 1560 et y propagèrent, d'abord en Écosse grâce à Knox, puis en Angleterre même, les principes autour desquels ils s'étaient librement groupés. Parmi ces principes, ceux qui réclamaient un gouvernement constitutionnel — en politique et en religion — ainsi que la limitation des pouvoirs supérieurs — et ceux qui, à la place du sacerdotalisme et du cléricalisme, organisaient la participation de tous les fidèles aux charges religieuses — devaient peu à peu, mais non sans luttes, acquérir droit de cité dans le pays le plus conservateur de l'Europe.

On voit quel service nous a rendu M. Ch. Martin, en réunissant sur cet épisode intéressant et peu connu de l'histoire de la Réforme en Europe¹, des renseignements qui, avant son livre, n'étaient rassemblés nulle part.

N. WEISS.

Anne d'Autriche et Mazarin.

Après tant d'autres écrivains, M. Paul Robiquet a étudié à son tour la question des rapports qui ont uni ces deux personnages² Il nous apporte « un certain nombre de pièces inédites », mais la

1. Il n'est même pas mentionné dans l'*Histoire* précitée de MM. Lavisce et Rambaud.

2. *Le cœur d'une reine, Anne d'Autriche, Louis XIII et Mazarin*. Alcan, 1912, xiv-307 p. — Cf. *Anne d'Autriche et Buckingham*, par M. L. Batiffol, dans la *Revue de Paris* du 1^{er} avril 1913.

principale utilité de son « travail » consiste peut-être à projeter un peu de lumière sur le chaos et la confusion qui caractérisent la Fronde et la Régence d'Anne d'Autriche. La véritable explication de la conduite de la Reine se tire de la passion violente qu'elle éprouvait pour Mazarin. Ce *criterium* une fois adopté, on comprend aisément bien des péripéties qui resteraient obscures et indéchiffrables... Par suite, le développement de cette passion présente le plus vif intérêt, et comme il n'a fait jusqu'ici l'objet que de travaux fragmentaires ou d'histoires générales, M. R. a cru utile de suivre, depuis son origine jusqu'à son terme, l'évolution ou, si l'on veut, la permanence de cette liaison. Sans doute, son étude forme une importante contribution à l'histoire de notre pays; mais peut-être est-il tout de même permis de regretter que l'histoire, pour être complète et pour justifier ses jugements, doive entrer dans tant de détails intimes, et éplucher tant de correspondances faites plutôt pour rester dans l'ombre. M. R. s'excuse « d'avoir multiplié à plaisir les anecdotes scabreuses », estime qu'« il ne s'agit pas là de secrets d'alcôve et de chronique scandaleuse », et laisse au lecteur le soin de juger « s'il était utile de résumer (?) l'histoire sentimentale d'Anne d'Autriche, et de mettre en plein relief toutes les étapes de sa vie de femme et de Reine ». En tout cas, ce « résumé » se trouve être une enquête aussi approfondie que possible, au point de vue matériel du moins, car le point de vue psychologique est beaucoup moins creusé, et la genèse, notamment, de la passion en question est commodément laissée de côté. Plus d'un lecteur hésitera sans doute aussi à admettre aussi délibérément que M. R. que « la figure de Mazarin ne peut que gagner à la lumière des documents »; comme intelligence, peut-être; comme cœur et grandeur d'âme, c'est moins sûr. Ce qui est vrai, c'est que « la partie la plus importante de l'ouvrage est la patiente et minutieuse analyse de la correspondance du Cardinal avec le Roi et la Reine-mère en 1659, au moment de l'affaire de Marie Mancini et des négociations avec l'Espagne pour la conclusion de la paix et le mariage du Roi ». L'auteur a « très soigneusement dépouillé les différents registres qui, soit aux Affaires Étrangères, soit à l'Arsenal, soit à la Nationale, soit à la Mazarine, contiennent cette volumineuse correspondance ». Il a « même eu communication d'un registre appartenant à un collectionneur, M. le comte Allard du Chollet ». Le 3^e chapitre (il n'y en a que 4), sur Marie Mancini prend à lui seul la moitié du volume, et il serait, je crois, téméraire d'affirmer que l'intérêt de cette affaire se soutient jusqu'au bout pour des lecteurs du xx^e siècle. Sans doute, on a tous les éléments du procès sous les yeux, et qui a besoin de se former sur lui un jugement personnel et rigoureusement motivé, n'aura pas à recourir à d'autres sources; mais les autres passeront, je le

crains, bien des pages de ce chapitre d'histoire réputé « le plus extraordinaire et le plus invraisemblable des romans ».

On trouvera, p. 299, la lettre (avec son fac-similé) que la reine écrivit à Mazarin, de Compiègne, le 5 août 1658.

Pourquoi M. R. fait-il (p. 107, note) de l'Electeur palatin et roi « hivernal » de Bohême, Frédéric V, un duc de Bavière? Maximilien était alors duc de Bavière, et rien moins qu'enclin à céder son pays à Frédéric.

Th. SCH.

La Bourgogne en 1525.

L'étude de M. H. Hauser sur le sentiment national bourguignon à propos du *Traité de Madrid et de la cession de la Bourgogne à Charles-Quint*¹ ne touche pas directement l'histoire du protestantisme français, puisqu'elle ne s'occupe que de la question politique. Mais, comme elle nous ouvre des aperçus nouveaux sur la situation morale d'une de nos grandes provinces à l'aube de la Réforme, et que, d'autre part, elle modifie assez sensiblement l'opinion traditionnelle sur le patriotisme bourguignon à cette époque, on n'aura sans doute pas lieu de s'étonner de la trouver au moins mentionnée ici. D'ailleurs, son importance, même au point de vue de ce *Bulletin*, ne réside pas seulement dans ses conclusions originales, et que nous estimons justes, mais aussi dans ses 27 pièces justificatives, extraites soit des Archives nationales, soit de celles de Dijon ou de sa bibliothèque. Quant aux conclusions, il suffira ici de dire que M. Hauser apporte les preuves évidentes de l'inauthenticité des « fières déclarations » mises, « en termes grandiloquents », par dom Merle, le continuateur de l'*Histoire de Bourg.* de dom Plancher, dans la bouche des députés bourguignons aux prétendus États-Généraux de Cognac (mai 1526). La grande importance de cette rectification vient de ce que ce récit fantaisiste de dom Merle, récit rédigé pourtant dans le plus pur style du XVIII^e siècle, et avec la phraséologie encyclopédiste, a été, plus ou moins, accepté par tous les historiens, à commencer par le plus moderne, M. Kleinklausz, qui « ne s'est pas contenté d'admettre, comme ses prédécesseurs, l'envoi à Cognac des députés bourguignons », mais même, « a remis dans leur bouche, sans lui faire subir aucune modification, le discours que leur prête dom Merle ». Ajoutons que « la série K des Archives nationales n'a conservé aucune trace des États-Généraux de Cognac », et qu'il n'en « est question ni dans les recueils établis à la fin du XVIII^e siècle, ni dans celui de Georges Picot ». Voilà comment on écrit l'histoire au XX^e siècle. *Et nunc erudimini.*

Th. SCH.

¹ Picard, 1912, 182 p.

CORRESPONDANCE

Notes rectificatives et complémentaires pour le Bulletin de juillet-octobre 1916. — Une lettre de M. Lucien Romier.

J'ai ouvert la dernière livraison du *Bulletin* par une note sur ce qui s'est passé en 1914-1915 dans le camp de prisonniers de *Wittemberg*. Nous croyons généralement qu'il n'y a en Allemagne qu'un *Wittemberg*, celui de la Saxe dont Luther illustra l'Université. Or il y a plusieurs villes portant le même nom, et je n'ai su que trop tard que celle près de laquelle se trouvait le camp en question est située sur l'Elbe, dans la Prusse occidentale, et s'appelle, en réalité, *Wittemberge*. Les faits révoltants qui se sont passés dans ce camp sont tout aussi odieux et caractéristiques de la mentalité allemande que s'ils s'étaient passés près du *Wittemberg* saxon.

M. Ch. Bost m'a fait remarquer, à propos de la condamnation de Geoffroy Guérin, que le *retentum* transcrit à la fin de la page 227, s'explique mieux lorsqu'on le comprend comme se rapportant à l'arrêt du 4 juin auquel celui du 1^{er} juillet donne force de loi. En effet, ce *retentum* stipule que si le prisonnier persévère dans son erreur, il aura la langue coupée et sera brûlé vif. Or, en homologuant le 1^{er} juillet, l'arrêt du 4 juin, la cour modifie précisément cette partie du *retentum*, puisqu'elle dit que si le prisonnier persévère « il sera baillonné au lieu de luy couper la langue ». Je remercie M. Bost de sa judicieuse remarque et prie mes lecteurs de remplacer les lignes de la page 225, à partir des mots, *Il y a plus*, par celles-ci : « Cet ordre d'exécution se borne à modifier, d'une manière significative, la partie du *retentum* qui, le 4 juin, stipulait que si le prisonnier persévérerait dans ses erreurs et blasphèmes, « luy sera la langue coupée au sortir desd. prisons ». Cette aggravation de peine est remplacée par l'ordre, au cas où elle persévérerait, de baillonner la victime avec un baillon de fer.

« Ce qu'on craignait donc par-dessus tout c'est que le condamné pût prendre la parole et au cours des préparatifs toujours longs du supplice, « crier sa foi ». Et c'est aussi cette crainte qui avait fait remettre la date de ce dernier. Mais le roi était déjà intervenu, après la prise de Thionville (22 juin) pour que l'arrêt du 4 juin fût enfin exécuté. On se décida donc à ne plus attendre.

« Le supplice, eut, en effet... »

Enfin notre ami M. R. Garreta a aussi essayé d'identifier les

noms de la fameuse liste de prisonniers de l'assemblée de la rue Saint-Jacques. Il m'écrit : « A propos des n^{os} 38 et 115, il s'agit vraisemblablement de François Poisson, fils de Jean P. et de N. Quesnel, mari de Charlotte de la Rivière qualifiée dame du Mesnil. Maintenu noble, le 17 janvier 1668, cette famille de l'élection de Pont-Lévesque portait, de gueules à trois coquilles d'or 2 et 1, au dauphin d'argent en chef (Recherche de la Galissonnière).

« Le n^o 107, *Jehan Jubert* de Digeron (?) pourrait se rattacher à la famille de ce nom, dont le comte de Chastellux a donné la généalogie dans la *Revue historique nobiliaire et biographique* de Sandret, 1870-1871.

« Le n^o 114 ne devrait-il pas être lu *Sabrevois*, famille dont il est question dans le P. Anselme, II, p. 384 D; IV, p. 223 A et VII, p. 711 D? »

Enfin, j'ai reçu de M. Lucien Romier, une très intéressante lettre dont il veut bien me permettre de communiquer à nos lecteurs la partie qui touche au compte que j'ai rendu de son volume :

Versailles, 2 novembre 1916.

« Monsieur,

«...Je veux vous dire tout de suite que j'ai été extrêmement touché de la critique pénétrante et sympathique que vous avez faite de mon livre. Le commentaire que vous avez rédigé de la liste des prisonniers de la rue Saint-Jacques était attendu de moi qui, en publiant cette liste espérais bien que votre science viendrait y ajouter de la vie et des précisions. Je vous remercie de n'avoir pas déçu cet espoir.

« Quant au compte rendu, au sujet duquel je ne saurais trop vous exprimer ma gratitude, je désire vous dire sincèrement et en toute franchise les réflexions qu'il m'a suggérées. Vous les accepterez comme venant d'un homme dépourvu de toute arrière-pensée.

« 1^o D'une manière générale je ne voudrais pas qu'on prit le chapitre que vous avez analysé, pour une étude approfondie, et, à mes yeux, complète, de la situation politique de la Réforme vers 1558. Depuis que ce chapitre a été écrit, j'ai beaucoup élargi mes recherches, beaucoup réfléchi aussi et les choses m'apparaissent infiniment plus nuancées ou plus complexes. Ma sympathie pour les vrais réformés s'est éclairée minutieusement et aujourd'hui je comprends leurs pensées et leurs actes, comme je ne pouvais le faire après des recherches forcément rapides. Je vais publier, dans l'un des prochains numéros de la *Revue histo-*

rique, une très longue étude sur les *Protestants français à la veille des guerres civiles*. Vous y verrez l'idée que je me fais actuellement des Réformés au xvi^e siècle, et j'espère que cette idée satisfera au moins en partie la justice invoquée par vos premiers martyrs.

« 2^e « Il n'y a pas de mouvement historique plus national que la Réforme française ». A cette idée ma conviction d'historien est inébranlable et de plus en plus attachée, sans thèse ni parti pris. J'en parle avec d'autant plus de liberté que, vous le savez, je ne suis pas protestant. Aujourd'hui je suis absolument convaincu que la Réforme française, non celle assez vague du début, mais celle qui s'est cristallisée dans une doctrine et dans un corps d'Églises vers 1560, sortait du plus profond de notre terroir et de notre âme nationale. Elle a été, non du tout une révolution, mais une continuation, ou mieux une restauration. Elle a été adoptée et comprise, et comprise seulement par ceux qui étaient du sang français le plus pur, depuis Bèze jusqu'à Coligny. Les influences politiques ou religieuses venues de l'étranger ont pu être acceptées par nécessité, mais elles l'ont été avec répugnance. Je vais plus loin. Je crois que toute ou presque toute la civilisation morale du xvii^e siècle français a ses racines dans la Réforme nationale du xvi^e siècle. Si pour des raisons accidentelles, les cadres formels du protestantisme ont été violemment rejetés, sa véritable pensée, et surtout sa morale ont eu un succès étonnant dans la classe qui a donné à la France moderne son caractère dans la bourgeoisie. Aussi me semble-t-il déplorable, au point de vue historique, de laisser s'accréditer, si peu que ce soit, l'opinion qui considère le protestantisme français comme une excroissance éphémère et hétérogène.

« 3^e Sur les causes immédiates de la Réforme et sa diffusion par les clercs, je suis aujourd'hui tout à fait de votre avis. Mais je conteste que ceci lui ait donné un caractère international. Les clercs ont été les agents désignés de la propagande par leur vocation même et par leur habitude de l'enseignement, au début : mais plus tard et justement lorsque le peuple des fidèles eut pris conscience de ses propres aspirations et les eut fixées, il rejeta des éléments qu'il sentait trop flottants et trop ouverts à toutes les influences (cf. mouvement de 1560 à 1563 dans les Églises françaises contre les défroqués).

« 4^e Les Jésuites. J'ai l'impression, très sincèrement, que les protestants sont injustes à l'égard des Jésuites. Ceux-ci ont été des adversaires si dangereux, non pas précisément à cause des violences inspirées par quelques-uns d'entre eux, mais à cause de leur effort pour redonner à temps au catholicisme romain, malgré Rome même, une efficacité mystique et religieuse : en quoi faisant, ils prenaient aux protestants la partie peut-être la

plus attrayante de leur programme. De nombreux Jésuites furent d'excellents apôtres et c'est, plus que les roueries de quelques-uns d'entre eux, la vraie raison historique de leurs premiers succès.

« 5^e Je fais aujourd'hui amende honorable pour mes jugements sur l'œuvre politique de Calvin. Après une longue et minutieuse lecture de toute sa correspondance et de ses œuvres, je proclame qu'il a été, non le plus conciliant certes, mais le plus clairvoyant, le plus fin et le plus réaliste, j'ajouterai même le plus loyaliste des protestants. Vous verrez ce que je dis de son action dans mon prochain article de la *Revue historique*.

« Je termine en vous disant ceci : l'histoire du conflit religieux du xvi^e siècle français est à refaire. Les huguenots attendent encore que le grand public ou simplement le public instruit, et j'y comprends une partie de leurs descendants, reconnaisse leurs vrais mérites et leurs vraies fautes. Les grands catholiques de cette époque n'ont été guère plus heureux : abondamment couverts de fleurs par leurs apologistes, ils ont été défendus souvent de la façon la plus niaise. L'histoire dont je parle ne pourra être refaite qu'en prenant pour bases les *Opera Calvini* et votre *Bulletin* que des érudits notables paraissent ignorer. Travaillons donc inlassablement et impartialement à cette tâche en nous éclairant les uns les autres. C'est une tâche nationale entre toutes.

« Veuillez agréer...

« LUCIEN ROMIER. »

Nos lecteurs remercieront avec moi M. L. Romier de ses intéressantes explications que, pour ma part, je me félicite d'avoir provoquées.

Je ne veux pas instituer ici un débat qui ne pourrait avoir lieu utilement que s'il prenait beaucoup de place et de temps. Je me bornerai donc simplement, en ce qui concerne les § 2 et 3 de sa lettre, à dire que je crois qu'il y a entre lui et moi un malentendu sur ce qu'il appelle le caractère national de la Réforme française. Il est évident que, telle qu'elle s'est présentée et organisée vers 1560, la Réforme est essentiellement et uniquement française. Mais il s'agissait, dans mon compte rendu, des *débuts* du mouvement en France. C'est à propos de ces origines que j'ai contesté que le mouvement fût entièrement indépendant de ce qui se passait ailleurs. C'est à ce moment aussi qu'il a eu un caractère international, la puissance souveraine contre laquelle il était dirigé étant d'ailleurs elle-même, à la fois internationale et extra-nationale.

Quant aux Jésuites, je crains que nous ayons plus de peine à nous entendre. A mes yeux, leur intervention dans le développement de la Réforme française a eu un caractère bien plus poli-

tique que religieux; il faut, il est vrai, y ajouter leur activité pédagogique. Mais là ils ont, d'une part, adopté les méthodes inaugurées dans les collèges protestants, d'autre part supprimé ou ruiné ces derniers (Bordeaux, Nîmes, etc.) ce qui n'est pas pour me réconcilier avec leurs procédés. Mais nous aurons d'autres occasions de confronter nos vues.

En attendant, nous remercions M. Rœmier de l'hommage qu'il veut bien rendre à Calvin, le Français qui a eu l'honneur de recevoir le plus d'injures de la part de ceux au service desquels il a consacré toutes ses forces.

N. W.

**A propos d'une plaquette contre Pierre Dumoulin,
les de Courville, de Montigny, de Billy, etc., en 1617.
Vues de Cœuvres et de Saint-Pierre-Aigle (Aisne).**

M. R. Garreta nous signale cette plaquette, que renferme le volume de *Mélanges A*, 1765 de la Bibliothèque de Rouen (1) :

Lettre de Madame la baronne de Courville, écrite à Madame de Montigny, sa mère, sur le sujet de sa conversion, où est fidèlement rapporté ce qui se passa tant au logis de Monsieur du Moulin qu'en sa maison, entre Monsieur de Raconis, Bachelier et professeur en théologie, et Monsieur de la Mitière, Avocat en parlement, au refus et sur la fuite du Sieur du Moulin, etc. A Paris, chez Pierre de Forge, rue Saint Jacques, aux Colonnes. MDCXVII, 70 pp. (F^{co} prot^{le} 2^e éd. t. IV, col. 826) et nous écrit :

Il me paraîtrait intéressant d'identifier complètement cette baronne de Courville, ainsi que la dame de Montigny, sa mère.

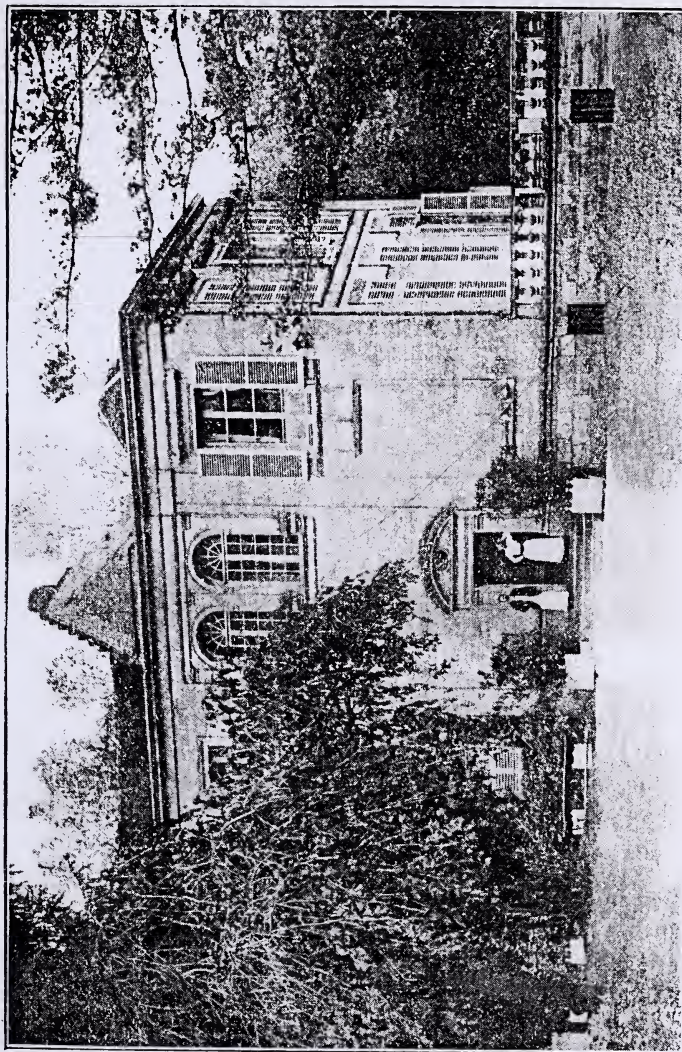
Elle me paraît se rattacher à la famille de Billy, qui a possédé Courville, et dont plusieurs membres sont qualifiés barons de Courville.

Dans cette lettre, elle indique que son fils eut l'honneur d'être nommé et tenu sur les sacrés fonds de baptême par Monsieur le Procureur Général et Monsieur le Président Nicolaï. — Or, Jean Nicolaï, ch^{er}, Sgr. de Goussainville et autres terres et sgries, telles que la Cognardière, Champrond, Bernay, Silly et Presles, était aussi, au droit de sa femme, sgr de Courville; il fut premier président en la Ch. des Comptes de Paris, ainsi que son fils aîné, Antoine. Il mourut le 31 mai 1624, et fut enterré à St Merry.

Par contrat du 22 janvier 1578, il avait épousé Marie de Billy,

(1) Et qui se trouve aussi à celle de la rue des S^{ts}-Pères. R. 9931.

filles de M^{re} Louis de B. baron de Courville, sgr. de Vauxjoly, d'Yvor et de Launay, chevalier de l'ordre du roi, et de dame

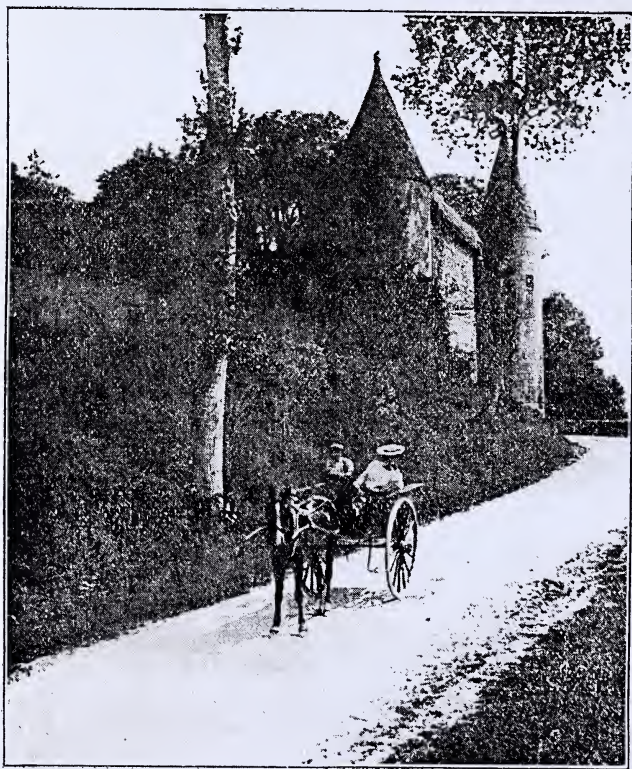


Château de Cœuvres appartenant à M. d'Estrées, grand maître de l'artillerie, où les protestants de Soissons célébraient leur culte avant la Saint-Barthélemy. *Bull.* 1906, 363.

Felice de Rosny, dame de Radrets et du Léart, fille de Lancelot de Rosny, sgr. de Brunelles. Marie de Billy était morte en 1596.

D'où 6 enfants :

1. Antoine Nicolaï, ch^{er}, m^{is} de Goussainville, sgr. de Presles et d'Yvor, premier prés^t de la Chambre des Comptes de Paris.
2. Louis N. ch^{er}, sgr. de Presles et d'Yvor.
3. Aymar N. sgr. de Bernay, Raderay, Chauvigny et Glorières, né vers mars 1595, con^r au parlement de Bretagne.
4. Anne, morte sans alliance.
5. Marie Nicolaï, qualifiée dame de Courville, née vers l'an



Saint-Pierre-Aigle (Aisne) où les protestants de Soissons et environs célébraient leur culte après la Saint-Barthélemy (*Bull.* 1908, p. 365).

1586, morte le 6 août 1675, âgée de plus de 90 ans, ép. par contrat du 24 juin 1603, M^{re} Pierre de Roncherolles, ch^{er} sgr. et baron du Pont St Pierre, Ecouis, Marigny, Dampierre, le Plessis et Bouchevilliers.

6. Renée, dame de Champrond et de la Cognardière, née vers 1588, mariée par [contrat] du 14 février 1608 à M^{re} Mathieu Molé,

ch^{er}, sgr. de Lassy et de Champlastreux, Procureur Général et 1^{er} président du parlement de Paris, enfin garde des sceaux de France,

« ... Je priai (dit-elle encore) M^r le baron du Pont Saint Pierre, que l'on reconnaît assez pour son savoir et mérite entre ceux de sa profession, de me vouloir conduire chez M^r du Moulin ».

Elle dit plus loin... « Le professeur en théologie Raconis¹ avait été nourri dans l'erreur, jeune jusqu'à l'âge de treize ans, par la main d'un ministre nommé Biolet² demeurant et faisant le prêche à Neuville, maison appartenant à feu son père, Monsieur de Perdreauxville³... »

« M^r de Raconis professeur en théologie à Navarre, preschant pour lors à S^t Germain de l'Auxerrois, neveu du P. Ange de Raconis⁴. »

R. GARRETA.

Puisque nous nous occupons de Pierre Dumoulin, notre collègue M. Pannier nous a envoyé ces deux vues destinées à illustrer l'autobiographie du célèbre pasteur, c'est-à-dire celles de *Cœuvres* et *Saint-Perre-Aigle*, dans l'Aisne, où son père exerça son ministère avant et après la Saint-Barthélemy⁵. On sait que le château de Cœuvres appartenait à M. d'Estrées, le grand maître de l'artillerie qui abjura à la Saint-Barthélemy et fut le grand-père de la célèbre Gabrielle d'Estrées. Saint-Pierre-Aigle, qui semble n'avoir pas été « restauré » comme le château de Cœuvres, est aujourd'hui un rendez-vous de chasse.

N. W.

1. Charles-François Abra de Raconis.

2. De 1592 à 1594, *Pierre Biolet* était pasteur à Mouy, dans le Beauvaisis (*Bull.* XXXII, 65), et, en 1603, à Houdan (Haag, X, 269).

3. François d'Abra, de Raconis, sgr. de Perdreauxville. Perdreauxville étant près de Mantes, Neuville doit être un hameau ou lieu de cette région.

4. Ange Abra de Raconis, capucin.

5. Cf. *Bull.* 1906, 363, 365.

Le gérant : FISCHBACHER.





- Balbani, 113.
Bale, 27, 218.
 Balin (N.), 299.
 Ballinghen, 290-300.
 Banet (J.), 131.
 Baradone, 319.
 Barbat (J.), 163.
 Barbu (Fr.), 157.
Barcelone, 46.
 Barde, 85.
 Bardou (de), 319.
 Baret (J.), 266 n.
 Bargeton (de), 126.
 Barizeau (F.), 290.
 Barizeau (Is.), 292.
 Barnes (M^{sr}), 181.
 Barrairon (M. Et.), 255.
 Barraud (M.), 151.
 Barresimis (S.), 313.
 Barret, 316.
Bar-sur-Aube, 323.
 Barroye (J.), 164.
 Barthélémy, 200.
 Barthélémy (P. J.), 160.
Barutel, 30 n.
 Basnage, 47.
 Bassellerie, 321.
 Bastide, 313.
 Bastin (P.), 162.
 Batanam, 321.
 Batifol (L.), 338 n.
Baturin, 155.
 Baud, 324.
 Baudemont (A. de), 162.
 Baugh Allen (Lancelot), 93.
 Baum, 11 n., 21, 24 n., 48 n.
 Baum (G.), 217.
 Baumet, 151.
 Bauvet, 91.
 Baux, 61.
 Bâville, 13, 16, 35, 50, 117, 123, 131, 133, 138, 301.
 Bayle, 69, 275, 278.
Bayreuth, 143.
Béarn, 222, 326, 330.
Beaufort, 270.
 Beaujeu (de), 201, 204.
 Beaumarchais, 178.
Beauvrequen, 299.
 Beauvais (L. et Fr. de), 169.
Beauvoisin, 162.
 Beaulx, 203.
Bédarieux, 153, 157, 158, 322.
 Bégon, 70.
 Belay (M.), 162.
Belfast, 188 n.
Belgique, 6, 188 n.
- Bellême*, 239.
 Belon (A.), 152.
 Benézet (Fr.), 260.
 Benoit, 275.
 Benoit (D.), 46 n., 47 n., 260.
 Benoit (E.), 240 n.
 Beraud, 323.
 Berault (J.), 240 n.
 Berault (S.), 240 n.
 Berdon, 318.
 Berenger de Gua (M. de), 171 n.
 Berengier, 259.
 Bergemont, 238.
 Berger, 314.
 Berger (P.), 155.
Bergerac, 151, 321, 327, 329.
 Bergins (N.), 178.
 Béringnier (Le Dr R.), 250.
Berlin, 125 n. 127, 128, 139-143, 259.
 Bernage (de), 49 n., 50.
 Bernard, 126 n. 163, 315.
 Bernard-Barbarin, 167 n.
 Bernardi, 315.
 Bernardoue (E.), 156.
Berne, 13, 141, 186, 218.
 Bernelot (J.), 66-69.
Bernières, 55.
 Bernin (P.), 159.
Bernis, 255, 259.
 Bernis (Berard de Toiras de), 256.
 Bernom (J.), 159.
 Bernus, 194, 196 n., 230 n., 234 n.
 Berrac, 314.
 Bertholmier de Puypeyroux, 237, 238.
 Berthomier, 198, 199, 212.
 Bertin, 336.
 Bertin (J.), 162.
 Bertrand (M.), 164.
 Bertrandi (J.), 205 n.
 Besenade, 320.
 Besly, 336.
 Besse, 270.
 Besson, 44.
 Bétrine (J.), 28.
 Bétrines, 33.
 Bèze, 248, 343.
Bèze, 153.
 Bèze (Th. de), 85, 179 n., 180, 111-113, 205, 217, 218.
Béziers, 157.
 Bezuc de Fontcouverte, 147, 148.
 Bibbe (J. de), 203
Bibliothèque de la Société, 78, 178, 325.
Bicêtre, 310, 311.
 Bidaille (E.), 159.
 Bidal (J.), 163.

- Bidart, 318.
 Bieler (Ch.), 184.
 Bigot (A.), 157.
 Billon (Ch.), 204.
 Billy (de), 345, 346.
 Binet, 266 n.
 Biolet, 348.
 Bisson, 320.
 Bissy (Card. de), 8.
 Blachère, 314.
 Blaice (Ch.), 202.
Blaizac, 45.
 Blanc (J.), 167, 173.
 Blanc (F.), 154.
 Blancard (J.), 291.
 Blancart, 293.
 Blanchart (J.), 200.
Blanzac, 129.
 Bledz (G. de), 58.
 Bleuzeit, 292.
Blois, 150, 237.
 Blondel (Fr.), 158.
 Bodin, 323.
Boesse-le-Sec, 240 n.
 Boileau, 88.
 Boileau (de), 132-134.
 Boire, 321.
 Boislisle (de), 333.
 Boissrond, 330.
 Boisserand, 324.
 Boissier, 255, 317, 318.
 Boissier (G.), 152.
 Boissier (R.), 151.
 Boissière (J.), 150.
 Boissières (M.), 145.
 Boisson, 320.
 Boissonne (M.), 155.
 Boissy d'Anglas, 71 n.
 Bolbec, 74.
 Bombenoux, 322.
 Bombonnoux (J.), 12-49, 54.
 Bon (G.), 202.
 Bonduel (Is.), 292.
 Bonaparte, 71 n., 72.
 Bonesi, 321.
 Bonard, 318.
 Bonet-Maury (G.), 77, 335.
 Bonhomme, 130, 131.
 Boni (P.), 153.
 Bonjoux (A.), 167 n.
 Bonnafous (A.), 137.
 Bonnan (Fr.), 155.
 Bonne, 324.
 Bonne (Le Chevalier de), 173.
 Bonneau (J.), 202.
 Bonnecourt (de), 91.
 Bonnefon, 40 n., 51 n., 52 n.
 Bonnefond (J. de), 240 n.
 Bonnet, 218 n., 320.
 Bonnet (A.), 159.
 Bonnet (G.), 204.
 Bonnet (J.), 197, 274 n.
Bonninghe, 290-300.
 Bonouvrier, 316.
 Bontoux de la Salette, 166.
 Bordeau (A.), 202.
Bordeaux, 76, 327, 329, 345.
 Bordier (P.), 179.
 Borel (A.), 30 n.
 Borgeaud (Ch.), 275.
 Bornet, 313.
 Bornier (A. de), 145.
 Borri (J. L.), 160.
 Bort, 313.
 Bossuet, 135, 239, 283, 327.
 Bossugues (de), 300.
 Bost (Ch.), 5, 9, 54, 77, 301, 341.
 Bouchard, 186.
 Bouchart, 204.
 Bouche, 155.
 Bouchet, 316.
 Bouchet (A.), 66-69.
 Boucoiran, 320.
 Boucres, 296.
 Boucquet (J.), 272.
 Boucquet (P.), 297.
 Boudin, 322.
 Boufflers (de), 326-333.
 Bougi (A.), 164.
 Bouhours (Le p.), 83.
 Boulet, 315.
 Boule (G.), 203.
Bouillargues, 53.
 Bouilli (A.), 162.
 Bouillon (Duc de), 91, 94, 114 n.
Boulogne, 289-300.
Boulonnais, 288-300.
 Bourbon (H. de), 91, 263, 269.
 Bourbon (L. de), 91.
Bourdeaux, 154.
 Bourdet, 112.
 Bourdillon (Le maréchal), 236.
 Boureille de Grand Gallargues, 40 n.
 Bourgade, 237.
 Bourgeois, 93.
Bourgogne (La), 340.
 Bourgueil, 270, 271.
 Bourgueville (de), 240 n.
Bouscaren, 27 n.
 Bouvier, 320.
 Bouwes, 290-300.
 Boyer (de), 134.
 Boze (de), 277.
Bragassargues, 45.

- Bramaric (J. de), 145.
 Branchu (J. Fr.), 160.
 Brandebourg, 216 n, 259.
 Brandon (Joris), 213.
 Brantome, 104 n, 108 n.
 Brassac, 159.
 Brecht (R.), 94.
 Brême, 126.
 Bresme (J.), 291, 292, 294.
 Bresson (J.), 101.
 Bret de Bomal, 323.
 Briatexte, 314.
 Bridou (Ch.), 291.
 Brie-Comte-Robert, 180.
 Brienot (Ch.), 202.
 Briet (E.), 74.
 Brignole, 315.
 Bringuier, 299 n.
 Brinon (de), 101, 102, 105.
 Brisac, 302.
 Brissac, 170 n.
 Brochet (P.), 151.
 Broses (R.), 202.
 Brousson, 7, 13, 26, 34, 115, 275 n.
 Brueis (de), 145-148.
 Brueys de Bezuc (de), 142.
 Bruges, 111 n.
 Brulard (P.), 213.
 Brun, 315.
 Brunel, 19, 22, 27, 28, 48.
 Brunel (Ch. de), 204.
 Brunet (S.), 160.
 Bruniquel, 319, 320.
 Brunner (G. de), 114 n.
 Brunot (F.), 82, 83.
 Bruxelles, 282 n.
 Budé, 248.
 Budé (Fr.), 202.
 Budé (G.), 202 n., 217, 218.
 Buhardy, 324.
 Buhet (E.), 66, 67, 69.
 Buhot (P.), 159.
 Buisson (F.), 85.
 Bullet, 324.
 Bullinger, 180.
 Bure (Id. de), 93.
 Busse (J. de), 291.
 Bussy, 204.
 Buxy, 153, 323.
 Cabanis (J.), 36.
 Cabidel, 151.
 Caboche (de), 263, 267.
 Cabriac (de), 314.
 Cabride, 319.
 Cabrières, 38, 40.
 Cabrières, 126, 127.
 Cabrol (N.), 160, 318.
 Cabrot (D.), 159.
 Cachard (J.), 154.
 Cadet, 46.
 Caen, 55, 59, 60, 257, 332 n.
 Cahagnes (P. de), 60.
 Caillaud, 161.
 Calais, 246, 288-300.
 Calaisis (Le), 288-300.
 Calvados, 55.
 Calve, 320.
 Calvin, 12, 23, 82, 85, en Angleterre, 92, 93, 180, 187, 190, 191, 197, 206, 209, 217, 220-222, 228-235, 248-254, 278, 336-338, 344-345.
 Calvisson, 149, 150, 161.
 Camisards (Les), 7, 11-15, 25, 26, 34, 40 n, 46, 330.
 Cambis (de), 137.
 Cambrai (Traité de), 179.
 Cambridge, 181, 257.
 Campagnagne (de), 145.
 Campagne, 297.
 Campin (A.), 157.
 Camus (M.), 161.
 Camuzat, 179 n.
 Canada (Le), 182-185.
 Canalere, 320.
 Canet, 151.
 Cannel, 315.
 Canterbury, 257.
 Canton, 316.
 Capon (J. de), 158.
 Cappel, 112 n., 257.
 Capsal, 323.
 Caracciolo, 179.
 Carbonnière (P.), 156.
 Carcassonne, 50, 130, 131, 323.
 Cardet, 154, 313.
 Cardin, 318, 319.
 Carelle, 315.
 Carigna, 163.
 Carlot (Le marquis de), 156.
 Carmel, 248.
 Carmel (G.), 217, 248, 231.
 Cariolet, 153.
 Carolina (Hug. Society of South), 185.
 Caroline du Sud, 186, 258, 325.
 Carpentras, 324.
 Carron (A.), 153.
 Carteret, 323.
 Casement (Sir R.), 188.
 Cassagnoles, 164.
 Casse (J.), 203.
 Cassel (A.), 291.
 Cassel (J.), 292.

- Castagnac (Cl.), 161.
Castagnols, 11, 24, 47.
 Castalio, 223.
 Castan (J.), 162, 164.
Casteljaloux, 155, 315.
Castelnau, 104 n., 137 n.
Castelnau de Brassac, 162.
 Castilhion (A.), 202.
Castillon, 321.
Castres, 136, 155-163, 318, 321.
 Catalan, 320.
Catasara, 314.
Cateau-Cambrésis (Tr. de), 80.
 Catherine de Médicis, 80, 206.
 Caton (veuve), 20.
 Catry, 292.
 Catteau (B.), 291.
 Caucheteur, 293.
 Caussade, 316, 322.
 Cavalier, 12, 16, 45, 313.
Caveirac, 158.
 Cavusse (J.), 158.
Caseneuve, 160.
Cérisoles, 179.
 Cesquiette (C.), 159.
Cèvennes (Les), 7-16, 29, 35, 40-50, 54, 96, 160, 162, 318, 330.
Ceyras, 314.
 Chabot (Is.), 202.
 Chabrier, 19 n.
 Chaict (P.), 158.
 Chaix (A. E. et J.), 167 n.
 Chaix-Feraut, 167 n.
Chalançon, 320.
 Chaleron, 316.
Challex, 160.
 Challotin (J.), 167 n.
Châlon-sur-Saône, 319.
Chalons, 118 n., 153.
 Chambaud, 314.
 Chambon, 213, 315, 321.
 Chambonne, 40 n.
Chambre-Ardenne, 195, 246.
 Chambrier, 147.
 Chambrier (Mme de), 127 n., 144 n.
 Champagne (C. de), 110.
 Champagne (L. de), 106, 110 n., 112 n.
 Champagne (N. de), 206.
 Champagne-la-Suze, 99, 107.
 Champaigne (de), 201, 204, 206.
 Champ-Mougouin, 172.
 Champoléon, 171, 174.
 Champoléon (M. de), 166, 174.
Champsaur, 174.
 Chandieu, 205, 210-219.
 Chandieu (A. de), 196, 197, 230, 231.
 Changrand, 204.
 Chanteloup (J. de), 104.
 Chapman (Victor Jay), 257, 258.
 Chappan (Les frères), 171.
 Chappon, 317.
 Chappuis, 314.
Charenton, 64, 310.
 Charlay, 296.
 Charles II, 181.
 Charles-Quint, 80, 179.
 Charles VIII, 99.
 Charles IX, 90, 91, 104 n., 105 n., 237, 261-265.
Charlex, 324.
 Charnisay (baronne de), 149.
 Charon (O.), 204.
 Charronet, 166.
Chartres, 198, 199, 239.
 Chastanye (J. de), 203.
 Chastellux (de), 342.
Château-Garnier, 258.
Châteauneuf, 179, 180.
 Chatillon, 79.
Chatillon, 317.
 Chatonet, 325.
 Chatoney, 77, 178.
 Chayla (L'abbé), 15.
 Chaudane, 169.
 Chauvière (M.), 167 n.
 Chauvelin, 288, 290, 298 n.
 Chavignac, 315.
 Cheminum (Cl.), 160.
 Chenevière, 85.
Cherbourg, 323.
 Chevalier, 213.
 Chevalier (J.), 162.
 Chevallier, 187, 257, 304.
 Chiffon (G.), 320.
 Chilliet (P.), 203.
Chine (La), 313.
 Chiniquy (Le p.), 184.
 Chirac, 276.
Chomérac, 320.
 Chomoye (M.), 204.
Chorges, 166, 176.
 Chorier, 166.
Cimetières. — *de Bernis* 255. — *de Calais*, 294. — *de Périgueux*, 235.
Clairac, 153-313.
 Claire, 19-21.
Clarenzac, 314.
 Claris (P.), 12, 19, 25, 38, 43.
 Claude (Le Ministre), 88.
 Clauzel (Y. de), 143.
Clérac, 321.
 Clerc, 320.
 Clerc (J. F.), 158.
Clermond, 317.

- Clermont (G. de), 174.
 Cléry (Rue de), 89.
 Clèves, 140.
 Clinet (N.), 232.
 Clinquemeure (P.), 296.
 Cloup, 314.
 Cluson (Le), 82.
 Clyvet, 202, 210.
 Cœur, 314.
 Cœuvres, 345-348.
 Cognac, 340.
 Coigny (Francquetot de), 100.
 Colar (J.), 157.
 Coleman (Caryl), 335.
 Colligny, 80, 91, 205, 246, 261, 268, 343.
 Coligny (fils de), 92.
 Coligny (Fr. de), 209.
 Coligny (O. de), 104 n.
 Collé, 280.
 Collet de Dèze, 154, 163.
 Collonges (de), 231.
 Cologne, 127.
 Comaret (de), 158.
 Combes (J.), 27, 33.
 Comblat (P. et J.), 162.
 Combles, 299.
 Comboursier (B. de), 173 n.
 Combovin, 152.
 Comminges, 317.
 Compagnie du Saint-Sacrement, 84.
 Compiègne, 218, 219, 340.
 Concordat (Le), 244, 249.
 Coniac de Combrieux, 153.
 Condé, 91, 92, 265, 268 n.
 Condom, 222 n.
 Condonnier (D.), 157.
 Congo (Le), 188.
 Conjectures sur la Genèse, 274.
 Conort, 26.
 Conot (B.), 154.
 Conte (M. de), 159.
 Coquelle, 290-300.
 Coquerel (A.), 197.
 Coquerel (Ch.), 30 n., 32 n., 42 n., 48 n.
 Corans, 317.
 Corbeau (Fr.), 204.
 Corbessasse (M.), 163.
 Corboyer (M^e de), 241.
 Corillier (S.), 158.
 Corneille (J. de), 157.
 Cornille (A.), 295.
 Cornua, 323.
 Corps, 154.
 Corteiz (J.), 29 n.
 Cortilliard (M.), 157.
 Cosme (P. de), 203 n.
 Cossac (P.), 153.
 Coste, 317.
 Coste (D.), 154.
 Coste (P.), 156.
 Costelicarde, 26.
 Costenoble (J.), 292.
 Cotelier, 274 n.
 Cottereau (E.), 206 n.
 Cottigny, 296.
 Couard-Luys, 110 n.
 Coubet, 46.
 Coudurier de Chassaigne, 257.
 Coulom, 34.
 Coulommiers, 104.
 Coulouque, 291-300.
 Couras, 317.
 Courcelles (de), 91.
 Courdemanche (J. de), 240 n.
 Court (Antoine), 10-13, 18-54, 95, 96.
 Court de Gebelin, 96.
 Courtenay, 322.
 Courtevroux, 105.
 Courthézon, 153.
 Courtomer (M^e de), 241.
 Courville (de), 345, 346.
 Coutaut, 336.
 Coutelle, 162.
 Couthon (A.), 204.
 Coutras (Bataille de), 106.
 Couverteau (A.), 203.
 Couvet (J.), 44, 45, 48.
 Covelle (A.), 128.
 Cramner, 257.
 Crespigny, 93.
 Crespin, 196, 205, 211-216, 220-225, 234-233.
 Crespin (P.), 297.
 Crest, 158.
 Creully, 58.
 Creysson (M.), 167 n.
 Crince (A.), 290.
 Crince (J.), 292.
 Crochat, 322.
 Crocy, 239.
 Croispeil (M.), 201.
 Cros, 14.
 Crosne, 308.
 Crotte, 45, 49.
 Croy de Wirvignes, 299.
 Croysson, 201.
 Crutault, 203.
 Cuau (P.), 160.
 Cucharmoy, 105.
 Culat (A. de), 151.
 Cully, 60.
 Cuminque (A.), 291.

- Dagaux, 159.
 Dague (P. et T.), 150.
 Dailladoux (P.), 162.
 Daillé, 71, 181 n.
 Dalboux, 295.
 D'Alembert, 277 n., 279, 284.
 Dalinghem, 300.
 Dall (S.), 162.
 Damoin, 319.
 Damouyre, 320.
 Dancel, 323.
 Daney, 316.
 Dangeau, 330.
 Danger (D.), 136.
 Danger (E.), 181, 182.
 Dangibaud, 330-332.
 Danjarrasse (Fr.), 152.
 Danville (Fr.), 216.
 Daraucourt, 154.
 Darie, 313.
 Darüe (Durand), 318.
 Datre, 324.
 Daulx (F.), 203, 216.
 Dauphiné, 13, 14, 21, 53 n., 82, 87
 165-177.
 Daupmartin (de), 144.
 Davanture, 319.
 David (Jér.), 62-65.
 Davray (H.), 257.
 Debreux (A.), 160.
 Decort (J.), 66-69.
 Decrosse, 314.
 Definot (P.), 161, 164.
 Defresne (Cl.), 291.
 Defresne (Vve), 295.
 Deguesgoux, 202.
 Dejean (A.), 162.
 Delayderrier (J.), 160.
 Deleau, 308.
 Delelecque (L.), 294.
 Deleuze (M.), 137.
 Delmarre, 293-295.
 Delor (S.), 158.
 Delplanque, 86 n.
 Delrue (Est.), 291.
 Derizon, 314.
 Derlaque, 311.
 Des Adrets (Bu.), 165, 170 n.
 Desaguiers, 93.
 Des Bains, 324.
 Des Barreaux, 300.
 Des Bergeries, 289, 298.
 Desbrosses (P.), 66, 69.
 Descars, 236.
 Descartes, 89.
 Descasade, 320.
 Deschamps, 93.
 Deschanel (P.), 93, 94.
 Descoforer (A.), 291.
 Des Ebats, 309.
 Desenfants (N. J.), 93.
 Désert (Le), 7, 45, 52, 72.
 Des Gallars, 219, 220, 231-235.
 Desgardin, 295.
 Desguillien, 314.
 Desmaisons, 236, 238.
 Desmarets, 317.
 Desmoulins, 298 n.
 Despie, 151.
 Despierres (J.), 132-135.
 Dessis (Th.), 66, 68.
 Dessongne (J.), 201, 233.
 Dessouches, 318.
 Desubas, 260.
 Devigne, 318.
 Deville, 130, 131.
 Deydas (L.), 204.
 Dezobry (J.), 297.
 Dezombre (A.), 290.
 Diane de Poitiers, 79, 180.
 Die, 149, 150, 154, 158.
 Dieppe, 315.
 Dieterici (Mss), 127.
 Dietrich (D.), 94.
 Dieulefit, 153.
 Digeron, 342.
 Digne (E.), 238.
 Digne, 234.
 Dijon, 215, 232, 340.
 Dilpont, 316.
 Disdier, 168.
 Dival (J.), 161.
 Doire Ripaire (La), 82.
 Dôle, 313.
 Dombreval, 308, 310.
 Domenge du Puy, 167 n.
 Domergue, 316.
 Domergue Dangers, 145.
 Domize, 294.
 Domyères, 203.
 Donadieu, 318.
 Donadille, 26.
 Donette, 317.
 Donzieu (P.), 163.
 Dort, 161.
 Dossan (Cl.), 167 n.
 Douai, 93.
 Doué, 270, 271.
 Douen (O.), 289.
 Douglas (Régiment de), 181.
 Dours (de), 294.
 Dragau (J.), 160.
 Draussin (Le past. H.), 260.
 Drelincourt, 8, 21-24, 64.

- Dreux*, 199.
Drieux (P.), 203.
Du Barquet, 241.
Du Bois (Cl.), 240 n.
Dubois (J.), 19.
Dubois (P.), 66-69.
Du Bousquet, 163.
Du Boys (Cl.), 201.
Du Breuil, 179 n.
Du Brouzet, 259.
Du Chastel (Cl.), 110 n.
Duchemin, 269 n., 272, 273.
Duclos, 277.
Duclos (Le past. R. P.), 184.
Du Cros (G.), 149, 153.
Du Crou, 150.
Du Drac (A.), 213.
Duettlenheim, 78, 94.
Dufel (J.), 154.
Du Flos (P.), 296.
Du Fou, 268.
Du Four (J.), 149.
Du Gardin (P.), 295.
Dujarric-Descombes, 237 n.
Dujeus, 315.
Dulwich, 92, 93.
Dumas, 319.
Dumas (B.), 149.
Dumasse (B.), 136.
Dumesnil, 213.
Du Monestier, 173.
Du Mont, 293.
Du Moulin, 24.
Dumoulin (P.), 345, 348.
Du Plan (B.), 29, 30, 34, 48-54.
Duplessis-Mornay (M^{me}), 113.
Dupré-Lasale, 204 n.
Dupuy, 290.
Dupuis, 236.
Durade (E. et A.), 162.
Durand, 44 n.-47 n., 255 n., 316.
Durand (Ch.), 158.
Durand (M.), 260.
Durand (P.), 12 n., 47 n.
Durand (S.), 164.
Durfort, 29, 38, 40.
Du Rietz, 291-294, 297.
Du Roure, 145, 146.
Du Rousseau, 232.
Dusault, 69.
Du Seau (R.), 221.
Du Tilloy (J. Cappel), 112.
Duval, 317.
Duval (L.), 240 n.
Duverger, 314.
Du Vigeon, 268.
Du Vinage (A.), 290.
Écosse, 186, 338.
Édit de Nantes, 7, 54, 70, 76, 83, 86, 87, 93-96, 117, 239, 244, 275, 304, 332, 333.
Édouard VI, 336, 337.
Egerarde, 149.
Églises d'Aubais, Auxerre, Bernis, Bordeaux, Caen, Gap, Le Havre, La Roche-sur-Yon, Mialet, Montpellier, Pau, Réalville, Saint-Cloud, Saint-Etienne, Saint-Maixent, Saint-Martin de Ré, Salies de Béarn, Saumur, Sétif, Vincennes, 194 n.
Élisabeth (La reine), 104, 257.
Élisabeth d'Orléans, 333.
Emas (Cl.), 153.
Embrun, 166 n., 167, 168, 171-174.
Emmetah-Ulla, 144.
Eno, 321.
Enseigne (A), 203.
Epargne, 67.
Erasme, 248, 337.
Erbach (d'), 310.
Escuyer, 315.
Espagnac (d'), 327-329.
Espagne, 81, 183, 249, 339.
Espagne (Le roi d'), 218.
Espérandieu, 125 n.
Espinasse, 315.
Esprit (J.), 149, 152.
Estrée (d'), 66, 346, 348.
Étapes, 300.
États-Unis, 184, 185, 258 (Refuge aux), 335.
Etiau, 270.
Eu (C^{te} d'), 180.
Eugène (Prince), 139, 140.
Eustache, 151.
Euzet, 28.
Evesque (Ch.), 154.
Evreux, 239.
Eyraud (L.), 164.
Fabre, 125, 126.
Fabris, 179.
Fabvier, 147.
Faëenza, 323.
Faget (A.), 162.
Fait, 308.
Falaise, 240.
Falgairolle, 128 n.
Faliere (P.), 163.
Falque (J.), 159.
Falque (P.), 160.
Farange (A.), 158.
Farel, 23, 165, 166, 169, 217, 218, 248.
Farquiel, 163.

- Farnèse (Les), 81.
 Faucher (J.), 126.
 Faucher (N.), 301.
 Faucon, 64.
 Faucon (P.), 126.
 Faugères (B^e de), 126, 127.
 Fauquier, 127.
 Faure, 128.
 Faux (M. de), 128.
 Favier, 151, 155.
Favières, 239.
 Favin (J.), 150.
 Favre (Méric), 201 n., 222, 228, 229.
 Fayette, 331.
 Felice (de), 242-245.
 Felice (P. de), 32 n.
 Fénelon, 86 n.
Fenestrelles, 164.
 Fernet (G. de), 204.
Ferney, 284.
Fernex, 163.
 Feronce (J.), 152.
 Ferrasse, 317.
 Ferrier, 128.
 Ferrier (J.), 154.
 Ferrière, 322.
 Ferrière (de), 201.
 Ferrière (Is. et P.), 163.
 Fesquet, 128, 129.
 Feuquières (de), 113.
Figeac, 163, 222.
 Figueirette, 322.
 Figuet (P.), 162.
Fillinge, 324.
 Finner, 202.
 Flandin, 129.
Flandre, 80.
 Flandraux, 336.
Flaviac, 325.
 Fleury (L'abbé), 283.
 Fleury (Sam.), 151.
 Floque (J.), 292.
 Florian (Abbé de), 274 n.
Florence, 319.
 Flotte de La Roche, 166.
 Flottier, 129.
 Foissac (de), 130-132.
 Folcher, 132-136.
 Foley (Ch.), 80 n.
 Folque (J.), 157.
 Fonbrune-Berbineau, 301.
 Fondany (A.), 155.
 Fontaine, 331.
Fontainebleau, 133.
 Fontaine-les-Bassets, 239.
 Fontanès, 136.
 Fontanieu, 136.
 Fontanive, 320.
 Fontarèches, 127, 136, 137.
 Fontenelle, 277, 278.
 Forbes (M^{lle} J. A.), 335.
 Fore, 156.
 Forel (B.), 161.
 Formont (de), 282 n.
Fornoue (Bataille de), 99.
Fortunat, 150.
 Fortune (P.), 323.
 Foucault, 330.
 Fouché, 75.
 Foulque, 318.
 Foulque (P.), 304.
 Fouque (Fr.), 150.
 Fourcade (de), 128.
 Foureille, 240.
 Fourestier, 335.
 Fournier (I.), 167 n.
 Fournier (M.), 153.
 Frainquière, 137.
 Franc (V^e), 295.
Français à l'étranger, 82.
 France (A.), 137 n.
 France (D.), 137.
Francfort, 91, 219 n., 337, 338.
Franchiseval, 90.
 Francillon (Lambert), 128.
 François, 156.
 François (J.), 156.
 François I^{er}, 160, 195, 246, 250.
 François II, 246.
Francq, 300.
 Franklin (A.), 192.
 Frédéric II, 83, 144 n., 259.
 Frédéric V, 88, 340.
 Frédéric-Guillaume, 140, 144 n.
 Fresne (de), 92.
 Fresne (Is. de), 291.
 Fresne (P. de), 296.
Fressac, 37, 38, 54.
Frestun, 291, 295, 297.
Fribourg, 141.
Fribourg-en-Brisgau, 127.
Friedrichstadt, 126.
 Fromaget, 316.
Fromensen, 299.
 Froment, 138, 139-145.
 Froment (de), 139-148.
 Fromental, 149.
 Frotté (de), 240.
 Fruitier, 298 n.
Fugitifs — d'Alais, 126 n., — du
 Boulonnais et du *Calaisis*, 288-300,
 — du *Languedoc*, 125-149, — de
 Sedan, 115.
 Furmeyer (R. de), 165-177.

- Gabart (P.), 215, 233.
 Gabeau, 216.
 Gaboret (E.), 161.
 Gagnebin, 308, 328 n..
 Gaibaye (M.), 154.
 Gaidan, 78.
 Gaillard, 313.
 Galafrede, 316.
 Galafres, 125, 128.
 Galari, 314.
 Galland (A.), 240 n.
 Galland (Al.), 265-272.
 Gamond (Bl.), 260.
 Ganges, 40 n., 150.
 Gantlet, 321.
 Gap, 157, 165-175, 304.
 Gap (J. de), 167 n.
 Garay, 319.
 Garde, 163, 319.
 Garreta (R.), 61, 239 n., 341, 345, 348.
 Garsin, 317.
 Gas, 205.
 Gas (Marquis), 161.
 Gascogne, 60, 154.
 Gaspard, 50.
 Gassendi, 89.
 Gattou (V^{te}), 295.
 Gaud, 313.
 Gaudefroy, 297.
 Gaule (La), 86 n.
 Gaultheray, 167 n., 174.
 Gautier, 44, 166.
 Gautier (J.), 158.
 Gautier (L.), 297.
 Gauthier, 36, 38.
 Gayant (L.), 213.
 Gazelin (Cl.), 157.
 Gefosse, 241 n.
 Gègnère, 204.
 Gelas (M.), 163.
 Gelvan (S.), 159.
 Gély, 315.
 Gendron (E.), 155.
 Généalogie des Froment, 145.
 Générac, 164.
 Gènes, 143.
 Genève, 12-15, 20-30, 35, 36, 46-50, 73, 78, 84, 85, 107, 111, 126, 128, 139, 144, 145, 149, 180, 186, 222, 231, 232, 257, 259, 275, 303 n., 313-315, 324, 336-338.
 Gennes, 270-273, 315.
 Genolhac, 15.
 Genon, 319.
 Gentil, 315.
 Geoffroy, 307.
 Gerffroi, 201.
 Germanie (La), 86 n.
 Germiner (J.), 151.
 Gervais (Gr.), 203.
 Gervais (J. P.), 161.
 Gesfroy (G.), 204.
 Gaufroy (P.), 296.
 Gex, 160, 161, 324.
 Gibelin, 22.
 Gibert (Les fr.), 260.
 Giberville, 239.
 Gien-sur-Loire, 321.
 Gillet, 329.
 Gilly de Gaujac, 134.
 Gindet (S.), 164.
 Gindron (E.), 156.
 Ginestous (de), 275.
 Ginestous (C^e de), 132.
 Ginte, 159.
 Girard, 323.
 Girard (P.), 186.
 Girard de Quenchy, 58.
 Girbes, 38, 40, 41, 44.
 Giron (D.), 151.
 Giroute (C.), 291.
 Givonne, 90.
 Glaize de Veyne, 304.
 Gluitas, 315.
 Godefroy, 140.
 Goiran, 316, 319, 320.
 Goiranne, 117.
 Goix, 105.
 Gombaud, 88.
 Gomme (Hélias de), 291.
 Gondin (Ph. de), 133.
 Gonin, 314.
 Honoris (C.), 204.
 Gonsorde (M.), 160.
 Goodman, 338.
 Gosset, 93.
 Gotier (J.), 204.
 Goty (Et.), 27 n.
 Goudart, 295.
 Gougeon, 336.
 Goumand, 324.
 Gourgasset, 29, 43, 54.
 Gourgues, 332 n.
 Gourlet, 324.
 Gouyon-La-Moussaye, 99, 109, 110.
 Granet, 50.
 Grange (de), 203.
 Granié, 26.
 Grassin (P.), 213.
 Graye (L. de), 203.
 Gravelle, 232.
 Graveron, 232.
 Graveron (Château de), 207, 208.

Graveron (de), 201, 205, 210, 214.
 Graveron (du), 205.
 Green (Art.), 193 n.
Grenoble, 152-155, 162, 164, 170 n, 324.
 Gressel, 320.
 Grey, 315.
 Griefu (G.), 213.
 Grigorovites (J.), 155.
 Grigoulhe (A.), 203.
Grilly, 155.
 Grimane (P.), 163.
 Grimm, 279-281.
 Grivot (S.), 150.
 Grotte (A. de), 290.
 Grozet, 150.
 Grymondel (J. et G.), 202.
 Guabeau, 203.
 Guat (J.), 150.
Guemp, 290-300.
 Guérin, 336 n.
 Guérin (Ch.), 150.
 Guérin (G.), 225-228, 341.
 Guérin (J.), 202, 222.
Guernesev, 257.
Guerres de religion (Origines politiques), 79, 246 et 342; — à Gap, 165.
 Guet (Cl. et Fr.), 161.
 Guibeart (A.), 204.
 Guilhot (J.), 203.
 Guillaume Auguste (Pr.), 125 n.
 Guillaume II, 188 n.
 Guillaume d'Orange, 188 n.
 Guillaume (l'abbé), 166.
 Guillaumet (J.), 151.
 Guillot (J.), 152.
Guines, 290-300.
 Guinzelin des Barreaux, 300.
 Guion, 336.
 Guiraud de Vendras, 143.
 Guise, 79.
 Guise (Ch. de), 247.
 Guise (cardinal de), 120.
 Guise (duc de), 206.
 Guise (Fr. du), 90.
 Guises (Les), 246, 249, 252, 253.
Guises, 289.
 Guitton (Marc), 305-312.
 Guizot (de), 301-304.
Gunsborough-House, 187.
 Guy (J.), 157.
 Guyart (G.), 204.
 Guybehart, 204.
Guyenne, 236, 326, 330.
 Guynggrand (J. de), 204.
 Guyot, 301.

Haag (Les frères), 301-302.
 Habert, 203 n.
 Habsbourg (Les), 187.
 Haffrengue, 294.
 Haisse (J. de), 91.
Hames, 290-300.
Hampshire (Naufrage du), 187.
 Hanne (de), 292, 294.
 Hannotte, 291.
 Harderwyk, 328.
 Harlay (Is.), 292.
Hartford, 77.
 Hartung, 201 n, 216 n.
 Harvard, 258.
 Haton (Cl.), 98, 102-107.
Hattem, 328.
 Hauser (H.), 97, 98, 104, 108, 111 n., 340.
Hauteberg, 299.
 Hauteville (de), 91.
Hautingue, 294.
 Hauvette (H.), 81.
 Hays (J.), 292.
Hazeville (Château de), 189, 190.
 Heat (F.), 310.
 Hecton (A.), 201.
Heiltz-le-Maurrupt, 118 n.
 Henri II, 79-81, 196, 212, 214, 219, 224, 246-250, 254, 257.
 Henri III, 91.
 Henri IV, 70, 92.
 Henri VII, 336.
 Herapine (d'), 260.
Hérau, 328.
 Héritier (Is.), 156.
 Herlin (A.), 291.
Hermance, 161.
 Herminjard, 234.
 Hervart (d'), 239.
Hervelinghen, 294.
 Hesse (Landgrave de), 218.
 Hibon (A.), 290.
 Hoartie (d'), 204, 204.
 Hollaender (Alcuin), 219 n.
Hollande (La), 6, 12, 35, 117, 118, 133, 145, 328, 329.
Hollande (Ambassade de), 305-310.
 Hotman de Villiers, 219 n.
Houdan, 348 n.
 Houges d'), 91.
 Hoyart, 295.
 Hoyer (A. d'), 291.
 Hoyer (S. d'), 297.
 Hubac (S. d'), 131.
 Hubert (P.), 203.
 Huc, 11-18, 23, 29-54.
 Hud, 323.

Huet, 89.
 Hugon, 164.
 Hugues (E.), 11 n., 16 n., 28 n., 29,
 30 n., 42 n., 45 n., 48 n.
 Huault (J.), 266 n.
 Hunyères (L. et J. de), 204.
 Hurault, 215.
 Huziau, 292.

Illustrations. — *Avernes* (Emplacement du Temple), 191. — Calvin (Pavillon de), 196. — *Cœuvres* (Château de), 346. — *Graveron* (Château de), 207, 208. — *Hazeville* (Château de), 189. — *Les Montézes* (Lieu d'Assemblée du 1^{er} Synode du Désert), 37. — *Portraits*, le pasteur Jean-Maximilien de l'Angle, 62, 63. — *Saint-Pierre-de l'Aigle* (vue de), 347.
 Imbretun (d'), 298.
 Impôt sur le revenu (Projet d'), 261.
 Inquisition, 180, 183.
 Irlande, 187, 188.
 Iroulx (A. d'), 204.
 Isabeau, 50, 51.
 Isnard, 316.
 Issoire, 322.
 Is-sur-Tille, 154, 162, 163, 321.
 Italie, 79, 81.

Jaccard, 129.
 Jacob, 319.
 Jacquet, 332 n.
 Jalaguier, 26, 164.
 Jalla (J.), 82.
 James (M^{me}), 185.
 Jantet (J.), 151.
 Janot, 44.
 Janvier (G. et M.), 152.
 Jarton, 314.
 Jasse, 158.
 Jancourt (de), 71 n.
 Jaume (J.), 151.
 Javoulet, 129.
 Jay, 185, 257, 258.
 Jay (Fr. de), 237, 238.
 Jean, 323.
 Jeanne d'Albret, 180, 268.
 Jehan (G.), 58.
 Jehan (L.), 55.
 Jelafer, 315.
 Jersey, 60 n.
 Jésuites (Les), 252, 253, 327, 328, 343-345.
 Jeumont, 218.
 Jonzac, 66, 68, 317.
 Jordan, 316.

Jordan (P.), 157.
 Jore, 282 n.
 Jossau (M.), 156.
 Jossiau (J.), 159.
 Jove (J.), 316.
 Jou (J.), 159.
 Jouanin, 15.
 Joubau, 320.
 Jouin, 308.
 Jouquet (J.), 162.
 Jour (A.), 156.
 Jovy (E.), 87-89.
 Jubert (J.), 342.
 Jubert de Digeron, 204.
 Juge, 315.
 Juillet, 322.
 Jules II, 247.
 Jules III, 81.
 Julien (Fr.), 318.
 Julien (Is.), 158.
 Jullien (A.), 336 n.
 Juré (M. de), 97 n., 98.
 Justamond, 315.

Keith (Milord), 144.
 Kervyn de Volkaersbeke, 110 n.
 Kitchner (Lord), 187, 237, 258.
 Kleinklausz, 340.
 Knox (John), 335, 338.

La Barthe (P.), 156.
 La Bastille, 181, 306-311.
 La Batie de Crussol, 318.
 La Bâtie-Neuve, 168, 172, 176.
 Labbé, 69.
 Labes (A. J.), 143.
 La Borde (de), 315.
 Laborel, 175.
 La Boule (S.), 158.
 La Brunetière (G. de), 66.
 La Bruyère (H. de), 194.
 Lacabon (J. de), 157.
 La Cadière, 45.
 La Cazette, 177.
 La Celle, 103.
 La Chaise (Le P.), 8.
 La Chapelle Saint-Sulpice, 101, 105.
 La Chastanyeraie (de), 201.
 La Chaussée, 290-300.
 La Cloche (Jacq. de), 181.
 La Coste (de), 84.
 La Coste-Saint-André, 163.
 La Cour (de), 314.
 La Cource (J. de), 154.
 La Cour de Beauval (de), 148.
 La Creuse (de), 321.
 La Croix (de), 292, 295, 319.

- La Croix (P. de), 202, 296.
 La Cruzette (de), 301.
 La Fabraye (de), 318.
 La Ferrière, 209.
 La Ferrière (de), 201.
 Lafite (M.), 162.
 Lafont, 320.
 Lafont (P.), 167 n.
 Lafont (Cl. de), 168.
 La Fontaine, 88.
 La Font du Verd, 49.
 La Force (A. J.), 290.
 La Force, 328.
 La Fortière (J.), 159.
 La Fossilhe (de), 203.
 La Fronde, 339.
 La Gache, 299.
 La Gache (P.), 296.
 La Galissonnière, 342.
 La Gardonnengue, 28.
 La Gazelle, 275 n.
 Lage (de), 152.
 Lagerie (T. de), 156.
 La Grange (de), 323.
 La Grave de Puy-Lourens, 156, 157.
 La Guaize (de), 296.
 La Guèze (J. de), 294.
 La Guise, 299.
 La Haye, 301, 302.
 La Haye (R. de), 202.
 La Huguerie (de), 91.
 Laigle, 240.
 Lair, 182 n.
 Lajeu (de), 295, 297.
 La Lande (de), 107.
 Lalaudin (J.), 202.
 L'Angle (J.-M. de), 61-65.
 L'Albenc, 161.
 Lallin (J.), 295.
 Laloy (E.), 181, 182.
 Laltier (M.), 161.
 La Mailleraye (J. de Moy de), 59.
 La Maison (A. de), 167 n.
 La Maison Blanche (de), 265-269.
 La Maison-Rouge, 105.
 Lamande (Cl.), 153.
 Lamballe, 108.
 Lambert (Anne), 290.
 Lambert (J.), 168.
 Lambert (M^{me} de), 277.
 Lamblore, 240.
 Lamens, 297.
 La Miltière (de), 345.
 La Motte (D.), 153.
 La Mothe de Tous Temps, 99, 102.
 Lamoyen, 319.
 La Mure, 155, 173 n., 177.
 Lan (J.), 204.
 Lanau (J. de), 153.
 Lancy, 155.
 Landoy, 105.
 Landowski, 186.
 Landre (D.), 321.
 Landry (F.), 224.
 Lang (A.), 181.
 Lengagne (de), 295.
 Langlade, 154.
 Langloix (J.), 203.
 Langogne, 16.
 Languedoc, 13, 24, 25, 29, 32-36, 45, 46, 125, 126, 152, 275, 276.
 Languedoc (Bas-), 10, 12, 16, 18, 20, 28, 41, 44, 46, 59, 125.
 Languet, 179 n.
 Lannoy (Marie de), 109.
 Lanoue, 325.
 La Noue (A. de), 110 n.
 La Noue (F. de), 97, 98, 107-112.
 La Noue (M. de), 241 n.
 La Noue (M^{me} de), 97-111.
 La Noue (O. de), 111 n.
 La Noue-Téligny, 109.
 La Noué (Le P.), 329.
 Lanssac, 79 n.
 Lantheuil, 55.
 Lanus, 328.
 La Pize (Cl.), 153.
 La Place, 164, 319.
 La Place (de), 93, 294, 295.
 La Place (P. de), 205 n.
 La Porte, 222.
 Laqueille (J.), 163.
 La Rabelle, 38, 40.
 La Rivière, 60 n., 220, 221, 230, 342.
 La Rivière (Ch. de), 204.
 Larnac (de), 127, 140, 148.
 Larnaulx-Fortin, 203.
 La Roche, 324.
 La Roche (C.), 153.
 La Roche (de), 231.
 La Rochefoucauld, 268.
 La Rochefoucault (Ph. de), 103 n.
 La Rocheguyon, 91.
 La Rochelle, 70, 204, 258, 263, 269, 271, 307.
 La Rode (de), 34, 36, 38, 40.
 La Roque (J.), 159.
 La Roque (de), 318.
 Les Rosiers, 270.
 La Rouvière (de), 132.
 La Rouvière (S. de), 125 n.
 Larra, 173.
 Lart, 55.
 La Sablière (M^{me} de), 88.

- La Sale, 322.
La Salle, 46, 149, 157, 318, 322.
 Lasco (de), 314.
 La Salvétat de Lair, 304.
La Salzède, 15, 16.
 La Selle, 157.
 La Suze (M^{me} de la), 88.
Lasson, 55-58.
Las Valz, 301.
 Latoud, 321.
 Latteux (J.), 294.
La Tremblade, 66.
 La Trouerie (de), 65.
 Launay (de), 230.
 Laurans, 304.
 Laurence (J.), 163.
 Lauriaux, 38, 40.
Lausanne, 12, 13, 15, 33, 36, 45, 125, 128, 129, 137.
 Lautrec, 179.
Laval, 269 n., 272, 273.
 Laval (Fr. de), 107, 206.
 La Vallée (G. de), 102, 105.
 La Vallée (L. de), 102.
 La Vallée (M^{me} de), 103, 105.
 Lavardin (de), 264 n.
 Lavaur (R.), 318.
 Lavergne (G.), 237.
 La Vilette (de), 166.
 La Violette (de), 111.
 Lavissee, 336.
La Voulle-sur-Rhône, 322.
 Lawton, 185.
 Laye (de), 324.
Laryac, 164.
 Leau (J. de), 293.
 Le Benier (N.), 201, 216.
 Le Blais (M.), 210 n.
 Le Blanc (R.), 201 n.
 Le Cène (N.), 215.
 Le Cène (Ph.), 215.
Le Chaylard, 157.
Le Cheylard, 314.
 Le Chevalier, 257, 258.
 Le Clerc (J.), 282, 283.
 Leclerc, 66-70.
 Le Clerq (M.), 295.
 Le Clerc (P.), 296.
 Le Cloustier, 240.
 Le Cocq, 293, 295.
 Le Coq (Fr.), 201.
 Le Coq (Is.), 293.
 Le Conte, 336.
 Le Cornier, 64.
 Le Coste (M.), 150.
Le Crespenon, 43, 54.
 Le Dan, 295.
 Le Dent, 297.
 Ledignan, 313.
 Le Ducq, 297.
 Lefevre, 323.
 Lefebvre (P.), 153.
 Lefèvre d'Étapes, 248.
 Lefils, 323.
 Le Francois, 69, 283.
 Le Goux, 113.
Le Havre, 55, 59, 91, 184.
Lehr, 239 n.
 Leisler, 335.
 Le Lombard, 26.
 Le Maçon (I.), 221, 230, 231.
 Le Maire, 113.
 Le Maistre (S.), 297.
Le Mans, 239.
Le Martinès, 27 n.
Le Mazeau, 133.
 Le Merle (Jérôme), 92.
 Lemoine (J.), 114-117 n, 123 n.
 Le More (N.), 202.
 Le Moynau (Is.), 152.
 Le Nepveu (G.), 99, 100.
 Lengagne (de), 292, 293.
 Le Noble, 65.
 Le Plat, 291.
Le Poujel, 14, 15.
Le Puy, 316.
 Lepy (de), 310.
 Lergare d'Aultrou, 203.
 Leroux, 336.
 Le Roux (G.), 291.
 Le Roy (J.), 293.
 Le Sage, 292, 297.
 L'Escaillet, 257.
 Lescalet (S.), 159.
 Lescluze (J. de), 292.
 Lescours (M^{me} de), 323 n.
 Lesdiguières, 166, 171 n., 174, 177 n.
 Le Secq, 296, 297.
 Legens, 61.
Les Feugerets, 240.
 Lesne, 86 n.
Les Ollières, 50.
 Lespinoy (J. de), 293.
Les Réalons, 173.
 Lestang (de), 270.
 Le Sure (P.), 291, 296.
 Lestre (de), 231, 235.
Les Vans, 158.
 L'Etonné (Th.), 306.
 Le Tellier (Maurice), 114-115.
 Le Tellier (Michel), 114.
Le Thoureil, 270.
 Letrosne, 178.
Lettres de Calvin (1557), 209 et (1559),

228. — de M^{me} de Courville (1617),
345. — de Marc Guitton (1726), 310-
312. — de Marie de Luré (1596 et
1600), 111, 113. — du maréchal de
Matignon (1572 et 1573), 59, 60. —
de Napoléon (an XI et an XIII), 71,
73. — de Portalis (an XI), 72, et
(1807), 242. — de M. L. Romier
(1916), 342. — de Seignelay (1686),
301. — du Préfet du Nord, (1809,
1814), 242, 243.

Lettres Patentes de Henri II, 212, 213.

Leurre, 315.

Leveux, 289, 299.

Le Vignan, 40 n., 150, 152, 157-163,
275, 315, 322.

Leyde, 88, 133.

Leyran, 320.

Lézan, 300-304, 314-315.

L'Homme (de), 322.

Lhorigny-Ravenet, 203.

Liennard (P.), 297.

La Ligue, 6.

Ligny (J. de), 294.

Lille, 86, 127 n., 242-244.

Limerick, 188.

Liméuil, 328.

Limoges, 88, 321, 332 n., 333 n.

Limosin (de), 319.

Lion (A.), 155.

Lipomano, 247.

Liron, 321.

Lissert, 321.

Livange, 323.

Liverne (A. de), 153.

Livresse de Guérin, 201.

Livron, 321.

Locke, 278.

Lods (Ar.), 194.

Logra, 160.

Loire (Le Pasteur), 44 n.

Loisel, 296.

Loiseleur de Villiers, 233, 234.

Londres, 92, 93, 131-137, 145, 187, 257,
306, 315.

Lonfert Rudde, 203.

Long, 166.

Longjumeau (de), 209, 216, 217.

Longueville (de), 204.

Louguimmel (de), 200, 209, 216, 217.

Lonray, 59, 60.

Lorenz (P.), 259.

Loriol, 160.

Lormeau, 241.

Lorrain (S.), 154.

Lorraine (Cardinal de), 218 n., 219 n.,
224.

Lorraine (Ch. de), 252-254.

Lorraine (Maison de), 91.

L'Osserois, 204.

Louchet, 293.

Louchot, 299.

Loudoran (D.), 153.

Loudun, 154, 241.

Louette, 316.

Louis XIII, 70.

Louis XIV, 7, 8, 70, 71, 82, 83, 94,
138, 139, 181, 182 n., 305, 326, 333,
334.

Louis XVI, 243-245.

Louis XVII, 243.

Louis XVIII, 243.

Lourmarin, 152.

Louvois, 93, 114, 115, 332 n.

Louvre (Musée du), 138.

Loze (D. de), 159.

Lubiere (I. de), 158.

Lubières (de), 142.

Luc, 221.

Luc-en-Diois, 315.

Lucas (P.), 62-65.

Luiller (N.), 214.

Lumigny, 103-110.

Luns (Ph. de), 205.

Luré, 99 n.

Luré (Fl. de), 100 n.

Luré (L. de), 102 n.

Luré (M. de), 97-113, 325.

Luse (M.), 137.

Lusignan, 160.

Luther, 193, 253, 341.

Luzerne (Vallée de), 151.

Lyon, 16, 81, 99 n., 153, 196, 300, 323-
326.

Macar, 197, 206, 220-226, 231, 235, 250.

Maciate (M.), 156.

Maconnex, 155.

Maconnier, 320.

Madrid, 316.

Maes (J.-B. de), 163.

Magdebourg, 129, 135, 136.

Magdelaine (de), 70.

Mage (Le past. A.), 184.

Magnier, 295.

Magniet (Fr.), 157.

Magnin (Fr.), 156.

Mailhet (A.), 325.

Mainard (G.), 150.

Maintenon (M^{me} de), 8, 326 n., 332, 334.

Mairon, 277.

Maire (A.), 290.

Male, 162.

Maleville, 161.

- Mallet, 294.
 Malmazet (P.), 159.
 Malon, 243.
 Malzac, 133.
 Manchée (W. H.), 92.
 Mancini (Marie), 333, 339.
 Manever, 161.
 Manneville, 55.
 Manneville (de), 58.
 Manteyer (de), 169.
 Marc (Le prédicant), 20 n.
 Marcadet, 321.
 Marcq, 290, 300.
 Mazelier, 318.
 Maret (H. P.), 73.
 Marfine (P.), 163.
 Margotette, 40 n.
 Marguerite de France, 246 n.
 Marguerite de Navarre, 179.
 Marial (H. de), 203.
 Mariege, 315.
 Marie-Antoinette, 243.
 Marie Tudor, 250, 257, 337, 338.
 Maringues, 317.
 Marion (H.), 87.
 Marivaux, 277.
 Marle, 239.
 Marnas, 317.
 Marot (Cl.), 224, 250.
 Marquet, 150.
 Marron (Le past.), 71 n.
 Mars (de), 317.
 Marseille, 21-23, 84, 194.
 Marsillan (L'abbé), 40 n.
 Marson, 318.
 Marti, 314.
 Martin, 127, 181, 316, 321.
 Martin (G.), 202.
 Martin (J.), 203, 336 n.
 Martin (M.), 14.
 Martin (P.), 202.
 Martin (Le past.), 73, 76, 337, 338.
 Martine, 200.
 Martineau (N.), 213.
 Marvejols, 163.
 Marjevols (Le prédicant), 301.
 Marylebonne, 92, 93.
 Mascaro, 314.
 Mas d'Azil (Le), 260.
 Mas de Coulon, 23 n.
 Masque de Fer (Le), 181-182.
 Masse, 318.
 Massé (P.), 66-69.
 Massillan (L'abbé de), 16.
 Massieye (B.), 167 n.
 Massillargues, 163.
 Massis, 111 n.
 Masson (I.), 160.
 Masson (M.), 277 n., 279 n.
 Massot (A.), 167 n., 174.
 Matheron (A.), 170 n.
 Matignon (M^{al} de), 55-60.
 Matta, 314.
 Maugeois (S.), 152.
 Maulevault (G.), 213.
 Maupartois, 204.
 Maurevel, 104, 106.
 Maurin, 336.
 Mauru (Le past.), 73, 75.
 Maximilien de Bavière, 340.
 Mayor, 323.
 Mazac, 313.
 Mazac (M. de), 156.
 Mazamet, 151, 156.
 Mazard, 320.
 Mazarin, 338-340.
 Mazel, 12, 18, 38, 44, 45.
 Mazelet, 16.
 Mazet, 149.
 Meaux, 74, 162, 250.
 Meffre, 129.
 Megia, 323.
 Mélanchton, 218.
 Melf, 179.
 Melle, 318.
 Melon (de), 158.
 Melun, 323.
 Melun (A. de), 103.
 Melun (Ch. de), 103, 107 n., 110 n.
 Melun (Mad. de), 103-106, 112.
 Metz-sur-Aube, 101.
 Metz-sur-Seine, 98, 105, 107.
 Menar (G^t), 161.
 Menjot (A.), 87, 88.
 Mens, 155, 159, 163, 192.
 Mer, 187.
 Meril de Faux, 222.
 Meril de Faulx, 201.
 Merle (Dom), 340.
 Mermier (B.), 155.
 Mermillod (M^{sr}), 85.
 Mermonde, 313.
 Mérobert, 102.
 Messeray (M. de), 333 n.
 Meynard (A.), 202.
 Meynes, 320.
 Meyronnet, 322.
 Meyrueis, 314, 317.
 Meysonnier, 318.
 Micard, 318.
 Michaëlis, 286.
 Michel, 293, 315.
 Michel (Cl.), 167 n.
 Michel de Saint-Privas, 322.

- Michellet, 308.
 Mignières (Ch. de), 240 n.
 Michaud, 256.
 Millau, 151, 157, 315.
 Millieray (J.), 159.
 Minet (V.), 294.
 Minet (W.), 294 n.
 Mirabaud, 277, 278.
 Miribel, 160.
 Mirmand (de), 127.
 Miromesnil, 40 n.
 Missy (de), 140.
 Mitry, 101, 105.
 Modesne, 104.
 Modins (P.), 164.
 Moissant (Cl.), 106.
 Molé (M.), 347.
 Mol (B.), 291.
 Molestier (A.), 152.
 Molière, 89.
 Molines (J.), 260.
 Molinier, 159.
 Mollien (E.), 296.
 Monadier (J.), 151.
 Mondon, 318.
 Monet, 296.
 Monet de Juilly, 296.
 Mongiée (A.), 167 n.
 Monnier, 313.
 Monoble, 29-46, 322.
 Montagnac, 153, 315.
 Montais (de), 322.
 Montanise (J.), 161.
 Montaren, 127, 136, 154, 317.
 Montauban, 150, 153, 163, 164, 307, 313-321.
 Montauban du Villa (H.), 171 n.
 Montauban du Villar, 166.
 Montbonnoux, 45.
 Montboucher du Bordage, 100.
 Montbrun, 165, 177.
 Montchamps, 257.
 Montelet (Cl.), 161.
 Montélimar, 314.
 Montezès, 36-54.
 Montferrand (de), 317.
 Montflanquin, 152.
 Montgardin, 173.
 Montgommery (de), 240 n.
 Montgoubert, 239.
 Montigny (de), 204, 345.
 Montillon, 317.
 Montlebourg, 15.
 Montmeyran, 260, 319.
 Montmitel, 105, 107.
 Montmorency, 79, 254.
 Montmorency (Anne de), 104 n.
 Montmorency (Connétable de), 180.
 Montolieu de Bezuc, 145-148.
 Montorcier, 166.
 Montpellier, 17, 26, 35, 40 n., 50, 84, 88, 93, 126, 129, 131, 149, 150, 155-158, 162, 256, 276, 316-322.
 Montpensier (Duc de), 179.
 Montpouillan, 316.
 Montréal, 184.
 Montreigny, 300.
 Montreux, 323.
 Monument de la Réformation, 186.
 Monval (de), 300.
 Moran (N.), 150.
 Mordant (le past.), 241.
 More (P.), 150.
 Morel, 188 n., 294, 295, 317, 324.
 Morel (H.), 204.
 Morel (Is.), 292.
 Morel (M.), 194.
 Morel (Fr. de), 231, 232.
 Morillon, 292, 295, 296.
 Morin, 317.
 Mosnier, 212-217.
 Motet (P.), 161.
 Morel (L.), 158.
 Mornex, 313.
 Mouchel (de), 63.
 Mouillard (G.), 58.
 Moulin (Fl.), 155.
 Mourgue, 322.
 Mourgues (P.), 151.
 Mouy, 109, 110 n., 348 n.
 Mouy (de), 97, 104-107.
 Moydan, 168.
 Moysan, 315.
 Mozac (M.), 152.
 Mucherie, 293.
 Muchery, 296.
 Munier, 85, 212.
 Muny (J.), 204.
 Muret (D^e Ed.), 239.
 Muston (Al.), 82.
 Mynard (A.), 213.
 Mynnye, 202.
 Nadal, 143.
 Naert, 288, 289.
 Naigeon, 277.
 Napoléon, 70-76, 241, 242.
 Narbonne, 216.
 Narbonne-Pelet (de), 126.
 Natalis, 142.
 Naudin, 336.
 Navarre (La reine de), 270.
 Navarre (Le roi de), 221, 251, 263.
 Naville (J.), 156.

Naz, 160.
Necker, 85.
Nécrologie. — Le pasteur D. Benoit, 260. — Le Dr R. Beringuier, 259. — V. Jay Chapman, 258.
Nérac, 153, 159-162.
Nesplet (J. de), 204.
Neuchâtel, 140-144, 203 n., 217, 234.
Neufmers, 55-58.
Neuville, 348.
Neveu (J.), 154, 155.
New-Haven, 77.
New Paltz Huguenot Society, 185.
New-Rochelle, 335.
New-Rochelle (Huguenot Association of), 185.
New-York, 77, 184, 258, 335.
Nicolaï, 345, 347.
Nicolas, 201, 318.
Nicolas (L.), 131.
Nicolas (P.), 317.
Nicollas, 204.
Nicole, 88.
Niellen, 295.
Nier (P.), 152.
Nimègues, 134.
Nîmes, 12, 14, 20-40, 53 n., 117, 127, 129, 132, 136 n., 145, 147; 222 n., 229, 255, 256, 301, 303, 345.
Nîmes, 150-164, 315-324.
Ninoche (Magd.), 149.
Niort, 164.
Noailles (G. de), 118 n.
Nogent-sur-Loir, 99, 100.
Najaret, 11, 47.
Normandie, 6.
Nougarède (M.), 128.
Nougier, 321.
Nouvelleglise, 294.
Noyon, 204, 315.

Obrecht (Dr U.), 94.
Ochino, 278.
Oczakow, 144.
Odibert (M.), 159.
O'Dwyer (Mr), 188.
Offequerque, 290-300.
Ogilvy (Papiers), 135.
Oléron, 216.
Olive (A.), 291.
Olivier (H.), 184.
Ollivier, 317.
Ollivier (E.), 316.
Olphi (A.), 167 n., 169.
Oltramare, 85.
Onartis (d'), 201 n.
Orange, 160, 323.

Orange (Pr. d'), 148.
Orbe, 129.
Orbec, 240.
Orléans, 92, 180, 307.
Orpierre, 171.
Orsan (M^{re} d'), 137.
Ortous (J. d'), 157.
Oudin, 265 n.
Ouigne, 293.
Ours (P.), 153.
Oursel, 196 n.
Ovigne (P.), 296.
Oye, 290-300.
Oystreham, 55.
Pagan (J.), 157.
Page, 324.
Pages (L.), 135.
Paget (Ch.), 310.
Paisant de Bieuville, 60.
Pajot (Fr.), 213.
Paleret, 314.
Palissy (Bernard), 90.
Paloque (de), 304.
Pandin de Lussandière, 66 n., 70.
Pandossier (J.), 153.
Pannier, 77, 189, 190, 348.
Pansier (D.), 155.
Pantassier (P.) et (S.), 163.
Pantefebue (J.), 294.
Papon (D.), 150.
Parfouru, 109 n., 110 n.
Paris, rue Saint-Jacques, 195.
Paris (R.), 316.
Paris (de), 244.
Payme (Duc de), 111.
Parrin, 319.
Paros (Ile de), 149.
Parquet, 292.
Pas (P.), 296.
Pascal, 87, 88.
Pascal (A.), 179, 180.
Pascal (J.), 304.
Pasquerouz, 320.
Pasquet, 313.
Pasquier, 179 n.
Passion (A. de), 150.
Passy (de), 91.
Paste (P.), 150.
Pastral Bleaide, 204.
Pasturas, 314.
Paul (l'Empereur), 93.
Paul III, 247.
Paul IV, 247.
Paulet (P.), 317.
Pavie, 250.
Payen (M.), 154.

- Péan, 320.
 Pechotel (M.), 202.
 Pecqueux, 295.
 Pegui (J.-A.), 160.
 Peintre (P.), 297.
 Pelade, 318.
 Pelegrin, 319.
 Pélerin (L.), 237, 238.
 Pelet (J.), 160.
 Pelet de La Lozeret, 71 n.
Pelham Manor, 335.
 Pell, 335.
 Pelletier (R.), 149.
 Peloché (D.), 154.
Pequigny, 209.
 Peraud (J.), 66-69.
Perdreauville, 348 n.
 Père (Natal), 149.
 Perey (Lucien), 333 n.
 Périér (M^{me}), 88.
Périgord, 236, 326.
Périgueux, 236, 237.
 Perlier (J.), 66-69.
 Peron, 313.
 Perrat, 155.
 Perret (Is.), 156.
 Perrot, 155, 201.
 Perrotat (de), 133.
 Persine, 316.
 Pessonnière, 320.
 Pestels (Bⁿ de), 179.
 Petelange, 318.
 Petersen (le Pasteur), 73.
 Petigat (A.), 82 n.
 Petit, 140, 322.
 Petit (A.), 94.
Petit-Saconnex, 160.
 Peudepice, 292.
 Peudepicre, 297.
 Peyre (Cl.), 167 n.
 Peyrobe (Il.), 154.
Peyrolles, 23.
 Peyron (Cl.), 167 n., 174.
 Peytier (M.), 166-172.
 Philes (A.), 163.
 Philippe (G.), 58, 60.
 Philippe (J.), 58.
Philipsbourg, 145.
 Picard (G.), 159.
Picardie, 209, 288.
 Picheral-Dardier, 13 n.
 Pichon (E.), 231.
 Pichur, 167 n.
 Picot (E.), 240 n.
 Picot (Fr.), 213.
 Picot (G.), 340.
 Piclet, 39.
Piémont, 16, 218.
 Piffreman, 290, 293.
Pignerol, 181.
 Pigtoulx, 201.
 Piguin (J.), 160.
 Pilar (D.), 291.
 Pillon, 202.
 Piloti (de), 300-304, 315.
 Pinchon, 297.
 Pinet, 323.
 Pintarbe, 150.
 Pinterel (O.), 213.
 Pintre (P.), 293.
 Pithou (N.), 179.
Placards (Affaires des), 195.
 Plancade, 319.
 Plancher (Dom), 340.
 Plantier (J.), 157.
Plessis-les-Tournelles, 100-112.
 Plotina, 270.
Plymouth, 258.
 Poignère (de), 201.
 Poiré (A.), 290, 297.
 Poirét, 296.
 Poissant (M.), 58.
 Poisson, 342.
 Poisson (Fr.), 202, 204 n., 220.
Poissy (Colloque de), 180.
 Poitevin, 313.
Poilou, 6, 330.
 Pole (M.), 150.
Pologne, 76.
 Pompidou, 322.
 Ponce (P.), 156.
 Poncelet (M.), 180.
 Poncet (M.), 163.
 Poncet de La Rivière, 133.
Poncharra, 150.
 Pons, 150.
Pontarlier, 157.
Pont-à-Royan, 323.
Pont-Audemé, 222.
Pont-de-Camarès, 151.
Pont-de-Montvert, 47, 159.
Pont-de-Veyle, 152.
Pont-en-Royan, 151, 155.
Pont-Lévesque, 342.
 Ponvert (J.), 162.
 Porcellet (G. de), 132.
 Portalis, 72, 75, 242.
Portraits de J. M. de Langle, 61.
Portugal, 88.
 Pothier (A.), 203.
 Potier (P.), 201, 202, 222 n.
Poudevigne, 147.
Pouilly, 160.
Poujol, 317.

- Poussart (Fr.), 204.
Pouzanges, 163.
 Prade (J.), 156.
Pragela, 154.
Prajélas, 316.
Prantes, 50.
 Prat, 321.
Prédicants (1685-1700), 5.
Pré-aux-Clercs, 224, 230, 250, 251.
Pré-aux-Clercs (Assemblée du), 209.
Preudhomme (H.), 202.
Preuilly, 156.
 Prez (de), 297.
 Prieur, 157.
 Prignani, 181.
Prigonrieux de Muciden, 328.
 Privade (A.), 152.
Privas, 50, 315-319.
 Privas (P. et Cl.), 160.
Provence, 14.
Provins, 102.
Prusse, 76, 94, 95.
 Puaux (Fr.), 77, 178, 245, 325.
 Puerari (D.), 89.
Puimisson, 155.
Puplinge, 324.
Puy-Laurens, 151, 156-159, 314.
- Quarré (Église du)**, 135.
Queiras (vallée de), 158.
 Quennel (M.), 294.
 Quesnel (M.), 295.
 Quesnel (N.), 342.
 Questebronne, 300.
Quevilly, 62, 63.
 Quibou (J.), 155.
 Quieffdeville (E.), 55.
Quissac, 45, 259 n., 321.
- Rabaut le Jeune**, 71 n., 75, 76.
Rabaut (Papiers), 30.
Rabeyrères (Fr.), 202.
 Rabot (D.), 158.
 Racine, 88.
 Raconis, 348.
 Rafin (El.), 134.
Railas, 159.
 Raimzais (de), 202.
Ram (La Croix du Creux de), 255.
 Ramadienne, 315.
 Rambaud, 336, 338 n.
 Rambouillet (S^r de), 206.
 Ramezay (de), 210.
 Ramponne, 322.
 Ramsay (de), 223.
 Ranc, 260.
 Rancé (de), 107.
- Randon (J.), 149.
 Range (A.), 96.
 Ranque, 323.
Ransannes, 68.
 Rantigny (de), 206, 216.
Rantigny, 206.
 Rapin, 93.
 Rascalon, 219 n.
 Raubigny (de), 200.
 Rauze, 313.
 Ravanel (G.), 160.
Ravennes, 323.
 Raviot (M.), 163.
 Raymond (J.), 171 n.
 Raynaud, 336.
 Razourte, 158.
 Réal (S.), 297.
Réalmont, 159, 161, 162, 317.
Réalville, 162, 163.
 Rebézies, 202 n., 233.
 Rebézies (Fr.), 217.
 Rebon (S.), 150.
 Rebottier, 316.
 Rebouille, 315.
 Reboutier (J.), 154.
Réforme (La), 86-97, 194, 248, 253, 255, 336, 338, 340.
Réforme Française (La), 195, 198, 246-253, 342-345.
Réformation (Fête de la), 193, 194.
Réformation (Monument de la), 186.
Refuge Huguenot (Le), 259.
Réfugiés à Genève, 313-324.
 Régis (J.), 151.
 Regnard, 299.
 Regnart (E.), 298 n.
 Régnier (A.), 295.
 Régnier (J.), 292.
 Régnier (S.), 297.
 Regnault de Beaume, 236.
Reims, 114-120, 323.
 Reingrave (C^{te} de), 241.
 Rel (P.), 159.
 Reliac, 313.
 Remy, 294, 296.
 Renaud, 317.
 Renaudon (G.), 314.
Renens (I. Renan), 308.
 Renouard (Ph.), 200.
 Renard (J. de), 171 n.
 Requin (G. et F.), 153.
Resty, 300.
 Retz (de), 46.
 Reuchlin, 248.
 Reuss (R.), 77-78, 90-94, 178, 325.
 Reveran (A. et M.), 160.
 Reverdin (F.), 164, 324.

- Réville (A.), 83.
 Révilliod, 142 n.
Révocation, 5, en *Alsace*, 93, 304-306,
 en *Guyanne* et *Saintonge*, 326 n.
 Rey, 349.
 Reynaud, 317.
 Reynaud (M.), 129.
 Reynault (O.), 201.
 Rhénée, 156.
 Ribard, 14.
 Ribes (de), 203 n.
 Riccard (A. de), 158.
 Riche (A.), 153.
 Richon, 314.
 Riel (L.), 183,
 Rilliet, 85.
Rinqusen, 299.
 Rioux, 313.
 Rison (Arnoulx), 168.
 Rispaud (Pierre), 167 n.
 Ritter (Eugène), 84, 287.
 Rivasson, 328, 329.
 Rivennes (G.), 155.
 Rivière (P.), 163.
 Rivoire, 323.
Robecourt, 316.
 Robert, 316, 320.
 Roberts (Lord), 187.
 Robet, 324.
 Robière (L.), 152.
 Robiquet (P.), 338, 339, 340.
 Roc (P.), 160.
 Rocayrol (T.), 15.
 Roch (N.), 163.
 Roche (P.), 167 n.
 Rochebois, 321.
 Rochebourg (J. de), 154.
Rocheport, 68.
Rochelle (La Nouvelle), 335, 336 n.
Rodez, 222.
 Rodon (D. de), 278.
 Roger, 53 n., 316.
 Roger (J.), 260 n.
 Rogier, 316.
 Rohan (Card. de), 8.
 Roland, 15.
 Rolland, 256.
 Romagnac (de), 299.
 Roman, 166 n., 177.
 Roman (J.), 35, 301.
Romans, 159.
Rome, 79, 180, 181, 343.
 Romier, 211 n., 218 n., 341.
 Romier (L.), 196, 198, 246 254, 342-343.
 Romieu (L.), 79-81.
 Romilly, 93.
 Roncherolles (P. de), 347, 348.
 Roquefort (de), 135.
 Roquelaure, 16, 27.
 Roquelode (Ch.), 156.
 Roques (Le pasteur), 27, 33 n.
 Rosier (P.), 167 n.
 Rosny (de), 346.
 Rossel (Fr. de), 136.
 Rossel (G. de), 127.
 Rossignol, 307.
 Rott (E.), 77.
 Rou (D.), 266 n., 267 n.
Rouarges de Mistolles, 204.
 Roubay (de), 291, 293.
 Roubière (J.), 154.
 Roucaute (L.), 129.
Rouen, 61, 62 n., 64, 91, 241, 282 n., 345.
Rouergue (Le), 12.
 Rougé, 290, 293.
 Roulinet (Fr.), 203.
 Roumieu, 319.
 Rouquette (l'Abbé), 125, 128, 130, 136,
 137 n., 143, 146, 304.
 Rouspeau, 202 n.
 Rousseau, 85.
 Rousseau (A.), 156.
 Rousseau (J.-J.), 280.
 Roussel (G.), 216.
 Rousselat (A.), 157.
 Rousset (P.), 238.
 Rousset (de), 153.
 Roussière (M.), 150.
 Roussillon, 321.
 Rouvier (P.), 45 n.
 Rouvière, 12-22, 25-54, 317.
 Roux (A.), 201.
 Roux (Cl.), 158.
 Roux (Fr.), 260.
 Roux (J.), 136, 150, 158.
 Roux de Marilly, 181, 182 n.
 Rouxel (N.), 58.
 Roy (J.), 158.
Roybon, 151, 152, 158, 162.
 Roye (Mme de), 91.
 Rugeol (Th.), 163.
 Rumpf (Ch. C.), 88.
 Rustands (*Guerre des*), 87.
 Rutlet, 321.
 Ruigny, 182 n.
 Ryswick (*Paix de*), 7, 334.
 Sablé (M^{re} de), 88.
 Sabonadière, 320.
 Sabrenois (Ph.), 204.
 Sagnac (M.), 161.
Sagries, 138, 139.
 Sabatier (S.), 12.
 Sabatery (I. de), 134, 135.

- Saint-André (Fr.), 213.
 Saint-Affrique, 126.
 Saint-Agrève, 161, 322.
 Saint-Ambroix, 128, 136.
 Saint-André (de), 220.
 Saint-André-de-Valborgne, 50, 161, 322.
 Saint-Anlonin, 157, 159, 163, 314, 319.
 Saint-Barthélemy (La), 6, 97 n., 107, 237-266 n., 267 n., 268 n., 346-348.
 Saint-Baume (Couvent de), 179.
 Saint-Cergues, 313.
 Saint-Césaire, 320.
 Saint-Chartes, 128, 146, 320.
 Saint-Christophe-de-Double, 321.
 Saint-Cloud, 72, 73.
 Saint-Côme, 150, 161.
 Saint-Côme et Marvejols, 316.
 Saint d'Ailly (de), 209.
 Saint-Denis-Mailloc, 112.
 Saint-Étienne-en-Forêt, 323.
 Saint-Félix, 39, 322.
 Saint-Firmin, 134.
 Saint-Florentin (C^{te}), 137.
 Saint-Fortunat, 314.
 Saint-François-de-Sales, 86 n.
 Saint-Frézal, 162.
 Saint-Georges-de-Montaigu, 215.
 Saint-Germain, 265.
 Saint Germain (J. de), 103.
 Saint-Germain (Paix de), 261.
 Saint-Gilles, 314.
 Saint-Gonin, 151.
 Saint-Grégoire, 314.
 Saint-Hippolyte, 14, 30, 45, 46, 320.
 Saint-Hippolyte-de-Caton, 145, 148.
 Saint-Hippolyte-du-Fort, 149-159.
 Saint-Jacques (Affaire de la rue), 195.
 Saint-Jean-de-Cardonniques, 319.
 Saint-Jean-de-Ceyrargue (S.), 145-149.
 Saint-Jean-de-Gonville, 164.
 Saint-Jean-de-Gardonnique, 154, 162.
 Saint-Jean-de-Maurienne, 180.
 Saint-Jean-du-Gard, 24, 25, 152, 316.
 Saint-John-Berkeley, 185.
 Saint-Julien-la-Brousse, 158.
 Saint-Just (de), 319.
 Saint-Laurent, 323.
 Saint-Laurent-d'Aigouze, 151.
 Saint-Lyé, 180.
 Saint-Maixent, 308.
 Saint-Maria (de), 201.
 Saint-Martin, 299, 323.
 Saint-Maurice, 154, 313.
 Saint-Michel, 160.
 Saint-Michel-de-Daize, 314.
 Saint-Michel-de-Dèze, 160.
 Saint-Naufary, 321.
 Saint-Pierre-Aigle, 345-348.
 Saint-Pierre-de-Caen, 60.
 Saint-Pierre-de-Vic, 318.
 Saint-Pierre-sur-Dives, 215, 240.
 Saint-Quentin, 226 n., 246.
 Saint-Riverade, 323.
 Saint-Rome-de-Tarn, 156.
 Saint-Sabatou, 222.
 Saint-Savinien, 161, 316.
 Saint-Siège (Le), 81, 247.
 Saint-Simon, 8, 326 n., 333, 334.
 Saint-Tricat, 292-300.
 Saint-Vincent, 313.
 Saint-Yon (de), 204.
 Saint-Affrique, 155.
 Sainte-Croix (Card, de), 179 n., 247.
 Sainte-Croix de Caderles, 34.
 Sainte-Croix de Valfrancesque, 27 n.
 Sainte-Foy la Grande, 205.
 Saintes, 66-70, 327.
 Saintonge, 66, 210, 221, 268 n., 326, 327, 330.
 Sale (D.), 160.
 Salignes, 204.
 Salindre, 322.
 Salonique, 194.
 Saltet, 314.
 Salvaing (H.), 167 n.
 Sancerre, 313.
 Sandolle (J.), 203.
 Sandret, 342.
 Sancy (de), 91, 92.
 Santi, 313.
 Sardaigne (Roi de), 139, 144.
 Saroy (A.), 153.
 Sarpi, 179 n.
 Sarrazier (B.), 222, 228, 229.
 Sarthe (M.), 163.
 Sarthe (La), 98.
 Satte, 318.
 Saules (de), 201 n., 233.
 Saulnier (E.), 273.
 Saulnier (L.), 174.
 Saumur, 98, 270, 271.
 Sauvage (R. N.), 55.
 Sauvaire (P.), 156.
 Sauve, 149, 153-159, 274 n., 275-321.
 Sauveiran, 322.
 Sauver (P.), 162.
 Savantine (J.), 150.
 Savatier (Fr.), 158.
 Savoie (Duc de), 113 n., 139, 218.
 Savoie (La), 82.
 Savoye (Église de la), 135.

- Scalia*, 150.
Sch. (Th.), 180, 182, 183, 340.
Schaffhouse, 218.]
Schaller, 92.
Scherer (Ed.), 85.
Schervet (Mie), 160.
Schickler (F. de), 60 n., 258 n.
Schilligheim, 92.
Schmidt (Ch.), 273 n.
Schmitz (J.-A.), 88.
Schoell (Th.), 81-89.
Schomberg (G. de), 92.
Schomberg (M^{al}.), 88.
Schomberg (Th. de), 91.
Sconnard, 290, 292.
Scudelier (M.), 126.
Séances du Comité, 77, 178, 325.
Seaulx (R. de), 203.
Second, 85.
Sedan, 90, 114-118, 308.
Sééz, 238-240.
Segonsac, 313.
Séгур de Pardaillan (de), 91.
Seignelay, 301.
Seiler, 83.
Seissel (A. et P.), 157.
Selva (M.), 157.
Senecq, 294.
Sens, 156.
Sens (Card. de), 205 n., 212, 214.
Séqueville, 60 n.
Séqueville-en-Bessin, 55.
Sequi (A.), 161.
Serbre, 5.
Sermoticon (D.), 152.
Serre (J.), 162.
Serre (Marg.), 129.
Serres, 171, 318, 324.
Serres, 71 n.
Servan (D.), 162.
Servan (Michel), 284, 285.
Sève (E.), 162.
Severoli, 323.
Sicard, 336.
Sigard (Fr.), 291.
Sigard (M.), 295.
Sigard (S.), 297.
Sigard (V^o), 294.
Sigarède (S.), 151.
Sigoulès, 328.
Silhouette, 284 n.
Sillery (de), 91.
Silly, 241.
Siméon (Comte), 243, 245.
Simon, 297.
Simon (Richard), 282, 283.
Sinapine (M.), 150.
Sinton (J.), 161.
Siro (B.), 202.
Sivaz (Cl.), 154.
Six (G.), 297.
Six (J.), 293.
Six (S.), 295.
Sobeyran (M.), 163.
Sociétés huguenots améric., 185.
Sochon, 168, 174-176.
Soillier (Is.), 151.
Soissons, 346, 347.
Soleirette (J.-J.), 160.
Soleure, 16 n., 141.
Solomiac, 314.
Sombres (de), 290.
Somerset, 337.
Sommier, 313.
Sommières, 14, 159, 317.
Sorbonne (La), 252, 253.
Sorelle (M.), 151.
Sorèze, 149.
Sorrazier, 201.
Sorin (J.), 152.
Soubeyran, 178.
Soubise, 160.
Soudorgues, 149.
Soulache (D.), 151.
Soulce, 330, 336.
Soulier, 34.
Soulier (J.), 154.
Soulier (L.), 155.
Soulier (P.), 157.
Sourlan (de), 127 n.
Soustède (P.), 162.
Spanheim (Ez.), 333.
Spinosa, 278.
Springue (S.), 297.
Stanislas (Le roi), 93.
Stein (H.), 203 n.
Strabon, 276.
Stralsund, 139.
Strasbourg, 73 n., 90-94.
Struckédé (de), 140.
Sturm (J.), 273 n.
Suffolk, 187, 257.
Suisse, 6, 16, 96, 133, 188 n., 217, 218, 231, 275 n.
Sumène, 150.
Suplice (R. et J.), 152.
Suze, 179.
Synodes. — *du Désert*, 10, 11, 25, 28, 35, 37, 43-49, 53 n., 54. — *de Gourgassel*, 29. — *de La Font du Verd*, 29. — *de Loudun*, 70, 241. — *de Monoble*, 46. — *du Vignan*, 275. — **Nationaux**, 71. — *de 1659*, 241. — *de 1681*, 275, — *de 1715*, 77.

été assemblés, et avec eux deux laïcs « des plus éclairés »¹. La prière est prononcée. Court prend la parole et dépeint la triste situation de l'Église. Aux maux présents, un seul remède efficace peut être apporté, « le rétablissement de la discipline » traditionnelle. « Il s'est rendu ce jour-là au milieu d'eux pour en jeter les premiers fondements ». Que l'assemblée commence donc par se constituer à la manière des anciens synodes provinciaux, en élisant un modérateur pour la présider, et un secrétaire pour rédiger les décisions qui seront prises. La proposition est accueillie, Court « à la pluralité des suffrages » est élu à la fois modérateur et secrétaire.

Aucun ordre ne subsiste. Il convient, en premier lieu, de rétablir les Églises locales, en choisissant dans les anciennes paroisses réformées des hommes éprouvés qui reprendront la charge et la responsabilité des « Consistoriaux » d'autrefois. Les deux laïcs présents sont aussitôt désignés comme Anciens pour l'Église de Monoblet.

Leurs fonctions sont immédiatement précisées :

1° Ils seront, comme les Anciens du passé, des « surveillants des mœurs », soit à l'égard du troupeau, soit à l'égard des prédicateurs.

2° Ils fixeront pour les assemblées du culte, des lieux favorables, et y convoqueront les fidèles avec la prudence et le secret nécessaires.

3° Ils procureront aux prédicateurs des retraites sûres, et les fourniront de guides.

4° Ils collecteront dans chaque Église des fonds destinés au soulagement des pauvres.

Des Anciens, l'assemblée passe alors aux prédicateurs. Ceux-ci, qui ne vivent que de leurs propres ressources (c'est le cas de Huc, qui travaille de ses mains), ou des ressources de leur famille (Court et Rouvière étaient dans ce cas), ou des dons volontaires de leurs auditeurs, ont quelquefois l'habitude « d'employer à leurs besoins les

1. Le second récit dit : « quelques laïcs », et note plus bas « qu'on conféra la charge d'anciens aux laïcs qui se trouvaient dans l'assemblée ». Or d'après le récit des *Mémoires*, « deux anciens » seulement furent installés.

deniers collectés dans les assemblées en faveur des pauvres ». Cet usage, qui remonte aux premiers temps de la persécution, est cependant jugé par Court « déshonorant pour le ministère, et de dangereuse conséquence », et il le fait abolir.

Indépendants les uns des autres jusqu'à présent, les prédicateurs, désormais, formeront un corps. Les Anciens « les surveilleront », et leurs collègues pourront « les reprendre ». L'assemblée rétablissant la « Censure amiable et fraternelle » qui terminait les séances des colloques ou des synodes du ^{xvii}^e siècle, s'achève par « l'examen des mœurs » de tous les prédicateurs et de tous les laïcs présents¹.

Jusqu'ici, nous avons vu l'assemblée restaurer d'anciens règlements. Court juge que des stipulations spéciales sont commandées par les désordres actuels de l'Église. Sur sa proposition, deux articles relatifs au prophétisme sont votés « à la pluralité », qui haussent la petite réunion à la hauteur d'un comité révolutionnaire. Elle se dresse contre des usages qui ont la vogue dans tout le Languedoc :

1° Il sera défendu, désormais, aux femmes de « prêcher », selon l'ordre de saint Paul ;

2° Les prédicateurs devront s'en tenir uniquement à l'Écriture Sainte comme à la seule règle de la foi. En conséquence, « on rejettera toutes les prétendues révélations ».

Nous tenons cet exposé de Court pour conforme à la réalité. Examinons maintenant ce qu'il nous dit des conditions dans lesquelles l'assemblée a été convoquée. Dans son *Mémoire aux arbitres*², il se représente comme ayant déjà conçu en 1713, à 18 ans, quand il est devenu prédicateur itinérant, un plan complet de la restauration de l'Église, plan qu'il aurait commencé à réaliser dès le premier synode, conscient de toute son étendue. Réunir

1. Voir P. de Felice, *Les protestants d'autrefois. Conseils ecclésiastiques*, 281, 282 (Censures dans les Colloques), 319 (dans les Synodes).

2. Coquerel, t. I, p. 25.

- Taffin** (J.), 111 n.
Taissier (E.), 160.
Taissier (J.), 154.
Taillefer, 308.
Tallard, 171.
Talle, 290, 293, 296.
Tallemant des Réaux, 88.
Tanon, 325.
Tanon (L.), 192.
Tanon (Pélissier), 192.
Tapin Malvizzi, 309.
Tappon, 316.
Tardif (R.), 267.
Taurin Gravelle, 199, 210.
Tauzin, 66-69.
Taveine (J.), 153.
Teissier, 317.
Teissier (E.), 260.
Teissière (J.), 154.
Téligny, 266.
Téligny (de), 97, 107.
Temples. — d'*Avernes*, 191, — de *Blanzac*, 129. — du *Diocèse de Séz*, 238-241. — de *Durfort*, 40 n., 41 n. — de *Gap*, 169. — de *La Ferté-Vidame*, 240. — d'*Uzès*, 129.
Tencin (M^{me} de), 277, 278.
Tenevail (J.), 156.
Terain, 308.
Teron, 313, 319.
Terrasson (J.), 260.
Terson, 314.
Tessier (E.), 151.
Testament de Jean Vaultier, ministre (1564), 55 et de J. A. de Piloti (1695), 303.
Teyssier, 320, 322.
Theobon, 328.
Theys (A. et G.), 167 n.
Thibaude, 27, 40.
Thibaudeau, 331 n.
Thiébauld (D.), 125 n.
Thiers, 317.
Thionville, 226, 341.
Tholon (J. de), 175 n.
Thoise, 322.
Thomas (E.), 316.
Thomas (Fr.), 66-69.
Thomé (Ar.), 304.
Thonnois (P.), 226 n.
Thors (de), 333 n.
Thou (de), 206, 221.
Thouars, 157, 314.
Thoulouse (de), 130, 131.
Thouroulde (M.), 58.
Tillard, 93.
Tindale, 338.
Tissier (J.), 162.
Tomassi (G.), 163.
Tonneins, 156, 161-164, 321.
Tonnellier (M.), 149.
Torcy (M^{re} de), 99.
Torre-Pellice, 82.
Torrette (A. et D.), 156.
Torrette (J.), 158.
Toscane (La), 81, 246 n.
Toulouse, 84, 130, 131, 163, 274 n., 276, 314.
Tour de Constance (La), 50.
Tournon (Cardinal de), 81.
Tourret (M.), 154.
Tours, 151, 265-272.
Tourtlot (S.), 66-69.
Tourtire (M.), 201.
Trachet (P.), 297.
Trajan, 270.
Trans (M^{re} de), 205 n.
Trassier (P.), 158.
Treignac, 318.
Tremault, 295.
Tremellins, 257.
Tresfonds, 34, 38-41, 44.
Tribut (J.), 152.
Tricot (S.), 150.
Trièves, 163, 174, 318.
Trinquier (E.), 167 n.
Tronchin, 280.
Tronchin (H.), 111 n.
Trone, 318, 319.
Trouillard (P.), 297.
Troupereau (A.), 202.
Troyes, 179, 180.
Trublet, 277 n.
Truchet, 297.
Tudèle (Benjamin de), 276, 287.
Turenne, 88, 302.
Turenne (V^{ie} de), 92.
Turenne, 315.
Turin, 139, 140, 143, 155.
Turretini, 85.
Turretini (M.), 275, 276.
Uchard, 256.
Urbini, 323.
Utrecht (La Paix d'), 20, 25.
Uzès, 28, 48, 125-149, 153-160, 316, 317.
Uzès (Duc d'), 132, 138.
Vacheron, 317.
Vachier (L.), 204.
Vaillant (M.), 213.
Val, 190.
Valade, 319.
Valangin, 142.

- Valat, 314.
Valavran, 314.
Valdrome, 160.
Valence, 28, 150, 200.
 Valentine, 40 n.
 Valette (L'Abbé), 256.
Valframbert, 240.
 Valgelien (J. de), 162.
 Vallanson (E.), 201.
Vallarangué, 150.
 Valteau, 336.
 Vallenduc (Abr.), 290.
 Vallentin (Abr.), 290.
Vallerangue, 157.
 Vallon, 304.
Vallongues, 322.
 Valloton (B.), 187.
 Valois (Les), 80, 248, 249.
 Valot, 313.
Vals, 19, 20, 318.
 Valtan (J.), 245.
Vandœuvres, 149.
 Van Gennep, 95, 96.
 Van-Houte, 293.
 Varage (H.), 203.
 Varangles, 133.
 Varchal, 324.
 Vasquez, 316.
 Vassier, 318.
 Vassi (G. de), 240.
Vaucelles, 80, 81.
Vaudois (Les), 167, 218.
 Vaudray (A. de), 104.
 Vaudray (Is. de), 104, 110.
 Vaudray (L. de), 97, 104.
 Vaultier (J.), 55-60.
 Vaunage, 30.
 Vauquelin de la Fresnaye, 55.
Vauvert, 151, 163.
 Vauvert, 27 n.
 Vauvert (de), 40 n.
Vaux, 66.
 Vaux (de), 145, 146.
Veigy, 152.
 Vellebrave (J.), 202.
Vence, 155.
 Venin (Is.), 293.
 Vennevelles (de), 100.
Venœuvre, 321.
 Verat, 322.
 Verchand, 138.
 Verchand (D. de), 143.
 Verdon (A.), 157.
 Verfeuil (B^{on} de), 145.
 Vermeil (Fr.), 178.
 Vermeil (J.), 202.
 Vernes (J.), 85.
 Vernet, 85, 322, 324.
 Vernette (A.), 163.
 Véron, 325 n.
 Verot (de), 255.
Versailles, 124, 138, 301, 306, 342.
 Versobre, 317.
Versoir, 332.
 Vervene (de), 239.
 Vesian, 317.
 Vesines (de), 91.
 Vesson, 11-48.
Vestric, 256.
Vevey, 184.
Vexin-le-François, 189.
 Veynes (de), 166.
Vezenobres, 152.
 Viala, 45 n.
Viala (M.), 162.
 Viard (P.), 86, 87.
 Vibert (P. et Th.), 182.
Vic, 155.
 Victor Eugène (Le roi), 140.
 Vidal (J.), 164.
Vielleglise, 290-300.
 Vieilles (J.), 45 n.
 Vieusse (de), 315.
Vienne, 150.
 Vienne (A. de), 91.
 Viénot (J.), 77, 325.
 Viger, 328.
 Viget, 317.
 Vignard, 315.
 Vigne (J.), 202.
 Vignole (L.), 149.
 Vignole (M. de), 150.
 Vignole (P. de), 157.
 Vigoureux (B.), 237, 238.
 Vilain (Ch.), 291.
 Villars (Le M^{is} de), 236.
Villefranche, 222.
 Villefranche (P.), 203.
Villelagrand, 323, 324.
Villemagne, 158, 315, 319.
Villemur, 320.
 Villeneuve (Ch. de), 155.
Villeneuve, 160.
 Villeneuve (de), 301-303.
Villeneuve-de-Berg, 18-22.
 Villeranus (N.), 234.
 Villeroy (Le M^{al}), 8.
 Villiers (de), 204, 293.
Vilna, 259.
 Vincent, 336.
 Vincent (Fr.), 161.
 Vincent (S.), 153.
Vinsobres, 151.
Vre, 240 n.

Viret (P.), 225.
 Virier (A.), 152.
 Visme (J. et P. de), 194.
 Vissec, 316.
 Vit (A. de), 159.
 Vitré, 109.
 Vitry-le-François, 153.
 Vitus, 291.
 Vivant, 202.
 Vivarais, 13, 18, 19, 41, 45-50, 160,
 318-320.
 Vivian (G.), 167 n.
 Voitet (J.), 157.
 Voltaire, 85, 279, 282 n., 284, 285.
 Voreppe, 161.
 Vos (V^e de), 295.
 Vousse (J.), 162.
 Voyene (P.), 154.
 Vualliet (Mia), 160.
 Vuarin, 85.
 Vuatel (Hier.), 291.
 Vuatrelot, 296.
 Vuatrelot (J.), 292.
 Vuillerens, 234.
 Vuillerens (N. de), 234.
 Vulaines, 100 n., 101, 105.
Wagner (H.), 65 n.
 Walsingham, 111 n.
 Warty (de), 209.
 Wasselonne, 91.

Weiss (N.), 65, 77, 90, 93, 95, 96, 115,
 178, 182 n., 186, 187, 188, 191, 192,
 194, 235, 239, 254, 258, 260, 275 n.,
 289, 304, 312, 325, 335, 338, 345.
 Werder, 127.
 Wesel, 136.
 Winterthur, 129.
 Wirvingnes, 299.
 Wittemberg, 82, 193, 341.
 Wittemberge, 341.
 Wittingham (W.), 338.
 Wolfgang de Bavière, 261.
 Worms, 218 n.
 Wurtemberg (Ch. et G.), 218.
 Wurtemberg, 95, 96.

Yans (Ja.), 294.
 Ymbert-Chastron, 171 n.
 Ysotte (A.), 201.
 Yvoire, 313, 323.
 Yvon (Fr.), 266 n.

Zeba, 309-311.
 Zinzendorf, 85.
 Zouaffre, 292-300.
 Zurich, 11 n., 21, 28, 47, 129, 141, 147,
 180, 198, 200 n., 201 n., 210, 211,
 218.
 Zurich (Liste de), 216, 217, 220-223,
 233.

2. TABLE ALPHABÉTIQUE

DES COLLABORATEURS AU TOME LXV

Atger (A.), 255.
 Aubert (H.), 97, 111.
 Bost (Ch.), 10.
 Charnisay (M^{me} de), 125.
 Garreta (R.), 61, 345.
 Lavergne (Ger.), 236.
 Pandin de Lussandière (J.), 66.
 Puaux (Frank), 70, 241.
 Reuss (R.), 90.
 Reverdin (F.), 149, 313.

Ritter (E.), 274.
 Roman (J.), 165, 303.
 Saulnier (E.), 261.
 Sauvage (B. N.), 55.
 Schœll (Th.), 79, 82, 84, 86, 87, 179,
 181, 182, 184, 338.
 Weiss (N.), 5, 61, 90, 92, 93, 95, 114,
 185, 186, 187, 192, 193, 195, 238, 246,
 257, 259, 288, 300, 305, 325, 341, 348.

3. TABLE GÉNÉRALE ET CHRONOLOGIQUE

1916

N. WEISS. — Préface du Bulletin de 1916 1715-1915	5
— Pour la Fête de la Réformation	193

ÉTUDES HISTORIQUES

CH. BOST. — Les deux premiers Synodes du Désert (21 août 1715-13 janvier 1716)	10
H. AUBERT. — Marie de Luré, dame de la Noue	97
N. WEISS. — Épisodes de la Réforme à Paris. — L'assemblée de la rue Saint-Jacques, 4-5 septembre 1537	195
EUGÈNE SAULNIER. — Un projet d'impôt sur le revenu au xvi ^e siècle. — La levée de deniers faite sur les protestants, pour le paiement des reîtres en 1571	261
EUGÈNE RITTER. — Jean Astruc, auteur des conjectures sur la Genèse	274

DOCUMENTS classés par ordre chronologique.

XVI^e SIÈCLE

B.-N. SAUVAGE. — Testament de Jean Vaultier, ministre de Secqueville-en-Bessin (Calvados) et lettres de Matignon (1564-1573)	53
GÉRAUD LAVERGNE. — Le Cimetière protestant de Périgueux au xvi ^e siècle	236
H. AUBERT. — Deux lettres inédites de Marie de Luré à Th. de Bèze (1596-1600)	411

XVII^e SIÈCLE

N. WEISS et R. GARRETA. — Deux portraits du pasteur de Rouen, Jean-Maximilien de Langle, 1652	61
N. WEISS. — Temples du diocèse de Séez, poursuivis avant la Révocation	238
— Les fugitifs du Calaisais et du Boulonnais, dont les biens furent saisis après la Révocation (1687)	288
JOSEPH ROMAN et N. WEISS. — Le testament de Jean-Antoine de Piloti, 6 mars 1695	300
N. WEISS. — Un Mémoire inédit de l'archevêque de Reims, Charles-Maurice Le Tellier, sur la conduite à tenir vis-à-vis des protestants en 1698	444

F. REVERDIN. — Relevé des noms des prosélytes et réfugiés figurant aux registres du Consistoire de Genève à partir de 1660 (1696-1699).	149
J. PANDIN DE LUSSAUDIÈRE. — Poursuites exercées contre 15 protestants de Saintonge en 1699-1700. Rôle de l'évêché de Saintes sous Guillaume de la Brunetière.	66

XVIII^e SIÈCLE

M ^{me} DE CHARNISAY — Les chiffres de l'abbé Rouquette. Étude sur les fugitifs du Languedoc (Uzès-Fabre à Froment)	125
F. REVERDIN. — Relevé des noms des prosélytes et réfugiés figurant aux registres du Consistoire de Genève à partir de 1660 (1700-1703).	313
N. WEISS. — Une dénonciation contre Marc Guilton, chapelain de l'ambassade de Hollande (1725).	305

XIX^e SIÈCLE

FRANK PUAUX. — Lettres et allocutions de Napoléon aux protestants français.	70
— Lettres officielles, 1807, 1809, 1814	241

MÉLANGES

J. ROMAN. — Le meurtre de Louis Aymé, épisode de la première guerre de religion à Gap, en Dauphiné	165
SÉANCES DU COMITÉ.	77, 178 et 325

CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

TH. SCHÖELL. — Les origines politiques des guerres de religion. — Les Français à l'étranger (vallées Vaudoises du Piémont et en Allemagne au xviii ^e siècle). — La Compagnie du Très Saint-Sacrement à Toulouse. — Les Années climatériques des églises protestantes et catholiques de Genève (1635-1907). — La dime en France au xvi ^e siècle. — Le médecin Antoine Menjot, notes péripascalienues	79
— Le Masque de fer, Claude-Roux de Marcilly. — Un évêque protestant de Troyes. — Au Canada, la Nouvelle France catholique. — Histoire du Protestantisme français au Canada et aux États-Unis	179
— Anne d'Autriche et Mazarin. — La Bourgogne en 1523.	338
N. WEISS. — Les Sociétés huguenotes des États-Unis d'Amérique.	185
— L'avènement politique de la Réforme française, d'après M. L. Romier.	246
— Une relation catholique de la mission du marquis de Boufflers en Guyenne, Périgord, Saintonge, en 1685. — Annales de la ville de New-Rochelle. — Les protestants anglais réfugiés à Genève au temps de Calvin, 1555-1560.	325

CORRESPONDANCE ET NOTICES DIVERSES

A. ATGER. — A Bernis, avant et après la Révocation.	255
R. GARRETA. — A propos d'une plaquette contre le pasteur Pierre Dumoulin : les de Courville, de Montigny, de Billy, etc.	345
N. WEISS et R. REUSS. — A Sedan et à Strasbourg. — Documents concernant la Réforme.	90

N. WEISS. — A propos de « Calvin en Angleterre ». — L'Éclair du Midi et la Révocation en Alsace. — Un descendant d'un réfugié du nom de Court.	92
— A propos du Monument de la Réformation. — Lord Kitchener. — Les Irlandais, les Canadiens français et le Protestantisme. — Illustrations de l'étude de M. Pannier sur la Réforme dans le Vexin français.	186
— Descendants des Huguenots victimes de la guerre. — Encore Lord Kitchener. — Victor Jay Chapman.	257
— Notes rectificatives et complémentaires pour le Bulletin de juillet-septembre 1916. — Une lettre de M. Lucien Romier.	341

NÉCROLOGIE

N. WEISS. — Louis Tanon	192
— Henri de La Bruyère, Jacques et Pierre de Visme.	194
— M. le Dr Richard Béringuier.	259
— M. le pasteur D. Benoit	260

ERRATA ET ADDENDA

Sur le titre et en tête de la première page, remplacer LXVI et quatorzième par LXY et treizième.

P. 61, 6^e ligne à partir du bas, lisez *le* texte; — p. 75, l. 25, l. commence; — p. 79, dernière ligne, lisez sous; — p. 81, l. 24, l. tribue; — p. 88, l. 12, lisez *le* maréchal; — p. 93, l. 16, l. *tains*; — p. 193, l. Wittemberge (Prusse or); — p. 225, 2^e ligne de la 1^{re} note, ajoutez cf. *Bull.* 1901, 593; — p. 251, l. 11, l. exagérés; — p. 258, l. 16, l. Civray (*Vienne*); — p. 308, l. 12, l. (Renan, Jura bernois); — p. 317, l. 33, ajoutez Poyols, canton de Luc-en-Diois; — p. 320, l. 34, l. (*Ardèche*).

